Perspectives économiques de l'OCDE



OCDE

ÉDITIONSOCDE

Volume 2006/1
N° 79, juin

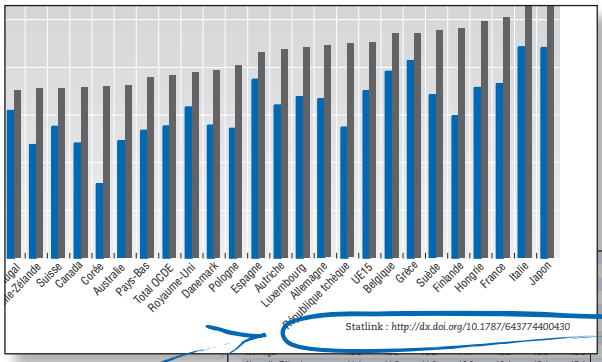
Ce livre contient des...

Les tableaux ou graphiques de ce livre sont interactifs !

StatLinks

Accédez aux fichiers Excel™ à partir des livres imprimés !

En bas à droite des tableaux ou graphiques de cet ouvrage, vous trouverez des StatLinks. Pour télécharger le fichier Excel™ correspondant, il vous suffit de retranscrire dans votre navigateur Internet le lien commençant par : ***http://dx.doi.org***.
Si vous lisez la version PDF de l'ouvrage, et que votre ordinateur est connecté à Internet, il vous suffit de cliquer sur le lien.
Les StatLinks sont de plus en plus répandus dans les publications de l'OCDE.



Statlink : http://dx.doi.org/10.1787/643774400430

Nouvelle-Zélande	11.1	11.5	11.8	12.3	13.4	15.4	17.4	23.3	23.7	23.8	24.6	26.5	30.7	35.5
Pays-Bas	12.8	13.2	13.6	14.0	15.0	17.3	19.1	27.9	27.6	26.8	27.2	29.3	33.9	38.0
Pologne	10.1	11.1	12.2	12.9	13.0	14.8	17.6	..	25.1	27.2	28.5	28.6	33.0	40.3
Portugal	13.4	14.6	15.5	16.0	16.3	17.1	18.1	28.0	29.9	30.9	31.1	31.5	33.2	35.2
République slovaque	10.3	10.9	11.4	11.8	12.4	13.8	16.3	..	23.6	23.9	23.6	24.7	28.0	34.0
République tchèque	12.5	13.2	13.8	14.2	15.9	18.7	21.4	..	26.4	27.4	28.2	31.8	38.3	44.8
Royaume-Uni	15.7	15.7	15.6	15.7	16.3	17.9	18.9	31.4	32.4	31.7	31.6	32.7	36.3	39.0
Suède	17.8	17.5	17.3	17.4	18.7	20.6	21.6	32.8	34.5	34.1	35.0	38.5	43.7	47.5
Suisse	14.6	14.7	15.3	15.9	17.2	18.7	19.9	..	26.8	27.6	28.4	30.4	33.0	35.5
Turquie	4.3	4.7	5.4	5.9	6.2	6.9	7.9	11.9	13.4	16.5	18.6	20.0	22.6	26.7
UE15	14.6	15.5	16.3	17.2	18.1	19.4	20.7	..	34.3	35.1	36.4	38.3	41.5	45.1
Total OCDE	11.6	12.4	13.1	13.8	14.7	16.2	17.7	..	26.7	27.7	29.0	31.0	34.5	38.3

Statlink : http://dx.doi.org/10.1787/242034350608

Rapport entre la population âgée de plus de 65 ans et la population active totale

Pourcentage

Utilisez les StatLinks pour télécharger les tableaux au format Excel™ !

StatLinks : une innovation des Éditions OCDE.
Pour en savoir plus : ***www.oecd.org/statistics/statlink***

OCDE
ÉDITIONSOCDE

Nous voudrions connaître votre opinion sur nos publications et services tels que les StatLinks : écrivez-nous à oecdpublishing@oecd.org

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

79

JUIN 2006

OCDE

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

L'OCDE est un forum unique en son genre où les gouvernements de 30 démocraties œuvrent ensemble pour relever les défis économiques, sociaux et environnementaux, que pose la mondialisation. L'OCDE est aussi à l'avant-garde des efforts entrepris pour comprendre les évolutions du monde actuel et les préoccupations qu'elles font naître. Elle aide les gouvernements à faire face à des situations nouvelles en examinant des thèmes tels que le gouvernement d'entreprise, l'économie de l'information et les défis posés par le vieillissement de la population. L'Organisation offre aux gouvernements un cadre leur permettant de comparer leurs expériences en matière de politiques, de chercher des réponses à des problèmes communs, d'identifier les bonnes pratiques et de travailler à la coordination des politiques nationales et internationales.

Les pays membres de l'OCDE sont : l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, la Corée, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, le Mexique, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie. La Commission des Communautés européennes participe aux travaux de l'OCDE.

Les Éditions OCDE assurent une large diffusion aux travaux de l'Organisation. Ces derniers comprennent les résultats de l'activité de collecte de statistiques, les travaux de recherche menés sur des questions économiques, sociales et environnementales, ainsi que les conventions, les principes directeurs et les modèles développés par les pays membres.

La version anglaise des *Perspectives économiques de l'OCDE* est publiée sous le titre *OECD Economic Outlook.*

Les *Perspectives économiques de l'OCDE* paraissent sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les appréciations portées sur l'évolution future des divers pays ne correspondent pas forcément aux vues des autorités nationales des pays considérés. La source des données statistiques contenues dans les tableaux et graphiques est l'OCDE, sauf indication contraire.

© OCDE 2006

Les permissions de reproduction partielle à usage non commercial ou destinée à une formation doivent être adressées au Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC), 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris, France, tél. (33-1) 44 07 47 70, fax (33-1) 46 34 67 19, pour tous les pays à l'exception des États-Unis. Aux États-Unis, l'autorisation doit être obtenue du Copyright Clearance Center, Service Client, (508)750-8400, 222 Rosewood Drive, Danvers, MA 01923 USA, ou CCC Online (*www.copyright.com)*. Toute autre demande d'autorisation de reproduction ou de traduction totale ou partielle de cette publication doit être adressée aux Éditions de l'OCDE, 2, rue André-Pascal, 75775 Paris Cedex 16, France.

TABLE DES MATIÈRES

Éditorial : Une croissance toujours vigoureuse dans l'ensemble, mais vulnérable vii

I. Évaluation générale de la situation macroéconomique 1

Aperçu général 1
L'expansion s'intensifie 2
Mais les tensions continuent de s'accumuler 7
Des perspectives encore assez favorables 21
Les enjeux de la politique macroéconomique 27
Appendice I.1 : Estimations révisées de l'OCDE pour l'offre : l'approche par les services du capital 39
Appendice I.2 : Le scénario de référence à moyen terme 48

II. Évolutions dans les pays membres de l'OCDE et dans certaines économies non membres 53

États-Unis 53
Japon 58
Zone euro 63
Allemagne 68
France 73
Italie 78
Royaume-Uni 83
Canada 88
Australie 93
Autriche 96
Belgique 99
Corée 101
Danemark 104
Espagne 107
Finlande 110
Grèce 113
Hongrie 116
Irlande 119
Islande 122
Luxembourg 125
Mexique 128
Norvège 131
Nouvelle-Zélande 134
Pays-Bas 137
Pologne 140
Portugal 143
République slovaque 146
République tchèque 149
Suède 152
Suisse 155
Turquie 158
Brésil 161
Chine 165
Inde 169
Fédération de Russie 173

III. Les pressions budgétaires à prévoir pour les dépenses relatives aux soins de santé et aux soins de longue durée 177

Appendice : Politiques de maîtrise des coûts dans les pays de l'OCDE : vue d'ensemble 188

Chapitres spéciaux parus dans les derniers numéros des *Perspectives économiques de l'OCDE* 191

Annexe statistique 193

Classification des pays 194
Mode de pondération pour les données agrégées 194
Taux de conversion irrévocable de l'euro 194
Systèmes de comptabilité nationale et années de référence 195
Tableaux annexes 197

Encadrés

I.1. L'investissement des entreprises a-t-il été insuffisant au cours de ce cycle ? 4
I.2. Pourquoi les taux obligataires sont-ils si faibles ? 16
I.3. La hausse des prix des logements touche-t-elle à son terme ? 19
I.4. Hypothèses de politique économique et autres sous-tendant les prévisions 24
I.5. Comment l'inflation est-elle influencée par la mondialisation ? 29
I.6. Comment la politique budgétaire a-t-elle contribué à stabiliser les fluctuations conjoncturelles ? 35
I.7. Hypothèses du scénario de référence à moyen terme 52
III.1. Hypothèses exogènes sur lesquelles reposent les prévisions 180

© OCDE 2006

Tableaux

I.1. La croissance devrait continuer 1
I.2. Les salaires réels sont en retard sur la productivité 3
I.3. Le marché du travail s'améliore 6
I.4. Forte croissance pour le premier semestre de 2006 22
I.5. La croissance du commerce mondial reste soutenue et les déséquilibres extérieurs se creusent 23
I.6. La reprise s'élargit 25
I.7. La consolidation budgétaire demeure insuffisante 34
I.8. Décomposition de la croissance tendancielle avec la méthode révisée 47
I.9. Résumé du scénario de référence à moyen terme 49
I.10. Évolutions budgétaires dans le scénario de référence à moyen terme 50
I.11. Croissance du PIB potentiel et de ses composantes 51
III.1. Résumé des prévisions relatives aux dépenses publiques au titre des soins de santé et soins de longue durée 178
III.2. Décomposition des prévisions relatives au PIB par habitant 181

Graphiques

I.1. L'expansion est devenue plus équilibrée 3
I.2. Les marchés de l'énergie sont tendus 8
I.3. Les importations des producteurs de pétrole sont en retard sur leurs exportations 10
I.4. Les déséquilibres des comptes courants s'aggravent et les réserves officielles explosent 12
I.5. Les conditions financières restent souples 15
I.6. La confiance des entreprises s'améliore 21
I.7. La plupart des taux directeurs remontent 27
I.8. Le lien entre demande locale et inflation se distend 28
I.9. Les déterminants de l'inflation sous-jacente 31
I.10. L'inflation globale et sous-jacente convergent 32
I.11. Les objectifs budgétaires évoluent continuellement 37
I.12. Croissance potentielle et écart de production pour l'ensemble de l'économie 41
III.1. Accroissement total des dépenses au titre des soins de santé et de longue durée par pays, 2005-2050 179
III.2. Effets des variables démographiques sur les dépenses au titre des soins de santé 182
III.3. Effets des variables démographiques sur les dépenses au titre des soins de longue durée 182

Ce livre contient des...



StatLinks

Accédez aux fichiers Excel™ à partir des livres imprimés !

En bas à droite des tableaux ou graphiques de cet ouvrage, vous trouverez des Statlinks. Pour télécharger le fichier Excel™ correspondant, il vous suffit de retranscrire dans votre navigateur Internet le lien commençant par : ***http://dx.doi.org***.
Si vous lisez la version PDF de l'ouvrage, et que votre ordinateur est connecté à Internet, il vous suffit de cliquer sur le lien.
Les Statlinks sont de plus en plus répandus dans les publications de l'OCDE.

Légendes

$	Dollar des États-Unis	.	Décimale
¥	Yen japonais	I, II	Semestres
£	Livre sterling	T1, T4	Trimestres
€	Euro	Billion	Mille milliards
mb/j	Millions de barils par jour	Trillion	Mille billions
. .	Données non disponibles	c.v.s.	Corrigé des variations saisonnières
0	Nul ou négligeable	n.c.v.s.	Non corrigé des variations saisonnières
–	Sans objet		

© OCDE 2006

Résumé des prévisions

	2005	2006	2007	2006			2007				Quatrième trimestre		
				T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	2005	2006	2007
	Pourcentage												
Croissance du PIB en volume													
États-Unis	3.5	3.6	3.1	4.0	3.4	3.2	3.0	3.0	3.0	2.9	3.2	3.9	3.0
Japon	2.7	2.8	2.2	2.7	2.4	2.5	2.1	2.1	2.2	2.0	4.3	2.2	2.1
Zone euro	1.4	2.2	2.1	2.2	2.3	2.2	1.7	2.3	2.4	2.4	1.8	2.3	2.2
OCDE total	2.8	3.1	2.9	3.3	3.0	2.9	2.7	2.9	3.0	2.9	3.0	3.1	2.9
Inflation													
États-Unis	2.8	3.0	2.3	3.0	2.0	2.2	2.2	2.3	2.3	2.2	3.1	2.6	2.3
Japon	-1.3	-0.6	0.5	0.4	0.4	0.4	0.6	0.6	0.7	0.7	-1.7	0.1	0.6
Zone euro	1.7	1.6	2.0	1.4	1.6	1.5	2.5	2.1	2.1	2.0	1.9	1.3	2.2
OCDE total	2.0	2.2	2.0	2.1	1.8	1.9	1.9	2.0	2.0	2.1	2.0	1.9	2.0
Taux de chômage													
États-Unis	5.1	4.7	4.7	4.7	4.6	4.7	4.7	4.7	4.7	4.8	5.0	4.7	4.8
Japon	4.4	4.0	3.5	4.1	3.9	3.8	3.6	3.5	3.4	3.3	4.5	3.8	3.3
Zone euro	8.6	8.2	7.9	8.2	8.1	8.2	8.1	8.0	7.9	7.8	8.4	8.2	7.8
OCDE total	6.5	6.2	6.0	6.2	6.1	6.1	6.1	6.0	6.0	5.9	6.4	6.1	5.9
Croissance du commerce mondial	7.5	9.3	9.1	7.8	8.5	8.9	9.3	9.4	9.5	9.5	8.3	8.9	9.4
Balance courante													
États-Unis	-6.4	-7.2	-7.6										
Japon	3.6	4.3	5.5										
Zone euro	-0.2	-0.4	-0.3										
OCDE total	-1.9	-2.1	-2.1										
Solde corrigé des variations cycliques													
États-Unis	-3.7	-3.7	-3.9										
Japon	-4.9	-5.3	-5.2										
Zone euro	-1.6	-1.6	-1.5										
OCDE total	-2.7	-2.8	-2.8										
Taux d'intérêt à court terme													
États-Unis	3.5	5.1	5.1	5.0	5.2	5.3	5.3	5.1	5.1	5.0	4.3	5.3	5.0
Japon	0.0	0.1	0.7	0.1	0.1	0.1	0.3	0.6	0.9	1.1	0.0	0.1	1.1
Zone euro	2.2	2.7	3.4	2.6	2.7	2.9	3.2	3.4	3.5	3.7	2.3	2.9	3.7

Note: La croissance du PIB, l'inflation (croissance de l'indice implicite des prix du PIB) et la croissance du commerce mondial (moyenne arithmétique des importations et des exportations mondiales en volume) sont corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables et exprimées en taux annualisés. Les trois dernières colonnes (quatrième trimestre) sont en taux de croissance annuels s'il y a lieu et en niveaux par ailleurs. Les taux d'intérêt sont: États-Unis : eurodollar à 3 mois ; Japon : certificat de dépôt à 3 mois ; zone euro : taux interbancaire à 3 mois.

Les hypothèses sur lesquelles sont fondées les prévisions sont les suivantes :

- les politiques budgétaires en vigueur ou annoncées restent inchangées ;
- les taux de change restent inchangés par rapport à leur niveau du 4 mai 2006 ; en particulier 1 dollar = 113.50 yen et 0.79 euros.

Les prévisions ont été établies à partir de données collectées avant la date limite du 17 mai 2006.

Source : Base de données des *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 79.

ÉDITORIAL : UNE CROISSANCE TOUJOURS VIGOUREUSE DANS L'ENSEMBLE, MAIS VULNÉRABLE

Depuis la publication de nos dernières *Perspectives*, l'économie mondiale a confirmé sa capacité à traverser sans encombre, ni ralentissement marqué, les périodes de turbulences. Les économies d'Asie ont poursuivi leur course qu'il s'agisse de la Chine, avec une croissance à deux chiffres, ou de l'Inde. Après des années de morosité et de pressions déflationnistes, le Japon est désormais engagé sur une voie nouvelle, où consommation vigoureuse et revenus du travail en hausse se conjuguent désormais au dynamisme des exportations et de l'investissement pour soutenir la croissance. Aux États-Unis, les ouragans n'ont affaibli que de manière transitoire l'activité économique, qui a rebondi dès le début 2006. En Europe continentale, l'activité a de nouveau faibli en fin d'année dans la foulée des hausses de prix énergétiques, mais a accéléré début 2006.

Plus avant, les enquêtes auprès des ménages et des entreprises suggèrent qu'à court terme les perspectives de croissance pourraient converger au sein de l'OCDE. La zone euro croîtrait à un rythme légèrement supérieur à sa tendance au cours des prochains mois, de même que le Japon et les États-Unis. Après une série de reprises avortées, une expansion s'élargissant à la consommation n'a jamais paru aussi probable en Allemagne depuis la fin des années 90. De fait, les enquêtes auprès des entreprises suggèrent que leur confiance est d'ores et déjà largement supérieure à sa moyenne historique dans des secteurs tirés par la demande intérieure tels que la construction et le commerce de détail, et s'améliore progressivement dans les services.

Plus tard dans l'année, les conjonctures pourraient néanmoins diverger. Aux États-Unis, le resserrement passé de la politique monétaire a créé les conditions d'un atterrissage en douceur, tandis qu'en Europe une croissance supérieure à la tendance permettrait de commencer à résorber très progressivement l'insuffisance de demande globale. Dans un contexte où l'incertitude demeure quant à la faisabilité politique et la portée des réformes économiques, la reprise de l'investissement en Europe resterait modeste, et le dynamisme de la consommation des ménages serait affecté dans une certaine mesure par la forte hausse du taux de TVA en Allemagne. D'ici la fin 2007, l'insuffisance de demande serait plus que résorbée au Japon et aux États-Unis, mais elle resterait forte en Europe, continuant ainsi à exercer des pressions désinflationnistes.

Dans ce scénario, fondé sur un prix du pétrole tournant autour de 70 $ le baril, les perspectives d'inflation resteraient relativement bénignes. L'inflation atteindrait 1 % au Japon en début d'année prochaine et se stabiliserait par la suite, tandis qu'elle passerait sous le seuil des 2 % en zone euro au même horizon – si l'on fait abstraction de la hausse de TVA en Allemagne. Aux États-Unis cependant, où l'inflation avait atteint un niveau nettement plus élevé en fin d'année dernière, la désinflation prendrait un peu plus de temps.

Les risques entourant ce scénario se sont plutôt accentués récemment, qu'il s'agisse de déséquilibres de balances courantes, de taux d'intérêt à long terme ou de prix de l'immobilier. En outre, les perspectives d'inflation et de croissance pourraient être fortement affectées par de brusques variations des prix du pétrole et des matières premières.

Au cours de ces dernières années, les déséquilibres de balances courantes se sont accentués. C'est ainsi qu'au sein de l'Union monétaire européenne, l'excédent allemand avoisinerait les 4¾ pour cent du PIB en 2007 et le déficit espagnol les 10 %. Il en a été de même hors d'Europe où les excédents de balances courantes japonais et chinois pourraient atteindre 5½ à 6 % du PIB en 2007, alors que le déficit américain excéderait les 7½ pour cent.

Il a été souligné à maintes reprises que ces déséquilibres sont insoutenables à long terme, et que s'ils reflètent l'orientation des capitaux vers les meilleures opportunités disponibles à l'échelle mondiale, ils renvoient aussi dans une large mesure à des dysfonctionnements en matière de politiques budgétaires, structurelles et de change. Une résorption brutale de ces déséquilibres affecterait sans doute l'économie globale, et vraisemblablement en premier lieu les zones les moins « résilientes », dont la zone euro. L'engagement pris un peu tardivement par la communauté internationale de mettre en œuvre les politiques susceptibles de minimiser l'éventualité et le coût d'un brusque dénouement des déséquilibres de balances courantes est donc le bienvenu. Cependant, comme l'illustrent ces *Perspectives*, il n'est pas certain que les changements de politiques domestiques requis afin d'éviter un tel scénario du pire seront mis en œuvre dans un avenir prévisible.

Les risques que font peser les niveaux élevés, voire excessifs, des prix de l'immobilier en matière de stabilité économique et financière ne doivent pas non plus être sous-estimés, même si le refroidissement récent des marchés immobiliers australien et britannique suggère que ces risques sont gérables sur le plan macroéconomique et qu'un atterrissage en douceur demeure vraisemblable. Néanmoins, les prix de l'immobilier ont continué de croître rapidement en termes réels au

© OCDE 2006

cours des trimestres récents, alors même que ce cycle de hausse était d'ores et déjà le plus long depuis les années 70. Le risque d'une surévaluation des prix immobiliers pourrait en outre s'accentuer avec la remontée des taux d'intérêt à long terme. L'analyse économétrique présentée dans ces *Perspectives* montre que si les prix de l'immobilier venaient à augmenter en 2006 au même rythme que l'année dernière et les taux d'intérêt à long terme à poursuivre leur hausse des derniers mois, plusieurs grands pays (États-Unis, France, Espagne) seraient exposés à un risque élevé de retournement du marché immobilier.

Les pays de l'OCDE auront sans doute aussi à faire face aux conséquences complexes de « l'inflation importée ». L'intégration au commerce international d'économies industrielles à bas coût telles que la Chine a indubitablement exercé des pressions désinflationnistes bénéfiques, évaluées ici à 0.3 point de pourcentage par an pour la zone euro au cours des cinq dernières années et à 0.1 point de pourcentage pour les États-Unis. Mais parallèlement, la possibilité que la globalisation ait induit un choc haussier sur les prix du pétrole et des matières premières, non seulement en niveau mais aussi en tendance, n'est plus une simple curiosité théorique. Elle constitue désormais, bien au contraire, une préoccupation concrète pour les décideurs de politique économique. En effet, l'expérience des trois dernières années tend à suggérer que les pressions haussières sur les prix de matières premières sont susceptibles d'outrepasser largement les pressions baissières induites par les importations de produits manufacturés à bas coût. Ce risque inflationniste serait encore plus prononcé si les pressions protectionnistes venaient à s'accumuler par ailleurs.

Les incertitudes relatives aux sources des récentes hausses de prix du pétrole et des matières premières viennent compliquer la tâche des banques centrales dès lors qu'il existe un risque que nous soyons confrontés à un choc d'inflation importée prolongé plutôt que temporaire alors même que les hausses passées pourraient n'avoir pas encore été entièrement répercutées dans les prix de consommation.

Pour les économies déjà proches du plein emploi, telles que les États-Unis, l'éventualité d'un choc d'inflation importée persistant, combinée à une révision à la hausse des anticipations inflationnistes, pourrait faire pencher la balance en faveur d'une poursuite du resserrement monétaire. Pour la zone euro, où les salaires et les coûts salariaux unitaires n'augmentent que lentement, le point de départ est une situation dans laquelle l'insuffisance de demande reste substantielle et constitue ainsi une source permanente de désinflation. Pour autant, si les pressions haussières sur les prix de matières premières persistent et les signes d'amplification de la reprise s'accumulent, il devient alors objectivement nécessaire de resserrer la politique monétaire. Le rythme d'un tel resserrement devrait alors être conditionné par des signes tangibles que le retard de demande est en voie de résorption. Ce que les statistiques récentes de croissance pour le premier trimestre ne permettent pas encore tout à fait de confirmer.

Dans le domaine de la politique budgétaire, peu de mesures ont été prises récemment alors même que les pressions liées au vieillissement démographique s'accumulent. Il en va de même des pressions liées aux dépenses de santé et de soins de longue durée, discutées en détail dans le chapitre spécial de ces *Perspectives*, pressions qui ne sont que partiellement liées au vieillissement et s'avèrent même dans certains cas plus fortes que celles associées aux régimes de retraite. Il y a donc urgence à consolider les finances publiques non seulement pour en restaurer la soutenabilité mais également pour recouvrer, en prévision du prochain retournement de conjoncture, les marges de manœuvre dilapidées au sommet du cycle précédent lorsque, dans un certain nombre de pays d'Europe continentale, les autorités budgétaires ont exacerbé les tensions sur les capacités de production en procédant à la fois à des réduction d'impôts et à des augmentations de dépense. En théorie, la politique budgétaire est sensée atténuer les fluctuations cycliques et répartir équitablement le fardeau fiscal entre générations. Elle a aussi vocation à faciliter la réallocation des ressources en vue de maximiser le bien-être de la société. Hélas, c'est à l'inverse que l'on a assisté dans de nombreux pays. Parce qu'elle exacerbe aujourd'hui les problèmes plus souvent qu'elle ne les résout, la politique budgétaire semble désormais constituer une difficulté de plus plutôt qu'un moyen d'action utile. Mettre à profit une conjoncture favorable pour retrouver la maîtrise de cet instrument perdu est donc plus que jamais nécessaire.

19 mai 2006



Jean-Philippe Cotis
Chef économiste

I. ÉVALUATION GÉNÉRALE DE LA SITUATION MACROÉCONOMIQUE

Aperçu général

L'expansion mondiale se poursuit…

Dans le contexte d'une croissance vigoureuse de l'activité mondiale, la zone OCDE entre dans sa cinquième année d'expansion économique. Malgré l'effet de freinage exercé par la montée des prix de l'énergie et leur instabilité, celle-ci semble devoir se poursuivre et même s'amplifier cette année et l'an prochain, grâce à des conditions favorables sur les marchés financiers et à une inflation maîtrisée. Aux États-Unis, l'économie devrait marquer une légère décélération, la croissance se stabilisant aux alentours de son taux potentiel. En Europe, où le cycle est moins avancé, le rythme de l'activité devrait s'accélérer progressivement. La Chine connaît une expansion rapide et l'économie japonaise, dont le redressement est aujourd'hui achevé, demeure vigoureuse (tableau I.1).

… malgré des tensions et des risques

Des risques et des tensions subsistent et certains des facteurs qui ont soutenu la croissance pourraient donc cesser de le faire à l'avenir. Les déséquilibres de balance courante ont atteint des niveaux sans précédent. Bien qu'ils n'aient pas provoqué de perturbation majeure jusqu'ici, il semble peu probable qu'ils puissent persister indéfiniment sans entraîner de correction à l'initiative du marché, ce qui pourrait avoir de

Tableau I.1. **La croissance devrait continuer**

Total OCDE si non spécifié

	Moyenne 1993-2002	2003	2004	2005	2006	2007	2005 T4	2006 T4	2007 T4
				Pourcentage					
Croissance du PIB[1]	2.7	2.0	3.3	2.8	3.1	2.9	3.0	3.1	2.9
Etats-Unis	3.2	2.7	4.2	3.5	3.6	3.1	3.2	3.9	3.0
Zone euro	2.0	0.7	1.8	1.4	2.2	2.1	1.8	2.3	2.2
Japon	0.9	1.8	2.3	2.7	2.8	2.2	4.3	2.2	2.1
Écart de production[2]	-0.8	-1.5	-0.8	-0.7	-0.2	0.0			
Taux de chômage[3]	6.7	6.9	6.7	6.5	6.2	6.0	6.4	6.1	5.9
Inflation[4]	3.6	2.3	2.3	2.0	2.2	2.0	2.0	1.9	2.0
Solde des administrations publiques[5]	-2.4	-4.0	-3.5	-2.7	-2.6	-2.6			

1. En moyenne annuelle ; dans les trois dernières colonnes figure la variation en glissement annuel.
2. Pourcentage du PIB potentiel.
3. Pourcentage de la population active.
4. Déflateur du PIB. Variation en glissement pour le quatrième trimestre.
5. Pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/685320342721*

© OCDE 2006

sérieuses conséquences. Face à une forte demande, à des réserves de capacité limitées et à des risques géopolitiques, les prix de l'énergie atteignent des niveaux élevés et pourraient encore augmenter sensiblement en cas de ruptures d'approvisionnement. Les taux d'intérêt à long terme sont déjà en hausse par rapport aux niveaux exceptionnellement bas enregistrés précédemment et, s'ils venaient à s'accroître encore de façon significative, ils pourraient entraîner un tassement, voire une baisse des prix des logements de nature à provoquer un ralentissement de l'activité. D'un autre côté, la très bonne tenue des bénéfices des entreprises dans l'ensemble de la zone OCDE pourrait se solder par des améliorations imprévues en termes de formation de capital, d'emploi et de croissance.

La politique monétaire est de moins en moins stimulante

En dépit des pressions engendrées par le renchérissement de l'énergie, l'inflation et, en particulier, les anticipations d'inflation sont généralement faibles et devraient rester assez limitées. Cette situation tient en partie à l'amélioration de la crédibilité des banques centrales depuis quelques années, mais elle constitue aussi, dans une certaine mesure, une conséquence positive de la mondialisation. Dans ces circonstances, aux États-Unis, la politique monétaire n'exerce plus d'effet stimulant. L'inflation tendancielle est jusqu'ici généralement maîtrisée, mais avec une marge de capacité inutilisée pratiquement épuisée ainsi que des anticipations d'inflation commençant à s'orienter vers la hausse, une politique modérément restrictive pourrait se justifier si la situation est confirmée par les données qui seront publiées. Au Japon, la déflation semble enfin toucher à son terme, quoique progressivement en dépit d'une croissance vigoureuse. Il n'est donc pas nécessaire que les taux d'intérêt deviennent positifs dans un proche avenir et le passage à une politique monétaire neutre va pouvoir s'opérer à un rythme mesuré. Dans la zone euro, l'inflation tendancielle reste faible et l'inflation globale n'est pas très au-dessus de la barre des 2 %. Pour la période à venir, toute nouvelle réduction de la stimulation monétaire devra reposer sur des signes tangibles de réduction de la marge de capacité inutilisée et de montée de l'inflation tendancielle.

Un assainissement des finances publiques est nécessaire dans la plupart des pays

Sur le plan budgétaire, l'assainissement demeure en général un impératif primordial, et il conviendrait de tirer avantage de la reprise conjoncturelle pour en accélérer le rythme. En effet, le déficit des administrations publiques pour la zone OCDE était encore voisin de 3 % du PIB en 2005 et avec les mesures courantes ne devrait pas s'améliorer beaucoup dans le très court terme en dépit de conditions conjoncturelles favorables. De sérieux efforts d'ajustement seraient justifiés, même si l'on ne tient pas compte des pressions budgétaires liées au vieillissement, qui vont continuer de s'accentuer en dépit des réformes des systèmes de retraite et de soins de santé mises en œuvre ces dernières années.

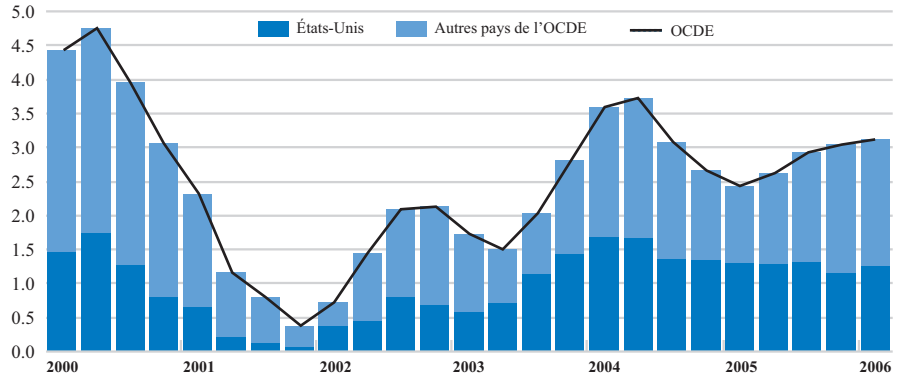
L'expansion s'intensifie

Les écarts de taux de croissance se réduisent à l'intérieur de la zone OCDE

La croissance s'est poursuivie à un rythme soutenu dans la zone OCDE à la faveur de la forte expansion du commerce mondial, stimulé notamment par le dynamisme de l'activité en Asie. Si le dernier trimestre de 2005 a été décevant dans un certain nombre de pays de l'OCDE, les premiers mois de 2006 se sont caractérisés par un vif redressement des échanges commerciaux et de l'activité. Chacune des grandes économies de l'OCDE a contribué à ce redressement, et de façon un peu moins inégale que dans le passé (graphique I.1). L'expansion en cours se caractérise dans la plupart des grandes économies par un fort accroissement des marges de

Graphique I.1. **L'expansion est devenue plus équilibrée**

Croissance réelle du PIB et contributions, variation en glissement annuel, pourcentage et points de pourcentage



Note : La contribution des États-Unis à la croissance totale de l'OCDE est calculée en multipliant le taux de croissance des États-Unis par le poids des États-Unis dans le PIB total de l'OCDE. Le reste représente la contribution des autres pays de l'OCDE à la croissance totale de l'OCDE. Les données de 2006 sont des estimations de l'OCDE.
Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/886385733338*

profit, grâce notamment à une progression très modérée des salaires réels (tableau I.2). Cela étant, le redressement de l'investissement a été tout au plus normal, voire faible dans certains cas, mais cette situation tient peut-être au fait que la formation de capital est devenue structurellement plus « puissante », en ce sens que la production par unité de capital s'est accrue (encadré I.1[1]).

Les marchés du travail se redressent globalement

L'emploi a continué de progresser à un rythme annuel de l'ordre de 1 % dans la zone OCDE prise globalement, avec un taux de croissance plus proche de 2 % aux États-Unis, inférieur à 1 % au Japon et légèrement supérieur à 1 % dans la zone euro.

Tableau I.2. **Les salaires réels sont en retard sur la productivité**

	2000	2001	2002	2003	2004	2005
	Pourcentage de variation					
Productivité du travail						
États-Unis	2.3	1.0	3.3	2.9	3.4	2.3
Japon	3.4	0.8	1.4	2.2	2.4	2.4
Zone euro	1.6	0.3	0.4	0.4	0.9	0.6
Rémunération par employé						
États-Unis	6.7	2.6	3.3	3.6	4.7	5.2
Japon	0.1	-1.2	-2.0	-1.3	-1.3	0.8
Zone euro	2.4	2.6	2.4	1.9	1.4	1.2
Rémunération réelle par employé[1]						
États-Unis	4.7	0.2	2.3	1.8	2.2	2.4
Japon	1.7	0.3	-0.5	-0.1	0.0	2.6
Zone euro	0.9	-0.2	0.0	0.2	-0.1	-0.1

Note : Secteur des entreprises.
1. Divisé par le déflateur du PIB.
Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/518817748885*

1. Voir l'appendice I.1.

© OCDE 2006

Encadré I.1. L'investissement des entreprises a-t-il été insuffisant au cours de ce cycle ?

La phase actuelle de reprise et d'expansion se caractérise par la faiblesse de l'investissement des entreprises. Par comparaison avec les cycles précédents, ce phénomène est particulièrement notable aux États-Unis, mais aussi dans d'autres pays. Afin de mieux comprendre la situation actuelle, il est utile de la replacer dans le contexte de l'évolution des dépenses d'investissement au cours des vingt dernières années.

En termes nominaux, les dépenses d'investissement accusent une baisse tendancielle en proportion du PIB depuis le début des années 80 dans les trois principales économies et, de ce point de vue, l'évolution récente n'est pas inhabituelle (graphique, partie gauche). Cependant, cette baisse est due en partie à la diminution des prix des équipements, notamment dans le secteur des technologies de l'information et des communications (TIC). Ainsi, l'indice de prix utilisé dans les comptes nationaux pour l'investissement total a fortement diminué aux États-Unis, ainsi qu'au Royaume-Uni et au Canada. L'effet de prix relatif a été beaucoup moins prononcé au Japon et dans la zone euro, en partie parce que les biens TIC y représentent une plus petite proportion des dépenses totales d'équipement.

On observe néanmoins des différences dans les méthodes utilisées par les comptables nationaux pour mesurer les prix des investissements en TIC, ce qui rend les comparaisons internationales potentiellement plus difficiles. Aux États-Unis, des indices de prix hédonistes sont utilisés pour tenir compte de l'amélioration de la qualité des biens d'équipement. L'exemple le plus notable concerne les ordinateurs, dont le prix est ajusté pour tenir compte de l'augmentation spectaculaire de leur puissance au fil des ans. Tous les pays essaient de prendre en compte l'évolution de la qualité, mais seuls quelques-uns d'entre eux utilisent la méthode des prix hédonistes. Pour essayer de rendre les données plus comparables, on peut utiliser pour les autres économies des indices de prix TIC « harmonisés » en fonction des prix de référence américains[1]. Pour la zone euro et le Japon, les ratios d'investissement construits de cette manière ne font apparaître que de légères différences par rapport à ceux utilisant les indices nationaux. Les différences observées entre les économies semblent donc plutôt dues à la composition des dépenses d'équipement qu'à la manière dont les prix sont mesurés.

Les chiffres ainsi obtenus représentent l'investissement brut et risquent donc de donner une image inexacte du rythme auquel diverses économies accroissent leur stock de capital, notamment dans les cas où la composition de celui-ci comporte une part nettement plus importante de biens ayant une courte durée de vie économique et se caractérisant donc par un taux de dépréciation élevé (comme les biens TIC). Si, en principe, l'investissement net est un indicateur plus approprié, dans la pratique, il n'est pas facile de construire des ratios d'investissement net à prix constants, hors secteur du logement, à partir des données figurant dans les comptes nationaux[2]. D'autres problèmes conceptuels se posent également. Par exemple, certaines dépenses des entreprises (recherche-développement, formation des salariés) sont comptabilisées comme des dépenses. Or, dans la mesure où ces dépenses se traduisent par un accroissement de la production future, elles se rapprochent davantage d'un investissement et il semblerait donc justifié de les considérer comme telles[3].

Une autre raison pour laquelle les ratios d'investissement ne reflètent que de façon imparfaite le rythme d'évolution du capital productif tient au fait qu'ils ne tiennent pas compte du déclassement et qu'ils appliquent le même poids à toutes les catégories de biens d'équipement, quelle que soit leur efficacité. Cela étant, il est possible de remédier à ce problème en construisant des indicateurs approximant le volume de la production ou des services fournis par chaque catégorie de bien d'équipement[4]. D'après des estimations effectuées par l'OCDE, le volume des services tirés du capital, hors secteur du logement, aurait progressé plus rapidement que la production dans la plupart des grandes économies (à l'exception des États-Unis) entre le début des années 80 et 2003, dernière année connue (graphique, partie droite). Tout cela donne à penser que le taux d'augmentation de la capacité de production ne s'est pas ralenti.

1. Les prix TIC « harmonisés » calculés par l'OCDE se fondent sur les indices de prix américains selon la méthode décrite dans Colecchia, A. et P. Schreyer, « ICT Investment and Economic Growth in the 1990s: Is the United States a Unique Case? A Comparative Study of Nine OECD Economies », *OCDE, document de travail STI*, nº 7, 2001. Pour l'essentiel, on suppose que la composante TIC d'un indice de prix pour un pays donné progresse au même rythme que la composante TIC aux États-Unis, après correction de l'inflation globale. Les sous-indices sont ensuite recombinés au moyen des coefficients de pondération propres au pays considéré.
2. Les données figurant dans les comptes nationaux en ce qui concerne la consommation de capital fixe présentent plusieurs limitations. Premièrement, les méthodes d'estimation de la consommation de capital fixe ne sont pas totalement harmonisées entre les pays. Deuxièmement, seuls quelques pays fournissent des données qui permettent de construire un indice de consommation de capital fixe hors secteur du logement. Enfin, pour obtenir des indices de consommation de capital fixe corrigés de l'inflation, il faudrait disposer de données détaillées sur l'ancienneté du capital existant.
3. On trouvera des estimations des dépenses d'investissement américaines tenant compte de ces facteurs dans Corrado, C., C. Halten et D. Sichel, « Measuring Capital and Technology: An Expanded Framework », *Federal Reserve Board of Governors Working Paper*, 2004-65.
4. La méthodologie utilisée pour établir les estimations présentées est décrite dans Schreyer, P., P.-E. Bignon et J. Dupont, « OECD Capital Services Estimates: Methodology and a First Set of Results », *OCDE, Statistics Working Paper Series*, nº 6, 2003.

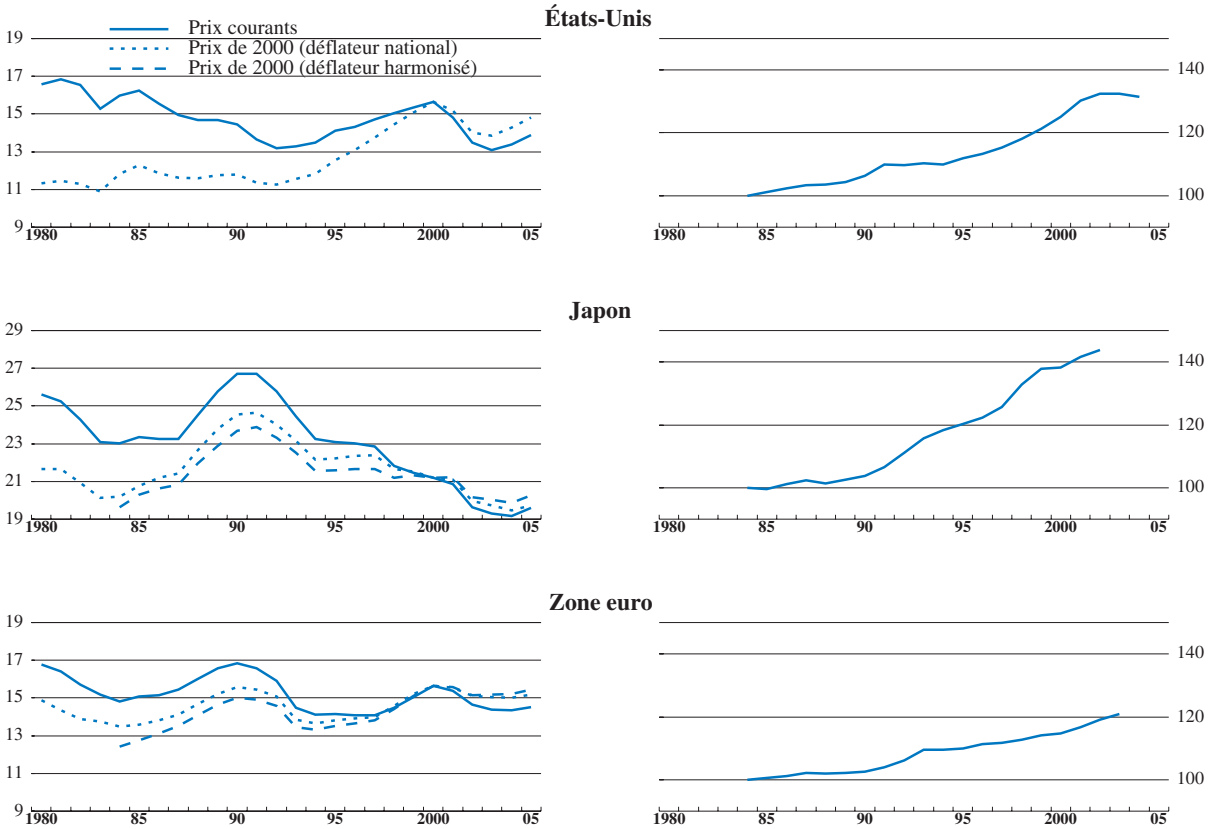
Encadré I.1. L'investissement des entreprises a-t-il été insuffisant au cours de ce cycle ? *(suite)*

Pour en revenir à la faiblesse actuelle de l'investissement, si elle ne représente pas un recul tendanciel de long terme, elle est probablement due à la vigueur de la demande (ou plutôt à son manque de vigueur). En fait, la présente reprise ressemble plus à celle des années 90, qui avait aussi été considérée comme moins dynamique que les cycles d'expansion précédents. En même temps, les dépenses d'investissement, hors secteur du logement, ont eu tendance à accompagner le redressement, relativement modeste, de la production.

Investissement non résidentiel et services du capital

Taux d'investissement non résidentiel
En pourcentage du PIB

Ratio de services du capital*
En pourcentage du PIB réel (Indice, 1984 = 100)



Note : Les taux d'investissement à prix constant sont calculés comme le rapport de la formation brute de capital fixe non résidentiel au PIB, tous deux mesurés aux prix chainés de 2000. Les résulats doivent être considérés à titre indicatif, étant donné que les séries chaînées ne sont pas strictement comparables. Les données pour 2004 et 2005 sont partiellement estimées.
Pour des détails sur la méthodologie utilisée pour obtenir les estimations des services du capital, voir Schreyer *et al.* (2003).
* Pour l'investissement non résidentiel.
Source : OCDE.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/586840215852*

© OCDE 2006

Tableau I.3. **Le marché du travail s'améliore**

	2000	2001	2002	2003	2004	2005
	Pourcentage de variation par rapport à l'année précédente					
Emploi						
États-Unis	2.5	0.0	-0.3	0.9	1.1	1.8
Japon	-0.2	-0.5	-1.3	-0.2	0.2	0.4
Zone euro	2.5	1.6	0.6	0.4	0.9	0.9
Population active						
États-Unis	2.3	0.8	0.8	1.1	0.6	1.3
Japon	-0.2	-0.2	-0.9	-0.3	-0.4	0.1
Zone euro	1.4	1.1	1.1	1.0	1.1	0.6
Taux de chômage	Pourcentage de la population active					
États-Unis	4.0	4.8	5.8	6.0	5.5	5.1
Japon	4.7	5.0	5.4	5.3	4.7	4.4
Zone euro	8.1	7.7	8.2	8.7	8.9	8.6

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/888741715282*

Sur l'ensemble du cycle, la croissance de l'emploi a été plus soutenue dans la zone euro qu'aux États-Unis. Cela s'explique par la détérioration relativement limitée de l'emploi dans la zone euro suite de la phase de ralentissement de 2000-2001 (tableau I.3). Des créations d'emploi ont également eu lieu pendant la reprise, mais elles ont été concentrées dans un petit nombre de pays, notamment l'Espagne (à qui plus de la moitié de l'augmentation est attribuable) et l'Italie, alors que parallèlement, l'emploi en Allemagne et en France a pratiquement stagné[2]. En contrepartie, les coûts unitaires de main-d'œuvre relatifs ont augmenté en Espagne et en Italie, où la compétitivité internationale s'est détériorée, et ils ont baissé en Allemagne, où la compétitivité s'est améliorée.

États-Unis : des capacités proches de leurs limites

L'économie des États-Unis poursuit son expansion à un rythme soutenu, après avoir absorbé de façon relativement satisfaisante une série de chocs, notamment les cyclones dévastateurs de la fin de l'été dernier et l'augmentation rapide des prix de l'essence qui a suivi. Les profits atteignent un niveau élevé, la confiance des entreprises est très ferme, les créations d'emplois sont soutenues et le chômage est proche de son niveau structurel. Cependant, les salaires réels ont moins progressé que les gains de productivité. En fait, dans la grande majorité des cas, la hausse des salaires réels a été inférieure à la moyenne, et la consommation s'en ressent probablement[3]. En revanche, les plus-values enregistrées sur le marché du logement et sur les marchés d'actions soutiennent la dépense des ménages, encore que la hausse des taux d'intérêt ait sans

2. En Espagne et en Italie, des facteurs particuliers comme la régularisation de travailleurs immigrés contribuent à la progression de l'emploi. En Italie, l'augmentation de la productivité est probablement sous-estimée (tandis que la progression des coûts unitaires de main-d'œuvre est sans doute surestimée) dans la mesure où avant la régularisation, le travail non déclaré était déjà comptabilisé dans le PIB, mais pas dans l'emploi.
3. Le résultat est que la distribution des revenus parmi les salariés américains est plus inégale. Voir à ce sujet Dew-Becker, I. et R.J. Gordon, « Where Did the Productivity Growth Go? », *CEPR Discussion Paper Series*, n° 5419, décembre 2005, qui constatent que seuls les 10 % supérieurs de la distribution des revenus ont bénéficié d'un taux de croissance des salaires réels égal ou supérieur au taux de croissance moyen de la productivité dans l'ensemble de l'économie entre 1997 et 2001.

doute commencé à freiner la demande de logements et les achats de biens de consommation durables.

Japon : une expansion de plus en plus vigoureuse

Après avoir surmonté un certain nombre de problèmes consécutifs à la bulle spéculative – notamment en réduisant le volume des créances improductives dans le secteur bancaire – à la faveur de l'expansion vigoureuse qu'enregistre une grande partie de l'Asie et la dépréciation récente du yen en terme effectif, l'économie japonaise connaît aujourd'hui une croissance généralisée. La reprise a d'abord été tirée par les exportations et l'investissement fixe des entreprises, mais les dépenses des ménages, notamment dans le secteur du logement, se sont accélérées à la suite de l'amélioration du marché du travail sous la forme d'une augmentation des salaires nominaux et de l'emploi régulier. En fait, c'est la première fois que la masse salariale totale a progressé depuis cinq ans, en partie parce que l'augmentation tendancielle de la part de l'emploi irrégulier (nettement moins bien rémunéré, en général) s'est inversée. L'ajustement qui s'est opéré dans le secteur des entreprises a largement contribué à réduire l'excès de liquidités, et les dépenses d'équipement s'inscrivent à nouveau en hausse. La production a progressé plus rapidement que le potentiel et le chômage est en recul. À l'occasion de l'enquête Tankan réalisée en mars par la Banque du Japon, des entreprises ont signalé des contraintes de capacité pour la première fois depuis 1991 et la proportion d'entreprises faisant état d'un manque de main-d'œuvre qualifiée atteignant un niveau sans précédent depuis 14 ans.

Zone euro : une économie qui renoue avec la croissance, mais demeure vulnérable

Après un accès de faiblesse à la fin de 2005, notamment dans les trois plus grands pays, l'activité semble s'être raffermie en 2006, grâce à une amélioration de la confiance des entreprises et des consommateurs. Le dynamisme de l'environnement extérieur s'est traduit par une augmentation des exportations, mais jusqu'ici la consommation des ménages n'a pas stimulé la croissance, l'épargne des ménages s'étant maintenue à un niveau élevé. Les taux de croissance sont très variables suivant les pays, l'Allemagne étant à la traîne tandis que l'expansion témoigne d'une relative vigueur en France, ainsi que dans la plupart des petits pays. Le chômage a baissé au cours de l'année écoulée, mais il reste relativement élevé.

Les économies émergentes connaissent une croissance rapide

La contribution des pays non membres à l'expansion économique mondiale, de plus en plus importante, représente aujourd'hui un quart de celle-ci. La Chine connaît une croissance particulièrement rapide, attribuable surtout aux exportations et à l'investissement. L'Inde enregistre elle aussi une croissance soutenue, stimulée par de faibles taux d'intérêt et un marché d'actions en pleine expansion. Cependant, son poids dans le commerce mondial est relativement limité.

Mais les tensions continuent de s'accumuler

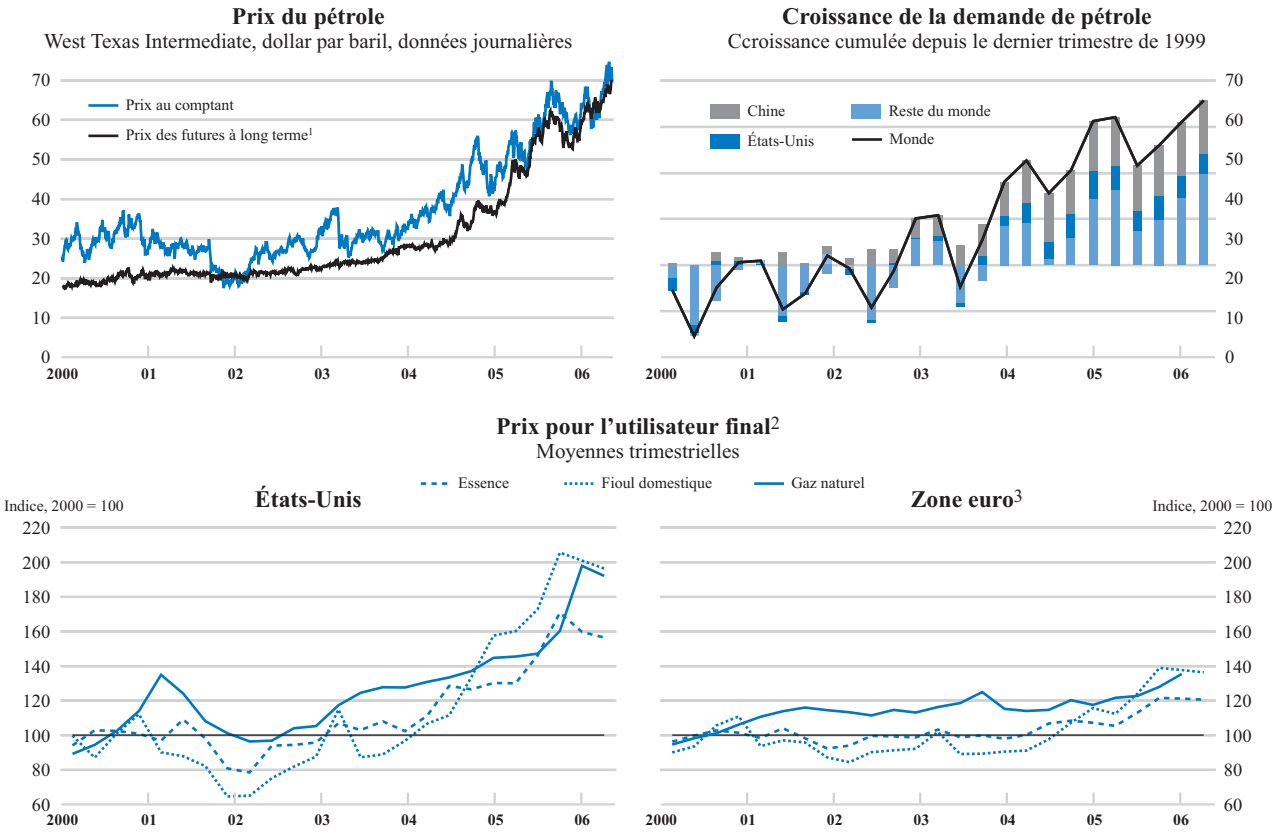
Les prix du pétrole restent élevés et instables

Les prix du pétrole ont atteint des niveaux sans précédent…

Les prix du pétrole ont été instables depuis le début de 2006 et depuis la mi-avril, le Brent a oscillé, sur le marché libre, entre 68 et 75 dollars le baril – soit 20 à 25 dollars de plus que le prix retenu dans les contrats à terme il y a encore quatre

© OCDE 2006

Graphique I.2. **Les marchés de l'énergie sont tendus**



1. Les prix des futures à long terme se réfèrent au contrat du New York Merchandise Exchange sur le brut léger dont la maturité est la plus éloignée (6 à 7 ans).
2. Pour les États-Unis, le prix du fioul domestique est le prix spot New York harbor n° 2, fab.
3. Les séries pour la zone euro sont des estimations basées sur les pays pour lesquels des données sont disponibles.

Source : Agence internationale de l'énergie, Energy Information Agency des États-Unis, Datastream et base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/470375018656*

mois (graphique I.2). Cela s'explique par un certain nombre d'évolutions, notamment :

… en raison d'inquiétudes géopolitiques…

– Des inquiétudes d'ordre géopolitique concernant la sécurité des approvisionnements, compte tenu des tensions politiques croissantes au Nigeria qui ont entraîné une réduction d'un quart des exportations de ce pays, de l'incapacité persistante de l'Irak à rétablir ses exportations pétrolières à leur niveau d'avant la guerre et du risque de réduction des approvisionnements pétroliers en raison de la situation qui prévaut en Iran[4].

… et de la lenteur de la réaction de l'offre

– Il est aussi à craindre que les pays producteurs de pétrole n'investissent pas suffisamment dans les activités d'exploration et d'extraction. De plus, les délais sont longs entre les décisions d'investissement et la mise en service de

4. L'Iran produit un peu moins de 4 millions de barils par jour (mb/j) et en exporte 2½ millions, tandis que les exportations pétrolières du Nigeria représentent environ 2¾ mb/j. Les réserves de capacité de production mondiales dépassent tout juste 2 mb/j, si bien que toute interruption de la production dans ces pays serait difficile à compenser. Il existe aussi un risque de perturbation de l'offre au Venezuela.

nouvelles productions tandis que les rendements sont à la baisse dans plusieurs champs pétrolifères hors OPEP. De ce fait, la production de brut risque de se ralentir à moyen terme, à moins que des investissements très importants ne soient réalisés rapidement en amont.

Des contraintes de capacité existent dans le secteur du raffinage

Dans les activités en aval, comme le raffinage, les marges augmentent ce qui incite normalement à éviter les goulets d'étranglement. Cependant, les barrières liées à la construction de raffinerie sont importantes dans les plupart des régions du monde. De plus, les entreprises de raffinage américaines pourraient avoir des difficultés à produire de l'essence répondant aux normes de qualité récemment instituées dans le cadre de dispositions législatives plus rigoureuses en matière d'environnement. Par ailleurs, la vulnérabilité de l'industrie pétrolière aux conséquences des cyclones et l'insuffisance des réserves stratégiques d'essence suscitent des inquiétudes. De ce fait, les marges de raffinage et les écarts de prix entre le brut de qualité supérieure (« sweet ») et le brut de qualité inférieure (« sour ») ont encore augmenté.

Les prix du pétrole pourraient rester élevés…

Ces perturbations pourraient persister pendant un certain temps, ce qui aurait pour effet d'accroître la demande de précaution, laquelle viendrait s'ajouter à la forte demande résultant d'une croissance rapide aux États-Unis et dans les économies asiatiques émergentes, la Chine notamment[5]. À en juger également par les prix des contrats à long terme, les prix du pétrole semblent devoir rester élevés, aux alentours de leur niveau actuel, même s'ils sont appelés à accuser de fortes fluctuations[6]. Si le renchérissement du pétrole est dû à des perturbations de l'offre ou à la crainte de telles perturbations, associé à une prime de risque plus forte, il pourrait provoquer un ralentissement de l'activité économique[7] comme l'on fait les chocs d'offre du milieu et de la fin des années 70.

… entraînant une dégradation des termes de l'échange dans les pays consommateurs de pétrole

Pour l'ensemble des économies de la zone OCDE, la dégradation des termes de l'échange résultant de la multiplication par 2½ des prix du pétrole entre 2002 et les quatre premiers mois de 2006 devrait s'élever, selon les estimations, à 1¼ point de PIB, dont plus d'un quart au profit de la Russie et la plus grande partie du reste au profit de la région de l'Afrique et du Moyen-Orient. La réduction des revenus réels dans la zone OCDE et le freinage de la demande qui en résulte s'approchent donc des ordres de grandeur observés lors des précédents chocs pétroliers[8].

5. D'après les estimations actuelles, la consommation de pétrole de la Chine devrait passer d'environ 6½ mb/j en 2004 à 8½ mb/j en 2010, ce qui représente à peu près un cinquième de la croissance de la demande mondiale de pétrole sur la même période ; voir Congressional Budget Office, *China's Growing Demand for Oil and its Impact on US Petroleum Markets*, Washington DC, avril 2006. Jusqu'ici, la Chine contrôle les prix de l'énergie pour les utilisations finales, ce qui a tendance à stimuler la demande d'énergie.
6. Alors que, en 2006, l'activité mondiale devrait progresser à peu près dans les mêmes proportions qu'en 2004, la demande de pétrole devrait augmenter deux fois moins vite en raison de l'effet de freinage dû à la cherté du pétrole. Or les réserves de capacité de production mondiales ne vont probablement pas augmenter sensiblement en 2006 et 2007, même si la croissance de la demande se ralentit, car l'augmentation de l'offre sera sans doute limitée.
7. Si l'augmentation des prix du pétrole est attribuable à un accroissement prononcé de la demande de pétrole dans le contexte d'une activité économique soutenue, les marchés pétroliers s'équilibreront à un niveau d'activité plus élevé qu'avant la hausse des prix pétroliers. En revanche, si le renchérissement du pétrole est le résultat de ruptures d'approvisionnement, les prix augmenteront jusqu'à ce qu'une combinaison d'effets de substitution et de ralentissement de l'activité économique soit suffisante pour faire baisser la demande de pétrole.
8. On estime que la détérioration des termes de l'échange a représenté 2 points de PIB de la zone OCDE en 1973-75 et 3 points en 1979-80.

© OCDE 2006

Certains facteurs compensent en partie cette évolution…

Le revenu réel transféré aux pays producteurs de pétrole peut être soit dépensée dans les pays importateurs de pétrole soit recyclée sur les marchés financiers à l'étranger, ce qui stimule l'activité en accroissant la demande extérieure dans le premier cas ou en exerçant une pression à la baisse sur les rendements obligataires dans le second cas, avec des effets positifs sur les valorisations boursières et les prix des autres actifs dans les économies consommatrices de pétrole[9].

… mais les recettes pétrolières pourraient être dépensées plus lentement que précédemment…

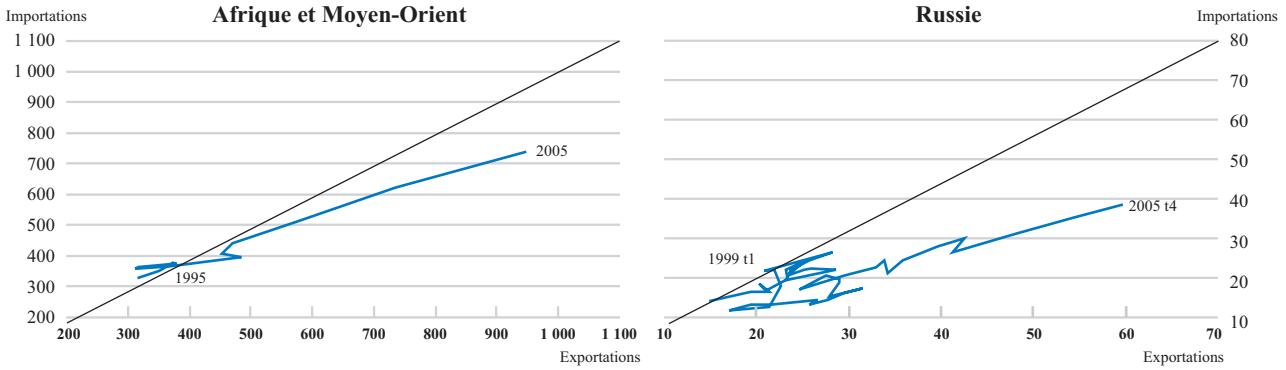
Cependant, l'utilisation des recettes pétrolières au cours du présent cycle semble suivre un schéma différent de celui des cycles précédents. Auparavant, les recettes étaient dépensées assez rapidement après que les prix du pétrole aient atteint leur maximum alors qu'aujourd'hui, le processus semble plus lent. Une comparaison des recettes pétrolières et des dépenses d'importation des pays producteurs de pétrole au cours ce ce cycle semble indiquer que les dépenses de recettes pétrolières s'ajustent lentement, mais un scénario d'ajustement plus rapide peut être envisagé si le prix du pétrole se stabilise à son niveau actuel (graphique I.3). En outre, il semblerait que le processus de dépenses liées aux recettes pétrolières soit peut-être devenu par nature plus progressif que durant les chocs des années 70 et 80, plusieurs pays producteurs de pétrole préférant placer leurs recettes supplémentaires dans des fonds de stabilisation de manière à en amortir les effets sur l'activité économique[10].

… et les marchés d'actifs plus exposés au recyclage des pétrodollars

Les recettes supplémentaires provenant de la production d'énergie qui n'ont pas été dépensées ont été recyclées, ce qui a, comme mentionné plus haut, probablement exercé une pression à la baisse sur les rendements obligataires et un effet positif sur la valorisation des bourses dans les économies de l'OCDE. La situation est très différente de celle des années 70, où les chocs pétroliers avaient provoqué une augmentation

Graphique I.3. **Les importations des producteurs de pétrole sont en retard sur leurs exportations**

Milliards de dollars



Note. Les données de la Russie sont trimestrielles tandis que celles d'Afrique et du Moyen-Orient sont annuelles.
Sources : Banque centrale de Russie et base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/346721308286*

9. Si l'accumulation d'actifs extérieurs n'est pas stérilisée (en d'autres termes, si elle accroît la liquidité) dans les pays producteurs de pétrole, elle peut aussi stimuler les marchés boursiers et immobiliers locaux, lesquels peuvent à leur tour contribuer à accélérer les dépenses à l'étranger.
10. Une façon d'analyser la rapidité avec laquelle les recettes pétrolières sont dépensées, est d'examiner l'évolution de l'écart entre les exportations et les importations dans un modèle à correction d'erreurs. Pour la région de l'Afrique et du Moyen-Orient, cette approche suggère que, sur la période 1977-95, 70 % des recettes supplémentaires d'exportation ont été dépensées après deux ans, comparés aux 62 % sur la période 1996-2005. Bine que significative économiquement, cette différence n'est toutefois pas significative statistiquement.

des anticipations inflationnistes et des rendements obligataires qui avait eu tendance à compenser largement les effets du recyclage. Par ailleurs, le recyclage des pétrodollars n'est pas de la même nature que celui qui avait eu lieu au cours des précédentes périodes de renchérissement du pétrole, car les dépôts bancaires sont délaissés au profit des placements en actifs négociables[11]. En outre, les dépôts en euros ont augmenté aux dépens des dépôts en dollars, encore que cette évolution se soit partiellement inversée dans le courant de 2005, lorsque l'écart de taux d'intérêt en faveur du dollar s'est accru. Il en résulte que les marchés financiers sont relativement exposés à d'éventuels changements de comportement des pays producteurs de pétrole en matière de placements.

Les déséquilibres mondiaux continuent de s'accentuer

Les déséquilibres extérieurs se sont creusés

La situation macroéconomique actuelle se caractérise aussi par le creusement persistant du déficit des opérations courantes des États-Unis, qui a atteint près de 6½ points de PIB en 2005 (graphique I.4, partie supérieure). Le creusement du déficit courant des États-Unis depuis 2001, où il s'établissait à 3.8 % du PIB, a pour contrepartie une augmentation des excédents courants des pays producteurs de pétrole – venant s'ajouter à des excédents de balance courante déjà importants dans les économies émergentes d'Asie (Chine comprise) et au Japon. Du fait de ces excédents et des interventions qu'ils suscitent sur les marchés des changes pour préserver la stabilité des taux de change vis-à-vis du dollar, les réserves de change mondiales ont augmenté, passant d'environ 500 milliards de dollars en 1995 à 4 000 milliards en 2005. Sur ce montant, 40 % sont détenus par deux pays, le Japon et la Chine[12].

Ils reflètent certains facteurs sous-jacents, notamment…

Ces évolutions peuvent s'expliquer par la conjonction de facteurs qui finiront probablement par disparaître. En plus du rôle de plus en plus important joué par les pays exportateurs de pétrole en tant que source majeure de divergence des balances courantes à l'échelle mondiale, ces facteurs sont les suivants :

… l'émergence de l'Asie en tant qu'exportateur de capitaux…

– Les économies émergentes d'Asie, qui disposent d'un potentiel de croissance considérable, n'ont pas pu engendrer une consommation intérieure suffisante ou affecter leur épargne nationale à l'investissement intérieur. De ce fait, elles dégagent d'énormes excédents commerciaux, et comme elles ont pour politique officielle de maintenir des taux de change pratiquement fixes, elles ont aussi enregistré des entrées massives de devises.

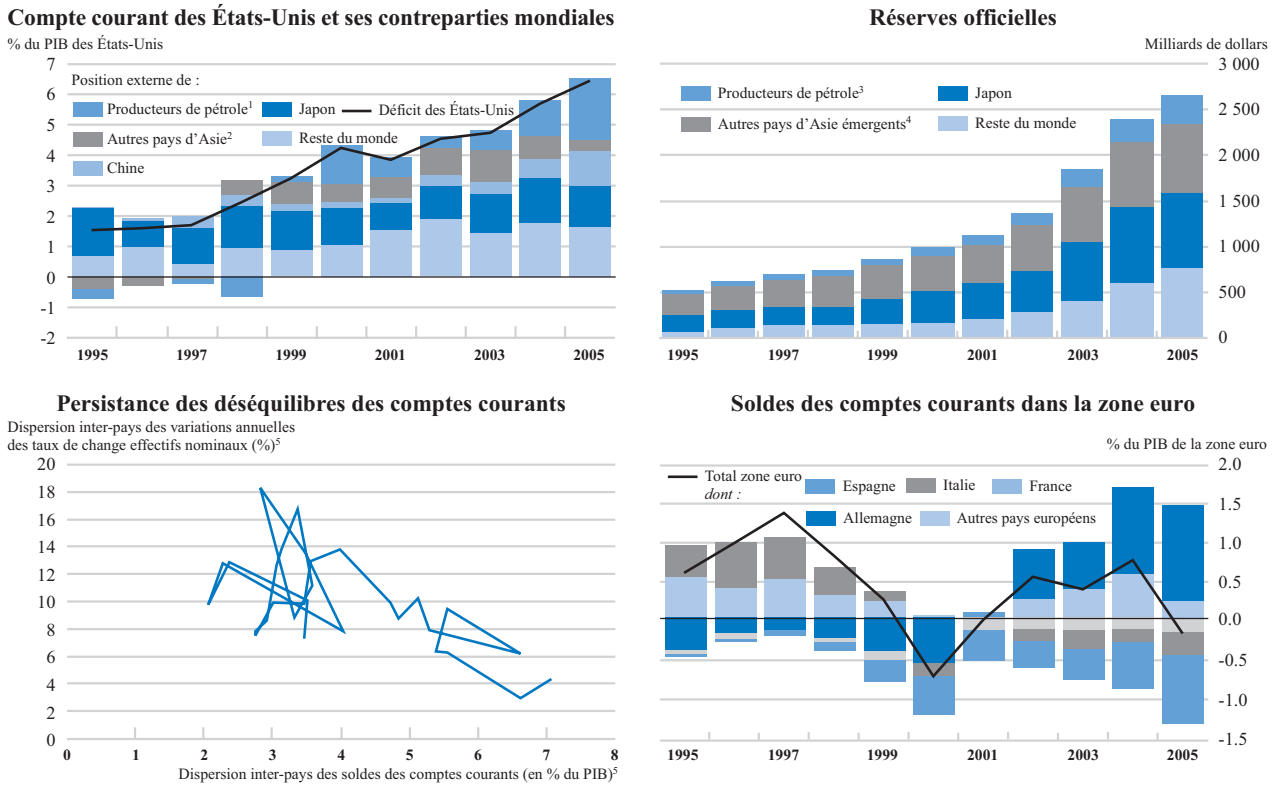
… la faiblesse de l'épargne aux États-Unis…

– Aux États-Unis, la demande de capitaux étrangers est la contrepartie d'un déficit d'épargne par rapport à l'investissement, déficit qui dépasse largement, dans le secteur des ménages et le secteur public, l'excédent enregistré dans le secteur des entreprises. Cela s'explique dans une large mesure par la

11. Pour de plus amples détails, voir Banque et règlements internationaux, *Rapport trimestriel,* mars 2006.
12. Banque centrale européenne, « The Accumulation of Foreign Reserves », *Occasional Paper Series*, n° 43, février 2006.

© OCDE 2006

Graphique I.4. **Les déséquilibres des comptes courants s'aggravent et les réserves officielles explosent**



1. Pays d'Afrique et du Moyen-Orient et pays d'Europe centrale et orientale.
2. Pays d'Asie et d'Océanie non membres de l'OCDE, à l'exclusion de la Chine et des pays du Moyen-Orient.
3. Russie, Mexique, Algérie, Norvège et Australie.
4. Taipei chinois ; Inde (depuis 1997) ; Hong-Kong, Chine ; Indonésie ; Malaisie ; Singapour et la Thaïlande (depuis 1988).
5. Écart-type par rapport à la moyenne arithmétique de tous les pays de l'OCDE. L'échantillon inclut tous les pays de l'OCDE y compris ceux qui ont intégré la zone euro. L'exclusion des pays individuels de la zone euro ne modifierait pas fondamentalement la relation représentée.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79, Fonds monétaire international et Banque centrale européenne.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/420154407112*

conjonction de faibles taux d'intérêt, de baisses de taxes et d'un marché du logement très dynamique depuis le début de la phase de ralentissement de 2000-2001[13].

… et la lenteur de la croissance potentielle dans la zone euro et au Japon

– Simultanément, le potentiel de croissance des autres économies matures où la population vieillit rapidement, comme la zone euro et le Japon, a diminué. De ce fait, les flux de capitaux en provenance des économies émergentes d'Asie ont eu tendance à s'orienter vers les États-Unis, ce qui a permis de financer le déficit de balance courante de ce pays à des conditions relativement favorables.

Une correction des déséquilibres va probablement se produire à un certain stade

Il est probable que ces tendances vont finalement s'inverser, même s'il est difficile de dire pour l'instant ce qui provoquera cette correction et à quel moment elle se produira[14]. Le creusement des déséquilibres de balance courante se poursuit depuis

13. La situation est très différente de celle qui prévalait avant le ralentissement de l'activité, lorsque les entrées de capitaux étaient attirées par un marché boursier en forte expansion et, de fait, surévalué.
14. Voir Caballero, R.J., E. Farhri et P.O. Gourinchas, « An equilibrium of "global imbalances" and low interest rates », *NBER Working Paper Series*, n° 11996.

beaucoup plus longtemps et avec des réactions beaucoup plus limitées des taux de change qu'on aurait pu le penser il y a seulement une décennie, peut-être parce que les taux de change sont généralement devenus moins réactifs (graphique I.4, partie inférieure gauche)[15]. Ainsi qu'on l'a déjà noté, les États-Unis sont parvenus à attirer assez facilement, jusqu'ici, les capitaux dont ils avaient besoin pour financer leur déficit de balance courante. Cependant, ce pays, qui était auparavant l'un des premiers créanciers internationaux, a aujourd'hui une dette extérieure nette qui dépasse 20 % de son PIB, tandis que son déficit extérieur courant est à peu près deux fois plus élevé que celui qui serait compatible avec une stabilisation de sa dette extérieure nette. L'accumulation de réserves en dollars dans les pays excédentaires engendre donc des risques et des coûts croissants pour ces pays, qui pourraient davantage hésiter à détenir des actifs en dollars. Par ailleurs, le déficit des États-Unis devient prétexte à des mesures protectionnistes. Si cela incitait les pays excédentaires à réduire leurs réserves officielles en dollars ou à envisager de le faire, le dollar pourrait être de moins en moins soutenu.

Le rééquilibrage pourrait être relativement ordonné…

On peut penser que la correction du déficit de balance courante des États-Unis, lorsqu'elle se produira, sera ordonnée et progressive :

… étant donné que les effets de bilan pourraient servir d'amortisseur…

– *Premièrement,* les engagements financiers internationaux des États-Unis sont libellés pour l'essentiel en dollars, ce qui signifie que la charge qu'ils représentent pour l'économie américaine ne s'alourdit pas en cas de dépréciation de la monnaie. En revanche, les actifs extérieurs des États-Unis sont libellés dans une large mesure en monnaies étrangères, ce qui signifie qu'ils bénéficient d'effets de réévaluation si le dollar se déprécie. De ce fait, la viabilité de la balance courante pourrait être assurée par une dépréciation du dollar plus limitée que ce ne serait le cas si l'ajustement s'opérait exclusivement au niveau de la balance commerciale.

… que de brusques changements des politiques en matière de réserves officielles sont peu probables…

– *Deuxièmement,* les achats de dollars effectués par les banques centrales des économies émergentes d'Asie, qui ont joué un rôle important ces dernières années même s'ils se sont ralentis plus récemment, risquent moins que les flux privés de s'inverser rapidement, si bien qu'une correction éventuelle serait sans doute relativement progressive.

… et que les marchés de capitaux des États-Unis vont probablement rester attrayants

– *Troisièmement,* le risque de change sur le dollar est probablement jugé peu important étant donné que la monnaie américaine ne semble pas surévaluée en termes de parité de pouvoir d'achat. En outre, la position du dollar en tant que monnaie de réserve internationale ainsi que l'attrait des marchés d'actifs américains, relativement liquides, le rendent moins vulnérable à une perte de confiance.

Cependant, on ne peut écarter le risque d'une correction brutale et coûteuse…

Malgré tout, la plupart des observateurs s'accordent à considérer qu'un rééquilibrage des balances courantes semble de plus en plus inévitable, que la correction nécessitera un ajustement de la balance commerciale et que la dépréciation du dollar nécessaire pour y parvenir pourrait être importante (de l'ordre du tiers à la moitié).

15. Cela s'explique en partie par l'adoption de régimes de change axés sur la stabilité dans les économies émergentes d'Asie, à la suite de la crise de 1998. Plus fondamentalement, on peut aussi y voir la preuve que l'intégration et la libéralisation des marchés financiers a facilité le financement des déficits de balance courante et a atténué l'effet connu sous le nom de « Paradoxe de Feldstein-Horioka », ce qui signifie que la corrélation entre l'épargne nationale et l'investissement a diminué.

© OCDE 2006

Lorsqu'il se produira, le redressement des soldes extérieurs pourrait s'accompagner d'une augmentation des primes de risque et d'une inversion des flux de capitaux privés – en particulier dans la mesure où le resserrement des politiques monétaires à l'échelle mondiale (voir plus loin) rend les opérations de portage moins profitables[16]. On s'accorde également à reconnaître que l'ajustement engendrerait nécessairement un ralentissement prononcé de la demande intérieure aux États-Unis et que cela aurait des répercussions négatives dans les autres économies, à la fois par le biais des échanges et par celui de la réévaluation des actifs[17].

… ce qui aurait des effets défavorables, en particulier dans la zone euro

La zone euro pourrait être particulièrement touchée, notamment parce que les rigidités des marchés du travail et des marchés des services font obstacle à une bonne réaffectation des ressources entre les secteurs d'activité ouverts aux échanges et les autres. En outre, à l'intérieur de la zone euro, certains pays seront plus affectés que d'autres et les mécanismes d'ajustement intrazone pourraient se révéler inopérants dans la mesure où les pays ne peuvent plus agir sur les taux de change et les taux d'intérêt. Ce phénomène est illustré par la persistance déjà manifeste de déséquilibres de balance courante à l'intérieur de la zone euro. Un petit nombre de pays, comme l'Italie, l'Espagne et le Portugal, s'orientent vers des déficits extérieurs du fait d'une dégradation persistante de leur compétitivité, tandis que d'autres ne cessent d'enregistrer des excédents (graphique I.4, partie inférieure droite). Ces divergences semblent persister plus longtemps que ce qui était envisagé lors de la création de la monnaie unique.

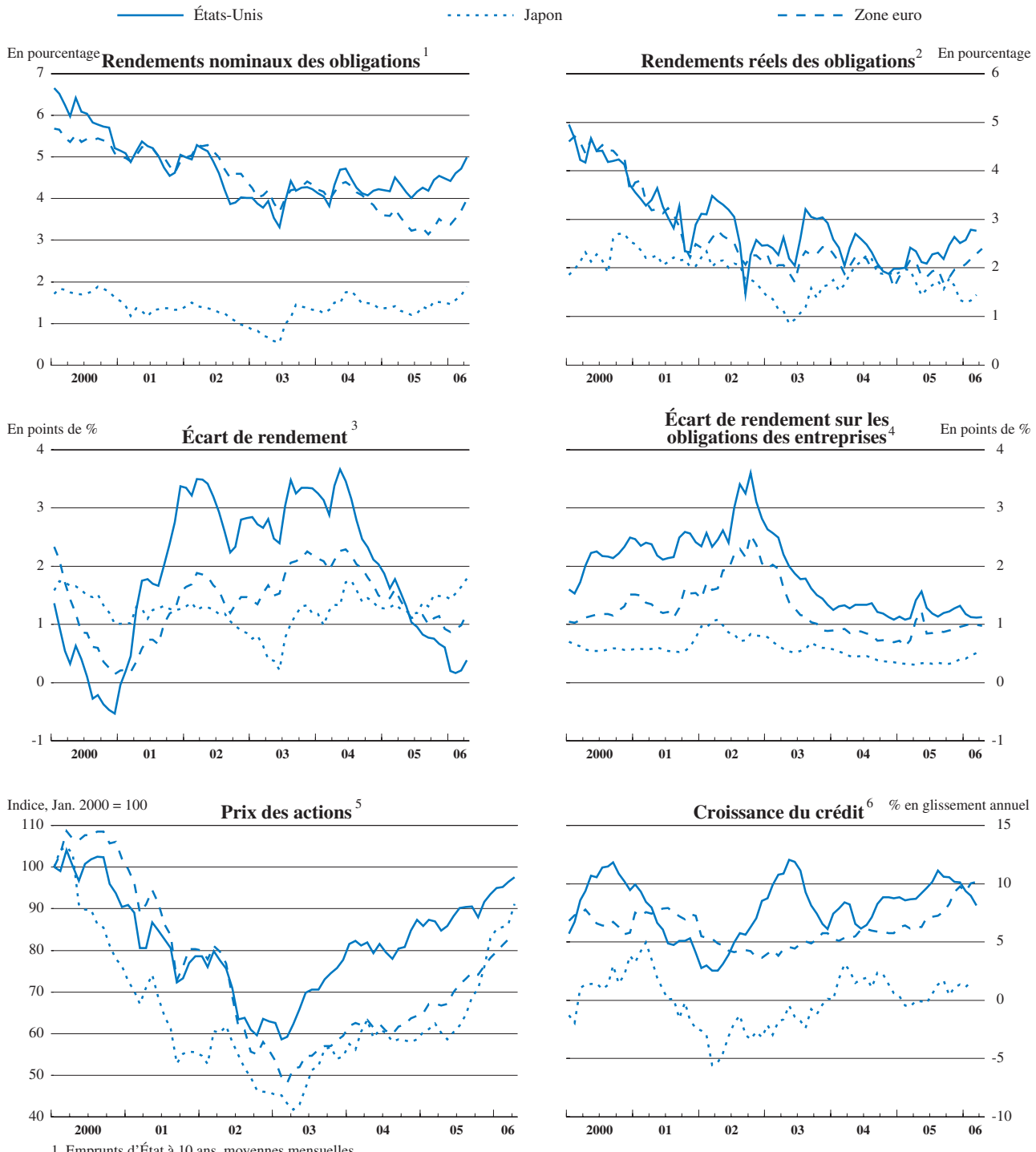
Les conditions financières pourraient prendre un tour plus restrictif

Les conditions financières sont encore favorables…

À l'heure actuelle, les conditions financières sont encore favorables dans le monde entier et elles stimulent donc la croissance. Les taux d'intérêt réels à long terme sont historiquement faibles même si les taux obligataires nominaux ont assez fortement réagi à la montée des taux d'intérêt à court terme sous l'effet du resserrement de la politique monétaire ou de la perspective d'un tel resserrement dans les grandes économies (graphique I.5). Cela a contribué à entretenir le dynamisme des marchés du logement, où l'on observe la plus longue période d'augmentation des prix réels depuis les années 70. Malgré un certain redressement, les marges entre les obligations de sociétés et les obligations de référence demeurent faibles. Les marchés d'actions, qui progressent de façon assez régulière depuis le début de 2003, ont encore enregistré des gains en 2006 tandis que les valorisations boursières, mesurées par le coefficient de capitalisation des résultats, ne s'écartent pas des normes historiques. Cela étant, l'expansion du crédit s'est ralentie aux États-Unis sous l'effet de l'augmentation des taux d'intérêt. En revanche, elle s'est fortement accélérée dans la zone euro – à la faveur de la progression soutenue des marchés immobiliers et hypothé-

16. D'après des recherches portant sur plusieurs pays, l'ajustement du taux de change ne semble guère devoir engendrer une forte hausse des rendements obligataires ; voir, par exemple, Gagnon, J.E., « Currency Crashes and Bond Yields in Industrial Countries », Board of Governors of the Federal Reserve System, *International Finance Discussion Papers*, n° 837, 2005. Cependant, les échantillons sont généralement dominés par des petits pays qui empruntent en devises et assument donc eux-mêmes le risque de change. Comme le déficit de balance courante des États-Unis atteint aujourd'hui un niveau sans précédent, on ne peut sans doute pas trop se fier aux évolutions observées dans le passé dans les différents pays – en particulier dans la mesure où ce sont les investisseurs étrangers achetant des actifs américains qui assument l'essentiel du risque de change.
17. Voir « Scénarios d'atterrissage brutal du dollar : calibrage et simulations », appendice I.2, *Perspectives économiques de l'OCDE,* n° 77, juin 2005.

Graphique I.5. Les conditions financières restent souples



1. Emprunts d'État à 10 ans, moyennes mensuelles.
2. Déflatés par l'inflation sous-jacente (déflateur de la consommation privée hors alimentation et energie pour les États-Unis, indice des prix à la consommation hors alimentation et energie pour le Japon et indice des prix à la consommation harmonisé hors produits alimentaires non traités et énergie pour la zone euro).
3. Écart entre les rendements des emprunts d'État à 10 ans et les taux du marché monétaire à trois mois.
4. États-Unis et zone euro : écart entre les rendements des obligations des entreprises Merrill Lynch BBB et les obligations d'État, basé sur les rendements moyens à 5-7 ans et 7-10 ans. Japon : écart entre le rendement des obligations des entreprises notées Baa et les rendements des emprunts d'État à 5 ans.
5. Wilshire 5000 pour les États-Unis, Nikkei 225 pour le Japon et FTSE Eurotop 100 pour la zone euro.
6. Crédits aux secteurs public et privé.

Source : Réserve fédérale de États-Unis, Banque du Japon, Banque centrale européenne et Datastream.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/723547857355*

© OCDE 2006

Encadré I.2. Pourquoi les taux obligataires sont-ils si faibles ?

Le niveau uniformément bas des taux d'intérêt nominaux (et réels) à long terme depuis 2002 dans les grandes économies, en dépit de l'augmentation rapide des prix de l'énergie et de la persistance de déficits budgétaires importants, est d'autant plus remarquable que la politique monétaire a pris ou va sans doute prendre un tour plus restrictif. En conséquence, les courbes des taux se sont aplaties et se sont même légèrement inversées dans certains cas – temporairement du moins. Cette situation, au lieu d'être le présage d'une récession[1] ou d'une modification sensible des taux directeurs par rapport à leur niveau actuel[2], semble être due à une baisse prononcée de la « prime d'échéance » – c'est-à-dire le rendement supplémentaire obtenu par les investisseurs en compensation du risque de moins-value sur les obligations à long terme[3].

Si l'on analyse l'évolution de la prime d'échéance à long terme, il apparaît que celle-ci a accusé un recul prononcé aux États-Unis, où le processus de normalisation de la politique monétaire est déjà très avancé (voir graphique), mais qu'elle a aussi baissé dans la zone euro et au Japon. Plusieurs raisons ont été avancées à cet égard :

– Les anticipations d'inflation, calculées au moyen de divers indices supplétifs (dans une perspective à court et à long terme), semblent avoir de meilleurs points d'ancrage. Cela tient probablement à une plus grande crédibilité de la politique monétaire, qui a réduit les incertitudes quant à l'évolution future des taux directeurs, d'où une réduction des primes d'échéance.

– Renforçant l'effet de cette plus grande crédibilité, l'inflation effective est non seulement restée faible depuis quelques années, mais elle a également fait preuve de résistance face à des chocs externes, le plus récent étant la flambée des prix du pétrole. Cet environnement de faible inflation tient en partie au processus de mondialisation (voir encadré I.5 ci-après).

Un certain nombre d'autres facteurs semblent maintenir les taux d'intérêt à long terme à un faible niveau, en ayant pour effet de réduire les primes de risque observées.

– On peut penser que le taux directeur « neutre » a diminué en termes réels[4]. Si tel est le cas, les taux d'intérêt à long terme seraient eux aussi plus bas qu'ils ne l'ont été dans le passé.

– Sur des marchés financiers mondialisés, l'équilibre entre l'épargne et l'investissement *ex ante* (épargne nette) au niveau mondial joue un certain rôle. Pour les économies industrialisées, les États-Unis en particulier, la désépargne nette au niveau national semble avoir été largement compensée par la forte épargne nette *ex ante* provenant des économies de marché émergentes (notamment celles d'Asie et, plus récemment, certains pays en développement exportateurs de pétrole). L'augmentation de l'épargne nette des économies de marché émergentes semble avoir été due dans certains cas aux craintes entourant la viabilité des systèmes de sécurité sociale face au vieillissement, ainsi qu'à la correction d'un surinvestissement antérieur au niveau national.

– En même temps, les économies de marché émergentes, d'Asie en particulier, ont également accumulé des réserves de change, notamment sous la forme de bons du Trésor des États-Unis. Une partie de cette accumulation est directement imputable à des régimes de change relativement fixe, mais la plupart des achats d'actifs extérieurs de la Chine sont en fait imputables au secteur privé et s'expliquent par l'insuffisance des possibilités de placements financiers au niveau local, en l'absence d'un système financier développé. Depuis quelque temps, le recyclage des recettes pétrolières des pays de l'OPEP et d'autres pays producteurs de pétrole a également joué un certain rôle.

1. Alors que, dans le passé, l'aplatissement de la courbe des taux a parfois été un indicateur avancé relativement fiable d'une récession, ce ne semble pas être le cas aujourd'hui, du moins aux États-Unis, où la courbe s'est le plus aplatie, en partie parce que le taux des fonds fédéraux n'est pas particulièrement élevé (voir Wright, J.H., « The Yield Curve and Predicting Recessions », *Federal Reserve Board of Governors Working Paper*, 2006-7).
2. Bien qu'on ne puisse totalement l'écarter, cette éventualité n'est pas envisagée par la plupart des prévisionnistes et elle n'est pas apparente dans la structure par échéance des taux d'intérêt à court terme.
3. Voir Ahrend, R., P. Catte et R. Price, « Factors Behind Low Long-term Interest Rates », *OCDE, Documents de travail du Département des affaires économiques,* à paraître, 2006 et les ouvrages cités en référence dans ce document.
4. Voir « Où se situe le taux d'intérêt "neutre" ? », encadré 1.4, *Perspectives économiques de l'OCDE*, nº 76, décembre 2004.

caires et de la demande de crédit émanant des entreprises – et elle est redevenue positive au Japon.

… mais les taux obligataires à long terme pourraient augmenter plus que prévu…

Cependant, la disparition éventuelle de ces conditions financières favorables dans le contexte d'un ajustement des balances courantes aurait des conséquences notables pour les perspectives et les risques à court terme. S'agissant du faible niveau des taux réels des obligations, certainsparamètres fondamentaux de long terme influent sur les primes d'échéance (encadré I.2). Ces paramètres pourraient encore

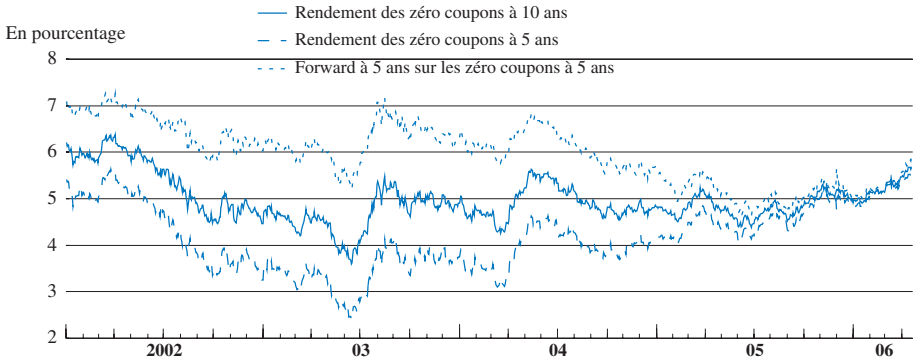
Encadré I.2. **Pourquoi les taux obligataires sont-ils si faibles ?** *(suite)*

– Enfin, des restructurations de portefeuille ont peut-être aussi été à l'œuvre. Certains fonds de pension et certaines entreprises ayant des régimes de retraite à prestations définies accordent peut-être une plus large place aux placements obligataires pour faire face à leurs obligations effectives et futures en matière de pensions, mais pour l'instant, ce ne semble être le cas qu'au Royaume-Uni.

Si chacun de ces facteurs a incontestablement influé sur la prime d'échéance et le niveau des taux obligataires, il est difficile d'en déterminer le poids relatif. On peut néanmoins essayer de voir quels sont ceux qui ont le caractère le plus durable, aspect important pour les perspectives, notamment dans la mesure où les taux d'intérêt à long terme semblent amorcer une hausse. À cet égard, il semblerait que la crédibilité de la politique monétaire, qui a été difficile à obtenir, doive persister. S'il est probable que les effets de la mondialisation sur le niveau des prix et l'inflation finiront par s'estomper, cette perspective est encore très lointaine.

En revanche, la durabilité de certains autres facteurs qui semblent avoir une influence paraît plus incertaine. Les flux considérables d'épargne nette *ex ante* provenant des pays en développement et producteurs de pétrole se tariront une fois que les objectifs poursuivis par ces pays auront été atteints, mais probablement pas dans un avenir très proche. Bien qu'on ne s'attende pas à ce que les économies d'Asie, et notamment la Chine, modifient sensiblement leur politique de taux de change dans le court terme, le rythme d'accumulation de réserves de change pourrait se ralentir à moyen terme pour des raisons d'inflation intérieure ou sous l'effet de pressions internationales en faveur d'une réduction des excédents de balance courante. Enfin, les détenteurs non résidents de bons du Trésor des États-Unis pourraient restructurer leurs portefeuilles au profit de placements en actions, et contribuer ainsi à une hausse des taux d'intérêt.

Des indications d'une baisse de la prime à terme aux États-Unis



Note : Les différents rendements sont dérivés de taux au comptant, de swaps et de futures et leur niveau peut différer de ceux dérivés des rendements des obligations d'État.
Source : Datastream.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/727224331402*

exercer leur influence pendant un certain temps, mais un retour brutal des taux d'intérêt ne peut être exclu, notamment au cas où des craintes concernant les déséquilibres de balance courante mondiaux et la viabilité des finances publiques viendraient à peser sur les marchés obligataires. Les prévisions actuelles (voir plus loin) supposent que les taux obligataires n'augmentent que progressivement cette année et l'an prochain dans l'ensemble des grandes régions de l'OCDE, mais il n'est pas exclu qu'ils enregistrent une plus forte hausse.

© OCDE 2006

… ce qui pèserait sur le marché du logement…

Une augmentation des taux obligataires pourrait avoir des conséquences particulièrement sévères pour les marchés du logement, qui ont soutenu la demande des ménages dans de nombreux pays. D'après certains indicateurs, les prix des logements ne s'écartent pas trop sensiblement du niveau justifié par leurs déterminants fondamentaux sur la plupart des marchés. Cependant, comme on l'a indiqué dans le précédent numéro des *Perspectives économiques*, les prix réels des logements ne pourront rester justifiés que si les taux d'intérêt à long terme se maintiennent à leur faible niveau actuel ou ne s'en éloignent pas trop[18]. Les pays dans lesquels l'expansion du marché du logement risque de s'interrompre, même avec les taux d'intérêt actuels ou des taux légèrement plus élevés, sont les États-Unis, la France, l'Espagne, la Nouvelle-Zélande, l'Irlande, le Danemark et la Suède (encadré I.3)[19].

… et peut-être aussi sur le secteur des entreprises

Le secteur des entreprises en subirait aussi les conséquences. Les taux des obligations de sociétés ont légèrement augmenté, mais ils restent faibles pour presque toutes les catégories de titres à long terme et les marges par rapport aux instruments de la dette publique sont encore largement inférieures aux moyennes observées durant la période 1998-2003 aux États-Unis et dans la zone euro. Les primes de risque sur les obligations émises par les économies de marché émergentes restent aussi relativement faibles. Leur augmentation récente n'est pas surprenante, car elles ont tendance à s'accroître lorsque les liquidités deviennent moins abondantes ou lorsque les taux d'intérêt à court terme montent[20]. Cependant, si les primes de risque actuelles semblent relativement bien concorder avec les paramètres fondamentaux, à savoir des perspectives économiques et des taux de défaillance (effectifs et prévus) favorables, il est indispensable que les prévisions en matière de taux de défaillance ne se révèlent pas trop optimistes et que les perspectives restent globalement favorables, ce qui n'est pas certain.

La situation pourrait également évoluer dans un sens plus favorable

La plus forte profitabilité pourrait accroître l'investissement

Dans l'ensemble de la zone OCDE, les bénéfices des entreprises atteignent des niveaux élevés et, si quelques indices donnent à penser que ces dernières ont utilisé une partie de leurs bénéfices supplémentaires pour assainir des bilans qui s'étaient précédemment dégradés avec le ralentissement de l'activité, ce processus touche sans doute à son terme. Par conséquent, l'investissement pourrait se révéler plus dynamique qu'on ne le prévoit dans les présentes *Perspectives économiques*.

Les prix du pétrole pourraient chuter ou le recyclage des pétrodollars s'amplifier

Enfin, les tensions sur les marchés de l'énergie pourraient s'atténuer, ou alternativement les pays producteurs de pétrole pourraient dépenser plus rapidement leurs recettes pétrolières, ce qui contribuerait à raffermir l'activité. Chacun de ces facteurs aurait des effets positifs sur l'emploi, mais dans les économies en situation de plein-emploi ou presque, l'inflation aurait tendance à monter, ce qui aurait des conséquences sur le plan de la politique monétaire.

---

18. Voir « Le rôle des fondamentaux dans l'évolution récente des prix des logements », chapitre III des *Perspectives économiques de l'OCDE,* n° 78, décembre 2005.
19. Dans les cas où le dynamisme du marché du logement a contribué à des déséquilibres et à des tensions macroéconomiques, une stabilisation suivie d'un « atterrissage en douceur » peuvent en fait être salutaires. Cependant, un « atterrissage brutal » ne peut être exclu.
20. Voir Sløk, T. et M. Kennedy, « Comprendre les primes de risque sur les obligations et les actions », *Revue économique de l'OCDE,* n° 40, 2005/I.

Encadré I.3. La hausse des prix des logements touche-t-elle à son terme ?

Les prix des logements ont fortement augmenté en termes réels depuis le milieu des années 90 dans la majorité des pays de l'OCDE, et leur augmentation actuelle est la plus longue que la zone OCDE ait connue depuis les années 70 (tableau). Divers indicateurs donnent à penser qu'ils ne s'écartent pas sensiblement des niveaux qu'impliquent leurs déterminants fondamentaux sur la plupart des marchés[1]. Cela étant, les prix réels des logements ne continueront de paraître justifiés que si les taux d'intérêt se maintiennent à leur niveau actuel, historiquement bas, ou à un niveau voisin. En revanche, si les taux d'intérêt venaient à augmenter sensiblement, la progression des prix réels des logements pourrait toucher à sa fin. Les évolutions passées donnent à penser que les baisses de prix qui s'ensuivraient pourraient être importantes en termes réels et que le processus d'ajustement pourrait durer un certain temps.

Évolution des prix réels du logement

Pourcentage de variation annuel moyen

	1970-1990	1990-1995	1995-2000	2000-2005
États-Unis	1.0	-1.1	2.3	6.4
Japon	3.0	-2.9	-2.6	-4.6
Allemagne	0.2	0.8	-1.6	-2.8
France	1.9	-2.7	2.1	9.4
Italie	3.5	-1.8	-0.9	6.6
Royaume-Uni	4.0	-4.4	8.1	9.9
Canada	2.6	-1.0	0.0	5.9
Australie	2.0	-0.2	3.5	7.7
Danemark	-0.3	1.8	6.7	5.5
Finale	2.2	-10.2	7.8	3.8
Irlande	1.7	1.0	17.6	7.8
Pays-Bas	0.8	4.6	10.8	2.6
Nouvelle-Zélande	1.6	2.8	1.7	9.8
Norvège	0.3	-0.6	9.3	4.5
Espagne	3.9	-1.6	2.6	12.2
Suède	0.5	-5.8	6.3	6.0
Suisse	2.2	-6.0	-2.7	1.5
Moyenne	1.8	-1.6	4.2	5.4
Hors Allemagne et Japon	1.9	-1.7	5.0	6.6

Source : Mise à jour des séries provenant de Girouard, N., M. Kennedy, P. van den Noord et C. André, «Recent house price developments: the role of fundamentals», Documents de travail du Département des Affaires économiques de 'lOCDE, n° 475, 2006.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/737607685767*

Jusqu'ici, les prix réels des logements n'ont cessé d'augmenter que dans deux pays, la Finlande (au premier trimestre de 2000) et l'Australie (au premier trimestre de 2004), mais leur hausse s'est considérablement ralentie dans deux autres pays, le Royaume-Uni et les Pays-Bas. En revanche, dans la plupart des pays, leur augmentation est restée soutenue en termes réels ou s'est même accélérée. Pour mesurer la probabilité que les prix cessent d'augmenter dans la situation actuelle, un modèle probit a été estimé sur la période 1970-2005 pour un ensemble restreint de ce que l'on considère en général comme les principales variables explicatives. En plus des taux d'intérêt, ces variables sont des indicateurs

1. Girouard, N., M. Kennedy, P. van den Noord et C. André, « Recent House Price Developments: The Role of Fundamentals », *OCDE, Documents de travail du Département des affaires économiques,* nº 475, 2006.

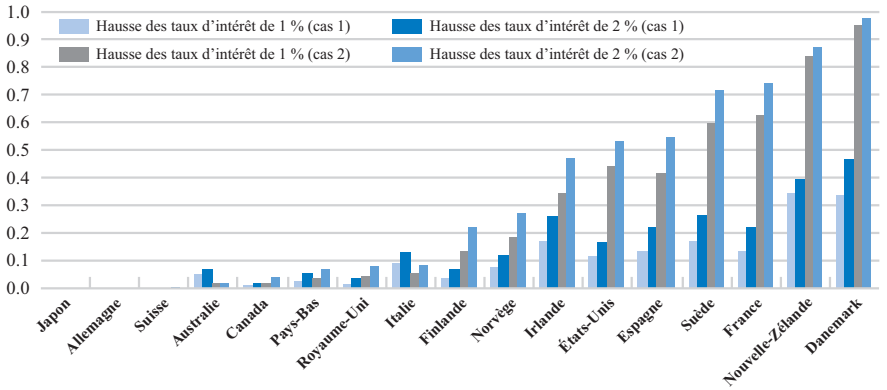
© OCDE 2006

Encadré I.3. La hausse des prix des logements touche-t-elle à son terme ? *(suite)*

indicateurs de surchauffe, comme l'écart entre les prix réels des logements et leur tendance de long terme, ainsi que le taux de variation des prix réels des logements au cours de la période récente[2]. La variable dépendante prend une valeur de un pour les quatre trimestres qui précèdent et comprennent le point culminant des prix réels des logements, et la valeur zéro dans les autres cas. Ensuite, des simulations ont été effectuées avec des taux d'intérêt majorés de 100 ou 200 points de base. Les résultats sont indiqués pour deux cas : dans l'un, les prix réels des logements sont maintenus à leur niveau le plus récemment observé (cas 1) et, dans l'autre, les prix réels augmentent (ou baissent) encore pendant un an au même rythme qu'en 2005 (cas 2). Le second cas permet d'illustrer la vulnérabilité croissante des marchés du logement à de fortes variations des taux d'intérêt compte tenu des tendances actuelles des prix.

Les principales conclusions sont les suivantes (graphique)[3]. Dans la plupart des pays, les marchés du logement résisteraient à une hausse de 1 ou 2 points des taux d'intérêt à long terme si celle-ci intervenait au niveau actuel des prix réels des logements, sauf au Danemark et en Nouvelle-Zélande, où la probabilité d'un ralentissement des prix réels des logements serait de l'ordre de 40 %. Il va de soi que les prix réels des logements seraient aussi influencés par une telle hausse des taux d'intérêt dans les autres pays également, mais la probabilité d'un véritable ralentissement y serait limitée. En revanche, la situation devient très différente si l'on suppose que les prix réels continuent d'augmenter pendant un an au même rythme qu'en 2005 dans chaque pays. Dans ce cas, une hausse des taux d'intérêt ferait passer à 50 % ou plus la probabilité d'un retournement du marché aux États-Unis, en France, en Irlande, en Espagne et en Suède.

Probabilité que les prix réels du logement s'approchent d'un pic



Note. Le cas 1 se réfère à la situation dans laquelle le choc de taux d'intérêt survient au niveau actuel des prix réels du logement. Le cas 2 suppose que les prix réels du logement augmentent (ou baissent) encore au rythme observé en 2005 pendant un an avant l'occurence du choc. Un pic précède une chute d'au moins 15 % des prix réels du logement sur une période d'au moins 6 trimestres, après une hausse d'au moins 15 % sur une période d'au moins six trimestres.
Source : OCDE.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/800234564105*

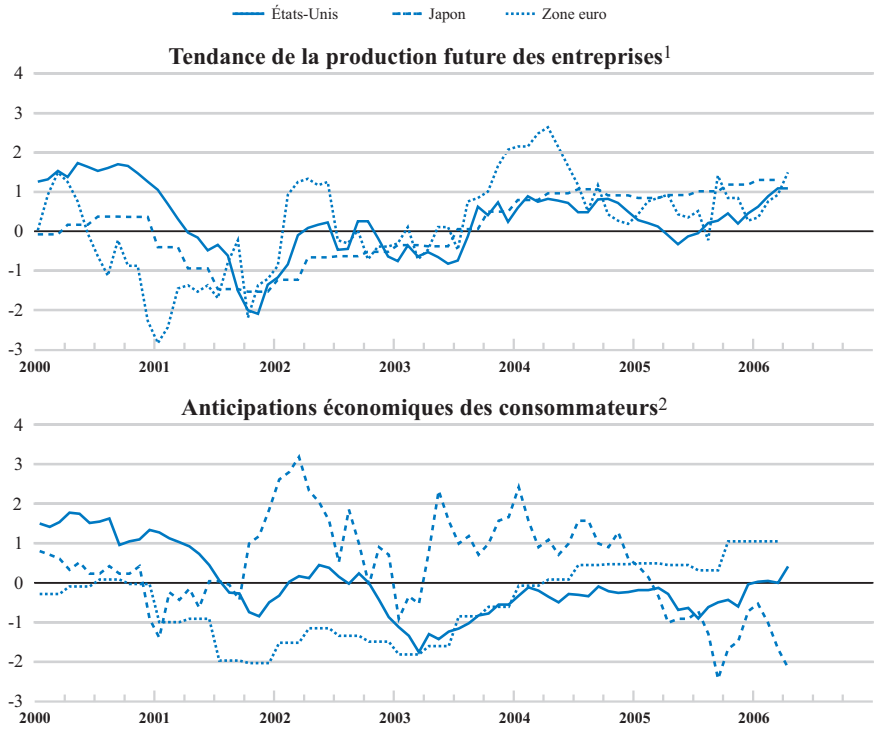
2. Bien que conçus à l'origine pour des applications microéconomiques, les modèles probit peuvent aussi être utilisés pour mettre en évidence des effets de seuil dans des séries agrégées, la probabilité que les prix cessent d'augmenter devenant forte au-delà d'un certain seuil alors qu'elle est faible tant que celui-ci n'est pas atteint, phénomène que l'on observe parfois sur les marchés d'actifs. Pour de plus amples détails, voir van den Noord, P., « Are House Prices Nearing a Peak? A Probit Analysis for 17 OECD Countries », *OCDE, Documents de travail du Département des affaires économiques,* n° 488. Un modèle probit a été appliqué précédemment à des séries agrégées de prix des logements avec un succès relatif dans une étude réalisée par la Banque des règlements internationaux (BRI). Voir Borio, C. et P. McGuire, « Twin Peaks in Equity and House Prices? », *Rapport trimestriel, BRI,* mars 2004.
3. Les simulations dont les résultats sont présentés ici utilisent une version du modèle estimée sur un panel regroupant les 17 pays. Des modèles ont également été estimés pour chaque pays avec des résultats à peu près similaires dans la plupart des cas. Les probabilités ont été calculées à partir d'informations allant jusqu'au quatrième trimestre de 2005 inclus.

Des perspectives encore assez favorables

La plupart des indicateurs à haute fréquence sont positifs

Globalement, les perspectives concernant la zone OCDE sont relativement favorables. De fait, les indicateurs avancés à haute fréquence de l'activité économique laissent en général entrevoir une expansion assez rapide à court terme. En particulier, la confiance des entreprises dépasse largement sa moyenne de long terme, mais la confiance des consommateurs semble plus contrastée (graphique I.6). Même dans la zone euro, qui s'est caractérisée dans le passé par des « faux départs » et où les résultats des enquêtes prospectives se sont souvent révélés par trop optimistes ces dernières années, les indices d'une activité vigoureuse à court terme semblent aujourd'hui plus fiables et plus généralisés, avec des prévisions de production et des entrées en carnets de commande particulièrement soutenues dans les industries manufacturières de toutes les grandes économies de la zone. Parallèlement, les indicateurs de confiance des consommateurs dépassent légèrement leur moyenne de long terme dans la zone euro et sont largement supérieurs à celle-ci au Japon. Aux États-Unis, en revanche, la confiance des consommateurs ne s'est pas complètement redressée après la forte dégradation observée à la suite des cyclones et de l'envolée des prix de l'essence qui a suivi, et elle s'est encore détériorée récemment.

Graphique I.6. **La confiance des entreprises s'améliore**



Note : Toutes les séries sont centrées-réduites sur la période commençant en 1985 et présentées en points d'écart-type. Données mensuelles, corrigées des variations saisonnières, sauf pour le Japon (trimestielles, c.v.s.).

1. États-Unis : Indice des directeurs d'achat, tendance de la production ; Japon : Enquête auprès des entreprises (secteur manufacturier) : perspectives ; zone euro : Enquête auprès des entreprises (secteur manufacturier) : tendance de la production future.
2. États-Unis : Enquêtes sur l'opinion des consommateurs – Situation économique anticipée ; Japon : Indice du comportement des consommateurs ; zone euro : Enquêtes sur l'opinion des consommateurs – Situation économique anticipée c.v.s. (tendance future).

Source : OCDE, *Principaux indicateurs économiques.*

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/604248226758*

© OCDE 2006

Tableau I.4. **Forte croissance pour le premier semestre de 2006**

Taux de croissance trimestriel du PIB en volume, en pourcentage [1]

	Observé				Estimé[2]	
	2005 T1	2005 T2	2005 T3	2005 T4	2006 T1	2006 T2
États-Unis	0.9	0.8	1.0	0.4	1.2	0.9 (+/- 0.5)
Japon	1.4	1.3	0.2	1.1	0.5	0.6 (+/- 0.5)
Zone euro	0.3	0.4	0.7	0.3	0.6	0.7 (+/- 0.3)
Allemagne	0.6	0.4	0.6	0.0	0.4	0.5 (+/- 0.5)
France	0.1	0.0	0.6	0.3	0.5	0.7 (+/- 0.4)
Italie	-0.4	0.6	0.3	0.0	0.6	0.6 (+/- 0.4)
Royaume-Uni	0.2	0.5	0.6	0.6	0.6	0.6 (+/- 0.3)
Canada	0.5	0.9	0.9	0.6	0.8 (+/- 0.1)	0.9 (+/- 0.4)
Total	0.7	0.8	0.7	0.5	0.8 (+/- 0.01)	0.7 (+/- 0.3)

1. Sur la base des données du PIB et d'indicateurs à haute fréquence publiés au 19 mai 2006. Corrigé des variations saisonnières et dans certains cas des jours ouvrés.
2. Ces estimations donnent une idée de la croissance du PIB à court terme, mais ne coïncident pas forcément avec les prévisions de l'OCDE. Entre parenthèses figure l'intervalle correspondant à ± un écart-type. Habituellement, la prévision OCDE s'inscrit dans cet intervalle.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/728510205647*

La croissance a été soutenue au premier semestre de 2006

D'après les publications récentes de données et les modèles d'indicateurs de l'OCDE, qui traduisent des données de haute fréquence en estimations ponctuelles de la croissance à échéance d'un ou deux trimestres[21], le rythme d'expansion dans les sept grandes économies atteindrait globalement 3 % environ, à taux annuel, pour les deux premiers trimestres de 2006 (tableau I.4). Cela implique un redressement prononcé de l'activité par rapport au dernier trimestre de 2005 – notamment aux États-Unis et dans la zone euro[22]. L'accélération est particulièrement soutenue aux États-Unis, avec une croissance de l'ordre de 4 à 5 % pour les deux premiers trimestres. Parmi les grands pays de la zone euro, l'expansion s'est également accélérée de façon notable en France et en Italie, l'Allemagne étant à la traîne[23]. Au Japon, l'activité s'est légèrement ralentie par rapport à la progression exceptionnellement forte enregistrée au quatrième trimestre de 2005 et la croissance est estimée à plus de 2 % pour les deux premiers trimestres de cette année.

L'expansion semble globalement devoir se poursuivre

La croissance devrait se ralentir quelque peu dans les sept grands pays, pour revenir à un peu plus de 2½ pour cent au second semestre de 2006 et en 2007, mais rester voisine de 3 % pour l'ensemble de la zone OCDE, étant donné que la plupart des petites économies devraient connaître une expansion vigoureuse. Le commerce mondial demeure l'un des principaux facteurs de croissance, tandis que les politiques macroéconomiques prennent un tour légèrement restrictif (tableau I.5, encadré I.4).

21. Voir Sédillot, F. et N. Pain, « Les modèles d'indicateurs de la croissance du PIB réel dans les principales économies de l'OCDE », *Revue économique de l'OCDE,* n° 40, 2005/I.
22. La vigueur de l'activité au premier trimestre 2006 s'explique par la disparition de plusieurs facteurs particuliers qui avaient exercé une influence au dernier trimestre de 2005. C'est ainsi qu'aux États-Unis, les ventes d'automobiles ont été très instables avec la fin des rabais, les dépenses militaires ont elles aussi été instables et les conditions météorologiques ont pesé sur la consommation et le logement.
23. Les estimations ponctuelles sont corrigées des biais de prévision mesurés par l'erreur de prévision sur les quatre trimestres précédents.

Tableau I.5. **La croissance du commerce mondial reste soutenue et les déséquilibres extérieurs se creusent**

	2004	2005	2006	2007
Échanges de biens et services en volume		Pourcentage de variation		
Commerce international[1]	10.4	7.5	9.3	9.1
dont: OCDE	8.5	5.8	7.4	7.2
ALENA	9.4	6.4	7.1	6.9
OCDE Asie-Pacifique	12.8	6.8	8.3	8.3
OCDE Europe	6.9	5.1	7.3	7.0
Non-OCDE Asie	16.8	12.4	14.2	13.7
Autre non-OCDE	12.2	9.8	11.9	12.0
Exportations de la zone OCDE	8.1	5.5	7.6	7.6
Importations de la zone OCDE	8.8	6.0	7.2	6.8
Prix du commerce extérieur[2]				
Exportations de la zone OCDE	9.0	3.5	3.1	2.1
Importations de la zone OCDE	9.0	4.8	3.8	2.5
Exportations de la zone non OCDE	10.9	9.5	7.2	3.9
Importations de la zone non OCDE	8.6	6.1	4.5	3.2
Balances des opérations courantes		Pourcentage du PIB		
États-Unis	-5.7	-6.4	-7.2	-7.6
Japon	3.7	3.6	4.3	5.5
Zone euro	0.8	-0.2	-0.4	-0.3
OCDE	-1.2	-1.8	-2.1	-2.1
		Milliards de dollars		
États-Unis	-668	-805	-965	-1069
Japon	172	166	195	256
Zone euro	74	-15	-42	-37
OCDE	-398	-646	-769	-814
Non-OCDE	320	468	565	570
Monde	-78	-178	-204	-244

Note : Les agrégats régionaux incluent le commerce intra-régional.

1. Taux de croissance de la moyenne arithmétique des importations et exportations en volume.
2. Valeurs unitaires moyennes en dollars.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/347310652360*

La demande intérieure se ralentit quelque peu au cours de la période considérée, mais elle reste relativement robuste aux États-Unis et au Japon, tandis qu'elle devient progressivement un facteur d'expansion plus puissant dans la zone euro (tableau I.6) :

L'activité semble devoir se ralentir de façon progressive aux États-Unis

– Aux États-Unis, le PIB devrait progresser à un rythme légèrement inférieur à son taux potentiel de 3¼ pour cent par an à partir du milieu de 2006. Cela implique un léger ralentissement par rapport aux deux premiers trimestres de l'année, particulièrement soutenus, en raison de l'augmentation des prix de l'énergie et des taux d'intérêt. La hausse des taux d'intérêt se traduit par un redressement de l'épargne des ménages avec la disparition progressive des effets de patrimoine et des effets de l'extraction de liquidités sur les hypothèques, à mesure que la hausse des prix réels des logements se ralentit. Bien que le solde des échanges de biens et services semble devoir devenir un peu moins négatif, les sorties nettes au titre des revenus de facteurs augmentent

© OCDE 2006

Encadré I.4. Hypothèses de politique économique et autres sous-tendant les prévisions

Les hypothèses de politique budgétaire se fondent autant que possible sur les mesures concernant les impôts et les dépenses adoptées par voie législative (politiques en vigueur). Lorsque des modifications des politiques ont été annoncées mais n'ont pas encore été adoptées, on en tient compte si l'on estime qu'elles seront mises en œuvre sous une forme proche de celle annoncée. Pour les présentes prévisions, cela signifie que :

- En ce qui concerne les États-Unis, le gonflement imprévu des recettes fiscales semble s'être poursuivi au début de l'exercice 2006, compensant l'accroissement des dépenses au titre du remboursement des médicaments délivrés sur ordonnance, de la défense et des opérations de secours à la suite des cyclones. Le budget récemment proposé tend à proroger les réductions d'impôts qui devaient prendre fin au cours des années à venir, à maintenir l'exemption de l'impôt minimum alternatif pendant une année supplémentaire et à accroître sensiblement les dépenses militaires. Dans ces conditions, le déficit des administrations publiques devrait se stabiliser autour de 3¾ pour cent du PIB au cours de la période examinée.
- Au Japon, le déficit budgétaire corrigé des variations conjoncturelles devrait revenir d'environ 6 % du PIB en 2005 (compte non tenu d'un facteur non récurrent) à 5 % en 2007. L'assainissement des finances publiques se traduira par des restrictions de dépenses prenant la forme de nouvelles diminutions des investissements publics et d'une réduction des effectifs de l'administration centrale. Par ailleurs, la suppression de la réduction temporaire de l'impôt sur le revenu des personnes physiques instituée en 1999 et l'augmentation programmée du taux des cotisations de retraite majoreront les recettes publiques d'environ ½ point de PIB en 2006 et en 2007.
- Dans la zone euro, les politiques budgétaires sont censées être compatibles avec les programmes de stabilité nationaux. Dans la plupart des cas, cela implique un léger assainissement des finances publiques en 2006 et 2007. Le relèvement de trois points de la taxe sur la valeur ajoutée programmé pour 2007 en Allemagne est incorporé aux prévisions, de même qu'une série de mesures qui compensent en partie cette augmentation, notamment une réduction des cotisations de sécurité sociale.

Les taux d'intérêt directeurs sont projetés conformément aux objectifs déclarés des autorités monétaires en matière d'inflation et d'activité :

- Aux États-Unis, on suppose que la Réserve fédérale relève les taux d'intérêt de 25 points de base supplémentaires, après quoi le taux cible des fonds fédéraux se stabilise à 5¼ pour cent. Étant donné que l'inflation reste faible et que l'activité économique se ralentit au cours de la période considérée, une réduction de 25 points de base est censée intervenir au deuxième trimestre de 2007.
- Dans la zone euro, le principal taux de refinancement, relevé de 25 points de base au début de 2006 à 2½ pour cent, est censé rester inchangé avant d'augmenter de 125 centièmes de point au total, par paliers successifs.
- Au Japon, le taux directeur à court terme est censé rester égal à zéro jusqu'à la fin de 2006 puis augmenter progressivement pour atteindre 1 % à la fin de 2007.

Les prévisions supposent que les taux de change se maintiendront à leur niveau du 4 mai 2006, à un dollar pour 113.50 yen et 0.79 euro (soit un euro pour 1.26 dollar). Dans le cas de la Turquie, l'hypothèse est que la monnaie se déprécie parallèlement à l'écart d'inflation prévu vis-à-vis des États-Unis.

Les prix du pétrole ont beaucoup augmenté depuis la date de publication des précédentes *Perspectives économiques.* À titre d'hypothèse de travail, le prix du brut de qualité Brent est censé rester constant à 70 dollars le baril en moyenne à partir du deuxième trimestre de 2006 jusqu'à la fin de la période considérée. La hausse des prix des produits de base, après avoir marqué une pause à la fin de 2005, est censé reprendre à un rythme soutenu, notamment en ce qui concerne les métaux, mais elle devrait se ralentir vers la fin de la période considérée du fait de l'accroissement de l'offre.

Les prévisions ont été établies à partir des données collectées jusqu'au 17 mai 2006. Des précisions sur les hypothèses concernant les différents pays sont données dans le chapitre II, « Évolutions dans les pays membres de l'OCDE et dans certaines économies non membres ».

fortement du fait de l'augmentation persistante de la dette extérieure nette. En conséquence, le déficit de balance courante se creuse pour atteindre près de 8 points de PIB en fin de période[24]. Le chômage resterait inférieur à son taux structurel estimé, d'où une accélération de la croissance des salaires. Cependant, celle-ci devrait être largement absorbée dans les marges de profit, si bien que l'inflation resterait faible.

24. Étant donné l'énorme différence entre le niveau des importations et celui des exportations, il faudrait que les exportations progressent nettement plus vite que les importations pour que le solde commercial commence à contribuer à la croissance de la production.

Tableau I.6. **La reprise s'élargit**

En pourcentage du PIB de la période précédente [1]

	2004	2005	2006	2007
États-Unis				
Demande intérieure finale	4.6	4.1	3.9	3.2
dont : Investissement des entreprises	1.0	1.0	1.0	0.8
Variation des stocks	0.3	-0.3	0.1	0.1
Exportations nettes	-0.7	-0.3	-0.4	-0.2
PIB	4.2	3.5	3.6	3.1
Japon				
Demande intérieure finale	1.7	2.3	1.6	1.4
dont : Investissement des entreprises	0.7	1.1	0.6	0.5
Variation des stocks	-0.2	0.2	0.0	0.0
Exportations nettes	0.8	0.2	1.1	0.9
PIB	2.3	2.7	2.8	2.2
Zone euro				
Demande intérieure finale	1.5	1.6	2.0	2.0
dont : Investissement des entreprises	0.3	0.3	0.5	0.6
Variation des stocks	0.4	0.1	0.2	0.0
Exportations nettes	0.0	-0.3	0.0	0.1
PIB	1.8	1.4	2.2	2.1
OCDE				
Demande intérieure finale	3.3	3.2	3.1	2.8
dont : Investissement des entreprises	0.7	0.8	0.8	0.7
Variation des stocks	0.3	-0.2	0.1	0.0
Exportations nettes	-0.3	-0.2	-0.1	0.1
PIB	3.3	2.8	3.1	2.9

1. Contributions calculées en utilisant des indices-chaîne pour les variations des stocks et les exportations nettes des États-Unis et du Japon.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/864747172781*

Une reprise modérée s'annonce dans la zone euro

– La zone euro devrait finalement connaître une reprise plus autonome, la croissance devant atteindre environ 2¼ pour cent par an cette année et l'an prochain, soit un niveau légèrement supérieur à la croissance potentielle. L'investissement privé devrait s'accroître compte tenu du niveau élevé des profits, tandis que la consommation privée ne devrait suivre que progressivement, à mesure que la croissance de l'emploi s'accélérera. Le relèvement de la taxe sur la valeur ajoutée en Allemagne pourrait freiner temporairement la croissance de la demande de biens de consommation au début de 2007, mais cet effet sera atténué dans la mesure où les ménages épargneront sans doute moins qu'ils ne l'auraient fait autrement[25]. Comme cela a été le cas depuis la création de la monnaie unique, la croissance devrait être plus lente en Allemagne et en Italie que dans l'ensemble de la zone ; elle serait à peu près égale à la moyenne en France et serait généralement plus soutenue dans les petits pays que dans les grands. L'inflation reste globalement modérée, même si le relèvement des taxes en Allemagne fait légèrement augmenter l'inflation tendancielle, encore faible, d'ici à la fin de la période considérée.

25. Une réduction des cotisations de sécurité sociale correspondant à un tiers de l'augmentation de la TVA, ainsi qu'une série de subventions en faveur des économies d'énergie et de la rénovation des logements pourraient soutenir en partie la consommation.

© OCDE 2006

L'expansion se poursuit au Japon

– Au Japon, la production semble devoir continuer de s'accroître à un rythme d'environ 2¼ pour cent par an au cours de la période considérée, les exportations bénéficiant toujours de l'expansion des économies émergentes d'Asie et d'une monnaie affaiblie. Parallèlement, l'investissement des entreprises est stimulé par une forte augmentation des profits, tandis que la progression des salaires et de l'emploi, notamment pour les employés réguliers mieux rémunérés, contribue à dynamiser la consommation des ménages malgré une influence légèrement négative sur les revenus disponibles réels exercée par une plus grande rigueur budgétaire. L'écart de production devenant probablement positif (il est difficile d'en déterminer l'ampleur, compte tenu des ajustements structurels massifs qui ont eu lieu ces dernières années), la plupart des indices de prix devraient s'inscrire en hausse à partir du milieu de 2006.

La situation évolue généralement dans un sens positif ailleurs…

L'évolution de la situation économique dans les autres pays – aussi bien à l'intérieur de zone OCDE que dans le reste du monde – est généralement positive :

… y compris au Royaume-Uni et au Canada…

– Au Royaume-Uni, la croissance devrait s'accélérer, l'investissement se raffermissant et la consommation étant stimulée par un léger redressement du marché du logement. Grâce à une nette amélioration des termes de l'échange depuis quelques années, la croissance devrait être soutenue au Canada, en Australie, en Norvège et au Mexique, au point que dans certains cas (comme en Australie et en Norvège) des mesures monétaires restrictives sont prises afin de maîtriser l'inflation.

… dans la plupart des petits pays européens…

– Parmi les autres pays de l'OCDE, ceux qui sont récemment devenus membres de l'Union européenne – à savoir la Pologne, la République tchèque, la Hongrie et la République slovaque – continuent d'enregistrer une croissance rapide, à la faveur d'une forte expansion de leurs exportations vers les autres régions de l'Union européenne et d'une augmentation soutenue de la formation de capital sous l'impulsion d'investisseurs étrangers. Les pays nordiques membres de l'Union européenne – Danemark, Finlande et Suède – devraient aussi connaître une expansion rapide grâce à une orientation macroéconomique favorable et, dans certains cas, à une très vive progression du marché du logement. En Suisse, la croissance devrait être plus soutenue que dans le passé, tandis qu'en Turquie, l'activité devrait se ralentir progressivement, sans provoquer de dégradation de la confiance. En revanche, les économies de l'Islande et de la Nouvelle-Zélande devraient marquer une nette décélération en 2006 et pendant une partie de 2007, en particulier dans la mesure où les pressions qui se sont récemment exercées sur les taux de change ont limité les possibilités de relance monétaire.

… et dans les économies de marché émergentes

– Les grandes économies de marché émergentes devraient rester des pôles de croissance importants pour l'économie mondiale. La Chine va continuer d'enregistrer des taux de croissance à deux chiffres, grâce à une main-d'œuvre très compétitive – avantage qui commence cependant à s'amenuiser sous l'effet de la progression rapide des rémunérations moyennes.

Les enjeux de la politique macroéconomique

Les autorités devraient se prémunir contre une aggravation des risques

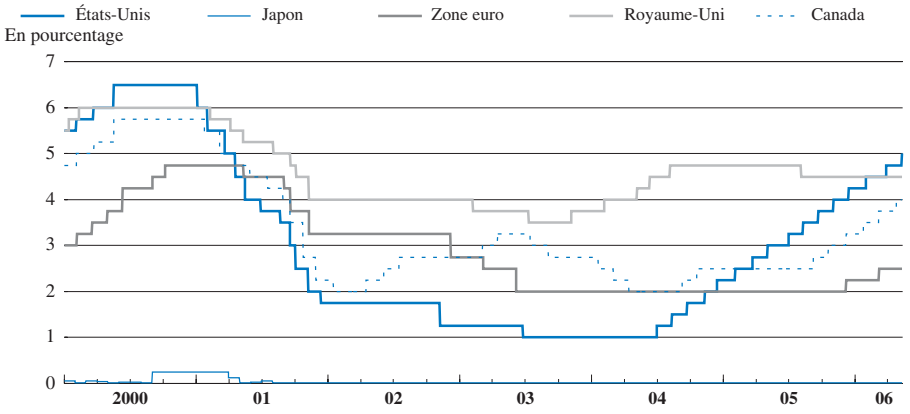
La politique monétaire a plutôt bien résisté jusqu'ici aux poussées inflationnistes provoquées par les tensions sur les marchés de l'énergie et semble devoir continuer de le faire. Sur le plan budgétaire, beaucoup reste à faire : il est nécessaire de respecter les objectifs déclarés en matière de viabilité des finances publiques, non seulement d'un strict point de vue budgétaire, mais aussi afin de renforcer la résistance des économies de l'OCDE dans l'éventualité de nouveaux chocs négatifs.

Une politique monétaire plus efficace

L'impulsion monétaire est progressivement réduite

La majorité des banques centrales de la zone OCDE ont commencé, à des degrés divers, à mettre un terme progressivement à la stimulation monétaire (graphique I.7). Cette orientation est motivée par la fermeté persistante – ou, dans certains cas, le regain de fermeté – de l'activité économique, par l'expansion soutenue des agrégats de crédit et, au Japon, par le sentiment de plus en plus répandu que la déflation est bel et bien terminée. Si le resserrement monétaire a été moins prononcé jusqu'ici qu'à un stade similaire des cycles précédents, malgré la hausse des prix de l'énergie, l'inflation est restée relativement faible[26].

Graphique I.7. **La plupart des taux directeurs remontent**



Source : Réserve fédérale des États-Unis, Banque du Japon, Banque centrale européenne, Banque d'Angleterre, Banque du Canada.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/246582374031*

L'inflation est de plus en plus déterminée à l'échelle mondiale

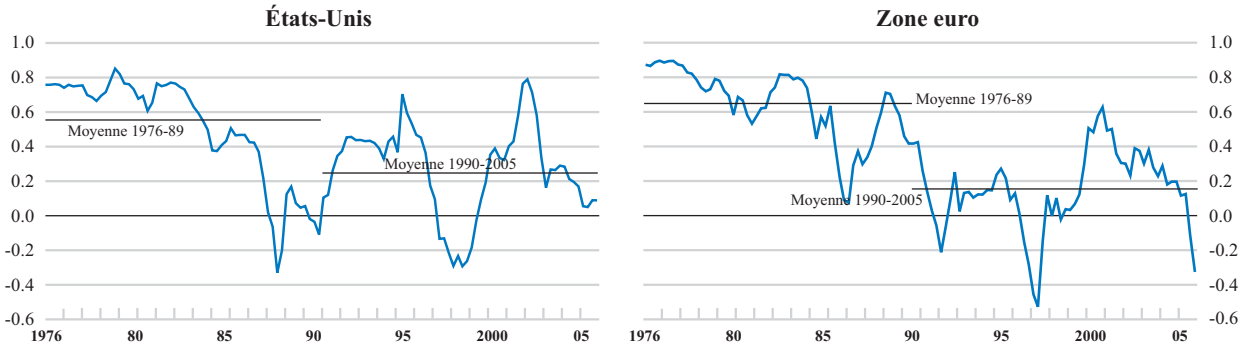
Il apparaît en effet de plus en plus probable que le processus d'inflation a connu de profonds changements au cours de la dernière décennie – notamment une stabilisation des anticipations, une répercussion plus limitée des chocs négatifs sur les prix à la consommation et les salaires et une moindre sensibilité de l'inflation aux contraintes de capacité locales. Cela se manifeste notamment par une corrélation de moins en moins étroite entre l'évolution des écarts d'inflation et celle des écarts de production dans les grandes économies (graphique I.8). Cette situation reflète dans

26. En fait, au Royaume-Uni, les taux directeurs ont déjà cessé d'augmenter, après avoir atteint des niveaux qui, dans des circonstances comparables au cours des cycles précédents, n'auraient pas été considérés comme le signe d'une orientation particulièrement restrictive de la politique monétaire.

© OCDE 2006

Graphique I.8. **Le lien entre demande locale et inflation se distend**

Corrélations entre la variation de l'inflation et l'écart de production



Note : Le taux d'inflation est mesuré par le glissement annuel de l'indice des prix à la consommation pour les États-Unis et du déflateur de la consommation privée pour la zone euro.
Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79. StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/633880502876*

une certaine mesure une amélioration du cadre de la politique monétaire, mais la mondialisation n'y est manifestement pas étrangère[27]. L'effet « mécanique » des échanges commerciaux avec les économies émergentes d'Asie sur l'inflation dans les principaux pays développés semble avoir été de l'ordre de –0.1 à –0.3 point de pourcentage par an respectivement aux États-Unis et dans la zone euro (encadré I.5). Par ailleurs, il semblerait que l'intensification de la concurrence internationale ait des effets désinflationnistes « indirects » nettement plus prononcés sur les marchés de produits et les marchés du travail[28]. Sous l'effet de l'intégration de l'économie mondiale, il semblerait aussi que les déséquilibres mondiaux jouent un role de plus en plus important en tant que déterminants de l'inflation au niveau local[29]. Simultanément, une forte croissance mondiale tend à exacerber les tensions sur les marchés de l'énergie et des matières premières. En fin de compte, les autorités monétaires doivent demeurer vigilantes face aux pressions inflationnistes importées.

Un nouveau resserrement pourrait se révéler nécessaire aux États-Unis

Aux États-Unis, la croissance de l'indice des prix des dépenses de consommation des ménages devrait s'accentuer en 2006 pour s'établir à 2¼ pour cent en partie à cause des effets du renchérissement de l'énergie, mais à mesure que ces effets indirects se dissiperont, elle devrait repasser sous la barre des 2 % en 2007

27. En fait, la mondialisation a peut-être été l'un des principaux facteurs qui ont favorisé l'adoption d'objectifs de faible inflation (voir, à ce sujet, Rogoff, K., *Globalisation and Global Disinflation*, communication présentée à la conférence de la Federal Reserve Bank of Kansas sur le thème « Monetary Policy and Uncertainty: Adapting to a Changing Economy », Jackson Hole, 2003).
28. Il s'agit là de vastes questions auxquelles de plus en plus de recherches sont consacrées. Pour une analyse récente, voir « Quelle influence la mondialisation a-t-elle eue sur l'inflation ? », chapitre III, FMI, *Perspectives de l'économie mondiale,* avril 2006. Par exemple, on constate que l'expansion des échanges internationaux a réduit le pouvoir de négociation des syndicats dans les pays de l'UE, ce qui explique peut-être en partie pourquoi la part des profits dans le PIB affiche une hausse dans cette région. Voir Dumont, M., G. Rayp and P. Willemé, « Does Internationalisation Affect Union Bargaining Power? An Empirical Study for Five EU Countries », *Oxford Economic Papers*, vol. 58, 2005.
29. Par exemple, une analyse de régression sur un groupe de pays de la zone euro utilisant l'écart de production au niveau local et au niveau de la zone tout entière comme variables explicatives pour différentes périodes d'estimation donne à penser que l'écart local a vu son influence diminuer et que l'écart au niveau de la zone a pris de plus en plus d'importance au fil des ans. Des résultats similaires pour un ensemble plus vaste de pays sont présentés dans Borio, C. et A. Filardo, *Globalisation and Inflation: New Cross-country Evidence of the Global Determinants of Inflation*, Banque des règlements internationaux, 2006.

Encadré I.5. Comment l'inflation est-elle influencée par la mondialisation ?

Le poids croissant des importations à bas prix en provenance des économies émergentes exerce une influence sur les taux d'inflation des économies matures de la zone OCDE. Le présent encadré fait le point de recherches économétriques destinées à estimer cette influence dans le cas des États-Unis et de la zone euro. Les économies émergentes prises en compte ici sont la Chine et les autres économies dynamiques d'Asie, à savoir le Taipei chinois, Hong Kong, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande.

Au moyen d'un simple cadre d'analyse comptable répartissant l'économie mondiale entre économies matures, d'une part, et économies émergentes, de l'autre, l'impact des importations à bas prix en provenance de ces dernières sur l'inflation dans les économies matures peut être décomposé en trois éléments : *i)* l'impact de l'augmentation de la part des importations pour une configuration donnée des prix relatifs à la production dans les économies matures et les économies émergentes (effet de pénétration des importations), *ii)* l'impact de l'évolution de la configuration de ces prix pour une part donnée des importations (effet de désinflation importée) et *iii)* une baisse des prix à la production dans les économies matures due aux forces concurrentielles mondiales (effet de concurrence) :

$$\frac{\Delta P^M}{P^M_{t-1}} = \Delta S\left(\frac{C^E_t - C^M_t}{C^M_t}\right) + S_{t-1}\left(\frac{\Delta C^E}{C^E_{t-1}} - \frac{\Delta C^M}{C^M_{t-1}}\right) + \frac{\Delta C^M}{C^M_{t-1}}$$

Dans cette équation, P^M représente le déflateur de la demande intérieure dans les économies matures, S représente la part des importations en provenance des économies émergentes dans la demande intérieure des économies matures, C^E représente le prix des importations en provenance des économies émergentes, C^M représente le prix à la production intérieurs dans les économies matures et Δ représente la différence première de la variable. Toutes les variables sont exprimées dans la monnaie de l'économie mature (si bien que les variations de C^E reflètent aussi bien des mouvements des taux de change que l'évolution des coûts dans l'économie émergente)[1].

Les calculs présentés ici concernent exclusivement les effets désinflationnistes de la pénétration des importations et les effets inflationnistes importés.

Le premier tableau ci-après retrace l'évolution de la part des importations en provenance des économies émergentes dans la demande intérieure totale des États-Unis et de la zone euro, c'est-à-dire « S », ainsi que les écarts de prix pertinents, à savoir $(C^E - C^M)/C^M$. La part des importations en provenance de Chine accuse une forte hausse tendancielle (elle a quadruplé en 15 ans), mais on n'observe pas de tendance similaire pour les autres économies dynamiques d'Asie. Il semblerait que, dans le cas des États-Unis en particulier, la part des importations en provenance de Chine ait augmenté au détriment de celle des importations en provenance des autres économies dynamiques d'Asie. Les écarts de prix ont été calculés à partir d'estimations concernant 1995, mises à jour au moyen de séries de prix à l'exportation, pour la Chine et les économies dynamiques d'Asie, figurant dans la base de données analytique du Département des affaires économiques de l'OCDE[2].

Les résultats sont indiqués dans le deuxième tableau ci-après. Entre 1996 et 2000, les importations en provenance de Chine ont mécaniquement réduit de 0.1 point de pourcentage l'inflation annuelle aux États-Unis, alors qu'elles n'ont pas eu d'effet notable dans la zone euro. Pendant la première moitié de la présente décennie, l'effet négatif des importations en provenance de Chine sur l'inflation aurait atteint selon les estimations 0.2 point de pourcentage dans la zone euro, tandis qu'elle serait restée inchangée aux États-Unis. Il est probable que les importations en provenance des économies dynamiques d'Asie exercent des effets comparables, bien que généralement plus limités, sur l'inflation. Globalement, on estime que l'effet total de ces importations pour la première moitié de la présente décennie s'élève à environ –0.3 point de pourcentage dans la zone euro, contre –0.1 point de pourcentage aux États-Unis.

1. L'équation est obtenue en prenant la première dérivée de la relation de type Cobb-Douglas $\log P^M = S \log C^E + (1 - S) \log C^M$.
2. Motohashi, K., *Assessing Japan's Industrial Competitiveness by International Productivity Level Comparison with China, Korea, Taiwan and United States*, Research Institute of Economy, Trade and Industry, Tokyo, 2005.

(graphique I.9). Le taux d'inflation globale, à plus haute fréquence, a tendance à converger vers les indicateurs d'inflation sous-jacente (graphique I.10). Cela étant, comme la marge de capacité inutilisée est limitée, voire nulle, un léger resserrement serait peut-être à nouveau justifié en 2006, sous réserve des informations qui seront communiquées.

© OCDE 2006

Encadré I.5. Comment l'inflation est-elle influencée par la mondialisation ? *(suite)*

Calcul de l'impact mécanique de la globalisation sur l'inflation : hypothèses de base

	Importations de Chine		Importations des pays dynamiques d'Asie	
	Part dans la demande intérieure totale des pays de destinations (%)[1]	Différentiel de niveau de prix par rapport au pays de destination (%) [2]	Part dans la demande intérieure totale des pays de destinations (%)[1]	Différentiel de niveau de prix par rapport au pays de destination (%) [2]
États-Unis				
1991-1995	0.50	-57	1.18	-35
1996-2000	0.85	-56	1.31	-39
2001-2005	1.48	-60	1.02	-47
Zone euro				
1991-1995	0.43	-53	0.86	-32
1996-2000	0.64	-46	1.03	-25
2001-2005	1.28	-49	1.02	-31

1. Équivalent à S dans l'identité.
2. Équivalent au terme $(C^E\text{-}C^M)/C^M$ dans l'identité.

Source : Calculs de l'OCDE.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/224186003613*

Calcul de l'impact mécanique de la globalisation sur l'inflation : résultats

En points de pourcentage

	A. Importations de Chine			B. Importations des pays dynamiques d'Asie			Total A + B
	Effet de la pénétration des importations[1]	Effet de l'inflation importée[2]	Effet total	Effet de la pénétration des importations[1]	Effet de l'inflation importée[2]	Effet total	
États-Unis							
1991-1995	-0.04	0.02	-0.02	-0.02	0.01	-0.01	-0.03
1996-2000	-0.04	-0.04	-0.09	0.00	-0.04	-0.04	-0.12
2001-2005	-0.12	0.00	-0.11	0.03	-0.03	0.00	-0.11
Zone euro							
1991-1995	-0.03	0.01	-0.02	-0.01	0.00	-0.01	-0.03
1996-2000	-0.02	0.02	0.00	0.00	0.05	0.05	0.05
2001-2005	-0.13	-0.06	-0.19	-0.02	-0.07	-0.09	-0.28

1. Équivalent au terme $\Delta S[(C^E\text{-}C^{M)})/C^M]$ dans l'identité.
2. Équivalent au terme $S_{-1}(\Delta C^E/C^E_{-1}\text{-}\Delta C^M/C^M_{-1})$ dans l'identité.

Source : Calculs de l'OCDE.

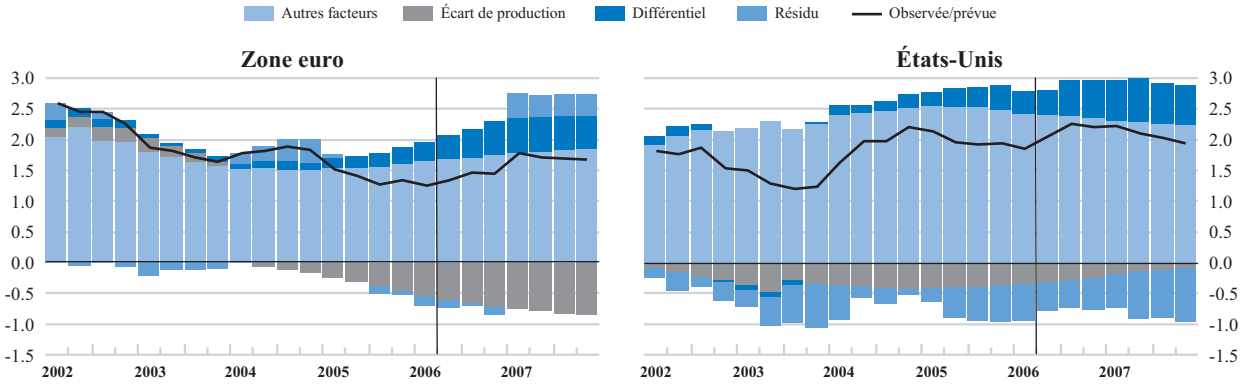
StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/024676037422*

La politique monétaire doit continuer de soutenir l'activité dans la zone euro

Dans la zone euro, l'inflation globale est restée supérieure à 2 %, en raison des hausses successives des prix du pétrole, mais comme l'écart de production est encore négatif et que les augmentations passées des prix de détail de l'énergie disparaissent progressivement des séries, elle se rapprocherait d'une fourchette de 1½ à 2 % – encore que la plupart des petits pays de la zone euro qui connaissent une forte expansion fassent état de taux d'inflation plus élevés. Les indicateurs de haute fréquence donnent à penser que l'inflation globale a effectivement déjà commencé à baisser après avoir dépassé 2 % (graphique I.10). Comme aux États-Unis, les indicateurs statistiques

Graphique I.9. **Les déterminants de l'inflation sous-jacente**

Contributions à l'inflation sous-jacente en glissement annuel



Note : Les résultats de simulations sont basés sur des régressions du type :

$$PCORE_t = b_0 + \sum_i b_{1i}\, PCORE_{t-i} + b_2 GAP_{t-1} + \sum_j b_{3j}\, (PHEAD - PCORE)_{t-j} - \sum_k b_{4k}\, REER_{t-k} + \varepsilon_t$$

où : *PCORE* est le taux d'inflation sous-jacente (déflateur de la consommation privée hors alimentation et énergie pour les États-Unis et *IPCH* hors énergie et aliments non traités pour la zone euro) ; *PHEAD* est le taux d'inflation globale (déflateur de la consommation privée pour les États-Unis et *IPCH* pour la zone euro) ; *GAP* est l'écart de production ; et *REER* est le taux de variation du taux de change effectif réel. *PHEAD-PCORE*, le « différentiel », correspond à l'impact des prix des produits alimentaires et de l'énergie sur l'inflation globale. La décomposition entre les contributions des différentes variables explicatives, dont le terme résiduel ε, incorpore leur impact via la variable dépendante retardée. L'impact du terme constant (qui peut être interprété comme une mesure indirecte des anticipations d'inflation à long terme) et du taux de change effectif réel sont combinés sous la rubrique « autres facteurs ». Pour plus de détails, voir encadré 1.4 dans les *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 78.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/672572724854*

de l'inflation sous-jacente, tels que l'inflation médiane et l'inflation moyenne tronquée, ont marqué une légère accélération depuis le milieu de 2005, mais restent largement inférieurs au taux d'inflation globale en glissement annuel – ce qui est également vrai pour l'inflation hors produits alimentaires et énergie (graphique I.9). La progression des salaires est elle aussi encore très modérée et égale à zéro en termes réels, encore que l'on observe des divergences prononcées à l'intérieur de la zone euro à cet égard également, puisque la rémunération horaire des salariés et les coûts unitaires de main-d'œuvre ont baissé en Allemagne, alors qu'ils ont augmenté d'environ 2 % en France et 4 % en Italie[30]. Comme on s'attend à ce que l'inflation baisse sous le seuil de 2 % et que l'écart de production se résorbe seulement après la période considérée, l'impulsion monétaire pourrait progressivement être réduite à mesure que s'accumule les informations indiquant un rétrécissement de la marge de capacité inutilisée.

Au Japon, des mesures restrictives ne devront être prises qu'une fois que l'économie sera véritablement sortie de la déflation

Au Japon, l'inflation globale et l'indice officiel d'inflation tendancielle établi par la Banque centrale (qui n'exclut que les prix des produits alimentaires frais) se sont établis à 0.5 % en janvier (l'indice d'inflation tendancielle, qui exclut également les prix de l'énergie, a seulement augmenté de 0.1 %). D'autres indicateurs de la hausse des prix à la consommation – comme l'inflation médiane et l'inflation moyenne tronquée – sont aussi devenus positifs au cours des derniers mois, et les prévisions les plus récentes laissent entrevoir une stabilisation de l'inflation globale aux alentours de son niveau actuel cette année et l'an prochain. Ainsi, le Japon

30. Les effets indirects de la hausse des prix de l'énergie, s'exerçant par le biais des salaires, semblent pratiquement inexistants sauf dans quelques pays où le marché du travail est tendu ou dans lesquels il existe encore des mécanismes d'indexation. Voir Commission européenne, « The Impact of Higher Oil Prices on Inflation », *Rapport trimestriel sur la zone euro*, vol. 4, n° 4, 2005.

© OCDE 2006

Graphique I.10. L'inflation globale et sous-jacente convergent



Note : Pour la zone euro, les prix à la consommation correspondent à l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) et l'inflation sous-jacente correspond à l'IPCH hors énergie et aliments non traités. Pour les États-Unis, les prix à la consommation correspondent à l'indice des prix à la consommation (IPC) et l'inflation sous-jacente correspond au déflateur de la consommation privée hors alimentation et energie. La médiane pondérée est, chaque mois, l'élément central de la distribution des variations des composantes de l'indice des prix à la consommation (IPC), c'est-à-dire celui qui laisse 50 % des composantes (en termes de poids dans l'IPC) de chaque côté.

Source : OCDE, *Principaux indicateurs économiques* et calculs de l'OCDE.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/710102334841*

semble finalement sortir de la déflation. En conséquence, la Banque du Japon a mis un terme en mars 2006 à sa politique d'assouplissement quantitatif, instituée en 2001[31]. La Banque a annoncé qu'un taux d'inflation se situant entre 0 et 2 % serait compatible avec la stabilité des prix à moyen terme, même s'il ne s'agit pas à proprement parler d'un ciblage de l'inflation. Cela étant, le choix d'une fourchette de 0 à 2 % est peut-être risqué dans la mesure où un choc négatif sur les prix intervenant à un moment où l'inflation est voisine de la limite inférieure de la fourchette pourrait faire retomber l'économie dans la déflation. En outre, étant donné que cette fourchette reflète l'évolution antérieure des prix – qui s'est aussi caractérisée par des périodes de déflation – elle est sans doute trop basse. C'est la raison pour laquelle sa limite inférieure devrait être relevée. Cependant, même si cette fourchette est retenue comme règle opérationnelle, il ne faudra commencer à passer à des taux d'intérêt positifs que lorsque l'inflation sera suffisante pour rendre négligeable le risque d'un retour à la déflation.

Politique budgétaire : il reste beaucoup à faire

Les tensions budgétaires s'accentuent avec le vieillissement de la population

Sur la base des mesures budgétaires mises en œuvre ou adoptées jusqu'à présent, il ne faut s'attendre, dans le domaine de l'assainissement des finances publiques, qu'à des progrès limités pour l'ensemble de la zone de l'OCDE (tableau I.7). Cela est particulièrement décevant étant donné la vigueur de la reprise actuelle, l'impact négatif du vieillissement démographique sur les finances publiques et la probabilité de fortes pressions persistantes dans le secteur de la santé et de la prise en charge de longue durée (voir le chapitre III pour plus de détails)[32]. Ces facteurs soulignent la nécessité de restrictions budgétaires dès à présent, pour tout l'éventail des droits à prestation, afin d'obtenir de meilleurs résultats à moyen terme[33].

La reprise ne doit pas donner prétexte à un relâchement budgétaire

Dans ce contexte, il est essentiel que l'augmentation temporaire des recettes en période de reprise économique ne serve pas de prétexte pour pratiquer des baisses de taxes ou des augmentations de dépenses permanentes qui exacerberaient les pressions inflationnistes, car, plus tard, lorsque l'activité se ralentira, il faudra faire face à un déficit budgétaire structurel élevé. Dans les pays de la zone euro, en particulier, la configuration actuelle des déficits budgétaires reflète la politique malencontreuse qui a été menée en période d'expansion à la fin des années 90, lorsque les mesures budgétaires ont eu tendance à suivre précisément de telles stratégies de court terme (encadré I.6)[34]. Cet héritage de déficits cachés a accentué la nécessité d'assainir les

31. Dans le cadre de cette politique, la Banque du Japon fixait des objectifs pour les comptes courants des banques, tout en maintenant à zéro les taux d'intérêt à court terme. Cela a eu un effet positif sur l'économie en favorisant la stabilité du secteur financier et ainsi aidant à maintenir les taux d'intérêt à long terme à un bas niveau. De fait, les taux nominaux à long terme sont restés voisins de 1½ pour cent jusqu'à récemment alors que les administrations publiques enregistraient d'importants déficits et que la dette se creusait. Pour les besoins de sa politique d'assouplissement quantitatif, la Banque du Japon achetait de grandes quantités d'obligations d'État, s'élevant à environ un quart du déficit budgétaire des administrations publiques.
32. On notera dans ce contexte que le choc dû au vieillissement ne peut être considéré qu'en partie comme transitoire dans la mesure où il est lié au vieillissement de la génération du baby-boom. En effet, on se trouve en présence d'un choc permanent, l'accroissement sur longue période de la longévité, qu'on ne peut correctement traiter qu'en ajustant les paramètres des droits à prestation des programmes de dépenses sociales.
33. Voir l'appendice I.2 pour une discussion du scénario de référence à moyen terme.
34. Ces tendances ont pu être accentuées par le calendrier des élections générales, qui ont largement coïncidé au cours de cette période ; voir Buti, M. et P. van den Noord, « Fiscal Discretion and Elections in the Early Years of EMU », *Journal of Common Market Studies*, vol. 42, nº 5, 2004. La situation paraît encore plus défavorable si l'on tient compte des mesures ponctuelles et des opérations de comptabilité créatrice ; voir Koen, V., et P. van den Noord, « Fiscal Gimmickry in Europe: One-off Measures and Creative Accounting », dans Wierts, P., S. Deroose, E. Flores et A. Turrini (eds.), *Fiscal Policy Surveillance in Europe*, Palgrave Macmillan, 2006.

© OCDE 2006

Tableau I.7. **La consolidation budgétaire demeure insuffisante**

En pourcentage du PIB / PIB potentiel

	2003	2004	2005	2006	2007
États-Unis					
Solde effectif	-5.0	-4.7	-3.8	-3.6	-3.7
Solde corrigé des variations cycliques	-4.2	-4.4	-3.7	-3.7	-3.9
Solde primaire corrigé des variations cycliques	-2.4	-2.6	-1.8	-1.8	-1.9
Japon					
Solde effectif	-8.0	-6.3	-5.2	-5.2	-4.7
Solde corrigé des variations cycliques	-7.0	-5.6	-4.9	-5.3	-5.2
Solde primaire corrigé des variations cycliques	-5.6	-4.3	-3.5	-3.7	-3.4
Zone euro					
Solde effectif	-3.1	-2.8	-2.4	-2.3	-2.1
Solde corrigé des variations cycliques	-2.6	-2.3	-1.6	-1.6	-1.5
Solde primaire corrigé des variations cycliques	0.3	0.4	1.0	0.9	1.0
OCDE[1]					
Solde effectif	-4.0	-3.5	-2.7	-2.6	-2.6
Solde corrigé des variations cycliques	-3.7	-3.3	-2.7	-2.8	-2.8
Solde primaire corrigé des variations cycliques	-1.7	-1.4	-0.8	-0.9	-0.9

Note : Les soldes effectifs sont en pourcentage du PIB nominal. Les soldes corrigés des variations cycliques sont exprimés en pourcentage du PIB potentiel. Les soldes primaires corrigés des variations cycliques sont les soldes corrigés des variations cycliques moins les paiements d'intérêts nets sur la dette.

1. Les chiffres pour l'OCDE ne comprennent pas le Mexique et la Turquie.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/813430284860*

finances publiques après les années 2000, période durant laquelle l'activité était déjà faible. Dans les autres pays de l'OCDE, notamment les États-Unis et le Japon, les mesures budgétaires ont soutenue l'activité durant la période de ralentissement, mais ce faisant, le déficit budgétaire a atteint un niveau élevé dont les conséquences ne seront pas supportables à l'avenir.

Le déficit budgétaire des États-Unis reste voisin de 4 % du PIB

Si l'on examine plus en détail les évolutions budgétaires, le déficit des administrations publiques aux États-Unis devrait rester proche de son niveau de 2005 – environ 3¾ pour cent du PIB – au cours de la période sous revue, la forte croissance des recettes étant compensée par les dépenses supplémentaires pour le remboursement des médicaments prescrits sur ordonnance, par le coût de l'intervention militaire en Irak, qui restera élevé, et par les aides en faveur des régions touchées par les cyclones. Les perspectives budgétaires à moyen et long terme ont été à plusieurs reprises révisées, essentiellement à cause des allégements d'impôts et des augmentations de dépenses qui ont été décidés (graphique I.11). De fait, les perspectives seraient même plus défavorables que ne l'indiquent les prévisions officielles courantes, puisque ces dernières supposent que les baisses d'impôts introduites en 2001 viendront à expiration, comme prévu initialement, à la fin de 2008 et de 2010[35]. Dans ce contexte, il serait utile que les autorités réinstaurent des règles budgétaires formelles pour assurer la viabilité des finances publiques. De plus, pour maintenir (et

35. La décision qui a été prise de maintenir les baisses d'impôts et d'atténuer l'incidence de l'impôt minimum alternatif pourrait signifier que le déficit fédéral ne se modifierait guère durant le reste de cette décennie. Voir Auerbach, A.J., W.G. Gale et P.R. Orszag, « New Estimates of the Budget Outlook: Plus ça change, plus c'est la même chose », the Brookings Institution, *Issues in Economic Policy*, n° 3, février 2006, qui notent également que pour traiter ces problèmes, il faudra finalement « des réductions de dépenses ou des hausses d'impôts allant bien au-delà de ce qu'on peut actuellement considérer comme politiquement acceptable ».

Encadré I.6. Comment la politique budgétaire a-t-elle contribué à stabiliser les fluctuations conjoncturelles ?

Il est possible de dégager un certain nombre de faits stylisés essentiels quant à la manière dont les mesures budgétaires discrétionnaires interagissent avec le cycle de l'activité en examinant les corrélations instantanées simples entre les variations du solde budgétaire primaire corrigé des fluctuations conjoncturelles et les variations de l'écart de production[1]. Si on les calcule en données annuelles depuis 1980, ces corrélations montrent que les mesures budgétaires discrétionnaires semblent évoluer dans un sens procyclique dans les pays de la zone euro et dans un sens contra-cylique dans les pays nordiques ainsi que dans d'autres économies de l'OCDE ne faisant pas partie de la zone euro (voir le tableau ci-dessous).

L'orientation de la politique budgétaire sur le cycle

	Pays de la zone euro[1]		Pays nordiques[2]		Autres pays de l'OCDE[3]	
	Pro- ou contra-cyclique	Coefficient de corrélation[4]	Pro- ou contra-cyclique	Coefficient de corrélation[4]	Pro- ou contra-cyclique	Coefficient de corrélation[4]
Dépenses	neutre	0.08	countra	-0.29	neutre	-0.04
Revenus	pro	-0.22	contra	0.26	contra	0.18
Solde	pro	-0.23	contra	0.40	contra	0.17

1. Hors Finlande.
2. Danemark, Finlande, Norvège et Suède.
3. États-Unis, Japon, Royaume-Uni, Canada, Australie, Corée, Nouvelle-Zélande et Suisse.
4. Corrélations instantanée entre les variations des dépenses primaires corrigées des variations cycliques et l'écard de production sur la période 1981-2004 (1991-2004). Si la corrélation n'est pas significative, l'orientation dominante est neutre.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/716218558350*

On considère souvent que les mesures budgétaires discrétionnaires représentent un instrument de stabilisation difficilement maniable, parce que des délais de mise en œuvre interviennent et parce que des pressions politiques s'opposent souvent à ce que ces mesures évoluent de façon symétrique au cours du cycle. C'est pourquoi on a mis habituellement l'accent sur les stabilisateurs automatiques. Mais les faits stylisés semblent démentir l'idée *a priori* selon laquelle les puissants stabilisateurs automatiques liés à un secteur public de grande dimension devraient rendre moins nécessaires les impulsions budgétaires discrétionnaires. Dans la pratique, on constate que les pays à secteur public de grande dimension ont souvent complété leurs stabilisateurs automatiques par des mesures discrétionnaires de grande ampleur.

La politique budgétaire peut avoir un effet procyclique pour plusieurs raisons. Les mesures discrétionnaires peuvent avoir pour origine le fait que les autorités budgétaires privilégient à l'excès la stabilisation au cours du cycle du solde budgétaire non corrigé des fluctuations conjoncturelles[2]. Ou bien, si une augmentation ponctuelle des recettes corrigées des fluctuations conjoncturelles est mal interprétée en étant considérée comme structurelle, elle peut aboutir à des ajustements compensatoires des taux d'imposition et (parfois) des dépenses. Une politique budgétaire expansionniste en cas de reprise conjoncturelle accroît la probabilité que des mesures correctrices soient nécessaires à un moment moins favorable, avec les effets procycliques qui en résulteront. Et si une politique budgétaire procyclique en période de reprise n'est pas compensée par un degré égal de stimulation conjoncturelle en période de ralentissement de l'activité, il y aura propension au déficit. Il est possible de vérifier l'existence d'une telle propension en déterminant séparément les réactions du solde budgétaire structurel à une évolution positive ou négative de l'écart de production. Les profils sont différents de ce point de vue, aussi bien dans le temps que d'un pays à l'autre, mais l'analyse empirique fait effectivement apparaître une telle propension dans les pays de la zone euro au cours de la reprise de 1998-2000 et du ralentissement qui a suivi (voir le tableau ci-après).

1. Les coefficients de corrélation pour les différents pays ne sont pas statistiquement significatifs dans plusieurs cas, ce qui n'est pas surprenant car l'échantillon est de petite dimension et les éléments conjoncturels ne sont pas les seuls qui influent sur l'évolution de l'orientation budgétaire. Toutefois, les corrélations calculées en regroupant les observations pour plusieurs pays sont très significatives dans la plupart des cas (voir le tableau). Ces coefficients de corrélation ne sauraient être interprétés comme des relations de comportement (fonctions de réaction), parce qu'ils comportent un biais de simultanéité. En particulier, dans la mesure où une orientation budgétaire plus rigoureuse a un effet négatif sur la production au moment considéré, on peut sous-estimer le caractère contracyclique.
2. En théorie, ce résultat statistique pourrait être dû également à la procédure d'ajustement conjoncturel. En cas de surajustement, la série ajustée deviendra procyclique.

© OCDE 2006

Encadré I.6. **Comment la politique budgétaire a-t-elle contribué à stabiliser les fluctuations conjoncturelles ?** *(suite)*

L'un des facteurs susceptibles d'influer sur la direction et l'ampleur des mesures budgétaires discrétionnaires peut être l'existence de pressions politiques visant à réduire les taux d'imposition à un moment où les recettes fiscales sont abondantes. Mais, cette fois encore, les profils sont différents. Dans les pays de la zone euro, l'évolution des recettes primaires corrigées des fluctuations conjoncturelles a eu tendance à être procyclique et n'a généralement pas été compensée par une modification des dépenses allant dans un sens contracyclique. Dans les pays nordiques, une évolution contracyclique des dépenses primaires corrigées des fluctuations conjoncturelles a généralement été renforcée par une évolution contracyclique des recettes, alors que dans d'autres pays de l'OCDE, le caractère contracyclique de la politique budgétaire provient en général exclusivement de l'évolution contracyclique des recettes.

Pays de la zone euro : l'orientation des politiques budgétaires dans les phases d'expansion et de ralentissement

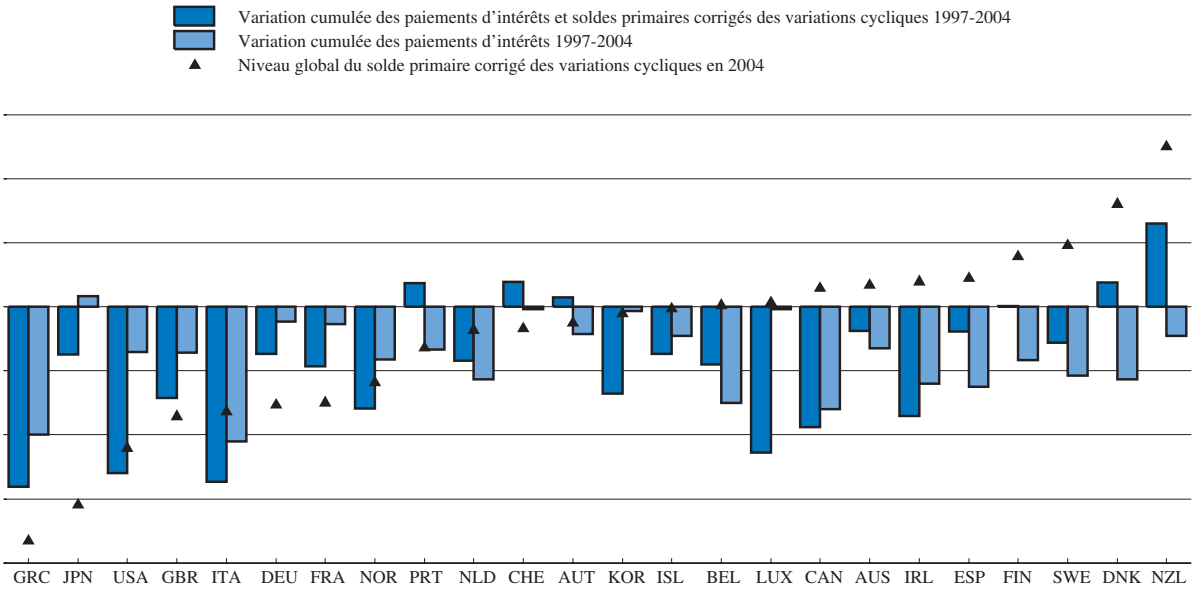
	1981-2004		1992-1997		1998-2004	
Solde budgétaire primaire						
Expansion	-0.22 **	pro	0.06	neutre	-0.37 **	pro
Ralentissement	-0.23 ***	pro	-0.27 **	pro	0.16	neutre

Note : Semi-élasticité des variations du solde primaire corrigé des variations cycliques par rapport aux variations de l'écart de production ;
*, ** et *** indiquent une significativité au niveau de 10, 5 ou 1% respectivement.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/423804725357*

Les fluctuations des paiements d'intérêts sur la dette de l'État peuvent aussi influer sur l'action budgétaire discrétionnaire, bien que, de façon graduelle, dans la mesure où, durant un certain nombre d'années, les soldes primaires se détérioreraient suite aux baisses de paiements d'intérêts (voir le graphique ci-dessous). Sur la période 1997-2004, la variation cumulée du solde primaire ajusté pour les fluctuations conjoncturelles semble avoir le même signe et souvent la même ampleur que les changements cumulés des paiements d'intérêts et être à peu près corrélée au niveau de fin de période du déficit corrigé des fluctuations conjoncturelles.

Variation cumulée des paiements d'intérêts et soldes primaires corrigés des variations cycliques 1997-2004

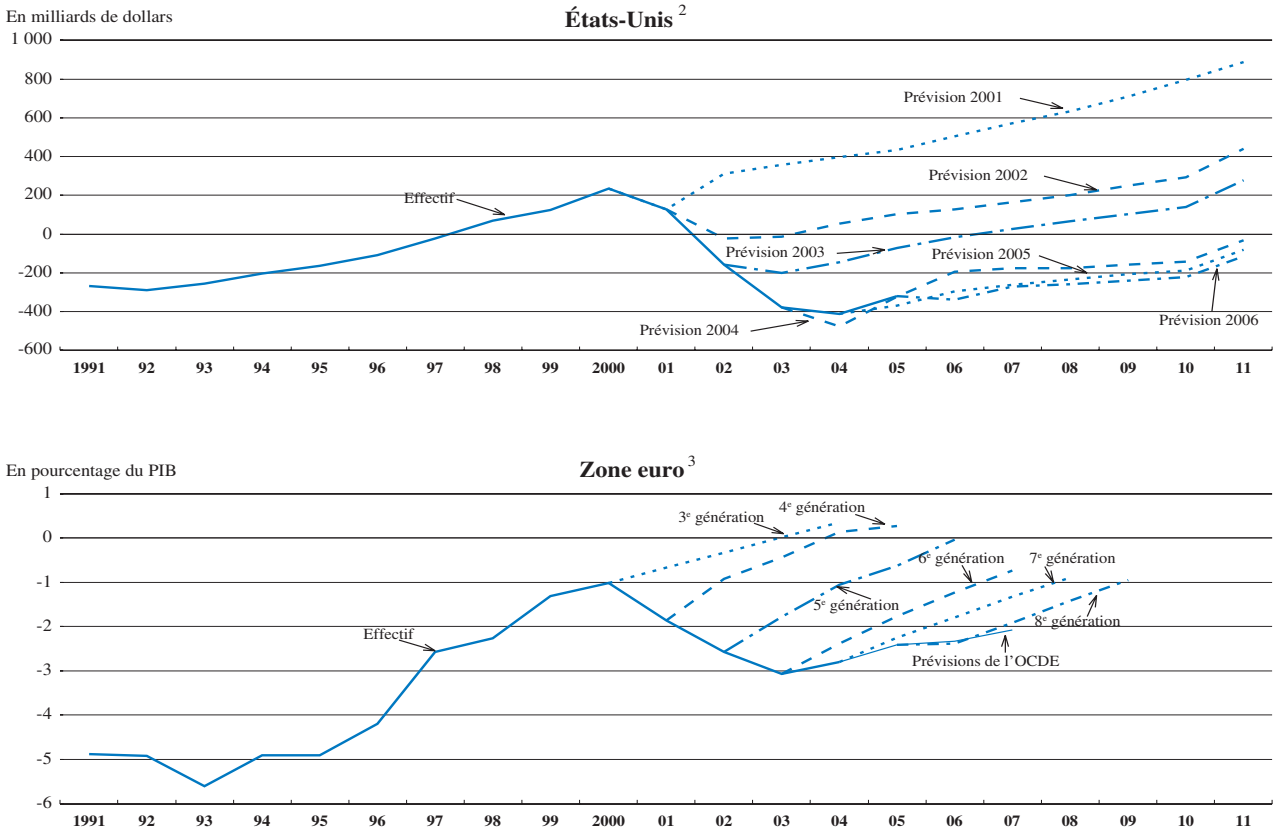


Source : OCDE.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/600824600815*

Graphique I.11. **Les objectifs budgétaires évoluent continuellement**

Solde budgétaire des administrations publiques[1]



1. Hors recettes des licences de téléphone mobile de la troisième génération.
2. Prévisions du Congressional Budget Office des États-Unis pour le solde du budget fédéral en années fiscales.
3. La 3e génération des programmes de stabilité a été publiée en 2000/2001, la 4e en 2001/2002, la 5e en 2002/2003, la 6e en 2003/2004, la 7e en 2004/2005 et la 8e en 2005/2006.

Source : Office statistique des Communautés européennes (Eurostat) et base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/054258826456*

probablement améliorer) la croissance à long terme et pour faciliter l'ajustement inévitable des comptes courants auquel les États-Unis devront probablement faire face ces prochaines années, il faudra modifier le système fiscal. Il serait particulièrement judicieux d'éliminer certaines des distorsions bien connues de la législation fiscale qui entravent l'épargne – notamment la déductibilité, pour l'impôt sur le revenu, des remboursements d'intérêts de prêts hypothécaires – et, plus généralement, de faire en sorte que l'impôt sur la consommation joue un plus grand rôle.

Il faudrait que les situations budgétaires dans la zone euro s'améliorent

Dans la zone euro, la dernière génération des programmes de stabilité, présentée durant l'hiver 2005/2006, repousse une fois encore, d'une année de plus, comme depuis le début, la recherche d'une position budgétaire « proche de l'équilibre ou en excédent », à laquelle les pays se sont engagés dans le cadre du Pacte de stabilité et de croissance (graphique I.11). Les prévisions retenues dans ce numéro des *Perspectives économiques* paraissent un peu moins bonnes que celles formulées pour les programmes de stabilité, ce qui est également habituel.

© OCDE 2006

Il faudrait en particulier que les grands pays renforcent leur action

Parmi les grands pays de la zone euro, l'Allemagne devrait en définitive respecter en 2007 le plafond de déficit de 3 % du PIB imposé par le Pacte, et la France, dont le déficit a été inférieur aux 3 % en 2005 pour la première fois depuis 2001, devrait rester en dessous du plafond. En Allemagne, ce résultat s'appuie sur la décision de compléter les réductions programmées de dépenses par un relèvement de trois points du taux standard de TVA en 2007. En France, il tient à des restrictions de dépenses dans le domaine de l'emploi public, se conjuguant à des recettes conjoncturelles supplémentaires. Mais, dans les deux cas, un nouvel effort est nécessaire pour restaurer la viabilité des finances publiques. En Italie, le déficit budgétaire – nominal ou corrigé des fluctuations conjoncturelles – devrait rester bien supérieur aux 3 % du PIB au cours de la période sous revue, ce qui est préoccupant vu le niveau élevé et croissant de la dette brute par rapport au PIB. L'assainissement budgétaire devrait donc rester hautement prioritaire dans les grands pays de la zone euro. Comme le montre l'expérience de plusieurs petits pays de la zone euro, c'est en allant de l'avant dans les réformes structurelles qu'on pourra accélérer le processus, même si les contingences politiques peuvent l'entraver.

Le Japon devrait s'efforcer d'alléger sa dette

Au Japon, le déficit corrigé des fluctuations conjoncturelles devrait se contracter, de 6 % du PIB en 2005 à un peu moins de 5 % en 2007, grâce à la suppression partielle de la baisse de l'impôt sur le revenu des personnes physiques introduite temporairement en 1999, à la hausse programmée du taux des cotisations de retraite et à une nouvelle réduction de l'investissement public. L'objectif budgétaire officiel est de dégager « un excédent budgétaire primaire au début de la décennie 2010 »[36]. Mais la situation conjoncturelle favorable offre la possibilité de poursuivre l'objectif plus ambitieux d'un excédent budgétaire primaire suffisamment important pour faire baisser le ratio dette publique/PIB. On pourrait y parvenir en augmentant les recettes, via un élargissement de l'assiette de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés et un relèvement du taux de l'impôt sur la consommation. Un plan détaillé à moyen terme, comportant des objectifs contraignants d'évolution des dépenses publiques, serait également utile. La reprise paraissant maintenant mieux ancrée, il ne faudrait pas tarder pour mettre en œuvre un tel programme.

36. Selon les mesures prévues actuellement, l'excédent primaire devrait diminuer d'un point de pourcentage du PIB en moyenne chaque année au cours de la période 2003-2007, et atteindre environ 3 % à la fin de cette période.

Appendice I.1. Estimations révisées de l'OCDE pour l'offre : l'approche par les services du capital

Comme les autres prévisions et évaluations nationales et internationales, les *Perspectives économiques de l'OCDE* utilisent fréquemment des estimations de la production potentielle et de l'écart de production dans leurs analyses à court et moyen terme. Ces estimations :

- servent de repère pour déterminer la situation conjoncturelle actuelle et future de l'économie et les tensions inflationnistes qui s'y rattachent ;
- permettent d'apprécier l'orientation corrigée des influences conjoncturelle ou tendancielle de la politique budgétaire ;
- sont utiles pour comparer les performances sur le plan de la productivité et de la croissance et pour évaluer l'influence des déterminants structurels sous-jacents ainsi que des facteurs et impératifs liés aux politiques mises en œuvre ;
- ont valeur de référence lorsqu'il s'agit de prévoir, au-delà du court terme, le potentiel et la croissance économiques en fonction des différentes hypothèses d'évolution de l'offre.

Malgré tout, puisque le potentiel économique n'est pas observable, ces estimations sont nécessairement imprécises ; c'est pourquoi il faut les utiliser avec prudence et les combiner avec d'autres indicateurs pertinents.

Depuis l'exercice prévisionnel précédent, le Département des affaires économiques de l'OCDE a procédé à un réexamen et à une révision de ses méthodes d'estimation du PIB potentiel[37]. La méthode révisée est assez similaire à celle utilisée précédemment, qui reposait sur une fonction de production des entreprises[38], mais avec les principales différences suivantes :

- Cette méthode utilise expressément de nouvelles estimations OCDE des services du capital, qui tiennent mieux compte des flux d'utilisation productive des différents biens en capital non résidentiels à profil âge/efficience variable[39]. Ces estimations prennent en particulier explicitement en compte le produit marginal relatif des différents types de biens en capital et permettent ainsi de mieux déterminer l'apport du capital à la production qu'avec les

37. Pour une présentation plus détaillée des méthodes révisées d'estimation du potentiel et de l'écart de production, et de l'utilisation de ces méthodes dans le cadre de l'évaluation à moyen terme, voir Beffy, P.-O., P. Ollivaud, P. Richardson et F. Sédillot, « Revised OECD Methods for Supply-side and Medium-term Assessments: A Capital Services Approach », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE,* nº 482.
38. Pour ce qui est du contexte général des méthodes utilisées précédemment qui reposaient sur le secteur des entreprises, voir Giorno, C., P. Richardson, D. Roseveare et P. van den Noord, « Estimating Potential Output, Output Gaps and Structural Budget Balances », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE,* nº 152, 1995.
39. En ce qui concerne le cadre général des estimations OCDE des services du capital et des méthodologies sur lesquelles elles s'appuient, voir Schreyer, P., « La mesure des stocks de capital, des services du capital et de la productivité multifactorielle », *Revue économique de l'OCDE*, nº 37, 2003/2 ; Dean, E. et M. Hopper, « The BLS Productivity Measurement Program », Bureau of Labour Statistics, février 1998 ; et Timmer, M., G. Ypma et B. van Ark, « IT in the European Union: Driving Productivity Divergence? », *GGDC Research Memorandum GD-6*, octobre 2003.

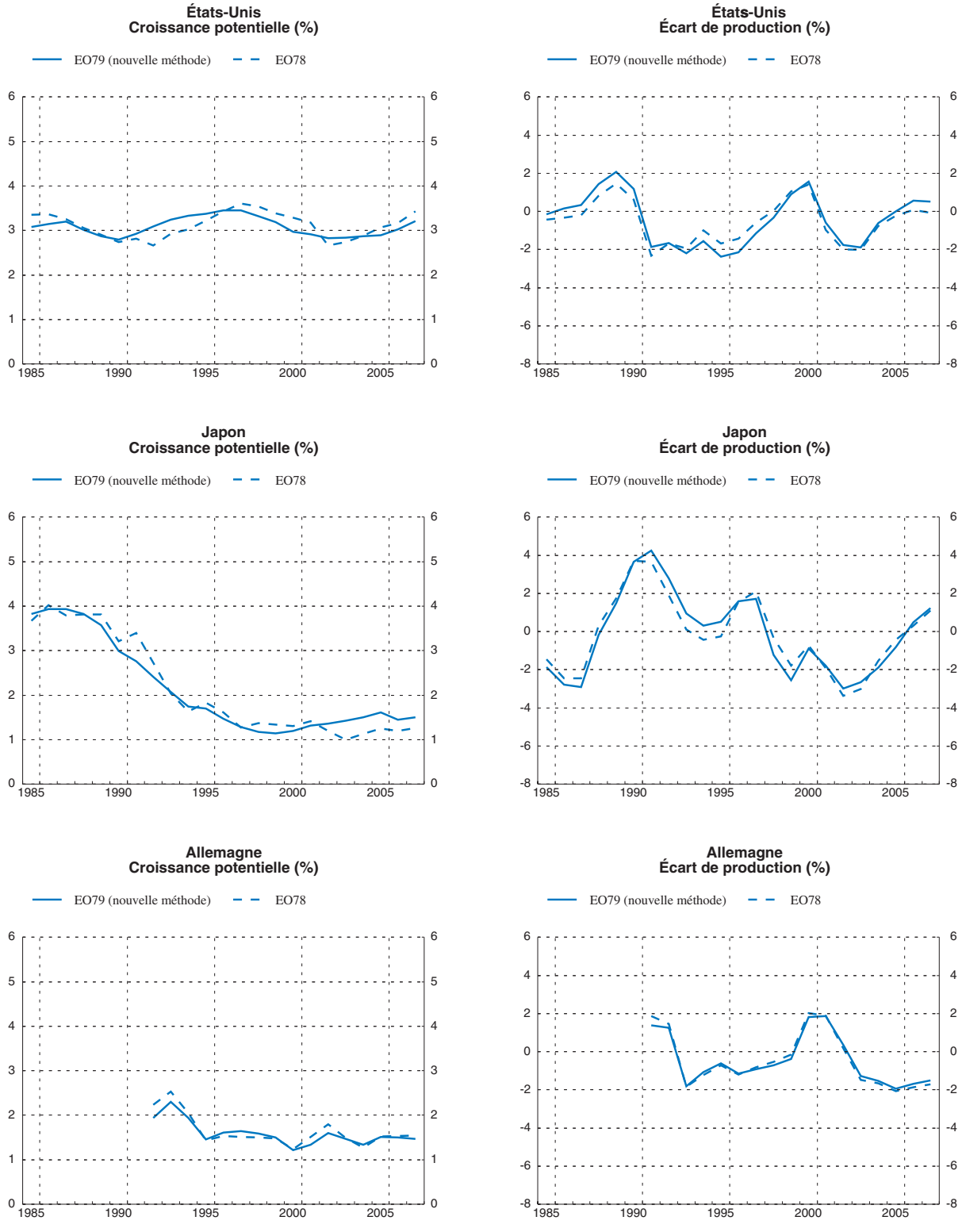
© OCDE 2006

estimations du stock de capital dans l'optique des comptes nationaux sur lesquelles on se fondait précédemment.

Les nouvelles estimations se situent dans la perspective de l'ensemble de l'économie, et pas comme auparavant dans la perspective du secteur des entreprises, pour tenir compte du champ des données disponibles sur les services du capital et de l'absence actuelle de données cohérentes sur le secteur des entreprises fournies par les pays membres.

Les résultats globaux concernant les 19 pays pour lesquels on dispose de données sur les services du capital sont illustrés dans le graphique I.12, qui présente également quelques comparaisons avec les estimations précédentes sur la base des *Perspectives économiques,* n° 78. En outre, le tableau I.8 décompose la croissance tendancielle estimée du PIB au cours de la période récente en ses principaux éléments. Pour s'en tenir à l'essentiel, on considère que cette méthode donne une estimation plus lissée du potentiel (en partie du fait du lissage de l'apport en capital). Pour un grand nombre de pays, la croissance moyenne du PIB tendanciel est un peu plus faible, surtout durant la première partie de la présente décennie, notamment à cause du ralentissement de la croissance des services du capital à la fin de la récente bulle des technologies de l'information. Malgré certaines différentes par rapport aux mesures reposant sur le n° 78 des *Perspectives économiques* (qui tiennent compte également de révisions plus récentes des données), ces différences ne sont pas très marquées en moyenne sur la période qui s'est écoulée depuis 2000. Les différences pour les estimations de l'écart de production reflètent la révision à la fois des estimations du potentiel et du PIB effectif, qui se cumulent parfois dans le temps.

Graphique I.12. Croissance potentielle et écart de production pour l'ensemble de l'économie

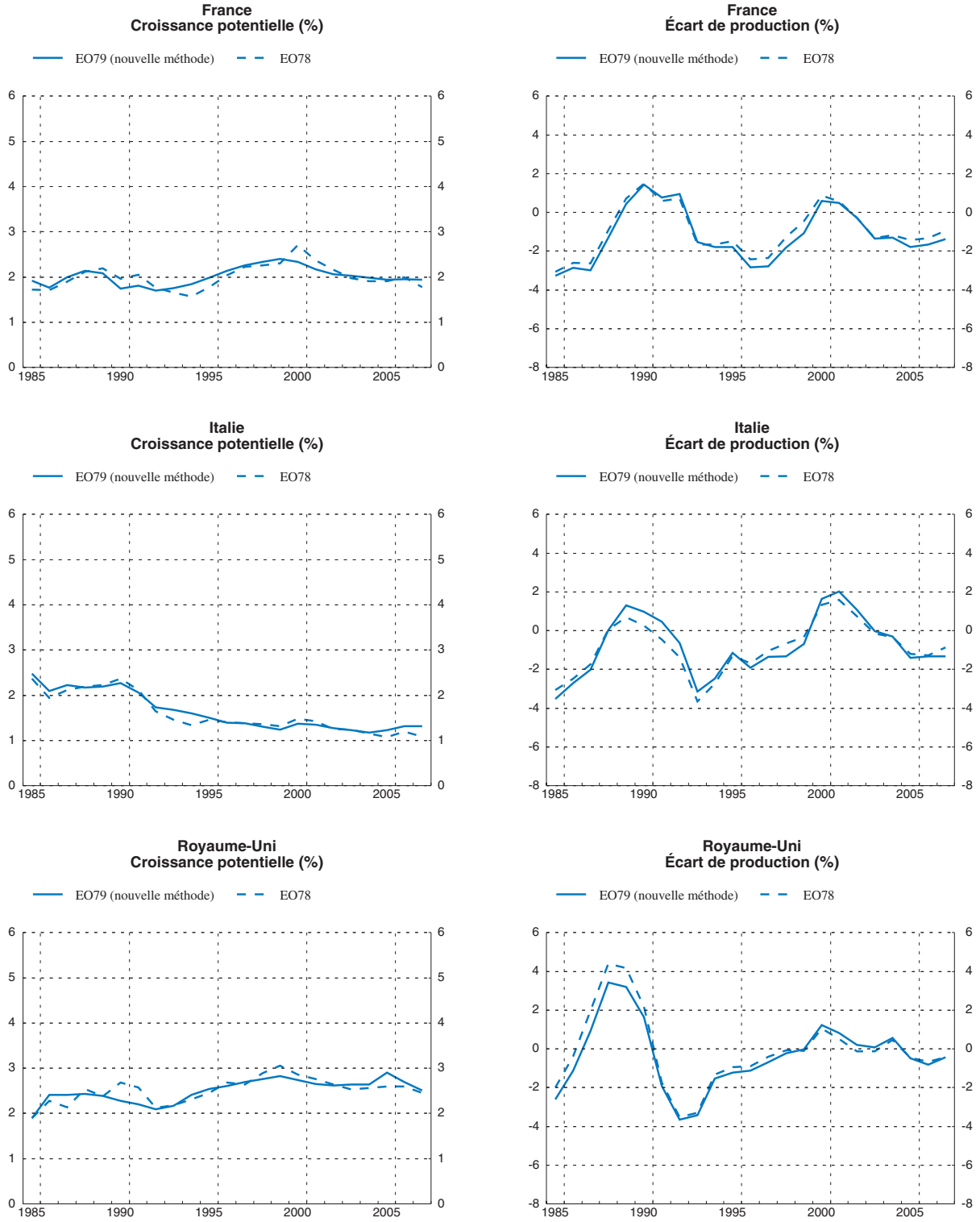


Note : EO79 et EO78 font référence respectivement à la version actuelle et antérieure des *Perspectives économiques*.
L'échelle peut être différente dans certains cas.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/104146780438*

© OCDE 2006

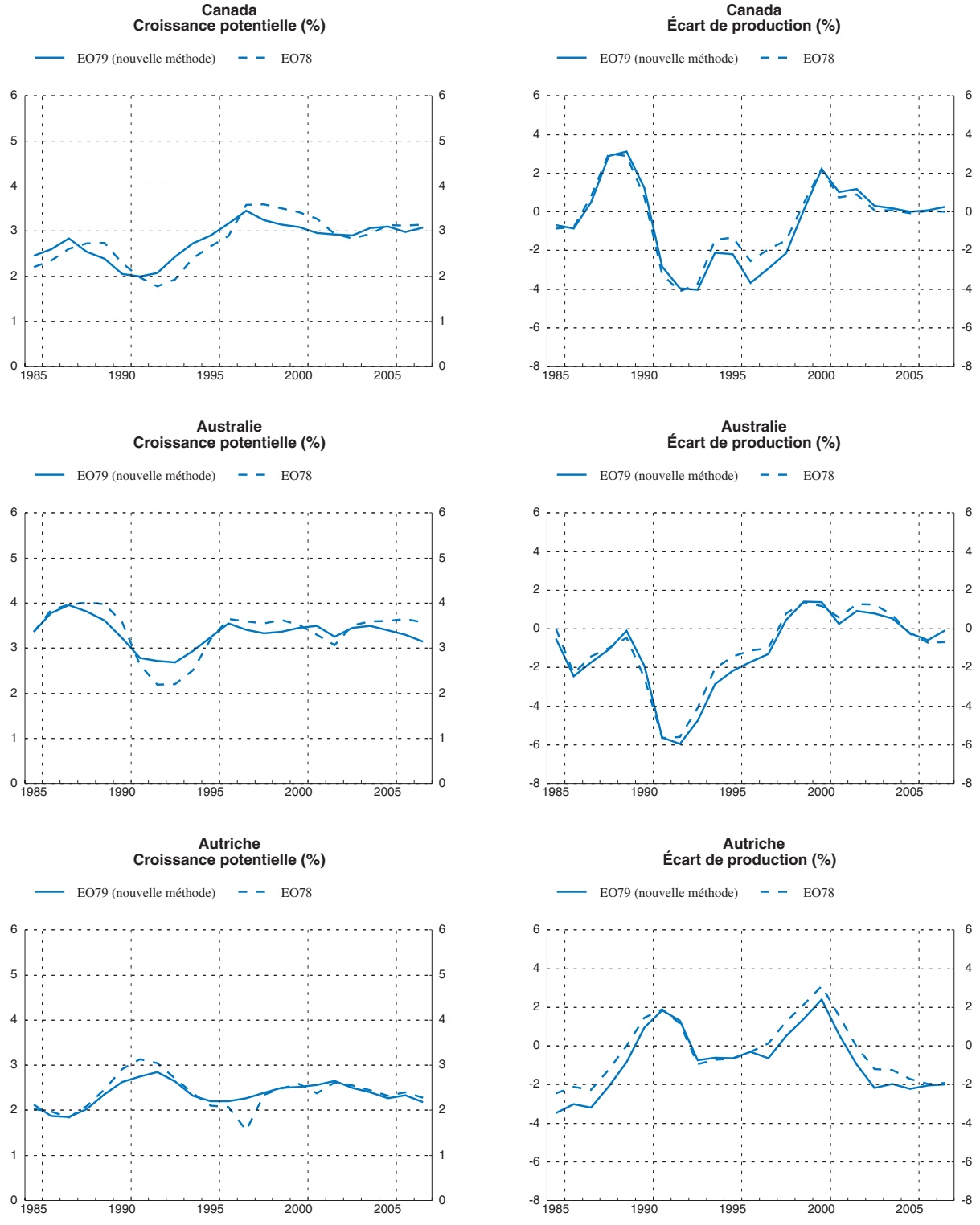
Graphique I.12. **Croissance potentielle et écart de production pour l'ensemble de l'économie** *(suite)*



Note : EO79 et EO78 font référence respectivement à la version actuelle et antérieure des *Perspectives économiques*. L'échelle peut être différente dans certains cas.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/104146780438*

Graphique I.12. **Croissance potentielle et écart de production pour l'ensemble de l'économie** *(suite)*

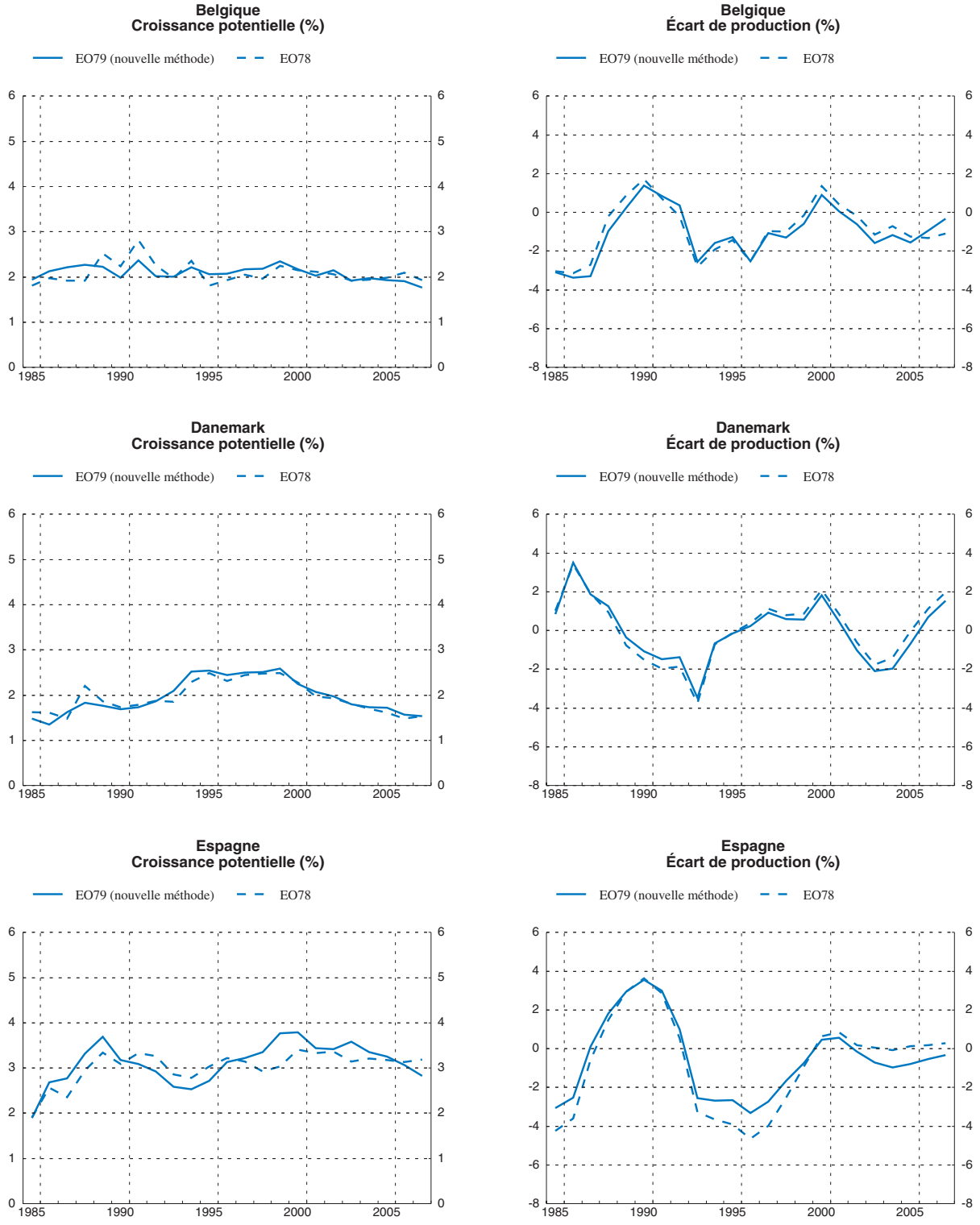


Note : EO79 et EO78 font référence respectivement à la version actuelle et antérieure des *Perspectives économiques*.
L'échelle peut être différente dans certains cas.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/104146780438*

© OCDE 2006

Graphique I.12. **Croissance potentielle et écart de production pour l'ensemble de l'économie** *(suite)*



Note : EO79 et EO78 font référence respectivement à la version actuelle et antérieure des *Perspectives économiques*.
L'échelle peut être différente dans certains cas.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/104146780438*

Graphique I.12. **Croissance potentielle et écart de production pour l'ensemble de l'économie** *(suite)*

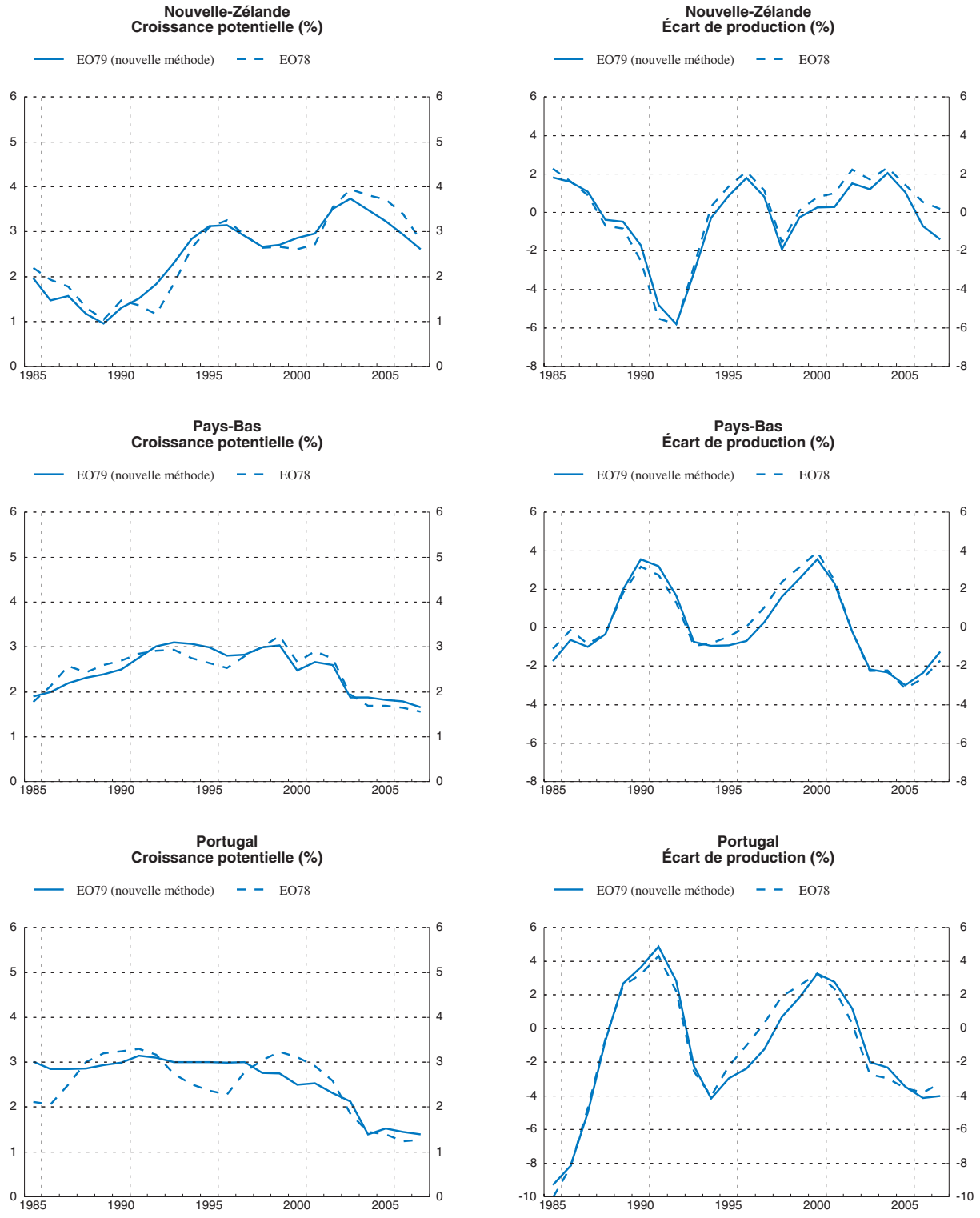


Note : EO79 et EO78 font référence respectivement à la version actuelle et antérieure des *Perspectives économiques*.
L'échelle peut être différente dans certains cas.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/104146780438*

© OCDE 2006

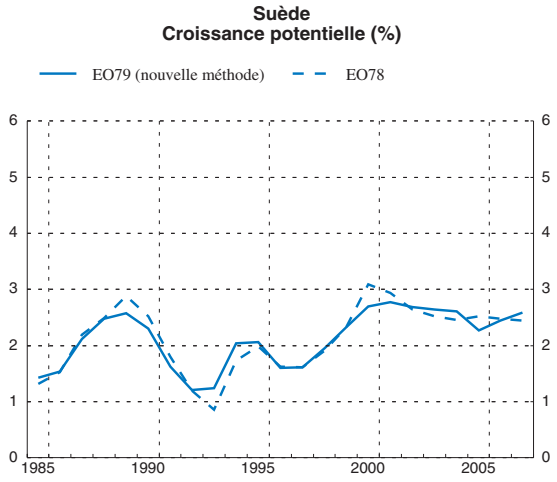
Graphique I.12. **Croissance potentielle et écart de production pour l'ensemble de l'économie** *(suite)*

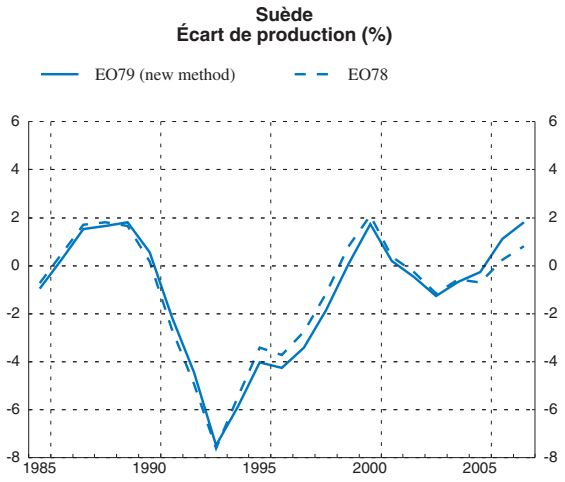


Note : EO79 et EO78 font référence respectivement à la version actuelle et antérieure des *Perspectives économiques*.
L'échelle peut être différente dans certains cas.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/104146780438*

Graphique I.12. **Croissance potentielle et écart de production pour l'ensemble de l'économie** *(suite)*





Note : EO79 et EO78 font référence respectivement à la version actuelle et antérieure des *Perspectives économiques*. L'échelle peut être différente dans certains cas.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/104146780438*

Tableau I.8. **Décomposition de la croissance tendancielle avec la méthode révisée**

(Taux de croissance moyen sur la période 2000-2005)

				Contribution de		
	Croissance	**Croissance de l'emploi**	**Productivité du travail**	**Heures travaillées**	**Intensité capitalistique**	**PGF**
États-Unis	2.9	0.7	2.1	-0.2	1.1	1.1
Japon	1.4	-0.1	1.5	-0.3	0.6	1.1
Allemagne	1.4	0.2	1.2	-0.3	0.6	0.8
France	2.1	0.9	1.2	-0.5	0.6	1.1
Italie	1.3	0.5	0.8	-0.1	1.0	0.0
Royaume-Uni	2.7	0.8	1.9	-0.3	0.8	1.3
Canada	3.0	1.6	1.3	-0.1	0.8	0.6
Australie	3.4	1.8	1.6	-0.2	0.7	1.1
Autriche	2.5	0.8	1.7	..	0.5	1.1
Belgique	2.0	0.7	1.3	-0.2	0.7	0.7
Danemark	1.9	0.1	1.8	0.2	1.2	0.5
Espagne	3.5	3.1	0.4	-0.1	0.9	-0.3
Finlande	2.8	0.8	2.0	-0.1	-0.1	2.2
Grèce	3.7	0.9	2.8	0.0	1.6	1.4
Irlande	6.3	3.3	2.9	-0.7	0.8	2.9
Pays-Bas	2.2	1.1	1.1	0.0	0.4	0.6
Nouvelle-Zélande	3.3	2.2	1.1	0.0	0.9	0.4
Portugal	2.1	0.8	1.2	..	0.7	0.4
Suède	2.6	0.4	2.2	0.0	0.6	1.4

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/571752578112*

© OCDE 2006

Appendice I.2
Le scénario de référence à moyen terme

La croissance potentielle dans l'ensemble de la zone devrait se ralentir

Le scénario de référence à moyen terme (tableaux I.9 à I.11), qui couvre la période allant jusqu'à 2012, est une extension dans l'optique de l'offre[40] des prévisions actuelles à court terme sur la base des hypothèses présentées dans l'encadré I.7[41]. Il sert de repère pour l'analyse de certaines des tensions évoquées dans le texte principal, notamment les déséquilibres mondiaux et la persistance des déficits publics. La croissance de la production pour tout pays au-delà de 2008 est censée refléter la croissance de la production potentielle et la résorption de l'écart de production. Au cours de la période, la croissance du potentiel pour l'ensemble de la zone de l'OCDE devrait se ralentir à un peu moins de 2½ pour cent par an, du fait de l'affaiblissement attendu de la croissance de la population d'âge actif et des taux tendanciels d'activité, en partie compensé par une faible accélération de la productivité tendancielle du travail.

L'inflation reste faible, mais des déficits budgétaires persistent dans les grandes économies

Puisque l'écart de production pour l'ensemble de la zone de l'OCDE devrait être proche de zéro en 2007, le PIB est appelé à s'accroître parallèlement au potentiel sur le moyen terme, bien que les évolutions tendancielles puissent être très différentes dans la zone, comme on le verra ci-après. Dans l'ensemble de l'OCDE, le chômage est censé reculer progressivement à un taux structurel sous-jacent de l'ordre de 5¾ pour cent de la population active en 2012. Les prix du pétrole restant inchangés au cours de la période, à 70 $ le baril, l'inflation demeure stable à environ 1¾ pour cent par an, dès lors que, par ailleurs, on n'enregistre pas au niveau de la zone de fortes pressions dues à une demande excédentaire. Les soldes budgétaires pour l'ensemble de la zone restent négatifs à environ 2¾ pour cent du PIB, en raison de la persistance d'importants déficits structurels dans les grandes économies.

La croissance réelle est très variable : solide aux États-Unis…

La croissance de la production potentielle aux États-Unis devrait rester légèrement supérieure à 3 % par an à moyen terme, avec une légère baisse de la productivité du travail et de la population d'âge actif, largement compensée par une évolution favorable des taux d'activité. La production étant légèrement supérieure au potentiel en 2007, le PIB devrait se ralentir quelque peu au cours de la période pour revenir à une croissance annuelle de 3 % en 2012. L'inflation tombe à environ 1½ pour cent par an, car les effets de la hausse des prix du pétrole s'estompent et la montée des taux d'intérêt réels a des effets modérateurs. En l'absence d'assainissement budgétaire, le déficit des administrations publiques demeure substantiel, passant à près de 4 % du PIB en 2012, ce qui se traduit par une dégradation persistante de l'endettement public, le passif financier brut des administrations publiques s'alourdissant pour s'établir à environ 70 % du PIB au cours de la même période.

… mais plus lente en Europe

La croissance de la production potentielle dans la zone euro, de l'ordre de 1¾ pour cent par an, est bien plus lente qu'aux États-Unis, du fait d'une évolution moins favorable de la population d'âge actif et de la productivité du travail. La

40. Les hypothèses concernant l'offre sont formulées selon les méthodes décrites à l'appendice I.1, « Estimations révisées de l'OCDE pour l'offre : l'approche par les services du capital ».
41. On trouvera un commentaire détaillé du cadre utilisé pour établir les prévisions à moyen terme de l'OCDE dans Beffy, P-O., P. Ollivaud, P. Richardson et F. Sedillot, « Revised OECD Methods for Supply-side and Medium-term Assessments: A Capital Services Approach », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE,* nº 482.

Tableau I.9. **Résumé du scénario de référence à moyen terme**

En pourcentage

	Croissance du PIB réel	Taux d'inflation[1]		Chômage[2]		Balance courante[3]		Taux d'intérêt à long terme	
	2008-2012	2007	2012	2007	2012	2007	2012	2007	2012
Australie	2.9	2.5	2.5	4.7	5.0	-5.3	-3.5	5.7	5.6
Autriche	2.4	1.8	1.5	5.9	4.9	1.8	1.7	4.3	4.5
Belgique	1.9	1.7	1.5	7.7	7.2	1.4	1.2	4.3	4.5
Canada	2.6	1.6	1.9	6.2	6.9	3.3	4.3	4.6	4.7
République tchèque	3.8	3.7	1.9	7.5	8.5	-0.9	0.6	3.9	5.1
Danemark	1.1	2.6	1.5	3.9	4.8	2.5	2.4	4.4	4.5
Finlande	1.5	1.7	1.6	7.7	8.0	2.0	0.0	4.3	4.5
France	2.1	1.2	1.5	9.2	8.8	-2.3	-1.4	4.3	4.5
Allemagne	2.0	2.1	1.5	8.1	7.3	4.6	4.6	4.2	4.5
Grèce	3.1	3.1	1.5	9.7	9.7	-7.6	-6.5	4.4	4.5
Hongrie	3.0	2.9	2.7	7.1	4.9	-7.3	-6.1	6.9	5.8
Islande	2.4	4.2	2.7	2.2	2.8	-10.4	-6.4	10.5	6.2
Irlande	3.6	3.0	1.6	4.4	5.0	-0.5	0.2	4.3	4.5
Italie	1.4	2.2	1.6	7.6	8.1	-2.2	-2.0	4.6	4.6
Japon	1.2	0.7	0.8	3.5	3.8	5.5	6.0	2.3	3.2
Corée	4.3	3.2	2.4	3.5	3.5	0.2	-3.6	6.5	5.3
Luxembourg	4.0	2.0	1.5	5.2	2.9	9.7	9.9	3.8	4.5
Mexique	4.1	3.3	3.1	3.3	2.4	-1.1	-1.0	6.9	6.6
Pays-Bas	2.1	1.3	1.7	3.4	3.2	10.1	9.1	4.3	4.5
Nouvelle-Zélande	2.7	2.8	1.9	4.9	4.4	-8.6	-8.0	5.8	5.6
Norvège	2.5[4]	2.6	2.4	3.8	4.1	23.1	24.9	4.8	4.8
Pologne	4.5	1.7	2.3	15.7	15.0	-1.7	-2.1	4.3	4.9
Portugal	2.0	1.9	1.5	7.7	4.8	-9.7	-9.0	4.4	4.5
République slovaque	5.5	2.2	1.5	14.7	13.0	-7.0	-4.7	4.4	4.6
Espagne	2.5	2.9	2.0	8.6	8.1	-9.8	-9.6	4.2	4.5
Suède	1.8	2.3	1.9	4.2	5.1	6.7	5.4	4.2	5.2
Suisse	1.6	1.2	1.1	3.5	2.3	14.2	20.9	3.0	2.8
Turquie	7.2	3.6	4.5	10.4	8.0	-7.0	-6.3	12.9	8.9
Royaume-Uni	2.5	2.1	1.9	5.2	5.3	-2.9	-2.9	4.8	4.9
États-Unis	3.0	2.2	1.5	4.7	4.8	-7.6	-7.9	5.2	5.1
Zone euro	2.1	2.0	1.6	7.9	7.5	-0.3	-0.2	4.3	4.5
Total de l'OCDE	2.6	2.0[5]	1.6[5]	6.0	5.7	-2.1	-2.2	4.6[5]	4.8[5]

Note: Pour plus de détails voir "Sources et Méthodes" *(http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods).*

1. Pourcentage de variation de l'indice implicite de prix de la consommation privée par rapport à la période précédente.
2. En pourcentage de la population active.
3. En pourcentage du PIB nominal.
4. Incluant le secteur pétrolier.
5. A l'exception de la Turquie.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/206252874216*

production étant nettement inférieure au potentiel en 2007, la croissance du PIB devrait être supérieure au potentiel, à hauteur de 2 % par an en moyenne au cours de la période. Le chômage se contracte, son taux structurel reculant à 7½ pour cent, et l'inflation tombe à environ 1½ pour cent par an, étant donné que le choc pétrolier cesse de produire ses effets et que l'offre commence à être nettement excédentaire en 2007. Le déficit budgétaire pour l'ensemble de la zone euro se contracte de 2 % environ du PIB en 2007 à 1½ pour cent en 2012, mais cette baisse est due à l'effet

© OCDE 2006

Tableau I.10. **Évolutions budgétaires dans le scénario de référence à moyen terme**

En pourcentage du PIB nominal

	Soldes financiers[1]		Engagements financiers nets[2]		Engagements financiers bruts[3]		Dette publique brute (définition de Maastricht)[4]	
	2007	2012	2007	2012	2007	2012	2007	2012
Australie	0.5	0.4	-2	-3	14	8	..	..
Autriche	-1.5	-0.6	42	39	69	62	63	56
Belgique	-1.0	-0.8	78	71	91	81	86	76
Canada	1.8	1.6	15	4	58	38	..	..
République tchèque	-3.5	-3.0	3	16	39	43	..	..
Danemark	3.8	2.6	0	-15	36	16	28	9
Finlande	1.9	1.5	-61	-62	50	36	42	28
France	-2.6	-1.9	43	46	75	73	66	64
Allemagne	-2.2	-1.0	61	57	71	66	69	64
Grèce	-3.3	-3.7	90	87	121	110	103	93
Hongrie	-5.8	-4.8	42	47	66	65	..	..
Islande	-0.1	-0.7	9	9	24	21	..	..
Irlande	-0.5	-0.8	9	9	31	26	28	23
Italie	-4.6	-4.5	101	109	123	128	108	113
Japon	-4.7	-6.4	92	112	177	190	..	..
Corée	2.8	2.4	-30	-34	32	12	..	..
Luxembourg	-1.2	-0.1	10	8	10	8	..	..
Pays-Bas	-0.1	0.5	37	30	62	51	52	41
Nouvelle-Zélande	4.0	4.7	-3	-22	25	0	..	..
Norvège	18.5	13.4	-161	-192	49	25	..	..
Pologne	-2.6	-2.6	21	25	57	50	..	..
Portugal	-4.5	-2.5	51	58	77	79	68	71
République slovaque	-1.8	-1.1	-19	-36	32	1	..	..
Espagne	0.9	1.1	26	15	45	30	38	23
Suède	2.2	1.2	-23	-27	49	33	40	25
Suisses	0.2	0.5	20	16	54	45	..	..
Royaume-Uni	-3.2	-2.9	46	51	53	56	49	53
États-Unis	-3.7	-3.9	48	56	65	69	..	..
Zone euro	-2.1	-1.5	56	54	78	72	70	66
Total des pays de l'OCDE ci-dessus	-2.6	-2.7	48	52	79	78		

Note: Pour plus de détails voir "Sources et Méthodes" *(http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods).*

1. Excédent (+) ou déficit (-) budgétaire des administrations publiques en pourcentage du PIB.
2. Comprenant tous les engagements financiers, moins les avoirs financiers, tels qu'ils sont définis par le Système de comptabilité nationale (selon la disponibilité des données) et couvrant le secteur des administrations publiques, qui est une consolidation de l'administration centrale, de l'État et des collectivités locales et du système de sécurité sociale.
3. Comprenant tous les engagements financiers tels qu'ils sont définis par le Système de comptabilité nationale (selon la disponibilité des données) et couvrant le secteur des administrations publiques, qui est une consolidation de l'administration centrale, de l'État et des collectivités locales et du système de sécurité sociale.
4. Les ratios de la dette publique pour 2002 sont basés sur les données de la dette, fournies par Eurostat, et sur les données du PIB fournies par les autorités nationales: leur extrapolation est basée sur les prévisions de l'OCDE pour les engagements financiers bruts des administrations publiques et pour le PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/377076357007*

conjoncturel d'une croissance supérieure au potentiel, et pas à une consolidation structurelle. Dans ces conditions, compte tenu des politiques actuelles, un déficit structurel important persiste en France, en Italie, en Grèce et au Portugal et, dans une moindre mesure, en Allemagne. À l'exception du Royaume-Uni et d'un certain nombre de nouveaux États membres, dont le déficit structurel reste également substantiel au

Tableau I.11. **Croissance du PIB potentiel et de ses composantes**

Moyennes annuelles, points de pourcentage

	Écart de production	Croissance du PIB potentiel		Croissance de la productivité du travail (PIB par employé)		Croissance de l'emploi potentiel		Composantes de l'emploi potentiel[1]					
								Taux d'activité de la population active potentielle		*Population en âge de travailler*		*Chômage structurel*[2]	
	2007	1998-2007	2006-2011	1998-2007	2006-2011	1998-2007	2006-2011	1998-2007	2006-2011	1998-2007	2006-2011	1998-2007	2006-2011
Australie	-0.1	3.4	2.9	1.7	2.1	1.6	0.8	0.1	0.0	1.3	0.8	0.2	0.0
Autriche	-2.0	2.3	2.0	1.6	1.7	0.7	0.3	0.1	0.1	0.6	0.2	0.0	0.0
Belgique	-0.2	1.9	1.8	1.3	1.7	0.6	0.1	0.3	0.0	0.4	0.1	0.0	0.0
Canada	0.3	3.0	2.5	1.4	1.9	1.6	0.6	0.3	0.0	1.2	0.7	0.1	0.0
Danemark	1.5	1.7	1.4	1.7	1.6	0.0	-0.2	-0.1	-0.1	0.1	-0.1	0.0	0.0
Finlande	1.1	2.5	1.7	2.2	2.3	0.3	-0.6	0.0	-0.3	0.2	-0.3	0.2	0.0
France	-1.4	2.0	1.8	1.4	1.8	0.6	0.0	0.0	0.0	0.5	0.0	0.1	0.0
Allemagne	-1.5	1.5	1.7	1.2	1.6	0.2	0.1	0.5	0.2	-0.3	-0.1	0.0	0.0
Grèce	0.8	3.9	3.3	3.0	2.9	0.8	0.3	0.6	0.4	0.2	-0.1	0.1	0.0
Islande	1.2	3.6	2.6	2.7	1.8	0.9	0.8	0.0	0.0	0.9	0.8	0.0	0.0
Irlande	0.6	5.3	3.7	2.2	2.0	3.0	1.6	0.7	0.4	2.0	1.2	0.2	0.0
Italie	-1.3	1.3	1.1	0.8	1.3	0.4	-0.2	0.4	0.2	-0.1	-0.4	0.2	0.0
Japon	1.2	1.5	1.4	1.8	2.2	-0.3	-0.7	0.2	0.2	-0.5	-0.9	0.0	0.0
Pays-bas	-1.3	1.8	1.8	1.2	1.5	0.6	0.3	0.2	0.2	0.4	0.1	0.0	0.0
Nouvelle-Zélande	-1.4	3.2	2.4	1.1	1.7	2.0	0.7	0.3	0.0	1.4	0.6	0.3	0.0
Norvège[3]	1.0	2.9	2.6	2.1	2.1	0.9	0.4	0.0	0.0	0.9	0.4	0.0	0.0
Espagne	-0.3	3.2	2.5	0.4	1.2	2.8	1.3	0.8	0.2	1.7	1.0	0.4	0.1
Suède	1.8	2.5	2.2	2.2	2.2	0.3	0.0	-0.1	-0.1	0.6	0.0	-0.1	0.0
Suisse	0.1	1.5	1.7	0.7	1.4	0.8	0.3	0.1	0.2	0.7	0.0	0.0	0.0
Royaume-Uni	-0.4	2.7	2.4	1.9	2.1	0.8	0.3	0.0	0.0	0.7	0.3	0.0	0.0
États-Unis	0.5	3.0	3.1	2.3	2.1	0.7	1.0	-0.5	-0.1	1.2	1.1	0.0	0.0
Zone euro	-1.2	1.9	1.8	1.2	1.6	0.8	0.1	0.6	0.2	0.3	0.1	0.1	0.0
Total des pays de l'OCDE ci-dessus	0.0	2.4	2.4	1.7	1.9	0.7	0.4	0.1	0.0	0.8	0.6	0.0	0.0

1. Contributions en points de pourcentage à la croissance de l'emploi potentiel.
2. Estimation du taux de chômage structurel basée sur les concepts et méthodes décrits dans "Révision des indicateurs de chômage structurel de l'OCDE", Perspectives économiques de l'OCDE, n° 68, 2000.
3. Excluant le secteur pétrolier.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/037117651058*

cours de la période, le budget de la plupart des autres pays de l'Union européenne évolue régulièrement vers l'équilibre ou reste excédentaire.

Pour le Japon, la croissance se ralentit en fonction du potentiel

La croissance potentielle de la production au Japon devrait légèrement s'affaiblir au cours de la période, de 1½ pour cent en 2007 à moins de 1¼ pour cent en 2012, sous l'effet du vieillissement de la population, qui fait plus que compenser l'amélioration prévue de la productivité tendancielle du travail, dans un contexte de rationalisation du capital. L'économie japonaise fonctionnant un peu au-dessus de son

© OCDE 2006

Encadré I.7. Hypothèses du scénario de référence à moyen terme

Le scénario de référence à moyen terme repose sur les grandes hypothèses suivantes pour la période allant au-delà de l'horizon prévisionnel à court terme :

- L'écart entre la production effective et la production potentielle est éliminé en 2012 dans tous les pays de l'OCDE.
- Le chômage revient à son taux structurel estimé (le NAIRU) en 2012 dans tous les pays de l'OCDE[1].
- Les prix des produits de base restent inchangés en termes réels, sauf pour les prix du pétrole, qui sont censés rester inchangés à 70 $ le baril (brut de Brent).
- Les taux de change restent inchangés en termes nominaux.
- Les politiques monétaires visent à maintenir ou à ramener l'inflation à un niveau conforme aux objectifs à moyen terme.
- Les politiques budgétaires sont censées rester pratiquement inchangées (le solde budgétaire primaire corrigé des fluctuations conjoncturelle se maintenant à peu près au même niveau d'une année sur l'autre),[2] sous réserve de l'évaluation, par le Secrétariat, des effets spécifiques découlant des mesures actuellement adoptées dans le domaine de la fiscalité et des dépenses.

Le scénario de référence à moyen terme a essentiellement pour but d'offrir une base de comparaison avec d'autres scénarios reposant sur d'autres hypothèses et de faire apparaître comment les déséquilibres et tensions possibles dans l'économie mondiale pourraient s'accentuer ou s'atténuer à moyen terme. Le scénario de référence à moyen terme ne se prononce pas précisément sur la nature ou le calendrier des évolutions conjoncturelles futures.

1. En ce qui concerne le concept de taux de chômage structurel et l'évaluation de ce taux, voir le chapitre V, « Révision des indicateurs du chômage structurel de l'OCDE » , *Perspectives économiques de l'OCDE,* nº 68, décembre 2000.
2. Cela veut dire implicitement que les autorités prennent des mesures pour compenser l'évolution sous-jacente des soldes structurels primaires.

potentiel en 2007, la croissance du PIB devrait se ralentir à moyen terme à moins de 1 % par an en 2012, la hausse des prix à la consommation restant positive, à environ ¾ pour cent, au cours de la majeure partie de la période. Le déficit des administrations publiques devrait se dégrader nettement à moyen terme, en passant de 4¾ pour cent du PIB en 2007 à environ 6½ pour cent en 2012 ; cela alourdira le passif brut du secteur public, qui atteindra environ 190 % du PIB en 2012. Cette dégradation est largement structurelle ; elle tient à une hausse des dépenses liées au vieillissement, malgré les relèvements des cotisations de sécurité sociale qui sont censés intervenir au cours de la période.

Le commerce mondial reste solide, mais les balances courantes ne s'ajustent pas

Dans un contexte de croissance assez robuste pour l'ensemble de la zone, le commerce mondial devrait se développer régulièrement à un rythme de l'ordre de 9 % par an à moyen terme. Ce rythme est légèrement supérieur à la moyenne des années 90, la croissance restant solide en Chine et dans les économies dynamiques d'Asie. Pour l'ensemble de la zone de l'OCDE, le déficit des opérations courantes demeure assez stable, à environ 2 % du PIB, mais étant donné que les taux de change nominaux n'évoluent pratiquement pas et qu'il n'y a pas de profonds changements en ce qui concerne la croissance potentielle, l'ouverture aux échanges ou le comportement d'épargne, les déséquilibres régionaux ne s'ajustent guère. Pour la zone euro, la balance des opérations courantes reste proche de l'équilibre. Le déficit de la balance courante des États-Unis devrait perdurer, en passant à près de 8 % du PIB en 2012, sous l'effet d'une désépargne publique persistante et d'une faible évolution de l'épargne du secteur privé. Cela est compensé en partie par la persistance d'un excédent important pour le Japon, atteignant 6 % du PIB, et par un excédent en hausse modérée pour un certain nombre de petits pays.

II. ÉVOLUTIONS DANS LES PAYS MEMBRES DE L'OCDE ET DANS CERTAINES ÉCONOMIES NON MEMBRES

États-Unis

L'économie continue d'enregistrer des résultats impressionnants. La production a fortement progressé, le taux de chômage a diminué et l'inflation tendancielle est restée relativement stable. Cette performance n'a souffert ni du niveau élevé des prix du pétrole ni des cyclones dévastateurs. La croissance économique devrait rester solide, bien que son rythme semble devoir se ralentir légèrement. La modération prévue de la croissance est due à une réaction différée à la hausse des prix du pétrole, à l'augmentation des taux d'intérêt et à un ralentissement du marché immobilier.

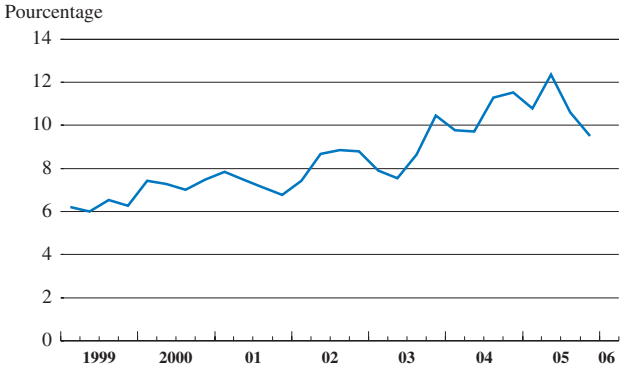
L'orientation de la politique monétaire, actuellement assez neutre, doit être resserrée légèrement pour que l'économie reste en équilibre. Le déficit du budget fédéral devrait rester voisin de 3 % du PIB, car l'augmentation des dépenses au titre des médicaments délivrés sur ordonnance, de la défense et de l'aide aux victimes des cyclones est compensée par une progression étonnamment soutenue des recettes. Peu de progrès ont été réalisés sur le front de la réforme des régimes d'imposition et d'indemnisation ou dans le règlement d'autres problèmes budgétaires qui se posent de longue date.

La croissance de la production a été soutenue…

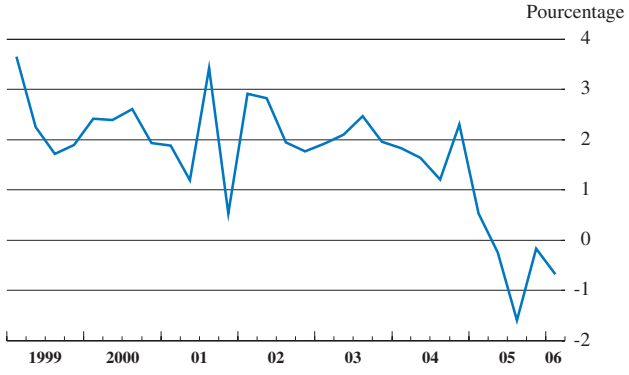
Les données trimestrielles récentes sur le PIB font ressortir un profil haché, reflétant les effets des cyclones et les variations qu'ont connues certains secteurs instables comme celui de l'automobile. Mais après lissage, la croissance économique sous-jacente semble avoir été forte, dépassant légèrement le taux de croissance potentiel de l'économie. L'expansion a été relativement large, répartie sur la quasi-totalité des grandes catégories de dépenses. Le taux de chômage diminue régulièrement et se situe aujourd'hui près de l'extrémité inférieure des estimations du plein emploi.

États-Unis

Les prix de l'immobilier se sont envolés
Indice des ventes ; variation trimestrielle annualisée



Ce qui a entraîné une baisse du taux d'épargne des ménages



Sources : Office of Federal Housing Enterprise Oversight, base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, nº 79.
StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/850120435274*

© OCDE 2006

États-Unis : **Emploi, revenu et inflation**

Pourcentages de variation

	2003	2004	2005	2006	2007
Emploi[1]	0.0	1.1	1.4	1.5	1.0
Taux de chômage[2]	6.0	5.5	5.1	4.7	4.7
Indice du coût de l'emploi	3.8	3.8	3.1	3.2	4.0
Rémunération par salarié[3]	3.6	4.7	5.2	4.5	5.0
Productivité[3]	2.9	3.4	2.3	2.4	2.3
Coûts unitaires de main-d'œuvre[3]	0.6	1.2	2.9	2.1	2.6
Déflateur du PIB	2.0	2.6	2.8	3.0	2.3
Indice des prix à la consommation	2.3	2.7	3.4	3.3	2.4
Déflateur sous-jacent de la consommation privée[4]	1.3	2.0	2.0	2.1	2.1
Déflateur de la consommation privée	1.9	2.6	2.8	2.9	2.2
Revenu disponible réel des ménages	2.4	3.4	1.4	3.5	4.4

1. Ensemble de l'économie, pour plus de détails voir *Perspectives économiques de l'OCDE:* Sources et méthodes, *(http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods).*
2. En pourcentage de la population active.
3. Dans le secteur des entreprises.
4. Indice de prix des dépenses de consommation privées hors alimentation et énergie.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

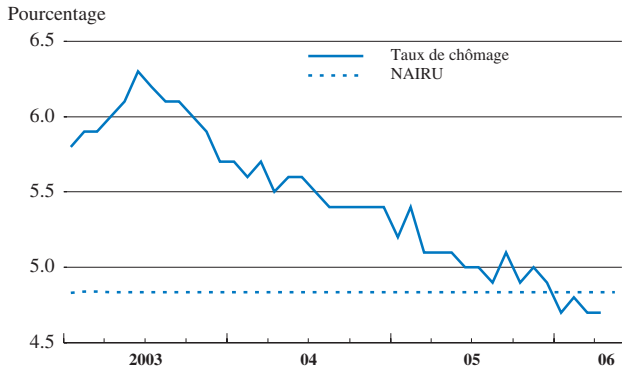
StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/281563080128*

… alors que l'inflation est restée modérée

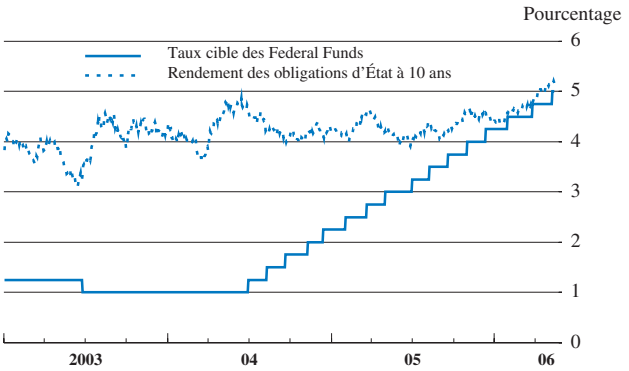
La plupart des mesures de l'inflation tendancielle sont restées à peu près stationnaires, malgré une forte hausse des prix de l'énergie, qui s'est répercutée sur les autres prix. Par exemple, on a enregistré des augmentations sensibles des prix des transports publics, de l'hôtellerie et des produits à forte intensité d'énergie. D'après les estimations, la flambée des prix de l'énergie aurait indirectement ajouté ½ point de pourcentage au taux d'inflation tendancielle. Cette contribution semble avoir été compensée dans une large mesure par d'autres facteurs. En particulier, la croissance nominale des salaires est bien inférieure à la progression des prix et de la productivité depuis plusieurs années, ce qui a fait tomber à un bas niveau la part des salaires dans le revenu national. Cette modération inhabituelle des salaires semble être un phénomène international.

États-Unis

Le marché de l'emploi se resserre



Le stimulant monétaire a disparu



Source : OCDE, base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79, Datastream.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/362427508121*

États-Unis : **Indicateurs financiers**

	2003	2004	2005	2006	2007
Taux d'épargne des ménages[1]	2.1	1.8	-0.4	-0.5	0.5
Solde financier des administrations publiques[2]	-5.0	-4.7	-3.8	-3.6	-3.7
Balance des opérations courantes[2]	-4.7	-5.7	-6.4	-7.2	-7.6
Taux d'intérêt à court terme[3]	1.2	1.6	3.5	5.1	5.1
Taux d'intérêt à long terme[4]	4.0	4.3	4.3	5.0	5.2

1. En pourcentage du revenu disponible.
2. En pourcentage du PIB.
3. Euro-dollar à 3 mois.
4. Obligations d'État à 10 ans.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/281563080128*

La production a été soutenue par la hausse des prix des logements

La vigueur de l'expansion économique est d'autant plus remarquable que la hausse des prix du pétrole et les cyclones ont sans doute nettement déprimé la production (peut-être de 1½ pour cent en 2005). La croissance a été soutenue par des gains de productivité substantiels, qui devraient, selon les estimations, doper la demande globale un peu plus que proportionnellement. En outre, le patrimoine des ménages, en particulier sous la forme de biens immobiliers, a fortement augmenté, ce qui a favorisé la consommation. L'augmentation de la richesse des ménages explique dans une large mesure la baisse de leur taux d'épargne, qui est récemment devenu négatif. Les prix des nouveaux logements ont enregistré un accroissement beaucoup plus marqué que les coûts de construction, encourageant l'investissement résidentiel. La hausse des prix des logements est imputable dans une large mesure à la faiblesse des taux hypothécaires, à la croissance démographique et à la progression des revenus. Mais elle reste pour partie inexpliquée.

États-Unis : **Demande et production**

	2002	2003	2004	2005	2006	2007
	Prix courants milliards de $	Pourcentages de variation, en volume (prix de 2000)				
Consommation privée	7 350.8	2.9	3.9	3.5	3.6	3.3
Consommation publique	1 616.9	3.0	2.1	1.5	1.8	1.0
Formation brute de capital fixe	1 914.5	3.3	8.4	7.2	5.4	3.9
Secteur public	344.3	2.0	2.3	3.0	1.3	3.1
Secteur privé : résidentiel	503.9	8.4	10.3	7.1	2.3	-0.3
Secteur privé : autres	1 066.3	1.3	9.4	8.6	8.4	6.5
Demande intérieure finale	10 882.2	3.0	4.4	3.9	3.7	3.1
Variation des stocks[1]	11.9	0.0	0.3	-0.3	0.1	0.1
Demande intérieure totale	10 894.0	3.0	4.7	3.6	3.8	3.2
Exportations de biens et services	1 005.9	1.8	8.4	6.9	7.7	8.3
Importations de biens et services	1 430.3	4.6	10.7	6.3	7.3	6.7
Exportations nettes[1]	- 424.4	-0.5	-0.7	-0.3	-0.4	-0.2
PIB aux prix du marché	10 469.6	2.7	4.2	3.5	3.6	3.1

Note : Les comptes nationaux étant basés sur des indices chaîne officiels, il existe donc un écart statistique dans l'identité comptable entre le PIB et les composantes de la demande réelle. Voir *Perspectives économiques de l'OCDE:* Sources et méthodes, *(http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods).*

1. Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif dans la première colonne.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/281563080128*

© OCDE 2006

États-Unis : **Indicateurs extérieurs**

	2003	2004	2005	2006	2007
			Milliards de $		
Exportations de biens et services	1 045.7	1 173.8	1 301.2	1 445	1 592
Importations de biens et services	1 546.5	1 797.8	2 027.7	2 276	2 479
Balance commerciale	- 500.9	- 624.0	- 726.5	- 830	- 887
Solde des invisibles	- 18.8	- 44.1	- 78.4	- 134	- 182
Balance des opérations courantes	- 519.7	- 668.1	- 804.9	- 965	-1 069
			Pourcentages de variation		
Exportations de biens et services en volume	1.8	8.4	6.9	7.7	8.3
Importations de biens et services en volume	4.6	10.7	6.3	7.3	6.7
Résultats à l'exportation[1]	- 2.5	- 2.0	- 0.9	- 1.0	- 0.1
Termes de l'échange	- 1.2	- 1.4	- 2.2	- 1.4	- 0.4

1. Ratio du volume des exportations sur le marché correspondant pour le total des biens et services.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/281563080128*

La politique monétaire prend un tour plus restrictif

L'utilisation des ressources augmentant et l'inflation restant bien maîtrisée, le Conseil de la Réserve fédérale a réduit progressivement les mesures de stimulation monétaire. Alors qu'un grand nombre d'observateurs avaient précédemment tablé sur une détente lorsque le taux des fonds fédéraux atteindrait son niveau neutre, la politique monétaire est en train de prendre un tour restrictif. Face aux tensions qui apparaissent sur les marchés du travail, et au moment où les prix du pétrole accentuent les pressions inflationnistes, un léger coup de frein paraît nécessaire pour maintenir l'économie en équilibre. Le relèvement des taux d'intérêt à long terme anticipe pour partie cette évolution. L'augmentation cumulée des taux obligataires (environ ½ point de pourcentage depuis la fin de l'an dernier) semble être sensiblement plus importante que celle pouvant être expliquée par une révision des anticipations concernant l'action des autorités ou l'inflation, ce qui donne à penser que la contraction des primes d'échéance s'est en partie inversée. D'ailleurs, les rendements obligataires ont aussi accusé de fortes augmentations dans d'autres pays.

Les déséquilibres budgétaires subsistent

Le déficit du budget fédéral s'est considérablement réduit au cours de l'exercice 2005, pour revenir à 2.6 % du PIB, en raison d'une remontée inattendue des recettes fiscales. Le déficit des administrations publiques est tombé à 3.8 % du PIB en 2005 (année civile, dans l'optique des comptes nationaux). La forte poussée des recettes fiscales s'est poursuivie depuis le début de l'exercice 2006, et devrait plus que compenser la hausse des dépenses au titre des médicaments délivrés sur ordonnance et de l'aide aux victimes des cyclones. Parmi les aspects notables, on peut citer les propositions visant à prolonger les réductions d'impôts qui devaient venir à expiration ces prochaines années, le maintien pendant une année supplémentaire des abattements prévus dans le cadre de l'Alternative Minimum Tax (impôt minimum alternatif) et de fortes augmentations des dépenses au titre de la défense. On note l'absence de vastes réformes de la fiscalité ou de la sécurité sociale, deux domaines qui ont pourtant fait l'objet de débats sous l'impulsion de l'administration.

La croissance de la production devrait se ralentir légèrement…

Le PIB réel devrait s'accroître de 4½ pour cent environ au premier semestre 2006. Sa progression se ralentira ensuite pour revenir aux alentours de 3 %, soit légèrement au-dessous du taux de croissance potentiel estimé. Cette décélération est due à une réaction différée à la hausse des prix du pétrole, à la remontée des taux

d'intérêt à court terme et (surtout) à long terme, ainsi qu'à la fin de la hausse des prix immobiliers et à la disparition d'autres facteurs ayant soutenu la demande. Le taux de chômage devrait diminuer encore un peu, avant de se stabiliser puis de remonter légèrement, sous l'effet du tassement de la croissance de la production. Le déficit des administrations publiques reste voisin de 3¾ pour cent du PIB. Le déficit de la balance des opérations courantes devrait continuer de se creuser, pour atteindre 7½ pour cent du PIB en 2007. L'inflation tendancielle (mesurée par l'indice des prix de la consommation) devrait s'accroître légèrement en 2006, en raison des effets indirects différés de la hausse de l'énergie. À mesure que ces influences disparaîtront, l'inflation tendancielle tombera au-dessous de 2 %. En 2007, l'inflation devrait s'inscrire sur une trajectoire à la baisse tandis que le chômage augmentera, permettant un léger relâchement de la politique monétaire.

… mais d'autres scénarios sont possibles

Ces prévisions représentent un moyen terme dans un éventail de résultats possibles. Dans un autre scénario envisageable, une partie de la vigueur récente de l'économie persisterait tout au long de 2006. Dans ce cas, le taux de chômage baisserait encore et un nouveau resserrement de la politique monétaire serait nécessaire. Une autre possibilité est que la faible croissance des coûts unitaires de main-d'œuvre et une correction de la part élevée des profits exercent d'autres pressions à la baisse sur l'inflation. Les prix des logements pourraient aussi être considérés comme un facteur de risque pour les prévisions – étant donné qu'ils ont joué un rôle important dans les évolutions récentes et qu'il est difficile d'expliquer leurs mouvements. Cependant, compte tenu de l'inertie des prix des logements et du délai avec lequel ils influent sur la consommation, il est probable que cette question concerne davantage le moyen terme que l'avenir immédiat.

© OCDE 2006

Japon

Le Japon connaît une croissance dynamique car l'économie a surmonté dans une large mesure les problèmes provoqués par l'éclatement de la bulle spéculative. La croissance robuste de la production devrait se poursuivre tout au long de 2007, à un taux compris entre 2 et 3 %, grâce à une forte demande intérieure soutenue par la hausse des bénéfices des entreprises et par une inversion du déclin tendanciel de l'emploi et des salaires. La vigueur et la durée de la reprise devraient réduire le taux de chômage pour le ramener aux alentours de 3½ pour cent et mettre fin définitivement à la déflation, avec un taux sous-jacent d'inflation se rapprochant de 1 % à la fin de 2007.

La Banque du Japon devrait maintenir à zéro son taux d'intérêt directeur à court terme tant que l'inflation n'aura pas atteint un niveau suffisant, de façon à minimiser le risque d'un retour de la déflation. La fourchette basse d'inflation de 0 à 2 % qui a été annoncée par la Banque en mars 2006 devrait être augmentée. Le plan budgétaire à moyen terme devrait viser un excédent primaire assez important pour stabiliser le rapport de la dette publique au PIB au début des années 2010, sur la base d'un ensemble plus détaillé de mesures du côté des dépenses et de mesures fiscales. Assurer l'amélioration des niveaux de vie face à l'accélération du vieillissement de la population exigera une réforme efficace de la réglementation pour maintenir une concurrence vigoureuse et des mesures pour améliorer le système national d'innovation.

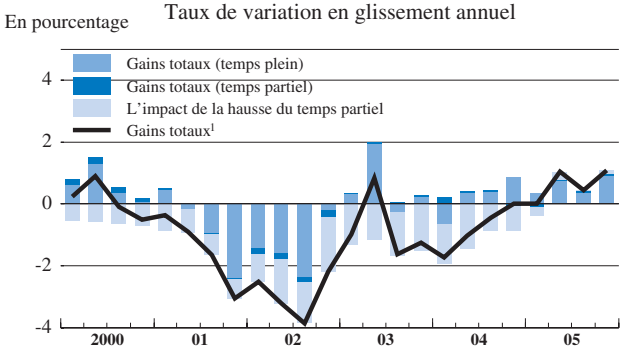
Le dynamisme de la demande intérieure a dopé la croissance de la production en 2005…

L'expansion en cours, qui s'est amorcée en 2002, sera à la fin de 2006 la plus longue que le Japon ait connue depuis la fin de la guerre. Si la reprise a été initialement induite par les exportations, c'est la demande intérieure qui est devenue le principal moteur de la production en 2005. L'investissement des entreprises est resté dynamique pour la troisième année consécutive, reflétant une rentabilité élevée et une utilisation croissante des capacités. L'amélioration dans le secteur des entreprises a aussi conduit à l'augmentation de l'emploi régulier en 2005 pour la première fois en une décennie. Ces gains d'emploi ont contribué à faire grimper la croissance des salaires au-dessus de zéro, car la rémunération horaire des travailleurs réguliers est plus de deux fois supérieure à celle des travailleurs non réguliers. La progression des revenus salariaux a à son tour soutenu la consommation privée. La forte demande intérieure s'est accompagnée d'une accélération de la croissance des exportations à compter du milieu de 2005, à la faveur de la forte demande de la Chine et de l'affaiblissement du yen, qui a perdu 11 % en valeur pondérée par les échanges depuis la fin de 2004. Au début de 2006, le taux de chômage était revenu aux alentours de 4 %, alors que le rapport entre offres et demandes d'emplois dépassait l'unité pour la

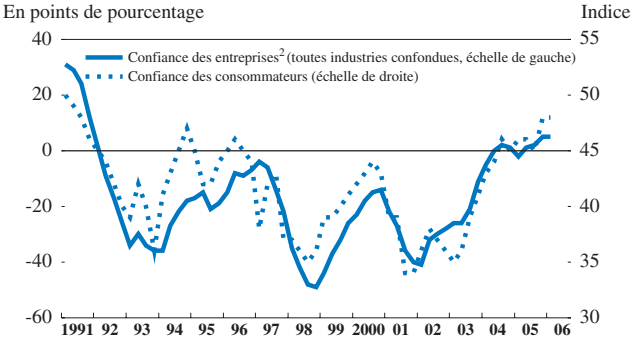
Japon

Les gains ont progressé l'année dernière

Taux de variation en glissement annuel



La confiance des ménages et des entreprises progressent



1. Tous travailleurs, primes comprises.
2. Il y a une rupture statistique entre le troisième et le quatrième trimestre de 2003 dans l'enquête Tankan.

Source : Ministère de la Santé, de la Main-d'œuvre et de la Protection sociale, Cabinet Office et Banque du Japon.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/568122770545*

Japon : **Emploi, revenu et inflation**

Pourcentages de variation

	2003	2004	2005	2006	2007
Emploi	-0.2	0.2	0.4	0.4	0.3
Taux de chômage[1]	5.3	4.7	4.4	4.0	3.5
Rémunération des salariés	-1.5	-1.2	1.3	2.0	2.5
Coûts unitaires de main-d'œuvre	-3.2	-3.4	-1.4	-0.8	0.3
Revenu disponible des ménages	-1.2	0.4	0.8	1.6	2.3
Déflateur du PIB	-1.6	-1.2	-1.3	-0.6	0.5
Indice des prix à la consommation	-0.3	0.0	-0.3	0.7	0.8
IPC sous-jacent[2]	-0.3	-0.4	-0.3	0.4	0.8
Déflateur de la consommation privée	-0.9	-0.7	-0.8	-0.1	0.7

1. En pourcentage de la population active.
2. Indice global hors alimentation et énergie.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/256072366331*

première fois en une décennie. Ces évolutions positives ont favorisé la confiance des ménages et des entreprises, qui a atteint son plus haut niveau depuis 1991.

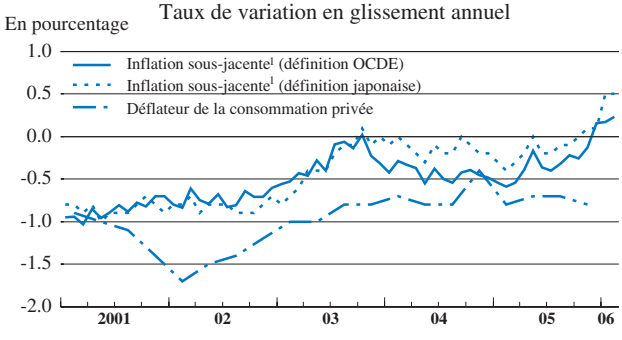
… contribuant à faire passer l'inflation au-dessus de zéro

La déflation a disparu peu à peu durant cette phase d'expansion. Le prix moyen des terrains commerciaux dans les trois grandes zones métropolitaines s'est accru en 2005 pour la première fois depuis 15 ans, alors que la baisse du prix moyen au niveau national est revenue de 5.0 % à 2.8 %. Pour ce qui est des prix à la consommation, l'inflation tendancielle (hors produits alimentaires frais uniquement) a progressé de 0.5 % en janvier et février, enregistrant la quatrième hausse mensuelle consécutive en rythme annuel. Cependant, l'augmentation a été plus modérée, de 0.2 %, si l'on exclut tous les produits alimentaires et les produits énergétiques, alors que les déflateurs de la consommation privée et du PIB ont reculé, respectivement, de 0.8 et 1.6 % en rythme annuel au dernier trimestre 2005, ce qui donne à penser que des pressions déflationnistes persistent.

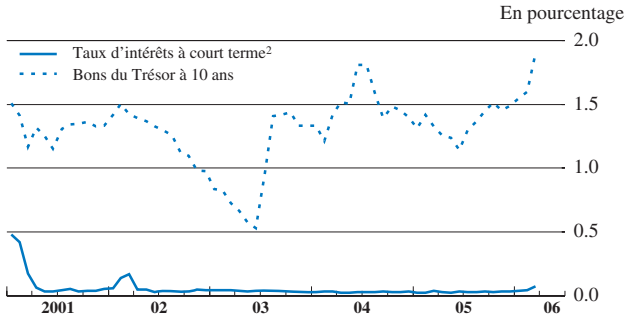
Japon

La déflation arrive à sa fin

Taux de variation en glissement annuel



Les taux d'intérêts à long terme commencent à augmenter



1. L'indice de l'OCDE exclut l'alimentation et l'énergie. L'inflation sous-jacente japonaise n'exclut que les produits frais.
2. Certificats de dépôts à 90-120 jours.

Source : Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79 ; Ministry of Internal Affairs and Communications et Cabinet Office.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/773543243116*

© OCDE 2006

Japon : **Indicateurs financiers**

	2003	2004	2005	2006	2007
Taux d'épargne des ménages[1]	3.9	3.1	2.4	2.4	2.4
Solde financier des administrations publiques[2]	-8.0	-6.3	-5.2	-5.2	-4.7
Balance des opérations courantes[2]	3.2	3.7	3.6	4.3	5.5
Taux d'intérêt à court terme[3]	0.0	0.0	0.0	0.1	0.7
Taux d'intérêt à long terme[4]	1.0	1.5	1.4	1.8	2.3

1. En pourcentage du revenu disponible.
2. En pourcentage du PIB.
3. Certificats de dépôt de 3 mois.
4. Obligations d'État à 10 ans.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/256072366331*

Les conditions monétaires restent accommodantes après l'abandon de l'assouplissement quantitatif

La variation en glissement annuel de l'indice global des prix à la consommation devenant positive, en mars 2006 la Banque du Japon a abandonné la politique d'assouplissement quantitatif qui avait été introduite en 2001 et est revenue à une politique monétaire fondée sur les taux d'intérêt. Cette réorientation a notamment supposé un repli de l'importante base monétaire accumulée – qui était passée de 13 % du PIB en 2001 à 22 % en 2005 – en l'espace de quelques mois. La Banque se propose de maintenir les taux d'intérêt à court terme proches de zéro pour le moment. Avec des taux d'intérêt réels encore négatifs et la baisse significative du yen, les conditions monétaires sont souples pour le moment. La Banque a aussi promis de maintenir les achats de titres d'État à long terme au niveau inchangé de 1 200 milliards de yens par mois afin de préserver la stabilité du marché financier.

Japon : **Demande et production**

	2002	2003	2004	2005	2006	2007
	Prix courants mille milliards de ¥	Pourcentages de variation, en volume (prix de 2000)				
Consommation privée	282.4	0.6	1.9	2.2	1.7	1.6
Consommation publique	88.2	2.3	2.0	1.7	0.8	0.9
Formation brute de capital fixe	114.0	0.3	1.1	3.3	2.3	1.3
Secteur public[1]	30.7	-10.8	-8.6	-6.0	-4.1	-4.0
Secteur privé : résidentiel	18.0	-0.9	1.9	-0.7	3.4	0.7
Secteur privé : autres	65.4	5.9	4.9	7.8	4.1	3.1
Demande intérieure finale	484.6	0.8	1.8	2.4	1.7	1.4
Variation des stocks[2]	- 1.4	0.3	-0.2	0.2	0.0	0.0
Demande intérieure totale	483.2	1.2	1.5	2.6	1.7	1.4
Exportations de biens et services	55.8	9.0	13.9	6.9	12.3	9.0
Importations de biens et services	49.4	3.9	8.5	6.2	4.9	4.2
Exportations nettes[2]	6.4	0.6	0.8	0.2	1.1	0.9
PIB aux prix du marché	489.6	1.8	2.3	2.7	2.8	2.2

Note : Les comptes nationaux étant basés sur des indices chaîne officiels, il existe donc un écart statistique dans l'identité comptable entre le PIB et les composantes de la demande réelle. Voir *Perspectives économiques de l'OCDE:* Sources et méthodes, *(http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods).*

1. Y compris les entreprises publiques.
2. Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif dans la première colonne.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/256072366331*

Japon : **Indicateurs extérieurs**

	2003	2004	2005	2006	2007
			Milliards de $		
Exportations de biens et services	508.9	613.1	652.2	725	803
Importations de biens et services	439.7	524.1	589.3	647	688
Balance commerciale	69.2	89.0	63.0	77	115
Solde des invisibles	67.9	82.6	102.9	118	141
Balance des opérations courantes	137.1	171.6	165.8	195	256
			Pourcentages de variation		
Exportations de biens et services en volume	9.0	13.9	6.9	12.3	9.0
Importations de biens et services en volume	3.9	8.5	6.2	4.9	4.2
Résultats à l'exportation[1]	2.0	1.1	- 1.2	2.1	- 0.7
Termes de l'échange	- 2.4	- 3.7	- 6.0	- 5.5	- 0.4

1. Ratio du volume des exportations sur le marché correspondant pour le total des biens et services.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/256072366331*

Néanmoins, le rendement des titres d'État à 10 ans est passé de 1.6 à 2.0 % dans le mois qui a suivi l'abandon de l'assouplissement quantitatif. Le Conseil de la politique monétaire a annoncé en mars 2006 qu'une fourchette d'inflation de 0 à 2 % correspond, de son point de vue, à la stabilité des prix. Cependant, la Banque n'a aucune obligation de maintenir l'inflation dans cette marge, qui peut être révisée sur une base annuelle. Les prévisions partent de l'hypothèse que les taux d'intérêt zéro disparaîtront au premier semestre 2007.

Bien que l'orientation budgétaire soit quelque peu restrictive en 2006-2007…

L'orientation budgétaire devrait avoir un effet de contraction, ramenant le déficit budgétaire ajusté des fluctuations conjoncturelles de 6 % environ en 2005 (sans tenir compte d'un facteur exceptionnel lié au transfert de fonds de pension à l'État) à 5 % en 2007. L'assainissement budgétaire devrait être réalisé par des restrictions des dépenses, notamment de nouvelles réductions des investissements publics et une diminution des effectifs dans l'administration centrale. En outre, l'abolition de l'allégement temporaire de l'impôt sur le revenu des personnes physiques introduit en 1999 et la hausse prévue du taux de cotisation au régime de retraite augmenteront les recettes publiques d'environ ½ pour cent du PIB en 2006 et en 2007. Un accroissement similaire des recettes publiques en 2005 n'a pas empêché une accélération de la consommation privée, grâce en partie à une baisse du taux d'épargne. Entre-temps, le déficit du budget primaire (non compris le facteur exceptionnel) devrait tomber de 4½ à 3¼ pour cent du PIB entre 2005 et 2007, rythme qui permettrait au gouvernement d'atteindre son objectif à moyen terme en matière d'excédent primaire au début des années 2010. Cependant, la stabilisation du ratio de la dette publique exigerait vraisemblablement un excédent budgétaire primaire de l'ordre de ½ à 1½ % du PIB.

… la croissance devrait se poursuivre tout au long de 2007

Malgré l'assainissement budgétaire prévu, l'économie devrait connaître une expansion de 2 à 2½ pour cent tout au long de 2007, l'important effet de report du dernier trimestre 2005 faisant grimper à près de 3 % le taux de croissance en 2006. L'amélioration des conditions du marché du travail devrait favoriser la progression des salaires, permettant à la consommation privée de continuer de s'accroître d'environ 1½ pour cent malgré l'alourdissement de la charge fiscale. Les coûts unitaires de main-d'œuvre devraient continuer de diminuer tout au long de 2006, limitant l'ampleur du redressement de l'inflation. La vigueur des bénéfices des

© OCDE 2006

entreprises, conjuguée à l'inversion de la baisse tendancielle des prêts bancaires, devrait contribuer à soutenir les dépenses d'investissement des entreprises. En outre, la contribution du secteur extérieur restera vraisemblablement positive tout au long de 2007. Compte tenu aussi de l'augmentation des entrées nettes de revenus d'investissement, l'excédent budgétaire courant devrait dépasser 5 % du PIB d'ici à 2007. Plusieurs risques affectent l'expansion, qui pourraient être aggravés durant la période de transition suivant l'abandon de l'assouplissement quantitatif, notamment une hausse significative du yen et des taux d'intérêt à long terme, qui pèserait aussi sur la situation budgétaire. Par ailleurs, une augmentation du taux d'épargne des ménages par rapport à son niveau exceptionnellement bas de 2½ pour cent environ en 2005 ralentirait la croissance de la consommation privée.

Zone euro

L'activité s'accélère, en particulier dans les secteurs manufacturiers orientés vers l'exportation, et les enquêtes de conjoncture donnent à penser que l'activité restera robuste au premier semestre de 2006. Cependant, la reprise doit encore faire sentir ses effets sur la consommation des ménages. Celle-ci pourrait bien se redresser bientôt, soutenue par la croissance de l'emploi et un léger redressement des salaires. Globalement, la croissance devrait s'établir en moyenne à 2¼ pour cent en 2006-2007. Sans l'augmentation de la taxe sur la valeur ajoutée en Allemagne, l'inflation se situerait au-dessous de 2 % l'an prochain.

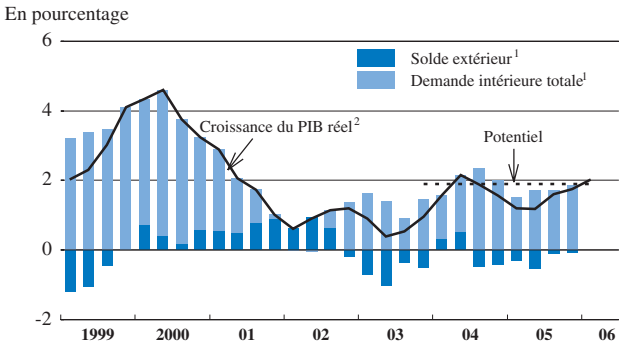
Face aux pressions persistantes des prix pétroliers et à des signes de plus en plus nombreux d'un raffermissement de la reprise, la nécessité d'un resserrement monétaire devrait s'imposer. Le rythme effectif de ce resserrement dépendra, toutefois, de la nette mise en évidence de la réduction des ressources non utilisées dans l'économie. Les gouvernements doivent redoubler d'efforts pour assainir les finances publiques tout au long de la reprise économique actuelle. D'autres réformes visant à renforcer le Marché unique, notamment pour les services, amélioreraient la performance économique de la zone euro et sa résistance aux chocs.

La légère reprise de l'activité économique se poursuit

L'activité économique s'est accélérée au deuxième semestre de 2005, se rapprochant de son taux potentiel de près de 2 %. La croissance des exportations a été forte durant une grande partie de 2005. Après avoir légèrement fléchi à la fin de l'automne, les commandes d'exportation se sont de nouveau redressées à partir de novembre et le dynamisme de la demande extérieure s'est maintenu jusqu'au début de 2006. Dans ces conditions, la confiance des entreprises a rebondi et se situe maintenant à des niveaux inégalés depuis la reprise conjoncturelle précédente. L'amélioration de la confiance est surtout perceptible dans les secteurs orientés vers l'exportation, en particulier dans les pays qui ont amélioré leur compétitivité-coût relative ces dernières années. Cependant, les incertitudes quant aux perspectives d'emploi et à la réforme économique incitent les consommateurs à une plus grande méfiance. En outre, la croissance du revenu disponible a été peu marquée car les augmentations des salaires ont tout juste suivi l'inflation, malgré une amélioration du marché du travail. La hausse du coût du pétrole et du chauffage domestique a aussi amputé les budgets des ménages.

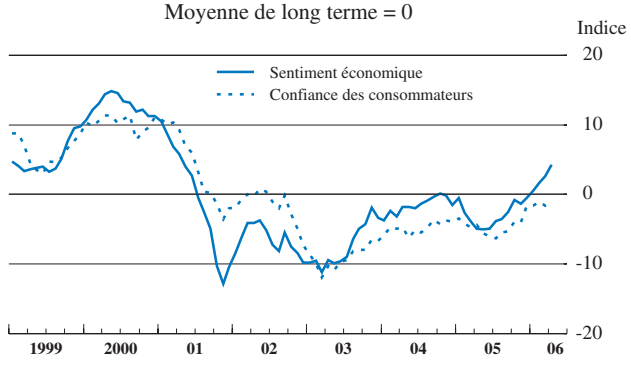
Zone euro

La croissance est proche de son potentiel



La confiance est en cours de redressement

Moyenne de long terme = 0



1. Contribution à la croissance du PIB à prix constants, en pourcentage du PIB de l'année précédente.
2. Pourcentages de variation en glissement annuel.

Source : Office statistique des Communautés européennes (Eurostat) et base de données des Perspectives économiques de l'OCDE nº 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/156313006520*

© OCDE 2006

Zone euro : **Emploi, revenu et inflation**

Pourcentages de variation

	2003	2004	2005	2006	2007
Emploi	0.4	0.9	0.9	1.1	1.0
Taux de chômage[1]	8.7	8.9	8.6	8.2	7.9
Rémunération par salarié[2]	1.9	1.4	1.2	1.6	2.0
Productivité[2]	0.4	0.9	0.6	1.2	1.2
Coûts unitaires de main-d'œuvre[2]	1.6	0.5	0.7	0.4	0.8
Revenu disponible des ménages	3.0	3.5	2.7	3.0	3.6
Déflateur du PIB	2.0	1.9	1.7	1.6	2.0
Indice des prix à la consommation harmonisé	2.0	2.1	2.2	2.1	2.0
IPCH sous-jacent[3]	2.0	2.1	1.5	1.4	1.9
Déflateur de la consommation privée	1.9	1.9	1.9	1.9	2.0

1. En pourcentage de la population active.
2. Dans le secteur des entreprises.
3. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie et produits alimentaires non transformés.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

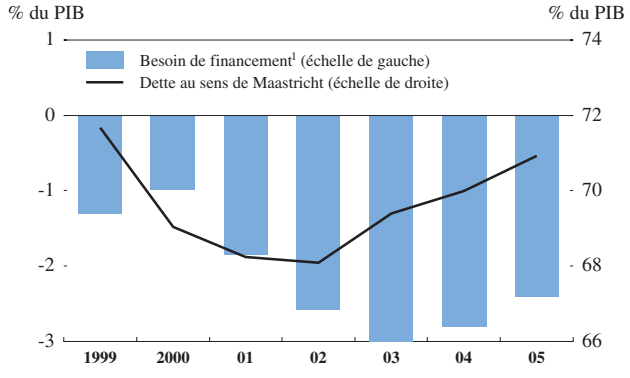
StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/351263614546*

La confiance dans les perspectives s'est nettement améliorée

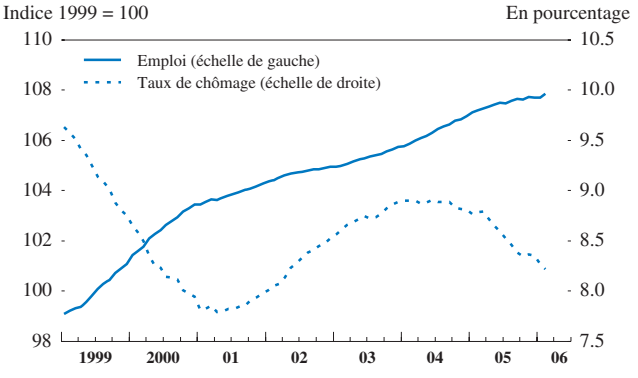
Les enquêtes de conjoncture donnent à penser que la première moitié de 2006 sera marquée par un assez grand dynamisme. Selon l'estimation rapide, la croissance du PIB a été légèrement supérieure au potentiel au premier trimestre et le restera vraisemblablement au deuxième également. Les commandes à l'exportation sont soutenues, l'investissement des entreprises se redresse et le secteur manufacturier, en particulier, devrait continuer d'enregistrer de bons résultats. Cela devrait ouvrir la voie à une reprise classique induite par les exportations : le renforcement de la demande extérieure devrait conduire à un redressement de l'investissement des entreprises, puis de l'emploi ; l'amélioration des perspectives d'emploi et l'augmentation du revenu disponible devraient doper la consommation, soutenant ainsi la croissance dans les secteurs de l'économie davantage orientés vers le marché intérieur, comme

Zone euro

La dette du gouvernement augmente de nouveau



Le marché du travail s'améliore



1. N'inclut pas le produit de la vente de licences de téléphonie mobile.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/328323231313*

Zone euro : **Indicateurs financiers**

	2003	2004	2005	2006	2007
Taux d'épargne des ménages[1]	11.0	10.9	10.5	10.3	10.2
Solde financier des administrations publiques[2]	-3.1	-2.8	-2.4	-2.3	-2.1
Balance des opérations courantes[2]	0.4	0.8	-0.2	-0.4	-0.3
Taux d'intérêt à court terme[3]	2.3	2.1	2.2	2.7	3.4
Taux d'intérêt à long terme[4]	4.1	4.1	3.4	4.0	4.3

1. En pourcentage du revenu disponible.
2. En pourcentage du PIB.
3. Taux interbancaire à 3 mois.
4. Obligations d'État à 10 ans.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/351263614546*

les services. Le premier maillon de cette chaîne – à savoir le redressement de l'investissement des entreprises – est déjà actif. Le deuxième, l'amélioration du marché du travail, commence aussi à prendre forme. La croissance de l'emploi devrait s'accélérer d'ici peu, car les entreprises signalent qu'elles sont davantage disposées à embaucher que cela n'a été le cas depuis quelque temps. La confiance des consommateurs s'est aussi améliorée, mais moins que celle des entreprises. C'est là un aspect important, car l'impossibilité de relancer la demande des ménages a été l'une des principales raisons pour lesquelles, dans la période récente, les reprises naissantes se sont rapidement dissipées. Cependant, l'amélioration de la consommation devrait être assez peu marquée, car les pressions de la concurrence pèseront sur la progression des salaires, alors que la consommation en Allemagne pourrait être freinée par la hausse de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) en 2007. Tout bien pesé, la croissance du PIB devrait être de l'ordre de 2 à 2½ pour cent ces deux prochaines années. S'il s'agit là d'une nette amélioration par rapport aux résultats récents, ce taux ne sera pas suffisant pour réduire sensiblement les niveaux actuels de sous-emploi des ressources économiques.

Zone euro : **Demande et production**

	2002	2003	2004	2005	2006	2007
	prix courants milliards d' €	Pourcentages de variation, en volume (prix de 2001)				
Consommation privée	4 140.1	1.1	1.4	1.3	1.5	1.7
Consommation publique	1 467.4	1.7	1.2	1.5	1.9	1.4
Formation brute de capital fixe	1 466.4	0.8	1.9	2.5	3.5	3.7
Secteur public	188.3	1.7	-1.0	0.7	1.9	2.2
Secteur privé : résidentiel	371.7	2.4	3.1	3.1	2.9	1.7
Secteur privé : autres	906.3	0.0	2.0	2.6	4.1	4.8
Demande intérieure finale	7 074.0	1.2	1.5	1.6	2.0	2.1
Variation des stocks[1]	- 14.6	0.2	0.4	0.1	0.2	0.0
Demande intérieure totale	7 059.4	1.4	1.9	1.7	2.2	2.1
Exportations nettes[1]	190.5	-0.6	0.0	-0.3	0.0	0.1
PIB aux prix du marché	7 249.9	0.7	1.8	1.4	2.2	2.1

1. Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif dans la première colonne.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/351263614546*

© OCDE 2006

Zone euro : **Indicateurs extérieurs**

	2003	2004	2005	2006	2007
	Milliards de $				
Balance commerciale	183.5	198.0	140.7	121	133
Solde des invisibles	- 148.5	- 123.7	- 155.7	- 163	- 170
Balance des opérations courantes	35.0	74.3	- 15.0	- 42	- 37

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/351263614546*

À ce stade peu avancé de la reprise, le resserrement monétaire devrait intervenir avec prudence

Une reprise étant en cours, l'action de stimulation exercée par la politique monétaire devra être progressivement supprimée. La question est de savoir quand et à quel rythme, ce qui dépend dans une large mesure des risques pour la production et l'inflation. Bien que le taux d'inflation soit légèrement supérieur à l'objectif fixé par la banque centrale depuis quelque temps, il tombera probablement au-dessous de 2 % d'ici au milieu de l'année. En revanche, le choc des prix de l'énergie de l'an dernier commence de faire sentir ses effets dans la chaîne de production et certaines mesures de l'inflation de base se sont redressées ces derniers mois. Globalement, la hausse a été peu marquée et rien n'indique que le choc pétrolier exerce une pression sur les salaires. Le relèvement de la TVA en Allemagne risque de faire passer la hausse des prix à la consommation légèrement au-dessus de 2 % l'an prochain, mais si elle est importante, cette modification du niveau des prix est ponctuelle et, en tant que telle, ne devrait pas conduire à des pressions permanentes d'inflation. Dans ces conditions, la meilleure réponse des autorités monétaires sera sans doute de passer outre ce phénomène passager et de se focaliser sur l'inflation en 2008 et au-delà. Enfin, la hausse des prix de l'immobilier s'est accélérée dans la plupart des pays de la zone euro, mais dans la plupart des cas, elle reste bien inférieure au niveau propre à susciter l'alarme parmi les responsables inquiets des bulles des prix des actifs. Somme toute, le risque d'une inflation nettement supérieure à 2 % (abstraction faite de l'effet de la TVA allemande) au cours des deux à trois prochaines années est faible, si l'on exclut de nouvelles augmentations importantes des prix du pétrole. En revanche, on peut encore craindre que la reprise ne vacille si elle ne fait pas son chemin jusqu'à l'emploi et au revenu des ménages. Compte tenu de ces risques, la suppression de l'action de stimulation monétaire doit dépendre de la nette mise en évidence d'une réduction durable du volant de ressources non utilisées. Les prévisions actuelles tablent sur une augmentation des taux directeurs à court terme de 125 points de base à partir du moment où des données indiscutables confirmeront qu'une dynamique suffisante s'est maintenue au deuxième trimestre.

Les finances publiques doivent s'améliorer plus rapidement

Des améliorations sont intervenues dans la situation budgétaire au cours de l'année écoulée, sous l'effet de facteurs exceptionnels et de bonnes surprises du côté des recettes. Mais cela n'a pas été suffisant pour réduire le rapport élevé de la dette au PIB. Une lourde charge de la dette n'est pas ce dont l'Europe a besoin pour se préparer à faire face aux pressions budgétaires exercées par le vieillissement et va aussi à l'encontre de l'objectif fixé dans le Pacte de stabilité et de croissance. En outre, il y a peu d'amélioration budgétaire à attendre, malgré le redressement de l'activité économique. La plupart des pays se contentent d'un assainissement des finances publiques représentant le strict minimum requis aux termes des dispositions du Pacte et, dans certains cas, l'amélioration est concentrée sur les dernières années et dépend de politiques vagues ou imprécises comme la « restriction générale des dépenses ». Dans un contexte d'amélioration de la situation économique, un plus

gros effort d'assainissement est nécessaire : autrement, les pays européens risquent de répéter les erreurs qu'ils ont faites au début des années 2000 et de ne pas parvenir à réduire le déficit en période d'embellie.

Les risques sont importants mais également répartis

Le principal risque pesant sur la stabilité des prix tient au fait que le choc des prix de l'énergie et les diverses augmentations des impôts indirects peuvent accroître les anticipations d'inflation et conduire à une accélération de la hausse des salaires. En contrepartie, toutefois, il est possible que l'atonie économique exerce une influence inverse encore plus prononcée sur la formation des salaires et la progression des coûts unitaires de main-d'œuvre. La demande d'investissement potentielle est difficile à évaluer, de sorte que l'investissement des entreprises pourrait s'accroître plus que prévu. L'investissement dans le logement pourrait aussi augmenter plus fortement dans certains pays si la hausse des prix se poursuit au même rythme. Du côté extérieur, une réaction trop marquée aux déséquilibres mondiaux de balance courante pourrait entraîner une hausse parallèle de l'euro et une augmentation des taux d'intérêt à long terme dans l'ensemble de la zone OCDE. Ces évolutions simultanées pourraient tuer dans l'œuf la reprise dans la zone euro.

© OCDE 2006

Allemagne

Compte tenu de la croissance vigoureuse des exportations et du raffermissement de l'investissement et de la consommation, l'activité économique devrait se renforcer en 2006. Le redressement de l'investissement témoigne de l'amélioration des bénéfices et de l'augmentation de l'utilisation des capacités, alors que la consommation devrait finir par réagir à une amélioration progressive des conditions du marché du travail. Le PIB devrait s'accroître de 1¾ % (après ajustement pour tenir compte du nombre de journées travaillées), soit un peu plus que le potentiel, cette année, et de 1½ % l'an prochain. Le déficit des administrations publiques restera vraisemblablement légèrement supérieur à 3 % du PIB cette année, avant de revenir à 2¼ pour cent en 2007, les recettes étant dopées par un relèvement de la taxe sur la valeur ajoutée.

De nouvelles mesures de réforme structurelle ont été adoptées ou sont en cours de préparation, notamment des réductions des dépenses fiscales et des mesures visant à réduire la bureaucratie et à simplifier quelque peu les relations budgétaires fédérales. Ces actions doivent s'inscrire dans un cadre cohérent, supposant de nouvelles réformes des marchés du travail et des produits. L'assainissement budgétaire devrait être lié à la réforme du secteur public dans des domaines comme le système d'allocation des recettes entre les niveaux d'administration et le système de sécurité sociale.

La faiblesse de la demande intérieure pèse encore sur l'activité…

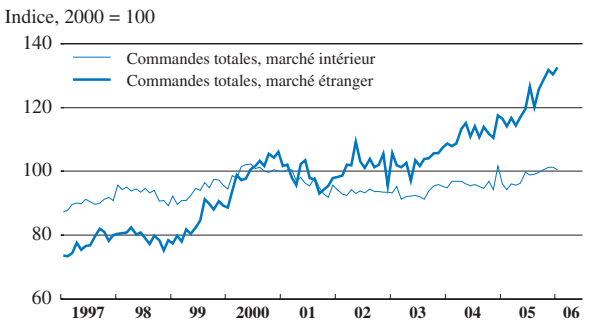
L'économie s'est accrue de 0.9 % en 2005 (1.1 % après ajustement pour tenir compte des journées travaillées). Les exportations sont restées dynamiques, soutenues par une forte demande extérieure de biens d'équipement et une amélioration de la compétitivité allemande, alors que la demande intérieure est restée faible. La consommation des ménages s'est contractée au quatrième trimestre, car l'atonie du marché du travail et la hausse des prix à la consommation ont pesé sur les revenus disponibles réels. Cependant, la demande intérieure paraît s'affermir. Les dépenses d'équipement ont continué de se redresser légèrement, et dans le bâtiment l'investissement est devenu positif au deuxième semestre 2005, encore que cette évolution reflète dans une certaine mesure la réalisation anticipée de certains projets résidentiels dans la perspective de la suppression des subventions en faveur de la construction de logements.

… mais certains signes indiquent que la reprise s'élargit…

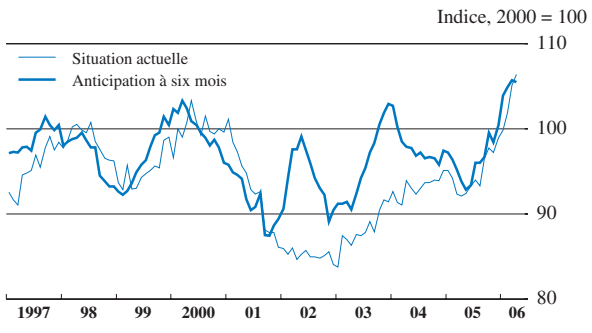
Les indicateurs précurseurs donnent à penser que l'activité se renforce. Les nouvelles commandes industrielles venant de l'étranger se sont sensiblement accrues ces derniers mois, sous l'effet du dynamisme de la demande de biens d'équipement à l'étranger. Les permis de construire progressent depuis le deuxième semestre 2005.

Allemagne

Les commandes du marché étranger sont soutenues [1]



Les anticipations des entreprises sont fortes [2]



1. Secteur manufacturier, en volume.
2. Secteurs manufacturier, construction, commerce de gros et de détail.
Source : Deutsche Bundesbank ; Ifo Institut für Wirtschaftsforschung.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/675148150762*

Allemagne : **Emploi, revenu et inflation**

Pourcentages de variation

	2003	2004	2005	2006	2007
Emploi	-1.0	0.4	-0.2	0.2	0.7
Taux de chômage[1]	8.7	9.2	9.1	8.5	8.1
Rémunération des salariés	0.2	0.3	-0.5	0.8	1.4
Coûts unitaires de main-d'œuvre	0.4	-0.8	-1.5	-0.9	-0.3
Revenu disponible des ménages	2.1	2.1	1.4	1.6	2.3
Déflateur du PIB	1.0	0.8	0.5	0.5	1.5
Indice des prix à la consommation harmonisé	1.0	1.8	1.9	1.6	2.1
IPCH sous-jacent[2]	0.7	1.5	0.6	0.6	2.1
Déflateur de la consommation privée	1.5	1.4	1.3	1.4	2.1

1. En pourcentage de la population active.
2. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/723118781670*

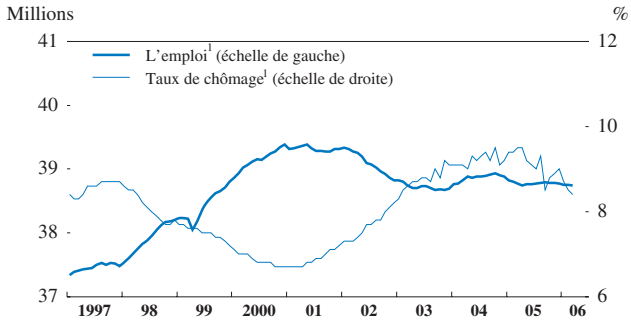
L'indice du climat des affaires a atteint son plus haut niveau depuis le début des années 90, suite à une amélioration marquée à la fois de l'évaluation portée sur la situation en cours et des anticipations des entreprises dans les différents secteurs, y compris le bâtiment et le commerce. Les perspectives d'exportation sont dynamiques et les plans de production ont été révisés à la hausse.

… et que le marché du travail s'infléchit

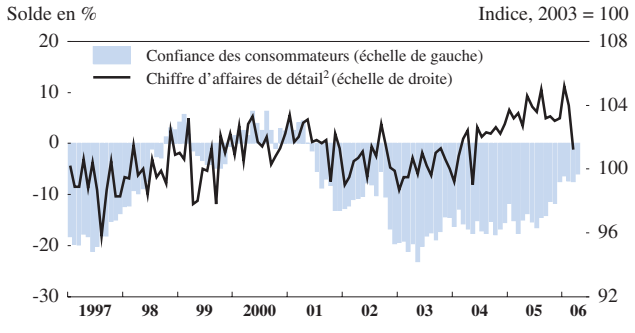
L'emploi a continué de décroître au premier trimestre 2006, en raison essentiellement de conditions climatiques exceptionnellement dures. En outre, les cessations d'activité semblent avoir été avancées vers le début de l'année dans la perspective du resserrement, effectif depuis février 2006, des conditions d'admissibilité aux indemnités de chômage pour les seniors. Toutefois, le marché du travail pourrait atteindre bientôt un point d'inflexion. L'emploi régulier semble se stabiliser et le travail à horaire réduit recule. Les négociations salariales en cours ne sont pas encore achevées, mais la croissance des salaires devrait rester modérée, alors que les coûts unitaires de main-d'œuvre continuent de baisser, contribuant à une nouvelle amélioration de la compétitivité extérieure.

Allemagne

L'emploi devient stable



La confiance des consommateurs reprend



1. Données désaisonnalisées, concept intérieur des comptes nationaux. Taux de chômage désaisonnalisé (concept du BIT).
2. Les voitures et les stations de services sont exclus; les données à partir de janvier 2005 sont provisionelles.

Source : Deutsche Bundesbank ; OCDE, *Principaux indicateurs économiques*.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/433717224433*

© OCDE 2006

Allemagne : **Indicateurs financiers**

	2003	2004	2005	2006	2007
Taux d'épargne des ménages[1]	10.3	10.5	10.7	10.5	10.2
Solde financier des administrations publiques[2]	-4.0	-3.7	-3.3	-3.1	-2.2
Balance des opérations courantes[2]	1.9	3.7	4.1	4.0	4.6
Taux d'intérêt à court terme[3]	2.3	2.1	2.2	2.7	3.4
Taux d'intérêt à long terme[4]	4.1	4.0	3.4	3.9	4.2

1. En pourcentage du revenu disponible.
2. En pourcentage du PIB.
3. Taux interbancaire à 3 mois.
4. Obligations d'État à 10 ans.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/723118781670*

L'inflation diminuera cette année

La hausse de l'indice des prix à la consommation harmonisé s'est établie à 2 % au premier trimestre 2006, soit un quart de point de plus qu'il y a un an, en raison essentiellement de l'augmentation des prix de l'énergie. L'écart de production restant sensiblement négatif et les coûts unitaires de main-d'œuvre diminuant, l'inflation devrait se tasser en 2006. En 2007, le relèvement prévu de 3 points du taux normal de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et une augmentation de la taxe d'assurance devraient ajouter un point de pourcentage au taux d'inflation, en supposant un taux de répercussion sur les prix d'environ deux tiers.

Allemagne : **Demande et production**

	2002	2003	2004	2005	2006	2007
	prix courants milliards d' €	Pourcentages de variation, en volume (prix de 2000)				
Consommation privée	1 267.6	0.1	0.2	0.2	0.6	0.6
Consommation publique	412.3	0.1	-1.6	0.1	0.5	0.6
Formation brute de capital fixe	394.5	-0.7	-1.5	0.2	2.9	3.4
Secteur public	35.5	-6.4	-6.6	-5.2	1.9	1.9
Secteur privé : résidentiel	124.1	-0.9	-3.0	-2.9	1.1	1.3
Secteur privé : autres	234.8	0.2	0.0	2.6	3.9	4.6
Demande intérieure finale	2 074.3	0.0	-0.5	0.2	1.0	1.1
Variation des stocks[1]	- 23.7	0.6	0.5	0.3	0.4	0.0
Demande intérieure totale	2 050.7	0.6	0.1	0.5	1.5	1.0
Exportations de biens et services	768.4	2.3	8.3	6.6	8.5	7.3
Importations de biens et services	670.6	5.0	6.1	5.5	8.7	6.5
Exportations nettes[1]	97.8	-0.7	1.0	0.7	0.4	0.6
PIB aux prix du marché	2 148.5	-0.2	1.1	1.1	1.8	1.6
Pour mémoire						
PIB sans ajustements jours travaillés	2 145.1	-0.2	1.6	0.9	1.6	1.5
Investissement en équipement et outillage	177.1	0.2	1.3	4.0	4.7	5.4
Investissement en construction	217.3	-1.5	-3.8	-2.9	1.3	1.6

Note : Les comptes nationaux étant basés sur des indices chaîne officiels, il existe donc un écart statistique dans l'identité comptable entre le PIB et les composantes de la demande réelle. Voir *Perspectives économiques de l'OCDE:* Sources et méthodes, *(http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods).*

1. Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif dans la première colonne.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/723118781670*

Allemagne : **Indicateurs extérieurs**

	2003	2004	2005	2006	2007
			Milliards de $		
Exportations de biens et services	876.5	1 041.1	1 116.4	1 235	1 356
Importations de biens et services	776.7	906.7	977.3	1 099	1 199
Balance commerciale	99.8	134.4	139.1	136	157
Solde des invisibles	- 51.8	- 33.6	- 23.2	- 21	- 20
Balance des opérations courantes	48.0	100.8	115.9	115	137
			Pourcentages de variation		
Exportations de biens et services en volume	2.3	8.3	6.6	8.5	7.3
Importations de biens et services en volume	5.0	6.1	5.5	8.7	6.5
Résultats à l'exportation[1]	- 2.4	- 1.3	- 0.3	- 0.3	- 1.3
Termes de l'échange	1.0	- 0.2	- 1.5	- 1.4	- 0.1

1. Ratio du volume des exportations sur le marché correspondant pour le total des biens et services.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/723118781670*

Les conditions financières restent propices à la croissance

Les conditions financières soutiennent un redressement de la croissance. Les gains tirés de la réduction des coûts des entreprises et de la solide croissance des exportations ont renforcé les bilans des entreprises et accru les bénéfices. Les cours des actions ont continué de progresser ces derniers mois. Si les taux d'intérêt réels ont augmenté, ils restent inférieurs aux niveaux moyens observés dans le passé. Le volume des prêts aux entreprises s'est accru récemment, après deux années de stagnation, et les banques ont assoupli leurs conditions de crédit.

Le déficit des administrations publiques ne tombera au-dessous de 3 % du PIB qu'en 2007

Le déficit des administrations publiques a encore diminué pour revenir à 3.3 % du PIB en 2005, le déficit structurel se contractant de 0.5 point de pourcentage. Les efforts d'assainissement sur le plan des dépenses expliquent la majeure partie de la réduction du déficit, alors que les recettes ont été dopées par des remboursements de crédit exceptionnels et par l'introduction d'une nouvelle redevance routière. Les prévisions budgétaires pour cette année et l'an prochain tiennent compte d'un ensemble de mesures associant de nouvelles actions d'assainissement et des initiatives expansionnistes visant à stimuler l'économie et à améliorer les perspectives de croissance. Les dépenses salariales dans la fonction publique sont encore réduites, les transferts liés au chômage sont plus étroitement contrôlés et les dépenses fiscales et subventions en faveur du développement régional sont revues en baisse. Le relèvement de la TVA en 2007 devrait générer des recettes supplémentaires représentant 1 % du PIB, dont un tiers sera utilisé pour réduire les charges sociales. Parmi les mesures expansionnistes, on peut citer, entre autres, l'augmentation des taux d'amortissement des investissements, l'octroi de subventions pour la construction résidentielle et les travaux de rénovation permettant des économies d'énergie pour les ménages privés, ainsi qu'un accroissement des investissements dans les infrastructures. Globalement, le déficit structurel ne devrait reculer que légèrement en 2006, de 0.1 % du PIB, en l'absence des recettes exceptionnelles comptabilisées antérieurement. En 2007, la réduction du déficit structurel devrait être proche de ¾ pour cent du PIB, le déficit des administrations publiques devant tomber à 2¼ pour cent.

La croissance se raffermira en 2006…

La vigueur de la demande extérieure devrait rester le principal moteur de la croissance cette année et jouera aussi un rôle important en 2007. Les dépenses d'équipement devraient progresser, sous l'effet d'une amélioration des bénéfices,

© OCDE 2006

d'une augmentation de l'utilisation des capacités et de conditions financières favorables. Ces dépenses bénéficient aussi de l'augmentation temporaire des taux d'amortissement cette année et l'an prochain. L'investissement dans la construction n'augmentera que légèrement, car l'embellie temporaire de la construction résidentielle dans la perspective de la suppression des subventions touchera à son terme. La consommation des ménages devrait s'accélérer en 2006, mais l'emploi ne se renforcera que progressivement alors que la croissance du revenu disponible réel restera peu marquée. Cependant, certaines dépenses de consommation seront vraisemblablement réalisées par anticipation cette année dans la perspective de la hausse de la TVA, et la Coupe du monde de football apportera sans doute une impulsion supplémentaire à la mi-2006. Globalement, le PIB devrait s'accroître de 1.8 % en 2006 (1.6 % sans ajustement pour les journées travaillées), soit un quart de point de pourcentage de plus que le taux potentiel. La croissance va probablement ralentir quelque peu en 2007, car la hausse de la TVA pèsera sur la consommation des ménages, réduisant de ¼ point la croissance du PIB.

… mais des risques importants demeurent

La capacité d'adaptation de la demande intérieure à des chocs négatifs restant faible, l'incidence défavorable de la hausse de la TVA pourrait être plus importante que prévu si des réductions sensibles des charges sociales ne peuvent intervenir. De nouvelles hausses des prix du pétrole pèseraient aussi sur la demande intérieure. En revanche, la confiance des investisseurs et des consommateurs serait renforcée si le nouveau gouvernement mettait en œuvre un programme large et cohérent pour la poursuite des réformes structurelles.

France

La croissance économique modérée observée en 2005 s'explique par la faiblesse persistante des résultats à l'exportation. La reprise enregistrée au deuxième semestre s'est poursuivie en 2006 et devrait continuer. L'inflation resterait voisine de 2 % ou moins, encore que l'inflation sous-jacente semble devoir s'accélérer. Les perspectives d'emploi demeurent peu favorables, même si le taux de chômage devrait baisser lentement.

Le déficit des administrations publiques s'est sensiblement contracté en 2005, en raison pour partie d'un facteur exceptionnel. À terme, l'enjeu consiste à accélérer le rythme de l'ajustement budgétaire sous-jacent et à rétablir la viabilité des finances publiques face aux pressions découlant du vieillissement de la population. La réforme du marché du travail a progressé l'an dernier avec l'introduction d'un nouveau contrat pour les petites entreprises, mais s'est enlisée plus récemment en raison de l'opposition dont a fait l'objet le projet de nouveau contrat pour les travailleurs de moins de 26 ans. À long terme, une réduction des incertitudes préjudiciables entourant les coûts de licenciement pour les employeurs et le passage à un contrat de travail unique contribueraient à réduire l'exclusion sociale et l'insécurité associées à la segmentation du marché du travail.

La croissance a été freinée par la faiblesse du solde extérieur

La demande intérieure finale s'est accélérée au deuxième semestre 2005. La consommation privée comme la consommation publique ont contribué à cette évolution et l'investissement a continué de progresser plus rapidement que la demande totale, alors qu'il était déjà relativement soutenu. Le PIB n'a pas réussi à suivre cette croissance de la demande car les importations ont augmenté encore plus vite et une partie de la demande a été couverte par les stocks. La progression des exportations a été irrégulière, mais reste en général largement inférieure à celle des marchés à l'exportation de la France depuis plusieurs années. La hausse continue des prix de l'immobilier ne semble pas avoir influé beaucoup sur le taux d'épargne des ménages et la forte croissance récente des permis de construire donne à penser que l'investissement immobilier restera dynamique.

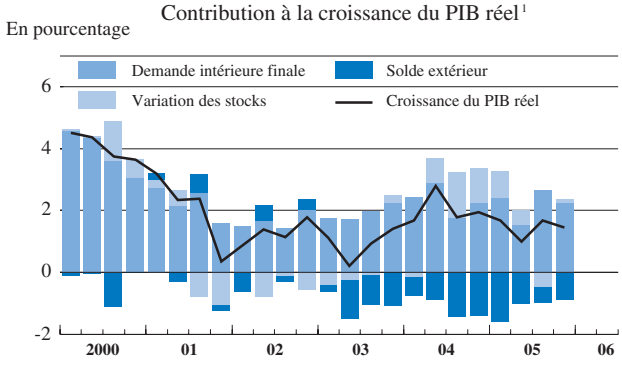
L'emploi est atone, les salaires réels augmentent, mais l'inflation reste faible

L'emploi dans le secteur privé a continué de progresser lentement. Malgré cette croissance atone et un chômage à 9.5 % en mars, en retrait d'un peu plus d'un demi-point seulement par rapport à son niveau d'un an auparavant, les salaires nominaux dans le secteur des entreprises progressent à un rythme de 3 % environ, un peu plus rapidement qu'il y a un an. Conjuguée à une croissance peu marquée de la productivité, cette évolution a conduit à une légère accélération des coûts unitaires de main-d'œuvre

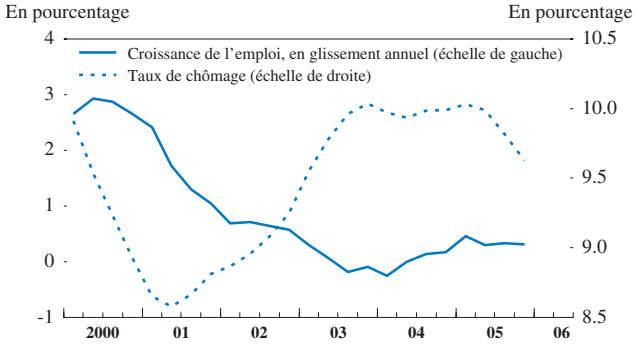
France

La performance extérieure entrave la croissance

Contribution à la croissance du PIB réel[1]



La croissance de l'emploi demeure incertaine



1. En glissement annuel.
Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/347403846554*

© OCDE 2006

France : **Emploi, revenu et inflation**

Pourcentages de variation

	2003	2004	2005	2006	2007
Emploi	0.0	0.0	0.4	0.4	0.5
Taux de chômage[1]	9.8	10.0	9.9	9.5	9.2
Rémunération des salariés	2.5	2.9	3.3	3.5	3.5
Coûts unitaires de main-d'œuvre	1.5	0.8	1.8	1.4	1.2
Revenu disponible des ménages	1.7	3.1	3.0	3.7	3.3
Déflateur du PIB	1.4	1.6	1.3	1.6	1.6
Indice des prix à la consommation harmonisé	2.2	2.3	1.9	1.7	1.4
IPCH sous-jacent[2]	1.7	1.8	1.5	1.4	1.3
Déflateur de la consommation privée	1.1	1.5	1.2	1.2	1.2

1. En pourcentage de la population active.
2. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.
Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/334427051555*

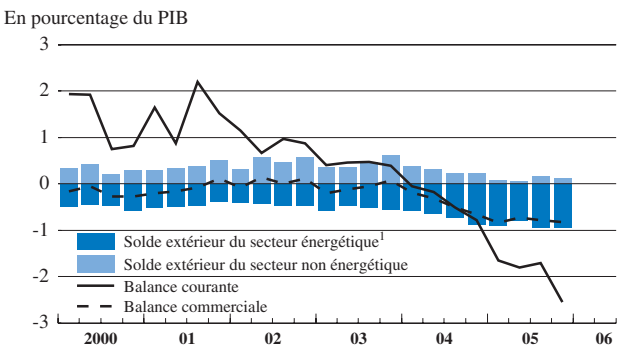
en 2005. Même ainsi, la hausse globale des prix (mesurée par l'indice implicite des prix du PIB) s'est légèrement ralentie, alors que son niveau de départ était déjà peu élevé, grâce en partie à une diminution des marges bénéficiaires. La hausse des prix à la consommation est aussi restée faible, malgré une dégradation des termes de l'échange. Après avoir oscillé entre 1½ et 2 % environ en 2005, l'augmentation sur douze mois des prix à la consommation s'est approchée de 2 % au début de 2006, même si la hausse n'a atteint que la moitié de ce taux pour les prix hors énergie et produits alimentaires frais.

Le déficit budgétaire a reculé plus que prévu

Malgré les résultats décevants de la croissance économique, le déficit budgétaire s'est amélioré plus que prévu et un peu plus que la contribution représentée par la soulte, d'une valeur d'environ 0.5 % du PIB, versée par EDF à l'État pour compenser le transfert au régime général des engagements de retraites de ses agents. Dans ces conditions, le déficit budgétaire est tombé au-dessous de 3 % du PIB pour la première fois depuis 2001. Cependant, aussi bien les dépenses publiques totales que

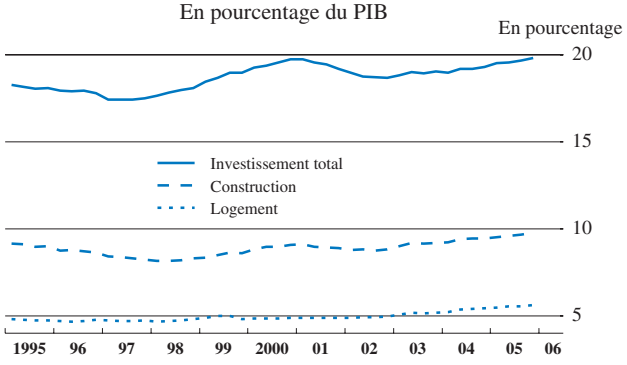
France

Le déclin de la balance courante



La construction a stimulé le PIB

En pourcentage du PIB



1. Combustibles minéraux, lubrifiants et produits connexes.
Source : OCDE, *Statistiques du commerce international* ; base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/346546327764*

France : **Indicateurs financiers**

	2003	2004	2005	2006	2007
Taux d'épargne des ménages[1]	12.4	11.8	11.6	11.7	11.7
Solde financier des administrations publiques[2]	-4.2	-3.7	-2.9	-2.9	-2.6
Balance des opérations courantes[2]	0.4	-0.4	-1.9	-2.6	-2.3
Taux d'intérêt à court terme[3]	2.3	2.1	2.2	2.7	3.4
Taux d'intérêt à long terme[4]	4.1	4.1	3.4	4.0	4.3

1. En pourcentage du revenu disponible.
2. En pourcentage du PIB.
3. Taux interbancaire à 3 mois.
4. Emprunts phare d'État à 10 ans.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/334427051555*

les recettes se sont accrues en pourcentage du PIB, atteignant leur plus haut niveau depuis les années 90. L'impôt sur le revenu des personnes physiques et les recettes des impôts indirects se sont accrus de façon particulièrement prononcée.

Les indicateurs de confiance se sont raffermis…

Les indicateurs de la confiance des entreprises se sont raffermis graduellement au deuxième semestre 2005 et plus rapidement à la fin de l'année et en 2006, la confiance des consommateurs enregistrant aussi une légère remontée au début de cette année. Mais cette amélioration ne permet pas encore de conclure que la confiance est durablement de retour, et les opinions optimistes ont seulement à peu près retrouvé leur niveau du début de 2004. Du côté de la consommation, elles sont néanmoins en phase avec les indicateurs faisant apparaître une progression soutenue des dépenses au premier trimestre, qui devrait persister tout au long de l'année, grâce à la croissance des salaires et de l'emploi.

France : **Demande et production**

	2002	2003	2004	2005	2006	2007
	prix courants milliards d' €	Pourcentages de variation, en volume (prix de 2000)				
Consommation privée	866.6	1.6	2.2	2.1	2.3	2.3
Consommation publique	362.2	2.1	2.7	1.5	1.9	1.6
Formation brute de capital fixe	291.1	2.7	2.1	3.4	3.3	3.3
Secteur public	45.4	8.6	3.0	2.5	1.4	0.9
Secteur privé : résidentiel	76.1	3.8	3.2	3.2	3.0	2.9
Secteur privé : autres	169.6	0.8	1.4	3.8	3.9	4.1
Demande intérieure finale	1 519.8	1.9	2.3	2.2	2.4	2.3
Variation des stocks[1]	3.1	-0.1	0.8	0.2	0.2	0.0
Demande intérieure totale	1 522.9	1.8	3.1	2.4	2.5	2.3
Exportations de biens et services	420.9	-1.8	2.2	3.2	6.7	7.2
Importations de biens et services	393.4	1.3	6.1	6.5	7.9	7.0
Exportations nettes[1]	27.5	-0.9	-1.1	-1.0	-0.5	-0.1
PIB aux prix du marché	1 550.4	0.9	2.1	1.4	2.1	2.2

1. Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif dans la première colonne.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/334427051555*

© OCDE 2006

France : **Indicateurs extérieurs**

	2003	2004	2005	2006	2007
			Milliards de $		
Exportations de biens et services	462.3	529.3	551.4	580	627
Importations de biens et services	443.7	524.3	574.7	612	655
Balance commerciale	18.6	5.0	- 23.2	- 32	- 28
Solde des invisibles	- 10.8	- 12.9	- 17.1	- 23	- 23
Balance des opérations courantes	7.8	- 7.9	- 40.4	- 55	- 51
			Pourcentages de variation		
Exportations de biens et services en volume	- 1.8	2.2	3.2	6.7	7.2
Importations de biens et services en volume	1.3	6.1	6.5	7.9	7.0
Résultats à l'exportation[1]	- 6.1	- 6.3	- 3.4	- 2.1	- 1.5
Termes de l'échange	0.4	0.6	- 1.9	0.0	0.8

1. Ratio du volume des exportations sur le marché correspondant pour le total des biens et services.
Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/334427051555*

… mais ne permettent guère d'espérer un redressement de la croissance du PIB

Étant donné que l'investissement est déjà inhabituellement élevé en pourcentage du PIB, il est peu probable qu'il progresse beaucoup plus rapidement que la production à l'avenir. Les autres composantes de la demande intérieure pourraient ne pas s'accélérer beaucoup non plus, car le taux d'épargne des ménages devrait rester assez stable, alors que les dépenses publiques sont limitées par la nécessité de réduire le déficit. La croissance des exportations progresserait pour atteindre 7 % environ, malgré une performance récente médiocre au regard de la croissance des importations des pays partenaires, de sorte que la demande globale s'accélérerait. La faiblesse de l'offre observée récemment semble devoir persister et la croissance de la production ne devrait donc guère dépasser 2 %. En revanche, outre l'augmentation tendancielle de la pénétration des importations, enregistrée par la plupart des pays, les importations seraient également encouragées par le dynamisme de la demande globale.

La faiblesse de la création d'emplois est sans doute due en partie aux rigidités de la législation du travail

Le niveau élevé de l'investissement en période de faible croissance de l'emploi et de capacités apparemment excédentaires amène à penser que les entreprises soit sont réticentes à embaucher suffisamment de nouveaux travailleurs pour répondre à la hausse escomptée de la demande, soit en sont incapables, et qu'en contrepartie elles augmentent leur stock de capital. En effet, la législation du marché du travail fait qu'il est difficile et coûteux pour les entreprises d'adapter leurs effectifs à l'évolution des circonstances.

L'assainissement budgétaire n'est pas encore assuré

Malgré l'amélioration intervenue en 2005, le déficit budgétaire ne s'inscrit pas encore sur une nette tendance à la baisse et le rapport de la dette publique au PIB continue d'augmenter. Le programme de stabilité à moyen terme pour 2007-2009 suppose une très faible croissance des dépenses en 2007, y compris des réductions en termes réels des dépenses de l'administration centrale et une croissance réelle nulle pour les administrations locales et régionales. Même si l'on fait abstraction du calendrier électoral (les élections parlementaires et présidentielle doivent avoir lieu au printemps 2007), il sera difficile de répondre à ces objectifs sans des modifications législatives plus spécifiques.

La reprise dépend toujours de l'amélioration de la performance extérieure

Les pertes récentes de parts de marché à l'exportation et l'augmentation de la pénétration des importations donnent à penser que certains segments de l'économie souffrent d'un problème de compétitivité sous-jacent. La durabilité de la reprise est en partie tributaire de l'amélioration de cette situation. Les pouvoirs publics cherchent à encourager une croissance plus rapide des dépenses intérieures, par exemple en modifiant la réglementation pour permettre aux ménages de contracter des prêts à la consommation sur la base de la différence entre la valeur actuelle de leur logement et le montant de leur prêt hypothécaire restant à rembourser, aux conditions auxquelles ils ont souscrit celui-ci (hypothèque rechargeable). Cependant, sans réformes des marchés du travail et des produits, il est à craindre qu'une grande partie de cette demande supplémentaire ne soit couverte par des fournisseurs étrangers.

© OCDE 2006

Italie

Après avoir marqué le pas à la fin de 2005, l'économie devrait maintenant retrouver le chemin de la reprise. La croissance annuelle moyenne au cours des deux prochaines années devrait se situer entre 1¼ et 1½ pour cent, grâce à une demande mondiale dynamique et à l'incidence différée de conditions monétaires souples. L'écart de production négatif contribuera à la modération du taux d'inflation. L'emploi ne progressant que de ½ environ par an, on devrait observer un certain redressement de la productivité, qui accentuera à son tour la désinflation et facilitera la croissance des exportations.

Sans réformes structurelles hardies du nouveau gouvernement pour accroître le faible potentiel de production de l'économie et inverser son énorme désavantage sur le plan des coûts – notamment grâce à une concurrence renforcée dans les services et à une plus grande flexibilité des salaires – une croissance inférieure à la moyenne devrait persister. Des réformes visant à réduire les dépenses publiques sur une base permanente à tous les niveaux de l'administration accroîtraient la crédibilité de la politique budgétaire.

Revirement conjoncturel au début de 2006

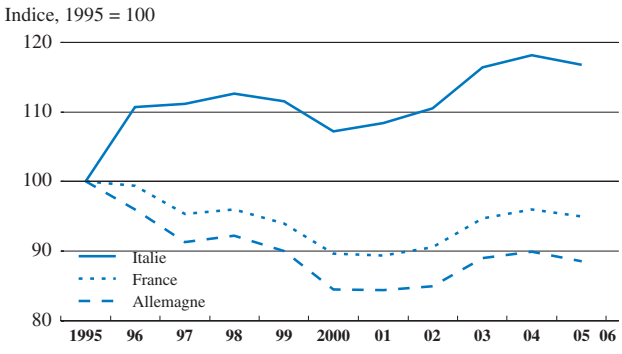
La reprise, qui avait débuté au deuxième et au troisième trimestres de 2005, a été stoppée au quatrième trimestre par un nouveau fléchissement de l'activité manufacturière, en particulier dans le secteur exposé. La croissance pour l'année a été pour l'essentiel égale à zéro. Mais de nets signes de redressement sont apparus au cours des deux premiers trimestres de 2006. La production industrielle a augmenté, les carnets de commandes et la confiance des entreprises se sont renforcés et les stocks sont jugés bien inférieurs aux niveaux souhaités. Les modèles statistiques prévoient que la production s'accroîtra en rythme annuel d'environ 2 % au premier semestre 2006.

L'emploi se ralentit

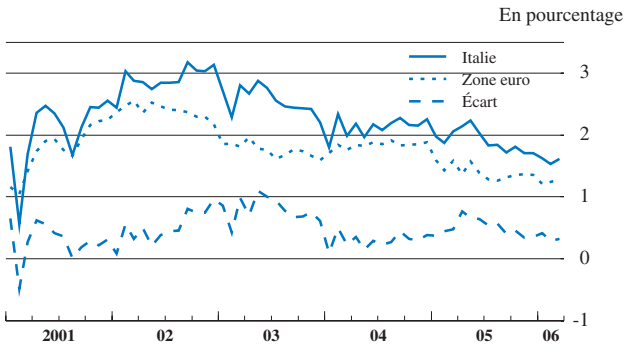
L'emploi, mesuré en unités de travail équivalent plein temps, a baissé en 2005 et la croissance de la productivité est restée positive pour la deuxième année consécutive (sur la base des dernières révisions des données des comptes nationaux). Le nombre global d'emplois recensés, en revanche, a continué d'augmenter et le taux de chômage a de nouveau reflué pour revenir à 7.7 % en fin d'année, soit un niveau bien moindre à la fois à la moyenne de la zone euro et au taux structurel estimé pour l'Italie. L'écart important entre le nombre total d'heures travaillées et les données sur l'emploi de la population active reflète une augmentation persistante du travail à

Italie

Le taux de change réel a décollé [1]



L'écart d'inflation sous-jacente est toujours positif [2]
Variation en glissement



1. Déflaté de l'indice de prix à la consommation.
2. Indice total harmonisé, à l'exclusion des prix de l'énergie et des biens alimentaires.
Source : Office statistique des Communautés européennes (Eurostat).

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/757037763680*

Italie : **Emploi, revenu et inflation**

Pourcentages de variation

	2003	2004	2005	2006	2007
Emploi	1.0	1.5	0.7	0.6	0.4
Taux de chômage[1]	8.6	8.1	7.8	7.7	7.6
Rémunération des salariés	3.9	3.4	4.3	2.2	3.1
Coûts unitaires de main-d'œuvre	3.8	2.5	4.2	0.8	1.7
Revenu disponible des ménages	3.9	3.9	1.9	2.8	3.6
Déflateur du PIB	3.1	2.9	2.1	1.4	2.2
Indice des prix à la consommation harmonisé	2.8	2.3	2.2	2.4	2.1
IPCH sous-jacent[2]	2.6	2.1	1.9	1.9	2.1
Déflateur de la consommation privée	2.8	2.6	2.3	2.4	2.2

1. En pourcentage de la population active.
2. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/364851754020*

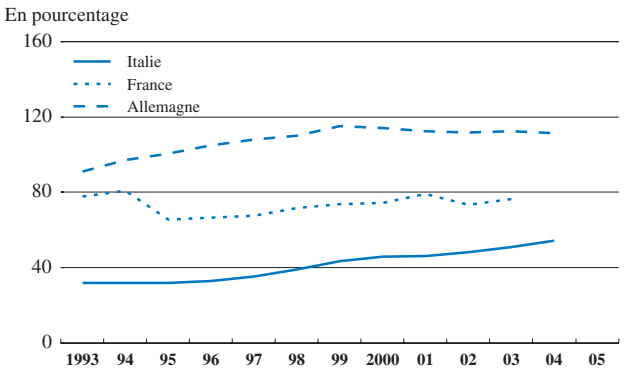
temps partiel et du travail intermittent. Cette évolution a été facilitée par les réformes des contrats de travail de ces dernières années ainsi que par les régularisations continues d'immigrants, mais cet écart devrait disparaître à mesure que ces facteurs spéciaux disparaissent. La productivité devrait continuer de se redresser avec la diminution de l'emploi de travailleurs peu qualifiés acceptant les plus bas salaires.

L'inflation se modère

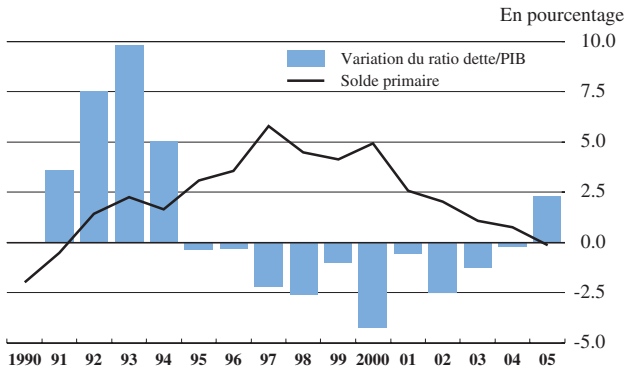
La hausse de l'indice des prix à la consommation s'est de nouveau ralentie en 2005, malgré le choc des prix pétroliers et, pour la première fois, elle est même revenue au-dessous de la moyenne de la zone euro. Cette évolution est attribuable à plusieurs facteurs : *i)* l'ampleur de la répercussion du choc pétrolier dans le prix final de l'énergie a été plus limitée que chez nombre de partenaires de la zone euro et que durant les épisodes passés en Italie ; *ii)* les prix alimentaires diminuent depuis la fin de 2004 ; *iii)* l'inflation tendancielle a reculé conjointement avec des facteurs tels

Italie

La dette des ménages a augmenté[1]
Pourcentage du revenu disponible



La réduction de la dette publique s'est arrêtée



1. En fin de période.
Source : OCDE, Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE nº 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/422742422718*

© OCDE 2006

Italie : **Indicateurs financiers**

	2003	2004	2005	2006	2007
Taux d'épargne des ménages[1]	9.9	10.1	9.5	8.9	9.1
Solde financier des administrations publiques[2, 3, 4]	-3.5	-3.5	-4.3	-4.2	-4.6
Balance des opérations courantes[2]	-1.3	-0.9	-1.6	-2.1	-2.2
Taux d'intérêt à court terme[5]	2.3	2.1	2.2	2.7	3.4
Taux d'intérêt à long terme[6]	4.3	4.3	3.6	4.2	4.6

1. En pourcentage du revenu disponible.
2. En pourcentage du PIB.
3. Exclut l'impact sur les paiements d'intérêts des échanges croisés et des transactions fondées sur des taux à terme. Ces opérations par contre sont incluses dans le solde financier transmis à la Commission européenne dans le cadre de la Procédure du déficit excessif.
4. Le déficit de ANAS, organisme gérant le réseau routier national, (environ 0.2 pour cent du PIB) , est compris dans les prévisions, en attendant une décision de Eurostat.
5. Taux interbancaire à 3 mois.
6. Obligations d'État à 10 ans.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/364851754020*

que la baisse des prix des télécommunications et la forte croissance des importations chinoises à bon marché. Cependant, il est encore trop tôt pour conclure que le taux d'inflation en Italie a convergé avec celui de la zone euro. Les pressions des prix ont été contenues, en partie par des mesures administratives. L'inflation tendancielle reste supérieure à la moyenne de la zone euro, car la progression tendancielle des coûts unitaires de main-d'œuvre et des prix des services reste relativement marquée. En outre, les producteurs italiens ont davantage augmenté les prix sur les marchés étrangers, où la demande est plus dynamique, que sur les marchés nationaux. Mais

Italie : **Demande et production**

	2002	2003	2004	2005	2006	2007
	prix courants milliards d' €	Pourcentages de variation, en volume (prix de 2000)				
Consommation privée[1]	760.7	1.0	0.5	0.1	1.1	1.1
Consommation publique	248.8	2.0	0.5	1.2	-0.3	0.6
Formation brute de capital fixe	270.9	-1.5	1.9	-0.4	2.9	3.1
Équipement et outillage	151.5	-3.9	2.9	-1.4	3.2	4.2
Construction	119.4	1.5	0.6	0.8	2.6	1.9
Construction de logements	49.4	2.3	2.5	6.5	2.7	1.2
Autres	70.0	0.9	-0.7	-3.4	2.5	2.4
Demande intérieure finale	1 280.4	0.6	0.8	0.2	1.2	1.4
Variation des stocks[2]	2.4	0.3	-0.1	0.2	0.3	0.0
Demande intérieure totale	1 282.8	0.9	0.7	0.4	1.5	1.4
Exportations de biens et services	333.3	-2.2	2.5	0.7	4.9	5.3
Importations de biens et services	320.9	1.0	1.9	1.8	5.2	5.5
Exportations nettes[2]	12.4	-0.8	0.2	-0.3	-0.1	-0.1
PIB aux prix du marché	1 295.3	0.1	0.9	0.1	1.4	1.3

Note : Les comptes nationaux étant basés sur des indices chaîne officiels, il existe donc un écart statistique dans l'identité comptable entre le PIB et les composantes de la demande réelle. Voir *Perspectives économiques de l'OCDE:* Sources et méthodes, *(http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods).*

1. Consommation finale des ménages sur le marché intérieur.
2. Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif dans la première colonne.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/364851754020*

Italie : **Indicateurs extérieurs**

	2003	2004	2005	2006	2007
			Milliards de $		
Exportations de biens et services	371.9	436.2	464.2	505	550
Importations de biens et services	363.3	424.1	465.0	514	564
Balance commerciale	8.5	12.1	- 0.8	- 9	- 14
Solde des invisibles	- 28.2	- 27.9	- 26.8	- 29	- 29
Balance des opérations courantes	- 19.6	- 15.8	- 27.6	- 38	- 43
			Pourcentages de variation		
Exportations de biens et services en volume	- 2.2	2.5	0.7	4.9	5.3
Importations de biens et services en volume	1.0	1.9	1.8	5.2	5.5
Résultats à l'exportation[1]	- 7.1	- 6.8	- 6.3	- 4.3	- 3.4
Termes de l'échange	1.7	0.0	- 1.9	- 1.3	- 0.6

1. Ratio du volume des exportations sur le marché correspondant pour le total des biens et services.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/364851754020*

compte tenu d'une spécialisation dans les biens traditionnels sensibles aux variations de prix, les parts de marché à l'exportation de l'Italie ont accusé en conséquence une baisse de quelque 40 % en volume sur la dernière décennie, alors que l'on a enregistré des pertes très modérées en France et des gains substantiels en Allemagne.

L'action de stimulation monétaire est lentement éliminée…

Les conditions monétaires seront probablement moins stimulantes au cours des deux prochaines années, car le resserrement graduel opéré par la Banque centrale européenne devrait se poursuivre, le taux d'intérêt réel à long terme augmentant également, de 1½ pour cent à la fin de 2005 à 2½ pour cent d'ici à la fin de 2007. Les ménages pourraient être plus sensibles à ces évolutions que par le passé. Durant la longue période d'assouplissement monétaire, leur endettement brut a augmenté considérablement sous l'effet de la hausse des prix des logements et d'une forte poussée des investissements résidentiels. Les conditions de financement de l'investissement des entreprises finiront par être durcies, même si, pour le moment, le crédit est abondant.

… alors que la suppression des stimulants budgétaires sera plus abrupte

L'orientation budgétaire devrait être durcie quelque peu en 2006, après une nette tendance à l'assouplissement depuis 1998. Conformément aux engagements pris auprès de l'Union européenne de ramener le déficit au-dessous de 3 % du PIB l'an prochain, le budget de 2006 table sur un déficit de 3.8 % (dans l'optique de Maastricht), contre un déficit effectif de 4.1 % en 2005. Les mesures de resserrement prévues dans le budget, pour l'essentiel des coupes dans les dépenses, représentent un total ambitieux de 2 % du PIB, et elles ne seront que partiellement compensées par des mesures expansionnistes représentant ½ pour cent du PIB, alors même que 2006 était une année électorale. Le recours à des mesures exceptionnelles continue de reculer. Les prévisions de l'OCDE partent du principe que seulement les trois quarts environ des mesures d'économie annoncées seront mises en œuvre, compte tenu de dérapages réguliers par le passé et des retards qui se manifestent déjà pour certaines procédures nécessaires. Dans ces conditions, en 2006 le ratio du déficit des administrations publiques au PIB se stabilisera simplement autour du niveau de l'an dernier. En 2007, un redressement des dépenses primaires sera largement compensé par une amélioration du recouvrement de l'impôt, les mesures structurelles établies par le budget courant produisant leurs effets, même si le service de la

© OCDE 2006

dette publique devrait s'accroître de 0.3 % du PIB. Sans autres mesures, on peut s'attendre à ce que le déficit et la dette continuent d'augmenter.

Croissance prévue autour du potentiel

La croissance devrait redescendre au taux potentiel estimé au deuxième semestre 2006 et tout au long de 2007, de sorte que la croissance moyenne annuelle sera nettement plus élevée que la moyenne des quatre dernières années, mais bien inférieure à la moyenne de la zone euro. La contribution de la demande extérieure devrait s'améliorer grâce à une robuste croissance des marchés d'exportation, conjuguée à un ralentissement des pertes de parts de marché, reflétant une dégradation moins rapide de la compétitivité des prix. La consommation privée est soutenue par un rebond des revenus réels dû à la désinflation, encore que le taux d'épargne augmente quelque peu en même temps que le taux d'intérêt réel. L'investissement privé est stimulé comme d'habitude par l'accélération des exportations, même si le resserrement monétaire et l'essoufflement du marché de l'immobilier tempéreront cette dynamique. L'inflation continue de baisser à la faveur de la dissipation des effets des prix du pétrole, d'un écart de production négatif encore important et d'un redressement de la productivité.

Des risques importants

Le nouveau gouvernement a annoncé qu'il avait l'intention de s'attaquer aux réformes urgentes nécessaires, mais les risques politiques semblent particulièrement importants. Il pourrait être difficile d'entreprendre des réformes compte tenu de l'étroitesse des marges parlementaires et du caractère fragmenté de la coalition au pouvoir. Dans ce cas, il pourrait y avoir des répercussions négatives sur la confiance des marchés, les finances publiques et la croissance. L'inflation pourrait encore remonter plus que prévu, même si la croissance se stabilise, compte tenu des tensions persistantes sur les marchés du travail et des effets latents de la hausse des prix du pétrole.

Royaume-Uni

Après le ralentissement observé au premier semestre 2005, les signes d'un redressement de l'activité sont en train d'apparaître, et un raffermissement de la consommation et de l'investissement privés devrait porter la croissance du PIB aux alentours de 2½ pour cent en 2006 et de 3 % en 2007. L'inflation globale devrait s'accélérer légèrement à court terme, suite à la flambée récente des prix intérieurs du gaz ; après quoi, elle reviendrait au-dessous de l'objectif de 2 %, convergeant avec le taux de l'inflation tendancielle.

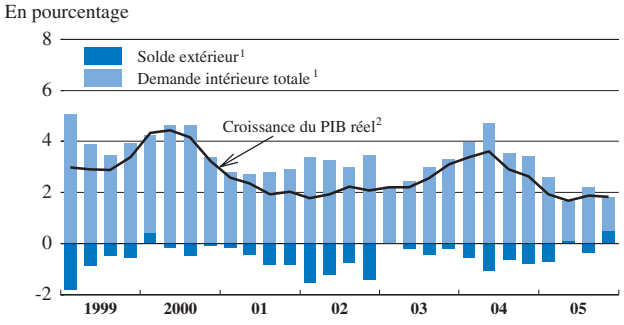
Étant donné la remontée récente des anticipations d'inflation et le risque d'une répercussion de la hausse des prix de l'énergie sur l'inflation sous-jacente, les prévisions de l'OCDE présument que les taux d'intérêt directeurs restent inchangés. Le déficit des administrations publiques dépasse 3 % du PIB depuis trois années consécutives et ne devrait être réduit que très progressivement au cours de la période considérée ; des mesures visant une réduction plus décisive pourraient donc être requises. La réforme du système de prestations d'invalidité et l'amélioration des compétences de la main-d'œuvre devraient rester prioritaires afin d'augmenter la croissance potentielle.

L'activité actuelle donne à penser que la croissance est régulière

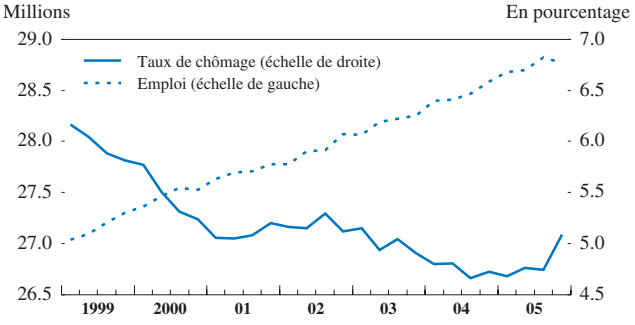
Un ralentissement significatif de la demande intérieure, associé à un apaisement du marché immobilier, a ramené la croissance du PIB à seulement 1.8 % en 2005. Une certaine incertitude subsiste concernant la vigueur du marché du logement, les indicateurs les plus actualisés mais aussi les moins fiables (ceux fournis par les principaux prêteurs hypothécaires) dénotant un nouveau redressement des prix des logements, alors que les mesures officielles, y compris les emprunts immobiliers du secteur des ménages, donnent à penser que le marché manque encore de dynamisme. Selon les données officielles, la hausse des prix des logements en rythme annuel a été, en moyenne, à peine supérieure à la croissance des gains moyens. Des signes de réaccélération de la consommation étaient évidents au second semestre 2005, mais ils ont été suivis d'un tassement des ventes au détail au premier trimestre 2006. En revanche, les données d'enquêtes récentes laissent prévoir une accélération du rythme de l'investissement des entreprises et de la production manufacturière. À la faveur d'un raffermissement des exportations et d'un léger ralentissement des importations, la contribution du solde extérieur à la croissance du PIB est devenue positive au quatrième trimestre 2005.

Royaume-Uni

La demande intérieure a été faible



Le taux de chômage s'est redressé



1. Contribution à la croissance du PIB à prix constants, en pourcentage du PIB de l'année précédente.
2. Pourcentages de variation en glissement annuel.
Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE nº 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/373065837761*

© OCDE 2006

Royaume-Uni : **Emploi, revenu et inflation**

Pourcentages de variation par rapport à la période précédente

	2003	2004	2005	2006	2007
Emploi	1.0	1.0	1.0	0.3	0.8
Taux de chômage[1]	5.0	4.7	4.8	5.3	5.2
Rémunération des salariés	4.9	5.1	5.5	5.1	5.5
Coûts unitaires de main-d'œuvre	2.4	1.9	3.6	2.7	2.5
Revenu disponible des ménages	4.8	3.4	4.1	4.6	5.2
Déflateur du PIB	2.9	2.1	2.0	2.1	1.6
Indice des prix à la consommation harmonisé[2]	1.4	1.3	2.0	2.2	1.7
IPCH sous-jacent[3]	1.2	1.0	1.4	1.7	1.7
Déflateur de la consommation privée	2.0	1.4	2.0	2.2	2.1

1. En pourcentage de la population active.
2. Connu sous le nom de CPI au Royaume-Uni.
3. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

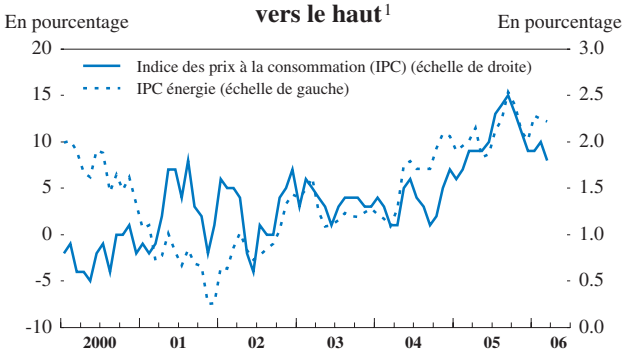
StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/811124156662*

Mais les anticipations d'inflation se sont accrues

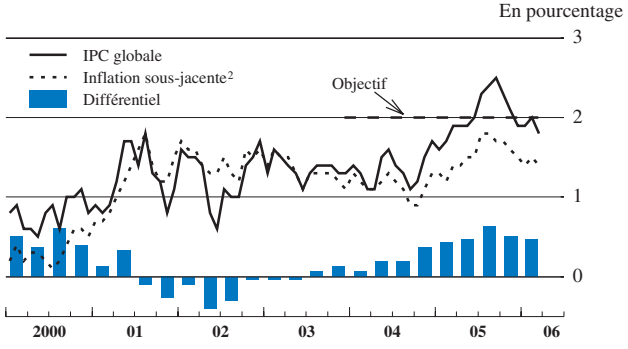
La hausse de l'indice des prix à la consommation en mars a été juste inférieure au niveau fixé comme objectif de 2 %, alors que l'inflation sous-jacente est restée proche de 1½ pour cent. La majeure partie de l'écart entre les deux mesures s'explique par l'augmentation des prix de l'énergie, et le fort relèvement récent des tarifs intérieurs du gaz creusera encore vraisemblablement cet écart à court terme. L'inquiétude grandissante suscitée dans l'opinion par la flambée des prix de l'énergie pourrait expliquer la progression récente des anticipations d'inflation du grand public, qui sont passées de 2.2 % en novembre à 2.6 % en février, faisant craindre la possibilité d'une répercussion sur la hausse des salaires nominaux. Jusqu'ici, toutefois, la croissance des gains moyens est restée modérée, en réponse au ralentissement récent de la progression de l'emploi et à l'augmentation des ressources inutilisées sur le marché du travail ; le taux de chômage est passé à 5.1 % au quatrième

Royaume-Uni

Le prix de l'énergie a tiré l'inflation globale vers le haut[1]



L'inflation sous-jacente reste bien inférieure[1]



1. Pourcentage de variation en glissement annuel.
2. IPC hors aliments non transformés et énergie.

Source : National Statistics.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/421335284507*

Royaume-Uni : **Indicateurs financiers**

	2003	2004	2005	2006	2007
Taux d'épargne des ménages[1]	5.4	4.3	5.0	5.4	5.9
Solde financier des administrations publiques[2]	-3.3	-3.3	-3.2	-3.4	-3.2
Balance des opérations courantes[2]	-1.4	-2.0	-2.6	-2.4	-2.9
Taux d'intérêt à court terme[3]	3.7	4.6	4.7	4.5	4.6
Taux d'intérêt à long terme[4]	4.5	4.9	4.4	4.5	4.8

1. En pourcentage du revenu disponible.
2. En pourcentage du PIB.
3. Taux interbancaire à 3 mois.
4. Obligations d'État à 10 ans.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/811124156662*

trimestre 2005, contre 4.7 % une année auparavant. L'immigration nette en provenance des nouveaux pays de l'Union européenne a contribué à freiner les pressions à la hausse sur les coûts de main-d'œuvre.

Les déficits budgétaires resteront probablement élevés

Ces dernières années, la politique budgétaire est devenue légèrement restrictive après avoir été sensiblement expansionniste. Néanmoins, le déficit des administrations publiques, dans l'optique de Maastricht, continue de dépasser 3 % du PIB, et l'OCDE ne s'attend qu'à une réduction très progressive du déficit corrigé des variations conjoncturelles, de sorte que des mesures supplémentaires devront être prises sur le plan des recettes ou des dépenses pour le réduire plus rapidement. Les prévisions budgétaires officielles tablent en revanche sur une diminution plus rapide du déficit, grâce à une progression des recettes au titre de l'impôt sur les sociétés plus soutenue que ne le prévoit l'OCDE. Les pouvoirs publics estiment eux aussi que le

Royaume-Uni : **Demande et production**

	2002	2003	2004	2005	2006	2007
	Prix courants milliards de £	Pourcentages de variation, en volume (prix de 2002)				
Consommation privée	693.4	2.6	3.5	1.7	2.1	2.4
Consommation publique	211.0	4.5	3.1	2.9	2.5	2.1
Formation brute de capital fixe	172.6	0.0	5.1	3.2	3.1	5.2
Secteur public[1]	15.5	15.9	13.1	14.2	7.8	7.3
Secteur privé : résidentiel	46.9	-0.1	6.2	1.5	1.6	3.1
Secteur privé : autres	110.2	-2.2	3.3	2.0	2.9	5.7
Demande intérieure finale	1 076.9	2.5	3.7	2.2	2.4	2.8
Variation des stocks[2]	3.1	0.1	0.1	-0.3	0.0	0.0
Demande intérieure totale	1 080.0	2.7	3.8	1.9	2.4	2.8
Exportations de biens et services	274.9	1.2	4.6	5.6	7.3	7.8
Importations de biens et services	306.5	1.8	6.7	5.3	6.7	6.9
Exportations nettes[2]	- 31.6	-0.2	-0.8	-0.1	-0.1	0.0
PIB aux prix du marché	1 048.5	2.5	3.1	1.8	2.4	2.9

1. Y compris les entreprises publiques et nationalisées.
2. Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif dans la première colonne.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/811124156662*

© OCDE 2006

Royaume-Uni : **Indicateurs extérieurs**

	2003	2004	2005	2006	2007
			Milliards de $		
Exportations de biens et services	461.2	538.7	574.3	635	704
Importations de biens et services	512.0	610.2	659.5	729	814
Balance commerciale	- 50.8	- 71.6	- 85.1	- 94	- 110
Solde des invisibles	24.6	28.4	27.7	38	39
Balance des opérations courantes	- 26.3	- 43.1	- 57.4	- 56	- 71
			Pourcentages de variation		
Exportations de biens et services en volume	1.2	4.6	5.6	7.3	7.8
Importations de biens et services en volume	1.8	6.7	5.3	6.7	6.9
Résultats à l'exportation[1]	- 3.1	- 4.5	- 1.4	- 1.5	- 0.7
Termes de l'échange	1.1	0.0	- 1.7	- 0.5	- 1.5

1. Ratio du volume des exportations sur le marché correspondant pour le total des biens et services.
Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/811124156662*

déficit budgétaire actuel corrigé des variations conjoncturelles est moins important que celui calculé par l'OCDE en raison d'un écart de production estimé plus important. Le respect ou non par le gouvernement de la règle d'or des finances publiques dépend dans une large mesure des estimations de l'écart de production ainsi que de la datation du cycle d'activité, qui sont toutes deux incertaines et sujettes à des révisions des données. À moyen et à long terme, les pressions exercées sur les dépenses par le vieillissement de la population font sans doute ressortir la nécessité d'un nouvel assainissement conjugué à des réformes structurelles du système de pensions/prestations.

Et la politique monétaire devrait rester neutre…

La Banque d'Angleterre a maintenu le taux des prises en pension à 4½ pour cent depuis qu'elle l'a diminué de 25 points de base en août 2005. Étant donné que les conditions monétaires sont à l'heure actuelle probablement proches de la neutralité pour ce qui est de la demande intérieure et que l'écart de production n'est que faiblement négatif, la Banque d'Angleterre peut se permettre de maintenir les taux d'intérêt inchangés tout en attendant de voir si l'inflation sous-jacente reste sur sa récente trajectoire modérée, ou si elle s'accélère sous l'effet d'une hausse plus forte des salaires et de la répercussion de la hausse des prix de l'énergie. Les prix à l'importation des produits non pétroliers ont aussi contribué positivement à l'inflation ces derniers temps, et il est difficile de savoir dans quelle mesure cette tendance perdurera.

… pour laisser la reprise se poursuivre

L'activité toujours modérée sur le marché du logement devrait stimuler dans une certaine mesure la croissance de la consommation privée et l'investissement des entreprises, réduisant progressivement la capacité excédentaire. Par rapport aux périodes passées, toutefois, le cycle d'investissement des entreprises devrait être relativement modéré, malgré des bénéfices confortables, en raison des incertitudes entourant les prix de l'énergie et de l'augmentation des cotisations patronales aux régimes de retraite capitalisés. La forte croissance prévue des investissements publics est compatible avec les plans de dépenses de l'État. La contribution du solde extérieur devrait rester négligeable, mais le redressement de la demande intérieure devrait soutenir un renforcement de la croissance du PIB, qui devrait s'établir à 2½ pour cent environ en 2006 et à 3 % en 2007. Si la capacité excédentaire est appelée à diminuer à terme, un léger excédent persistera tout au long de la période considérée et seule une croissance modérée de l'emploi est prévue, tandis que le taux

de chômage va sans doute augmenter encore un peu plus avant de commencer à décroître en 2007. La hausse des prix à la consommation devrait passer de 2 % en février aux alentours de 2¼ à 2½ pour cent à court terme, avant de se ralentir à nouveau par la suite.

Les risques sont équilibrés pour la croissance mais orientés à la baisse pour l'inflation

Les incertitudes entourant la vigueur du marché du logement et le cycle d'investissement des entreprises dénotent un profil de risques assez équilibré en ce qui concerne la croissance du PIB. S'agissant des prévisions d'inflation, toutefois, plusieurs risques négatifs pourraient faire en sorte que l'inflation descende plus rapidement au-dessous de l'objectif. Premièrement, la hausse des prix à l'importation pourrait reculer plus vite que prévu. Deuxièmement, l'immigration nette pourrait rester à son haut niveau actuel, gonflant la population active et atténuant encore les pressions d'inflation. Enfin, il se peut que la répercussion des prix de l'énergie sur les pressions des salaires ne se concrétise pas.

© OCDE 2006

Canada

L'activité économique s'est ralentie à la fin de l'an dernier mais elle a rebondi depuis lors et son niveau est encore proche de la pleine capacité. Elle devrait progresser à un taux supérieur au potentiel au cours de la période considérée, faisant reculer encore le chômage au-dessous de son taux structurel estimé. L'inflation globale devrait néanmoins ralentir sensiblement au second semestre 2006, grâce à une réduction de la taxe fédérale sur les produits et services, mais l'inflation devrait se rapprocher progressivement l'an prochain de la limite supérieure de la fourchette fixée comme objectif par les autorités monétaires.

Face à l'accentuation des pressions inflationnistes et au dynamisme de la croissance économique, la Banque du Canada devrait maintenir une orientation restrictive. En outre, la prudence budgétaire doit rester de mise à tous les niveaux de l'administration et le gouvernement fédéral devrait s'employer à réduire la charge de la dette avant que les pressions liées au vieillissement ne s'accumulent.

L'activité économique s'est momentanément tassée…

Le fléchissement de la formation de stocks a conduit à une décélération de l'activité à la fin de l'an dernier, mais la demande intérieure finale est restée dynamique. Le déstockage s'est traduit par le troisième trimestre consécutif de baisse du rapport stocks/ventes dans les secteurs non agricoles, qui est resté inférieur à sa moyenne historique. Parallèlement, l'investissement dans le logement a reculé, enregistrant son plus faible taux de croissance, mesuré en glissement, depuis 1999. En outre, depuis le début de 2006, les exportations en volume semblent avoir baissé sous l'effet de l'appréciation rapide du dollar canadien. En revanche, la forte hausse des prix de l'énergie s'est traduite par un surcroît de revenus du fait de l'amélioration sensible des termes de l'échange, alors que les paiements d'intérêts sur la dette extérieure ont diminué. Dans ces conditions, l'excédent déjà élevé de la balance courante a enregistré une progression tendancielle tout au long de l'année 2005.

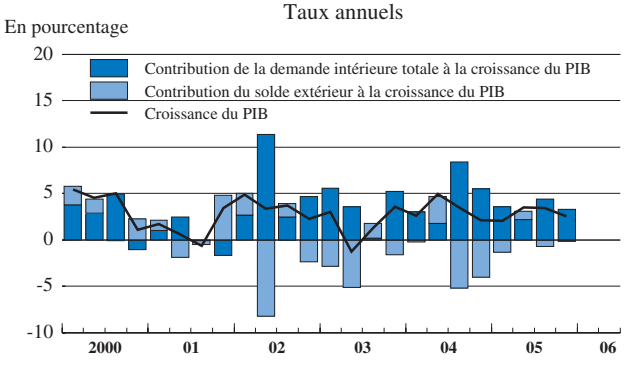
… mais la situation reste fondamentalement saine

La bonne tenue des bénéfices des entreprises, associée à la faiblesse des prix à l'importation et à une utilisation des capacités encore forte, a soutenu une croissance dynamique de l'investissement non résidentiel, avec une expansion rapide des importations de machines et d'outillage. Le niveau élevé des prix des produits de base a aussi favorisé une expansion robuste des installations nécessaires à une augmentation de la production de pétrole, en particulier dans les sites de sables bitumineux de

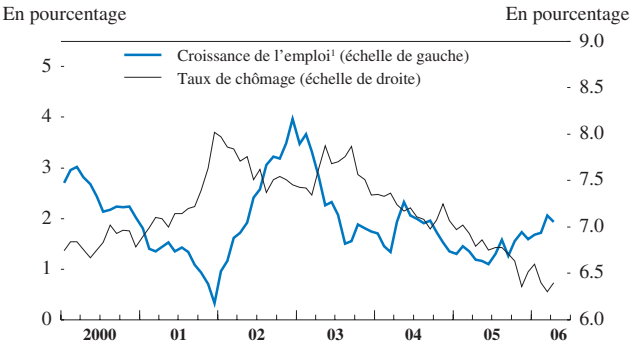
Canada

La demande intérieure continue d'être forte

Taux annuels



La croissance de l'emploi demeure soutenue



1. En glissement annuel.
Source : Statistique Canada ; base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, nº 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/574768846808*

Canada : **Emploi, revenu et inflation**

Pourcentages de variation

	2003	2004	2005	2006	2007
Emploi	2.4	1.8	1.4	1.7	1.6
Taux de chômage[1]	7.6	7.2	6.8	6.4	6.2
Rémunération des salariés	4.2	4.2	5.4	6.1	6.3
Coûts unitaires de main-d'œuvre	2.2	1.3	2.4	3.0	3.0
Revenu disponible des ménages	3.7	3.9	4.0	5.3	5.8
Déflateur du PIB	3.3	3.1	3.1	3.1	1.9
Indice des prix à la consommation	2.8	1.8	2.2	2.0	2.3
IPC sous-jacent[2]	2.2	1.6	1.6	1.8	2.3
Déflateur de la consommation privée	1.6	1.4	1.6	1.2	1.6

1. En pourcentage de la population active.
2. Indice des prix à la consommation excluant les huit composantes les plus volatiles.

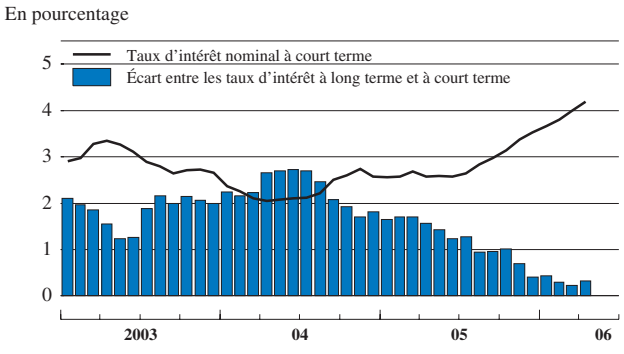
Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787//744401262152*

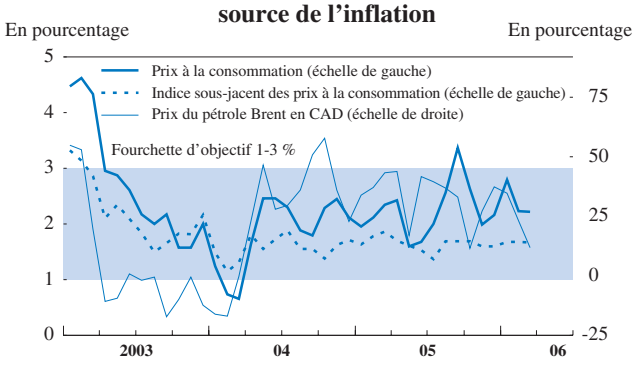
l'Alberta. L'accroissement sensible de la demande de main-d'œuvre et des transferts sociaux a soutenu la consommation privée, compensant dans une certaine mesure l'incidence de la hausse des taux d'intérêt. Les dépenses des ménages ont aussi été stimulées par l'augmentation de leur patrimoine net, du fait de la progression des prix de l'immobilier. Dans l'optique des comptes nationaux, le taux d'épargne des ménages se situe encore à un niveau extrêmement bas en dépit d'une légère progression. Les marchés du travail se sont aussi bien comportés. L'emploi a continué de progresser et le taux de chômage est resté proche de son plus faible niveau depuis trois décennies. Les migrations internes se sont accrues, les travailleurs répondant aux variations de la demande de main-d'œuvre au niveau régional. La croissance de la productivité horaire de la main-d'œuvre dans l'ensemble de l'économie s'est redressée à partir d'un niveau relativement bas. La productivité s'est sensiblement accrue dans le secteur manufacturier, ce qui donne à penser que la restructuration de ce dernier a bien avancé suite à l'appréciation de la monnaie.

Canada

La courbe des taux s'est aplanie



Les prix de l'énergie ont été la principale source de l'inflation



Source : Statistique Canada ; Banque du Canada.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/828788315277*

© OCDE 2006

Canada : **Indicateurs financiers**

	2003	2004	2005	2006	2007
Taux d'épargne des ménages[1]	2.4	1.4	-0.2	0.5	1.0
Solde financier des administrations publiques[2]	0.0	0.7	1.7	2.2	1.8
Balance des opérations courantes[2]	1.5	2.2	2.2	3.3	3.3
Taux d'intérêt à court terme[3]	3.0	2.3	2.8	4.1	4.7
Taux d'intérêt à long terme[4]	4.8	4.6	4.1	4.5	4.6

1. En pourcentage du revenu disponible.
2. En pourcentage du PIB.
3. Taux sur les dépots à 3 mois.
4. Obligations d'État à 10 ans.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787//744401262152*

Les pressions d'inflation s'accentuent

L'inflation sous-jacente et l'inflation globale sont restées dans les limites de la fourchette retenue comme objectif par les autorités monétaires, car l'appréciation du dollar canadien a jusqu'ici compensé l'effet de la vive progression des prix de l'énergie. Bien que les accords salariaux et les gains horaires moyens aient été jusqu'ici compatibles avec une situation de faible inflation, les pressions ont été particulièrement marquées sur certains marchés régionaux. Par ailleurs, les coûts unitaires de main-d'œuvre se sont régulièrement accélérés, car la productivité n'a pas progressé au même rythme que les salaires. Les anticipations d'inflation résultant de ces évolutions donnent à penser que les taux d'inflation futurs se situeront dans la partie supérieure de la fourchette fixée comme objectif par les autorités monétaires.

Canada : **Demande et production**

	2002	2003	2004	2005	2006	2007
	Prix courants milliards de CAD	Pourcentages de variation, en volume (prix de 1997)				
Consommation privée	656.3	3.1	3.4	4.0	3.3	3.6
Consommation publique	223.9	2.9	2.7	2.8	3.5	2.9
Formation brute de capital fixe	225.6	5.9	6.6	6.6	6.1	3.7
Secteur public[1]	29.4	4.6	5.0	4.2	5.2	2.8
Secteur privé : résidentiel	66.0	6.2	8.3	3.3	1.0	-0.5
Secteur privé : autres	130.1	6.1	6.1	9.1	9.3	6.2
Demande intérieure finale	1 105.8	3.6	3.9	4.3	3.9	3.5
Variation des stocks[2]	- 2.0	0.9	0.0	0.2	0.1	0.0
Demande intérieure totale	1 103.8	4.6	3.9	4.5	4.0	3.4
Exportations de biens et services	478.1	-2.1	5.0	2.3	2.9	4.3
Importations de biens et services	427.7	4.1	8.1	7.0	5.3	5.0
Exportations nettes[2]	50.4	-2.4	-0.9	-1.5	-0.7	0.0
PIB aux prix du marché	1 154.2	2.0	2.9	2.9	3.1	3.3

Note : Les comptes nationaux étant basés sur des indices chaîne officiels, il existe donc un écart statistique dans l'identité comptable entre le PIB et les composantes de la demande réelle. Voir *Perspectives économiques de l'OCDE:* Sources et méthodes, *(http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods).*

1. À l'exclusion des entreprises publiques et nationalisées.
2. Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif dans la première colonne.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787//744401262152*

Canada : **Indicateurs extérieurs**

	2003	2004	2005	2006	2007
			Milliards de $		
Exportations de biens et services	329.8	379.1	428.3	482	511
Importations de biens et services	296.3	337.5	383.2	420	447
Balance commerciale	33.5	41.6	45.0	62	64
Solde des invisibles	- 20.2	- 19.6	- 19.8	- 19	- 18
Balance des opérations courantes	13.2	22.0	25.2	43	46
			Pourcentages de variation		
Exportations de biens et services en volume	- 2.1	5.0	2.3	2.9	4.3
Importations de biens et services en volume	4.1	8.1	7.0	5.3	5.0
Résultats à l'exportation[1]	- 6.6	- 5.3	- 4.1	- 4.6	- 2.7
Termes de l'échange	5.9	4.0	3.9	5.2	0.2

1. Ratio du volume des exportations sur le marché correspondant pour le total des biens et services.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787//744401262152*

La Banque du Canada continue de relever son taux directeur…

La Banque du Canada a maintenu l'orientation restrictive qu'elle a adoptée depuis septembre 2005, faisant graduellement passer son taux directeur à 4 %. Face à l'apparition d'un excédent de la demande et à l'accentuation des pressions d'inflation, toute stimulation monétaire résiduelle devra être supprimée. Mais cela ne suffira probablement pas. Les taux d'intérêt nominaux à court terme devraient s'accroître progressivement et dépasser leur niveau d'équilibre en 2007. Les taux à long terme pourraient augmenter en conséquence, mais modérément, car des facteurs internationaux devraient continuer d'exercer une pression à la baisse sur les rendements obligataires. L'écart de taux d'intérêt à long terme avec les États-Unis devrait rester négatif sur la période considérée, reflétant la bonne situation budgétaire et extérieure du Canada.

… mais la politique budgétaire exerce un léger effet de stimulation supplémentaire

Dans son budget pour 2006, le gouvernement fédéral a annoncé une réduction de la taxe fédérale sur les produits et les services de 7 à 6 %, à compter de juillet 2006, ainsi qu'une nouvelle prestation universelle de garde d'enfants de 1 200 dollars par an à chaque famille ayant des enfants de moins de six ans. En outre, les impôts sur le revenu des personnes physiques et sur les sociétés seront réduits et de nouveaux crédits seront alloués à la défense, à la sécurité et à l'agriculture. Au niveau provincial, les dépenses supplémentaires sont ciblées sur la santé, l'éducation et les infrastructures, et certains impôts sur les sociétés ont été réduits. Dans ce contexte, la politique budgétaire devrait rester modérément expansionniste au cours de la période considérée. Avec un excédent budgétaire confortable, en particulier au niveau fédéral, les pressions s'exerçant en faveur d'une augmentation des dépenses publiques se sont accrues. Il importera cependant d'affecter tout excédent budgétaire fédéral imprévu au remboursement de la dette, pour aider l'économie à relever les défis à long terme du vieillissement démographique et de la montée des dépenses de santé.

L'activité devrait progresser à des taux supérieurs au potentiel

L'économie devrait progresser à un rythme soutenu en 2006 et 2007, les exportations bénéficiant du renforcement des marchés extérieurs et la demande intérieure restant forte. La consommation privée sera dopée par la réduction de l'impôt indirect cette année, et la progression de la consommation et de l'investissement privé devrait rester dynamique, grâce en partie aux améliorations passées des termes de l'échange. La réduction de la taxe fédérale sur les produits et les services pourrait entraîner un

© OCDE 2006

recul de la hausse des prix à la consommation, mais une certaine partie de cette réduction sera aussi absorbée par une augmentation des marges bénéficiaires. L'écart de production positif s'accentuant, l'inflation devrait augmenter progressivement pour se rapprocher de la marge supérieure de la fourchette fixée par les autorités monétaires d'ici à 2007, mais la hausse serait toutefois atténuée par l'influence de la hausse progressive des taux d'intérêt. Le taux de chômage devrait continuer à baisser, mais à un rythme plus lent que ces deux dernières années. L'excédent de la balance courante devrait rester globalement stable.

Le principal risque est un ralentissement aux États-Unis

Le principal risque pesant sur les perspectives serait un ralentissement de l'activité chez le principal partenaire commercial, les États-Unis, sous l'effet soit de la hausse des prix de l'énergie, soit d'une correction des déséquilibres mondiaux imposée par le marché. Sur le plan intérieur, une hausse plus rapide du taux d'épargne des ménages, stimulée par l'augmentation des taux d'intérêt, pourrait freiner encore la croissance de la consommation privée.

Australie

Après un second semestre 2005 morose, dû à des résultats à l'exportation en demi-teinte ainsi qu'à l'atonie de l'investissement en logements, l'activité économique se redresse. L'investissement des entreprises demeurant dynamique et les exportations en volume finissant par redémarrer, la croissance de la production devrait probablement s'accélérer pour s'établir aux alentours de 3 % en 2006 et de 3½ pour cent en 2007.

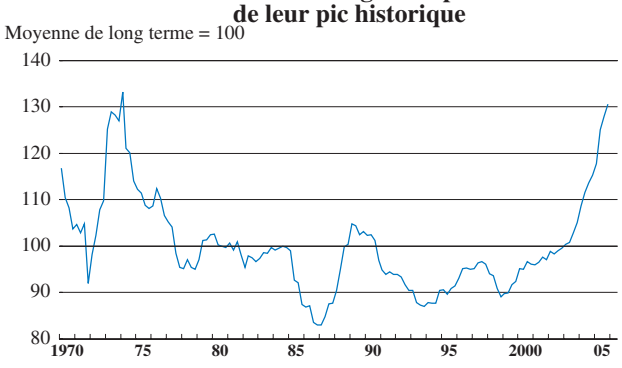
Le récent durcissement de la politique monétaire devrait être suffisant pour contrer l'émergence de tensions inflationnistes. Malgré des rentrées fiscales inespérées liées à l'envolée des prix des produits de base, l'excédent des administrations publiques devrait diminuer légèrement. Les autres recettes exceptionnelles qui pourraient être engrangées d'ici à fin 2007 devraient être affectées au renforcement de l'excédent budgétaire, et non alimenter la demande. S'agissant de l'augmentation du taux d'activité, l'efficacité du programme de retour à l'emploi serait sensiblement améliorée si celui-ci s'appliquait à l'ensemble des bénéficiaires de prestations, et non uniquement aux nouveaux demandeurs.

L'essor du marché mondial des produits de base constitue un élément moteur

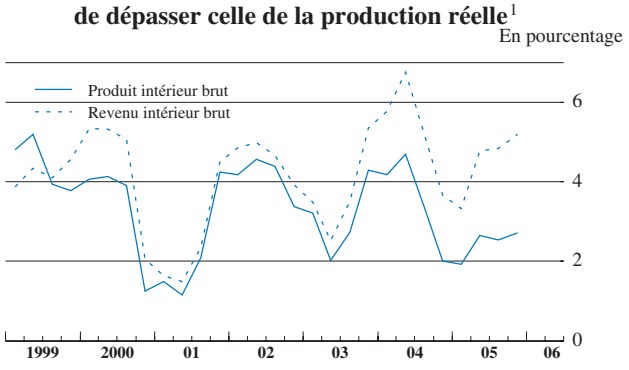
Pour l'heure, le principal moteur de l'activité économique réside dans l'essor du marché mondial des minerais, sur lequel l'Australie est un producteur de premier plan ; les termes de l'échange sont à leur plus haut niveau depuis 32 ans et l'investissement des entreprises, en particulier dans les infrastructures minières et connexes, continue à enregistrer un taux de croissance à deux chiffres. Cette amélioration des termes de l'échange transparaît également dans l'écart considérable qui sépare le taux de croissance du PIB réel et celui du revenu intérieur brut, puisque le premier s'établissait à 2.7 % et le second à 5.2 % en glissement annuel au dernier trimestre 2005. La hausse des cours des produits de base s'est accélérée juste au moment où les dépenses des consommateurs ralentissaient, à la suite de l'accalmie observée sur le marché du logement fin 2003, même si la progression de la consommation se poursuit à un taux annualisé de 2½ à 3 %. Le principal motif de déception réside dans la croissance modeste des exportations en volume, notamment en regard de l'expansion rapide des marchés asiatiques. Néanmoins, certaines enquêtes font apparaître un taux d'utilisation des capacités proche de ses sommets historiques, et le taux de chômage s'est stabilisé aux environs de 5 % depuis la fin de 2004, soit son plus bas niveau depuis le milieu des années 70, qui est proche des estimations du taux de chômage structurel.

Australie

Les termes de l'échange sont proches de leur pic historique



La croissance du revenu réel est en train de dépasser celle de la production réelle[1]



1. Pourcentage de variation en glissement annuel.

Source : ABS(2006), Australian National Accounts: National Income, Expenditure and Product (cat. n° 5206.0) ; OCDE, base de données des Perspectives économiques n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/400515734624*

© OCDE 2006

Australie : **Demande, production et prix**

	2002	2003	2004	2005	2006	2007
	Prix courants, milliards de AUD	Pourcentages de variation, en volume				
Consommation privée	450.1	3.8	5.8	3.1	3.1	2.6
Consommation publique	136.5	3.7	3.7	3.3	3.2	3.2
Formation brute de capital fixe	183.5	8.0	7.8	6.8	8.0	7.1
Demande intérieure finale	770.1	4.8	5.9	4.1	4.3	3.9
Variation des stocks[1]	- 0.4	1.1	-0.5	0.1	-0.2	0.0
Demande intérieure totale	769.8	5.9	5.3	4.2	4.1	3.9
Exportations de biens et services	153.8	-2.3	4.1	2.0	1.7	9.2
Importations de biens et services	162.7	10.4	15.0	8.5	6.3	9.5
Exportations nettes[1]	- 8.9	-2.3	-2.2	-1.4	-1.1	-0.6
Divergence statistique[1]	0.0	-0.3	0.0	-0.3	0.0	0.0
PIB aux prix du marché	760.9	3.3	3.2	2.6	2.9	3.7
Déflateur du PIB	_	3.0	3.5	4.5	4.2	2.8
Pour mémoire						
Indice des prix à la consommation	_	2.8	2.3	2.7	3.0	2.6
Déflateur de la consommation privée	_	1.9	1.3	1.7	2.5	2.5
Taux de chômage	_	6.0	5.6	5.0	4.7	4.7
Taux d'épargne des ménages[2]	_	-3.1	-3.2	-2.6	-1.7	-1.2
Solde des administrations publiques[3]	_	0.8	1.3	1.5	0.9	0.5
Balance des opérations courantes[3]	_	-5.6	-6.3	-5.9	-5.5	-5.3

Note : Les comptes nationaux étant basés sur des indices chaîne officiels, il existe donc un écart statistique dans l'identité comptable entre le PIB et les composantes de la demande réelle. Voir *Perspectives économiques de l'OCDE:* Sources et méthodes, *(http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods).*

1. Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.
2. En pourcentage du revenu disponible.
3. En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/161568088452*

Le récent durcissement de la politique monétaire devrait permettre de juguler l'inflation

Le raffermissement des prix des produits de base ne tire plus vers le haut le taux de change effectif, qui a atteint un point culminant début 2004, en partie parce que les taux d'intérêts pratiqués à l'étranger se rapprochent des taux australiens. En conséquence, les prix des produits importés (hors pétrole) se sont redressés, après une période au cours de laquelle l'appréciation du taux de change les avait tirés vers le bas. La hausse des prix à la consommation a atteint en mars la limite supérieure de la marge de fluctuation de 2 à 3 % retenue comme objectif par la Banque de réserve. Cela tient en partie aux répercussions de la hausse des cours du pétrole, mais les mesures de l'inflation sous-jacente calculées par médiane pondérée et par moyenne tronquée sont également entrées dans la moitié supérieure de cette marge de fluctuation. Ce phénomène, conjugué au dynamisme de l'économie mondiale et à son impact probable sur les dépenses et les revenus réels, ainsi que la reprise de la croissance du crédit aux particuliers ont amené la Banque de réserve à relever son taux directeur à 5.75 % en mai, pour la première fois depuis 14 mois.

L'excédent budgétaire devrait être préservé

Malgré des rentrées fiscales inespérées, liées essentiellement à l'envolée des prix des produits de base, l'excédent des administrations publiques, calculé sur la base des droits constatés pour l'ensemble des niveaux d'administration, devrait refluer de 1.6 % du PIB pour l'exercice fiscal 2004-2005 à 0.5 % du PIB en 2006-2007, renforçant du même coup modestement la demande. Le budget fédéral de mai prévoyait des mesures

destinées à réduire les taux maximums de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et à élargir les tranches d'imposition au bénéfice des personnes à revenu faible ou moyen, à simplifier et rendre plus avantageux le régime fiscal des retraites, et à accroître les dépenses d'infrastructures routières et ferroviaires.

La croissance économique s'accélérera en 2006 et en 2007

La croissance de la production devrait s'accélérer en 2006 et en 2007. De récents indicateurs laissent à penser que la consommation va se raffermir au premier semestre 2006. Néanmoins, la hausse des taux d'intérêt devrait freiner la récente reprise du crédit aux particuliers, et permettre un renforcement progressif du taux d'épargne parallèlement à l'augmentation de la consommation. L'investissement des entreprises sera soutenu par la raréfaction des capacités disponibles dans le secteur des produits de base, ainsi que par la forte rentabilité des entreprises de manière plus générale. Ce surcroît de capacités devrait permettre une augmentation des exportations de produits provenant de ressources naturelles, et, sauf nouvelle appréciation du taux de change, on devrait assister à un redressement des secteurs exportateurs autres que les industries de ressources. Compte tenu de la poursuite de l'amélioration des termes de l'échange en 2006 et du redémarrage des exportations en volume, le déficit des paiements courants pourrait tomber à un peu plus de 5 % du PIB, alors qu'il s'établissait au niveau record de 6¼ pour cent en 2004. Tandis que la montée des cours du pétrole pourrait se traduire par un maintien de l'inflation globale à proximité de la limite supérieure de la fourchette visée jusqu'à la mi-2006, les mesures de l'inflation sous-jacente devraient s'établir plus près du centre de cette fourchette, rendant superflue toute nouvelle hausse des taux.

Les risques sont liés au retournement du marché des produits de base

La principale incertitude concerne le moment où l'évolution des prix des produits de base finira par entrer dans une phase descendante, et l'ampleur que prendra ce retournement. Le dynamisme persistant de la Chine et sa soif apparemment insatiable de matières premières industrielles pourraient se traduire par une phase ascendante plus forte qu'escompté, auquel cas les surplus de recettes budgétaires inespérés engrangés au cours de cette période devraient être affectés au renforcement de l'excédent budgétaire, tandis qu'un nouveau resserrement monétaire pourrait s'avérer nécessaire.

© OCDE 2006

Autriche

La croissance du PIB devrait atteindre 2.5 % en 2006 avant de ralentir légèrement à 2.2 % en 2007, cette expansion étant essentiellement alimentée par le renforcement des exportations. L'accélération de la croissance de l'emploi s'accompagnera d'une augmentation du taux d'activité et d'une poursuite de l'immigration, si bien que le chômage se maintiendra malgré tout à un niveau historiquement élevé.

Le déficit budgétaire se creusera en 2006, l'impact des récentes réformes fiscales et de l'augmentation des dépenses se faisant pleinement sentir. Pour atteindre l'objectif de réduction du déficit prévu pour 2007, les autorités devraient intégralement mettre en œuvre la réforme de l'administration publique envisagée.

Les exportations alimentent la reprise

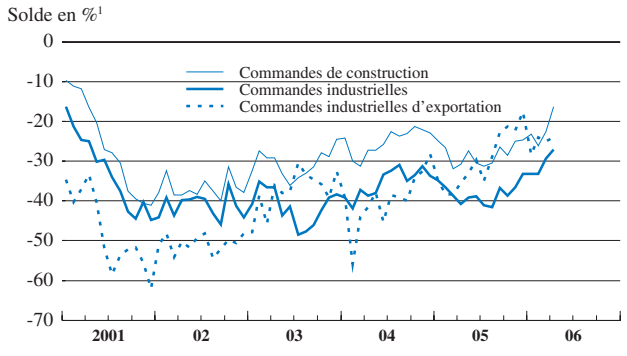
La croissance du PIB s'est établie en moyenne à 2 % en 2005, après avoir accéléré tout au long de cette période pour atteindre 3.2 % au dernier trimestre. La production industrielle s'est redressée et elle ne donnait aucun signe d'essoufflement pendant les premiers mois de 2006. Les exportations constituent le moteur de la reprise, les entreprises bénéficiant de leur position de force traditionnelle sur les marchés en croissance rapide d'Europe centrale et orientale. Les exportations du secteur touristique sont également favorisées par un long hiver marqué par de bonnes conditions d'enneigement, ainsi que par l'année Mozart en 2006. La progression de l'investissement s'est établie à un niveau modéré de 1.7 % en 2005, mais elle s'est accélérée tout au long des derniers trimestres, tandis que la consommation privée est restée relativement faible.

Un renversement de tendance a eu lieu sur le front de l'emploi, mais le chômage reste élevé

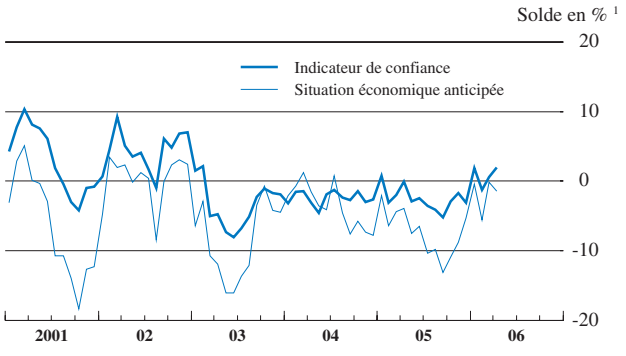
L'emploi a enregistré une progression modeste de 0.3 % en 2005 – la première augmentation nette observée après trois ans de déclin – l'augmentation de l'emploi salarié compensant largement la diminution relative du nombre de travailleurs indépendants. Néanmoins, compte tenu de la poursuite de l'immigration en provenance des nouveaux États membres de l'Union européenne et de la hausse du taux d'activité des travailleurs âgés, l'offre de main-d'œuvre a davantage augmenté que la demande, et le chômage a continué de progresser. Parallèlement, la hausse du nombre d'offres d'emplois s'est poursuivie, laissant à penser qu'il existe un problème d'inadéquation qualitative entre l'offre et la demande de main-d'œuvre. L'indice des prix à la consommation harmonisé s'est hissé à 2.1 % en 2005, essentiellement sous

Autriche

Les commandes ont augmenté



La confiance des consommateurs reste faible



1. Solde de réponses positives et négatives, corrigé des variations saisonnières
Source : OCDE, *Principaux indicateurs économiques.*

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/850030300572*

Autriche : **Demande, production et prix**

	2002	2003	2004	2005	2006	2007
	prix courants milliards d' €	Pourcentages de variation, en volume (prix de 2000)				
Consommation privée	124.9	1.4	1.0	1.4	1.8	1.9
Consommation publique	39.7	1.9	1.0	1.3	1.3	1.3
Formation brute de capital fixe	46.2	2.9	1.9	1.7	2.8	3.6
Demande intérieure finale	210.8	1.8	1.2	1.4	2.0	2.1
Variation des stocks[1]	0.3	-0.4	-0.1	-0.1	0.0	0.0
Demande intérieure totale	211.1	1.8	1.3	1.3	1.7	2.1
Exportations de biens et services	107.3	2.8	8.6	4.1	6.3	6.7
Importations de biens et services	97.5	4.5	6.4	2.8	5.3	6.9
Exportations nettes[1]	9.7	-0.7	1.3	0.8	0.8	0.3
PIB aux prix du marché	220.8	1.2	2.6	2.0	2.5	2.2
Déflateur du PIB	_	1.4	1.9	2.1	1.7	1.8
Pour mémoire						
Indice des prix à la consommation harmonisé	_	1.3	2.0	2.1	1.8	1.7
Déflateur de la consommation privée	_	1.5	1.7	1.9	2.1	1.8
Taux de chômage[2]	_	5.6	5.7	5.9	5.8	5.9
Taux d'épargne des ménages[3]	_	8.6	9.0	9.5	9.9	9.7
Solde des administrations publiques[4]	_	-1.7	-1.2	-1.6	-1.9	-1.5
Balance des opérations courantes[4]	_	-0.2	0.1	1.2	1.9	1.8

Note : Les comptes nationaux étant basés sur des indices chaîne officiels, il existe donc un écart statistique dans l'identité comptable entre le PIB et les composantes de la demande réelle. Voir *Perspectives économiques de l'OCDE:* Sources et méthodes, *(http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods).*

1. Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.
2. Voir données en annexe pour plus de détails.
3. En pourcentage du revenu disponible.
4. En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/656870030011*

l'effet de la montée des cours du pétrole, des loyers des logements et des prix des services. L'inflation s'est ralentie vers la fin de l'année et ne s'est pas répercutée sur la rémunération de la main-d'œuvre ; les nouvelles hausses contractuelles de salaires pour 2006, telles qu'elles ont été approuvées à l'automne 2005, sont restées en deçà des gains de productivité escomptés.

Expansionniste en 2006, la politique budgétaire va prendre une orientation restrictive en 2007

La stratégie budgétaire à moyen terme consiste à réduire la charge fiscale globale à moins de 40 % du PIB d'ici 2008, à redéployer les dépenses vers des domaines soutenant la croissance, tels que la recherche-développement (R-D), l'enseignement et les politiques actives du marché du travail, tout en équilibrant le budget sur l'ensemble du cycle économique. Le calendrier des mesures adoptées en vue de réaliser ces multiples objectifs laisse à penser que le déficit structurel augmentera en 2006 (de l'ordre de 0.3 point de PIB), avant de diminuer dans des proportions similaires en 2007. Le déficit budgétaire effectif devrait se hisser à 1.9 % du PIB en 2006, puis (à supposer que la réforme administrative annoncée soit intégralement mise en œuvre) revenir à 1.5 % en 2007. Les progrès accomplis vers l'objectif d'un budget équilibré sur l'ensemble du cycle économique sont donc assez lents.

La consommation privée reste atone

L'accélération de la croissance des exportations devrait stimuler davantage l'investissement dans les secteurs exportateurs. La consommation restera cependant faible et le taux d'épargne des ménages devrait demeurer élevé. La prudence des

© OCDE 2006

ménages tient essentiellement à la morosité du marché du travail et, peut-être, au besoin qu'ils ressentent de continuer à épargner davantage en vue de leur retraite. Parallèlement, la demande privée de logements montre les premiers signes de renforcement après plusieurs années de ralentissement.

La croissance va s'accélérer mais le chômage restera élevé

La croissance du PIB devrait se hisser à 2.5 % en 2006 et – compte tenu de la disparition de facteurs temporaires – diminuer légèrement en 2007. Malgré de nouveaux progrès sur le front de l'emploi, le chômage devrait rester élevé au cours de la période considérée, la croissance de l'offre de main-d'œuvre étant forte. L'inflation devrait refluer à 1.8 % cette année, puis à 1.7 % en 2007. Il existe des risques de divergence à la baisse par rapport aux prévisions, liés aux incertitudes concernant le rythme de la reprise en Europe et l'évolution du prix du pétrole. Inversement, un redressement plus rapide de la confiance des consommateurs raffermirait la demande intérieure et stimulerait la croissance.

Belgique

Le ralentissement de l'économie a pris fin au milieu de l'année 2005 et l'activité semble sur le point de s'accélérer en 2006, stimulée par la croissance des marchés d'exportation. En outre, les dépenses de consommation bénéficieront des réductions d'impôts adoptées et de l'amélioration de la situation du marché du travail. La croissance du PIB réel dépassera son niveau potentiel (proche de 2 %), mais l'écart de production sera encore négatif à la fin de l'année 2007. En conséquence, l'inflation sous-jacente devrait rester modérée, tandis que l'inflation globale refluera sur fond de stabilisation des prix de l'énergie.

Il est nécessaire de poursuivre l'assainissement budgétaire en limitant les dépenses pour ramener les finances publiques sur une trajectoire viable, et pour continuer à alléger la dette publique. Les autorités peuvent réduire l'ampleur de l'assainissement requis en appliquant des politiques du marché du travail de nature à stimuler la création de postes et à renforcer les taux d'emploi, qui sont faibles en termes de comparaison internationale, en particulier pour les travailleurs âgés et les jeunes générations.

L'économie se redresse grâce à la vigueur des exportations

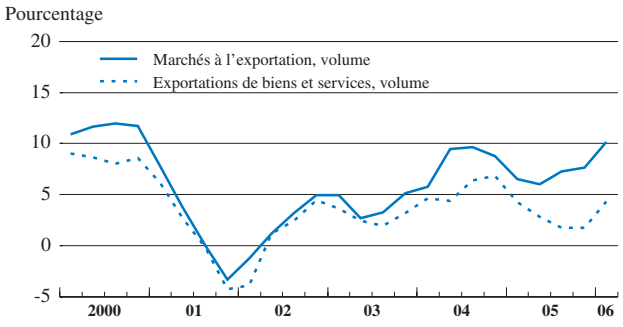
Le rebond de l'économie s'est amorcé à la mi-2005 et est alimenté par la progression des exportations, qui tirent parti de la reprise du commerce mondial. La consommation privée repart également à la hausse tandis que les revenus disponibles réels sont tirés vers le haut par l'augmentation de l'emploi et le recul de l'inflation. L'investissement du secteur des entreprises reste dynamique grâce à la montée du taux d'utilisation des capacités et aux conditions financières favorables. Le redressement de la confiance des chefs d'entreprises et des consommateurs indique que la reprise se généralise. Qui plus est, les investissements d'infrastructure bénéficient d'un coup de pouce temporaire à l'approche des élections communales de l'automne. Le taux de chômage standardisé a reflué début 2006 à 8 % environ, après avoir fluctué aux alentours de 8½ pour cent au cours de l'année précédente.

La compétitivité-coûts se dégrade

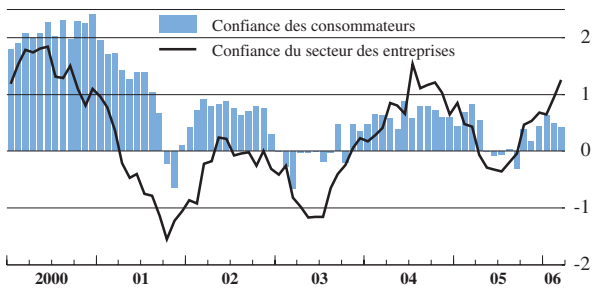
Les salaires horaires ont augmenté de 2¼ pour cent en 2005, en partie du fait de leur indexation. La norme salariale convenue par les partenaires sociaux, qui fixe à 4½ pour cent sur deux ans la croissance des salaires horaires, implique donc que leur hausse sera similaire en 2006. Cette norme est fondée sur l'évolution anticipée des salaires chez les principaux partenaires commerciaux de la Belgique. Néanmoins, sa compétitivité-coûts s'est dégradée ces dernières années, la progression des salaires dans ces pays s'étant finalement révélée plus limitée que prévu. Malgré la forte

Belgique

Les marchés à l'exportation se redressent[1]



La confiance s'améliore[2]



1. Taux de variation en glissement annuel.
2. Les données sont en unité d'écart type par rapport à la moyenne de la période.
Source : OCDE, base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, nº 79, et OCDE, Principaux indicateurs économiques.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/452734625015*

© OCDE 2006

Belgique : **Demande, production et prix**

	2002	2003	2004	2005	2006	2007
	prix courants milliards d' €	Pourcentages de variation, en volume (prix de 2000)				
Consommation privée	143.3	1.0	1.3	1.3	1.9	2.0
Consommation publique	60.2	2.6	1.9	1.9	2.2	2.3
Formation brute de capital fixe	51.4	-0.6	4.4	8.4	1.1	4.2
Demande intérieure finale	254.9	1.0	2.1	2.9	1.8	2.5
Variation des stocks[1]	0.0	-0.1	0.7	-0.3	0.2	0.0
Demande intérieure totale	254.9	0.9	2.8	2.5	2.0	2.5
Exportations de biens et services	221.1	2.8	5.6	2.6	5.4	5.8
Importations de biens et services	208.4	2.9	6.3	3.8	5.0	6.1
Exportations nettes[1]	12.7	0.0	-0.3	-0.9	0.6	0.0
PIB aux prix du marché	267.6	0.9	2.4	1.5	2.5	2.4
Déflateur du PIB	_	1.7	2.3	2.2	1.7	1.8
Pour mémoire						
Indice des prix à la consommation harmonisé	_	1.5	1.9	2.5	2.2	1.9
Déflateur de la consommation privée	_	1.6	2.5	2.8	2.2	1.9
Taux de chômage	_	8.2	8.4	8.4	8.0	7.7
Taux d'épargne des ménages[2]	_	12.4	11.0	11.2	11.4	11.5
Solde des administrations publiques[3]	_	0.0	-0.1	-0.1	-0.4	-1.0
Balance des opérations courantes[3]	_	4.3	3.4	1.7	1.4	1.3

Note: Corrigé des jours ouvrables.
1. Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.
2. En pourcentage du revenu disponible.
3. En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/357507177147*

hausse persistante des prix de l'énergie, l'inflation globale a reflué à 2 % au printemps sur fond de réduction de l'inflation sous-jacente.

Une limitation des dépenses publiques s'impose

Une maîtrise stricte des dépenses devrait permettre au budget des administrations publiques de rester proche de l'équilibre en 2006, malgré l'envolée des investissements d'infrastructure des collectivités locales et les nouvelles réductions des impôts sur le revenu des personnes physiques et des cotisations sociales, représentant environ ½ point de PIB. Le gouvernement vise un excédent budgétaire modeste en 2007. La réalisation de cet objectif sera facilitée par la diminution des charges d'intérêts au titre de la dette publique, mais entravée par l'absence d'éléments non récurrents et par un certain assouplissement des normes budgétaires aux niveaux inférieurs d'administration. De nouvelles mesures permettant de maintenir le cap de la limitation des dépenses s'imposent donc pour que l'objectif budgétaire soit atteint et que la tendance à la baisse de la dette publique perdure.

La demande intérieure devrait devenir le principal moteur de l'activité

La croissance économique devrait se renforcer encore en 2006, essentiellement grâce à la poursuite de l'amélioration de l'environnement extérieur. En 2007, la consommation privée devrait être suffisamment montée en puissance pour soutenir la reprise, grâce à la progression des revenus disponibles réels. L'investissement des entreprises devrait également s'accélérer du fait de la vigueur de l'activité économique. La hausse globale des prix à la consommation devrait retomber au niveau de l'inflation sous-jacente, qui s'établit aux alentours 1¾ pour cent, compte tenu de la dissipation des effets du renchérissement de l'énergie. Les principaux risques qui pèsent sur ces prévisions sont liés à l'environnement extérieur, tant en ce qui concerne le dynamisme des marchés d'exportation que la compétitivité.

Corée

La poursuite du redressement de la demande intérieure, grâce à la consommation privée, devrait hisser le taux de croissance de l'économie aux alentours de 5 % en 2006-2007. La croissance des exportations redémarre également, tirée par les ventes à la Chine, malgré l'appréciation sensible du won au cours des 18 derniers mois. Ce renforcement de la monnaie coréenne contribuera à maintenir l'inflation dans la fourchette retenue comme objectif à moyen terme par la banque centrale.

La politique monétaire devrait être centrée sur cet objectif d'inflation à moyen terme, et les autorités devraient remédier aux problèmes de hausse des prix des logements dans certaines régions en prenant des mesures fiscales ainsi que des initiatives destinées à renforcer l'offre. Compte tenu de l'accélération de la croissance de la demande intérieure, la politique budgétaire devrait être axée sur l'objectif à moyen terme d'un budget équilibré d'ici à 2009. Une réforme de la réglementation, visant notamment à renforcer la flexibilité du marché du travail, s'impose pour améliorer les conditions d'investissement des entreprises.

Le redressement de la demande intérieure repose sur la consommation privée

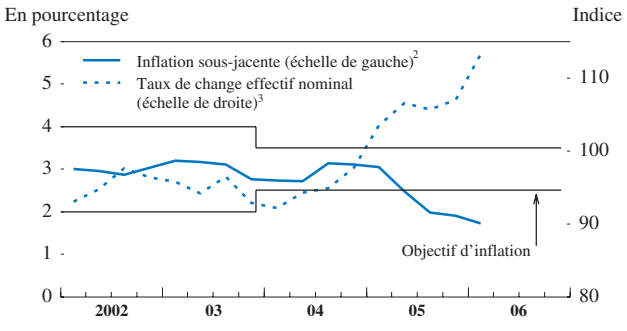
La consommation privée a augmenté en 2005 pour la première fois depuis l'éclatement de la bulle du crédit aux particuliers en 2002, indiquant que les effets négatifs des problèmes d'endettement des ménages sont en train de se dissiper. De fait, le montant total des crédits aux particuliers a augmenté de 10 % en 2005, contribuant à une progression des dépenses de consommation plus rapide que celle des revenus. La hausse des salaires a été limitée par le recul des bénéfices des entreprises, qui a également ralenti le redémarrage de l'investissement productif malgré l'accélération de la croissance des exportations depuis la mi-2005. Les bénéfices des entreprises ont pâti de la dégradation des termes de l'échange imputable au renchérissement de l'énergie et à la baisse des prix des semi-conducteurs, ainsi que de l'appréciation du won. Au premier trimestre 2006, son taux de change pondéré en fonction des échanges commerciaux avait augmenté de 17 % par rapport au dernier trimestre 2004, contribuant à ramener l'inflation sous-jacente en dessous de 2 % (en glissement annuel) depuis la mi-2005.

Les conditions monétaires se sont considérablement durcies

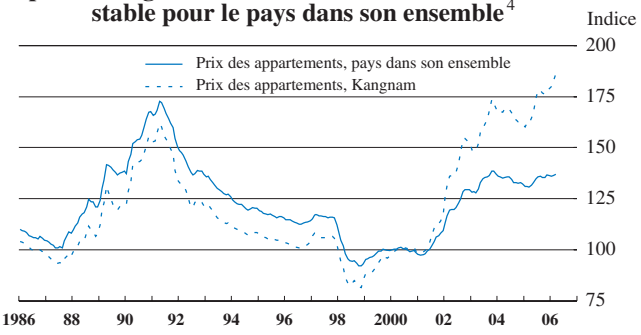
Bien que l'inflation soit en deçà de la fourchette de 2.5 à 3.5 % retenue comme objectif à moyen terme, la Banque de Corée a relevé son taux directeur à court terme à trois reprises, de 3¼ à 4 %, entre octobre 2005 et février 2006. L'appréciation du

Corée

L'inflation est tombée en dessous des objectifs [1]



Le prix des logements en termes réels reste relativement stable pour le pays dans son ensemble [4]



1. En 2004, la Banque de Corée a remplacé l'objectif par une fourchette à moyen terme de 2.5 à 3.5.
2. Pourcentage de variation en glissement annuel.
3. Calculés vis-à-vis de 41 partenaires commerciaux, 2000 = 100.
4. 2000 = 100. Déflatés par le CPI.

Source : Banque de Corée ; Banque Kookmin ; base de données des Perspectives économiques de l'OCDE.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/284840316863*

© OCDE 2006

Corée : **Demande, production et prix**

	2002	2003	2004	2005	2006	2007
	Prix courants mille milliards de KRW	Pourcentages de variation, en volume (prix de 2000)				
Consommation privée	381.1	-1.2	-0.3	3.2	4.2	4.3
Consommation publique	88.5	3.8	3.7	4.3	4.9	4.0
Formation brute de capital fixe	199.0	4.0	2.1	2.3	3.3	3.8
Demande intérieure finale	668.6	1.0	1.0	3.1	4.0	4.1
Variation des stocks[1]	6.2	-0.4	0.5	-0.3	0.4	0.0
Demande intérieure totale	674.8	0.6	1.5	2.8	4.5	4.1
Exportations de biens et services	241.2	15.6	19.6	8.5	9.0	11.1
Importations de biens et services	231.8	10.1	13.9	6.9	8.3	10.1
Exportations nettes[1]	9.4	2.5	3.3	1.4	1.2	1.6
PIB aux prix du marché	684.3	3.1	4.7	4.0	5.2	5.3
Déflateur du PIB	_	2.7	2.7	-0.4	1.0	1.0
Pour mémoire						
Indice des prix à la consommation	_	3.5	3.6	2.8	2.5	3.2
Déflateur de la consommation privée	_	3.4	3.5	2.5	2.6	3.2
Taux de chômage	_	3.6	3.7	3.7	3.6	3.5
Taux d'épargne des ménages[2]	_	3.9	4.7	4.3	4.3	4.2
Solde des administrations publiques[3]	_	0.4	2.5	2.7	2.7	2.8
Balance des opérations courantes[3]	_	1.9	4.1	2.1	0.7	0.2

1. Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.
2. En pourcentage du revenu disponible.
3. En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/652163875113*

won s'étant ajoutée à ces hausses, les conditions monétaires se sont considérablement durcies. Ces augmentations de taux d'intérêt constituaient des mesures préventives destinées à juguler l'inflation et à stabiliser les prix sur le marché immobilier. Bien que les prix des logements n'aient augmenté que de 5.9 % en 2005 à l'échelle nationale, la hausse de 13.5 % enregistrée dans le quartier de Kangnam, à Séoul, a suscité des inquiétudes, qui ont débouché en août 2005 et en mars 2006 sur de nouveaux trains de mesures destinés à ralentir le mouvement ascendant des prix de l'immobilier d'habitation. Compte tenu de l'accent mis sur la dissuasion de la spéculation, ces mesures risquent fort d'avoir une incidence négative sur l'investissement en logements. Parallèlement, la politique budgétaire prend une orientation neutre, conforme à l'objectif à moyen terme d'équilibre du budget consolidé de l'administration centrale (hors excédent de la sécurité sociale et coût de la restructuration du secteur financier) d'ici à 2009. Le rythme d'augmentation des dépenses publiques devrait diminuer de 7.6 % en 2005 à 6.5 % en 2006, contribuant à réduire légèrement le déficit budgétaire, qui s'établissait à 0.8 % du PIB en 2005.

La croissance économique devrait s'établir aux environs de 5 % jusqu'à fin 2007

Le redressement de la demande intérieure devrait se poursuivre, se traduisant par une expansion économique plus forte et plus équilibrée de l'ordre de 5 % tant en 2006 qu'en 2007. La reprise prévue des dépenses de consommation est tributaire d'une accélération de la croissance des revenus des ménages, qui devrait probablement avoir lieu sur fond de baisse persistante du taux de chômage, à 3½ pour cent. Cette progression plus rapide de la demande intérieure devrait vraisemblablement tirer l'inflation sous-jacente vers le centre de la fourchette-objectif de la banque

centrale, dans l'hypothèse d'une stabilisation du taux de change, tout en ramenant le solde des paiements courants à un niveau proche de l'équilibre d'ici 2007. Un des principaux risques qui pèsent sur ce scénario de croissance soutenue réside dans un ralentissement de la consommation privée, dont la progression pourrait être entravée par la dégradation des termes de l'échange, et éventuellement par une hausse des taux d'intérêt à la suite du gonflement de la dette des ménages, qui s'est stabilisée aux environs de 130 % du revenu disponible depuis 2002, alors qu'elle s'établissait à 90 % en 2000. On peut également craindre une inversion du mouvement de baisse observé en 2005 pour le taux d'épargne du secteur des ménages, qui se situe aujourd'hui aux alentours de 4 %, alors que son niveau moyen était de 20 % dans les années 90. En outre, la poursuite de la contraction des bénéfices des entreprises, résultant d'une nouvelle dégradation marquée des termes de l'échange ou d'une appréciation persistante du won, affaiblirait l'investissement et limiterait les augmentations de salaires. Enfin, les effets de richesse positifs résultant de la hausse des prix du logement et de la progression de 54 % des cours des actions durant l'année écoulée pourraient s'atténuer, voire devenir négatifs, compte tenu de l'impact des programmes de stabilisation du marché immobilier. Inversement, l'avantage comparatif dont bénéficie la Corée dans le secteur des technologies de l'information et de la communication et ses liens commerciaux étroits avec la Chine pourraient entraîner une augmentation des exportations plus rapide que prévu.

© OCDE 2006

Danemark

Le PIB est déjà supérieur à son niveau potentiel, mais il devrait continuer à augmenter à un rythme de 3 % en 2006 et de 2½ pour cent en 2007, toutes les composantes de la demande enregistrant une croissance soutenue. Néanmoins, compte tenu de l'insuffisance déjà visible des capacités de production et de l'accélération à venir de la hausse des salaires et des prix, les entreprises danoises risquent fort de perdre des parts de marché.

Les conditions monétaires accommodantes qui prévalent actuellement stimulent encore une économie déjà dynamique. Un durcissement de la politique monétaire serait donc de mise. Par ailleurs, il est urgent d'accroître l'offre de main-d'œuvre en renforçant les incitations au travail et en facilitant l'accès des étrangers à des secteurs comme la construction.

L'expansion économique est forte et diversifiée

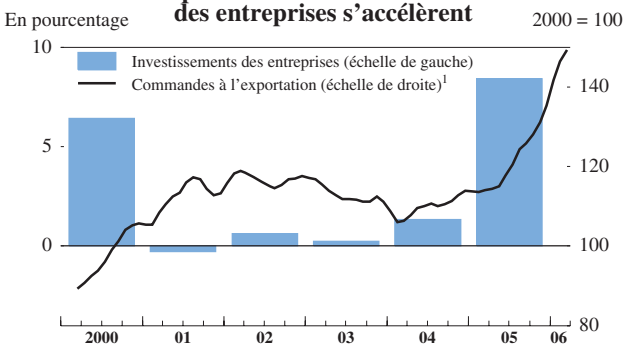
La croissance de l'économie s'est fortement accélérée à l'été 2005, le PIB augmentant de 3 % sur l'ensemble de l'année – soit un rythme nettement plus rapide que le taux de croissance potentiel du PIB, estimé entre 1½ et 2 %. Cette expansion s'est diversifiée, le dynamisme de la consommation et de la construction de logements étant étayé par la progression des exportations et des investissements des entreprises, dont les carnets de commande se remplissent rapidement depuis la mi-2005. Néanmoins, dans un contexte de demande intérieure vigoureuse, les importations ont augmenté plus rapidement que les exportations. L'investissement en logements a enregistré une croissance de 13 % en 2005 à la faveur de hausses des prix exceptionnellement fortes sur le marché de l'immobilier d'habitation. On estime que l'écart de production a été comblé fin 2005, et des pénuries de main-d'œuvre se font jour, notamment dans le secteur de la construction. Jusqu'ici, la progression des salaires est restée modeste, et bien que la hausse des prix à la consommation se soit renforcée par rapport à son point bas de 2004, elle n'a guère dépassé 2 %. Toutefois, dans une récente enquête, 44 % des entreprises interrogées ont fait état d'une accentuation de la pression des salaires, alors que 2 % seulement ont indiqué que cette pression diminuait.

L'orientation de la politique monétaire est trop expansionniste

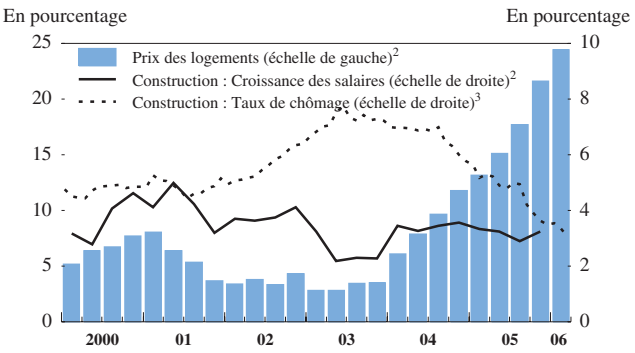
Étant donné l'atonie persistante observée dans la zone euro, les conditions monétaires dont bénéficie le Danemark par le biais du régime de change fixe vont donner un coup de fouet supplémentaire à son activité économique. À 2½ pour cent, les taux d'intérêt à court terme sont aujourd'hui nettement inférieurs aux estimations

Danemark

Les exportations et les investissements des entreprises s'accélèrent



Flambée des logements, pas de réaction des salaires



1. Stock des commandes à l'exportation dans le secteur manufacturier, moyenne mobile sur 3 mois, à prix courant.
2. En glissement annuel.
3. Personnes avec des prestations d'assurance-chômage. Ce taux tend à être supérieur à celui de l'enquête sur la population active utilisé pour l'ensemble de l'économie.

Source : Statistics Denmark.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/728010782475*

Danemark : **Demande, production et prix**

	2002	2003	2004	2005	2006	2007
	Prix courants milliards de DKK	Pourcentages de variation, en volume				
Consommation privée	652.3	1.6	3.4	3.8	2.3	2.7
Consommation publique	360.2	0.2	1.5	1.3	1.3	0.8
Formation brute de capital fixe	270.8	2.0	4.5	9.0	8.7	5.8
Demande intérieure finale	1 283.3	1.3	3.1	4.2	3.4	2.9
Variation des stocks[1]	9.3	-0.6	0.2	-0.1	0.1	0.0
Demande intérieure totale	1 292.6	0.6	3.3	4.0	3.4	2.9
Exportations de biens et services	648.9	-1.2	2.7	7.9	6.2	4.9
Importations de biens et services	568.7	-1.7	6.4	10.8	8.1	6.1
Exportations nettes[1]	80.1	0.1	-1.3	-0.8	-0.5	-0.4
PIB aux prix du marché	1 372.7	0.7	1.9	3.1	3.0	2.4
Déflateur du PIB	_	1.9	2.2	2.6	2.0	2.9
Pour mémoire						
Indice des prix à la consommation	_	2.1	1.2	1.8	1.7	2.6
Déflateur de la consommation privée	_	2.0	1.7	2.0	2.0	2.6
Taux de chômage[2]	_	5.3	5.5	4.8	4.2	3.9
Taux d'épargne des ménages[3]	_	3.3	3.0	-0.8	-1.0	-1.8
Solde des administrations publiques[4]	_	-0.1	1.7	4.0	3.3	3.8
Balance des opérations courantes[4]	_	3.2	2.3	3.2	2.7	2.5

Note : Les comptes nationaux étant basés sur des indices chaîne officiels, il existe donc un écart statistique dans l'identité comptable entre le PIB et les composantes de la demande réelle. Voir *Perspectives économiques de l'OCDE:* Sources et méthodes, *(http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods).*

1. Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.
2. Sur la base de l'enquête de la population active, ½ à 1 point de pourcentage plus bas que le taux de chômage sur la base du nombre des demandeurs de prestations de chômage.
3. En pourcentage du revenu disponible, consommation de capital fixe des ménages exclue.
4. En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/441111184877*

de taux neutre. Au cours de la période considérée, les taux à court terme devraient vraisemblablement augmenter de manière progressive parallèlement au taux directeur de la Banque centrale européenne (BCE), pour atteindre 3¾ pour cent fin 2007. Néanmoins, compte tenu de l'augmentation de l'écart de production positif et de l'accentuation de la pression des salaires ainsi que des tensions inflationnistes, l'écart entre le niveau effectif des taux d'intérêt et leur niveau souhaitable pour la stabilisation de l'économie risque fort de perdurer.

L'insuffisance des capacités de production va entraîner des pertes de parts de marché

Faute de capacités de production suffisantes, les entreprises danoises risquent fort de ne pas être en mesure de satisfaire une demande croissante, tant sur le marché intérieur que sur les marchés d'exportation, comme cela s'était déjà produit au milieu des années 90, alors que le Danemark se trouvait en décalage conjoncturel par rapport à ses partenaires commerciaux. Dans la mesure où il est prévu que l'écart de production passe de –2 % du PIB en 2004 à +1½ pour cent du PIB en 2007, tandis que l'expansion économique des autres pays est proche de son niveau potentiel, le solde extérieur va probablement rester négatif, malgré la vigueur de la demande étrangère. L'effet global du boycottage des produits danois consécutif à la publication de caricatures du prophète Mahomet dans la presse sera vraisemblablement négligeable, dans la mesure où 2 % seulement des exportations danoises sont destinées au Moyen-Orient.

© OCDE 2006

La croissance du PIB reste nettement supérieure à son niveau potentiel

D'après les prévisions, la croissance du PIB va se poursuivre à un rythme de 3 % en 2006, avant de ralentir aux alentours de 2½ pour cent en 2007. En conséquence, l'emploi dans le secteur privé devrait se renforcer, et le taux de chômage diminuer encore par rapport à son niveau structurel. La hausse des salaires et des prix devrait s'accélérer, quoique qu'avec un certain décalage. Les importations devraient progresser un peu plus vite que les exportations, entraînant une dégradation du solde commercial. Si les cours du pétrole restent à leur haut niveau actuel, les recettes d'impôt sur les sociétés liées aux activités de prospection pétrolière en mer du Nord continueront à gonfler l'excédent budgétaire, qui devrait rester proche du niveau record de 4 % du PIB atteint en 2005. On estime que l'effet de la politique budgétaire sur l'activité économique est globalement neutre, mais son durcissement serait de mise.

Le prix des logements pourrait être une source de risques

La hausse progressive des taux d'intérêt à long et à court terme contribuera à modérer l'emballement du marché de l'immobilier d'habitation. Le scénario central reste celui d'un atterrissage en douceur, mais si les prix des logements continuent à grimper au rythme exceptionnel observé dernièrement, on ne saurait exclure une correction à la baisse intervenant ultérieurement. Toutefois, la croissance persistante de l'emploi et des revenus devrait préserver les dépenses des ménages, même si les effets de richesse induits par la hausse des prix des logements se dissipent ou s'inversent modestement. Un volume considérable d'emprunts hypothécaires contractés en 2005, non affecté à l'acquisition de nouveaux biens immobiliers, n'a pas encore été dépensé. Par ailleurs, même s'ils diminuent un peu, les prix des logements sont tellement supérieurs aux coûts de la construction que l'investissement dans l'immobilier d'habitation devrait rester attractif.

Espagne

Tirée par une vigoureuse demande intérieure, la croissance de la production s'est établie à 3.4 % en 2005, dépassant, une fois encore, la moyenne de l'Union européenne. L'activité devrait perdre un peu de son dynamisme en 2006 et 2007, même si l'expansion reste forte, à un niveau légèrement supérieur au potentiel. En l'absence de nouvelles envolées des prix du pétrole, l'inflation pourrait se calmer, mais l'écart avec la zone euro persistera probablement, continuant de peser sur la compétitivité.

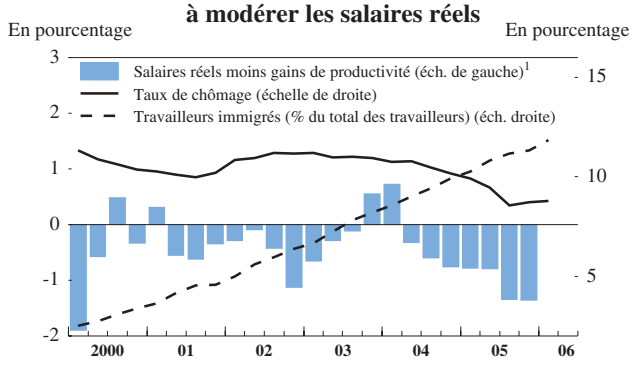
Il est souhaitable de donner un tour plus restrictif à l'action budgétaire, non seulement afin d'atténuer les pressions sur la demande intérieure mais aussi pour se préparer à faire face aux conséquences du vieillissement sur les finances publiques. Pour éliminer l'écart d'inflation, il faudra stimuler la concurrence, en particulier dans le secteur du commerce de détail, et corriger les imperfections actuelles du système de négociations salariales. Un marché du travail moins cloisonné contribuerait aussi à améliorer les résultats, encore médiocres, en matière de productivité.

La croissance, tirée par des facteurs intérieurs, a été forte

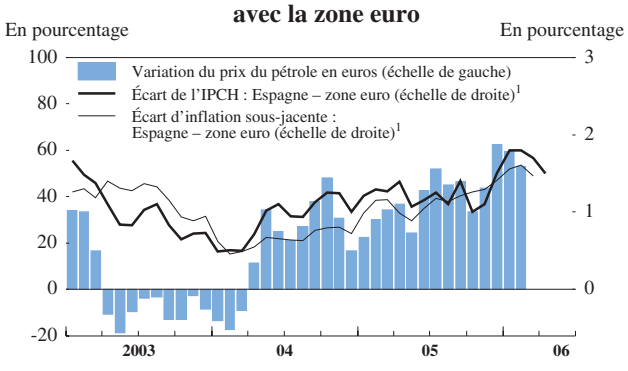
La progression du PIB, de 3.5 % (mesurée en glissement) au premier trimestre de 2006, a été alimentée par une vigoureuse expansion de la demande intérieure associée à des conditions monétaires souples, à un processus exceptionnel de régularisation des immigrants (plus de 550 000 travailleurs régularisés en 2005) et à une activité toujours nourrie dans le secteur de la construction. Les exportations nettes ont continué de freiner l'activité, conduisant à un déficit annuel record de la balance courante de 7.4 % du PIB. La compétitivité a pâti d'un écart d'inflation important et persistant avec le reste de la zone euro, qui était monté à 1.5 points en avril 2006, avec une inflation totale et sous-jacente mesurée en glissement de 3.9 et 3.1 %, respectivement. Cela s'explique par de fortes pressions sur la demande, concentrées dans le secteur des bien non échangeables, par des effets d'inertie et par l'impact plus défavorable du renchérissement des prix de l'énergie sur l'inflation, du fait de la plus haute dépendance de l'Espagne à l'égard du pétrole et du gaz. L'augmentation du nombre d'immigrants et du taux d'activité des femmes ont aidé à maintenir le dynamisme des créations d'emplois et la modération des hausses de salaires. Le taux de chômage a reculé de plus d'un point en un an, s'établissant à 9.1 % au premier trimestre de 2006, alors que les gains de productivité sont restés faibles. Si l'activité est demeurée très vive jusqu'à présent, de récents indicateurs annoncent un léger ralentissement de la demande intérieure, comme le laissent entrevoir la décélération

Espagne

Avec la baisse du chômage, l'immigration a contribué à modérer les salaires réels



Les prix du pétrole alimentent l'écart d'inflation avec la zone euro



1. Écart des variations mesurées en glissements annuels.
Source : Instituto Nacional de Estadística, Encuesta de Población Activa. OCDE, *Principaux indicateurs économiques*.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/553324820202*

© OCDE 2006

Espagne : **Demande, production et prix**

	2002	2003	2004	2005	2006	2007
	Prix courants milliards d' €	Pourcentages de variation, en volume (prix de 2000)				
Consommation privée	424.5	2.6	4.4	4.4	3.8	3.5
Consommation publique	125.4	4.8	6.0	4.5	4.1	3.7
Formation brute de capital fixe	191.0	5.5	4.9	7.2	6.3	5.0
Demande intérieure finale	740.9	3.7	4.8	5.1	4.5	3.9
Variation des stocks[1]	2.9	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Demande intérieure totale	743.8	3.7	4.8	5.1	4.5	3.9
Exportations de biens et services	199.0	3.6	3.3	1.0	3.6	4.8
Importations de biens et services	213.9	6.0	9.3	7.1	7.4	7.3
Exportations nettes[1]	- 14.8	-0.8	-1.8	-1.9	-1.4	-1.1
PIB aux prix du marché	729.0	3.0	3.1	3.4	3.3	3.0
Déflateur du PIB	_	4.0	4.1	4.4	3.7	3.6
Pour mémoire						
Indice des prix à la consommation harmonisé	_	3.1	3.1	3.4	3.6	2.7
Déflateur de la consommation privée	_	2.8	3.4	3.5	3.4	2.9
Taux de chômage[2]	_	11.0	10.5	9.2	8.7	8.6
Taux d'épargne des ménages	_	12.0	11.1	10.4	10.3	10.4
Solde des administrations publiques[3]	_	0.0	-0.2	1.1	1.1	0.9
Balance des opérations courantes[3]	_	-3.6	-5.3	-7.4	-8.9	-9.8

Note : Les comptes nationaux étant basés sur des indices chaîne officiels, il existe donc un écart statistique dans l'identité comptable entre le PIB et les composantes de la demande réelle. Voir *Perspectives économiques de l'OCDE:* Sources et méthodes, *(http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods).*

1. Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.
2. Les données du marché du travail avant 2005 ont été estimées par l'OCDE afin de les rendre cohérentes avec les données postérieures, en corrigeant la rupture méthodologique intervenue en 2005.
3. En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/174721765756*

des prix du logement et la modération de la consommation privée, dont témoigne la baisse des ventes de voitures observée ces derniers mois.

L'orientation de la politique budgétaire deviendra sans doute légèrement expansionniste

Les résultats budgétaires se sont améliorés notablement en 2005, pour des raisons tant conjoncturelles que structurelles. L'excédent, équivalent à 1.1 % du PIB, a été beaucoup plus important que l'objectif initial de 0.1 %, du fait notamment d'une forte augmentation des recettes fiscales. Le dynamisme persistant de ces recettes au début de cette année laisse penser que l'objectif de 0.9 % du PIB fixé pour l'excédent en 2006 pourrait être de nouveau dépassé. En 2007, les allégements d'impôt annoncés, d'un montant total de 0.4 % du PIB, se traduiront probablement par une légère contraction du solde structurel. Au total, l'orientation budgétaire, restrictive en 2005, deviendra sans doute neutre en 2006 et légèrement expansionniste en 2007. En revanche, les conditions monétaires accompagneront de moins en moins la conjoncture, les taux d'intérêt continuant probablement d'augmenter dans la zone euro.

La croissance va se modérer avec le ralentissement de la demande intérieure

Une hausse progressive des taux d'intérêt réels, qui deviendront positifs, conjuguée au niveau élevé d'endettement des ménages et à la dissipation du probable effet favorable du processus de régularisation sur la confiance des immigrants, devrait conduire à une décélération de la croissance de la consommation privée et de l'investissement résidentiel en 2006 et 2007. L'affaiblissement de la demande intérieure qui

en résultera ne sera que partiellement amorti par l'expansion continue de l'investissement des entreprises, soutenu par des niveaux élevés de rentabilité, tandis que les exportations nettes continueront probablement de freiner l'activité. Avec la persistance prévisible de l'écart d'inflation, qui érodera encore la compétitivité internationale, l'avantage de croissance de l'Espagne par rapport à ses partenaires de l'Union européenne pourrait s'amenuiser. Au total, la progression du PIB réel va sans doute se ralentir un peu pour revenir aux alentours de 3¼ pour cent en 2006 et à 3 % en 2007. Avec une croissance légèrement supérieure au potentiel, le taux de chômage pourrait baisser quelque peu, tandis que l'inflation descendra probablement à environ 3 % en l'absence de nouvelle flambée des prix du pétrole, du fait du léger écart négatif de production.

L'évolution des prix du pétrole et de l'immobilier est source de risques

Plusieurs risques entourent ces prévisions. Sur le front extérieur, une nouvelle hausse des prix du pétrole aurait sans aucun doute des effets plus graves sur l'inflation que dans les autres pays européens en raison de la forte dépendance de l'économie espagnole à l'égard du pétrole, ce qui affaiblirait encore la compétitivité. D'un autre côté, en l'absence de nouvelle modération des prix de l'immobilier, la décélération de la demande intérieure pourrait être plus limitée que prévu à court terme, accentuant encore la pression sur l'inflation ; cela renforcerait toutefois les risques d'ajustement plus marqué à moyen terme.

© OCDE 2006

Finlande

L'activité s'est accélérée au second semestre de 2005 une fois terminé le conflit du travail dans le secteur sylvicole. La croissance devrait être plus vive et atteindre en moyenne 3 % environ cette année et l'an prochain, soutenue par la consommation des ménages et l'exportation. La hausse des salaires et des prix restera modérée malgré un écart de production positif, grâce à l'accord salarial central modéré en vigueur jusqu'à la fin de 2007.

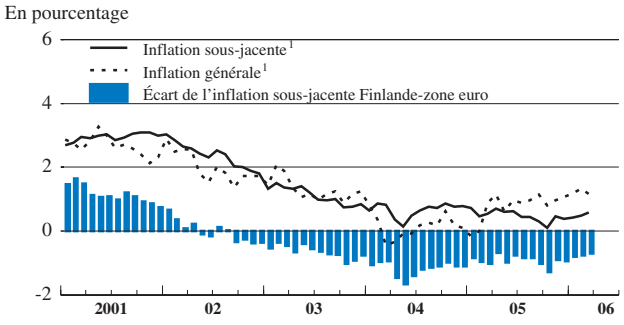
La croissance de l'emploi s'est fortement accélérée, rendant d'autant plus probable la réalisation de l'objectif d'accroissement de l'emploi de 100 000 personnes entre 2003 et 2007, mais il est moins probable que soit atteint l'objectif à moyen terme, à savoir un taux d'emploi de 75 % en 2011. Or il est important de parvenir à ce résultat pour atténuer les conséquences négatives d'un vieillissement rapide de la population pour le niveau de vie et la viabilité budgétaire. De nouvelles réformes des régimes de préretraite et d'assurance chômage sont nécessaires. Il faut accroître la productivité dans les secteurs protégés de l'économie.

L'activité s'est renforcée au second semestre de 2005

L'activité s'est raffermie vers la fin de 2005 et la croissance du PIB a été de 2.2 % pour l'ensemble de l'année. La croissance en 2005 a été faussée par un lock-out dans le secteur sylvicole au premier semestre, lequel a amputé les exportations, et par un ralentissement temporaire dans l'industrie électronique. La baisse de l'impôt sur le revenu a été contrebalancée par une hausse des impôts des communes et des cotisations patronales de retraite, qui ont freiné la progression du revenu disponible des ménages. Mais la confiance élevée des consommateurs, l'amélioration de l'emploi et la progression du crédit ont permis de maintenir la croissance de la consommation, et l'épargne des ménages est devenue négative.Les vigoureuses exportations enregistrées en 2005 ont été plus que compensées par de fortes importations, les exportations nettes exerçant un effet de freinage sur la production. L'emploi a progressé à un rythme extrêmement vigoureux l'an dernier ; la plupart des créations d'emplois ont eu lieu dans les services privés et dans la construction, mais, pour la première fois depuis de nombreuses années, le nombre des emplois industriels a lui aussi augmenté. Dans le même temps, la population active s'est accrue, les travailleurs âgés poursuivant leur activité plus longtemps, ce qui a freiné la baisse du chômage, le taux de chômage tombant à 8.4 %. La hausse des prix à la consommation (indice harmonisé) n'a été que de 1.2 % en mars 2006, niveau le plus bas dans la zone euro, le prix des combustibles expliquant pour l'essentiel cette hausse.

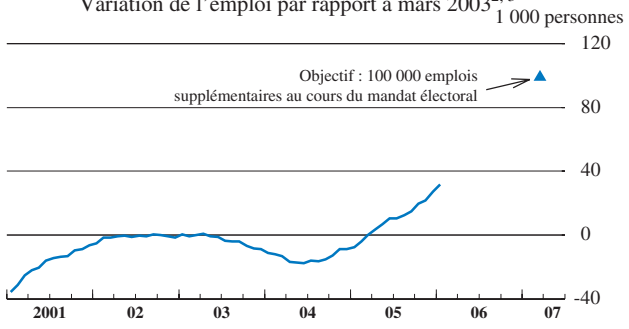
Finlande

L'inflation est la plus faible de la zone euro



Progrès accompli récemment en regard de l'objectif emploi

Variation de l'emploi par rapport à mars 2003 2, 3



1. Pourcentage de variation en glissement annuel. Indice harmonisé des prix à la consommation. L'inflation sous-jacente exclut l'énergie, les produits alimentaires, l'alcool et le tabac.
2. L'emploi est mesuré par la moyenne des 12 derniers mois afin d'éliminer les effets saisonniers.
3. La dernière élection générale a eu lieu en mars 2003 et la durée d'un mandat électoral est de 4 ans maximum.

Source : Statistics Finland et OCDE, *Principaux indicateurs économiques*.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/268102620668*

Finlande : **Demande, production et prix**

	2002	2003	2004	2005	2006	2007
	prix courants milliards d' €	Pourcentages de variation, en volume (prix de 2000)				
Consommation privée	72.0	4.4	2.8	3.8	3.2	2.6
Consommation publique	30.5	1.6	1.7	1.4	1.4	1.4
Formation brute de capital fixe	26.6	-1.6	4.8	1.8	3.6	2.8
Demande intérieure finale	129.0	2.5	3.0	2.9	2.9	2.4
Variation des stocks[1,2]	0.5	0.4	0.5	0.1	-0.2	-0.1
Demande intérieure totale	129.6	2.4	3.3	3.4	2.2	2.3
Exportations de biens et services	54.0	1.5	5.5	7.1	7.5	5.9
Importations de biens et services	42.7	2.6	6.1	10.2	6.5	5.2
Exportations nettes[1]	11.2	-0.2	0.3	-0.4	1.0	0.8
PIB aux prix du marché	140.9	2.4	3.5	2.2	3.4	2.8
Déflateur du PIB	_	-0.3	0.3	1.6	0.5	0.9
Pour mémoire						
PIB sans ajustements des jours travaillés	_	2.4	3.6	2.1	..	..
Indice des prix à la consommation harmonisé	_	1.3	0.1	0.8	1.0	1.4
Déflateur de la consommation privée	_	0.2	0.2	1.1	1.4	1.7
Taux de chômage	_	9.1	8.9	8.4	7.9	7.7
Solde des administrations publiques[3]	_	2.3	1.9	2.4	2.2	1.9
Balance des opérations courantes[3]	_	4.3	5.0	2.7	2.3	2.0

1. Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.
2. Y compris la divergence statistique.
3. En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/153141107156*

L'excédent des administrations publiques pourrait se dégrader

Dans le cadre de l'accord salarial tripartite de 2004, le gouvernement a annoncé une série de baisses de l'impôt sur le revenu atteignant 1 % du PIB et s'étalant sur les trois prochaines années, le but étant de contribuer à la modération salariale et de soutenir l'emploi. La vive progression de l'emploi en 2005 signifie que l'objectif du gouvernement, à savoir accroître l'emploi de 100 000 personnes entre 2003 et 2007, pourrait être atteint, mais l'objectif à moyen terme, porter le taux d'emploi à 75 %, demeure ambitieux. La capacité de financement des administrations publiques devrait se dégrader légèrement du fait des baisses d'impôt et de la suppression de l'impôt sur la fortune en 2006. Malgré tout, le solde des administrations publiques devrait encore dégager un confortable excédent, qui s'explique en majeure partie par celui des organismes de retraite.

La consommation des ménages et les exportations nettes contribuent à la croissance

La vigueur économique récente devrait se poursuivre cette année et ce rythme est appelé à se maintenir en 2007 ; d'où une croissance du PIB d'un peu plus de 3 % en moyenne, niveau nettement supérieur à la croissance de la production potentielle. Les exportations nettes devraient de nouveau contribuer à la croissance du PIB, à mesure que se redresseront les exportations de papier et de bois ainsi que de matériel de transport, de même que les exportations en transit de produits électroniques à destination de la Russie. Malgré tout, en raison de l'intensification de la concurrence et de l'externalisation de la production dans l'industrie électronique, la Finlande continue de perdre des parts de marché à l'exportation. Les importations resteront vigoureuses grâce aux importations en transit en provenance des nouveaux États membres de l'Union européenne. L'investissement des entreprises, en particulier en

© OCDE 2006

machines et équipements, pourrait ne s'accélérer que progressivement, mais l'investissement résidentiel conservera toute sa fermeté. La vive croissance de la consommation des ménages bénéficiera des baisses d'impôt sur les revenus du travail, mais le taux d'épargne devrait s'améliorer quelque peu. L'inflation s'accélérera du fait de la hausse des prix à l'importation et l'écart de production positif. Toutefois, grâce à l'accord salarial central, valable jusqu'en septembre 2007, toute accélération de l'inflation ne se traduira pas par une hausse inflationniste des salaires nominaux, ce qui contribuera à enrayer la hausse des prix.

Les pénuries de main-d'œuvre pourraient créer des tensions après 2007

Sous l'effet des pénuries de main-d'œuvre qui se profilent actuellement dans certains secteurs, notamment la construction, et d'une inadéquation de plus en plus marquée entre les offres et les demandes d'emploi, des tensions salariales pourraient apparaître lorsque l'accord salarial actuel viendra à expiration en 2007.

Grèce

L'activité s'est ralentie en 2005, la demande intérieure ne bénéficiant plus de l'effet de stimulation dû aux Jeux olympiques et subissant la hausse des prix du pétrole, ce dernier facteur ayant moins joué que le premier. L'écart positif de croissance par rapport à la zone euro est néanmoins resté sensible. La croissance du PIB devrait se poursuivre à un rythme voisin de 3¾ pour cent ces deux prochaines années, à la faveur d'un rebond de l'investissement. L'inflation devrait se ralentir à environ 3 % en 2007, mais elle restera supérieure à la moyenne pour la zone euro, tendance qui sapera la compétitivité à un moment ou à un autre si l'on ne parvient pas à l'inverser.

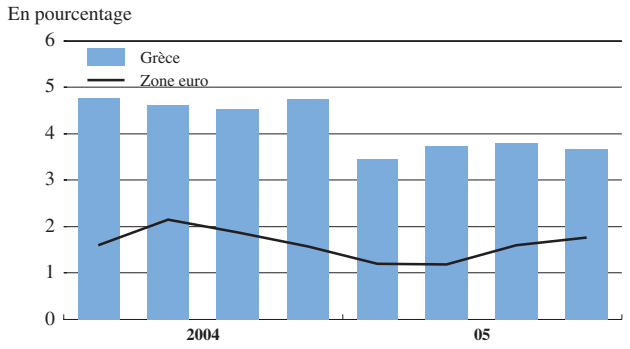
De profondes réformes du système de retraite et du système de santé sont nécessaires pour assurer la viabilité des finances publiques. Les mesures qui ont été prises récemment en vue d'un meilleur fonctionnement des entreprises publiques sont judicieuses. La mise en œuvre rigoureuse du Programme national de réforme, dont les priorités sont d'assainir les finances publiques, d'améliorer l'environnement des entreprises et d'accroître la productivité et l'emploi, permettra de poursuivre dans la voie d'une forte croissance.

La croissance de la production reste solide et l'inflation est relativement forte

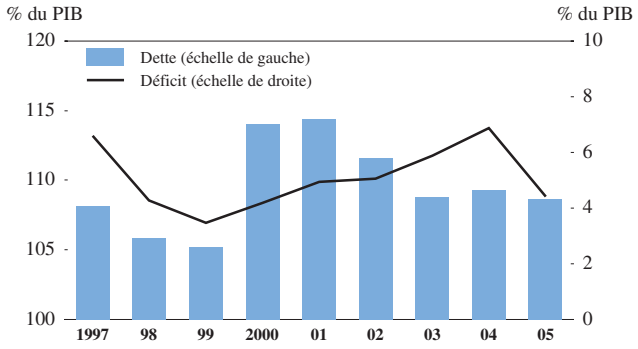
La croissance du PIB réel a été de 3.7 % en 2005 après avoir été proche de 5 % l'année précédente. Ce ralentissement tient essentiellement à la forte baisse des investissements publics durant la période post-olympique. La formation brute de capital fixe a diminué d'environ 1½ pour cent en 2005, après avoir atteint en moyenne annuelle quelque 8 % au cours des cinq années précédentes. La croissance de la consommation s'est elle aussi affaiblie, tout en restant relativement vive du fait d'une forte expansion du crédit. Les exportations nettes ont elles aussi contribué à la croissance de la production, après avoir eu un effet négatif pendant plusieurs années, du fait d'un ralentissement des importations après leur forte progression de 2004. La hausse des prix du pétrole et, dans une moindre mesure, celle de la fiscalité indirecte en avril 2005, ont fait monter la hausse des prix à la consommation (indice harmonisé) à 3.5 % pour l'ensemble de l'année. L'inflation sous-jacente, en revanche, a bénéficié d'une augmentation modérée des coûts unitaires de main-d'œuvre et d'un relâchement des pressions exercées par la demande intérieure. L'écart de l'inflation sous-jacente par rapport à la zone euro a été en moyenne de 2 points de pourcentage en 2005, mais il s'est nettement resserré au début de 2006. Le chômage a reculé à environ 10½ pour cent en 2005, mais il compte encore parmi les plus élevés sur le

Grèce

La croissance reste plus forte que dans la zone euro[1]



L'assainissement budgétaire est en cours



1. Pourcentage de variation en glissement annuel du PIB réel.
Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, nº 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/386772574147*

© OCDE 2006

Grèce : **Demande, production et prix**

	2002	2003	2004	2005	2006	2007
	prix courants milliards d' €	Pourcentages de variation, en volume (prix de 1995)				
Consommation privée	95.6	4.5	4.4	3.8	3.5	3.5
Consommation publique	25.1	-2.1	3.9	3.0	1.5	1.5
Formation brute de capital fixe[1]	33.8	13.7	5.7	-1.4	4.1	4.6
Demande intérieure finale	154.5	5.7	4.6	2.4	3.4	3.5
Variation des stocks[2,3]	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Demande intérieure totale	154.6	5.7	4.6	2.4	3.4	3.4
Exportations de biens et services	29.5	1.0	11.7	3.1	7.9	8.2
Importations de biens et services	41.7	5.2	9.3	-1.2	5.9	6.3
Exportations nettes[2]	- 12.2	-1.4	-0.5	1.1	-0.1	-0.1
PIB aux prix du marché	142.4	4.6	4.7	3.7	3.7	3.6
Déflateur du PIB	_	3.5	3.6	3.4	3.5	3.4
Pour mémoire						
Indice des prix à la consommation harmonisé	_	3.4	3.0	3.5	3.3	3.0
Déflateur de la consommation privée	_	3.4	2.9	3.7	3.4	3.1
Taux de chômage	_	10.4	11.0	10.4	10.0	9.7
Solde des administrations publiques[4]	_	-5.9	-6.9	-4.4	-3.0	-3.3
Balance des opérations courantes[5]	_	-7.3	-6.4	-8.0	-7.8	-7.6

1. À l'exclusion des navires opérant à l'étranger.
2. Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.
3. Y compris l'erreur statistique.
4. Sur la base des comptes nationaux, en pourcentage du PIB.
5. Sur la base des règlements, en pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/605218404435*

plan international. Le déficit des opérations courantes s'est creusé, surtout à cause d'un gonflement du déficit commercial (s'expliquant essentiellement par une facture pétrolière sensiblement plus lourde), qui n'a été que partiellement compensé par une faible amélioration de l'excédent au titre des services.

L'assainissement budgétaire est en cours

La situation budgétaire s'est nettement améliorée en 2005, le déficit des administrations publiques se contractant de 2½ points de PIB pour tomber à 4.5 %. Cette réduction du déficit budgétaire a été obtenue malgré de très mauvais résultats du côté des recettes fiscales, et elle tient surtout au net recul des investissements publics après les jeux olympiques, auquel il faut ajouter une croissance maîtrisée des dépenses primaires. Le dernier Programme de stabilité vise un déficit de 2.6 % du PIB en 2006, progressivement ramené à moins de 2 % en 2008. Des mesures exceptionnelles, représentant 0.6 % du PIB, contribueront à la baisse du déficit en 2006. Sur la base des politiques actuelles, l'OCDE prévoit un déficit des administrations publiques de 3 % du PIB en 2006 et de 3.3 % en 2007.

L'activité devrait rester vigoureuse, mais il faudra faire face à des risques aussi bien internes qu'externes

La production en termes réels devrait s'accroître de quelque 3¾ pour cent ces deux prochaines années, rythme nettement supérieur à celui qui sera observé en moyenne dans la zone euro. Le redressement de l'investissement, tombé à un bas niveau depuis la fin des Jeux olympiques, devrait soutenir la demande intérieure, compensant ainsi le ralentissement probable de la consommation du fait des restrictions budgétaires. Le bas niveau des taux d'intérêt et un certain nombre d'initiatives en faveur de l'investissement – notamment une baisse progressive des taux de

l'impôt sur les sociétés, une loi récente accordant certains avantages fiscaux aux projets privés d'investissement et le nouveau régime des partenariats public/privé – devraient stimuler l'activité intérieure au cours de la période sous revue. Il faut s'attendre à une croissance des exportations conforme à celle des marchés extérieurs, malgré une nouvelle dégradation du rapport coût-compétitivité, mais les importations devraient également s'accélérer à mesure que la demande intérieure se raffermira, de sorte que la contribution du solde extérieur à la croissance sera légèrement négative. Sur le plan intérieur, deux grands éléments d'incertitude demeurent : l'inflation se ralentira-t-elle à environ 3 % et le solde budgétaire s'améliorera-t-il comme prévu ? Les principaux risques sur le plan extérieur sont l'évolution des prix du pétrole et la résilience de la croissance mondiale.

© OCDE 2006

Hongrie

À la faveur de solides exportations et d'une vigoureuse demande intérieure, la croissance réelle du PIB devrait s'accélérer cette année et rester proche de 4½ pour cent en 2007. Néanmoins, les résultats du côté de l'emploi sont décevants et le taux de chômage ne devrait pas tomber à moins de 7 %, malgré une hausse modérée des salaires.

Le nouveau gouvernement devrait se fixer des objectifs budgétaires plus réalistes et les mettre en œuvre rigoureusement. Sinon, on risque d'assister à des turbulences financières qui pourraient se révéler coûteuses pour l'économie. Une plus grande détermination dans l'assainissement budgétaire n'atténuerait pas seulement les risques à court terme ; elle améliorerait aussi les perspectives de croissance à plus long terme.

L'investissement intérieur et les exportations stimulent la croissance de la production

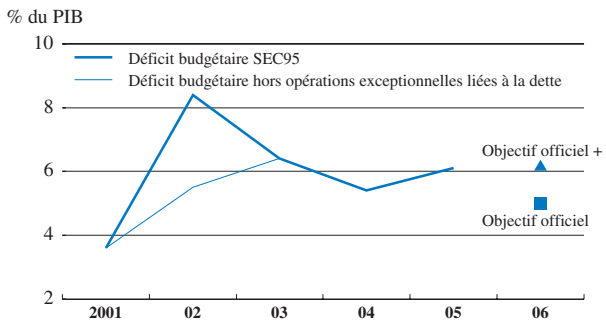
La croissance de la production, de l'ordre de 4¼ pour cent en 2005, s'est appuyée sur une accélération des exportations à la faveur d'une reprise de l'activité sur les marchés extérieurs. Les indicateurs avancés vont même dans le sens d'une croissance encore plus forte à court terme, les exportations et la demande intérieure se montrant très dynamiques. La solide croissance de la production industrielle reflète aussi la vigueur des échanges avec les autres pays de l'Union européenne, à laquelle a contribué la dépréciation du taux de change effectif depuis novembre 2005. La fermeté des ventes au détail témoigne du redressement de la consommation privée, même si le poids des produits faisant l'objet d'échanges internationaux dans l'indice des ventes au détail laisse également penser que les importations font preuve d'une grande vigueur. On observe une forte activité d'investissement, qui tient surtout à la construction d'autoroutes. Le rythme actuel de croissance du PIB ne provoque aucune surchauffe sur le marché du travail ; la hausse des salaires s'est ralentie et le taux de chômage, en progression, dépasse maintenant 7½ pour cent.

Malgré le ralentissement de l'inflation, la marge d'assouplissement monétaire est un peu plus limitée

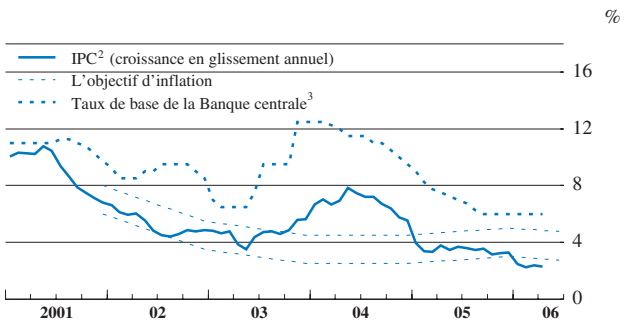
La tendance au recul de la hausse des prix à la consommation, qui atteignait 7½ pour cent au milieu de 2004, s'est accélérée grâce à une baisse de la taxe à la valeur ajoutée (TVA), qui a compensé le double impact de la hausse des prix du pétrole et de la dépréciation du forint. L'inflation globale est tombée de 3.3 % en décembre 2005 à 2.7 % en janvier 2006, puis à 2.3 % en avril. L'inflation évoluant mieux que prévu dans les services, et certains signes montrant que, dans le secteur

Hongrie

La politique fiscale demeure décevante[1]



L'inflation et les taux d'intérêts ont baissé



1. SEC95 avec l'effet de la réforme sur la pension neutralisé. L'objectif officiel + est l'objectif officiel y compris les dépenses autoroutières.
2. Indice des prix à la consommation.
3. Mensuel.

Source : Bureau central de statistique ; Eurostat ; ministère des Finances ; Banque nationale de Hongrie ; OCDE, *Principaux indicateurs économiques*.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/774316481837*

Hongrie : **Demande, production et prix**

	2002	2003	2004	2005	2006	2007
	Prix courants milliards de HUF	Pourcentages de variation, en volume (prix de 2000)				
Consommation privée	9 123.3	8.4	3.2	2.4	4.0	3.4
Consommation publique	3 954.6	6.2	1.7	-0.3	2.3	1.4
Formation brute de capital fixe	3 916.9	2.5	8.4	6.6	7.1	7.0
Demande intérieure finale	16 994.9	6.5	4.1	2.8	4.4	3.9
Variation des stocks[1]	317.3	-0.3	-1.4	-2.8	-0.3	-0.1
Demande intérieure totale	17 312.1	6.2	2.8	0.2	4.3	4.0
Exportations de biens et services	10 848.5	7.8	16.4	10.6	12.3	12.1
Importations de biens et services	11 245.4	11.1	13.2	5.8	11.9	11.7
Exportations nettes[1]	- 396.9	-3.0	1.7	4.0	0.3	0.3
PIB aux prix du marché	16 915.3	3.4	4.5	4.3	4.6	4.4
Déflateur du PIB	_	6.6	4.8	2.5	1.5	2.8
Pour mémoire						
Indice des prix à la consommation	_	4.7	6.7	3.6	2.1	2.9
Déflateur de la consommation privée	_	4.3	4.5	5.4	2.3	2.9
Taux de chômage	_	5.9	6.2	7.3	7.2	7.1
Taux d'épargne des ménages[2]	_	-6.4	-5.4	-6.1	-5.8	-5.8
Solde des administrations publiques[2]	_	-8.7	-8.6	-7.3	-7.7	-7.3

1. Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.
2. En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/636273654783*

privé, les salaires se sont ajustés à l'environnement faiblement inflationniste, la banque centrale peut légitimement espérer que son objectif d'inflation de 3.5 % (±1 point) à la fin de 2006 sera atteint. Malgré tout, on a pu constater des pressions à la baisse sur le taux de change, l'écart se resserrant quelque peu entre les titres d'emprunt libellés en forints et ceux de la zone euro et des marchés des États-Unis. Au total, la marge de manœuvre disponible pour une nouvelle baisse du taux de base est donc plus étroite, même si l'écart de taux d'intérêt nominal reste positif par rapport à la plupart des pays de la région.

La situation budgétaire est médiocre

Le manque de discipline budgétaire crédible fait peser une lourde menace. Le déficit des administrations publiques pour 2005 est ressorti à 6.1 % du PIB, atteignant ainsi l'objectif révisé pour septembre, mais dépassant nettement l'objectif initial de 3.6 %. Ce dérapage est dû pour 2 % à des changements comptables, mais pour le reste il tient essentiellement à des dépassements de dépenses. Pour 2006, l'objectif de déficit budgétaire est fixé à 5 % du PIB, compte tenu des effets ponctuels d'engagements antérieurs dans le domaine des dépenses militaires (0.3 %). Toutefois, une opération programmée de partenariat public/privé pour la construction d'autoroutes, qui représente 1.2 point de PIB, n'est pas prise en compte dans l'objectif de déficit. Au total, l'impact du budget et de la hausse des investissements en infrastructures en partenariat public/privé est donc légèrement expansionniste.

La croissance devrait s'accélérer

L'activité d'investissement devrait se renforcer avec la mise en œuvre de grands projets d'infrastructures publics. En définitive, la croissance réelle du PIB devrait s'accélérer cette année et rester vigoureuse en 2007. Malgré la plus forte croissance des exportations, le déficit des opérations courantes ne devrait pas être en diminution

© OCDE 2006

à la fin de la période sous revue du fait d'une accélération des importations. À mesure que s'estomperont les effets de la baisse de la TVA, l'inflation devrait se renforcer à partir du deuxième trimestre de 2006. Mais la hausse des salaires restant modérée dans un contexte de faible recul du chômage, les objectifs d'inflation à moyen terme seront encore atteints.

Pour éviter un atterrissage brutal, des restrictions budgétaires s'imposent sans retard

Le principal risque est une nouvelle perte de crédibilité de la politique budgétaire. Le déficit des administrations publiques est élevé sur le plan international et s'il devait se produire à nouveau un net dérapage par rapport à l'objectif budgétaire, la Hongrie pourrait fort bien voir les investisseurs étrangers se désintéresser subitement de ses titres d'emprunt. Un élément jouera beaucoup à cet égard : la façon dont les marchés évalueront l'orientation de la politique budgétaire du nouveau gouvernement.

Irlande

Malgré le net ralentissement des exportations, la croissance a été vive en 2005 grâce à la progression de la consommation et de l'investissement publics. La consommation privée se renforçant, la demande intérieure devrait encore contribuer à une croissance économique rapide de 5 % en 2006 et 2007.

La situation actuelle de hausse des salaires réels supérieure aux gains de productivité pourrait compromettre la performance économique future, et elle crée des risques inflationnistes. Il est essentiel que les ajustements de salaires dans le cadre des négociations salariales actuelles reflètent l'évolution de la productivité. L'une des priorités devrait être de supprimer les réglementations anticoncurrentielles dans les services, afin de stimuler la croissance de la productivité et de limiter l'inflation.

La croissance est rapide, mais déséquilibrée

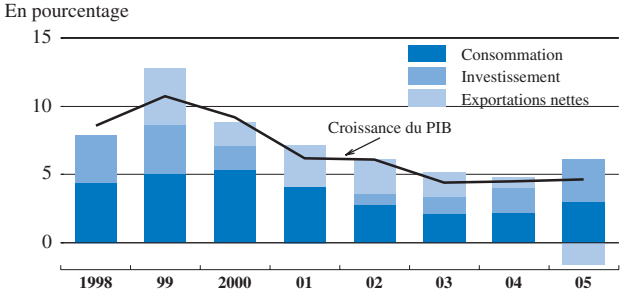
Induite par la demande intérieure, l'activité économique est restée vive en 2005, la croissance du PIB atteignant 4.6 %. Sous l'effet d'une hausse constante des prix immobiliers, le secteur de la construction a poursuivi son expansion, contribuant pour 1.7 point de pourcentage à la croissance totale de la production l'an dernier. La production industrielle est restée relativement faible. Du fait du déplacement de l'activité en faveur de la construction et des services, les gains de productivité ont été exceptionnellement faibles ; la production par travailleur n'a pas du tout augmenté l'an dernier. La vigoureuse demande de main-d'œuvre a été satisfaite par une forte immigration et par la progression du taux d'activité, le chômage restant stable à environ 4½ pour cent. Même si l'augmentation de la population active a renforcé la capacité productive de l'économie, la production demeure supérieure au potentiel. Le secteur extérieur a fait preuve de faiblesse : les exportations se sont nettement ralenties, alors que la demande intérieure faisait monter les importations, tant et si bien que les exportations nettes ont freiné la croissance.

Les pressions sur les prix s'accentuent, érodant la compétitivité

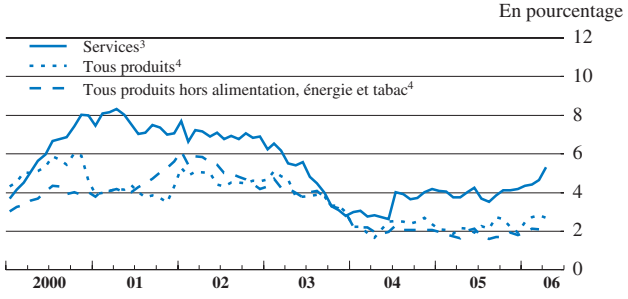
La vive croissance des revenus contribue fortement à l'activité, alors même que les conditions monétaires restent très accommodantes. La rapide progression des revenus des ménages s'est traduite par une consommation privée plus élevée et une augmentation des ventes au détail. Malgré la hausse des prix du pétrole et le dynamisme de la consommation, la hausse des prix à la consommation a pu être quasiment

Irlande

La croissance est tirée par la demande intérieure [1]



L'inflation demeure élevée dans les services [2]



1. Toutes les séries montrent la contribution à la croissance du PIB excepté le PIB lui-même. La croissance du PIB peut différer de la somme des composantes en raison des indices-chaîne, des variations de stocks et de l'écart statistique du PIB.
2. Pourcentages de variation en glissement annuel.
3. Indice des prix à la consommation national.
4. Indice des prix à la consommation harmonisé.

Source : OCDE, *Principaux indicateurs économiques* et base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/767805482370*

© OCDE 2006

Irlande : **Demande, production et prix**

	2002	2003	2004	2005	2006	2007
	prix courants milliards d' €	Pourcentages de variation, en volume (prix de 2003)				
Consommation privée	56.4	3.8	3.3	3.3	5.1	5.8
Consommation publique	22.0	2.4	3.9	9.2	5.3	5.3
Formation brute de capital fixe	29.0	5.6	8.0	13.1	5.9	5.0
Demande intérieure finale	107.4	4.0	4.7	7.4	5.4	5.5
Variation des stocks[1]	0.8	0.5	-0.3	-0.5	0.0	0.1
Demande intérieure totale	108.2	4.6	4.3	6.8	5.4	5.5
Exportations de biens et services	121.8	0.7	7.0	1.8	6.4	6.3
Importations de biens et services	99.5	-1.5	7.5	4.6	7.2	7.3
Exportations nettes[1]	22.2	1.8	0.8	-1.6	0.3	0.2
PIB aux prix du marché	130.4	4.4	4.5	4.6	5.0	5.0
Déflateur du PIB	_	2.1	2.2	3.1	3.2	3.4
Pour mémoire						
Indice des prix à la consommation harmonisé	_	4.0	2.3	2.2	2.5	3.0
Déflateur de la consommation privée	_	3.2	1.3	2.0	2.6	3.0
Taux de chômage	_	4.6	4.4	4.4	4.4	4.4
Solde des administrations publiques[2]	_	0.2	1.6	1.0	-0.3	-0.5
Balance des opérations courantes[2]	_	0.0	-0.8	-1.9	-1.0	-0.5

Note: Les comptes nationaux étant basés sur des indices chaîne officiels, il existe donc un écart statistique dans l'identité comptable entre le PIB et les composantes de la demande réelle. Voir *Perspectives économiques de l'OCDE:* Sources et méthodes, *(http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods).*

1. Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.
2. En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/350678435870*

maîtrisée. Elle est néanmoins supérieure à celle observée en moyenne dans la zone euro, et les pressions sur les prix s'accentuent, car les salaires continuent de progresser sensiblement alors que la productivité stagne. Ces pressions sont particulièrement visibles dans les services, où la hausse des prix a atteint 5.3 % en avril 2006. Du fait de la déconnexion des salaires et de la productivité, les coûts unitaires de main-d'œuvre poursuivront leur progression, ce qui érodera lentement la compétitivité des exportations irlandaises. Les taux d'intérêt étant déterminés en fonction de la situation conjoncturelle bien moins favorable de l'ensemble de la zone euro, les taux courts sont proches de zéro en termes réels et ne modèrent pas l'activité en Irlande.

La croissance devrait rester vigoureuse, mais mal répartie

Toujours sous l'impulsion de la demande intérieure, la production devrait s'accroître cette année et en 2007 à un rythme de 5 %, supérieur au potentiel. La consommation restera forte, à la faveur d'une solide progression des revenus, à laquelle viendront s'ajouter les paiements au titre des comptes d'épargne abondés par l'État (SSIA), qui viendront à expiration entre mai 2006 et avril 2007. La majeure partie de ces sommes sera réinvestie, mais une fraction sera dépensée. Cela donnera aussi une impulsion temporaire à la construction résidentielle, qui devrait ensuite revenir progressivement à des niveaux plus normaux. L'investissement public sera un autre moteur de la demande intérieure, les autorités renforçant leurs projets pour remédier aux déficiences dans les infrastructures. Puisque les dépenses publiques courantes devraient rester vigoureuses et la pression fiscale est appelée à s'affaiblir en 2006-2007, l'orientation budgétaire s'assouplira, ce qui se traduira par une stimulation supplémentaire de l'économie. En conséquence, l'inflation s'accentuera et les

coûts unitaires de main-d'œuvre continueront d'augmenter. En raison de la dégradation de la compétitivité des produits irlandais, les exportations nettes contribueront très peu à la croissance en 2006 et en 2007.

Les risques vont aussi bien dans un sens positif que négatif

Les prévisions reposent sur un taux de change inchangé, mais l'appréciation de l'euro par rapport au dollar, à laquelle l'économie irlandaise est plus sensible que les autres pays de la zone euro, pourrait aboutir à des exportations nettes négatives et amputer la croissance. En revanche, si les prix des logements poursuivent leur forte hausse au lieu de se tasser comme prévu, la construction résidentielle et la consommation privée pourraient davantage alimenter la demande intérieure. Une augmentation possible des dépenses publiques avant les élections de 2007 pourrait aussi venir stimuler l'économie.

© OCDE 2006

Islande

La très forte croissance de ces deux dernières années a abouti à une nette surchauffe, comme en témoignent l'inflation, bien supérieure à l'objectif officiel, et le gonflement du déficit des opérations courantes. Les marchés financiers étant de plus en plus attentifs aux tensions et déséquilibres de l'économie, la monnaie a chuté et la Banque centrale a accéléré la hausse des taux d'intérêt pour parer aux tensions inflationnistes qui en résultent.

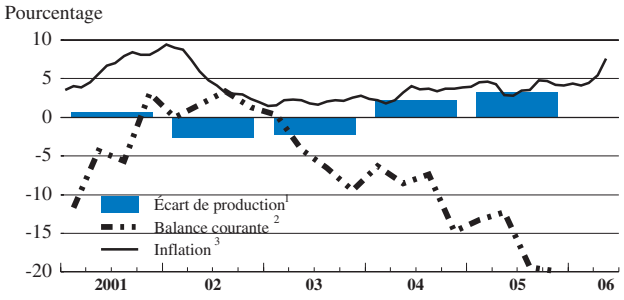
Pour ramener l'inflation vers l'objectif officiel, il faudra encore fortement relever les taux d'intérêt. Bien que les finances publiques soient en excédent, l'effet expansionniste des mesures d'allégement de l'impôt sur le revenu cette année et l'an prochain devra être compensé par des restrictions de dépenses – en particulier pour les rémunérations dans le secteur public – tant que l'inflation ne se ralentira pas clairement.

Les pressions sur les capacités ont ranimé l'inflation

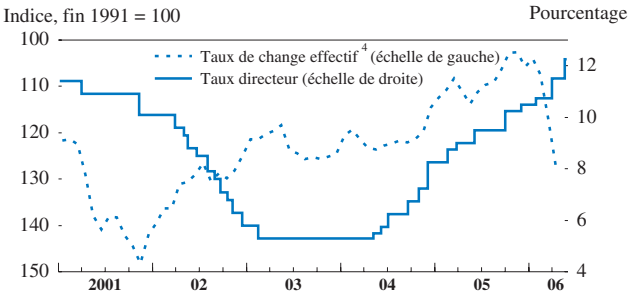
L'économie a connu en 2005 une expansion de 5½ pour cent, avec une hausse de 12 % de la consommation privée et une progression de 35 % de la formation brute de capital fixe, qui tient à la fois à de grands projets dans le secteur de l'aluminium et à un investissement résidentiel très dynamique. La croissance de la demande intérieure, de 15 %, a été en partie satisfaite par une très vive accélération des importations (près de 30 %). Les données révisées montrent que la croissance économique avait atteint 8¼ pour cent en 2004. Par conséquent, de fortes pressions sur les capacités étaient apparues auparavant et ces pressions sont aujourd'hui plus prononcées qu'on avait pu le supposer. Le taux de chômage étant nettement inférieur à son taux structurel estimé (2¾ pour cent), la hausse des salaires sur 12 mois s'est progressivement accélérée à 8½ pour cent. Les coûts dans le secteur du logement ayant en outre nettement augmenté, l'inflation est passée au-dessus de la limite supérieure de 4 % fixée par la Banque centrale. En mars, la hausse des prix à la consommation sur 12 mois atteignait 7½ pour cent. La hausse des prix des logements s'est quelque peu ralentie, mais les prix à l'importation ne freinent plus l'inflation. En effet, la nette appréciation de la monnaie observée depuis deux ans s'est rapidement inversée, le mouvement ayant débuté à la fin de février, lorsque les agences de notation et les analystes ont commencé d'attirer l'attention sur l'ampleur du déficit de balance courante (16.5 % du PIB en 2005) et sur l'endettement extérieur croissant.

Islande

Les déséquilibres économiques ont augmenté



Le taux de change s'est effondré et les taux d'intérêt se sont élevés



1. En pourcentage du PIB potentiel.
2. En pourcentage du PIB.
3. Variation en glissement annuel.
4. Échelle inversée. Une augmentation indique une appréciation.

Source : OCDE, base de données des Perspectives économiques de l'OCDE nº 79, Central Bank of Iceland et Statistics Iceland.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/111245076014*

Islande : **Demande, production et prix**

	2002	2003	2004	2005	2006	2007
	Prix courants milliards de ISK	Pourcentages de variation, en volume (prix de 2000)				
Consommation privée	445.6	5.9	7.2	11.9	5.3	0.8
Consommation publique	202.1	1.6	2.9	3.2	2.5	3.0
Formation brute de capital fixe	139.3	16.2	29.1	34.8	10.9	-14.7
Demande intérieure finale	787.0	6.6	10.3	14.9	6.1	-2.7
Variation des stocks[1]	- 0.2	-0.2	0.1	0.0	-0.1	0.0
Demande intérieure totale	786.9	6.4	10.4	14.9	6.0	-2.7
Exportations de biens et services	305.6	1.6	8.4	3.5	8.9	10.0
Importations de biens et services	292.9	10.8	14.4	28.4	13.1	-2.3
Exportations nettes[1]	12.7	-3.3	-2.5	-10.2	-3.1	4.5
PIB aux prix du marché	799.6	3.0	8.2	5.6	4.1	1.4
Déflateur du PIB	_	0.5	2.3	2.9	4.2	4.3
Pour mémoire						
Indice des prix à la consommation	_	2.1	3.2	4.0	5.6	5.3
Déflateur de la consommation privée	_	1.1	2.9	1.9	4.0	4.2
Taux de chômage	_	3.4	3.1	2.6	2.1	2.2
Solde des administrations publiques[2]	_	-2.0	0.3	3.2	2.0	-0.1
Balance des opérations courantes[2]	_	-5.0	-9.3	-16.5	-15.4	-10.4

Note: Les comptes nationaux étant basés sur des indices chaîne officiels, il existe donc un écart statistique dans l'identité comptable entre le PIB et les composantes de la demande réelle. Voir *Perspectives économiques de l'OCDE:* Sources et méthodes, *(http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods).*

1. Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.
2. En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/773553001531*

Le resserrement monétaire s'est accéléré, mais la politique budgétaire se relâche

Le dernier relèvement de 75 points de base intervenu mi-mai a porté le taux directeur de la banque centrale à 12¼ pour cent. Cette mesure a eu un effet sensible sur les taux obligataires, contrairement à ce qui s'était passé lors des hausses progressives précédentes. Mais elle n'a pas immédiatement stoppé la baisse du taux de change et les anticipations inflationnistes à moyen terme (mesurées par l'écart entre les taux des obligations non indexées et ceux des obligations indexées) sont passées à plus de 4 %, chiffre qui se situe en dehors de la fourchette d'inflation retenue par la Banque centrale. Cela veut dire que les marchés ne semblent pas considérer que les taux d'intérêt actuels et prévus seront suffisamment élevés pour que l'objectif officiel soit atteint. La Banque centrale a fait savoir qu'elle continuerait de relever les taux d'intérêt tant qu'elle ne sera pas convaincue que la politique monétaire a été suffisamment durcie pour ramener l'inflation et les anticipations inflationnistes à son objectif de 2½ pour cent, même si cela devait provoquer une contraction temporaire de l'économie. Sur le plan budgétaire, le resserrement de 2004-2005 sera en grande partie annulé cette année et l'an prochain. Le solde financier des administrations publiques est devenu excédentaire de 3¼ pour cent du PIB en 2005, grâce à des recettes fiscales très abondantes. Cet excédent devrait disparaître en 2007, essentiellement à cause d'un sensible allégement de l'impôt sur le revenu et sur le patrimoine.

Les perspectives se sont dégradées et les risques s'aggravent

L'expansion économique devrait se ralentir nettement au cours de la période à venir, car les projets dans le secteur de l'aluminium s'achèvent et la demande des ménages subit les effets négatifs du niveau élevé des taux d'intérêt. Ce ralentissement est freiné par les baisses d'impôts et par l'accélération des exportations comme

© OCDE 2006

la production de l'aluminium, à la faveur de la mise en service des nouvelles installations et de la baisse du taux de change, qui améliore la compétitivité de l'Islande. Malgré tout, le déficit des opérations courantes ne devrait descendre au-dessous des 10 % du PIB que vers la fin de la période de prévision. L'inflation devrait s'accélérer dans l'immédiat avant de revenir progressivement à 4 %, les effets de la hausse des prix des logements s'atténuant et les pressions sur les capacités s'affaiblissant. Le principal risque pour les perspectives reste celui d'une évolution assez brutale de l'économie qui résulterait d'une nouvelle correction très marquée du taux de change – censé être constant – en présence d'un déficit des opérations courantes encore de grande ampleur, ce qui exigerait des taux d'intérêt plus élevés que prévu pour faire reculer l'inflation. En plus de l'effet inflationniste direct de l'affaiblissement de la monnaie via les prix à l'importation, les syndicats pourraient revendiquer un ajustement des salaires lorsque les accords pluriannuels seront réexaminés cet automne. Le calendrier des grands investissements envisagés dans le secteur de l'aluminium et de l'électricité sera également crucial. Si certains de ces projets devaient être lancés immédiatement après ceux qui s'achèveront l'an prochain, cela pourrait avoir un impact sensible sur les anticipations inflationnistes et compliquer la stabilisation par la politique monétaire.

Luxembourg

Le taux de croissance économique est proche de son niveau tendanciel depuis deux ans (environ 4 %). Cela tient en partie à la progression des exportations de services financiers, qui reflète un raffermissement de la confiance des marchés financiers. L'expansion économique gagnant d'autres secteurs, notamment celui des services aux entreprises, les créations d'emplois ont été substantielles. Les salaires nominaux, l'inflation sous-jacente et la hausse globale des prix à la consommation augmentent tous à un rythme plus rapide que dans les pays voisins.

Le déficit budgétaire s'est creusé à 1.9 % du PIB en 2005. Les autorités sont déterminées à ramener le budget à l'équilibre d'ici la fin de la législature (en 2009). L'accent devrait être mis sur le freinage de la croissance rapide des dépenses publiques, notamment en matière de prestations sociales. L'assainissement budgétaire serait facilité par des mesures destinées à réduire le niveau des revenus de remplacement, qui renforceraient en outre les incitations au travail pour les résidents.

La croissance économique reste vigoureuse

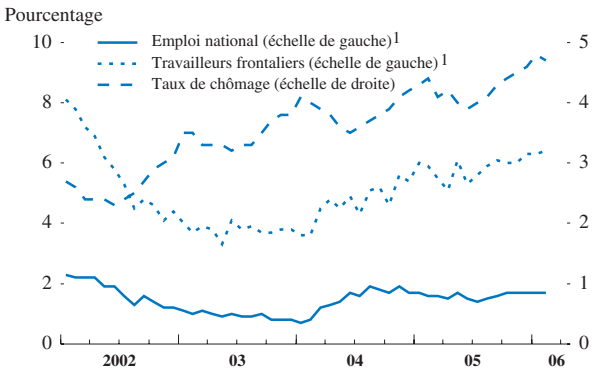
La croissance de la production a été vigoureuse en 2005, puisqu'on estime que le PIB réel a augmenté à un rythme proche de son taux de croissance tendanciel de 4 %. L'activité a été particulièrement dynamique dans le secteur des services financiers, notamment dans le domaine de la gestion d'organismes de placement collectif, reflétant le raffermissement de la confiance des détenteurs d'actifs au niveau international. Il convient de noter que le secteur des services financiers n'a apparemment pas été affecté par la récente entrée en vigueur de la directive de l'Union européenne sur la fiscalité des revenus de l'épargne. Les exportations de services financiers ont contribué à stabiliser l'excédent des paiements courants à un niveau élevé, malgré les effets négatifs de la faible croissance des marchés d'exportation dans les autres pays de l'Union européenne et de l'envolée des prix de l'énergie. L'emploi a vigoureusement augmenté, en particulier dans les établissements financiers, mais aussi dans des secteurs d'activité connexes tels que les services aux entreprises. Néanmoins, environ 70 % des postes créés étant occupés par des travailleurs transfrontaliers, le taux de chômage des résidents luxembourgeois est monté à 5 %, mettant en évidence des problèmes d'inadéquation entre l'offre et la demande sur le marché de l'emploi.

L'inflation sous-jacente augmente

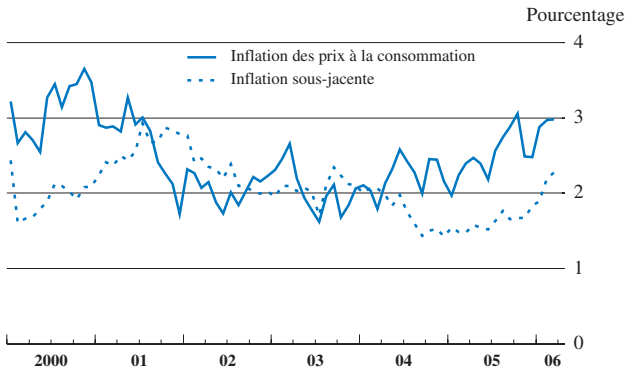
Le taux d'augmentation des salaires s'est hissé à plus de 3 %, sous l'effet conjugué du dynamisme du marché du travail et de l'indexation automatique des salaires, qui a été déclenchée par la hausse de l'inflation totale. Malgré le report de la

Luxembourg

La création d'emploi bénéficie aux travailleurs frontaliers



L'inflation augmente [1]



1. Taux de variation en glissement annuel.
Source : Service central de la statistique et des études économiques (STATEC).

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/604062638816*

© OCDE 2006

Luxembourg : **Demande, production et prix**

	2002	2003	2004	2005	2006	2007
	prix courants milliards d' €	Pourcentages de variation, en volume (prix de 2000)				
Consommation privée	10.1	2.4	2.6	2.3	2.8	2.3
Consommation publique	3.9	4.5	3.0	2.5	3.4	3.1
Formation brute de capital fixe	5.3	2.6	1.5	2.2	4.2	3.0
Demande intérieure finale	19.3	2.9	2.4	2.3	3.3	2.6
Variation des stocks[1]	- 0.1	0.5	-0.2	1.0	0.0	0.0
Demande intérieure totale	19.2	3.5	2.1	3.6	3.3	2.6
Exportations de biens et services	33.8	3.7	10.1	8.9	9.3	8.1
Importations de biens et services	29.0	4.9	9.8	9.4	9.4	7.7
Exportations nettes[1]	4.9	-0.8	2.6	1.2	1.9	2.5
PIB aux prix du marché	24.0	2.0	4.2	4.0	4.5	4.5
Déflateur du PIB	_	4.8	1.0	4.2	4.1	1.9
Pour mémoire						
Indice des prix à la consommation harmonisé	_	2.5	3.2	3.8	3.5	2.8
Déflateur de la consommation privée	_	2.2	2.4	2.8	3.0	2.0
Taux de chômage	_	3.7	4.2	4.6	5.1	5.2
Solde des administrations publiques[2]	_	0.2	-1.1	-1.9	-1.7	-1.2

1. Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.
2. En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/681715261241*

revalorisation automatique des salaires de la mi-2006 à la fin de l'année, la montée de l'inflation sous-jacente devrait se poursuivre, les perspectives d'évolution de l'emploi restant fermement orientées à la hausse sur la période considérée.

Un assainissement des finances publiques est programmé à moyen terme

Le gouvernement a récemment confirmé son engagement à remédier à la dégradation des finances publiques intervenue ces dernières années et à ramener le déficit budgétaire à l'équilibre d'ici la fin de la législature présente (en 2009). Les autorités entendent redresser la situation budgétaire en intervenant au chapitre des dépenses, grâce à une modération de la progression des salaires, des effectifs et des nouveaux investissements publics. L'évolution des recettes ne devrait guère contribuer à l'assainissement budgétaire, en dépit de la hausse de certains impôts. Sur la base des mesures annoncées par le gouvernement, le déficit budgétaire devrait diminuer de ½ point de PIB en 2007. Comme ces mesures commenceront à voir un effet sur le budget de l'année prochaine, un moindre assainissement des finances publiques est anticipé pour 2006.

La poursuite de la croissance devrait s'accompagner d'une augmentation du chômage

L'expansion économique devrait se poursuivre à son rythme actuel, toujours alimentée par les exportations, et se diversifier vers la fin de la période considérée sur fond de redressement de la demande intérieure. On peut présumer que les dépenses publiques joueront un rôle de moins en moins stimulant, à mesure que les autorités mettront en œuvre des dispositions destinées à réduire progressivement le déficit budgétaire. Les non-résidents restant les principaux bénéficiaires des créations d'emplois anticipées dans le secteur privé, en raison des problèmes d'inadéquation des qualifications ainsi que du niveau élevé des salaires de réserve acceptés, les chômeurs résidents pourraient représenter plus de 5 % de la popula-

tion active en 2007. L'inflation sous-jacente devrait rester orientée à la hausse, le renchérissement de l'énergie continuant à se répercuter sur les salaires. Néanmoins, l'inflation diminuera à la fin de la période considérée, tandis que se dissiperont les effets de la hausse des prix de l'énergie. Le principal risque qui pèse sur ces prévisions est lié à l'évolution des marchés financiers, compte tenu de la forte dépendance de l'économie luxembourgeoise vis-à-vis du secteur des organismes de placement collectifs.

© OCDE 2006

Mexique

L'expansion généralisée que connaît le pays devrait se poursuivre, la croissance du PIB s'établissant aux alentours de 4 % en 2006 comme en 2007, sur fond de progression de l'emploi dans le secteur formel. L'objectif visé en matière d'inflation devrait être atteint, et le déficit des paiements courants devrait rester proche de 1 % du PIB.

Dans le contexte d'incertitude liée aux élections de 2006, la politique macroéconomique prudente du gouvernement a réduit la vulnérabilité aux chocs de l'économie mexicaine. L'accélération de la progression du niveau de vie passe par une réforme fiscale qui permette de financer les besoins du pays en matière de développement sur une base stable et prévisible, tout en réduisant un certain nombre de distorsions. Des mesures s'imposent également pour améliorer le système d'enseignement et le fonctionnement du marché du travail, ainsi que pour renforcer la concurrence.

L'expansion de l'économie s'est généralisée

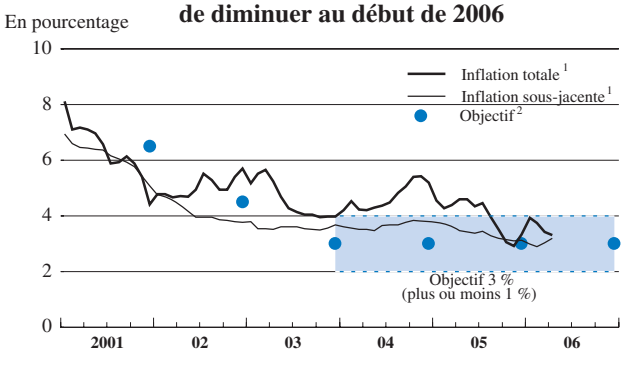
La croissance du PIB s'est renforcée au cours de l'année 2005 et l'emploi s'est redressé dans le secteur formel. Une nette accélération de la consommation privée et de l'investissement à partir de la mi-2005 a donné un coup de fouet à l'expansion économique, tandis que le crédit bancaire est reparti à la hausse. Les exportations ont augmenté rapidement à la fin de 2005 et au début de 2006, tirées par le secteur automobile, mais les importations se sont également envolées. Le déficit des paiements courants a reflué à ¾ pour cent du PIB en 2005, du fait de l'amélioration des termes de l'échange liée au renchérissement du pétrole et de l'importance persistante des envois de fonds de travailleurs émigrés. La croissance vigoureuse de l'emploi dans le secteur formel, notamment dans les services, a contribué à ramener le taux de chômage déclaré à 3½ pour cent à la fin de 2005. Reste que cet indicateur ne permet guère de cerner les ressources de main-d'œuvre inutilisées, compte tenu de l'absence d'assurance-chômage et de l'existence d'un vaste marché du travail informel. Le taux de change du peso vis-à-vis du dollar s'est apprécié (de même que son taux de change effectif) au cours de l'année 2005 ainsi qu'en 2006, quoique de manière plus erratique dernièrement.

Après un certain assouplissement, la politique monétaire devrait prendre une orientation neutre…

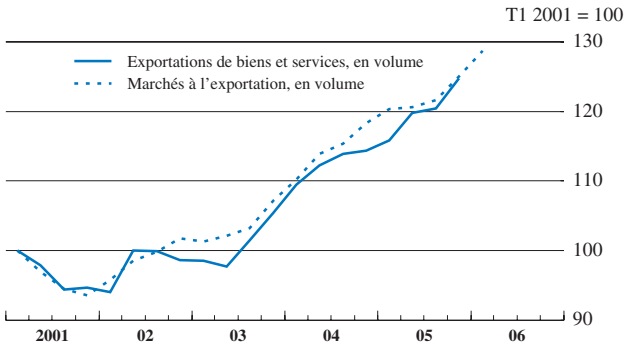
Après s'être accélérée en janvier 2006 du fait du renchérissement des produits alimentaires et de l'essence, la hausse globale des prix à la consommation a retrouvé en avril un rythme plus modéré de 3.3 % en glissement annuel, proche de l'objectif de 3 % de la banque centrale et situé dans la marge de fluctuation de plus ou moins 1 point de pourcentage définie autour de cet objectif. L'inflation sous-jacente a

Mexique

L'inflation sous-jacente a continué de diminuer au début de 2006



Les exportations restent en phase avec les marchés



1. Pourcentage de variation en glissement annuel. L'inflation sous-jacente exclut l'alimentation et d'autres postes à évolution erratique.
2. L'objectif repose sur l'inflation de l'indice des prix à la consommation.
Source : Banque du Mexique ; base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/568286253215*

Mexique : **Demande, production et prix**

	2002	2003	2004	2005	2006	2007
	Prix courants milliards de MXN	Pourcentages de variation, en volume (prix de 1993)				
Consommation privée	4 326.5	2.2	4.1	5.4	4.8	4.1
Consommation publique	759.9	0.8	-0.4	0.5	2.0	0.1
Formation brute de capital fixe	1 205.9	0.4	7.5	7.6	6.3	6.2
Demande intérieure finale	6 292.3	1.7	4.3	5.4	4.9	4.2
Variation des stocks[1]	89.0	-1.0	0.1	-1.6	-0.2	0.0
Demande intérieure totale	6 381.3	0.7	4.4	3.8	4.7	4.2
Exportations de biens et services	1 681.1	2.7	11.6	6.9	8.8	7.4
Importations de biens et services	1 794.9	0.7	11.6	8.7	9.9	8.0
Exportations nettes[1]	- 113.9	0.7	-0.3	-0.9	-0.8	-0.6
PIB aux prix du marché	6 267.5	1.4	4.2	3.0	4.1	3.7
Déflateur du PIB	_	8.6	7.4	5.4	5.4	3.1
Pour mémoire						
Indice des prix à la consommation	_	4.5	4.7	4.0	3.7	3.0
Déflateur de la consommation privée	_	7.1	6.5	3.3	3.4	3.3
Taux de chômage[2]	_	2.5	3.0	3.5	3.3	3.3
Balance des opérations courantes[3]	_	-1.3	-1.1	-0.8	-0.7	-1.1

1. Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.
2. Données établies sur la base de l'enquête nationale sur l'emploi.
3. En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/235245604710*

diminué régulièrement pour s'établir aux alentours de 3 % au premier trimestre 2006. Les anticipations inflationnistes pour 2006 restent cependant proches de l'inflation globale, et les salaires contractuels ont augmenté à un rythme de 4 % environ. La Banque du Mexique a abaissé son taux directeur à court terme de 25 points de base à la fin du mois de mars. Les taux d'intérêt à court terme ont reculé à 7.4 % en avril, alors qu'ils s'établissaient à 10 % un an auparavant. Les prévisions présentées ici reposent sur l'hypothèse que les taux d'intérêt à court terme recommenceront à diminuer au début de 2007, compte tenu du ralentissement de l'inflation et de la levée d'un certain nombre d'incertitudes après les élections.

… tandis que la politique budgétaire reste prudente

Proche de zéro en 2005, le déficit budgétaire correspondait à l'objectif visé, dans un contexte de recettes pétrolières et fiscales plus importantes que prévues dans le budget. Conformément aux règles concernant la répartition des recettes pétrolières exceptionnelles, ces rentrées de fonds supplémentaires ont été affectées, premièrement, au financement d'investissements publics, notamment de la part de la compagnie pétrolière d'État PEMEX et de collectivités locales, deuxièmement, à l'amélioration du solde du secteur public, et troisièmement, au fonds de stabilisation des recettes pétrolières. Le besoin de financement du secteur public au sens large a également diminué en 2005. Bien qu'une réduction des recettes liées au pétrole soit anticipée, le budget de 2006 prévoit un nouveau recul du besoin de financement du secteur public aux alentours de 1½ pour cent du PIB. Compte tenu de l'hypothèse de prix du pétrole sur laquelle se fondent les prévisions de l'OCDE, des recettes pétrolières exceptionnelles devraient être engrangées en 2006. Une partie de ces fonds sera dépensée, conformément aux règles en vigueur, ce qui devrait stimuler quelque peu l'activité par voie budgétaire.

© OCDE 2006

Les perspectives à court terme sont favorables

La croissance des exportations devrait rester vigoureuse en 2006, même si la concurrence de la Chine continuera probablement à limiter quelque peu les résultats du Mexique à l'exportation. Dans un contexte d'incertitudes atténuées, l'investissement des entreprises devrait se renforcer en 2007, et la consommation des ménages devrait être étayée par la poursuite de la progression marquée de l'emploi. La croissance du PIB va probablement rester aux alentours de son taux potentiel (3½ à 4 %). Le déficit des paiements courants devrait se réduire un peu en 2006, grâce à l'évolution des termes de l'échange, tandis que les flux d'investissement direct de l'étranger restent importants.

Il existe des risques de divergence à la baisse comme à la hausse par rapport à ces prévisions

La croissance économique risque de diverger à la baisse par rapport à ces prévisions du fait de la demande étrangère et de la dégradation de la compétitivité du Mexique dans le nouvel environnement international, tandis que les incertitudes liées aux élections nationales de 2006 pourraient entraîner le report de projets d'investissement. D'un autre côté, des effets de confiance positifs résultant de la stabilité macroéconomique du Mexique pourraient permettre un rebond plus marqué de l'activité. Néanmoins, cette montée en régime ne pourrait être durable que si la croissance potentielle était renforcée, ce qui passe par des réformes structurelles destinées à accroître les recettes fiscales, à améliorer le système d'enseignement ainsi que le fonctionnement du marché du travail, et à renforcer la concurrence.

Norvège

La Norvège continentale enregistre un taux de croissance supérieur à son niveau potentiel depuis presque trois ans. L'expansion économique devrait ralentir pour s'établir à 3¼ pour cent en 2006, et diminuer encore un peu en 2007 en raison d'une baisse de régime de l'investissement dans le secteur pétrolier. L'écart de production restant malgré tout positif, les tensions inflationnistes vont probablement s'accentuer.

Dans la période actuelle de croissance vigoureuse et d'augmentation rapide des recettes d'exportation pétrolières, un durcissement de la politique budgétaire s'impose. Cela devrait se traduire par une utilisation plus limitée des recettes pétrolières par l'État, conformément à l'exigence de symétrie inhérente à la règle budgétaire. En excluant une variation défavorable du taux de change, la disparition rapide de la marge de ressources inutilisées dans l'économie signifie que la politique monétaire doit retrouver une orientation plus neutre.

La demande intérieure est maintenant étayée par l'investissement

La Norvège continentale a enregistré un taux de croissance économique de 3.7 % en 2005. Le taux d'utilisation des capacités augmente rapidement, notamment dans la construction et le secteur manufacturier. La demande des ménages reste vigoureuse. Le redressement de l'investissement des entreprises continentales semble maintenant bien ancré. L'investissement fixe dans le secteur pétrolier a fortement augmenté à la fin de 2005, ce qui s'est traduit par un accroissement de la demande de biens et de services produits par l'économie continentale. L'emploi s'est vigoureusement redressé à l'automne et a fait reculer le taux de chômage à 4.2 % au début de 2006, malgré l'augmentation rapide de la population active. Jusqu'ici, l'inflation sous-jacente reste extrêmement basse, en raison de la faiblesse des prix des importations et de la vigueur des pressions concurrentielles. Néanmoins, la disparition rapide de la marge de ressources inutilisées dans l'économie et la montée des revendications salariales risquent de plus en plus d'exacerber les tensions inflationnistes.

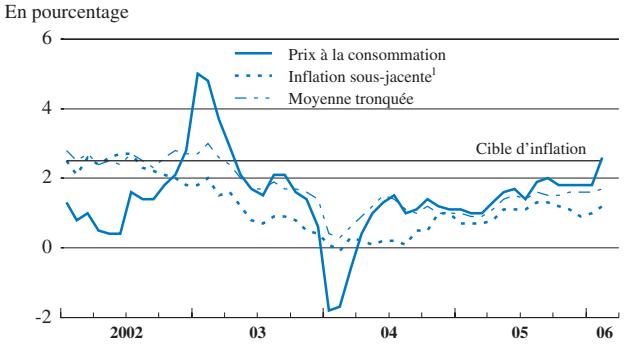
L'orientation des politiques macroéconomiques évolue vers une prudente neutralité

La Norvège continentale montre encore des signes de légers déséquilibres. Les taux d'intérêt réels sont faibles et la croissance du crédit aux particuliers continue de s'accélérer. La *Norges Bank* (Banque de Norvège) a poursuivi sa stratégie de resserrement à pas comptés, éliminant lentement les effets stimulants de la politique monétaire. Malgré les précédentes hausses des taux d'intérêt, les conditions monétaires devraient

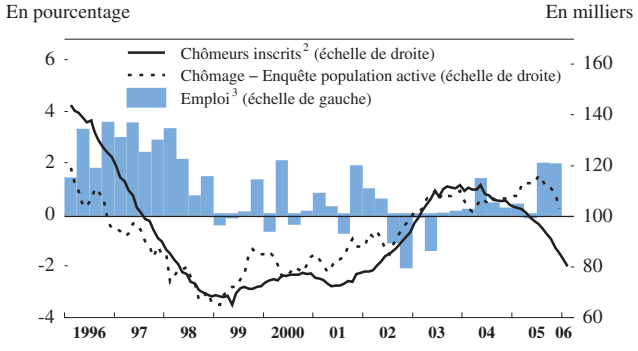
Norvège

L'inflation est faible actuellement

Variation en glissement annuel



Le chômage diminue rapidement



1. Indice des prix à la consommation corrigé des variations de la fiscalité et autres facteurs, à l'exclusion des produits énergétiques.
2. Y compris les personnes relevant des programmes du marché du travail.
3. Taux de variation trimestriel annualisé.

Source : Institut national de statistique norvégien, Département du travail et Norges Bank.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/138731313508*

© OCDE 2006

Norvège : **Demande, production et prix**

	2002	2003	2004	2005	2006	2007
	Prix courants milliards de NOK	Pourcentages de variation, en volume (prix de 2003)				
Consommation privée	680.7	2.9	4.7	3.8	3.6	2.9
Consommation publique	338.5	1.3	2.2	1.4	2.0	2.3
Formation brute de capital fixe	274.7	0.2	8.1	10.8	13.5	2.6
Demande intérieure finale	1 293.8	1.9	4.8	4.7	5.5	2.7
Variation des stocks[1]	17.8	-0.3	1.2	0.0	-1.0	0.0
Demande intérieure totale	1 311.6	1.5	6.1	4.6	4.1	2.7
Exportations de biens et services	624.4	0.2	0.6	0.5	1.6	2.0
Importations de biens et services	416.9	1.1	8.9	6.7	6.6	3.1
Exportations nettes[1]	207.5	-0.2	-2.2	-1.7	-1.1	0.1
PIB aux prix du marché	1 519.1	1.1	3.1	2.3	2.5	2.2
Déflateur du PIB	_	2.6	5.6	8.5	8.2	3.4
Pour mémoire						
PIB continental aux prix du marché[2]	_	1.4	3.8	3.7	3.3	2.6
Indice des prix à la consommation	_	2.5	0.5	1.5	2.2	2.6
Déflateur de la consommation privée	_	2.8	0.9	1.2	2.3	2.6
Taux de chômage	_	4.5	4.5	4.6	4.0	3.8
Taux d'épargne des ménages[3]	_	9.5	9.6	11.8	6.3	5.9
Solde des administrations publiques[4]	_	7.5	11.7	15.8	18.5	18.5
Balance des opérations courantes[4]	_	13.0	13.6	16.8	22.0	23.1

Note : Les comptes nationaux étant basés sur des indices chaîne officiels, il existe donc un écart statistique dans l'identité comptable entre le PIB et les composantes de la demande réelle. Voir *Perspectives économiques de l'OCDE:* Sources et méthodes, *(http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods).*

1. Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.
2. PIB non compris le pétrole et la marine marchande.
3. En pourcentage du revenu disponible.
4. En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/230542054003*

continuer à soutenir l'activité à court terme. La croissance des dépenses publiques s'est ralentie en 2005, reflétant une baisse sensible des dépenses de défense, mais les réductions de taux d'imposition ont donné une orientation légèrement expansionniste à la politique budgétaire. En 2006, le gouvernement entend financer de nouvelles dépenses publiques et des transferts aux collectivités locales par un alourdissement de la fiscalité indirecte. Conformément aux projets de la précédente coalition, les taux marginaux d'imposition sur les hauts revenus salariaux seront abaissés, et un impôt sur les dividendes sera réintroduit. Le nouveau gouvernement a confirmé l'objectif d'une stabilisation du déficit structurel non pétrolier en pourcentage du PIB continental pour 2006, réduisant ainsi l'écart observé par rapport à la règle budgétaire après trois années de dépassements substantiels des objectifs prévus.

Une expansion vigoureuse et généralisée se profile à l'horizon

Le PIB continental devrait enregistrer un taux de croissance de 3¼ pour cent en 2006, encore supérieur à son niveau potentiel. Les investissements liés au pétrole devraient atteindre des sommets à la mi-2006, soutenant l'activité économique continentale. Compte tenu de l'élimination progressive des effets dynamisants des politiques budgétaire et monétaire et de l'achèvement de projets en cours liés à la production de pétrole, l'expansion économique devrait ralentir quelque peu pour s'établir sous les 2¾ pour cent en 2007, proche du taux de croissance potentiel. La demande intérieure restera cependant probablement solide. Dans ce contexte, les

créations d'emplois dans le secteur des entreprises devraient rester soutenues au cours des deux prochaines années, le taux de chômage tombant rapidement sous l'estimation de son niveau structurel. Les conditions monétaires étant en outre accommodantes, la consommation privée devrait être dynamique. Compte tenu des sommets atteints en termes de rentabilité et des pénuries de main-d'œuvre dans le secteur manufacturier, les négociations salariales de printemps dans ce secteur phare pourraient envoyer un signal d'accélération de la hausse des salaires.

Les risques s'accentuent sur le front intérieur

La vigueur de la croissance mondiale et l'évolution des prix du pétrole et d'autres produits de base continueront à exercer une influence considérable sur l'économie norvégienne. Sur le front intérieur, la reprise semblant bien ancrée, la principale source d'incertitude tient à la capacité des politiques macroéconomiques à ramener une croissance aujourd'hui très dynamique à son niveau potentiel, et à limiter les tensions inflationnistes.

© OCDE 2006

Nouvelle-Zélande

Une reprise de l'activité devrait s'engager progressivement tandis que l'économie réagit à la forte dépréciation du taux de change en se recentrant sur les produits exportables. Néanmoins, cette baisse du cours du change, conjuguée à une relance budgétaire, va ralentir la dissipation des tensions inflationnistes tandis que la production tombe sous son niveau potentiel. L'investissement devrait continuer à refluer avant de se stabiliser, tandis que l'emploi devrait rester au même niveau et le chômage augmenter.

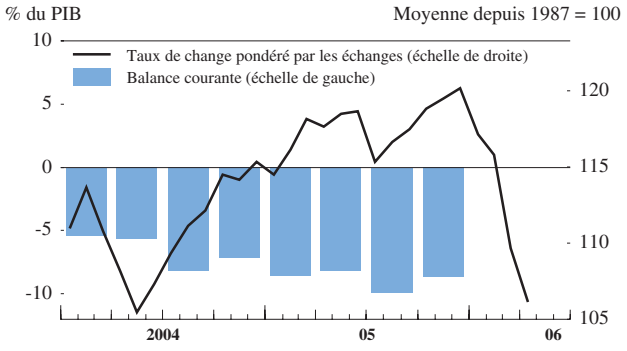
Un assouplissement sensible de la politique monétaire à partir du second semestre de cette année devrait étayer la reprise, même si l'économie disposera encore de capacités inutilisées au terme de la période considérée. La détermination du moment et de l'ampleur des baisses de taux d'intérêt s'avérera peut-être difficile, car toute diminution prématurée ou trop tardive pourrait avoir un coût significatif.

La production s'est essoufflée tandis que la consommation a soutenu la demande

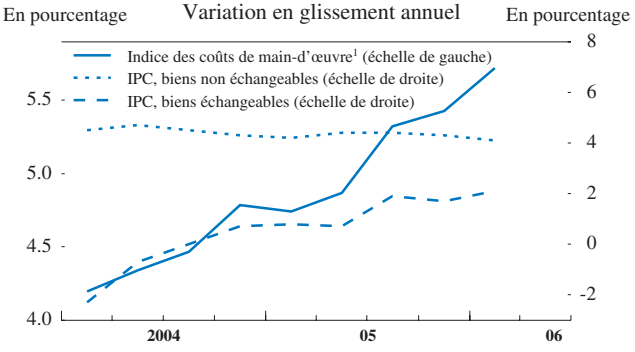
L'économie traverse actuellement une phase d'ajustement prononcé, qui permettra de remédier aux déséquilibres macroéconomiques observés. La production a marqué le pas au dernier trimestre 2005, la pression croissante des coûts et la diminution des bénéfices amenant les entreprises à ajuster leur production, à réduire leurs stocks et à revoir à la baisse leurs investissements en capital fixe. Les secteurs exportateurs ont pâti des effets du niveau précédemment élevé de la monnaie nationale, et les prix des produits de base d'exportations néo-zélandais sont redescendus des sommets qu'ils avaient atteints. Le déficit des paiements courants s'est hissé à 8.9 % du PIB au quatrième trimestre, malgré une forte baisse des importations en volume. Depuis lors, le taux de change s'est fortement déprécié, diminuant de 10 % en termes nominaux au cours du premier trimestre, et améliorant du même coup les perspectives des exportateurs. Cela a contribué à rehausser légèrement la confiance des chefs d'entreprises, même si elle reste faible. Alors que la consommation des administrations publiques (hors dépenses militaires) continue à augmenter rapidement, la croissance de la consommation des ménages ralentit, même si leurs dépenses jusqu'à la fin de l'année seront soutenues par des transferts accrus dans le cadre du train de mesures baptisé *Working for Families* (Œuvrer pour les familles) et par la suppression des intérêts dus au titre des prêts étudiants. Ces éléments compensent, en partie au moins, les effets qu'aurait sur le revenu des ménages un tassement de la production. Les indicateurs relatifs au marché du travail font apparaître un tableau en demi-teinte.

Nouvelle-Zélande

Le taux de change a fortement chuté



Les pressions sur les prix et les salaires sont encore fortes



1. Tous secteurs, non désaisonnalisé.
Source : Reserve Bank of New Zealand et Statistics New Zealand.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/334464542381*

Nouvelle-Zélande : **Demande, production et prix**

	2002	2003	2004	2005	2006	2007
	Prix courants milliards de NZD	Pourcentages de variation, en volume				
Consommation privée	75.7	5.5	6.5	4.6	1.1	1.1
Consommation publique	22.6	1.9	5.7	5.3	5.4	3.3
Formation brute de capital fixe	27.6	11.4	13.2	4.3	-3.9	-2.7
Demande intérieure finale	125.9	6.1	7.9	4.7	0.7	0.7
Variation des stocks[1]	1.4	-0.3	0.4	-0.3	-1.8	0.0
Demande intérieure totale	127.3	5.8	8.2	4.3	-1.1	0.7
Exportations de biens et services	42.8	2.8	5.6	-0.3	7.3	9.2
Importations de biens et services	41.2	8.5	16.6	6.4	0.1	4.9
Exportations nettes[1]	1.6	-1.8	-3.2	-2.0	2.0	1.2
PIB (dans l'optique de la dépense aux prix du marché)	129.0	3.9	4.3	1.9	1.3	1.9
Déflateur du PIB	_	1.7	3.7	2.5	1.9	2.3
Pour mémoire						
PIB (dans l'optique du produit)	_	3.4	4.3	2.2	1.1	1.9
Indice des prix à la consommation	_	1.8	2.3	3.0	3.5	2.9
Déflateur de la consommation privée	_	0.4	1.0	1.5	3.0	2.8
Taux de chômage	_	4.6	3.9	3.7	4.3	4.9
Solde des administrations publiques[2]	_	6.3	5.9	5.8	4.6	4.0
Balance des opérations courantes[2]	_	-4.3	-6.6	-8.8	-9.4	-8.6

Note : Les comptes nationaux étant basés sur des indices chaîne officiels, il existe donc un écart statistique dans l'identité comptable entre le PIB et les composantes de la demande réelle. Voir *Perspectives économiques de l'OCDE:* Sources et méthodes, *(http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods).*

1. Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.
2. En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/215573835033*

Les problèmes de pénurie de main-d'œuvre se sont atténués, tandis que le taux de chômage s'est hissé à 3.9 % au premier trimestre. Néanmoins, la progression de l'emploi s'est poursuivie.

Les tensions inflationnistes retardent l'assouplissement de la politique monétaire

Compte tenu de la forte augmentation récente des salaires et de la hausse des prix des importations, il est difficile aux entreprises de restaurer leur rentabilité sans relever leurs tarifs. De fait, la hausse des prix à la consommation s'est accélérée pour atteindre 3.3 % en glissement annuel en mars 2006, même si les répercussions de la récente dépréciation du dollar néo-zélandais restent encore largement à venir. L'augmentation des prix des logements se poursuit également, quoique à un rythme plus lent, et les délais de vente s'allongent. Les anticipations inflationnistes sont légèrement retombées par rapport au sommet qu'elles avaient atteint, mais elles restent proches de 3 %, la limite supérieure de la marge de fluctuation retenue comme objectif par la Banque centrale. Compte tenu des pressions inflationnistes manifestement persistantes dans l'économie, la Banque centrale a porté son taux au jour le jour à 7.25 % en décembre et maintenu le statu quo depuis lors. L'atonie de l'activité au premier semestre 2006 éliminera probablement tout excédent de demande résiduel, mais les tensions inflationnistes qui s'annoncent rendront difficile toute baisse des taux avant le second semestre de cette année, au plus tôt. Néanmoins, compte tenu d'un écart de production négatif, on anticipe un assouplissement sensible de la politique monétaire qui ramènera l'économie vers son niveau de production potentielle.

© OCDE 2006

La reprise sera axée sur les exportations

Après un premier semestre atone, l'activité économique devrait s'accélérer progressivement cette année, les exportations se substituant à la demande intérieure en tant que moteur de la croissance. Cela contribuera également à enrayer le gonflement du déficit des paiements courants. L'augmentation de la consommation des ménages sera relativement modeste, étant donné la hausse des taux d'intérêt hypothécaires et la plus grande stabilité des prix des logements, ainsi que la dégradation des perspectives d'emploi. L'emploi devrait rester relativement stable sur fond de progression du chômage, ce qui devrait modérer la hausse des salaires. Il est cependant prévu que l'investissement privé continue à reculer pendant plusieurs trimestres avant de se stabiliser l'année prochaine. Sur fond d'augmentation modérée du PIB et d'écart de production négatif en 2007, les tensions inflationnistes devraient se dissiper avant la fin de la période considérée.

Le principal risque est lié au moment choisi pour assouplir la politique monétaire

Le principal risque qui pèse sur ces prévisions tient au calendrier de la politique monétaire. En cas d'assouplissement prématuré, les effets indirects de la dépréciation du taux de change pourraient en effet être intégrés dans les anticipations inflationnistes, tandis qu'un assouplissement trop tardif pourrait se solder par des pertes injustifiées sur le front de la production et de l'emploi. Par ailleurs, on ignore quelle incidence pourrait avoir la stabilisation des prix des logements sur le comportement des ménages en matière de dépenses et d'épargne.

Pays-Bas

L'expansion économique continue à s'accélérer au premier semestre 2006. La croissance des exportations est stimulée par les gains de compétitivité et par les marchés d'exportation en expansion rapide. L'investissement des entreprises tire parti de la vigueur de leurs bénéfices. La reprise devrait se généraliser tandis que la consommation privée se renforce sur fond de progression de l'emploi, le taux de croissance atteignant 2.8 % l'année prochaine. L'inflation est faible, mais elle devrait se rapprocher du niveau observé dans la zone euro d'ici la fin de 2007.

Le solde budgétaire s'est considérablement amélioré au cours des deux dernières années et devrait rester équilibré en données corrigées des variations cycliques en 2006-2007. Néanmoins, compte tenu de l'ampleur des engagements de retraite non capitalisés arrivant à échéance à long terme, des efforts devraient être déployés en vue d'accroître les excédents structurels.

La croissance s'est redressée…

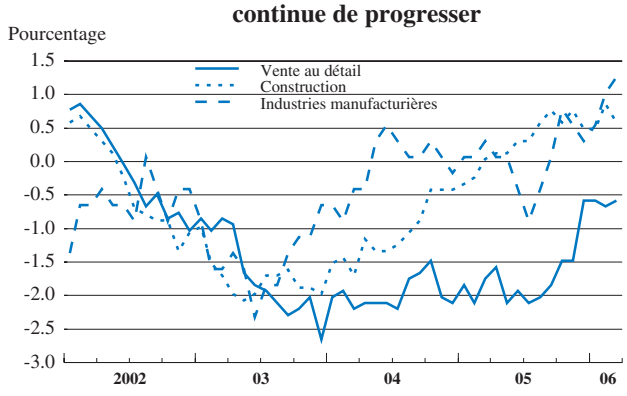
La reprise économique s'accélère. Le PIB réel connaît une croissance supérieure à son niveau potentiel au premier semestre 2006, alimentée essentiellement par le renforcement des exportations et de l'investissement des entreprises, ce dernier bénéficiant de l'amélioration de leurs bénéfices et de la rapidité du cycle de remplacement des équipements produits par le secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC). Malgré le niveau élevé des prix de l'énergie, la consommation privée contribue de plus en plus à la reprise, et la confiance des consommateurs se renforce, grâce à l'amélioration de l'évolution du marché du travail et à la récente dissipation des incertitudes concernant l'impact de la réforme du système de santé sur les cotisations de sécurité sociale. Reflétant le redressement de l'économie, le taux de chômage diminue depuis le dernier trimestre 2005.

… tandis que le ralentissement de l'augmentation des prix et des salaires s'est poursuivi

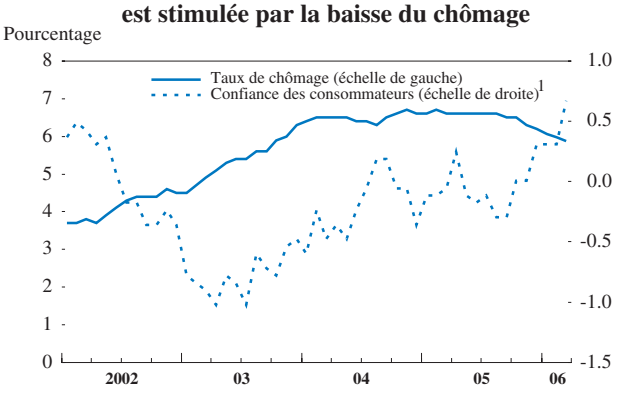
Malgré la reprise de l'activité économique, un écart de production négatif conséquent subsiste, de sorte que la progression de la rémunération du travail est restée très modérée, la hausse des salaires contractuels ayant été inférieure à 1 % en 2005. Cela a contribué à ramener l'inflation sous-jacente à ¾ pour cent en 2005, ce qui a permis d'empêcher que la hausse globale des prix à la consommation ne franchisse la barre de 2 % en 2005, malgré le renchérissement de l'énergie.

Pays-Bas

La confiance des chefs d'entreprise continue de progresser



La confiance des consommateurs est stimulée par la baisse du chômage



1. Moyenne centrée, désaisonnalisée.
Source : OCDE, *Principaux indicateurs économiques*.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/428335030783*

© OCDE 2006

Pays-Bas : **Demande, production et prix**

	2002	2003	2004	2005	2006	2007
	prix courants milliards d' €	Pourcentages de variation, en volume				
Consommation privée[1]	233.0	-0.7	0.0	0.3	-2.6	1.2
Consommation publique[1]	110.2	2.4	0.0	0.5	8.5	1.5
Formation brute de capital fixe	92.9	-3.5	2.9	2.2	3.0	3.1
Demande intérieure finale	436.2	-0.5	0.6	0.8	1.5	1.7
Variation des stocks[2]	- 1.3	0.2	0.2	-0.5	0.0	0.0
Demande intérieure totale	434.9	-0.3	0.8	0.2	1.5	1.7
Exportations de biens et services	298.5	2.0	8.5	5.9	7.3	7.5
Importations de biens et services	268.1	2.0	7.8	5.1	6.6	6.7
Exportations nettes[2]	30.3	0.1	0.9	0.9	1.0	1.3
PIB aux prix du marché	465.2	-0.1	1.7	1.1	2.4	2.8
Déflateur du PIB	_	2.5	0.9	1.6	1.7	1.3
Pour mémoire						
Indice des prix à la consommation harmonisé	_	2.2	1.4	1.5	1.7	1.8
Déflateur de la consommation privée	_	2.2	1.1	1.7	-0.2	1.3
Taux de chômage	_	4.1	4.9	5.0	4.1	3.4
Taux d'épargne des ménages[3]	_	8.5	8.4	5.7	6.3	5.5
Solde des administrations publiques[4]	_	-3.2	-2.1	-0.3	-0.5	-0.1
Balance des opérations courantes[4]	_	5.5	8.9	6.4	9.5	10.1

Note: Les comptes nationaux étant basés sur des indices chaîne officiels, il existe donc un écart statistique dans l'identité comptable entre le PIB et les composantes de la demande réelle. Voir *Perspectives économiques de l'OCDE:* Sources et méthodes, *(http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods).*

1. La réforme de l'assurance-maladie en 2006 impliquera dans les comptes nationaux une réaffectation des dépenses de santé dans la consommation publique et non plus dans la consommation privée.
2. Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.
3. En pourcentage du revenu disponible, incluant l'épargne à l'assurance vie et aux régimes de retraite.
4. En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/760116487136*

Le solde budgétaire est équilibré

L'importance des recettes d'impôt sur les sociétés et les mesures d'assainissement prises par le gouvernement (essentiellement au chapitre des dépenses, notamment sous forme de réductions des dépenses sociales) ont permis de ramener le déficit budgétaire à ¼ pour cent du PIB en 2005. Compte tenu des mesures annoncées, on s'attend à une certaine dégradation des finances publiques en 2006, marquée par un déficit budgétaire de ½ pour cent du PIB, étant donné la suppression de dispositions destinées à inciter les entreprises à payer leurs impôts de manière anticipée, alors que, dans le même temps, le trop-perçu fiscal de 2005 sera remboursé dans le courant de l'année. Le taux de croissance étant supérieur à son niveau potentiel, le déficit des administrations publiques va cependant se rapprocher de l'équilibre en 2007, tandis que le solde budgétaire corrigé des variations cycliques devrait rester inchangé.

La reprise devrait se généraliser

De bons résultats à l'exportation devraient continuer d'étayer la croissance du PIB, grâce à l'accélération de l'expansion des marchés d'exportation et à une amélioration de la compétitivité-prix. On table sur un redressement de l'investissement des entreprises, parallèlement à l'amélioration de leurs carnets de commandes et au renforcement de leurs bénéfices. La progression de l'emploi devrait continuer à se raffermir, entraînant une réduction du taux de chômage à 3.4 % d'ici fin 2007. Conjugué au renforcement de la confiance des consommateurs, ce raffermissement

devrait donner une impulsion supplémentaire à la consommation privée. Sur fond de diminution de l'écart de production, la hausse des prix à la consommation et la progression des salaires devraient s'accélérer vers la fin de la période considérée.

Les risques extérieurs de divergence par rapport aux prévisions sont orientés à la baisse

Sur le front extérieur, le principal risque de divergence par rapport aux prévisions réside dans une croissance du commerce international moins vigoureuse que prévu. S'agissant de la demande intérieure, le principal risque qui pèse sur son évolution tient à la possibilité qu'une hausse persistante des cours du pétrole freine la consommation privée.

© OCDE 2006

Pologne

Tirée par la demande intérieure, l'activité économique devrait se raffermir en 2006 et en 2007. L'emploi continuerait à progresser et le chômage à diminuer. La croissance de la productivité pourrait également se redresser un peu, tout en restant en deçà des taux enregistrés au début de la décennie. L'inflation va probablement augmenter mais demeurer inférieure à l'objectif central de 2½ pour cent visé par la banque centrale.

Dans un contexte de faible inflation jusqu'en 2007, la politique monétaire pourrait être assouplie davantage. Malgré la diminution du déficit budgétaire en 2005, l'assainissement des finances publiques reste un défi important. Des réformes structurelles s'imposent pour contenir les dépenses sociales, renforcer les gains de productivité et veiller à ce qu'ils s'accompagnent d'une forte croissance économique.

La croissance a été vigoureuse à la fin de 2005

L'activité économique s'est accélérée au second semestre 2005, le taux de croissance du PIB réel se hissant à 4.2 % (en glissement annuel). Les données relatives au premier trimestre 2006 laissent à penser que la production industrielle a continué à augmenter fortement. L'investissement, stimulé en partie par les transferts émanant de l'Union européenne, a constitué un moteur important de la demande après des résultats décevants au début de 2005. Le zloty ayant continué à s'apprécier jusqu'en février 2006, la croissance des exportations s'est tassée tandis que celle des importations s'est renforcée, de sorte que la contribution des exportations nettes à l'expansion économique a été plus limitée qu'au début de 2005. Malgré une croissance du PIB plus faible en 2005 qu'en 2004, la progression de l'emploi s'est accélérée et le recul du chômage s'est poursuivi. En conséquence, la croissance de la productivité de la main-d'œuvre a sensiblement diminué. La hausse des salaires s'est redressée à la fin de 2005, soutenant la consommation et la confiance des ménages.

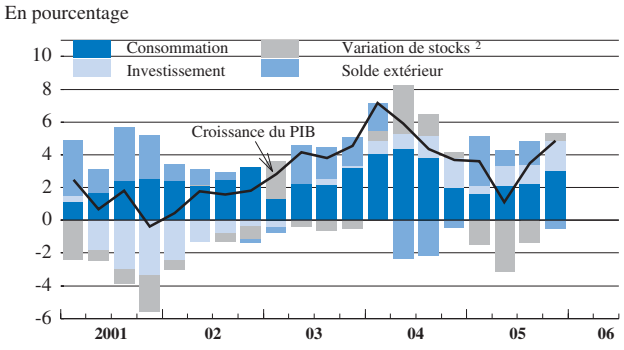
Les conditions monétaires se sont assouplies

Sur fond d'appréciation du zloty, et malgré l'accélération de la progression des salaires, l'inflation globale est tombée à 0.4 % en mars (en glissement annuel) et se situe depuis septembre 2005 sous le plancher de la marge de fluctuation de 1½ à 3½ pour cent retenue comme objectif par la banque centrale. L'inflation sous-jacente est également très basse. Les taux d'intérêt directeurs ont reflué dans le sillage de l'inflation et ont été réduits en janvier puis en février de cette année, de 0.25 point de

Pologne

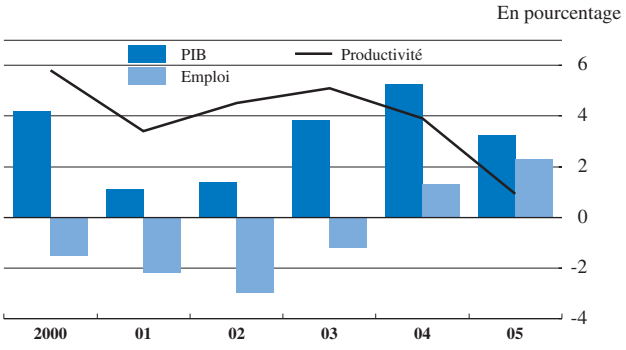
La demande intérieure dope la croissance

Contribution à la croissance[1]



Les gains de productivité se sont ralentis

Taux de croissance annuel



1. Pourcentage de variation par rapport à la même période de l'année précédente.
2. Y compris l'écart statistique.

Source : OCDE, base de données des Perspectives économiques nº 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/841041224772*

Pologne : **Demande, production et prix**

	2002	2003	2004	2005	2006	2007
	Prix courants milliards de PLZ	Pourcentages de variation, en volume				
Consommation privée	539.5	1.9	3.9	2.1	3.0	3.7
Consommation publique	145.4	4.9	4.2	4.2	3.8	3.8
Formation brute de capital fixe	151.5	-0.1	6.3	6.2	9.0	8.5
Demande intérieure finale	836.4	2.1	4.4	3.2	4.2	4.6
Variation des stocks[1]	- 0.9	0.6	1.6	-1.1	0.1	0.0
Demande intérieure totale	835.6	2.7	5.8	2.1	4.4	4.6
Exportations de biens et services	231.5	14.2	14.0	8.1	9.0	9.2
Importations de biens et services	259.2	9.3	15.2	4.9	8.7	9.1
Exportations nettes[1]	- 27.7	1.1	-0.8	1.1	0.1	0.0
PIB aux prix du marché	807.9	3.8	5.3	3.3	4.4	4.6
Déflateur du PIB	_	0.4	4.0	2.8	1.5	1.8
Pour mémoire						
Indice des prix à la consommation	_	0.7	3.4	2.2	1.0	1.7
Déflateur de la consommation privée	_	0.4	3.1	2.0	1.2	1.7
Taux de chômage	_	19.6	19.0	17.7	16.8	15.7
Solde des administrations publiques[2,3]	_	-4.7	-3.9	-2.5	-2.8	-2.6
Balance des opérations courantes[2]	_	-2.1	-4.2	-1.5	-1.6	-1.7

Note : Les comptes nationaux étant basés sur des indices chaîne officiels, il existe donc un écart statistique dans l'identité comptable entre le PIB et les composantes de la demande réelle. Voir *Perspectives économiques de l'OCDE:* Sources et méthodes, *(http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods).*

1. Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.
2. En pourcentage du PIB.
3. Avec les régimes de pension privés (OFE) classés dans le secteur des administrations publiques. Si ces régimes (OFE) étaient classés à l'extérieur du secteur des administrations publiques, comme ce sera le cas à partir de la notification d'Eurostat du printemps 2007, le solde des administrations publiques serait: -6,3 en 2003; -5,6 in 2004; -4,4 en 2005, -4.7 en 2006 et -4,5 en 2007.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/245547185382*

pourcentage à chaque fois. Les prévisions présentées ici reposent sur l'hypothèse d'une nouvelle réduction de ¼ point à la mi-2006 et d'une hausse modeste en 2007, l'expansion économique se poursuivant et les taux d'intérêt augmentant dans le reste de l'Europe.

L'assainissement des finances publiques reste un défi important

On estime que le déficit des administrations publiques a reculé de 3.9 % du PIB en 2004 à 2.5 % en 2005. Ces statistiques se fondent sur la définition actuelle d'Eurostat, selon laquelle les régimes de retraite privés sont inclus dans le secteur des administrations publiques. Le déficit sous-jacent – lorsque les régimes de retraite privés sont classés dans le secteur privé, qui sera effectif à partir de 2007 – est plus élevé (4.4 % du PIB en 2005). L'amélioration observée en 2005 a eu lieu malgré le fait que les dépenses ont augmenté en pourcentage du PIB, tirées vers le haut par la contribution au budget de l'Union européenne et la consommation publique. Les recettes ont progressé encore plus fortement, en partie du fait d'un report exceptionnel de recettes de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) de 2004 à 2005. En 2006, à politiques inchangées, la poursuite de la croissance vigoureuse des dépenses et un tassement des recettes se traduirait par un creusement du déficit. Celui-ci pourrait ensuite diminuer légèrement en 2007, l'expansion économique se poursuivant et la situation du marché du travail s'améliorant. Les autorités entendent réduire les impôts et les cotisations de sécurité sociale, mais elles n'ont pas encore indiqué comment elles comptaient financer ces réductions sans alourdir le déficit.

© OCDE 2006

La reprise devrait se renforcer

L'activité devrait s'accélérer cette année. L'investissement constituera un moteur important de l'expansion économique, les transferts accrus de l'Union européenne étant utilisés pour financer de nouveaux projets. Tandis que l'investissement repart à la hausse, l'emploi continuerait de progresser et la consommation de se raffermir. Une demande intérieure plus dynamique stimulerait les importations. Malgré le taux de change élevé du zloty, les exportations devraient continuer à enregistrer une forte croissance, stimulée par l'amélioration des résultats économiques des partenaires commerciaux de la Pologne, même si la contribution des exportations nettes à l'augmentation du PIB devrait être plus limitée. La croissance de la productivité se redresserait légèrement. Le chômage étant toujours élevé, quoique en recul, il est peu probable que les salaires augmentent trop fortement. La progression des coûts unitaires de main-d'œuvre pourrait donc ralentir un peu. Il est possible que l'inflation augmente légèrement, mais elle devrait rester faible.

Le gouvernement devrait éviter d'alimenter l'inflation salariale

Si les gains de productivité restent faibles, l'inflation salariale pourrait menacer la reprise. Les hausses de salaires annoncées dans le secteur public de la santé sont susceptibles de se répercuter sur les négociations dans le secteur privé. Le gouvernement ne devrait pas accorder de telles augmentations dans d'autres secteurs où elles sont moins justifiées. Parallèlement, malgré la faiblesse de l'inflation, il est difficile à la banque centrale d'assouplir sensiblement sa politique monétaire, compte tenu des doutes qui subsistent quant aux perspectives d'évolution budgétaires. Le gouvernement devrait prendre des mesures pour rationaliser les finances publiques. Les baisses d'impôts projetées permettraient certes d'améliorer le comportement du marché du travail en réduisant le coin fiscal, mais il est important de trouver – dans les limites du budget – les moyens nécessaires pour financer ces baisses ainsi que les hausses de salaires annoncées dans le secteur public.

Portugal

La croissance de l'économie portugaise n'a été que de 0.3 % en 2005. Compte tenu du dynamisme des marchés d'exportation, une reprise des exportations et de l'expansion du PIB est anticipée pour 2006 et le taux de croissance devrait s'établir à 1½ pour cent en 2007. L'écart de production négatif important devrait permettre un reflux de l'inflation vers la moyenne de la zone euro. Par ailleurs, le niveau élevé du chômage devrait se traduire par une modération de la progression des salaires, qui contribuera à améliorer la compétitivité du Portugal.

Étant donné l'ampleur du déficit budgétaire, il est crucial de poursuivre les efforts d'assainissement en cours. Au-delà des hausses d'impôts et des dispositions actuelles destinées à contenir l'augmentation de la masse salariale du secteur public à court terme, les autorités devraient continuer avec détermination à prendre des mesures pour mieux maîtriser les dépenses primaires. Il est également essentiel que soient accomplis davantage d'efforts pour renforcer le capital humain, moderniser l'économie et accroître la concurrence, afin que le Portugal retrouve une croissance économique soutenue.

La croissance est atone et les déséquilibres économiques sont marqués

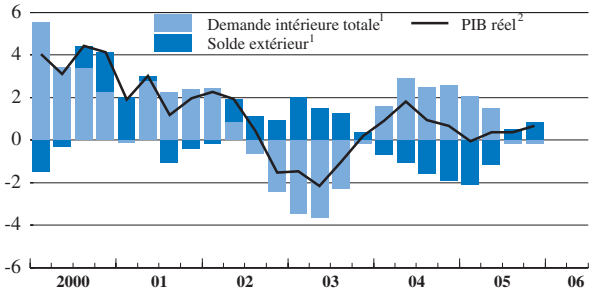
Le taux de croissance économique du Portugal n'a été que de 0.3 % en 2005. L'investissement a reculé et le ratio investissement/PIB est revenu aux niveaux observés avant l'essor qu'avait connu le pays à l'approche de l'adoption de l'euro. Le taux de chômage s'est hissé à 8 %, mais les salaires réels ont progressé plus rapidement que la productivité, laissant à penser que les ajustements des salaires réels sont devenus plus difficiles dans le contexte actuel de faible inflation. L'inflation sous-jacente a cependant continué à diminuer. Compte tenu de pertes considérables de parts de marché à l'exportation, la contribution des exportations nettes à la croissance est restée négative et les termes de l'échange se sont dégradés, ce qui s'est traduit par un déficit des paiements courants de plus de 9 % du PIB.

L'assainissement budgétaire reste une tâche essentielle à mener à bien

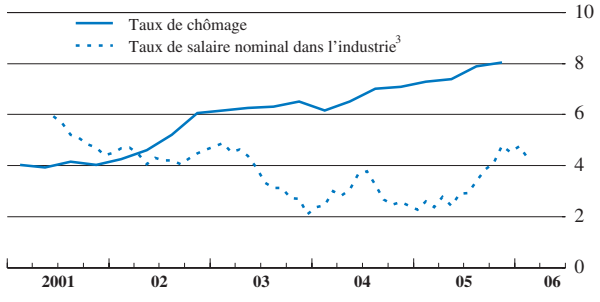
La suppression des mesures exceptionnelles et les fortes pressions à la hausse s'exerçant sur les dépenses publiques ont débouché sur un nouvel alourdissement du déficit budgétaire, qui s'est établi à 6 % du PIB en 2005. Sous le coup de la procédure concernant les déficits excessifs lancée par la Commission européenne, le Portugal s'est engagé dans un programme d'assainissement budgétaire visant à ramener le déficit sous la barre de 3 % du PIB d'ici 2008. Au chapitre des recettes, le taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) a été révisé à la hausse en juillet 2005, et un nouveau taux supérieur d'imposition des revenus (s'appliquant à partir d'un

Portugal

La croissance reste faible



Le chômage augmente mais les salaires aussi



1. Contributions à la croissance annuelle du PIB réel. Points de pourcentage.
2. Pourcentage de variation en glissement annuel.
2. Moyenne mobile sur 6 mois, pourcentage de variation en glissement annuel.
Source : Institut national de statistiques (INE) ; base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, nº 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/700475600274*

© OCDE 2006

Portugal : **Demande, production et prix**

	2002	2003	2004	2005	2006	2007
	prix courants milliards d' €	Pourcentages de variation, en volume (prix de 2000)				
Consommation privée	85.4	0.1	2.4	2.0	1.2	1.9
Consommation publique	27.1	0.3	2.0	1.7	0.2	-0.4
Formation brute de capital fixe	33.8	-10.0	0.9	-2.9	-0.7	2.8
Demande intérieure finale	146.4	-2.2	2.0	0.9	0.6	1.7
Variation des stocks[1]	0.3	0.0	0.2	-0.2	-0.1	0.0
Demande intérieure totale	146.7	-2.2	2.2	0.7	0.5	1.7
Exportations de biens et services	37.9	3.7	4.5	0.9	4.0	5.6
Importations de biens et services	49.1	-0.4	6.8	1.8	2.7	5.0
Exportations nettes[1]	- 11.3	1.3	-1.3	-0.5	0.1	-0.3
PIB aux prix du marché	135.4	-1.1	1.1	0.3	0.7	1.5
Déflateur du PIB	_	2.7	2.8	2.7	2.8	1.8
Pour mémoire						
Indice des prix à la consommation harmonisé	_	3.3	2.5	2.1	2.7	2.1
Déflateur de la consommation privée	_	2.8	2.6	2.6	2.6	2.0
Taux de chômage	_	6.3	6.7	7.7	7.9	7.7
Taux d'épargne des ménages[2]	_	10.8	10.1	9.9	9.6	9.6
Solde des administrations publiques[3]	_	-3.0	-3.2	-6.0	-5.0	-4.5
Balance des opérations courantes[3]	_	-5.2	-7.4	-9.3	-9.6	-9.7

1. Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.
2. En pourcentage du revenu disponible.
3. En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/633600384122*

niveau de revenu très élevé pour le Portugal) a été créé. Au chapitre des dépenses, un relèvement de 60 à 65 ans de l'âge minimum de départ en retraite des agents de l'État (correspondant à un alignement sur le secteur privé) ainsi qu'une réduction du nombre de fonctionnaires et un plafonnement des augmentations de salaires dans le secteur public ont été annoncés. Par ailleurs, des réformes plus approfondies ont été engagées afin de limiter la croissance future des dépenses et de renforcer l'efficience de l'État. La consommation publique devrait enregistrer une croissance nettement inférieure à sa moyenne à long terme, et diminuer en pourcentage du PIB. Compte tenu de l'alourdissement de la fiscalité et de l'amélioration du recouvrement des impôts, les recettes totales devraient augmenter en pourcentage du PIB. D'après les prévisions de l'OCDE, le déficit devrait être ramené à 4½ pour cent du PIB d'ici à 2007 à politiques inchangées, le déficit structurel diminuant de 1.3 point de PIB en 2006 puis de 0.3 point en 2007.

La croissance des marchés d'exportation alimentera une reprise modeste en 2006 et en 2007

Le redémarrage de la croissance des marchés d'exportation et l'amélioration de la compétitivité du Portugal devraient donner un coup de fouet à ses exportations et alimenter une reprise modeste. L'écart de production négatif devrait se traduire par la poursuite de la baisse de l'inflation vers la moyenne de la zone euro. L'économie devrait redémarrer lentement au cours de l'année 2006, la croissance se renforçant et se généralisant en 2007, de sorte que l'écart de production commencerait à se combler à partir du début de 2007. Néanmoins, les pertes de parts de marché à l'exportation vont probablement se poursuivre, en raison de la dégradation de la compétitivité portugaise liée aux augmentations passées des coûts unitaires relatifs

de main-d'œuvre, et d'une spécialisation commerciale pour laquelle le Portugal est confronté à une vive concurrence de la part de l'Asie et des nouveaux États membres de l'Union européenne (UE). La croissance de la consommation privée devrait évoluer parallèlement à l'augmentation modérée des revenus réels des ménages. Le redressement des exportations et les effets de confiance positifs induits par l'assainissement des finances publiques devraient stimuler l'investissement, avec un certain décalage. Après avoir stagné en 2005, l'emploi devrait progresser de nouveau dans le secteur privé sur fond de reprise de la croissance du PIB. Néanmoins, le taux de chômage restera vraisemblablement aux alentours de 8 % tout au long de l'année 2006, et ne commencera à diminuer qu'en 2007. Dans ces circonstances, il est prévu que la progression des salaires commence à ralentir en 2006, contribuant à l'amélioration de la compétitivité.

Les risques qui pèsent sur ces prévisions sont à la fois d'ordre intérieur et international

Sur le front extérieur, la reprise du Portugal est tributaire de la vigueur de la croissance de la demande étrangère, notamment dans la zone euro. Au niveau intérieur, les principaux risques de divergence à court terme par rapport aux prévisions résident dans un assainissement des finances publiques plus limité que prévu et dans des revendications salariales excessives, ce qui aggraverait les pertes accusées par le Portugal en matière de compétitivité et entraînerait une nouvelle dégradation de ses résultats à l'exportation.

© OCDE 2006

République slovaque

L'expansion économique devrait rester forte et s'établir à plus de 6 % par an en 2006 et en 2007, la demande étrangère prenant dans une certaine mesure le relais de la demande intérieure en tant que moteur de la croissance. Il est prévu que cette expansion soutenue débouche sur des créations d'emplois, mais le chômage restera sans doute relativement élevé.

Le durcissement de la politique monétaire devra probablement se poursuivre pour que l'objectif d'inflation soit atteint en 2007. Par ailleurs, de nouvelles réformes du marché du travail renforceraient la capacité de l'économie à créer davantage d'emplois sans accélération de l'inflation. Des efforts supplémentaires d'assainissement des finances publiques contribueraient à juguler l'inflation tout en réduisant les risques de dégradation de la compétitivité.

La vigueur de la demande intérieure a renforcé la croissance

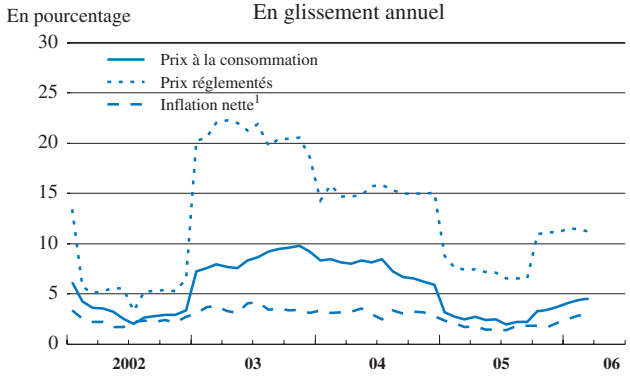
L'expansion économique a continué de se renforcer au second semestre 2005. La forte progression de l'emploi et des salaires a gonflé le revenu disponible des ménages, donnant un coup de fouet à la consommation privée, tandis que l'investissement a bénéficié des entrées d'investissement direct étranger (IDE), notamment dans la construction automobile, malgré un certain ralentissement sur l'ensemble de l'année. En dépit de gains réguliers de parts de marché à l'exportation, une forte croissance des importations alimentée par une demande intérieure vigoureuse ainsi que la hausse du coût des importations de combustibles ont contribué à creuser le déficit des paiements courants, de même que l'augmentation des bénéfices des entreprises étrangères implantées en République slovaque. La hausse des prix à la consommation a commencé à s'accélérer vers la fin de l'année 2005, tirée essentiellement par les augmentations de prix réglementés, principalement dans le domaine de l'énergie. Néanmoins, certains signes indiquent que ces hausses de coûts se répercutent également sur les prix d'autres biens et services, principalement des services ne faisant pas l'objet d'échanges internationaux qui sont fournis par le secteur privé.

Alors que la politique monétaire se durcit déjà, l'assainissement budgétaire est différé

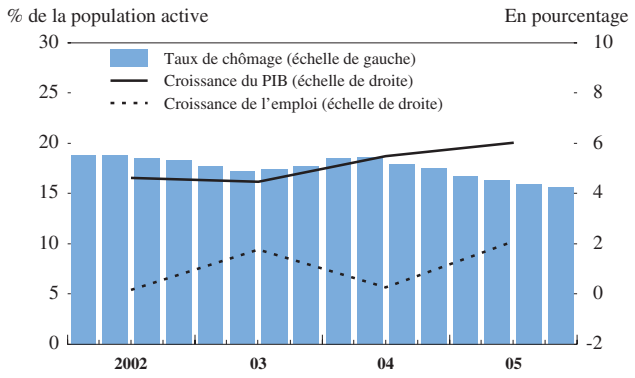
Réagissant à la généralisation des tensions inflationnistes, la banque centrale a relevé ses taux d'intérêt directeurs de 0.5 point de pourcentage en février. La forte croissance de la production risque malgré tout d'accentuer les problèmes d'insuffisance des capacités. De nouvelles hausses de taux d'intérêt seront donc probablement nécessaires pour juguler les tensions inflationnistes. Tandis que cette orientation plus restrictive de la politique monétaire freinera la croissance de la

République slovaque

L'inflation s'est redressée récemment



La croissance de l'économie stimule l'emploi



1. Ne comprend pas les prix réglementés, les produits alimentaires et les effets de variation des impôts indirects.
Source : Banque nationale de Slovaquie et OCDE, *Comptes nationaux*.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/702417613534*

République slovaque : **Demande, production et prix**

	2002	2003	2004	2005	2006	2007
	Prix courants milliards de SKK	Pourcentages de variation, en volume (prix de 1995)				
Consommation privée	633.6	-0.6	3.5	5.8	4.9	4.9
Consommation publique	220.8	2.7	1.1	2.0	3.3	2.6
Formation brute de capital fixe	303.5	-1.5	2.5	12.4	9.5	8.0
Demande intérieure finale	1 157.8	-0.2	2.8	6.7	5.8	5.3
Variation des stocks[1]	18.9	-1.9	3.6	-0.2	1.6	0.0
Demande intérieure totale	1 176.7	-2.0	6.5	6.3	7.3	5.1
Exportations de biens et services	788.2	22.5	11.4	10.9	16.6	13.1
Importations de biens et services	866.3	13.6	12.7	11.2	17.7	12.1
Exportations nettes[1]	- 78.1	6.5	-0.8	-0.2	-0.9	1.3
PIB aux prix du marché	1 098.7	4.5	5.5	6.0	6.3	6.3
Déflateur du PIB	_	4.7	4.6	2.5	2.1	2.2
Pour mémoire						
Indice des prix à la consommation	_	8.6	7.5	2.7	3.6	2.2
Déflateur de la consommation privée	_	7.7	6.9	3.2	2.9	2.2
Taux de chômage	_	17.5	18.1	16.2	15.4	14.7
Solde des administrations publiques[2,3]	_	-3.8	-3.1	-2.9	-2.3	-1.8
Balance des opérations courantes[2]	_	-0.9	-3.5	-9.2	-9.0	-7.0

1. Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.
2. En pourcentage du PIB.
3. Définition excluant le coût du transfert des contributions au deuxième pilier du système des retraites. Incluant ce coût le solde solde s'éleverait à -3.5% du PIB en 2005, -3.6% du PIB en 2006 et -3.2% du PIB en 2007.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/342845028462*

demande, la politique budgétaire devrait rester globalement neutre cette année. La progression des dépenses publiques est forte dans certains domaines, tels que l'enseignement et le système judiciaire, quoique compensée en grande partie par la croissance vigoureuse des recettes fiscales. Globalement, le déficit devrait néanmoins diminuer en raison d'une baisse ponctuelle des dépenses publiques en 2006 résultant de l'annulation, en 2005, de dettes contractées par l'Irak, le Soudan et la Syrie à l'égard de la République slovaque. Parallèlement, on anticipe un alourdissement des coûts budgétaires liés au transfert de cotisations de retraite au nouveau régime par capitalisation constituant le deuxième pilier du système de retraite, mis en place en 2005, même si ces coûts ne sont pas encore intégrés dans le déficit des administrations publiques. Les transferts budgétaires accrus émanant de l'Union européenne vont probablement stimuler l'investissement public en 2007, sans affecter toutefois l'équilibre budgétaire. Dans le même temps, la poursuite de la croissance soutenue des recettes fiscales et les réductions d'effectifs en cours dans le secteur des administrations publiques pourraient contribuer à alléger le déficit.

La vigueur de la croissance va entraîner une réduction du chômage

Le taux de croissance économique devrait se hisser au-dessus de 6 % en 2006 et en 2007. Un ralentissement temporaire de la production automobile va probablement freiner un peu la progression des exportations au premier semestre 2006, mais l'entrée en service de nouvelles unités de production d'ici la fin de l'année ainsi que l'amélioration des perspectives économiques sur les principaux marchés d'exportation, notamment dans la zone euro, devraient déboucher sur une contribution positive des exportations nettes à la croissance, permettant de réduire le déficit des paiements courants en 2007. Le dynamisme de l'activité et les récentes réformes du marché du

© OCDE 2006

travail devraient continuer à favoriser les créations d'emplois, et contribuer au recul du chômage, même s'il demeurera élevé en termes de comparaison internationale. L'inflation devrait se hisser aux alentours de 3½ pour cent en moyenne cette année, avant de retomber à 2¼ pour cent en 2007. Le déficit des administrations publiques devrait atteindre 2.3 % du PIB cette année, puis refluer à 1.8 % du produit intérieur brut en 2007.

Les risques qui pèsent sur ces perspectives semblent équilibrés

La poursuite du durcissement de la politique monétaire pourrait entamer la compétitivité slovaque, réduisant du même coup la contribution des exportations nettes à l'expansion de l'économie. D'un autre côté, l'intégration économique croissante avec les autres pays de l'Union européenne est susceptible de renforcer les perspectives de croissance au-delà de ce qui était prévu. Par ailleurs, les coûts budgétaires de la transition vers le régime de retraite par capitalisation pourraient se révéler plus élevés que prévu, si bien que des efforts d'assainissement budgétaire plus poussés que ne l'anticipent les autorités pourraient s'avérer nécessaires pour que la République slovaque puisse entrer comme prévu dans la zone euro en 2009.

République tchèque

La croissance du PIB réel a atteint 6 % en 2005, dans une large mesure grâce aux exportations nettes, et devrait refluer à 5¾ pour cent en 2006 puis à 4¾ pour cent en 2007. Bien que l'on s'attende à un renforcement de la progression de la consommation privée et à la persistance du dynamisme des exportations, leur effet sera largement contrebalancé par celui de l'accélération des importations. Cette croissance plus rapide de la consommation va exacerber les tensions inflationnistes, de même que l'alourdissement de la fiscalité indirecte et les hausses de prix réglementés.

Après être revenu sous la barre des 3 % du PIB pour deux années consécutives, le déficit des administrations publiques devrait augmenter en 2006 et en 2007. Les autorités doivent revoir le système budgétaire, afin que les recettes exceptionnelles soient gérées de manière adéquate dans le cadre de dépenses à moyen terme, et une modification des règles relatives aux reports de dépenses s'impose. En outre, des progrès plus sensibles doivent être accomplis en matière de réforme des retraites et du système de santé, pour ramener les finances publiques sur une trajectoire plus viable à long terme.

Le PIB a enregistré en 2005 son taux de croissance le plus élevé depuis de nombreuses années

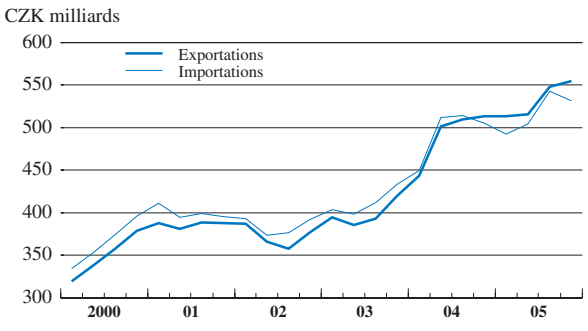
L'économie tchèque connaît une reprise tirée par les échanges depuis mi-2003, et la croissance du PIB en glissement annuel s'est établie à 6.7 % (en données corrigées des variations saisonnières) au dernier trimestre 2005. Après avoir atteint un sommet en 2004, la progression des exportations a été nettement plus faible en 2005. Ce ralentissement a toutefois été largement compensé par un tassement de la croissance des importations. De fait, le solde des échanges de biens et services est devenu positif au cours de l'année, et le déficit des paiements courant est tombé à 2.6 % du PIB, même si les statistiques commerciales du premier trimestre 2006 font apparaître un redressement des importations. La reprise de l'activité économique stimule le marché du travail, mais le recul du taux de chômage est resté relativement limité étant donné l'importance persistante du chômage de longue durée. L'inflation a augmenté par rapport au niveau bas qu'elle avait atteint au premier semestre 2005, sous l'effet conjugué du renchérissement des carburants et de l'augmentation de prix réglementés. Jusqu'ici, les statistiques d'inflation mensuelles sont stables depuis le début de l'année 2006, s'établissant juste en dessous de 3 % en glissement annuel.

Le déficit de 2005 tient à des recettes inattendues et à des reports de dépenses

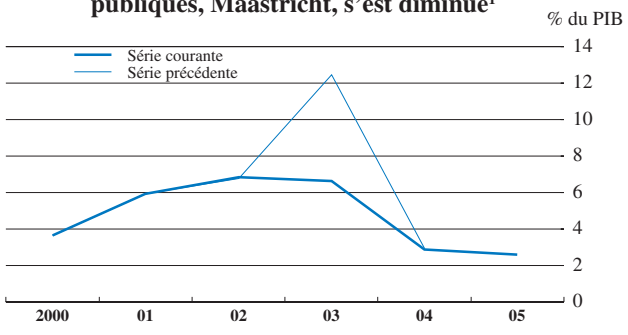
Sur la base des droits constatés, le déficit des administrations publiques a reflué à 2.6 % du PIB en 2005, alors qu'il s'établissait à 2.9 % en 2004 et à un niveau nettement plus élevé de 6.7 % en 2003. Néanmoins, les résultats récents tiennent en partie à des recettes inattendues, en particulier au titre de l'impôt sur les sociétés et des

République tchèque

Le commerce extérieur s'élargit



Le déficit budgétaire des administrations publiques, Maastricht, s'est diminué[1]



1. Le déficit budgétaire selon les critères de Maastricht emploi la méthode de SEC95, comptabilisation des dépenses lors de leur engagement et des créances lors de leur naissance. Pour la série courante, une décision par Eurostat a soustrait un élément garanti important du déficit de 2003.
Source : Office statistique des Communautés européennes (Eurostat) et OCDE, *Comptes nationaux* trimestriels.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/057425880346*

© OCDE 2006

République tchèque : **Demande, production et prix**

	2002	2003	2004	2005	2006	2007
	Prix courants milliards de CZK	Pourcentages de variation, en volume (prix de 1995)				
Consommation privée	1 233.9	4.6	3.3	2.6	3.3	4.2
Consommation publique	555.2	3.8	-2.7	0.8	1.0	0.5
Formation brute de capital fixe	643.3	4.7	5.3	3.7	4.2	5.2
Demande intérieure finale	2 432.4	4.5	2.5	2.5	3.0	3.6
Variation des stocks[1]	29.8	-0.9	0.7	-1.0	0.3	0.0
Demande intérieure totale	2 462.2	3.5	3.1	1.5	3.3	3.6
Exportations de biens et services	1 487.5	7.5	20.9	11.2	11.1	9.8
Importations de biens et services	1 535.5	7.9	18.1	4.9	7.9	8.5
Exportations nettes[1]	- 48.0	-0.4	1.4	4.5	2.5	1.2
PIB aux prix du marché	2 414.2	3.2	4.7	6.0	5.7	4.7
Déflateur du PIB	_	2.6	3.4	0.0	1.3	3.4
Pour mémoire						
Indice des prix à la consommation	_	-0.1	2.8	1.9	2.9	3.7
Déflateur de la consommation privée	_	1.8	2.2	1.0	2.9	3.7
Taux de chômage	_	7.8	8.3	8.0	7.7	7.5
Solde des administrations publiques[2]	_	-6.7	-2.9	-2.6	-3.3	-3.5
Balance des opérations courantes[2]	_	-6.3	-6.0	-2.1	-1.7	-0.9

Note : Les comptes nationaux étant basés sur des indices chaîne officiels, il existe donc un écart statistique dans l'identité comptable entre le PIB et les composantes de la demande réelle. Voir *Perspectives économiques de l'OCDE:* Sources et méthodes, *(http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods).*

1. Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.
2. En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/628060657233*

droits d'accise sur le gazole. Ces rentrées supplémentaires considérables ont servi à justifier un relèvement des plafonds de dépenses pour 2006 dans le cadre de dépenses à moyen terme du gouvernement, destiné notamment à permettre une augmentation des dépenses sociales. Bien que ce cadre ait indéniablement renforcé la discipline budgétaire, la hausse des plafonds laisse à penser que des règles complémentaires sont nécessaires pour gérer les recettes et les dépenses exceptionnelles. Des règles plus souples en matière de report des dépenses ont permis aux ministères opérationnels de réduire leurs dépenses de fin d'année, mais elles ont également rendu plus difficile le contrôle global du budget. La modestie des progrès accomplis en matière de réforme des dépenses publiques avive les inquiétudes concernant les perspectives d'assainissement durable des finances publiques : la question de la refonte du système de retraite n'a pas encore été tranchée, une réforme majeure du système de santé n'a toujours pas été engagée, et les économies générales en matière de dépenses publiques ont été limitées.

La croissance sera plus faible en 2006 et en 2007, mais restera vigoureuse

L'expansion économique devrait ralentir un peu en 2006 et en 2007, à hauteur de 5¾ pour cent et de 4¾ pour cent respectivement. On table sur une progression des exportations de l'ordre de 10 %, soit le même rythme qu'en 2005, tandis que les importations devraient normalement augmenter de manière substantielle. La croissance de la consommation des ménages devrait gagner 1½ point de pourcentage environ pour s'établir à plus de 4 % en 2007, sous l'effet conjugué de l'évolution des salaires et des réductions d'impôt sur le revenu des personnes physiques. De même que les hausses de prix réglementés à venir, cela va tirer vers le haut le taux d'inflation,

dont le niveau moyen devrait être de 3.7 % en 2007. Une phase de resserrement de la politique monétaire est donc anticipée à compter du troisième trimestre de cette année.

La principale source d'incertitude réside dans l'évolution des échanges

Considérées dans leur ensemble en volume, les exportations et les importations de la République tchèque équivalent aujourd'hui à plus du double de son PIB en volume, et leurs taux de croissance fluctuent considérablement. Nombre d'observateurs estiment maintenant que les fortes augmentations des exportations observées au moment de l'entrée du pays dans l'Union européenne marquent un glissement structurel positif, mais la question de savoir si ce glissement se traduira par la persistance d'un solde commercial positif reste entière.

© OCDE 2006

Suède

L'expansion économique en Suède reste vive, la demande intérieure complétant de plus en plus la contribution des exportations nettes. Avec une accélération de la croissance à près de 4 % en 2006, l'écart de production devient positif. Cependant, l'inflation reste très faible malgré la reprise conjoncturelle, reflétant en partie des gains de productivité mais probablement aussi des facteurs liés à la concurrence mondiale.

La politique budgétaire ajoutera encore au dynamisme de l'activité en 2006. Une politique monétaire expansionniste alimente l'explosion de l'investissement et fait aussi monter les prix de l'immobilier. Au cours de la période couverte par les prévisions, la banque centrale devrait relever les taux directeurs pour les porter au moins à des niveaux neutres, et il faudrait mettre fin à la stimulation budgétaire.

La demande intérieure a été forte…

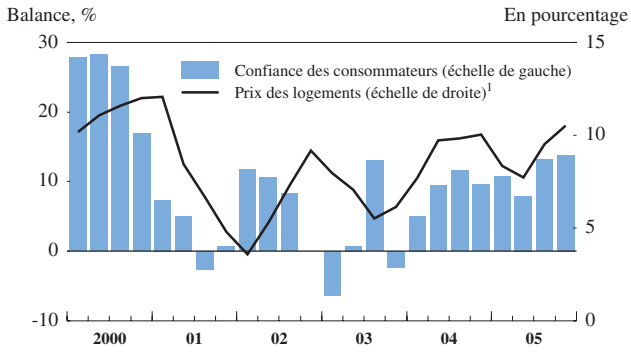
La croissance de l'économie suédoise est restée vigoureuse en 2005, toujours supérieure à celle de la zone euro. Cette vigueur est imputable au dynamisme de la demande intérieure, qui a apporté la plus forte contribution à la rapide progression de 2¾ pour cent du PIB. Des données récentes semblent indiquer que cette tendance se poursuivra en 2006, avec une solide expansion de la production industrielle, une augmentation des commandes et une remontée de la confiance des consommateurs à des niveaux inégalés depuis cinq ans. Au même titre que les allégements d'impôt et l'amélioration progressive sur le marché du travail, la hausse continue des prix des logements a sans doute été l'un des moteurs des dépenses des ménages. À la faveur de taux d'intérêt peu élevés, les prix de l'immobilier ont de nouveau augmenté de près de 10 %, permettant ainsi aux ménages de prendre des crédits hypothécaires supplémentaires (hypothèques rechargeables). Stimulé par l'augmentation des prix du logement, l'investissement résidentiel a fait un bond à un taux annuel de 17 %, après une progression similaire en 2004. La croissance de l'investissement des entreprises qui, à 8 ½ pour cent, a été la plus forte depuis huit ans, a été aussi facilitée par des conditions de financement favorables et de brillantes perspectives de rentabilité des entreprises. Les exportations nettes ont apporté à la croissance une contribution moins importante que l'année précédente, et particulièrement faible au quatrième trimestre.

… tandis que l'inflation reste peu élevée

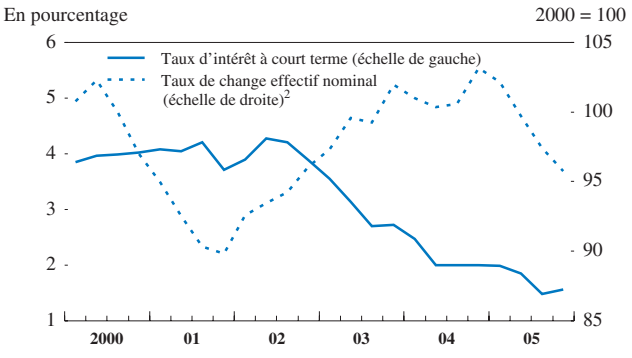
Avec des taux de croissance supérieurs au potentiel à long terme de l'économie pendant les deux années passées, l'écart de production est en train de se combler. Cependant, la hausse des prix à la consommation en 2005 est restée étonnamment

Suède

La confiance des consommateurs est forte



Les conditions monétaires restent souples



1. Croissance en glissement annuel.
2. Un augmentation représente une appréciation de la Couronne Suédoise.
Source : Statistics Sweden ; National Institute of Economic Research et base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/327167251667*

Suède : **Demande, production et prix**

	2002	2003	2004	2005	2006	2007
	Prix courants milliards de SEK	Pourcentages de variation, en volume				
Consommation privée	1 160.7	1.8	1.8	2.4	3.2	2.7
Consommation publique	658.2	0.7	0.1	1.1	1.6	0.9
Formation brute de capital fixe	392.1	1.1	5.1	8.3	5.8	4.2
Demande intérieure finale	2 210.9	1.3	1.9	3.1	3.2	2.5
Variation des stocks[1]	1.7	0.3	-0.3	-0.2	-0.3	0.0
Demande intérieure totale	2 212.6	1.7	1.5	2.8	2.9	2.5
Exportations de biens et services	1 043.0	4.4	10.7	6.6	8.9	7.7
Importations de biens et services	883.9	5.1	6.9	6.8	8.6	6.8
Exportations nettes[1]	159.0	0.0	2.1	0.5	0.8	1.0
PIB aux prix du marché	2 371.6	1.8	3.2	2.7	3.9	3.3
Déflateur du PIB	_	1.9	1.3	1.2	1.6	1.9
Pour mémoire	_					
Indice des prix à la consommation	_	1.9	0.4	0.5	1.0	2.1
Déflateur de la consommation privée	_	1.8	1.3	1.0	1.7	2.3
Taux de chômage[2]	_	4.9	5.5	5.8	4.8	4.2
Taux d'épargne des ménages[3]	_	9.0	8.5	7.9	7.0	6.9
Solde des administrations publiques[4,5]	_	-0.2	1.6	2.7	1.7	2.2
Balance des opérations courantes[4]	_	7.4	6.8	6.1	6.7	6.7

Note : Les comptes nationaux étant basés sur des indices chaîne officiels, il existe donc un écart statistique dans l'identité comptable entre le PIB et les composantes de la demande réelle. Voir *Perspectives économiques de l'OCDE:* Sources et méthodes, *(http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods).*

1. Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.
2. Fondé sur les enquêtes mensuelles de la population active. Le taux de chomage 2005 est basé sur les statistiques trimestrielles et est different du taux annuel publiée par Statistics Sweden.
3. En pourcentage du revenu disponible.
4. En pourcentage du PIB.
5. Définition Maastricht.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/332211226262*

faible (moins de 1 %) et elle est parmi les moins élevées des pays européens. Plusieurs facteurs y ont peut-être contribué, notamment des gains de productivité plus marqués, une concurrence accrue dans le secteur du commerce de détail ainsi que les effets décalés sur les prix à l'importation de l'appréciation du taux de change observé jusqu'en 2004. De plus, le lien entre l'évolution économique intérieure et l'inflation semble être devenu plus ténu au fil du temps. Cela tient peut-être à certains « effets de la mondialisation » comme les importations de produits en provenance de pays à bas coûts et une concurrence internationale grandissante.

Il faudra resserrer la politique monétaire au fur et à mesure que la politique budgétaire deviendra expansionniste

La politique monétaire est restée expansionniste tout au long de l'année 2005, avec des taux d'intérêt peu élevés par rapport aux niveaux passés. Par ailleurs, le taux de change s'est déprécié, stimulant encore le secteur extérieur de l'économie. Au début de 2006, toutefois, la banque centrale a commencé de durcir les conditions monétaires. Cette réorientation devrait ramener les taux directeurs à des niveaux au moins neutres au cours de la période couverte par les prévisions à mesure que le manque de tension de l'économie se résorbera et que l'inflation s'élèvera vers l'objectif fixé par la banque centrale. Contrairement à la politique monétaire, l'action des autorités budgétaire a été restrictive en 2005, reflétant aussi des dépenses moins élevées au titre des congés de maladie. En 2006, cependant, le gouvernement met en

© OCDE 2006

œuvre un train de mesures budgétaires expansionnistes. Indépendamment des allégements d'impôt, ces mesures comprennent une extension des programmes visant le marché du travail, notamment des « emplois aidés », hautement subventionnés, pour les chômeurs de longue durée. Étant donné que ces plans budgétaires coïncident avec la reprise économique et pourraient aggraver les goulets d'étranglement potentiels dans l'offre, cette stimulation n'est pas opportune et il faudra corriger cela au fil des années.

Une vigoureuse expansion en 2006 devrait améliorer les résultats du marché du travail

Il est prévu une accélération de la croissance à environ 4 % en 2006, avant une légère détente en 2007. Des réductions d'impôt et de nouvelles améliorations sur le marché du travail vont sans doute stimuler les dépenses des consommateurs. Si les entreprises continuent d'investir massivement, l'investissement résidentiel semble devoir baisser et revenir à sa tendance sur longue période du fait que le renchérissement du logement sera amorti par des taux d'intérêt en hausse. Avec une solide croissance sur les principaux marchés d'exportation et une meilleure compétitivité, la demande extérieure continuera de contribuer à l'activité. Au cours de la période couverte par les prévisions, le chômage tombera sans doute en-dessous de son niveau structurel estimé d'environ 5 % et, du fait de l'augmentation du taux d'utilisation des capacités, l'inflation pourrait remonter.

Risque de surchauffe

La rapide accélération de la croissance, conjuguée à la stimulation budgétaire, accroît le risque de surchauffe. Jusqu'à présent, il n'est fait état de pénuries de main-d'œuvre que dans le secteur de la construction. Cependant, les autorités monétaires devraient rester vigilantes face au risque de rejaillissement des pressions salariales sur les autres secteurs. Dans ce cas, l'inflation pourrait augmenter rapidement, comme cela s'est produit au milieu de 2000, lorsque, partant de niveaux tout aussi bas, elle est passée à près de 3 % en un an, et il faudra donc une politique monétaire plus restrictive qu'elle n'est actuellement.

Suisse

La production, qui s'est accrue de 1.9 % en 2005, devrait s'accélérer en 2006 grâce au soutien apporté par la reprise européenne. En 2007, la croissance restera probablement assez robuste et supérieure au potentiel, malgré un certain tassement. Cette embellie conjoncturelle devrait favoriser un recul du chômage dans un contexte de faibles tensions inflationnistes.

Dans cette phase de consolidation de l'activité, le resserrement graduel de la politique monétaire vers des conditions plus neutres est approprié. L'amélioration de la situation économique et des résultats budgétaires ne doit cependant pas conduire à un relâchement des efforts de maîtrise des dépenses publiques, en particulier dans le domaine social, ni du processus de réforme des marchés des produits afin de renforcer une croissance potentielle qui reste faible.

La reprise a des bases solides

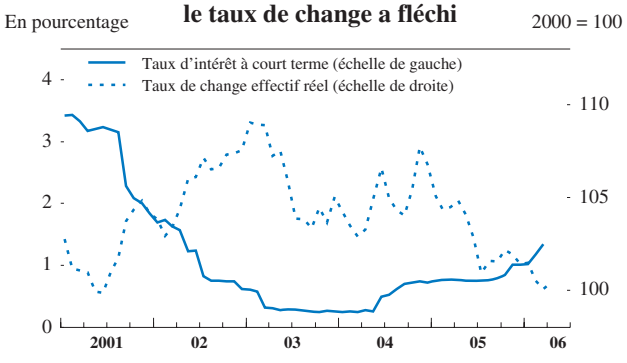
La reprise entamée au début de 2005 bénéficie d'une assise solide grâce à la hausse assez soutenue de la consommation privée, des investissements et des exportations. La progression du PIB, qui a atteint 2.1 % (en rythme annuel) au 4e trimestre 2005, a profité à la plupart des secteurs, y compris l'industrie qui a bénéficié d'une embellie au quatrième trimestre après un début d'année difficile. Cette expansion devrait se poursuivre au cours des prochains trimestres ; la croissance des exportations restait en effet dynamique au début 2006 alors que les commandes se sont inscrites en hausse dans l'industrie au 4e trimestre de même que les permis de construire. L'indice du climat de consommation dépasse sa valeur moyenne de long terme depuis le début de 2006, pour la première fois depuis 2001. Une reprise des créations d'emplois a été observée en fin 2005 et le taux de chômage enregistré a légèrement reculé à 3.4 % en avril 2006. Malgré la hausse des prix de l'énergie, l'inflation est demeurée basse à 1.1 % en avril 2006 (en glissement annuel) alors que l'inflation sous-jacente n'était que de 0.5 %.

Les conditions monétaires se resserrent progressivement

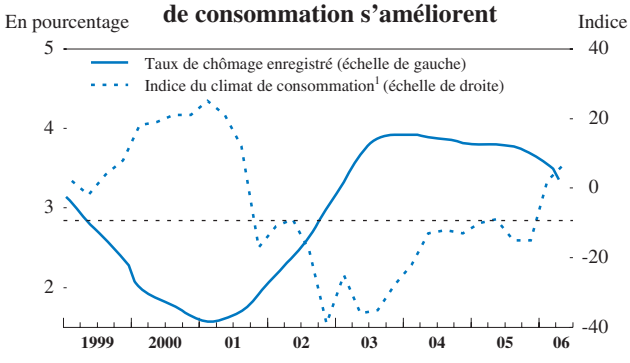
Suite au renforcement de l'économie, la Banque nationale a réduit le caractère expansionniste de sa politique monétaire en relevant ses taux de prêt de ¼ point en décembre 2005 et mars 2006, de sorte que le taux d'intérêt directeur à trois mois (LIBOR) fluctue désormais autour de 1.25 %. L'effet de ces hausses sur les conditions monétaires a toutefois été en partie compensé par la légère baisse du taux de

Suisse

Le taux d'intérêt court augmente mais le taux de change a fléchi



Le marché du travail et le climat de consommation s'améliorent



1. Une hausse de l'indice indique une amélioration du climat. La ligne horizontale est la moyenne de long terme de l'indice.
Source : Secrétariat d'État à l'Économie ; OCDE, *Principaux indicateurs économiques* et base de données des Perspectives économiques nº 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/162624023653*

© OCDE 2006

Suisse : **Demande, production et prix**

	2002	2003	2004	2005	2006	2007
	Prix courants milliards de CHF	Pourcentages de variation, en volume (prix de 2000)				
Consommation privée	259.3	0.8	1.4	1.6	1.8	1.6
Consommation publique	50.4	2.2	1.4	1.3	0.5	0.5
Formation brute de capital fixe	92.8	-1.3	3.3	3.1	4.1	3.1
Demande intérieure finale	402.6	0.5	1.8	1.9	2.2	1.8
Variation des stocks[1]	0.5	-0.1	-0.8	0.1	0.0	0.0
Demande intérieure totale	403.0	0.4	1.0	2.0	2.2	1.7
Exportations de biens et services	188.0	-0.5	8.9	4.5	7.3	7.1
Importations de biens et services	160.5	1.3	7.4	5.3	7.7	7.6
Exportations nettes[1]	27.5	-0.7	1.0	-0.1	0.2	0.1
PIB aux prix du marché	430.5	-0.3	2.1	1.9	2.4	1.8
Déflateur du PIB	_	1.2	0.5	0.6	0.8	1.3
Pour mémoire						
Indice des prix à la consommation	_	0.6	0.8	1.2	1.1	0.8
Déflateur de la consommation privée	_	0.6	1.1	1.7	1.4	1.2
Taux de chômage	_	4.1	4.2	4.3	3.9	3.5
Solde des administrations publiques[2]	_	-1.5	-1.1	-0.5	-0.2	0.2
Balance des opérations courantes[2]	_	13.4	14.0	12.5	13.3	14.2

Note : Les comptes nationaux étant basés sur des indices chaîne officiels, il existe donc un écart statistique dans l'identité comptable entre le PIB et les composantes de la demande réelle. Voir *Perspectives économiques de l'OCDE:* Sources et méthodes, *(http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods).*

1. Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.
2. En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/784470063448*

change effectif réel. L'OCDE table dans ses prévisions sur une poursuite du resserrement monétaire vers des conditions plus neutres pour éviter l'apparition de pressions sur les capacités de production.

L'assainissement budgétaire se poursuit

Le déficit budgétaire, qui pourrait avoir atteint environ ½ pour cent du PIB en 2005, soit plus de ½ point de moins qu'en 2004, a été sensiblement plus faible que prévu pour des raisons à la fois conjoncturelles et structurelles. La hausse des recettes fiscales a dépassé les prévisions à tous les niveaux d'administration et les dépenses ont été bien maîtrisées, notamment au niveau fédéral. Conformément aux plans du gouvernement, l'effort de maîtrise des dépenses fédérales se poursuivra en 2006 et 2007 afin d'assurer l'équilibre structurel du budget de la Confédération. Toutefois, des pressions sur les dépenses sociales devraient persister, notamment dans le domaine de l'assurance invalidité. Globalement, la politique budgétaire restera probablement marginalement restrictive au cours de la période sous revue.

L'expansion devrait se prolonger

L'accélération de la demande extérieure et le maintien d'un politique macroéconomique encore relativement souple contribueront à renforcer l'activité en 2006. La demande intérieure devrait être soutenue par le redémarrage de l'emploi et la hausse annoncée des projets d'investissements alors que les exportations seront aussi stimulées par une compétitivité favorable. La croissance du PIB, qui pourrait dépasser 2¼ pour cent en 2006, devrait cependant ralentir à 1¾ pour cent en 2007 à mesure que le resserrement de la politique monétaire modérera la demande intérieure. Le maintien

d'une croissance supérieure au potentiel favorisera une décrue du chômage au cours des deux prochaines années, mais avec un écart de production proche de zéro, l'inflation devrait se maintenir autour de 1 % en 2006 et 2007, une fois dissipé l'effet de la hausse des prix pétroliers. Les risques entourant ces prévisions semblent équilibrés. Une accélération plus forte de l'activité ne peut être exclue à court terme dans un contexte de reprise européenne et de renforcement de la confiance sur le plan intérieur. Mais cette reprise pourrait aussi être freinée si la situation géopolitique se détériore et les tensions sur le marché pétrolier s'accentuent avec des conséquences néfastes sur l'inflation et la croissance.

© OCDE 2006

Turquie

Le dynamisme du secteur privé continue de doper l'économie et la croissance du PIB devrait rester supérieure à 6 % en 2006 et 2007. Il est prévu une nouvelle contraction du déficit public mais le déficit de la balance courante demeurera sans doute élevé par rapport au passé.

Pour maintenir l'expansion sur une trajectoire durable, il faut préserver la confiance intérieure et internationale. Il faudrait mettre en œuvre des politiques qui assurent la crédibilité des institutions chargées de l'action macroéconomique, faire en sorte que le cadre réglementaire puisse faire face aux risques financiers potentiels, et améliorer la compétitivité des entreprises en accélérant le programme de réformes microéconomiques.

Le PIB s'est fortement accru et le déficit extérieur s'est creusé

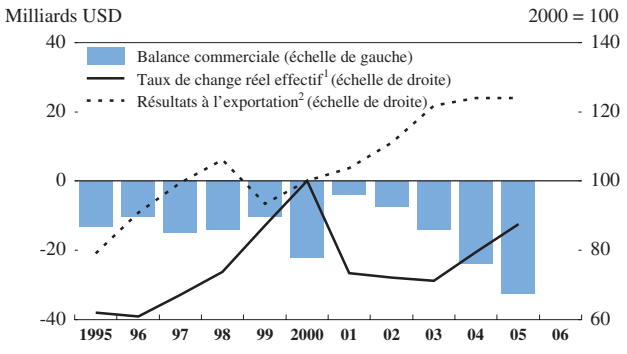
La vivacité de l'investissement des entreprises et de la consommation privée a stimulé la croissance du PIB, qui s'est accélérée à 7.4 % en 2005. Avec le ralentissement de l'expansion des exportations, dépassée par une forte poussée des importations, le solde extérieur a freiné la production. La facture énergétique s'est alourdie considérablement (de 1.9 % du PIB) et le déficit de la balance courante s'est creusé pour s'établir à 6.3 % du PIB. Du fait de l'accroissement rapide des entrées d'investissement direct étranger et d'autres crédits à long terme mais aussi d'investissements de portefeuille à court terme, les entrées totales de capitaux ont été largement suffisantes pour financer le déficit. Le taux de change s'est apprécié de 14 % en termes réels jusqu'à la fin de 2005, malgré une accumulation massive de réserves par la banque centrale. Les pressions à la hausse sur la monnaie ont persisté sur les premiers mois de 2006 avant de s'atténuer en mars en raison d'une conjoncture internationale moins favorable et de certaines préoccupations au sujet de la robustesse du programme de réformes en cours.

L'emploi a augmenté mais le chômage demeure élevé

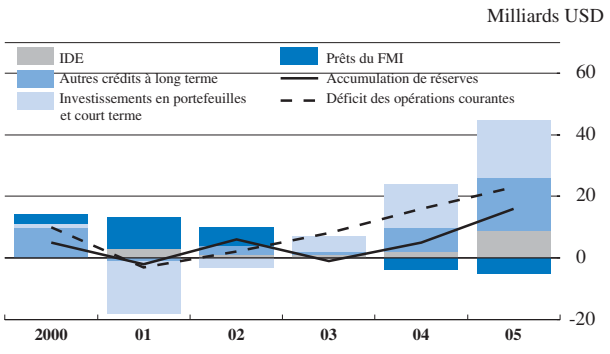
Malgré une forte croissance, la désinflation s'est poursuivie en 2005, le taux d'inflation tombant à moins de 8 % à la fin de l'année. Le système de fixation d'objectifs explicits en matière d'inflation a été mis en place en janvier 2006, avec des objectifs de 5 % pour la fin de 2006 et de 4 % pour la fin de 2007. Au cours des quatre premiers mois de 2006, l'inflation générale a été proche de la limite supérieure de la fourchette et cette pression pourrait persister plus longtemps que prévu auparavant, par suite notamment de nouveaux ajustements des prix réglementés de

Turquie

Les résultats à l'exportation sont sous tension



Les entrées de capitaux restent élevées



1. Sur la base des coûts unitaires de la main-d'œuvre.
2. Rapport entre la croissance des exportations et la croissance des marchés à l'exportation.
Source : Banque centrale de Turquie.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/538061080004*

Turquie : **Demande, production et prix**

	2002	2003	2004	2005	2006	2007
	Prix courants milliards de TRL	Pourcentages de variation, en volume (prix de 1987)				
Consommation privée	184.4	6.6	10.1	8.8	6.7	4.8
Consommation publique	38.7	-2.4	0.5	2.4	2.5	2.5
Formation brute de capital fixe	46.0	10.0	32.4	24.0	15.0	13.5
Demande intérieure finale	269.2	6.5	14.1	12.1	8.7	7.2
Variation des stocks[1]	12.5	3.0	1.1	-2.5	0.0	0.0
Demande intérieure totale	281.7	9.3	14.1	8.8	8.3	6.9
Exportations de biens et services	81.1	16.0	12.5	8.5	10.4	10.8
Importations de biens et services	85.2	27.1	24.7	11.5	14.2	11.2
Exportations nettes[1]	- 4.1	-3.1	-4.9	-1.7	-2.4	-1.0
PIB aux prix du marché	277.6	5.8	8.9	7.4	6.1	6.4
Déflateur du PIB	_	22.5	9.9	5.4	5.1	3.8
Pour mémoire						
Indice des prix à la consommation	_	25.3	8.6	8.2	8.1	5.3
Déflateur de la consommation privée	_	21.8	7.9	6.1	3.6	3.6
Taux de chômage	_	10.3	10.1	10.0	10.2	10.4
Balance des opérations courantes[2]	_	-3.4	-5.2	-6.3	-6.6	-7.0

1. Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.
2. En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/308641126378*

l'énergie. L'emploi a progressé, en moyenne annuelle, de 1.1 % en 2005, dans le contexte d'évolutions structurelles majeures ; l'emploi non agricole a enregistré une forte expansion (de 8 %) tandis que l'emploi déclaré dans l'agriculture a accusé un net recul (de plus de 12 %). Le taux de chômage a dépassé 10 % à la fin de 2005 et la hausse des salaires réels est restée bridée à 2 %.

Les conditions budgétaires et monétaires restent à peu près stables

L'objectif budgétaire consistant à obtenir un excédent primaire de 6.5 % du PIB a été presque atteint en 2005 selon les informations rendues publiques jusqu'à présent, et il reste le même pour 2006. Avec une croissance effective supérieure au potentiel, il en est résulté un léger assouplissement de l'orientation budgétaire (mesurée par le solde primaire corrigé des variations conjoncturelles) en 2005. Certaines initiatives prises au début de 2006 (la réduction de la taxe sur la valeur ajoutée applicable aux produits textiles, ramenée de 18 à 8 %, et les majorations de salaire conséquentes accordées à certaines catégories de fonctionnaires) se traduisent par des coûts budgétaires additionnels mais le gouvernement a promis de compenser intégralement ces surcoûts par d'autres mesures. Le déficit de la sécurité sociale a dépassé le niveau fixé comme objectif au premier trimestre de 2006, faisant ressortir un autre risque budgétaire permanent malgré la nouvelle loi relative à la sécurité sociale. Plusieurs privatisations de grande envergure ont été réalisées, pour un montant total équivalant à 5 % du PIB en 2005, qui servira à réduire la dette publique. Les conditions monétaires devraient rester restrictives du fait que le taux de change est supposé rester fort et que la banque centrale ne réduira que progressivement les taux d'intérêt directeurs.

© OCDE 2006

La confiance demeure élevée mais reste fragile en cas de risques

Malgré des problèmes de compétitivité dans les secteurs d'activité qui sont touchés par l'appréciation de la monnaie et la concurrence accrue des pays à salaires moins élevés, la confiance des entreprises et des consommateurs se maintient à un haut niveau. Alors qu'un ralentissement est prévu dans les prêts à la consommation et le financement par carte de crédit (qui ont financé la majeure partie de l'accroissement de la consommation privée en 2005), le financement intérieur et international pour les entreprises réputées solvables devrait continuer tant que la confiance reste solide. Les responsables de la réglementation des marchés de capitaux doivent donc veiller à ce que l'exposition du système bancaire au risque de taux de change et du crédit (y compris par le biais de l'exposition de leurs débiteurs) reste gérable. De nouvelles réformes structurelles sont aussi nécessaires pour aider le secteur des entreprises à faire face aux pressions grandissantes qui pèsent sur sa compétitivité.

La croissance restera forte, avec des risques importants dans les deux sens

L'expansion du PIB restera probablement supérieure à 6 % au cours de la période couverte par les prévisions, avec un déficit de balance courante et un taux de chômage toujours élevés. Les risques qui obligeraient à revoir les prévisions à la baisse résulteraient à la fois d'une nouvelle appréciation du taux de change (la prévision est fondée sur l'hypothèse technique d'un taux de change réel constant), qui nuirait encore à la compétitivité, et d'un affaiblissement de la confiance des marchés financiers, qui pourrait provoquer une forte dépréciation du taux de change et faire grimper les taux d'intérêt. Si, en revanche, les autorités se montrent pleinement engagées à poursuivre les réformes macroéconomiques et microéconomiques, la confiance intérieure et internationale pourrait se renforcer encore, conduisant à des taux de croissance et d'emploi plus élevés que ceux qui sont prévus actuellement.

Brésil

La croissance économique a été décevante en 2005, mais la reprise est en marche, étayée par la bonne tenue de la consommation privée et le dynamisme des exportations nettes. L'investissement devrait rebondir, et la désinflation est en cours. Par ailleurs, les indicateurs de vulnérabilité extérieure se sont améliorés de façon significative, et la balance commerciale ainsi que la balance des opérations courantes continuent à afficher des excédents confortables.

Le dosage de l'action publique reste orienté vers le resserrement monétaire, en dépit de la baisse régulière des taux d'intérêt. L'objectif d'excédent du budget primaire consolidé sera vraisemblablement atteint, mais l'orientation budgétaire deviendra expansionniste en 2006. De plus en plus de voix s'élèvent pour appeler à une poursuite des réformes afin de mettre un coup d'arrêt à l'augmentation des engagements de dépenses courantes.

La croissance a faibli en 2005, mais la reprise en est en cours

La croissance économique, qui s'est établie à 2.3 % en 2005, a été plus atone que prévu, contrairement aux performances observées sur la plupart des marchés émergents. L'activité s'est considérablement ralentie au cours du troisième trimestre, reflétant la contraction de l'investissement privé et le recul de la production agricole dû à de mauvaises conditions météorologiques. En revanche, l'abondance du crédit et l'amélioration des conditions sur le marché du travail ont alimenté la consommation privée. L'activité économique s'est redressée vers la fin de l'année 2005 et la reprise amorcée s'est poursuivie jusqu'en 2006. Les exportations nettes ont contribué de manière positive à la croissance, en dépit de l'augmentation des importations, en particulier de biens d'équipement et de moyens de production intermédiaires, favorisée par la reprise de la fin de l'année et l'appréciation de la monnaie. Étant donné la composition du commerce extérieur du Brésil, la hausse mondiale des prix des produits de base n'a pas entraîné d'amélioration notable des termes de l'échange. Néanmoins, le redressement des indicateurs de confiance, de la production industrielle et des ventes au détail observé au premier trimestre de 2006, conjugué au regain de l'investissement privé, donnent à penser qu'une large reprise est en train de s'opérer.

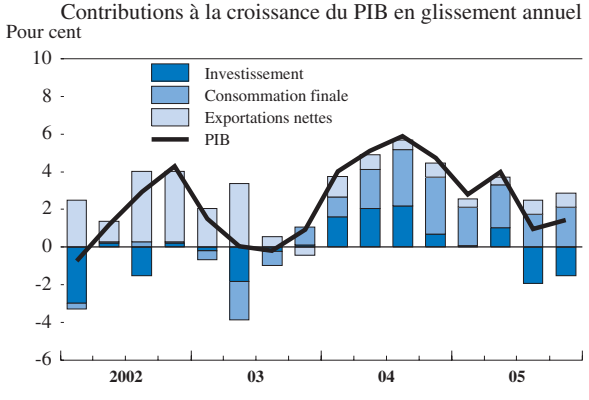
Les conditions monétaires restent tendues, même si l'on assiste à un assouplissement en la matière

Les conditions monétaires restent tendues, même si le taux directeur a été progressivement abaissé d'un total de 400 points de base depuis septembre 2005 et malgré la forte expansion, quoi qu'en cours de ralentissement, du crédit à la consommation. La monnaie s'est appréciée de quelque 10 % depuis le début du cycle d'assouplissement monétaire, sous l'influence d'un écart considérable de taux

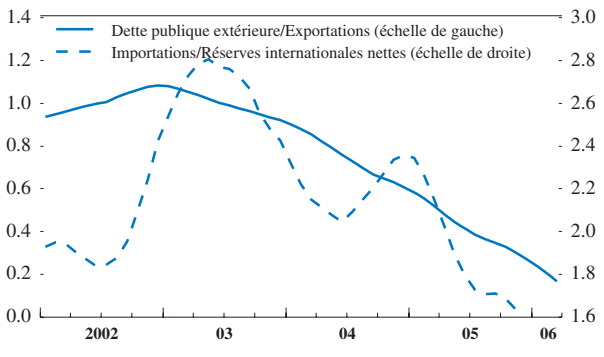
Brésil

L'économie rebondit

Contributions à la croissance du PIB en glissement annuel



La vulnérabilité externe diminue[1]



1. Moyenne mobile sur 6 mois.

Source : Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística et Banque centrale du Brésil.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/848368531605*

© OCDE 2006

Brésil : **Indicateurs macroéconomiques**

	2004	2005	2006	2007
Croissance du PIB réel	4.9	2.3	3.8	4.0
Inflation	7.6	5.7	4.5	4.5
Solde budgétaire (en % du PIB)	-2.5	-3.1	-2.5	-1.8
Solde budgétaire primaire (en % du PIB)	4.6	4.8	4.3	4.3
Balance des opérations courantes (en % du PIB)	1.9	1.8	1.0	0.6

Note: Les données relatives au PIB et à l'inflation sont des pourcentages de variation par rapport à la période précédente. L'inflation se réfère à l'indice des prix à la consommation en fin d'année (IPCA).
Source : Les chiffres pour 2004 sont de source nationale. Les chiffres pour 2005-07 sont des estimations et prévisions de l'OCDE.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/546147002417*

d'intérêt, en dépit du resserrement monétaire mondial, et grâce à la vigueur de l'excédent de la balance des opérations courantes et des entrées de capitaux, notamment d'investissement direct étranger. Les prévisions d'inflation, en phase avec ces évolutions, sont désormais solidement ancrées autour de l'objectif central de fin d'année de 4.5 %. La désinflation a été particulièrement marquée dans les prix de gros.

Les indicateurs de vulnérabilité extérieure se sont améliorés

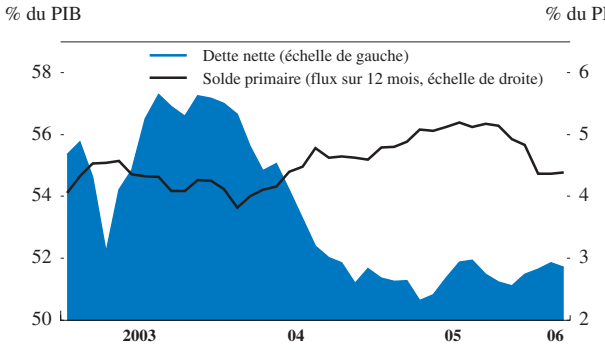
La banque centrale continue à accumuler des réserves internationales et elle est en train de rembourser sa dette étrangère, notamment grâce au rachat du stock d'obligations Brady restantes et au remboursement anticipé de dettes contractées à l'égard du Fonds monétaire international et du Club de Paris. La dette publique a cessé d'être vulnérable au risque de change, si bien que la gestion de l'endettement s'en trouve considérablement plus résistante aux fluctuations des cours des actifs. Ces évolutions sont bienvenues, et le Brésil a vu récemment la note de sa dette souveraine remontée par l'une des grandes agences de notation. Les écarts de rendement ont atteint un niveau historiquement bas, ce qui laisse bien augurer de la reprise de l'investissement privé, mais ils restent supérieurs à la moyenne des marchés émergents.

La politique budgétaire continue à engranger de solides excédents primaires…

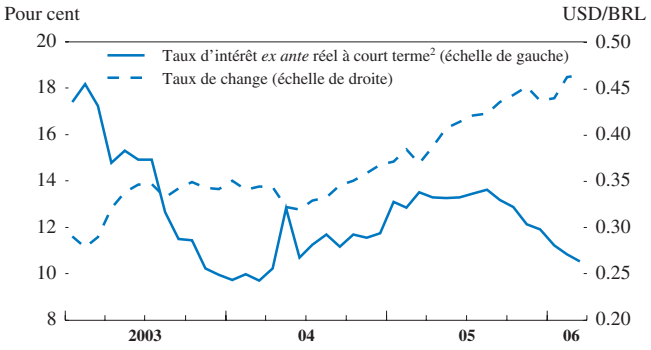
La politique budgétaire reste guidée par des considérations de viabilité de la dette, mais elle n'a pas réussi à provoquer une nouvelle réduction appréciable du ratio dette publique/PIB en 2005 par rapport à 2004. Le resserrement monétaire qui a perduré jusqu'en septembre 2005 en est en grande partie responsable, malgré le

Brésil

La performance budgétaire reste forte[1]



Les conditions monétaires restent tendues



1. Se réfère au secteur publique consolidé.
2. Se définit comme la différence entre le taux du swap Pre-DI et l'inflation attendue pour les 12 mois suivants.
Source : Banque centrale du Brésil.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/187234021110*

Brésil : **Indicateurs extérieurs**

	2004	2005	2006	2007
		Miliards de $		
Exportations de biens	96.5	118.3	128.5	136.7
Importations de biens	62.8	73.6	85.0	96.7
Balance des biens	33.6	44.8	43.5	40.0
Soldes des services	- 4.7	- 8.1	- 9.3	- 8.9
Solde des invisibles	- 17.3	- 22.4	- 24.2	- 25.1
Balance des opérations courantes	11.7	14.2	10.0	6.0
		Pourcentages de variation		
Exportations de biens en volume	19.2	9.3	6.0	4.0
Importations de biens en volume	18.1	5.4	12.8	11.0
Termes de l'échange	0.6	0.9	0.0	- 0.2

Source: Sources nationales et prévisions de l'OCDE.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/546147002417*

maintien d'un excédent budgétaire primaire supérieur à l'objectif. Toutefois, un certain nombre d'obstacles s'opposent à une poursuite de la contraction des dépenses, notamment la poussée des dépenses de retraite au fil des années. Les recettes restent satisfaisantes, et le ratio impôt/PIB reste sur une pente ascendante, s'établissant à quelque 38 % du PIB en 2005, un niveau record. La gestion de la dette publique devrait bénéficier de l'allègement fiscal accordé aux placements non résidents sur le marché brésilien des titres d'État, qui a été annoncé récemment et qui devrait faciliter l'allongement des échéances et l'augmentation de la part des instruments à taux fixe dans les titres d'emprunts négociés, ce processus étant en cours.

… mais prend une orientation expansionniste…

Une expansion budgétaire est attendue pour cette année. À ce jour, l'accumulation d'excédents budgétaires primaires a été moins concentrée que d'habitude, en partie à cause des contraintes imposées par la règle budgétaire relative à l'exécution des dépenses au cours des deux trimestres précédant les élections. De même, de nouvelles pressions se font jour sur le front des dépenses, notamment du fait d'une augmentation sensible, en termes réels, du salaire minimum, qui ajoutera à l'impulsion budgétaire.

… pesant ainsi sur le rythme de l'assouplissement monétaire

L'expansion budgétaire, conjuguée au dynamisme du crédit, continuera à peser sur l'assouplissement monétaire, les autorités souhaitant ainsi éviter que le dosage de l'action publique ne devienne excessivement expansionniste sur la période examinée. Le principal objectif de la politique monétaire devrait donc consister à garantir que les prévisions d'inflation se maintiennent fermement aux alentours de l'objectif central de fin de période et à prévenir toute pression du côté de la demande susceptible de se produire au cours du cycle d'assouplissement. Compte tenu de l'ampleur des changements de cap de la politique monétaire depuis 2003, il est impératif de continuer à évaluer la vitesse d'ajustement et la structure de décalage du mécanisme de transmission monétaire, difficulté dont les autorités ont conscience.

Une poursuite des réformes budgétaires structurelles est donc nécessaire

L'objectif d'excédent primaire pour la fin de l'année devrait être atteint en 2006 (mais sans doute pas dépassé, contrairement aux années précédentes) et respecté aussi en 2007, mais le Brésil devra s'atteler à la tâche qui consiste à endiguer la hausse des engagements de dépenses courantes pour parvenir à une consolidation budgétaire de meilleure qualité. Il est largement admis que la poursuite des réformes

© OCDE 2006

est un préalable pour briser le cycle « dépenses-prélèvements fiscaux » de l'ajustement budgétaire, ce qui permet de réduire plus vite la dette publique et les taux d'intérêt réels et, en dernier ressort, d'alléger plus rapidement la charge fiscale.

Il existe de bonnes perspectives d'une large reprise en 2006

La croissance est déjà en train de rebondir, grâce à la vigueur des dépenses de consommation et à la reprise de l'investissement privé. L'expansion du crédit à la consommation va probablement bénéficier de la poursuite de l'assouplissement monétaire, même si l'accroissement de l'endettement des ménages pourrait commencer à exercer un effet de ralentissement sur l'augmentation du crédit. L'investissement devrait repartir sérieusement à la hausse grâce à la compression des marges sur les emprunts souverains, ainsi qu'à la poursuite de l'assouplissement monétaire et de la création de crédit, en particulier pour la construction résidentielle. Ces évolutions augurent bien d'une nouvelle amélioration sur le marché du travail, avec une diminution régulière du chômage et une hausse des revenus réels. L'excédent de la balance commerciale et celui de la balance des opérations courantes vont vraisemblablement se contracter sur la période étudiée. Les performances à l'export devraient rester fortes, mais il est peu probable que les exportations contribuent de manière positive à la croissance du fait de la hausse des importations imputable à la reprise.

La balance des risques penche dans le sens d'une dégradation

La balance des risques continue à pencher dans le sens d'une dégradation. Les conditions de crédit restent favorables pour les économies de marché émergentes, et le Brésil devrait continuer à résister de manière satisfaisante au retrait de liquidités mondiales qui devrait s'opérer à un rythme modéré. Néanmoins, les risques liés au développement des déséquilibres économiques mondiaux continueront à peser sur les perspectives. En outre, sur le front intérieur, la confusion politique liée à l'approche de l'élection présidentielle d'octobre 2006 risque d'ajouter encore aux incertitudes pesant sur l'avenir. Il serait donc souhaitable que les autorités rappellent qu'elles restent déterminées à maintenir le cap d'une politique économique saine.

Chine

L'économie a continué a croître très rapidement, le PIB augmentant à un rythme proche de 10 % en 2005. La demande est alimentée par la poursuite de la progression des exportations et de l'investissement, sur fond de forte rentabilité des entreprises. L'indice des prix à la consommation a reculé de 2 %, la hausse des cours mondiaux du pétrole n'ayant pas été répercutée sur les consommateurs. La croissance des importations a ralenti, entraînant une augmentation marquée de l'excédent de la balance des opérations courantes qui a dépassé les 6 % du PIB. Avec des politiques budgétaire et monétaire étant proches de la neutralité et une monnaie dont l'appréciation devrait être modeste, la croissance devrait se poursuivre à un rythme soutenu, aux alentours de 10 %. Dans ce contexte, il est possible que l'excédent de la balance des opérations courantes ne recule que faiblement par rapport au PIB.

Le nouveau budget met fortement l'accent sur l'amélioration des services publics dans les zones rurales, mais les conséquences en termes de dépenses paraissent relativement modestes et le déficit budgétaire reste modéré. Le nombre d'actions d'entreprises cotées appartenant à l'État pouvant être négociées est aujourd'hui plus important, ce qui améliore le fonctionnement du marché financier, mais il serait bon que davantage d'entreprises non cotées soient autorisées à entrer en bourse. Les taux d'intérêt devraient être plus largement utilisés pour stabiliser la demande et réduire le recours à des mesures quantitatives de contrôle du crédit ne reposant pas sur le marché, ce qui nécessite un flottement plus libre des taux de change.

La croissance de la production, déjà conséquente, a été encore revue à la hausse

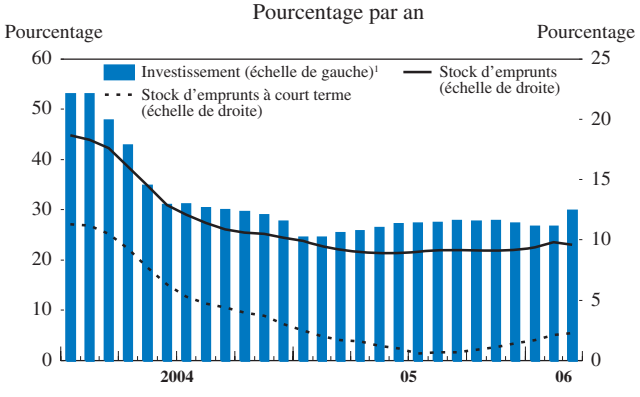
L'économie a continué à croître à un rythme rapide de quelque 10 % en 2005. Ce rythme est conforme aux nouvelles estimations de l'augmentation de la production potentielle, dans la foulée de la révision à la hausse de plus de 5 points de pourcentage du PIB réel sur une période de 12 ans (et la révision à la hausse de 17 % du niveau du PIB nominal) opérée à la suite du recensement économique. La quasi-totalité de la valeur ajoutée jusqu'alors non décelée provenait du secteur tertiaire. Cela étant, le secteur industriel reste inhabituellement large pour une économie émergente.

L'investissement continue à alimenter la demande intérieure

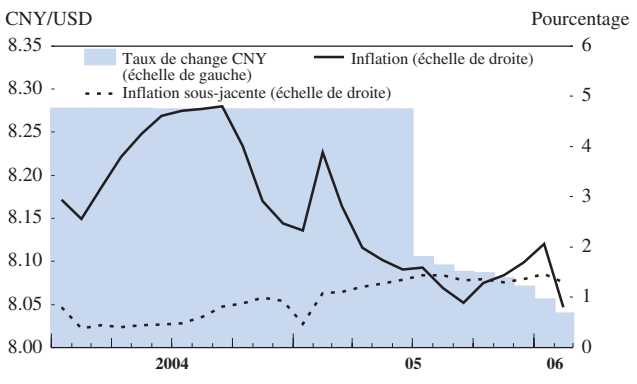
La demande de consommation a été forte, sous l'effet de la croissance des revenus des ménages qui a atteint 10 % dans les zones urbaines (étayée par la hausse des salaires), et légèrement plus dans les zones rurales, où les impôts et prélèvements ont été réduits. Les ventes de voitures particulières ont augmenté de plus de 20 %,

Chine

La croissance de l'investissement se stabilise



Le yuan est en train de s'apprécier graduellement



1. Basé sur des données cumulées intra-annuellement.
Sources : Bureau national chinois de statistiques, Commission chinoise de réglementation bancaire et estimations de l'OCDE.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/778505040663*

© OCDE 2006

Chine : **Indicateurs macroéconomiques**

	2003	2004	2005	2006	2007
Croissance du PIB réel	10.0	10.1	9.9	9.7	9.5
Inflation[1]	2.6	6.9	3.8	3.4	3.5
Solde budgétaire (en % du PIB)[2]	-1.9	-0.9	-0.7	-1.1	-1.2
Balance des opérations courantes (en % du PIB)	2.8	3.6	6.3	5.9	5.8

Note : Les données relatives au PIB et à l'inflation sont des pourcentages de variation par rapport à la période précédente.
1. L'inflation est mesurée par le déflateur du PIB.
2. Sur la base des comptes nationaux qui inclus les comptes budgétaires et extra-budgétaires.
Source : Sources nationales et prévisions de l'OCDE.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/184103710515*

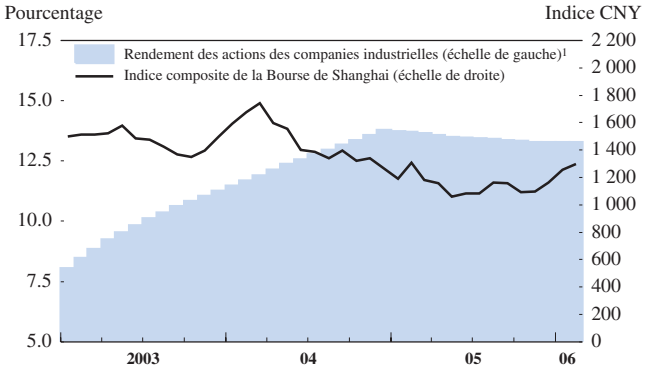
avec une performance particulièrement forte des constructeurs japonais, coréens et français. Les dépenses d'investissement se sont poursuivies à un rythme rapide mais stable, conforme au niveau élevé de la rentabilité moyenne des entreprises et en dépit d'une augmentation des pertes dans le secteur du raffinage du pétrole. L'investissement privé a joué un rôle dominant dans la croissance globale de l'investissement, à la suite de la libéralisation du régime d'investissement opérée en 2004 qui a eu pour effet de supprimer les contrôles *ex ante* sur les investissements privés.

L'excédent de la balance des opérations courantes a connu une forte hausse

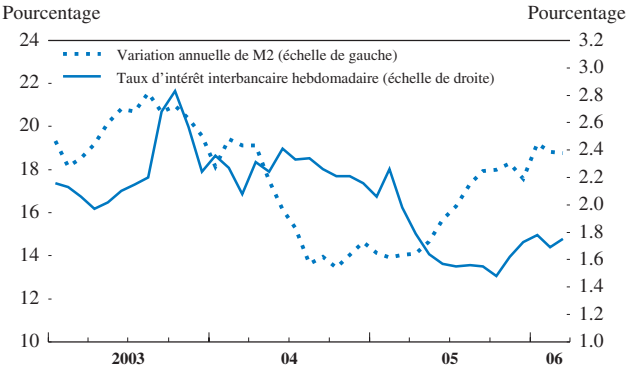
Les importations en volume sont reparties à la hausse à la fin de 2005, inversant la tendance antérieure au ralentissement peut-être attribuable à une correction des stocks. Parallèlement, les exportations ont également cédé du terrain, en particulier dans le secteur du textile où un gros volume de commande avait été passé plus tôt dans l'année pour éviter les nouveaux quotas d'importation imposés par les États-Unis et par l'Union européenne. Rapporté au PIB, l'excédent de la balance des opérations courantes semble avoir culminé au troisième trimestre de 2005, atteignant 7 % du PIB, pour redescendre quelque peu ensuite, si bien que l'excédent moyen de l'année ressort à 6.3 % du PIB, soit presque deux fois plus que l'année précédente.

Chine

La rentabilité est forte



La croissance monétaire s'est relevée



1. Ratio entre les profits et les titres nets, pour les companies industrielles couvertes, taux annualisé, moyenne mobile sur 12 mois.
Sources : Bureau national chinois de statistiques, Banque populaire de Chine.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/074388531425*

Chine : **Indicateurs extérieurs**

	2003	2004	2005	2006	2007
			Milliards de $		
Exportations de biens et services	485.0	655.8	839.6	1 036	1 277
Importations de biens et services	448.9	606.5	719.0	906	1 138
Balance commerciale	36.1	49.3	120.6	129	138
Solde des invisibles	9.8	19.4	19.6	23	29
Balance des opérations courantes	45.9	68.7	140.2	152	167

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/184103710515*

L'inflation reste modérée, sur fond de larges subventions extrabudgétaires

L'appréciation de 4 % du taux de change effectif de la monnaie observé l'année dernière, conjuguée aux contrôles exercés sur les prix des produits pétroliers et à la normalisation des prix des produits alimentaires, s'est traduite par un recul des prix à la consommation qui se sont rapprochés du taux d'inflation tendancielle fixé aux alentours de 2 %. Toutefois, la mesure consistant à empêcher les prix du pétrole de suivre le marché mondial a coûté à la Chine environ 1½ pour cent de PIB, l'essentiel de ce coût ayant été absorbé par les entreprises pétrolières appartenant à l'État qui ont vu leurs profits reculer. Une initiative visant à déréglementer largement les prix des produits pétroliers et autres produits énergétiques, prévue pour le début de l'année, a été repoussée. Malgré une augmentation récente de 3 à 5 %, les prix des produits pétroliers restent toutefois inférieurs de plus de 25 % à ceux du marché mondial. En outre, il semble probable que les hausses futures seront accompagnées d'une politique de subvention sélective des carburants à l'intention des agriculteurs et des chauffeurs de taxis afin d'atténuer l'impact des mesures visant à combler l'actuel écart avec les prix mondiaux.

Le déficit budgétaire consolidé pourrait augmenter modérément

Les nouveaux programmes de dépenses annoncés dans le cadre du Plan quinquennal 2006-2011 prévoient une augmentation des subventions agricoles et des transferts budgétaires de l'administration centrale vers les zones rurales, ainsi qu'une orientation plus marquée vers les programmes d'éducation et de santé. Cela étant, la hausse globale de l'enveloppe budgétaire destinée à financer ces programmes risque d'être limitée, car les engagements initiaux paraissent modestes. Même en cas de doublement du seuil minimal d'impôt sur le revenu des personnes physiques, les recettes devraient continuer à croître à une vitesse proche de celle récemment observée, si bien que le déficit budgétaire pourrait être circonscrit aux alentours de 1 % du PIB dans l'optique des comptes nationaux.

L'activité de prêt pourrait être modérée volontairement par l'administration

Les autorités monétaires ont continué à recourir de manière privilégiée à des mesures d'encadrement du crédit pour restreindre l'expansion des prêts, et elles ont largement réussi à stabiliser le rythme de croissance des concours bancaires. Elles ont toutefois relevé légèrement les taux d'intérêt à la fin du mois d'avril. Parallèlement, on observe des signes d'amélioration de l'évaluation de la solvabilité par les banques ainsi qu'une tendance à l'allongement des échéances des prêts. Toutefois, l'expansion monétaire rapide, conjuguée au ralentissement de la croissance des prêts, s'est traduite par une abondance de liquidités sur le marché interbancaire, si bien que les taux d'intérêt à court terme sont tombés en dessous du taux d'inflation, ce qui a contribué à réduire les pressions sur les taux de change mais éloigné un peu plus encore les autorités de leur objectif consistant à utiliser les instruments du marché

© OCDE 2006

pour stabiliser l'économie. Après la réévaluation de la monnaie intervenue en juillet dernier, les autorités ont permis à la monnaie de s'apprécier encore légèrement vis-à-vis du dollar au cours du second semestre de l'année et elles ont laissé cette tendance s'accentuer pour arriver à un taux annuel de 2 % au cours du premier trimestre de 2006. L'introduction de nouveaux instruments de gestion des risques, notamment d'un marché des contrats à terme sur devises, suggère que les autorités se préparent à autoriser davantage de flexibilité dans le taux de change.

Les réformes des modalités de cotation des actions pourraient entraîner une reprise boursière

Les réformes des marchés financiers ont été opérées assez rapidement l'année dernière, une évolution bienvenue pour les cours des actions sur le marché chinois qui sont proches de leur niveau le plus faible depuis cinq ans. Plus de 500 entreprises cotées représentant environ la moitié de la capitalisation boursière nationale proposent de convertir leurs actions non négociables en actions pouvant être mises sur le marché. La plupart des plans en ce sens ont été approuvés, ce qui devrait renforcer le marché du contrôle des plus grandes entreprises chinoises, et à terme permettre aux sociétés non cotées de faire appel plus facilement à l'épargne publique.

La croissance devrait se poursuivre à un bon rythme

Grâce à la neutralité du cadre d'action des pouvoirs publics, l'expansion rapide de la demande intérieure devrait se poursuivre au cours de la période examinée, et l'investissement devrait continuer à augmenter par rapport à la production, dynamisant encore la hausse de la production potentielle. Le rythme de la croissance globale devrait rester soutenu, même si l'on devrait observer un léger ralentissement lorsque l'impact de la modeste appréciation du taux de change se fera sentir, n'aboutissant qu'à un très faible recul de l'excédent de la balance des opérations courantes en pourcentage du PIB malgré une nouvelle hausse en termes nominaux. Les pressions inflationnistes devraient rester modérées, et elles dépendent principalement de la vitesse avec laquelle les autorités laisseront les prix réglementés des produits pétroliers se rapprocher des cours mondiaux.

Des risques existent, aussi bien intérieurs qu'extérieurs

Les risques pesant sur ces prévisions sont de deux ordres, même s'ils ne sont pas énormes en termes quantitatifs. Premièrement, les exportations chinoises risquent de se heurter à un protectionnisme accru, alors que le pays s'impose comme le deuxième exportateur mondial. Deuxièmement, l'abondance des liquidités sur le plan intérieur risque d'aboutir à une expansion exagérée du secteur immobilier. Les rendements des placements sont en train de diminuer tandis que la hausse des prix des biens immobiliers devance celle des loyers. Certaines zones suscitent déjà des préoccupations, le tassement des prix, en particulier à Shanghai, aboutissant à une baisse des transactions en volume.

Inde

L'économie a connu entre 2003 et 2005 une croissance extrêmement rapide de la demande, laquelle est dans une certaine mesure cyclique. Alors que la hausse du PIB est allée jusqu'à 8½ pour cent au cours de cette période, l'offre n'a pas suivi la demande, en dépit des augmentations impressionnantes de l'investissement. En conséquence, le déficit de la balance des opérations courantes s'est creusé pour s'établir aux alentours de 3 % du PIB, alors même que l'inflation est restée inférieure à 5 %. Il faut sans doute s'attendre à un certain ralentissement de l'accroissement de la production en 2006 et 2007 au fur et à mesure que se feront ressentir les effets de la hausse des taux d'intérêt, du resserrement de la politique budgétaire et d'une éventuelle diminution des subventions des produits pétroliers.

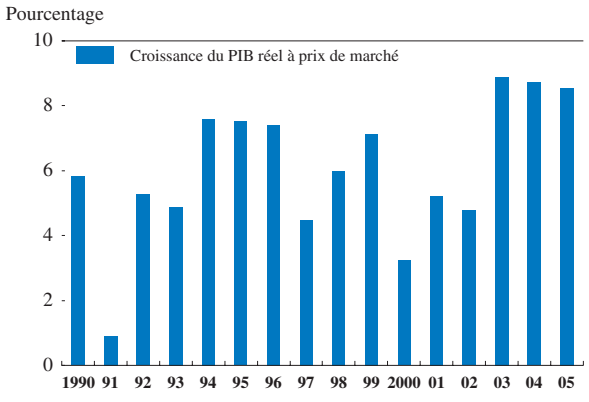
Le gouvernement a continué à mettre en œuvre une politique de réforme progressive des marchés de produits, poursuivant les réductions unilatérales des droits de douane, réduisant les préférences accordées aux petites entreprises et engageant une rationalisation de la fiscalité indirecte grâce à l'adoption de mesures préparant l'introduction d'une taxe sur la valeur ajoutée nationale. La poursuite des améliorations apportées aux politiques énergétiques (pour l'électricité comme pour le pétrole), ajoutées à des privatisations et à une réforme du marché du travail, seront impératives pour alimenter la croissance à plus long terme.

Le rebond marqué de l'économie…

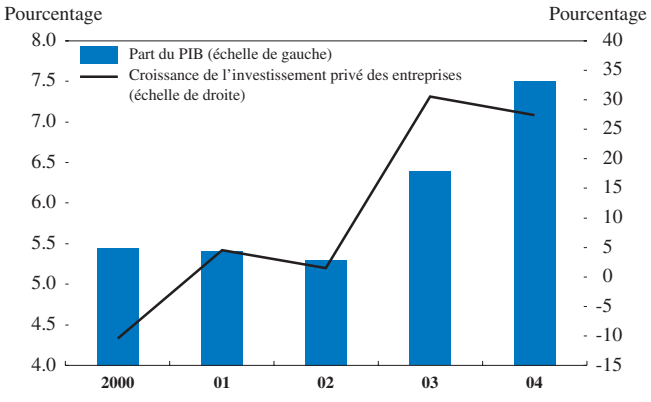
Depuis 2003, l'économie a bénéficié d'une forte reprise cyclique, favorisée par le retour à des précipitations normales et la hausse consécutive de la production et des revenus agricoles. En prix constants, la croissance de la production s'établissait en mars 2006 à 8.4 % en moyenne sur trois ans. La consommation privée a enregistré une forte hausse, mais les exportations ont également atteint un bon niveau, l'augmentation concernant un certain nombre de secteurs de fabrication et non uniquement les ventes de services de technologie de l'information. Sur fond de demande finale forte, l'investissement a fortement progressé, en particulier dans le secteur des entreprises privées (dont la formation de capital fixe reste toutefois faible). Dans l'ensemble, la demande totale a augmenté de 12 % sur l'exercice 2004 et sans doute de plus de 9 % sur l'exercice 2005.

Inde

La croissance économique a bondi



L'investissement privé des entreprises s'est accéléré



Source : Organisation centrale des statistiques, comptes nationaux parus dans la presse.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/655721808437*

© OCDE 2006

Inde : **Indicateurs macroéconomiques**

	2003	2004	2005	2006	2007
Croissance du PIB réel	8.3	8.5	8.5	7.5	7.1
Déflateur du PIB[1]	4.1	4.2	4.2	4.8	4.3
Indice des prix à la consommation[1]	3.9	3.8	4.4	5.0	4.5
Solde budgétaire du gouvernement général[2]	-8.5	-8.4	-7.7	-7.2	-6.8
Balance des opérations courantes (en % du PIB)	2.3	-0.8	-3.0	-2.9	-2.9

Note : Les données se réfèrent à l'exercice comptable commençant en Avril.
1. Pourcentages de variation par rapport à l'année précédente.
2. Solde budgétaire brut des gouvernements centraux et locaux, prêts nets inclus.
Source : Sources nationales et prévisions de l'OCDE.

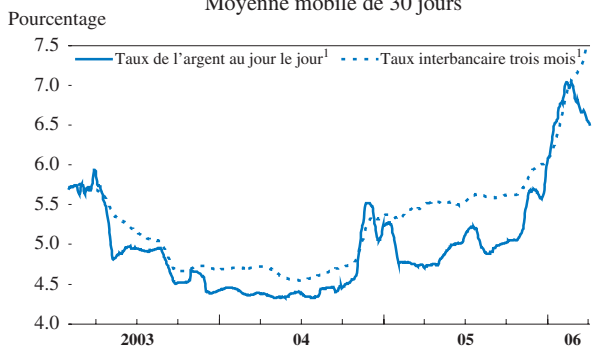
StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/037536727633*

… s'est traduit par un niveau d'importations élevé, l'inflation n'étant maîtrisée que grâce aux subventions pétrolières

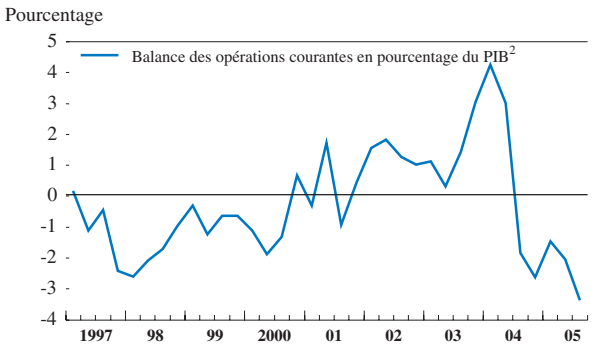
En dépit de l'expansion des capacités, l'offre intérieure n'a pas été en mesure de satisfaire l'augmentation de la demande : en effet, la progression de l'offre a été inférieure de quelque 2.5 points de pourcentage à celle de la demande au cours des trois dernières années, l'écart étant comblé par des importations qui s'inscrivent de ce fait en hausse. De plus, les termes de l'échange se sont dégradés, sous l'influence de la hausse des prix du pétrole, si bien que la balance des opérations courantes a chuté de quasiment 5 points de pourcentage du PIB entre l'exercice 2003 et l'exercice 2005, entraînant un ralentissement du rythme d'accumulation de réserves. La hausse des importations a peut-être aussi contribué à alléger les pressions sur les ressources intérieures et sur l'inflation. De fait, les prix de gros des produits manufacturés ont baissé en 2005 tandis que l'inflation, qui avait enregistré un rebond significatif en 2005, a commencé à refluer au début de 2006. Cela étant, l'impact de la hausse des cours mondiaux du pétrole ne s'est pas fait encore pleinement ressentir, dans la mesure où les pouvoirs publics n'ont pas autorisé les sociétés pétrolières, en majorité détenues par l'État, à relever leurs prix pour les aligner sur ceux du marché mondial. Selon les estimations du gouvernement, en février 2006, ces restrictions ont pesé sur les profits des compagnies pétrolières à hauteur d'un montant équivalent à 1.1 % du PIB. Par ailleurs, les recettes publiques ont également souffert d'une réduction des taxes et droits sur les produits pétroliers bruts et raffinés.

Inde

Les taux d'intérêts à court terme ont progressé
Moyenne mobile de 30 jours



La balance des opérations courantes s'est détériorée



1. Les deux taux d'intérêts sont mesurés sur une base d'offre.
2. Les données pour les deux derniers trimestres sont des estimations de l'OCDE.
Sources : Bourse de Mumbai, Organisation centrale des statistiques et Centre for Monitoring Indian Economy (CMIE).

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/886205124876*

Inde : **Indicateurs extérieurs**

	2003	2004	2005	2006	2007
			Milliards de $		
Exportations de biens et services	93.2	128.2	159.7	193.9	227.4
Importations de biens et services	96.7	150.6	200.5	238.2	277.2
Balance commerciale	-3.6	-22.4	-40.8	-44.3	-49.8
Revenu net d'investissement	-4.5	-3.8	-6.1	-6.6	-7.2
Transferts	22.2	20.8	23.4	25.4	27.7
Balance des opérations courantes	14.1	-5.4	-23.6	-25.5	-29.2

Source : Sources nationales et prévisions de l'OCDE.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/037536727633*

La politique monétaire a été durcie

Confrontée à la hausse rapide de la demande intérieure et dans un contexte d'expansion monétaire et d'augmentation des crédits supérieures aux objectifs, la banque centrale a commencé à durcir sa politique en 2005. Les principaux taux directeurs à court terme ont été relevés deux fois en 2005 et à nouveau au début de 2006, de 25 points de base à chaque fois, pour être finalement portés à 6.25 %. Les taux du marché, aussi bien ceux de l'argent au jour le jour qu'à trois mois, ont augmenté davantage que les taux directeurs au cours de cette période, car les autorités avaient sous-estimé la demande de crédit, mais cette tendance s'est inversée lorsque davantage de liquidités ont été injectées sur le marché en avril. Parallèlement, la banque centrale a tenté de freiner la hausse des concours au marché immobilier en augmentant la pondération de risque des prêts consentis à ce secteur afin de se prémunir contre une résurgence des créances douteuses, lesquelles avaient fortement diminué, revenant de 4.4 % en 2003 à 2 % des avances (nettes des provisions) à la fin de 2005.

La politique budgétaire devient elle aussi plus restrictive

Aux termes de la loi de 2004 sur la responsabilité budgétaire et la gestion du budget, l'administration fédérale doit, d'ici 2008, ramener son déficit budgétaire à 3 % du PIB et parvenir à équilibrer ses recettes et ses dépenses courantes. Des progrès limités ont été accomplis en la matière en 2004, première année d'application de cette loi, en partie parce que l'examen quinquennal ans de la répartition des recettes entre l'administration fédérale et les États a abouti à la décision de transférer aux États une part accrue des recettes de l'administration fédérale. Toutefois, la très forte progression des recettes et les hausses modérées des dépenses ont permis de remettre les finances de l'administration centrale sur les rails en 2005. Les gouvernements des États ont également réussi à réduire leurs déficits, si bien que le déficit budgétaire combiné de l'administration fédérale et des États devrait passer de 8.5 à 6.8 % du PIB entre 2003 et 2007, ce qui devrait permettre à l'endettement total combiné de l'administration fédérale et des États rapporté au PIB de diminuer de 4 points de pourcentage entre 2003 et 2007.

La réforme fiscale pourrait contribuer à doper les perspectives de croissance à plus long terme

Certains progrès ont été accomplis dans la réforme de la structure du système fiscal. En 2005, tous les États, à l'exception de cinq, avaient remplacé les taxes sur le chiffre d'affaires et les droits d'accise par une taxe coordonnée sur la valeur ajoutée, et trois autres envisagent de le faire, si bien qu'il ne devrait rester que deux États prélevant une taxe sur le chiffre d'affaires. En 2006, le gouvernement fédéral a pris des mesures pour élargir véritablement l'assiette de la taxe sur la valeur ajoutée (qui, actuellement, ne s'applique qu'aux produits manufacturés) en augmentant le nombre des secteurs soumis à la taxe sur les services et en abaissant les droits de douane mais

© OCDE 2006

en relevant le droit compensateur uniforme qui joue le rôle de taxe sur la valeur ajoutée sur les importations.

À court terme, un ralentissement de la croissance semble probable

Sur la période étudiée, le durcissement de la politique monétaire et de la politique budgétaire devrait exercer un effet de ralentissement sur la croissance économique. Dans le secteur des entreprises, il semble probable que la diminution des financements disponibles et la hausse des taux d'intérêt vont peser sur l'augmentation des investissements, tandis que la hausse des stocks devrait également arriver à son terme. Toutefois, la progression de la consommation privée pourrait bien ne faiblir que modérément, car la croissance des revenus demeure forte. Dans le même temps, l'économie indienne poursuit son intégration dans l'économie mondiale, grâce à la poursuite de la réduction des droits de douane. Au total, la hausse de la production devrait s'essouffler et revenir de 8.5 % en 2005 à 7 % en 2007. Sous l'effet de cette diminution de la croissance, l'inflation devrait rester inférieure à 5 %, tandis que le déficit de la balance des opérations courantes pourrait se stabiliser aux alentours de 3 % du PIB.

Les subventions aux produits pétroliers pourraient bien ne pas durer

Un risque pèse sur les prix et les revenus réels, car il est possible que le niveau actuellement élevé des subventions extrabudgétaires destinées à compenser la hausse des prix des produits pétroliers ne puisse être maintenu dans la durée, dans la mesure où certaines sociétés pétrolières appartenant à l'État sont déjà déficitaires, ce qui limite leur aptitude à emprunter pour couvrir leurs pertes et à investir dans de nouvelles capacités de distribution et de raffinage. Aligner les prix intérieurs sur les cours des marchés mondiaux risque de restreindre la demande de consommation et également de réduire à néant une partie de l'avantage temporaire obtenu grâce à la subvention implicite des exportations. Des propositions ont été formulées pour réduire ces subventions, mais le calendrier de la réforme n'est toujours pas fixé.

Fédération de Russie

La croissance du PIB réel devrait atteindre 6.2 % en 2006 et 5.7 % en 2007, ce ralentissement progressif reflétant principalement l'émergence de contraintes de capacité. La consommation continuera de croître à un rythme soutenu, dopée par le bon niveau des recettes provenant des exportations de matières premières et par la poursuite de l'amélioration des termes de l'échange. S'il est probable que le fonds de stabilisation va capter, et donc neutraliser, la plus grosse partie des recettes exceptionnelles, une fraction significative des recettes pétrolières continuera à alimenter la demande intérieure. La désinflation devrait donc rester difficile à obtenir.

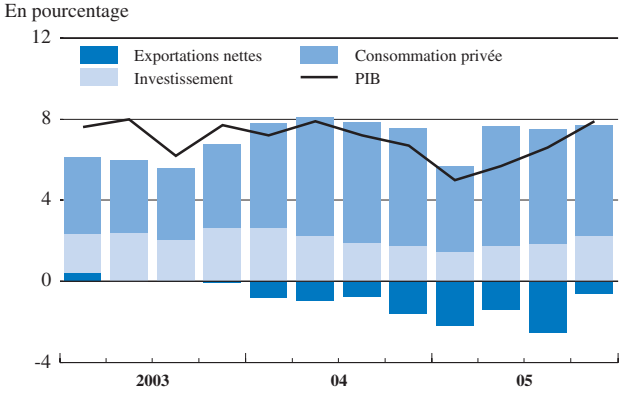
Les autorités devront impérativement maintenir la discipline budgétaire si elles veulent juguler l'inflation tout en freinant l'appréciation du taux de change. La décision récente de repousser jusqu'à 2009 le projet d'une large baisse de la fiscalité indirecte constitue donc une évolution bienvenue. Toutefois, d'autres mesures doivent être prises pour renforcer le cadre législatif régissant le fonds de stabilisation et mettre non seulement le budget, mais l'économie dans son ensemble, à l'abri des fluctuations des prix des matières premières.

La croissance reste relativement forte, étayée par le dynamisme de la consommation

La croissance du PIB réel s'est accélérée à partir du deuxième trimestre de 2005, repartant fermement à la hausse après le ralentissement qui avait commencé à la mi-2004. Bien que la consommation des ménages soit restée le principal moteur de la croissance tout au long de l'année, l'accélération particulièrement forte observée au quatrième trimestre est attribuable au rebond des exportations, principalement des produits pétroliers et de certains métaux. L'investissement est reparti à la hausse en réaction à cette reprise de l'activité, mais restent toutefois en deçà du niveau qui serait probablement nécessaire pour permettre des taux de croissance élevés en l'absence d'amélioration des termes de l'échange. Des contraintes de capacité se font de plus en plus sentir dans de nombreux secteurs d'activité, et sur le marché du travail la demande de travail qualifié se heurte à une raréfaction. Les données préliminaires pour janvier et février 2006 témoignent d'une décélération marquée de la production et à l'investissement. Celle-ci est au moins en partie attribuable aux records de froid enregistrés à la fin de janvier et au début de février, et les études menées auprès de dirigeants d'entreprises laissent entrevoir une reprise de la production industrielle à court terme.

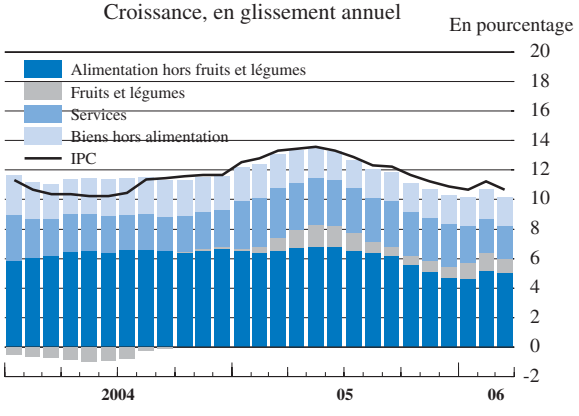
Fédération de Russie

L'activité est essentiellement tirée par la consommation



La désinflation s'avère difficile

Croissance, en glissement annuel



Source : Service fédéral des statistiques de l'État, Banque centrale russe, groupe d'experts économiques et calculs de l'OCDE.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/510870873171*

© OCDE 2006

Fédération de Russie : **Indicateurs macroéconomiques**

	2004	2005	2006	2007
Croissance du PIB réel	7.2	6.4	6.2	5.7
Inflation	11.7	10.9	10.5	10.0
Solde budgétaire (en % du PIB)[1]	4.5	7.4	6.5	5.0
Solde budgétaire primaire (en % du PIB)[2]	5.6	8.4	7.3	5.7
Balance des opérations courantes (en % du PIB)	9.9	11.1	11.5	7.9

1. Budget consolidé.
2. Uniquement le budget fédéral.

Source : Les chiffres pour 2004-05 sont de source nationale. Les chiffres pour 2006-07 sont des estimations et prévisions de l'OCDE.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/800117217736*

L'aversion des autorités pour l'appréciation nominale du rouble rend la désinflation plus difficile

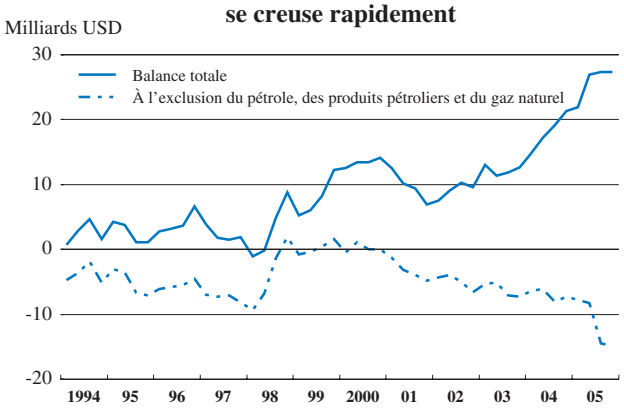
L'inflation des prix à la consommation a diminué à 10.9 % en 2005, en-dessous du niveau atteint en 2004, mais nettement au-dessus de la cible fixée par les autorités monétaires. La baisse de l'inflation doit moins à la conduite de la politique monétaire qu'à la décision de freiner la hausse des tarifs régulés et à l'imposition d'un gel sur les prix de l'essence en septembre. L'efficacité de la politique monétaire demeure en effet limitée par la faiblesse du canal du crédit et par la volonté des autorités de s'opposer à l'appréciation nominale du taux de change, en dépit de la pression exercée sur le rouble par la forte croissance du surplus de la balance courante russe. Les prix à la consommation ont déjà progressé de 5 % sur les trois permiers mois. Alors que le surplus des comptes externes s'accroît toujours davantage, la croissance de la masse monétaire risque encore de dépasser les prévisions de la banque centrale.

La discipline budgétaire est plus importante – et plus difficile – que jamais

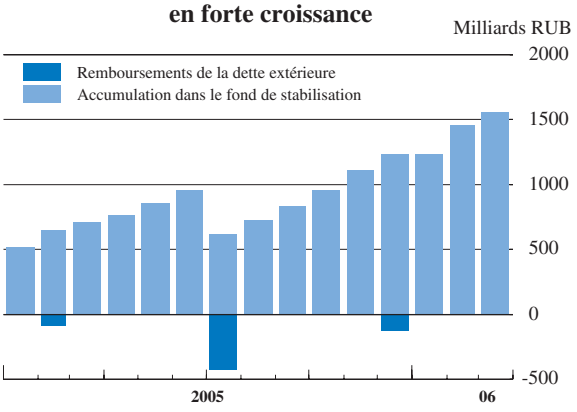
Étant donné la marge de manœuvre limitée de la banque centrale, la politique budgétaire a un rôle capital à jouer si les autorités veulent faire baisser l'inflation tout en limitant le rythme d'appréciation du rouble. Étant donné que le fonds de stabilisation peut capter et, de ce fait, « neutraliser » les recettes exceptionnelles, les autorités peuvent alléger les pressions sur les taux de change tout en limitant l'augmentation de la masse monétaire. En 2005, l'ampleur de la stérilisation budgétaire a augmenté

Fédération de Russie

Le déficit commercial hors hydrocarbures se creuse rapidement



Les réserves du fond de stabilisation en forte croissance



Source : Banque centrale russe, Institut pour les économies en transition.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/508023253381*

Fédération de Russie : **Indicateurs extérieurs**

	2003	2004	2005	2006	2007
			Miliards de $		
Exportations de biens et services	152.2	203.5	268.1	338	372
Importations de biens et services	103.2	131.1	164.6	211	259
Balance des biens et services	49.0	72.4	103.6	128	114
Solde des invisibles	- 13.6	- 13.8	- 19.3	- 23	- 27
Balance des opérations courantes	35.4	58.6	84.2	106	87
			Pourcentages de variation		
Exportations de biens et services en volume	12.5	11.8	6.3	6.0	6.0
Importations de biens et services en volume	17.7	22.0	17.3	19.5	17.5
Termes de l'échange	7.7	14.8	15.8	10.9	0.0

Source: Sources nationales et prévisions de l'OCDE.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/800117217736*

de manière spectaculaire en valeur absolue, mais elle n'a pas réussi à suivre le rythme de l'afflux de recettes exceptionnelles perçues par le pays. Comme les cours du pétrole et des métaux vont rester élevés, les exigences pesant sur la politique budgétaire seront d'autant plus fortes cette année. L'équilibre budgétaire hors recettes pétrolières s'est considérablement dégradé en 2005, principalement sous l'effet de la baisse des cotisations sociales et de l'augmentation des salaires et des retraites dans le secteur public. Il devrait encore se détériorer cette année du fait des augmentations de dépenses inscrites au budget 2006. Par ailleurs, de plus en plus de voix s'élèvent pour demander des baisses d'impôt encore plus significatives ou des hausses encore plus importantes des dépenses, financées grâce à un recours accru aux réserves du fonds de stabilisation. À ce jour, le gouvernement a relativement bien réussi à résister à cette pression – la décision de repousser jusqu'à 2009 le projet de large réduction du taux de la taxe sur la valeur ajoutée a été particulièrement judicieuse – mais le relâchement budgétaire se poursuit néanmoins.

Les progrès accomplis dans le domaine de la réforme structurelle sont en demi-teinte

Alors que la préparation de réformes structurelles importantes pour le fonctionnement d'une économie de marché se poursuit dans certains domaines, par exemple les banques ou les marchés financiers, la plupart de ces réformes sont toutefois en panne. Le lancement de « projets nationaux prioritaires » dans le domaine de la santé, du logement ou encore de l'éducation, était censé relancer les réformes structurelles dans ces secteurs, grâce à la mobilisation de ressources nouvelles significatives. Or ces projets, s'ils semblent entraîner une forte hausse des dépenses, n'ont qu'une traduction relativement modeste en termes de réforme. S'il est difficile de nier que la sphère sociale a souffert d'un sous-financement, l'injection de fonds, pour autant qu'elle n'est pas accompagnée de réformes, sera de peu d'utilité, et une grande occasion risque ainsi d'être manquée. Dans de nombreux domaines, il semble que l'on soit tout simplement en présence d'un certain degré de paralysie administrative : à ce jour, des conflits entre ministères ont ainsi empêché le gouvernement de s'atteler aux engagements les plus aisés à tenir pris par le Président lors de son discours annuel à l'Assemblée fédérale l'année dernière, notamment la clarification des restrictions juridiques pesant sur l'investissement étranger dans des secteurs et entreprises dits « stratégiques ». Alors que le débat s'éternise, la mainmise de l'État sur un nombre toujours large de secteurs « stratégiques » de ce type se poursuit. Même dans les secteurs non « stratégiques », la tendance est à l'accroissement de l'investissement public et de l'intervention de l'État.

© OCDE 2006

La croissance devrait ralentir malgré l'amélioration des termes de l'échange

La croissance devrait s'atténuer au cours de la période examinée, même si les prix du pétrole vont rester élevés. La consommation des ménages restera le principal moteur de la croissance, mais elle devrait fléchir au fur et à mesure que la hausse des revenus va ralentir en 2007. Une certaine reprise est probable dans le secteur des ressources naturelles, mais la croissance dans le secteur manufacturier devrait ralentir car l'appréciation du rouble continuera à peser sur sa compétitivité. En 2005, une baisse substantielle des prélèvements sur les salaires a permis à ces pressions de se relâcher quelque peu, mais cette situation ne se reproduira pas en 2006. La forte détérioration récente de la balance commerciale hors produits pétroliers donne une indication indirecte des difficultés auxquelles se heurte le secteur manufacturier. Exprimées en volume, les importations devraient continuer à augmenter à des taux annuels de 15 à 20 %, sous la double impulsion de la hausse de la consommation intérieure et des importations de biens d'investissement. Dans l'ensemble, les contraintes du côté de l'offre se feront de plus en plus manifestes sur la période étudiée, alors que les taux d'investissement devraient rester relativement faibles, et la possibilité de croissance « facile » par le biais d'augmentations de l'utilisation des capacités de production est désormais limitée.

L'inflation, pour autant qu'elle recule, ne le fera que lentement en 2006 et 2007

Les autorités sont quasiment certaines de ne pas atteindre leur objectif d'inflation fixé à 8.5 % pour 2006. En effet, l'envolée des cours du pétrole exercera une pression durable à la hausse sur le taux de change, et comme les pouvoirs publics sont déterminés à limiter l'appréciation nominale du rouble, l'ajustement des taux de change réels se fera principalement par le biais de l'inflation. Étant donné que les autorités monétaires poursuivent à la fois des objectifs d'inflation et de taux de change, et compte tenu de la faiblesse du canal du crédit, la clé de la désinflation réside dans la politique budgétaire. Or les pressions en faveur d'une poursuite des réductions d'impôts ou d'une augmentation des dépenses vont s'intensifier si la croissance semble vaciller. Les exigences d'assouplissement budgétaire s'intensifieront quoi qu'il en soit au fur et à mesure que les élections de 2007-2008 vont se rapprocher. Il est donc probable que les progrès accomplis en matière de désinflation seront limités sur la période examinée.

III. LES PRESSIONS BUDGÉTAIRES À PRÉVOIR POUR LES DÉPENSES RELATIVES AUX SOINS DE SANTÉ ET AUX SOINS DE LONGUE DURÉE

Les dépenses publiques affectées aux soins de santé et aux soins de longue durée sont appelées à augmenter…

Les dépenses publiques affectées aux soins de santé et aux soins de longue durée sont appelées dans l'avenir à peser lourdement sur les budgets de nos pays. Ces dépenses se sont déjà accrues au cours des trente dernières années, accélérant même au tournant du siècle pour atteindre en moyenne près de 7 % du PIB des pays de l'OCDE en 2005[1]. Dans l'hypothèse de politiques publiques inchangées, la part des dépenses moyennes pourrait presque doubler d'ici à 2050, quoique dans des proportions fort variables d'un pays à l'autre. Le chapitre qui suit présente les prévisions établies, lesquelles mettent en évidence les nombreux éléments d'incertitude – liés aussi bien aux politiques menées qu'aux déterminants des dépenses – mais dégagent également des conclusions qui paraissent plus solides.

… sous l'effet d'une multitude de facteurs…

Les dépenses augmentent pour une multitude de raisons, dont le vieillissement démographique, même si ce dernier facteur ne contribue pas autant au phénomène qu'on le pense parfois. L'élévation du revenu stimulera la demande de soins de qualité mais, là encore, peut-être moins que ce qui est parfois avancé. La découverte de nouvelles techniques ou de nouveaux traitements médicaux constituera un facteur important de nature à doper la demande. Dans certains pays, il est probable que le taux d'activité des femmes progressera sensiblement, ce qui limitera l'ampleur des soins informels et favorisera la demande de soins dispensés par le secteur public. Enfin, nonobstant les gains d'efficience induits par le progrès technologique, il est probable que les prix des soins de santé et de longue durée augmenteront plus vite que le niveau général des prix.

… ce qui laisse un rôle important aux politiques mises en œuvre

Les prévisions établies par l'OCDE se fondent sur un certain nombre d'hypothèses dans tous ces domaines. Deux scénarios principaux sont à distinguer (tableau III.1) :

- En l'absence d'une intervention des pouvoirs publics qui marque une rupture avec les tendances observées jusqu'ici, les dépenses au titre des soins de santé et des soins de longue durée pourraient atteindre en moyenne près de 13 % du PIB d'ici 2050 (scénario « d'accroissement des coûts »).
- Dans un scénario de « maîtrise des coûts », tenant compte des effets escomptés de l'adoption de mesures visant à infléchir l'accroissement des dépenses, les dépenses moyennes augmenteraient encore de 3½ points de pourcentage, pour s'établir à quelque 10 % du PIB d'ici 2050.

1. Le présent chapitre traite exclusivement des dépenses publiques. Les dépenses privées au titre des soins de santé et des soins de longue durée ont représenté en 2005 une part supplémentaire de 2 % du PIB en moyenne.

© OCDE 2006

Tableau III.1. **Résumé des prévisions relatives aux dépenses publiques au titre des soins de santé et soins de longue durée**

En pourcentage du PIB

	Soins de santé			Soins de longue durée			Total		
		2050			2050			2050	
	2005 [1]	Accroissement des coûts	Maîtrise des coûts	2005 [1]	Accroissement des coûts	Maîtrise des coûts	2005 [1]	Accroissement des coûts	Maîtrise des coûts
Australie	5.6	9.7	7.9	0.9	2.9	2.0	6.5	12.6	9.9
Autriche	3.8	7.6	5.7	1.3	3.3	2.5	5.1	10.9	8.2
Belgique	5.7	9.0	7.2	1.5	3.4	2.6	7.2	12.4	9.8
Canada	6.2	10.2	8.4	1.2	3.2	2.4	7.3	13.5	10.8
République Tchèque	7.0	11.2	9.4	0.4	2.0	1.3	7.4	13.2	10.7
Danemark	5.3	8.8	7.0	2.6	4.1	3.3	7.9	12.9	10.3
Finlande	3.4	7.0	5.2	2.9	5.2	4.2	6.2	12.2	9.3
France	7.0	10.6	8.7	1.1	2.8	2.0	8.1	13.4	10.8
Allemagne	7.8	11.4	9.6	1.0	2.9	2.2	8.8	14.3	11.8
Grèce	4.9	8.7	6.9	0.2	2.8	2.0	5.0	11.6	8.9
Hongrie	6.7	10.3	8.5	0.3	2.4	1.0	7.0	12.6	9.5
Islande	6.8	10.7	8.9	2.9	4.4	3.4	9.6	15.2	12.3
Irlande	5.9	10.0	8.2	0.7	4.6	3.2	6.7	14.5	11.3
Italie	6.0	9.7	7.9	0.6	3.5	2.8	6.6	13.2	10.7
Japon	6.0	10.3	8.5	0.9	3.1	2.4	6.9	13.4	10.9
Corée	3.0	7.8	6.0	0.3	4.1	3.1	3.3	11.9	9.1
Luxembourg	6.1	9.9	8.0	0.7	3.8	2.6	6.8	13.7	10.6
Mexique	3.0	7.5	5.7	0.1	4.2	3.0	3.1	11.7	8.7
Pays-Bas	5.1	8.9	7.0	1.7	3.7	2.9	6.8	12.5	9.9
Nouvelle-Zélande	6.0	10.1	8.3	0.5	2.4	1.7	6.4	12.6	10.0
Norvège	7.3	10.7	8.9	2.6	4.3	3.5	9.9	15.0	12.4
Pologne	4.4	8.5	6.7	0.5	3.7	1.8	4.9	12.2	8.5
Portugal	6.7	10.9	9.1	0.2	2.2	1.3	6.9	13.1	10.4
République slovaque	5.1	9.7	7.9	0.3	2.6	1.5	5.4	12.3	9.4
Espagne	5.5	9.6	7.8	0.2	2.6	1.9	5.6	12.1	9.6
Suède	5.3	8.5	6.7	3.3	4.3	3.4	8.6	12.9	10.1
Suisse	6.2	9.6	7.8	1.2	2.6	1.9	7.4	12.3	9.7
Turquie	5.9	9.9	8.1	0.1	1.8	0.8	6.0	11.7	8.9
Royaume-Uni	6.1	9.7	7.9	1.1	3.0	2.1	7.2	12.7	10.0
États-Unis	6.3	9.7	7.9	0.9	2.7	1.8	7.2	12.4	9.7
Moyenne OCDE [2]	***5.7***	***9.6***	***7.7***	***1.1***	***3.3***	***2.4***	***6.7***	***12.8***	***10.1***

Note : Voir le texte pour une description des différents scénarios.
1. Estimations de l'OCDE.
2. Moyenne non pondérée.
Source : Calculs de l'OCDE.

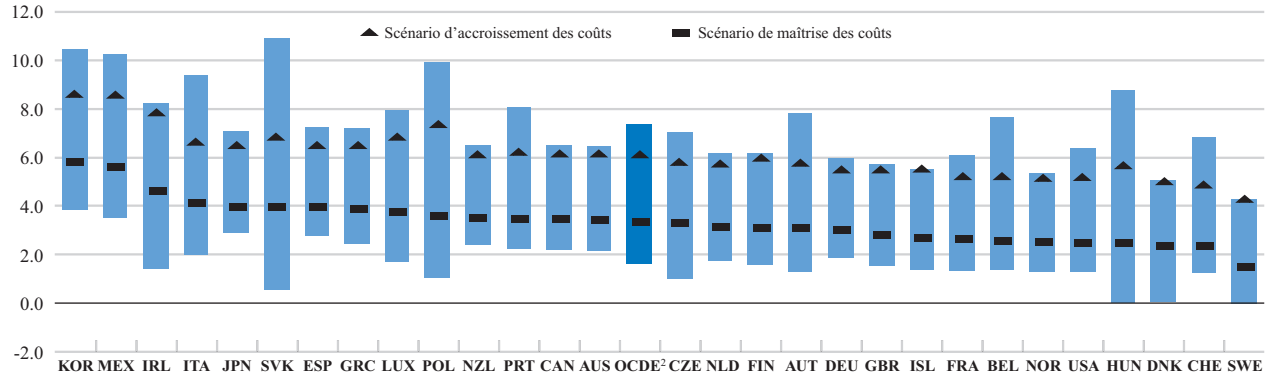
StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/133271056325*

L'accroissement des dépenses est très variable d'un pays à l'autre

Des différences notables apparaissent entre les différents pays de l'OCDE (graphique III.1). Dans le scénario de maîtrise des coûts, un groupe de pays se distingue par un accroissement des dépenses au titre des soins de santé et des soins de longue durée équivalent ou supérieur à 4 % du PIB sur la période 2005-2050. Ce groupe rassemble des pays (Corée, Mexique, Irlande, Italie, Japon, République slovaque et Espagne) qui connaîtront simultanément un vieillissement rapide et une forte croissance de plusieurs variables non démographiques, notamment une évolution marquée de la prise en charge

Graphique III.1. **Accroissement total des dépenses au titre des soins de santé et de longue durée par pays, 2005-2050**[1]

En points de pourcentage du PIB



1. Les barres verticales indiquent la fourchette de variation des résultats en fonction des différents scénarios, ce qui donne une idée de leur sensibilité aux différentes hypothèses. Les pays sont classés en fonction de l'accroissement des dépenses entre 2005 et 2050 dans le scénario de maîtrise des coûts. La Turquie est exclue du classement faute de données, l'un des scénarios n'ayant pas pu être calculé.
2. Moyenne de l'OCDE moins la Turquie.

Source : Calculs de l'OCDE.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/351560088341*

des soins de longue durée, auparavant du ressort de la famille (soins informels), au profit du secteur public (soins formels). À l'autre extrémité se trouve la Suède, dont l'accroissement des dépenses sera inférieur à 2 % du PIB. Ce pays, où le processus de vieillissement est en voie de stabilisation, consacre déjà une part relativement élevée de son PIB aux dépenses de soins de santé et de soins de longue durée.

Les prévisions semblent relativement robustes

Le classement des pays par ordre de grandeur de l'accroissement des dépenses reste globalement inchangé au vu des résultats des tests de sensibilité aux principaux déterminants mentionnés plus haut (graphique III.1). De plus, pour la quasi-totalité des pays et quels que soient les scénarios étudiés, la fourchette des résultats concernant les dépenses est à peine plus large que celle qui est obtenue pour les deux principaux scénarios décrits précédemment, ce qui dénote une certaine solidité des résultats.

Le reste du texte analyse plus en détail ces prévisions, en s'efforçant de déterminer le rôle qui doit être attribué aux différentes hypothèses dans les résultats obtenus. Les prévisions concernant les dépenses au titre des soins de santé et des soins de longue durée se fondent sur des prévisions démographiques et économiques, décrites dans l'encadré III.1 et le tableau III.2[2].

Le vieillissement est un facteur d'augmentation des dépenses

Les effets du vieillissement sur le coût des soins de santé sont contrebalancés par l'influence d'autres variables…

Le vieillissement se traduit par une augmentation de la proportion de personnes âgées dans la population, laquelle pèsera à la hausse sur les dépenses étant donné que les coûts liés à la santé s'accroissent avec l'âge. Le coût moyen par personne dans les classes d'âge plus avancé peut aussi régresser avec le temps, et ce pour deux raisons :

– L'allongement de l'espérance de vie peut se traduire par des années supplémentaires de bonne santé (« vieillissement en bonne santé »). C'est l'hypo-

2. Pour une analyse des prévisions démographiques nationales utilisées dans la présente étude, et les hypothèses correspondantes, voir Oliveira Martins *et al.* (2005).

© OCDE 2006

Encadré III.1. Hypothèses exogènes sur lesquelles reposent les prévisions

Les prévisions sont fondées sur une série d'hypothèses exogènes, qui peuvent être décrites comme suit (voir OCDE, 2006 pour de plus amples détails) :

– Les prévisions démographiques (*N*) ont été rassemblées par la Direction de l'emploi, du travail et des affaires sociales de l'OCDE, directement auprès de sources nationales. L'allongement de l'espérance de vie a été calculé à partir de prévisions nationales concernant la population. Les taux annuels de mortalité sont le résultat d'une interpolation linéaire des prévisions nationales à cinq ans. Le taux de mortalité par cohorte et par an a été obtenu à l'aide de ces données annuelles (voir Gonand, 2005). Étant donné que les hypothèses sous-jacentes concernant la fécondité et l'espérance de vie peuvent différer d'un pays à l'autre, on a utilisé une maquette de la population pour tester la sensibilité des résultats à des hypothèses uniformes concernant l'espérance de vie pour un échantillon de pays.

– Les prévisions relatives à la population active (*L/N*), qui s'inspirent de travaux antérieurs de l'OCDE (Burniaux *et al.*, 2003), sont fondées sur une analyse dite par cohorte. Elles correspondent à un scénario de référence où l'impact des politiques actuelles est censé influer sur le taux d'activité au cours des décennies à venir, mais ne font pas intervenir d'autres hypothèses concernant un éventuel infléchissement des politiques.

– La croissance de la productivité du travail (*Y/L*), qui est censée converger de façon linéaire depuis son taux initial (1995-2003) vers 1.75 % par an d'ici 2030 dans tous les pays, à l'exception des anciens pays en transition et du Mexique, où la convergence ne se produit qu'en 2050.

Les prévisions relatives au PIB par habitant sont directement calculées à partir des variables exogènes ($Y/N = Y/L \times L/N$, par exemple). Ce cadre simple n'est pas censé tenir compte de la meilleure façon possible des écarts de productivité entre les pays, mais vise à isoler autant que possible l'effet du vieillissement et d'autres facteurs démographiques sur les prévisions.

Le tableau III.2 présente les résultats de ces calculs. On peut voir que, sans augmentation substantielle de la productivité du travail, le vieillissement agira comme un frein sur la croissance dans des proportions non négligeables puisque la réduction de la croissance du PIB sera de 1 % par an sur la période 2025-2050, par rapport à la période 2005-2025. Pour une analyse plus approfondie de l'impact du vieillissement sur la croissance, le lecteur intéressé peut se référer à Oliveira Martins *et al.* (2005).

thèse retenue dans les présentes prévisions, laquelle peut être vue comme un compromis entre deux thèses opposées. D'un côté, l'allongement de la durée de vie peut supposer une plus longue période de mauvaise santé à la fin de la vie, le maintien en vie étant rendu possible grâce à des traitements médicaux (coûteux). D'un autre côté, l'amélioration générale de l'état de santé peut maintenir les gens en bonne santé jusqu'à la date, de plus en plus éloignée, de leur décès. Les observations relevées actuellement dans un certain nombre de pays de l'OCDE cadrent avec l'hypothèse d'un « vieillissement en bonne santé ».

– Les dépenses de santé importantes interviennent en fin de vie (« coûts liés aux décès »). Dans la mesure où l'allongement de la durée de vie se traduit par le fait qu'une plus forte proportion d'individus quitte une classe d'âge non parce qu'ils meurent, mais parce qu'ils entrent dans la classe d'âge suivante, le coût moyen associé à la classe d'âge correspondante régresse. Cette hypothèse est également intégrée dans les prévisions actuelles, où les dépenses de santé propres à une classe d'âge sont ajustées pour tenir compte de la distinction entre les dépenses de soins de santé associées aux survivants qui entrent dans la classe d'âge suivante et les dépenses liées aux décès.

… et ne sont donc responsables que d'un accroissement modeste des dépenses…

Compte tenu de ces effets compensateurs, l'incidence nette de l'évolution démographique sur les dépenses au titre des soins de santé est limitée : elle se traduit en moyenne pour les pays de l'OCDE par un accroissement de 0.7 % du PIB sur la période 2005-2050 (graphique III.2). Si tous les effets pris isolément vont dans la même direction dans tous les pays, leur ampleur varie sensiblement. Dans les pays

Tableau III.2. **Décomposition des prévisions relatives au PIB par habitant**

Variation annuelle moyenne en pourcentage

	Utilisation du facteur travail[1]	Productivité du travail[2]	PIB par habitant	*Pour mémoire* : PIB	Utilisation du facteur travail[1]	Productivité du travail[2]	PIB par habitant	*Pour mémoire* : PIB
	2005-2025				2025-2050			
Australie	-0.2	2.2	2.0	*2.8*	-0.3	1.8	1.4	*1.8*
Autriche	-0.5	2.0	1.6	*1.8*	-0.4	1.8	1.4	*1.2*
Belgique	-0.2	1.9	1.6	*1.8*	-0.2	1.8	1.5	*1.6*
Canada	-0.3	2.0	1.7	*2.3*	-0.2	1.8	1.6	*1.7*
République tchèque	-0.4	1.5	1.1	*1.1*	-0.8	1.7	0.9	*0.6*
Danemark	-0.4	2.0	1.6	*1.6*	-0.1	1.8	1.6	*1.5*
Finlande	-0.6	2.6	2.0	*2.1*	-0.1	1.8	1.7	*1.4*
France	-0.5	1.8	1.3	*1.5*	-0.3	1.8	1.5	*1.5*
Allemagne	-0.2	1.5	1.3	*1.2*	-0.2	1.8	1.5	*1.1*
Grèce	0.3	2.0	2.3	*2.1*	-0.5	1.8	1.3	*0.9*
Hongrie	-0.6	2.9	2.3	*2.3*	-0.7	2.1	1.4	*1.0*
Islande	0.0	2.5	2.5	*3.1*	-0.2	1.8	1.6	*1.8*
Irlande	0.2	3.5	3.7	*4.4*	-0.2	1.8	1.5	*1.8*
Italie	-0.1	1.5	1.4	*1.3*	-0.5	1.8	1.2	*0.7*
Japon	-0.3	1.5	1.1	*0.9*	-0.3	1.8	1.4	*0.7*
Corée	-0.6	2.4	1.7	*1.9*	-0.4	1.8	1.3	*0.6*
Luxembourg	-0.1	3.2	3.0	*4.2*	-0.3	1.8	1.4	*2.3*
Mexique	0.8	2.6	3.5	*4.5*	0.1	2.0	2.1	*2.4*
Pays-Bas	-0.2	1.8	1.6	*1.9*	0.0	1.8	1.7	*1.7*
Nouvelle-Zélande	-0.3	1.8	1.5	*2.1*	-0.3	1.8	1.4	*1.6*
Norvège	-0.1	1.9	1.8	*2.3*	-0.1	1.8	1.6	*2.0*
Pologne	-0.4	3.7	3.4	*3.2*	-0.8	2.4	1.6	*0.7*
Portugal	-0.1	2.2	2.1	*2.1*	-0.5	1.8	1.3	*0.9*
République slovaque	-0.6	2.4	1.8	*1.9*	-1.0	1.9	0.9	*0.5*
Espagne	-0.2	1.6	1.4	*1.7*	-0.4	1.8	1.3	*1.1*
Suède	-0.6	2.3	1.7	*2.2*	0.0	1.8	1.7	*2.0*
Suisse	-0.1	1.7	1.5	*1.6*	-0.2	1.8	1.6	*1.4*
Turquie	-0.3	2.4	2.0	*3.0*	-0.4	1.8	1.3	*1.7*
Royaume-Uni	-0.3	2.1	1.8	*2.1*	-0.1	1.8	1.6	*1.7*
États-Unis	-0.3	2.1	1.7	*2.6*	-0.1	1.8	1.7	*2.4*
Moyenne	-0.2	2.2	1.9	*2.3*	-0.3	1.8	1.5	*1.4*

1. Rapport entre la population active et la population totale.
2. La croissance de la productivité du travail converge vers 1.75% par an d'ici 2030, sauf pour les anciens pays en transition et le Mexique, censés converger d'ici 2050.

Source : Calculs de l'OCDE.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/436850366462*

où il faut s'attendre à une évolution démographique particulièrement marquée, comme la Corée, la République slovaque et la Pologne, les effets directs du vieillissement seront particulièrement notables, mais l'impact de variables ayant un effet compensateur sera également très prononcé.

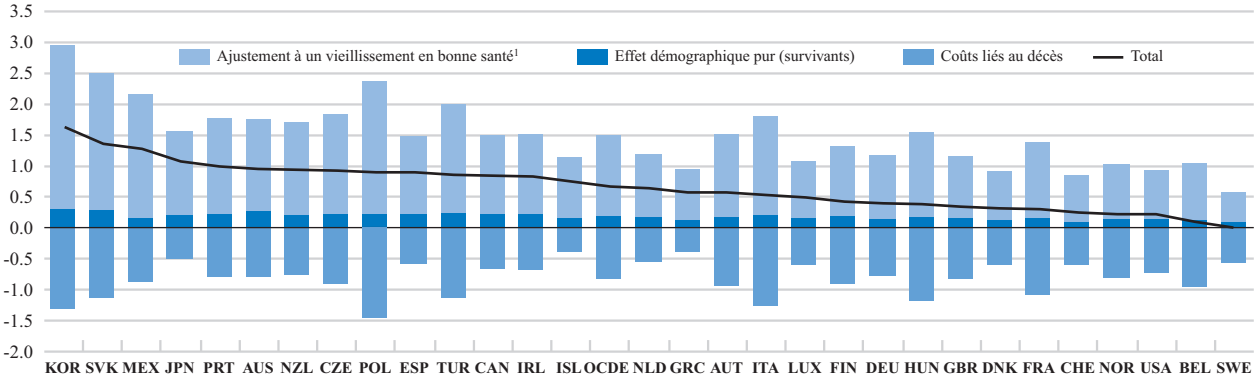
… l'effet étant plus prononcé pour ce qui est des soins de longue durée

S'agissant des soins de longue durée, les effets compensateurs contrebalancent moins l'impact direct du vieillissement que dans le cas des soins de santé. Les observations limitées dont on dispose laissent penser que la prévalence de la dépendance (c'est-à-dire l'incapacité d'effectuer une ou plusieurs activités de la vie quotidienne) augmente de

© OCDE 2006

Graphique III.2. **Effets des variables démographiques sur les dépenses au titre des soins de santé**

Augmentation en points de pourcentage de PIB, 2005-2050



1. Cet ajustement suppose que l'allongement de la durée de vie se traduit par des années supplémentaires en bonne santé.

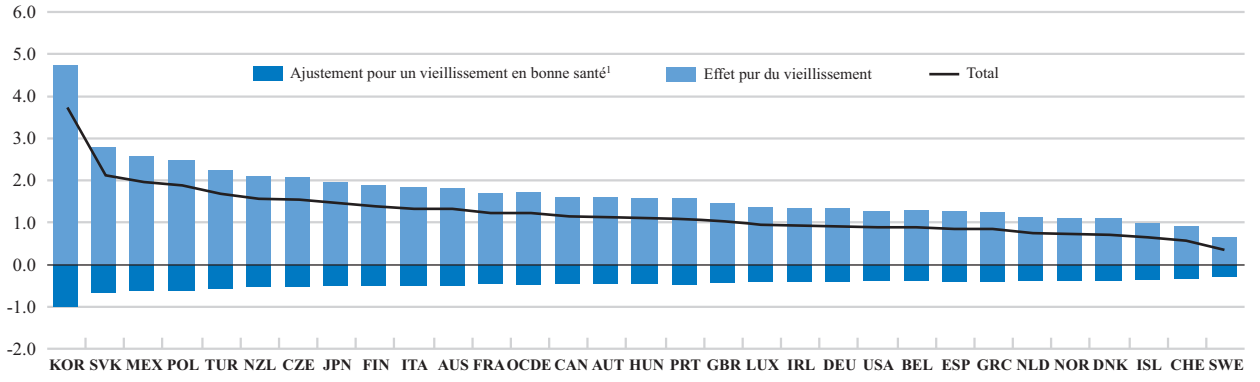
Source : Calculs de l'OCDE.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/200153526783*

façon exponentielle avec l'âge, et atteint un niveau très élevé chez les personnes les plus âgées[3]. Dans ces conditions, il n'est sans doute pas réaliste de penser que la prévalence de la dépendance évoluera parallèlement à l'allongement de la durée de vie. C'est pourquoi les prévisions reposent sur l'hypothèse moins optimiste (mais qui reste arbitraire) selon laquelle la moitié seulement de l'augmentation de la longévité se traduit par une réduction de la dépendance. Selon cette hypothèse, l'incidence nette du facteur démographique sur les dépenses au titre des soins de longue durée au cours de la période 2005-2050 se matérialisera par un accroissement moyen des dépenses équivalant à 1.2 % du PIB, ce qui est bien supérieur en valeur absolue comme en valeur relative à l'augmentation obtenue pour les soins de santé (graphique III.3).

Graphique III.3. **Effets des variables démographiques sur les dépenses au titre des soins de longue durée**

Augmentation en points de pourcentage de PIB, 2005-2050



1. S'agissant des soins de santé de longue durée, l'ajustement opéré pour un « vieillissement en bonne santé » correspond à la moitié seulement de l'allongement de l'espérance de vie.

Source : Calculs de l'OCDE.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/803083430161*

3. D'après des observations dispersées provenant de quatre pays de l'OCDE (Comas-Herrera et Wittenberg, 2003), 30 % environ des personnes âgées de 85 à 89 ans pourraient nécessiter des soins de longue durée. Le taux de dépendance grimpe à près de 70 % pour les personnes de plus de 95 ans.

La diminution de l'offre de soins informels poussera probablement à la hausse la demande de soins formels

L'augmentation du taux d'activité des femmes pourrait faire diminuer l'offre de soins informels…

Dans les pays où le taux d'activité féminine est faible, ce sont souvent les femmes qui assurent les soins informels au sein de la famille. L'augmentation du taux d'activité des femmes, sous l'effet de l'élévation du niveau d'instruction et de l'adoption de réformes visant à aplanir les obstacles à leur participation à la vie active, pourrait donc faire diminuer l'offre de soins informels et accroître la demande de prestation de soins en institution. De fait, des estimations issues de modèles économétriques semblent faire apparaître une relation significative entre les dépenses publiques par personne dépendante et le taux d'activité des personnes de la classe d'âge 50-64 ans.

… d'où une pression grandissante sur les dépenses publiques

Sur la base de ces estimations et de l'évolution tendancielle des taux d'activité sur laquelle reposent les prévisions du PIB (voir l'encadré III.1 ci-dessus), les effets d'une diminution de l'offre de soins informels sur les dépenses publiques sont pris en compte dans les prévisions de dépenses[4]. L'accroissement de la demande de soins formels pourrait induire une augmentation des dépenses publiques au titre des soins de longue durée de l'ordre de 1 % du PIB, voire un peu plus, au cours de la période 2005-2050 dans certains pays (Irlande, Grèce et Mexique). Selon un autre scénario, dans lequel le taux d'activité des personnes de 50 à 64 ans est porté à 70 % au moins dans tous les pays, les dépenses moyennes correspondantes augmenteraient entre 2005 et 2050 de quelque 1.7 % du PIB[5]. D'autres facteurs de nature à accroître la demande de soins formels, tels que la réduction de la taille des ménages, ne sont pas pris en compte dans les scénarios étudiés.

Les dépenses de soins de santé s'accroîtront avec le revenu

Les dépenses de santé pourraient augmenter à peu près proportionnellement au PIB…

Classiquement, les dépenses au titre des soins de santé augmentent plus vite que le PIB et ce, même si l'on opère un ajustement pour tenir compte de l'évolution démographique. Plusieurs facteurs peuvent expliquer ce phénomène, à commencer par les effets du progrès technologique et des prix relatifs dont il est question ci-après. Une autre explication tient peut-être à une préférence grandissante pour la santé à mesure que le revenu s'accroît (la santé perçue comme un bien « supérieur »), mais les observations empiriques de nature à confirmer cette explication sont contrastées. De fait, les données individuelles dont on dispose ne mettent pas en évidence une relation étroite entre le revenu et les dépenses de santé. Par ailleurs, diverses objections d'ordre méthodologique ont été soulevées à l'encontre des études macroéconomiques qui font de la santé un bien supérieur. Dans ces conditions, les prévisions reposent sur l'hypothèse selon laquelle, toutes choses étant égales par ailleurs, les dépenses de santé s'accroîtront proportionnellement au PIB[6], ce qui

4. Pour se faire une idée de l'ordre de grandeur, il faut savoir qu'en 2003 le coût moyen des soins en institution par personne dépendante aux États-Unis se situait dans une fourchette de 40 000 à 75 000 USD par an [voir Taleyson (2003)].
5. Il est toutefois probable que l'accroissement du taux d'activité aura des retombées positives sur les budgets publics, lesquelles, selon la forme qu'elles prendront, pourraient largement compenser les effets observés sur les dépenses au titre des soins de longue durée.
6. Au niveau macroéconomique, les données économétriques obtenues à partir de séries chronologiques couvrant plusieurs pays laissent penser qu'en ajoutant des tendances temporelles aux équations raccordant les dépenses de santé au PIB par habitant, on obtient des élasticités inférieures ou égales à l'unité [voir OCDE (2006), annexe 2B pour plus de détails]. L'hypothèse d'une relation directement proportionnelle entre l'accroissement des dépenses de santé et la croissance du revenu est également cohérente avec le fait que, sur le long terme, la part des dépenses de santé dans le PIB ne peut pas continuer à augmenter indéfiniment.

© OCDE 2006

implique que l'évolution prévue des dépenses au titre des soins de santé en pourcentage du PIB est indépendante de la croissance économique.

… tandis qu'une plus forte croissance pourrait favoriser une diminution des dépenses au titre des soins de longue durée en pourcentage du PIB

Il n'existe guère d'informations qui permettent d'évaluer empiriquement la sensibilité des soins de longue durée au revenu. *A priori*, toutefois, les soins de longue durée peuvent être perçus comme relevant plus d'une nécessité que les soins de santé et être par conséquence moins sensibles au revenu. Sur la base de cet argument, et faute de données empiriques sur la sensibilité, les prévisions présentées ici s'appuient sur l'hypothèse que les dépenses au titre des soins de longue durée sont indépendantes du revenu et qu'elles ont par conséquent tendance à fléchir en proportion du PIB à mesure que croît l'économie. En fonction des hypothèses de croissance présentées dans l'encadré III.1, cet effet représente une réduction moyenne des dépenses de l'ordre de 0.6 % du PIB au cours de la période 2005-2050. Cette hypothèse donne probablement lieu à un biais dans les prévisions dans le sens d'une sous-estimation de la pression sur les dépenses.

Progrès technologique, élévation des prix et rôle des politiques suivies

Le progrès technologique pourrait gonfler les dépenses…

Le progrès technologique et l'évolution des prix relatifs, qui sont interdépendants, sont des facteurs de nature à peser lourdement sur la progression des dépenses au titre des soins de santé et des soins de longue durée[7]. La contribution du progrès technologique à l'accroissement des dépenses est un effet net de la combinaison de plusieurs facteurs. La découverte de nouveaux traitements peut susciter une plus forte demande de soins de santé. De fait, le « vieillissement en bonne santé » ne tient pas seulement à une amélioration des modes de vie, mais aussi aux progrès des techniques et traitements médicaux[8]. En même temps, si le progrès technologique permet de réaliser des économies et de faire baisser le prix de certains traitements, son impact sur la dépense dépend toutefois de l'élasticité-prix de la demande de soins. Or il existe peu d'informations sur cet aspect.

… tout comme une élévation des prix relatifs…

S'il est vrai que les avancées technologiques peuvent réduire le prix de certains produits et services de santé, le prix des soins de santé et des soins de longue durée tels qu'ils sont habituellement mesurés, ont tendance à augmenter par rapport au niveau général des prix[9]. Cela s'explique par le fait que la production de ces secteurs consiste en des services à la personne qui ne se prêtent que de façon limitée à une croissance de la productivité proportionnelle à celle que l'on peut observer dans le reste de l'économie. Si les salaires dans ce secteur progressent au même rythme que dans les autres secteurs, les prix relatifs des soins augmenteront proportionnellement plus vite. Cette tendance à une élévation des prix relatifs, que l'on qualifie souvent de « maladie des coûts », se manifeste probablement avec plus d'acuité dans le cas des soins de longue

7. Voir les premiers travaux de Fuchs (1972) et de Mushkin et Landefeld (1979). Plus récemment, l'effet du progrès technologique et des prix a suscité un regain d'intérêt, voir Newhouse (1992), KPMG Consulting (2001), Wanless (2001) et Productivity Commission (2005a-b).
8. Voir les travaux de Sheehan (2002) et de Cutler (2001) qui portent sur l'amélioration des modes de vie, et ceux de Jacobzone (2003) sur l'impact des avancées technologiques.
9. Si les prix des soins de santé étaient dûment ajustés pour tenir compte de l'amélioration de la qualité, cette assertion ne se vérifierait pas nécessairement. Une baisse des prix relatifs se traduirait dans ce cas par une augmentation nettement plus rapide de l'offre de services de santé.

durée, qui sont des activités particulièrement consommatrices de main-d'œuvre[10]. L'effet de l'évolution des prix relatifs sur la dépense globale dépendra alors de la mesure dans laquelle la hausse des prix se traduit par une moindre demande. Dans la mesure où les soins de longue durée sont perçus comme une nécessité, selon l'argumentation évoquée plus haut, l'élasticité-prix sera probablement faible.

… autant d'effets qui sont intégrés dans le scénario « d'accroissement des coûts »…

Concrètement, on connaît mal les effets qu'ont pu induire dans le passé le progrès technologique et l'évolution des prix relatifs, d'où une marge d'incertitude assez ample concernant leur incidence dans l'avenir. Dans les prévisions présentées ici, ces effets ont été traités différemment selon qu'il s'agissait des soins de santé ou des soins de longue durée.

– En ce qui concerne les soins de santé, le progrès technologique et les prix relatifs ont été considérés comme les moteurs de l'accroissement des dépenses, bien au-delà de ce qui peut être rattaché à l'effet démographique et à l'effet de revenu. Le scénario d'accroissement des coûts s'appuie alors sur l'hypothèse selon laquelle le progrès technologique et les prix relatifs continueront d'exercer les mêmes effets que par le passé. Entre 1981 et 2002, les dépenses publiques de santé se sont accrues en valeur réelle de 3.6 % par an en moyenne dans les pays de l'OCDE. Compte tenu d'une croissance moyenne du revenu de 2.3 % et d'un effet démographique estimé à 0.3 point, l'effet du progrès technologique et des prix relatifs s'établit selon les estimations à 1 point par an. Ainsi, dans la période sur laquelle portent les prévisions, les dépenses de santé dans le scénario de maîtrise des coûts ont augmenté de 1 point de pourcentage plus vite que ne le laissaient supposer l'effet démographique et l'effet de revenu du fait de l'impact du progrès technologique et de l'évolution des prix relatifs. Cet impact devrait entraîner une hausse des dépenses équivalant à 3.2 % du PIB sur la période 2005-2050.

– S'agissant des soins de longue durée, le scénario de maîtrise des coûts part de l'hypothèse selon laquelle les prix relatifs et les soins de longue durée évoluent parallèlement à la croissance moyenne de la productivité dans l'économie. Cela revient à postuler une croissance nulle de la productivité dans ce secteur et, en l'absence de tout effet de la demande venant contrebalancer le phénomène, suppose une hausse équivalant à 1.5 % du PIB sur la période 2005-2050.

… mais dans une moindre mesure dans le scénario de « maîtrise des coûts »

Ces effets sont considérés comme un prolongement des tendances observées jusqu'ici, et le scénario d'accroissement des coûts correspondant peut donc être interprété comme un scénario reproduisant les tendances actuelles, c'est-à-dire où les mesures adoptées n'ont pas plus d'efficacité pour réduire les coûts qu'elles n'en ont eu dans le passé. Le scénario de « maîtrise des coûts », en revanche, suppose une action des pouvoirs publics plus efficace, mais non spécifiée, de nature à infléchir partiellement le schéma susmentionné d'accroissement des dépenses. Plus précisément :

– Dans le cas des soins de santé, la dérive autonome des dépenses associée à l'évolution du progrès technologique et des prix relatifs disparaîtrait

10. Voir les travaux de Baumol (1967) et (1993). Si « l'effet Baumol » jouait à plein, il n'y aurait pas de gains de productivité dans le secteur des soins de longue durée et les salaires évolueraient parallèlement à la productivité moyenne du travail dans l'économie (variable auxiliaire représentative de la croissance des salaires). En partant de l'hypothèse d'une relative inélasticité de la demande de soins de longue durée par rapport aux prix, la part des dépenses consacrée aux soins de longue durée dans le PIB augmenterait donc régulièrement au fil du temps.

© OCDE 2006

progressivement de sorte qu'en 2050, la croissance des dépenses ne serait plus déterminée que par les effets démographiques et de revenu. Cela étant, l'évolution du progrès technologique et des prix relatifs contribuerait encore à hauteur de 1.4 point à l'accroissement de la part du PIB consacrée aux dépenses de santé.

– En ce qui concerne les soins de longue durée, les prix relatifs ne sont censés augmenter que de l'équivalent de la moitié de la croissance de la productivité dans l'économie. Dans ce cas, l'effet se traduirait par une poussée à la hausse des dépenses égale à 0.6 % du PIB au cours de la période 2005-2050.

Équilibrage des risques et conséquences pour l'action publique

Les prévisions sont peut-être optimistes…

Comme indiqué plus haut, les prévisions semblent relativement peu sensibles à une modification de chacune des hypothèses prises isolément. Par contre, une modification dans le même sens de plusieurs hypothèses altère sensiblement les résultats. Il est sans doute plus fréquent que cette accumulation de risques joue dans le sens d'un gonflement des dépenses, dont les déterminants seraient les suivants : l'allongement de la période vécue en mauvaise santé avant le décès du fait de la plus grande longévité, l'accroissement de la dépendance eu égard à l'évolution actuelle de l'obésité, les coûts supérieurs aux prévisions induits par les progrès techniques des traitements médicaux et une expansion de la demande de soins de longue durée du fait de l'élévation du revenu, un plus grand nombre de personnes souhaitant des soins de meilleure qualité.

… or, même si elles ne le sont pas, les enjeux pour les pouvoirs publics sont de taille…

Même si ces risques de pression à la hausse ne se concrétisent pas, les prévisions relatives aux dépenses n'en font pas moins apparaître des enjeux de taille. Des enjeux d'autant plus lourds de conséquences que l'on connaît aujourd'hui les limites des mesures macroéconomiques de maîtrise des coûts, qui avaient eu quelques résultats sur l'évolution des dépenses dans les années 80 et 90 (voir l'appendice). Il est ainsi difficile de contenir les salaires et en même temps d'attirer dans le système des jeunes compétents. De la même manière, il n'est pas facile de contrôler les prix lorsque les avancées techniques font naître en permanence de nouveaux produits et traitements. Par ailleurs, un contrôle des prix n'est pas nécessairement souhaitable dans la mesure où il peut freiner la mise au point de traitements nouveaux ou l'amélioration des traitements existants. Globalement, les contraintes exercées sur l'offre sont à l'origine de listes d'attente fort impopulaires. De façon plus générale, il est malaisé de déterminer quelle doit être l'offre de services en matière de soins de santé et de soins de longue durée sans signaux du marché – mais d'un autre côté, ce sont des secteurs où les défaillances du marché ne sont pas rares.

… et les réponses n'ont rien d'évident

Dans ces conditions, il est difficile de donner des orientations qui permettent aux pouvoirs publics de faire plus que de tenter de remédier aux défaillances du marché et, dans la mesure du possible, de favoriser le jeu des mécanismes de marché. De fait, l'exercice est encore compliqué du fait de la grande diversité des institutions d'un pays à l'autre. À terme, les avancées technologiques innovantes ou propres à améliorer les soins de santé demeureront probablement l'un des principaux déterminants de la dépense. Il ne serait nullement souhaitable de freiner l'évolution technologique qui améliore le bien-être individuel, mais l'équilibre entre les coûts et les avantages des nouveaux traitements devra être constamment réexaminé. L'évolution démographique est un autre facteur qui pèse sur la dépense, face auquel les pouvoirs

publics sont relativement impuissants. En revanche, dans la mesure où les politiques menées peuvent favoriser l'efficience des soins de santé et des soins de longue durée, il est possible de contenir l'augmentation des prix relatifs dans ce secteur. Cela suppose la mise en place par les pouvoirs publics de dispositifs visant en priorité à améliorer l'efficacité par rapport aux coûts au niveau microéconomique. Enfin, il s'agit également de déterminer quels doivent être les rôles respectifs des secteurs public et privé dans la prestation et le financement des services. En tout état de cause, il est probable que les soins de santé et les soins de longue durée resteront dans le proche avenir en première ligne des préoccupations des pouvoirs publics.

© OCDE 2006

Appendice
Politiques de maîtrise des coûts dans les pays de l'OCDE : vue d'ensemble

Face à la croissance insoutenable des dépenses de santé au cours des années 60 et 70, les gouvernements ont d'abord essayé de contenir celles-ci en recourant à divers types de restrictions macroéconomiques. Ces politiques ont souvent elles-mêmes engendré des problèmes de redistribution. Le contrôle des salaires et des prix a eu des conséquences négatives sur l'offre de soins de santé, tandis que l'imposition de restrictions en matière de dépenses a aussi dissuadé les prestataires d'accroître leur production ou d'améliorer leur productivité.

Au cours de la période récente, l'attention s'est tournée vers l'amélioration de l'efficacité avec laquelle les soins sont assurés. Néanmoins, si la croissance des dépenses s'est considérablement ralentie au cours des deux dernières décennies, d'après un certain nombre de tests statistiques l'imposition de plafonds budgétaires et les autres mesures de limitation des dépenses ne semblent pas avoir eu beaucoup d'effet. Dans certains cas, la réduction des coûts des soins de santé s'est traduite par un transfert de dépenses dans d'autres domaines, comme les soins de longue durée. Cette tendance est confirmée par le fait que les pays qui ont le mieux maîtrisé leurs dépenses de soins de santé sont aussi ceux où les dépenses au titre des soins de longue durée ont augmenté le plus rapidement[11].

Initiatives macroéconomiques de maîtrise des coûts

Des mesures ont été prises pour maîtriser l'évolution des salaires dans les systèmes publics intégrés, aussi bien dans le secteur hospitalier que dans le secteur des soins ambulatoires où le personnel de santé est salarié [Danemark (hôpitaux), Finlande, Irlande (hôpitaux), Espagne, Royaume-Uni et Suède (hôpitaux)]. Loin de se limiter au secteur de la santé, ces mesures se sont inscrites dans le cadre de restrictions plus générales touchant le secteur public.

Des mesures de contrôle des prix ont été largement utilisées, en particulier dans des domaines où les pouvoirs publics fixent les prix par voie administrative ou exercent un contrôle sur les prix convenus entre les acheteurs et les prestataires de soins de santé. Un certain nombre de pays ont directement fixé des tarifs (Australie, Belgique, France, Japon, Luxembourg et Canada). Dans d'autres, les prix ont été automatiquement ajustés en cas de dépassement d'un certain volume, de manière à respecter un plafond budgétaire [Allemagne (soins ambulatoires), Autriche (soins hospitaliers), Hongrie (soins ambulatoires), et Belgique (réforme récente)]. La fixation des prix par voie administrative est probablement la formule qui a été le plus utilisée pour les produits pharmaceutiques.

La limitation, dans la plupart des pays, de l'accès aux facultés de médecine est un facteur qui influe de façon importante sur la croissance des effectifs de professionnels de la santé. Le nombre de nouveaux médecins par habitant a ainsi diminué. Le personnel auxiliaire a aussi diminué (Canada, Suède). Les mesures prises pour limiter l'offre ont même conduit à des pénuries dans certains pays comme le Canada, le Royaume-Uni et le Danemark, et les listes d'attente sont désormais courantes dans

11. Cet appendice s'inspire dans une très large mesure des travaux de Docteur et Oxley (2003).

tous les pays de l'OCDE. Dans des pays comme la Corée, la Finlande et la France, des pressions à la hausse commencent à s'exercer sur les rémunérations.

La politique en matière de services hospitaliers a encouragé une réduction du nombre de lits par habitant et a concentré les soins aigus dans les grands centres hospitaliers, de manière à permettre des économies d'échelle et d'envergure. Néanmoins, le nombre de lits de soins aigus par habitant reste relativement élevé dans certains pays (comme l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie, la République slovaque et la République tchèque).

Des plafonds budgétaires et d'autres mesures de contrôle budgétaire ont été largement utilisés pour maîtriser les dépenses. En général, les mesures de contrôle et de restructuration de l'offre et le plafonnement des dépenses semblent avoir été plus efficaces pour maîtriser les dépenses dans le secteur hospitalier que dans le cas des soins ambulatoires ou des produits pharmaceutiques. La maîtrise des dépenses au moyen de plafonds budgétaires semble aussi avoir été particulièrement fructueuse dans des pays comme le Danemark, l'Irlande, la Nouvelle-Zélande et le Royaume-Uni où des modèles intégrés de financement et de fourniture des soins de santé sont (ou étaient) la règle, ainsi que dans les pays où il n'y a généralement qu'un seul financeur, comme le Canada, dont les budgets de la santé sont en général définis de façon explicite dans le contexte du processus budgétaire.

Le partage des coûts est de plus en plus répandu depuis les années 80 et, surtout, depuis les années 90. Il concerne surtout les produits pharmaceutiques, tandis que la participation financière des patients est moins courante pour les hospitalisations et les consultations (Suède, Italie, France). Cette situation tient vraisemblablement à une plus grande élasticité-prix dans le cas des produits pharmaceutiques que dans celui des soins ambulatoires et, surtout, des soins hospitaliers.

Améliorer l'efficience au niveau microéconomique

Les soins ambulatoires revêtent une grande importance pour l'efficience et l'efficacité globales des systèmes de soins de santé ; ils constituent habituellement le point où s'établit le premier contact entre le patient et le personnel de santé, et ils sont généralement moins coûteux que les soins hospitaliers. La fonction de filtrage des médecins généralistes a été encouragée dans certains pays (Royaume-Uni, Nouvelle-Zélande, Norvège, États-Unis et France). Dans les pays d'Europe orientale, les soins ambulatoires, qui relevaient jusque-là du secteur public, ont été confiés à des cabinets privés au cours des années 90 et sont désormais financés, dans certains cas, sur la base de la capitation.

Les réformes du secteur hospitalier visent tout d'abord à assurer une séparation entre les acheteurs et les prestataires dans les systèmes publics intégrés. Les acheteurs/financeurs de soins de santé sont responsables devant les autorités budgétaires de la maîtrise des coûts et, devant les patients, de la qualité et de l'accessibilité des soins. Un nombre significatif de pays dotés de systèmes intégrés se sont engagés dans cette direction (Australie, Royaume-Uni, Nouvelle-Zélande, Suède, Italie, Portugal et, plus récemment, Grèce). Les acheteurs jouent aussi un rôle plus actif dans les pays qui recourent à des contrats publics (Allemagne, Belgique). Leur rôle a également été renforcé aux États-Unis. Certaines activités pouvant être assurées de façon plus économique par des prestataires indépendants sont de plus en plus externalisées. Enfin, un nombre limité de pays (États-Unis, Royaume-Uni, Suède, République tchèque et Nouvelle-Zélande) ont essayé de développer la concurrence entre les hôpitaux afin de les inciter à améliorer leur efficience, leur qualité et leur réactivité.

© OCDE 2006

BIBLIOGRAPHIE

Baumol, W.J. (1967), « Macroeconomics of Unbalanced Growth: The Anatomy of Urban Crisis », *American Economic Review* 57.

Baumol, W.J. (1993), « Health Care, Education and the Cost of Disease: A Looming Crisis for Public Choice », *Public Choice* 77:17-28.

Burniaux, J-M., R. Duval et F. Jaumotte (2003), « Coping with Ageing: A Dynamic Approach to Quantify the Impact of Alternative Policy Options on Future Labour Supply in OECD Countries », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, nº 371.

Comas-Herrera et R. Wittenberg (dir. publ.) (2003), *European Study of Long-Term Care Expenditure: Investigating the Sensitivity of Projections of Future Long-Term Care Expenditure in Germany, Spain, Italy and the United Kingdom to Changes in Assumptions About Demography, Dependency, Informal Care, Formal Care and Unit Costs*, PSSRU, LSE Health and Social Care, London School of Economics.

Cutler, D. (2001), « The Reduction in Disability among the Elderly », *Proceedings of the National Academy of Science*, vol. 98, nº 12.

Docteur, E. et H. Oxley (2003), « Health-Care Systems: Lessons from the Reform Experience », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, nº 374.

Fuchs, V. (1972), *Essays in the Economics of Health and Medical Care*, National Bureau of Economic Research, New York.

Gonand, F. (2005), « Assessing the Robustness of Demographic Projections in OECD Countries », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, nº 464.

KPMG Consulting (2001), *Impact of New Technology on Victorian Public Hospital Costs*, Report to the Victorian Department of Human Services (Australie), septembre.

Jacobzone, S. (2003), « Ageing and the Challenges of New Technologies: Can OECD Social and Health Care Systems Provide for the Future? », *The Geneva Papers on Risk and Insurance*, vol. 28, nº 2.

Mushkin, E.P. et J.S. Landefeld (1979), *Biomedical Research: Costs and Benefits*, Ballinger Publishing Company, Cambridge, Massachusetts.

Newhouse (1992), « Medical Care Costs: How Much Welfare Loss? », *Journal of Economic Perspectives*, vol. 6, nº 3.

OCDE (2006), « Projecting OECD Health and Long-term Care Expenditures: What are the Main Drivers? », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, nº 477.

Oliveira Martins, J., F. Gonand, P. Antolin, C. de la Maisonneuve et K. Yoo (2005), « The Impact of Ageing in Demand, Factor Markets and Growth », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, nº 420.

Productivity Commission (2005a), *Economic Implications of an Ageing Australia*, Research Report, Canberra.

Productivity Commission (2005b), *Impacts of Medical Technology in Australia*, Progress Report, Melbourne, avril.

Sheehan, P. (2002), « Health Costs, Innovation and Ageing », *Pharmaceutical Industry Working Paper Series,* nº 9, Centre for Strategic Economic Studies, Victoria University of Technology, Melbourne.

Taleyson, L. (2003), « Private Long-term Care Insurance – International Comparisons », *Health and Ageing,* nº 8, Geneva Association Information Newsletter, mars.

Wanless, D. (2001), *Securing our Future Health: Taking a Long-Term View*, Interim Report, HM Treasury, Londres.

Chapitres spéciaux parus dans les derniers numéros des *Perspectives économiques de l'OCDE*

N° 78, décembre 2005

Le rôle des fondamentaux dans l'évolution récente des prix des logements

N° 77, juin 2005

Mesurer et évaluer l'inflation sous-jacente

N° 76, décembre 2004

Évolution des prix du pétrole : moteurs, conséquences économiques et ajustement des politiques
Comportement d'épargne et efficacité de la politique budgétaire

N° 75, juin 2004

Marchés du logement, patrimoine et cycle économique
Les enjeux de la réduction du déficit de la balance courante des États-Unis
Cycle des prix actifs, facteurs exceptionnels et soldes budgétaires
Renforcer la convergence des revenus en Europe centrale après les adhésions à l'Union européenne

N° 74, décembre 2003

Cyclicité de la politique budgétaire : le rôle de la dette, des institutions et des contraintes budgétaires
Relations financières entre l'État et les collectivités territoriales
Dépenses publiques : améliorer le rapport coûts-résultats

N° 73, juin 2003

Après la bulle des télécommunications
Politiques structurelles et croissance
Tendances de l'investissement direct étranger dans les pays de l'OCDE
Restrictions à l'investissement direct étranger dans les pays de l'OCDE
Incidences des politiques sur l'investissement direct étranger

N° 72, décembre 2002

Soutenabilité budgétaire : le rôle des règles
La contribution d'une retraite plus tardive à la croissance de l'emploi
Concurrence sur les marchés de produits et performance économique
La persistance de l'inflation dans la zone euro

N° 71, juin 2002

Conséquences économiques du terrorisme
Les changements en cours du cycle économique
Échanges intra-branche et intra-groupe et internationalisation de la production
Productivité et innovation : incidence des politiques sur les marchés du travail et des produits
Instabilité des marchés de change et taxes sur les opérations financières

© OCDE 2006

Annexe statistique

Cette annexe contient des données sur quelques-uns des principaux agrégats économiques, qui permettent de mettre en perspective les évolutions économiques récentes dans la zone de l'OCDE telles qu'elles sont décrites dans le corps de ce rapport. Les chiffres pour 2005 et 2007 sont des estimations et des prévisions de l'OCDE. Les données présentées dans certains tableaux ont été corrigées en fonction des concepts et définitions établis au plan international, afin de faciliter les comparaisons entre pays et d'assurer une cohérence avec les données rétrospectives figurant dans d'autres publications de l'OCDE. Dans chaque tableau, les totaux et sous-totaux régionaux ne prennent en compte que les pays qui y sont mentionnés. Les données agrégées qui apparaissent dans l'annexe, sauf celles relatives à la zone euro (voir ci-après), sont calculées avec la pondération du PIB de 2000, fondée sur les parités de pouvoir d'achat de 2000 (voir page suivante pour les poids utilisés). Par ailleurs, les statistiques agrégées du commerce extérieur et des balances des paiements sont fondées sur les taux de change de l'année en cours pour les données en valeur, et sur les taux de change d'une année de référence pour les données en volume.

Les méthodes de prévision, les définitions statistiques et les sources utilisées par l'OCDE sont décrites de manière détaillée dans la documentation qui peut être téléchargée du site Internet de l'OCDE :

- *Perspectives économiques de l'OCDE :* Sources et méthodes (*www.oecd.org/eco/sources-and-methods/index.htm*).
- *Perspectives économiques de l'OCDE :* Inventaire de la banque de données (*www.oecd.org/pdf/M00024000/M00024521.pdf*).
- La construction des séries macroéconomiques de la zone euro (*www.oecd.org/pdf/M00017000/M00017861.pdf*).

NOTE SUR LA NOUVELLE FRÉQUENCE DES PRÉVISIONS

L'OCDE fournit dorénavant des prévisions trimestrielles corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrés pour un ensemble de variables clés. De ce fait, on pourra observer une légère différence entre les données annuelles non ajustées et les données trimestrielles. Dans certains pays, les prévisions annuelles officielles n'incluent pas de corrections pour les jours ouvrés. Même lorsque les prévisions officielles sont corrigées des jours ouvrés, l'ampleur de la correction peut dans certains cas différer de celle effectuée par l'OCDE. Les prévisions incorporent les informations disponibles à la date du 22 novembre 2005.

© OCDE 2006

Classification des pays

	OCDE
Les sept grands pays de l'OCDE	Allemagne, Canada, États-Unis, France, Japon, Italie et Royaume-Uni.
Zone euro	Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas et Portugal.
	Pays n'appartenant pas à l'OCDE
Afrique et Moyen-Orient	Pays d'Afrique et pays suivants (Moyen-Orient) : Arabie Saoudite, Bahreïn, Chypre, Émirats arabes unis, Irak, Iran, Jordanie, Koweït, Liban, Oman, Qatar, République arabe de Syrie et Yémen.
Économies dynamiques d'Asie (EDA)	Hong-Kong, Chine ; Indonésie ; Malaisie ; Philippines ; Singapour ; Taipei chinois et Thaïlande.
Autres pays d'Asie	Pays d'Asie et d'Océanie non membres de l'OCDE, à l'exclusion de la Chine, des EDA et des pays du Moyen-Orient.
Amérique latine	Pays d'Amérique centrale et du Sud.
Europe centrale et orientale	Albanie, Bulgarie, Roumanie, Communauté des nouveaux États indépendants de l'ex-Union soviétique et pays Baltes.

Mode de pondération pour les données agrégées

En pourcentage

Allemagne	7.71	Mexique	3.30
Australie	1.81	Norvège	0.60
Autriche	0.84	Nouvelle-Zélande	0.29
Belgique	1.00	Pays-Bas	1.66
Canada	3.20	Pologne	1.46
Corée	2.82	Portugal	0.68
Danemark	0.56	République slovaque	0.21
Espagne	3.11	République tchèque	0.55
États-Unis	36.00	Royaume-Uni	5.53
Finlande	0.49	Suède	0.88
France	5.78	Suisse	0.80
Grèce	0.65	Turquie	1.69
Hongrie	0.45		
Irlande	0.40	Total OCDE	100.00
Islande	0.03		
Italie	5.30	*Pour mémoire :*	
Japon	12.12	Zone euro	27.71
Luxembourg	0.08		

Note : La pondération est fondée sur le PIB et les parités de pouvoir d'achat (PPA) de 2000.

Taux de conversion irrévocable de l'euro

Monnaie nationale par euro

Allemagne	1.95583	Grèce	340.750
Autriche	13.7603	Irlande	0.787564
Belgique	40.3399	Italie	1936.27
Espagne	166.386	Luxembourg	40.3399
Finlande	5.94573	Pays-Bas	2.20371
France	6.55957	Portugal	200.482

Source : Banque centrale européenne.

Systèmes de comptabilité nationale, années de référence et dernières mises à jour

Dans ce numéro des Perspectives économiques de l'OCDE, *l'état actuel de la conversion des comptes nationaux dans les pays de l'OCDE est le suivant :*

	Comptes des dépenses	Comptes des ménages	Comptes du gouvernement	Emploi d'indices de prix en chaîne	Benchmark/ Année de base
Australie	SCN93 (1959t1-2005t4)	SCN93 (1959t1-2004t4)	SCN93 (1959t1-2004t2)	OUI	2002/2003
Autriche	SEC95 (1989t1-2005t4)	SEC95 (1995-2004)	SEC95 (1995-2005)	OUI	2000
Belgique	SEC95 (1970t1-2006t1)	SEC95 (1995-2004)	SEC95 (1970-2005)	NON	2000
Canada	SCN93 (1961t1-2005t4)	SCN93 (1961t1-2005t4)	SCN93 (1961t1-2005t3)	OUI	1997
République tchèque	SCN93 (1995t1-2005t4)	SCN93 (1995-2004)	SCN93 (2002-2005)	OUI	1995
Danemark	SEC95 (1990t1-2005t4)	SEC95 (1990-2003)	SEC95 (1990-2005)	OUI	2000
Finlande	SEC95 (1995t1-2005t4)	SEC95 (1975-2005)	SEC95 (1995-2005)	NON	2000
France	SEC95 (1978t1-2005t4)	SEC95 (1978t1-2005t4)	SEC95 (1995-2005)	NON	2000
Allemagne[1]	SEC95 (1991t1-2005t4)	SEC95 (1991-2005)	SEC95 (1991-2005)	OUI	2000
Grèce	SEC95 (1960-2005)	..	SEC95 (2000-2005)	OUI	1995
Hongrie	SCN93 (2000t1-2005t4)	SCN93 (1995-2003)	SCN93 (1999-2005)	NON	2000
Islande	SCN93 (1997t1-2005t4)	..	SCN93 (1993-2005)	OUI	2000
Irlande	SEC95 (1997t1-2005t4)	SCN93 (1995-2003)	SEC95 (1990-2005)	OUI	2003
Italie	SEC95 (1980t1-2005t4)	SEC95 (1980-2003)	SEC95 (1995-2005)	OUI	2000
Japon	SCN93 (1994t1-2005t4)2	SCN93 (1980-2004)	SCN93 (1980-2004)	OUI	2000
Corée	SCN93 (1970t1-2006t1)	SCN93 (1975-2003)	SCN93 (1975-2004)	NON	2000
Luxembourg	SEC95 (1995t1-2005t4)	..	SEC95(1990-2005)	OUI	2000
Mexique	SCN93 (1980t1-2005t4)	..	..	NON	1993
Pays-Bas	SEC95 (2001t1-2005t4)	SEC95 (2001-2004)	SEC95 (2001-2005)	OUI	2001
Nouvelle-Zélande	SCN93 (1987t2-2005t4)	..	SCN93 (1987-2001)	OUI	1995/96
Norvège	SCN93 (1978t1-2005t4)	SCN93 (1978-2005)	SCN93 (1978-2005)	OUI	2003
Pologne	SCN93 (1995t1-2005t4)	SCN93 (1995-2003)	SCN93 (1999-2005)	OUI	2000
Portugal	SEC95 (1995t1-2005t4)	SEC95(2000-2002)	SEC95 (1999-2005)	OUI	2000
République slovaque	SCN93 (1993t1-2005t4)	SCN93 (1994-2005)	SCN93 (1993-2005)	NON	1995
Espagne	SEC95 (1995t1-2005t4)	SEC95 (2000-2004)	SEC95 (2000-2005)	OUI	2000
Suède	SEC95 (1993t1-2005t4)	SEC95 (1993t1-2005t4)	SEC95 (1993-2005)	OUI	2000
Suisse	SCN93 (1980t1-2005t4)	SCN93 (1990-2003)	SCN93 (1990-2003)	OUI	2000
Turquie	SCN68 (1987t1-2005t4)	..	..	NON	1987
Royaume-Uni	SEC95 (1987t1-2005t4)	SEC95 (1987t1-2005t4)	SEC95 (1987t1-2005t4)	OUI	2002
États-Unis	NIPA (SCN93) (1960t1-2006t1)	NIPA (SCN93) (1960t1-2006t1)	NIPA (SCN93) (1960t1-2005t4)	OUI	2000

Note : SCN : Système de comptabilité nationale. SEC : Système européen des comptes. « NIPA : National Income and Product Accounts ». SFP : Statistiques des finances publiques. Les premières et dernières observations disponibles dans le système de comptabilité actuel des séries historiques de la base de données de ce numéro des Perspectives économiques sont indiquées entre parenthèses.

1. Avant 1991, les données se réfèrent à l'Allemagne de l'Ouest et ont été corrigées pour être en conformité avec les nouveaux comptes SCN93/SEC95.

© OCDE 2006

Tableaux annexes

Demande et production

1. PIB en volume 199
2. PIB nominal 200
3. Consommation privée en volume 201
4. Consommation des administrations publiques en volume 202
5. Formation brute de capital fixe en volume 203
6. Formation brute de capital fixe du secteur privé non résidentiel, en volume 204
7. Formation brute de capital fixe du secteur privé, en volume : construction de logements 205
8. Demande intérieure totale en volume 206
9. Contribution de la balance commerciale aux variations du PIB en volume 207
10. Écarts de production 208

Salaires, coûts, chômage et inflation

11. Rémunération par employé dans le secteur des entreprises 209
12. Productivité du travail pour l'ensemble de l'économie 210
13. Taux de chômage : définitions courantes 211
14. Taux de chômage standardisés 212
15. Population active, emploi et chômage 213
16. Indices implicites de prix du PIB 214
17. Indices implicites de prix de la consommation privée 215
18. Prix à la consommation 216
19. Marché du pétrole et autres matières premières 217

L'offre : facteurs clés

20. Taux d'emploi, taux d'activité et population active 218
21. Croissance du PIB potentiel, emploi et stock de capital 219
22. Taux de chômage structurel, part salariale et coûts unitaires de main-d'œuvre 220

Épargne

23. Taux d'épargne des ménages 221
24. Épargne nationale brute 222

Soldes budgétaires et endettement des administrations publiques

25. Dépenses totales des administrations publiques 223
26. Recettes totales des administrations publiques d'origine fiscale et non fiscale 224
27. Solde financier des administrations publiques 225
28. Solde financier des administrations publiques corrigé des variations cycliques 226
29. Solde financier primaire des administrations publiques 227
30. Solde financier primaire des administrations publiques corrigé des variations cycliques 228
31. Charges d'intérêts nettes des administrations publiques 229
32. Engagements financiers bruts des administrations publiques 230
33. Engagements financiers nets des administrations publiques 231

© OCDE 2006

Taux d'intérêt et taux de change

34. Taux d'intérêt à court terme 232
35. Taux d'intérêt à long terme 233
36. Taux de change nominaux (vis-à-vis du dollar des États-Unis) 234
37. Taux de change effectifs 235

Commerce extérieur et balances des paiements

38. Volume des exportations de biens et services 236
39. Volume des importations de biens et services 237
40. Prix des exportations de biens et services 238
41. Prix des importations de biens et services 239
42. Positions concurrentielles : prix relatifs à la consommation 240
43. Positions concurrentielles : coûts unitaires relatifs de main-d'œuvre 241
44. Résultats à l'exportation des biens et services 242
45. Parts dans les exportations et les importations mondiales 243
46. Décomposition géographique de la croissance du commerce mondial 244
47. Balances commerciales des biens et services 245
48. Solde des revenus d'investissements 246
49. Solde des transferts 247
50. Balance des opérations courantes 248
51. Balance des opérations courantes en pourcentage du PIB 249
52. Structure des balances des opérations courantes des principales régions 250
53. Croissance des marchés à l'exportation de biens et services 251
54. Taux de pénétration des importations 252

Autres données de base

55. Prévisions trimestrielles de demande et de production 253
56. Prévisions trimestrielles des prix, des coûts et du chômage 255
57. Contributions aux variations du PIB en volume dans les pays de l'OCDE 256
58. Patrimoine et endettement des ménages 258
59. Solde financier des administrations centrales 259
60. Dette brute des administrations publiques suivant la définition de Maastricht 259
61. Agrégats monétaires et crédit : évolution récente 260

Annexe : Tableau 1. **PIB en volume**

Pourcentages de variation par rapport à l'année précédente

	Moyenne 1981-91	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Quatrième trimestre 2005	2006	2007
Australie	2.7	2.4	4.0	5.0	4.0	4.0	3.8	5.2	4.3	3.4	2.4	3.9	3.3	3.2	2.6	2.9	3.7	2.9	3.5	3.6
Autriche	2.6	2.3	0.6	2.5	2.2	2.5	1.9	3.6	3.4	3.5	0.8	1.1	1.2	2.6	2.0	2.5	2.2	1.9	2.5	2.1
Belgique	2.2	1.5	-1.0	3.2	2.4	0.8	3.7	1.9	3.1	3.7	1.2	1.5	0.9	2.4	1.5	2.5	2.4	1.5	2.6	2.5
Canada	2.2	0.9	2.3	4.8	2.8	1.6	4.2	4.1	5.5	5.2	1.8	3.1	2.0	2.9	2.9	3.1	3.3	2.9	3.1	3.3
République tchèque	..	..	..	2.6	5.9	4.2	-0.7	-1.1	1.2	3.9	2.6	1.5	3.2	4.7	6.0	5.7	4.7	6.7	5.1	4.4
Danemark	1.9	2.0	-0.1	5.5	3.1	2.8	3.2	2.2	2.6	3.5	0.7	0.5	0.7	1.9	3.1	3.0	2.4	3.4	3.0	1.9
Finlande	2.2	-4.2	-1.2	4.1	3.5	3.6	6.2	4.9	3.4	5.2	1.0	2.1	2.4	3.5	2.2	3.4	2.8	2.9	2.8	2.6
France	2.2	1.9	-0.8	1.6	2.0	1.1	2.3	3.4	3.2	4.1	2.1	1.3	0.9	2.1	1.4	2.1	2.2	1.5	2.2	2.4
Allemagne	2.8	1.8	-0.8	2.7	2.0	1.0	1.9	1.8	1.9	3.5	1.4	0.1	-0.2	1.1	1.1	1.8	1.6	1.6	2.3	1.6
Grèce	1.2	0.7	-1.6	2.0	2.1	2.4	3.6	3.4	3.4	4.5	4.6	3.8	4.6	4.7	3.7	3.7	3.6	3.7	4.3	3.7
Hongrie	..	..	..	2.9	1.5	1.3	4.6	4.9	4.2	5.2	4.5	3.8	3.4	4.5	4.3	4.6	4.4	4.2	4.8	4.4
Islande	2.3	-3.1	1.7	3.8	0.4	5.0	5.3	6.5	4.3	4.1	3.8	-1.0	3.0	8.2	5.6	4.1	1.4	3.8	3.7	0.9
Irlande	3.5	3.3	2.7	5.8	9.6	8.3	11.7	8.6	10.7	9.2	6.2	6.1	4.4	4.5	4.6	5.0	5.0	5.1	4.7	5.2
Italie	2.5	0.6	-0.9	2.3	2.9	0.6	2.0	1.3	1.9	3.8	1.7	0.3	0.1	0.9	0.1	1.4	1.3	0.5	1.6	1.3
Japon	4.0	1.0	0.2	1.1	1.9	2.6	1.4	-1.8	-0.2	2.9	0.4	0.1	1.8	2.3	2.7	2.8	2.2	4.3	2.2	2.1
Corée	9.1	5.9	6.1	8.5	9.2	7.0	4.7	-6.9	9.5	8.5	3.8	7.0	3.1	4.7	4.0	5.2	5.3	5.3	4.3	6.1
Luxembourg	5.9	1.8	4.2	3.8	1.4	1.9	5.9	6.5	8.4	8.4	2.5	3.6	2.0	4.2	4.0	4.5	4.5	..	..	..
Mexique	1.5	3.5	1.9	4.5	-6.2	5.1	6.8	4.9	3.9	6.6	-0.2	0.8	1.4	4.2	3.0	4.1	3.7	2.7	3.8	3.9
Pays-Bas	2.5	1.5	0.7	2.9	3.0	3.0	3.8	4.3	4.0	3.5	1.4	0.1	-0.1	1.7	1.1	2.4	2.8	2.1	2.0	3.1
Nouvelle-Zélande	1.8	0.9	4.7	6.2	4.2	3.4	3.0	0.7	4.7	3.8	2.8	4.3	3.9	4.3	1.9	1.3	1.9	1.8	1.4	2.3
Norvège	2.7	3.3	2.7	5.3	4.4	5.3	5.2	2.6	2.1	2.8	2.7	1.1	1.1	3.1	2.3	2.5	2.2	2.4	2.7	1.8
Pologne	..	..	..	5.3	7.0	6.2	7.1	5.0	4.5	4.2	1.1	1.4	3.8	5.3	3.3	4.4	4.6	..	..	..
Portugal	3.5	1.1	-2.0	1.0	4.3	3.6	4.2	4.8	3.9	3.9	2.0	0.8	-1.1	1.1	0.3	0.7	1.5	0.7	1.3	1.7
République slovaque	..	..	..	6.2	5.8	6.1	4.6	4.2	1.5	2.0	3.8	4.6	4.5	5.5	6.0	6.3	6.3	6.7	6.0	6.4
Espagne	3.2	0.9	-1.0	2.4	2.8	2.4	3.9	4.5	4.7	5.0	3.5	2.7	3.0	3.1	3.4	3.3	3.0	3.5	3.1	3.0
Suède	2.1	-1.2	-2.0	3.8	4.1	1.4	2.5	3.6	4.3	4.4	1.2	2.0	1.8	3.2	2.7	3.9	3.3	2.9	4.2	2.9
Suisse	1.9	0.0	-0.2	1.1	0.4	0.5	1.9	2.8	1.3	3.6	1.0	0.3	-0.3	2.1	1.9	2.4	1.8	..	..	..
Turquie	4.8	6.0	8.0	-5.5	7.2	7.0	7.5	3.1	-4.7	7.4	-7.5	7.9	5.8	8.9	7.4	6.1	6.4	..	..	..
Royaume-Uni	2.6	0.3	2.4	4.4	2.9	2.7	3.2	3.2	3.0	4.0	2.2	2.0	2.5	3.1	1.8	2.4	2.9	1.8	2.5	3.2
États-Unis	3.0	3.3	2.7	4.0	2.5	3.7	4.5	4.2	4.4	3.7	0.8	1.6	2.7	4.2	3.5	3.6	3.1	3.2	3.9	3.0
Zone euro	2.5	1.4	-0.7	2.4	2.4	1.4	2.6	2.7	2.9	4.0	1.9	1.0	0.7	1.8	1.4	2.2	2.1	1.8	2.3	2.2
Total de l'OCDE	3.1	2.2	1.5	3.3	2.5	3.0	3.6	2.7	3.3	4.0	1.2	1.6	2.0	3.3	2.8	3.1	2.9	3.0	3.1	2.9

Note: La mise en place des nouveaux systèmes de comptes nationaux SCN93 et SEC95 a progressé à un rythme inégal selon les pays membres de l'OCDE, et ce pour les variables et la période couverte. En conséquence, plusieurs séries nationales contiennent des ruptures. De plus, certains pays utilisent des indices de prix en chaîne afin de calculer le PIB réel et les composantes des dépenses. Voir le tableau «Systèmes de comptabilité nationale et années de base» au début de l'annexe statistique ainsi que *Perspectives économiques de l'OCDE* : Sources et méthodes, *(http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods).*

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

© OCDE 2006

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/555066436131*

Annexe : Tableau 2. **PIB nominal**

Pourcentages de variation par rapport à l'année précédente

	Moyenne 1981-91	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Quatrième trimestre 2005	2006	2007
Australie	9.7	3.7	5.3	5.9	5.5	6.4	5.4	5.4	5.0	7.7	6.2	6.9	6.4	6.9	7.2	7.2	6.6	7.9	6.8	6.6
Autriche	6.0	5.9	3.4	5.0	4.2	3.5	2.0	3.8	4.0	5.2	2.6	2.2	2.6	4.6	4.1	4.3	4.1	3.9	3.7	4.7
Belgique	6.3	5.0	3.0	5.4	3.6	1.4	5.0	3.8	3.8	5.5	3.0	3.3	2.6	4.7	3.8	4.3	4.2	3.7	4.4	4.3
Canada	6.6	2.2	3.8	6.0	5.1	3.3	5.5	3.7	7.4	9.6	2.9	4.2	5.4	6.1	6.1	6.2	5.2	7.1	4.8	5.5
République tchèque	..	..	..	13.9	16.8	13.2	7.5	9.9	4.0	5.3	7.7	4.3	5.8	8.3	5.9	7.2	8.3	5.9	7.7	8.5
Danemark	7.3	3.7	0.6	7.1	4.4	4.9	5.3	3.4	4.3	6.6	3.2	2.8	2.7	4.1	5.7	5.1	5.4	4.6	5.9	5.2
Finlande	8.5	-2.4	1.1	6.0	8.4	3.3	8.5	8.6	3.1	8.3	4.3	3.2	2.2	3.8	3.9	3.9	3.8	4.5	3.5	3.6
France	7.9	3.6	0.8	3.6	3.5	2.8	3.3	4.5	3.0	5.6	3.9	3.5	2.3	3.7	2.7	3.7	3.9	2.8	3.9	4.0
Allemagne	5.7	6.9	2.9	5.2	3.9	1.5	2.2	2.4	2.2	2.8	2.6	1.6	0.8	1.9	1.6	2.2	3.2	2.1	2.9	3.2
Grèce	20.8	15.6	12.6	13.4	12.1	9.9	10.7	8.8	6.5	8.0	8.3	8.0	8.3	8.4	7.2	7.3	7.2	6.7	6.3	7.8
Hongrie	..	..	..	23.0	27.4	22.8	23.9	18.1	12.9	15.6	12.9	12.8	10.3	9.5	7.0	6.2	7.3	7.1	5.7	8.4
Islande	31.7	-0.2	3.2	6.3	3.1	7.3	8.0	11.1	7.6	7.9	12.8	4.5	3.5	10.7	8.6	8.4	5.7	7.3	8.5	4.8
Irlande	9.2	6.2	8.0	7.5	13.0	10.6	15.8	16.3	15.1	15.2	12.2	11.4	6.6	6.8	7.9	8.4	8.5	9.0	7.7	8.7
Italie	12.1	5.1	3.0	5.9	8.0	5.8	4.6	3.9	3.2	5.9	4.8	3.7	3.2	3.8	2.2	2.8	3.5	3.5	1.6	4.4
Japon	6.1	2.6	0.8	0.5	1.4	1.9	1.9	-1.8	-1.5	1.2	-0.9	-1.4	0.2	1.1	1.4	2.1	2.8	2.5	2.4	2.8
Corée	16.6	13.9	12.9	17.0	17.2	12.5	9.5	-1.4	9.4	9.3	7.5	10.0	5.9	7.5	3.5	6.3	6.3	4.7	5.9	6.4
Luxembourg	9.7	5.6	10.4	7.5	3.8	4.5	4.0	6.1	14.2	10.6	2.6	6.4	6.9	5.3	8.4	8.8	6.5	..	..	..
Mexique	64.5	18.6	11.6	13.3	29.3	37.5	25.7	21.0	19.5	19.5	5.7	7.8	10.0	11.9	8.6	9.7	6.9	8.1	7.1	7.2
Pays-Bas	4.3	3.9	2.5	5.2	5.1	4.2	5.9	6.1	5.6	7.5	6.7	3.9	2.4	2.6	2.7	4.2	4.1	3.7	3.8	4.4
Nouvelle-Zélande	10.3	2.3	7.7	7.4	6.5	6.0	3.4	1.6	5.1	6.4	7.1	5.2	5.7	8.2	4.5	3.3	4.3	3.7	3.8	4.1
Norvège	8.0	2.7	5.1	5.2	7.3	9.5	8.2	1.9	8.9	19.1	3.9	-0.5	3.8	8.9	11.0	10.9	5.7	11.3	9.5	5.1
Pologne	..	..	..	44.5	36.9	25.3	22.0	16.6	10.9	11.8	4.6	3.7	4.2	9.5	6.2	6.0	6.5	..	..	..
Portugal	20.7	12.7	5.2	8.3	7.9	6.3	8.2	8.7	7.3	7.1	5.8	4.7	1.5	3.9	3.1	3.6	3.4	3.5	3.2	3.5
République slovaque	..	..	..	20.5	16.3	10.7	11.6	9.6	8.0	10.7	8.1	8.8	9.3	10.3	8.6	8.5	8.7	8.6	8.5	8.5
Espagne	12.3	7.7	3.5	6.4	7.8	6.0	6.3	7.1	7.5	8.7	7.9	7.2	7.1	7.3	8.0	7.2	6.8	8.1	6.6	6.8
Suède	9.8	-0.2	0.8	6.7	7.6	2.3	4.1	4.3	5.5	5.8	3.2	3.6	3.7	4.6	3.9	5.6	5.3	4.8	5.9	5.5
Suisse	5.7	2.2	2.1	2.6	1.2	0.5	1.8	2.5	2.0	4.4	1.7	1.9	0.9	2.6	2.5	3.2	3.2	..	..	..
Turquie	54.9	73.5	81.3	95.2	100.7	90.3	95.2	81.1	48.2	60.9	43.2	55.6	29.6	19.7	13.2	11.6	10.4	..	..	..
Royaume-Uni	8.8	4.2	5.1	6.0	5.6	6.3	6.2	6.2	5.2	5.3	4.5	5.2	5.5	5.3	3.8	4.5	4.5	3.5	4.2	4.8
États-Unis	6.7	5.7	5.0	6.2	4.6	5.7	6.2	5.3	6.0	5.9	3.2	3.4	4.8	7.0	6.4	6.7	5.5	6.4	6.6	5.3
Zone euro	8.4	5.7	2.7	5.3	5.2	3.4	4.0	4.3	3.7	5.4	4.4	3.5	2.7	3.7	3.2	3.8	4.2	3.7	3.6	4.4
Total de l'OCDE	10.5	6.8	5.4	8.1	8.0	7.5	7.5	6.0	5.8	7.0	4.2	4.2	4.3	5.6	4.8	5.4	4.9	5.2	5.1	5.0

Note: La mise en place des nouveaux systèmes de comptes nationaux SCN93 et SEC95 a progressé à un rythme inégal selon les pays membres de l'OCDE, et ce pour les variables et la période couverte. En conséquence, plusieurs séries nationales contiennent des ruptures. Voir le tableau «Systèmes de comptabilité nationale et années de base» au début de l'annexe statistique ainsi que *Perspectives économiques de l'OCDE* : Sources et méthodes, *(http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods).*

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/726377743242*

Annexe : Tableau 3. **Consommation privée en volume**

Pourcentages de variation par rapport à l'année précédente

	Moyenne 1981-91	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Quatrième trimestre 2005	2006	2007
Australie	2.8	2.3	1.5	3.7	4.9	2.9	3.9	4.4	5.0	3.6	3.1	3.9	3.8	5.8	3.1	3.1	2.6	2.8	3.0	2.5
Autriche	2.8	3.6	-0.3	3.3	0.6	0.9	2.0	1.9	2.2	3.8	1.0	0.4	1.4	1.0	1.4	1.8	1.9	1.5	2.0	1.8
Belgique	2.1	2.2	-1.3	1.6	0.9	1.1	2.0	2.6	2.0	3.6	1.2	0.8	1.0	1.3	1.3	1.9	2.0	1.9	1.8	2.1
Canada	2.4	1.5	1.8	3.0	2.1	2.6	4.6	2.8	3.8	4.0	2.3	3.7	3.1	3.4	4.0	3.3	3.6	3.8	3.6	3.6
République tchèque	..	..	..	5.3	5.9	8.9	1.3	-1.5	2.1	2.9	2.6	2.8	4.6	3.3	2.6	3.3	4.2	2.6	3.9	4.2
Danemark	1.4	2.6	-0.5	6.3	1.6	2.2	3.0	2.3	-0.4	0.2	0.1	1.5	1.6	3.4	3.8	2.3	2.7	1.6	3.1	2.5
Finlande	2.8	-4.1	-3.8	2.7	4.1	3.1	3.7	4.3	3.3	2.8	2.0	1.6	4.4	2.8	3.8	3.2	2.6	3.8	2.9	2.5
France	2.1	0.8	-0.3	0.9	1.6	1.5	0.2	3.6	3.3	3.5	2.5	2.4	1.6	2.2	2.1	2.3	2.3	1.9	2.3	2.4
Allemagne	2.6	2.9	0.9	2.0	2.4	1.2	1.0	1.4	2.9	2.5	1.9	-0.5	0.1	0.2	0.2	0.6	0.6	-0.7	1.4	0.8
Grèce	2.5	2.3	-0.8	1.9	2.5	2.4	2.7	3.5	2.5	2.2	2.9	3.3	4.5	4.4	3.8	3.5	3.5	..	..	..
Hongrie	..	..	..	0.2	-7.1	-3.6	1.9	4.8	5.6	5.4	6.1	10.6	8.4	3.2	2.4	4.0	3.4	2.4	4.9	2.4
Islande	2.4	-3.2	-4.6	2.7	2.2	5.5	6.2	10.1	7.9	4.2	-3.0	-1.6	5.9	7.2	11.9	5.3	0.8	10.7	3.6	-0.6
Irlande	1.9	2.9	2.9	4.4	3.4	6.6	7.5	7.7	8.1	8.5	9.1	5.8	3.8	3.3	3.3	5.1	5.8	3.8	5.6	5.8
Italie	2.7	1.6	-3.1	1.6	1.5	1.0	3.2	3.4	2.6	2.4	0.7	0.2	1.0	0.5	0.1	1.1	1.1	0.2	1.5	0.9
Japon	3.8	2.6	1.4	2.7	1.8	2.3	0.8	-0.8	1.1	1.1	1.4	1.1	0.6	1.9	2.2	1.7	1.6	3.5	1.2	1.7
Corée	8.3	6.0	6.0	8.4	9.9	6.7	3.3	-13.4	11.5	8.4	4.9	7.9	-1.2	-0.3	3.2	4.2	4.3	4.1	3.8	4.8
Luxembourg	3.4	-2.3	2.1	4.0	1.9	2.5	3.8	5.7	3.6	5.1	3.3	6.0	2.4	2.6	2.3	2.8	2.3	..	..	..
Mexique	1.8	4.7	1.5	4.6	-9.5	2.2	6.5	5.4	4.3	8.2	2.5	1.6	2.2	4.1	5.4	4.8	4.1	5.3	4.1	4.1
Pays-Bas	1.8	0.5	0.3	1.4	2.9	4.0	3.0	4.8	4.7	3.5	1.4	0.9	-0.7	0.0	0.3	-2.6	1.2	1.1	-2.7	1.2
Nouvelle-Zélande	1.6	0.1	2.7	5.9	4.3	5.0	2.4	2.6	3.8	1.7	2.6	4.1	5.5	6.5	4.6	1.1	1.1	3.8	0.7	1.5
Norvège	1.9	2.2	2.4	3.3	3.7	6.5	3.2	2.7	3.3	3.9	1.8	3.0	2.9	4.7	3.8	3.6	2.9	3.1	4.0	2.4
Pologne	..	..	..	3.9	3.7	8.8	7.2	5.0	5.7	3.0	2.1	3.3	1.9	3.9	2.1	3.0	3.7	..	..	..
Portugal	3.0	4.7	1.1	1.0	0.6	3.4	3.6	5.3	5.2	3.7	1.3	1.3	0.1	2.4	2.0	1.2	1.9	1.1	2.0	1.8
République slovaque	..	..	..	1.0	5.4	7.9	5.5	6.5	3.2	-0.8	4.7	5.5	-0.6	3.5	5.8	4.9	4.9	5.8	4.7	4.9
Espagne	2.8	2.2	-1.9	1.1	1.7	2.3	3.2	4.8	5.3	5.0	3.2	2.9	2.6	4.4	4.4	3.8	3.5	4.0	3.3	3.5
Suède	1.9	-1.3	-3.5	1.8	0.9	1.7	2.5	3.0	3.8	5.0	0.4	1.5	1.8	1.8	2.4	3.2	2.7	2.9	2.9	2.3
Suisse	1.8	0.4	-0.6	1.0	0.7	1.0	1.5	2.4	2.3	2.3	2.0	0.0	0.8	1.4	1.6	1.8	1.6	..	..	..
Turquie	4.2	3.2	8.6	-5.4	4.8	8.5	8.4	0.6	-2.6	6.2	-9.2	2.1	6.6	10.1	8.8	6.7	4.8	..	..	..
Royaume-Uni	3.3	0.6	3.0	3.1	1.7	3.6	3.6	4.0	4.4	4.6	3.0	3.5	2.6	3.5	1.7	2.1	2.4	1.5	2.1	2.6
États-Unis	3.4	3.3	3.3	3.7	2.7	3.4	3.8	5.0	5.1	4.7	2.5	2.7	2.9	3.9	3.5	3.6	3.3	2.9	4.0	3.2
Zone euro	2.5	1.9	-0.7	1.6	1.9	1.6	1.8	3.0	3.3	3.2	2.0	1.0	1.1	1.4	1.3	1.5	1.7	1.1	1.8	1.8
Total de l'OCDE	3.2	2.6	1.8	2.9	2.1	3.0	3.0	2.9	4.0	3.9	2.1	2.3	2.0	2.9	2.8	2.8	2.7	2.8	2.8	2.7

Note: La mise en place des nouveaux systèmes de comptes nationaux SCN93 et SEC95 a progressé à un rythme inégal selon les pays membres de l'OCDE, et ce pour les variables et la période couverte. En conséquence, plusieurs séries nationales contiennent des ruptures. De plus, certains pays utilisent des indices de prix en chaîne afin de calculer le PIB réel et les composantes des dépenses. Voir le tableau «Systèmes de comptabilité nationale et années de base» au début de l'annexe statistique ainsi que *Perspectives économiques de l'OCDE* : Sources et méthodes, *(http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods).*

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

© OCDE 2006

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/556163464168*

Annexe : Tableau 4. **Consommation des administrations publiques en volume**

Pourcentages de variation par rapport à l'année précédente

	Moyenne 1981-91	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Quatrième trimestre 2005	2006	2007
Australie	3.8	0.5	0.6	3.5	4.2	3.3	2.9	3.4	3.1	4.3	1.7	3.1	3.7	3.7	3.3	3.2	3.2	4.2	1.8	3.2
Autriche	1.7	2.6	3.2	2.7	3.1	1.6	3.2	2.5	1.8	1.1	-1.0	1.0	1.9	1.0	1.3	1.3	1.3	1.5	1.2	1.3
Belgique	1.1	1.5	-0.2	1.4	1.5	2.1	0.3	1.1	3.4	2.3	2.6	2.9	2.6	1.9	1.9	2.2	2.3	2.7	1.7	2.6
Canada	2.6	1.0	0.0	-1.2	-0.6	-1.2	-1.0	3.2	2.1	3.1	3.9	2.6	2.9	2.7	2.8	3.5	2.9	3.4	3.2	2.8
République tchèque	..	..	..	-2.3	-4.3	1.5	1.4	-1.0	5.4	0.2	3.8	4.5	3.8	-2.7	0.8	1.0	0.5	1.4	1.3	0.0
Danemark	0.7	0.9	4.2	2.2	2.4	3.6	0.7	3.5	2.4	2.3	2.2	2.1	0.2	1.5	1.3	1.3	0.8	2.1	0.6	0.8
Finlande	3.0	-2.5	-4.2	0.8	2.0	2.8	2.8	2.0	1.5	0.1	2.3	4.3	1.6	1.7	1.4	1.4	1.4	1.2	1.8	1.1
France	2.3	3.8	4.0	0.4	0.7	2.1	2.0	-0.2	1.9	2.2	1.9	2.9	2.1	2.7	1.5	1.9	1.6	1.8	1.5	1.7
Allemagne	1.4	5.3	0.1	2.7	1.9	2.1	0.5	1.8	1.2	1.4	0.5	1.4	0.1	-1.6	0.1	0.5	0.6	0.8	1.5	0.5
Grèce	0.6	-3.0	2.6	-1.1	5.6	0.9	3.0	1.7	2.1	14.8	-1.5	7.3	-2.1	3.9	3.0	1.5	1.5	..	..	..
Hongrie	..	..	..	-7.4	-5.7	-2.3	3.1	1.8	1.5	1.9	3.1	5.8	6.2	1.7	-0.3	2.3	1.4	-0.6	3.9	0.3
Islande	4.6	-0.6	2.5	4.0	1.7	1.0	2.6	3.6	4.9	4.3	3.1	5.1	1.6	2.9	3.2	2.5	3.0	3.7	3.4	3.0
Irlande	0.3	3.0	0.1	4.1	3.9	3.4	5.0	4.7	7.4	8.6	1.2	1.2	2.4	3.9	9.2	5.3	5.3	8.9	6.2	5.0
Italie	2.7	1.0	-1.5	-1.7	-3.3	0.4	0.1	0.4	1.3	2.3	3.6	2.1	2.0	0.5	1.2	-0.3	0.6	1.4	-1.0	1.7
Japon	3.4	2.5	3.0	3.2	3.9	2.9	0.8	1.8	4.1	4.3	3.0	2.4	2.3	2.0	1.7	0.8	0.9	1.7	0.5	1.1
Corée	6.3	7.4	5.6	4.1	5.0	8.0	2.6	2.3	2.9	1.6	4.9	6.0	3.8	3.7	4.3	4.9	4.0	4.9	4.9	4.0
Luxembourg	4.6	3.2	5.2	1.0	4.7	6.5	3.2	1.6	8.3	4.7	6.1	4.5	4.5	3.0	2.5	3.4	3.1	..	..	..
Mexique	2.0	1.9	2.4	2.9	-1.3	-0.7	2.9	2.3	4.7	2.4	-2.0	-0.3	0.8	-0.4	0.5	2.0	0.1	2.3	0.5	0.2
Pays-Bas	2.7	2.9	1.6	1.5	1.5	-0.4	3.2	3.6	2.5	2.0	4.8	3.3	2.4	0.0	0.5	8.5	1.5	1.7	7.0	2.5
Nouvelle-Zélande	1.4	1.2	0.9	1.0	4.5	2.4	6.8	-0.4	6.7	-2.4	4.3	2.5	1.9	5.7	5.3	5.4	3.3	5.1	4.4	2.7
Norvège	2.8	5.6	2.7	1.5	1.5	3.1	2.5	3.3	3.2	1.3	5.8	3.7	1.3	2.2	1.4	2.0	2.3	0.8	2.6	2.3
Pologne	..	..	..	1.2	4.8	2.2	3.1	1.9	2.5	2.1	2.7	1.3	4.9	4.2	4.2	3.8	3.8	..	..	..
Portugal	5.4	-0.9	-0.2	4.3	1.0	3.3	2.2	4.3	5.6	3.5	3.3	2.6	0.3	2.0	1.7	0.2	-0.4	1.3	-0.3	-0.4
République slovaque	..	..	..	-10.7	3.6	17.2	-5.4	12.5	-7.1	1.6	4.6	4.9	2.7	1.1	2.0	3.3	2.6	3.4	2.3	2.7
Espagne	5.2	3.5	2.7	0.5	2.4	1.3	2.5	3.5	4.0	5.3	3.9	4.5	4.8	6.0	4.5	4.1	3.7	4.6	2.9	3.7
Suède	1.8	2.1	0.1	-0.8	-0.4	0.6	-0.9	3.5	1.7	-1.2	0.9	2.3	0.7	0.1	1.1	1.6	0.9	1.9	1.4	0.7
Suisse	3.8	1.7	-0.7	2.0	1.0	0.9	-0.1	-0.9	0.3	2.6	4.2	1.7	2.2	1.4	1.3	0.5	0.5	..	..	..
Turquie	4.9	3.6	8.6	-5.5	6.8	8.6	4.1	7.8	6.5	7.1	-8.5	5.4	-2.4	0.5	2.4	2.5	2.5	..	..	..
Royaume-Uni	1.1	0.7	-0.7	1.0	1.4	1.1	-0.5	1.1	4.0	3.7	1.7	4.4	4.5	3.1	2.9	2.5	2.1	4.3	1.2	2.4
États-Unis	2.7	0.4	-0.3	0.3	0.2	0.4	1.8	1.6	3.1	1.7	3.1	4.3	3.0	2.1	1.5	1.8	1.0	1.3	2.0	1.0
Zone euro	2.3	3.1	1.0	1.1	0.9	1.6	1.4	1.4	2.0	2.4	2.1	2.5	1.7	1.2	1.5	1.9	1.4	1.9	1.7	1.7
Total de l'OCDE	2.7	1.9	1.0	1.0	1.2	1.5	1.4	1.8	3.0	2.5	2.4	3.3	2.5	1.9	1.8	2.0	1.4	2.0	1.7	1.6

Note: La mise en place des nouveaux systèmes de comptes nationaux SCN93 et SEC95 a progressé à un rythme inégal selon les pays membres de l'OCDE, et ce pour les variables et la période couverte. En conséquence, plusieurs séries nationales contiennent des ruptures. De plus, certains pays utilisent des indices de prix en chaîne afin de calculer le PIB réel et les composantes des dépenses. Voir le tableau «Systèmes de comptabilité nationale et années de base» au début de l'annexe statistique ainsi que *Perspectives économiques de l'OCDE* : Sources et méthodes, *(http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods).*

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/032574622478*

Annexe : Tableau 5. **Formation brute de capital fixe en volume**

Pourcentages de variation par rapport à l'année précédente

	Moyenne 1981-91	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Quatrième trimestre 2005	2006	2007
Australie	1.6	1.2	5.3	11.1	1.4	4.4	9.7	7.2	5.9	-0.8	-3.4	16.4	8.0	7.8	6.8	8.0	7.1	7.9	7.4	6.7
Autriche	2.9	1.0	0.2	3.2	0.7	1.6	1.7	2.9	3.4	4.8	-0.8	-3.5	2.9	1.9	1.7	2.8	3.6	1.9	2.9	3.8
Belgique	3.6	1.1	-2.5	0.4	3.4	-0.2	8.1	3.7	4.6	3.4	0.4	-2.1	-0.6	4.4	8.4	1.1	4.2	3.2	6.6	3.0
Canada	1.7	-2.7	-2.0	7.5	-2.1	4.4	15.2	2.4	7.3	4.7	4.0	1.7	5.9	6.6	6.6	6.1	3.7	7.3	4.5	3.6
République tchèque	..	..	..	17.3	19.8	7.6	-3.4	-1.1	-3.5	4.9	5.4	3.4	4.7	5.3	3.7	4.2	5.2	4.0	4.4	5.7
Danemark	3.8	-0.1	-3.9	8.4	12.0	5.9	10.2	8.2	0.0	7.4	-1.4	0.1	2.0	4.5	9.0	8.7	5.8	12.4	5.1	5.3
Finlande	1.2	-16.5	-14.8	-3.6	11.3	6.1	13.9	8.7	2.6	4.2	3.8	-3.2	-1.6	4.8	1.8	3.6	2.8	2.5	3.2	2.7
France	2.5	-0.9	-6.8	1.7	1.8	0.3	0.1	6.9	7.9	7.5	2.3	-1.7	2.7	2.1	3.4	3.3	3.3	3.7	3.2	3.3
Allemagne	2.6	3.6	-4.4	4.5	-0.1	-0.3	1.1	3.3	4.4	3.6	-3.3	-5.9	-0.7	-1.5	0.2	2.9	3.4	1.7	3.2	2.7
Grèce	0.5	-3.5	-4.0	-3.1	4.1	8.4	6.8	10.6	11.0	8.0	6.5	5.7	13.7	5.7	-1.4	4.1	4.6	..	..	..
Hongrie	..	..	..	12.5	-4.3	6.7	9.2	13.2	5.9	7.7	5.9	9.3	2.5	8.4	6.6	7.1	7.0	3.2	19.8	2.5
Islande	0.9	-10.3	-9.4	-0.4	-2.3	23.9	10.8	32.6	-3.9	10.4	-2.9	-18.9	16.2	29.1	34.8	10.9	-14.7	36.0	-7.6	-17.3
Irlande	-0.8	0.0	-5.1	11.8	15.8	17.4	18.1	15.0	14.8	7.2	-0.4	3.7	5.6	8.0	13.1	5.9	5.0	..	..	..
Italie	2.5	-1.6	-11.5	0.7	7.1	1.6	1.8	4.0	3.5	6.7	2.3	4.0	-1.5	1.9	-0.4	2.9	3.1	-0.1	4.9	2.4
Japon	4.9	-2.3	-2.6	-1.6	0.9	4.7	-1.1	-6.5	-0.7	1.2	-0.9	-5.0	0.3	1.1	3.3	2.3	1.3	4.3	2.3	0.6
Corée	14.3	0.6	7.7	12.5	13.1	8.4	-2.3	-22.9	8.3	12.2	-0.2	6.6	4.0	2.1	2.3	3.3	3.8	4.7	3.2	3.4
Luxembourg	6.2	-15.1	20.6	0.0	-1.5	4.9	10.4	6.1	22.0	-4.7	8.8	2.7	2.6	1.5	2.2	4.2	3.0	..	..	..
Mexique	-1.4	10.8	-2.5	8.4	-29.0	16.4	21.0	10.3	7.7	11.4	-5.6	-0.6	0.4	7.5	7.6	6.3	6.2	8.5	3.2	7.8
Pays-Bas	3.2	0.7	-3.2	2.1	4.1	6.3	6.6	4.2	7.8	1.4	0.2	-4.5	-3.5	2.9	2.2	3.0	3.1	1.4	3.6	2.6
Nouvelle-Zélande	0.5	0.9	14.5	14.9	12.4	7.2	1.2	-3.4	6.7	8.8	-1.4	10.2	11.4	13.2	4.3	-3.9	-2.7	6.9	-8.3	0.8
Norvège	-1.3	-1.1	6.5	5.3	3.9	10.3	15.5	13.1	-5.6	-3.6	-0.7	-1.0	0.2	8.1	10.8	13.5	2.6	9.8	3.0	1.3
Pologne	..	..	..	9.2	16.6	19.7	21.8	14.0	6.6	2.7	-9.7	-6.3	-0.1	6.3	6.2	9.0	8.5	..	..	..
Portugal	2.7	4.5	-5.5	2.7	6.6	5.6	14.3	11.7	6.2	3.5	1.0	-3.5	-10.0	0.9	-2.9	-0.7	2.8	-3.3	1.6	3.7
République slovaque	..	..	..	-2.5	0.6	29.1	15.0	11.0	-19.6	-7.2	13.9	-0.6	-1.5	2.5	12.4	9.5	8.0	15.6	7.4	8.6
Espagne	5.6	-4.1	-8.9	1.9	7.7	2.6	5.0	11.3	10.4	6.6	4.5	3.3	5.5	4.9	7.2	6.3	5.0	6.8	5.6	4.8
Suède	3.5	-11.3	-14.6	6.6	9.9	4.5	-0.3	7.8	8.2	5.6	-1.0	-2.6	1.1	5.1	8.3	5.8	4.2	6.1	5.7	3.4
Suisse	3.2	-8.0	-2.9	6.5	4.4	-1.7	2.0	6.5	1.2	4.3	-3.1	0.3	-1.3	3.3	3.1	4.1	3.1	..	..	..
Turquie	7.3	6.4	26.4	-16.0	9.1	14.1	14.8	-3.9	-15.7	16.9	-31.5	-1.1	10.0	32.4	24.0	15.0	13.5	..	..	..
Royaume-Uni	4.4	-0.9	0.3	4.7	3.1	5.5	6.7	13.0	2.1	3.5	2.4	3.0	0.0	5.1	3.2	3.1	5.2	3.1	3.8	5.7
États-Unis	2.7	4.9	6.0	7.3	5.7	8.1	8.0	9.1	8.2	6.1	-1.7	-3.5	3.3	8.4	7.2	5.4	3.9	6.4	4.7	3.8
Zone euro	2.7	-0.1	-6.4	2.6	2.8	1.3	2.8	5.5	6.0	5.2	0.6	-1.4	0.8	1.9	2.5	3.5	3.7	2.9	3.9	3.3
Total de l'OCDE	3.3	1.7	0.6	4.7	3.2	5.9	6.0	5.1	5.4	5.3	-1.2	-1.6	2.2	5.5	5.3	4.7	4.0	5.6	4.3	3.8

Note: La mise en place des nouveaux systèmes de comptes nationaux SCN93 et SEC95 a progressé à un rythme inégal selon les pays membres de l'OCDE, et ce pour les variables et la période couverte. En conséquence, plusieurs séries nationales contiennent des ruptures. De plus, certains pays utilisent des indices de prix en chaîne afin de calculer le PIB réel et les composantes des dépenses. Voir le tableau «Systèmes de comptabilité nationale et années de base» au début de l'annexe statistique ainsi que *Perspectives économiques de l'OCDE* : Sources et méthodes, *(http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods).*

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

© OCDE 2006

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/142823671218*

Annexe : Tableau 6. **Formation brute de capital fixe du secteur privé non résidentiel, en volume**

Pourcentages de variation par rapport à l'année précédente

	Moyenne 1981-91	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Quatrième trimestre 2005	2006	2007
Australie	2.7	-2.9	1.8	11.3	7.1	11.1	8.0	6.1	5.6	-3.3	-1.2	14.4	10.7	9.7	11.8	12.4	8.3	13.3	9.2	7.7
Autriche	4.6	-2.8	-2.6	1.3	-1.8	2.7	10.4	7.2	6.1	10.1	3.2	-4.1	6.0	3.1	2.1	2.9	4.2	1.5	3.4	4.4
Belgique	5.9	-0.7	-5.8	-1.7	4.1	4.1	8.1	5.6	2.7	4.3	3.6	-2.8	-2.0	3.3	9.4	1.4	4.7	2.6	10.9	0.0
Canada	1.6	-7.8	-1.4	9.4	4.8	4.4	22.6	5.3	7.2	4.7	0.2	-4.9	6.1	6.1	9.1	9.3	6.2	10.7	7.4	5.9
Danemark	7.0	-1.5	-6.0	7.5	12.5	5.1	11.7	11.8	-1.6	6.4	-0.3	0.6	0.2	1.3	8.4	10.5	6.0	14.5	4.7	5.7
Finlande	1.4	-19.3	-17.5	-4.7	26.4	6.0	8.8	12.9	1.4	6.3	9.4	-7.1	-7.7	4.6	2.5	3.7	3.0	2.7	3.6	2.8
France	3.9	-0.6	-8.6	0.6	3.5	0.3	1.6	9.8	8.7	8.6	3.4	-3.0	0.8	1.4	3.8	3.9	4.1	4.3	3.8	4.1
Allemagne	2.9	0.2	-8.7	1.5	1.9	0.0	3.0	5.7	5.7	7.9	-2.5	-6.6	0.2	0.0	2.6	3.9	4.6	3.1	3.8	4.3
Grèce	0.5	0.7	1.1	0.9	2.9	14.7	5.4	12.0	16.7	9.6	8.2	6.5	15.1	7.0	1.5	4.6	5.3	..	..	..
Islande	0.4	-16.2	-22.6	-0.5	8.2	46.8	20.3	46.5	-5.6	8.8	-9.8	-25.1	26.0	34.4	57.2	12.0	-23.7	58.4	-12.0	-28.8
Irlande	-0.7	-2.5	-5.5	7.8	18.4	18.7	21.0	21.0	15.0	4.4	-8.9	-10.9	-10.0	-7.1	26.6	8.2	11.2	..	..	..
Italie	3.2	-2.7	-14.2	5.0	11.4	0.8	2.9	4.5	3.7	8.0	2.1	5.3	-3.6	1.8	-3.1	3.4	4.1	-2.7	7.0	3.0
Japon	7.9	-7.1	-10.3	-5.7	3.1	1.8	6.6	-5.2	-4.3	7.9	1.3	-5.3	5.9	4.9	7.8	4.1	3.1	7.5	4.4	2.0
Corée	13.9	1.2	6.8	17.0	15.7	8.5	-3.4	-29.2	13.8	18.9	-4.7	7.6	2.1	1.6	1.6	4.2	5.0	4.8	4.9	4.2
Mexique	1.9	22.8	-5.6	-0.4	-38.9	45.8	33.1	18.3	8.8	10.0	-4.3	-3.7	-3.5	7.0	9.2	6.5	8.1	13.7	2.1	9.7
Pays-Bas	5.1	-3.0	-5.0	-0.3	5.5	7.0	9.8	5.3	10.1	1.0	-2.9	-7.6	-4.0	4.1	1.4	5.3	5.3	-0.6	6.6	4.1
Nouvelle-Zélande	0.7	9.0	22.4	16.3	15.5	6.5	-6.0	-1.1	6.7	19.9	-2.5	2.6	11.8	12.5	7.3	-3.3	-2.4	6.5	-5.5	-0.5
Norvège	-1.7	-1.0	12.4	3.3	2.3	13.3	15.7	15.2	-8.5	-4.0	-4.0	-1.5	-2.8	8.3	12.1	15.7	4.2	11.3	5.1	2.5
Espagne	5.8	-0.7	-13.8	3.8	12.6	4.9	6.6	11.4	12.5	8.9	4.9	2.3	6.2	4.9	6.5	6.7	6.4	4.8	7.2	6.0
Suède	4.8	-14.6	-11.6	17.9	20.8	8.0	4.4	9.3	8.5	8.2	-2.9	-7.1	1.2	3.9	8.6	5.8	4.7	5.8	5.7	4.0
Suisse	..	-11.1	-4.3	5.1	8.4	1.3	3.1	9.7	0.9	4.8	-2.1	2.1	-3.7	4.0	3.7	4.9	3.8	..	..	..
Royaume-Uni	5.2	-3.8	-3.7	4.8	7.8	10.5	9.9	18.5	3.5	4.5	1.5	0.3	-2.2	3.3	2.0	2.9	5.7	1.3	4.9	5.6
États-Unis	2.0	3.2	8.7	9.2	10.5	9.3	12.1	11.1	9.2	8.7	-4.2	-9.2	1.3	9.4	8.6	8.4	6.5	6.8	8.6	6.1
Zone euro	3.6	-1.5	-9.7	1.8	5.4	1.8	4.7	7.6	7.0	7.5	1.2	-2.1	0.0	2.0	2.6	4.1	4.8	2.4	5.3	4.2
Total de l'OCDE	3.8	-0.1	-1.1	4.9	6.2	7.3	9.5	7.2	6.3	7.9	-1.4	-4.6	1.4	5.8	6.3	6.2	5.5	5.8	6.4	5.0

Note: La mise en place des nouveaux systèmes de comptes nationaux SCN93 et SEC95 a progressé à un rythme inégal selon les pays membres de l'OCDE, et ce pour les variables et la période couverte. En conséquence, plusieurs séries nationales contiennent des ruptures. De plus, certains pays utilisent des indices de prix en chaîne afin de calculer le PIB réel et les composantes des dépenses. Plusieurs pays (États-Unis, Canada et France) utilisent des indices de prix hédoniques pour déflater la valeur aux prix courants de certaines composantes de l'investissement dans les technologies de l'information et de la communication tels que les ordinateurs. Ceci entraînerait probablement des distorsions dans les comparaisons internationales des taux de croissance de la formation de capital fixe en volume. Les statistiques de comptabilité nationale ne possèdent pas toujours de décomposition par secteur des dépenses d'investissement et, pour certains pays les chiffres sont des estimations de l'OCDE. Voir le tableau «Systèmes de comptabilité nationale et années de base» au début de l'annexe statistique ainsi que *Perspectives économiques de l'OCDE* : Sources et méthodes, *(http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods).*

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/555816828228*

Annexe : Tableau 7. **Formation brute de capital fixe du secteur privé en volume : construction de logements**

Pourcentages de variation par rapport à l'année précédente

	Moyenne 1981-91	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Quatrième trimestre 2005	2006	2007
Australie	-0.9	11.1	12.7	11.7	-8.0	-9.4	16.4	11.5	5.7	1.4	-10.7	25.4	5.2	3.1	-3.1	-1.1	3.5	-2.1	1.9	3.7
Autriche	0.5	11.4	4.0	7.6	9.2	2.7	-1.6	-4.6	-0.7	-4.4	-6.6	-5.3	-4.3	-0.3	-0.8	2.6	1.9	2.3	1.2	2.4
Belgique	4.2	4.9	1.8	5.5	4.3	-8.5	10.1	-0.3	5.0	1.0	-4.4	-0.7	3.7	9.1	3.2	2.9	1.5	3.0	2.3	1.0
Canada	0.9	6.9	-3.8	3.9	-14.9	9.7	8.2	-3.6	3.6	5.2	10.5	14.3	6.2	8.3	3.3	1.0	-0.5	2.0	-0.3	-0.1
Danemark	-1.0	-1.3	-2.8	11.7	14.5	6.7	9.7	1.9	4.3	10.3	-9.3	0.8	11.5	10.5	12.7	7.5	6.6	13.6	7.8	5.5
Finlande	-0.1	-18.4	-7.9	-6.6	-4.2	4.7	25.2	7.6	8.1	3.7	-9.9	1.9	7.8	7.0	4.6	6.3	3.7	7.9	3.9	3.6
France	-0.8	-3.4	-5.1	4.4	2.2	0.5	1.0	3.8	7.0	2.5	1.4	1.3	3.8	3.2	3.2	3.0	2.9	2.8	3.2	2.8
Allemagne	3.7	9.2	4.5	12.3	0.5	0.0	0.6	-0.3	1.4	-1.9	-5.9	-5.6	-0.9	-3.0	-2.9	1.1	1.3	0.5	0.5	0.2
Grèce	-0.3	-15.6	-10.5	-11.3	2.6	-1.2	6.6	8.8	3.8	-4.3	4.8	8.8	7.3	-0.6	-1.4	1.0	1.5	..	..	..
Islande	0.5	-3.4	-5.2	4.1	-8.7	7.1	-9.3	1.0	0.6	12.7	12.1	12.4	3.9	13.8	10.4	17.4	2.6	12.2	7.2	0.5
Irlande	1.1	8.0	-11.9	24.0	14.5	18.3	15.9	6.4	12.9	7.4	3.3	16.9	29.2	24.2	8.0	2.5	-2.0	..	..	..
Italie	0.4	1.1	-2.1	-1.8	0.6	-1.9	-2.6	-1.2	1.1	3.8	1.0	0.6	2.3	2.5	6.5	2.7	1.2	6.1	1.7	1.0
Japon	3.0	-5.9	1.1	7.2	-4.8	11.8	-12.0	-14.2	0.1	0.9	-5.2	-4.1	-0.9	1.9	-0.7	3.4	0.7	0.4	2.0	0.5
Corée	17.9	-5.9	12.9	-0.2	9.9	2.8	-4.9	-13.4	-6.1	-9.3	12.9	11.4	9.0	4.7	4.0	1.3	1.2	7.3	-1.5	1.7
Mexique	2.7	2.9	5.2	4.0	-7.9	2.5	6.1	3.7	3.1	6.5	-10.4	-5.1	4.5	13.9	10.8	8.2	5.0	16.6	-1.0	8.0
Pays-Bas	0.7	6.9	1.2	7.6	1.3	3.9	5.3	1.4	4.1	-0.3	2.0	-6.5	-3.2	6.3	5.9	2.0	2.1	7.0	2.2	2.0
Nouvelle-Zélande	2.2	3.8	17.4	13.0	3.5	5.2	6.8	-12.8	7.5	0.4	-11.1	20.1	20.9	4.3	-4.2	-4.0	-2.0	-1.4	-5.0	-0.2
Norvège	-4.2	-9.2	-0.8	24.5	10.6	2.9	12.1	7.8	3.0	5.6	8.2	-0.6	2.0	12.3	14.5	8.3	2.8	9.3	6.7	2.1
Espagne	1.6	-4.2	-3.9	0.1	7.4	9.1	3.0	10.0	9.7	8.6	2.2	3.7	5.7	9.4	9.7	5.6	1.7	12.2	1.9	1.9
Suède	2.9	-11.6	-33.5	-34.1	-23.9	8.9	-11.5	-0.6	10.8	10.0	4.2	10.5	5.4	18.2	16.9	9.7	4.7	14.9	5.8	4.4
Suisse	..	-2.5	2.5	12.3	-2.0	-8.7	-0.1	2.8	-5.5	-2.7	-4.0	-3.7	14.4	3.8	3.0	2.4	1.2	..	..	..
Royaume-Uni	2.3	0.9	5.0	3.0	-1.6	5.1	6.6	2.8	-0.8	0.5	0.6	7.1	-0.1	6.2	1.5	1.6	3.1	0.0	2.8	3.2
États-Unis	2.1	13.8	8.2	9.6	-3.2	8.0	1.9	7.6	6.0	0.8	0.4	4.8	8.4	10.3	7.1	2.3	-0.3	7.6	-0.1	0.0
Zone euro	1.3	2.4	-0.1	6.7	1.9	0.7	1.5	1.5	3.7	1.1	-1.8	-1.3	2.4	3.1	3.1	2.9	1.7	4.9	1.3	1.5
Total de l'OCDE	2.3	5.4	3.9	7.2	-2.1	5.4	0.7	1.6	3.6	1.1	-0.9	2.6	4.8	6.7	4.5	2.7	1.0	5.4	0.8	1.2

Note: La mise en place des nouveaux systèmes de comptes nationaux SCN93 et SEC95 a progressé à un rythme inégal selon les pays membres de l'OCDE, et ce pour les variables et la période couverte. En conséquence, plusieurs séries nationales contiennent des ruptures. De plus, certains pays utilisent des indices de prix en chaîne afin de calculer le PIB réel et les composantes des dépenses. Voir le tableau «Systèmes de comptabilité nationale et années de base» au début de l'annexe statistique ainsi que *Perspectives économiques de l'OCDE* : Sources et méthodes, *(http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods).*

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

© OCDE 2006

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/346121550455*

Annexe : Tableau 8. **Demande intérieure totale en volume**

Pourcentages de variation par rapport à l'année précédente

	Moyenne 1981-91	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Quatrième trimestre 2005	2006	2007
Australie	2.6	2.2	2.9	5.0	4.3	3.2	3.5	6.3	5.2	2.2	1.0	6.2	5.9	5.3	4.2	4.1	3.9	4.6	4.1	3.7
Autriche	2.6	2.1	0.9	3.1	2.5	2.2	1.0	2.3	3.0	2.8	0.1	-0.1	1.8	1.3	1.3	1.7	2.1	1.1	2.1	2.1
Belgique	2.2	1.8	-0.9	2.4	2.1	0.8	2.7	2.9	2.4	3.6	0.5	0.8	0.9	2.8	2.5	2.0	2.5	3.6	1.8	2.4
Canada	2.3	0.5	1.5	3.2	1.8	1.3	6.1	2.5	4.2	4.7	1.3	3.5	4.6	3.9	4.5	4.0	3.4	3.5	4.0	3.4
République tchèque	..	..	..	..	8.1	7.7	-1.0	-1.7	0.9	4.1	3.9	3.3	3.5	3.1	1.5	3.3	3.6	2.7	3.4	3.7
Danemark	1.7	1.9	-0.9	6.8	4.5	2.5	4.7	3.7	-0.6	3.2	0.0	1.7	0.6	3.3	4.0	3.4	2.9	4.3	2.9	2.7
Finlande	2.2	-6.0	-5.7	3.7	4.3	2.1	6.1	5.4	1.5	3.5	1.8	1.5	2.4	3.3	3.4	2.2	2.3	1.2	4.7	2.2
France	2.3	1.0	-1.4	1.7	1.6	1.0	1.1	4.0	3.6	4.4	2.0	1.3	1.8	3.1	2.4	2.5	2.3	2.3	2.4	2.4
Allemagne	2.5	2.8	-0.8	2.8	2.0	0.4	1.0	2.1	2.5	2.4	-0.4	-1.9	0.6	0.1	0.5	1.5	1.0	0.8	1.6	1.1
Grèce	1.9	-0.5	-1.0	1.1	3.5	3.3	3.5	4.5	3.8	5.5	2.7	4.5	5.7	4.6	2.4	3.4	3.4	..	..	..
Hongrie	..	..	..	1.4	-5.1	0.1	4.7	7.9	5.0	4.8	2.4	5.9	6.2	2.8	0.2	4.3	4.0	-0.4	8.4	2.2
Islande	2.4	-4.3	-3.6	2.0	2.0	7.1	6.1	13.3	4.5	5.7	-2.2	-3.5	6.4	10.4	14.9	6.0	-2.7	14.3	0.8	-3.9
Irlande	1.5	0.3	1.1	5.5	6.8	8.0	9.7	9.3	8.6	8.7	4.2	4.4	4.6	4.3	6.8	5.4	5.5	7.1	4.0	6.0
Italie	2.9	0.6	-4.6	1.7	1.9	0.3	3.0	3.0	3.1	2.9	1.6	1.3	0.9	0.7	0.4	1.5	1.4	0.5	1.7	1.4
Japon	4.1	0.6	0.2	1.3	2.5	3.1	0.3	-2.2	-0.1	2.5	1.2	-0.6	1.2	1.5	2.6	1.7	1.4	3.6	1.3	1.3
Corée	9.5	4.7	5.0	10.2	9.9	8.1	0.4	-17.2	13.2	8.5	3.5	7.4	0.6	1.5	2.8	4.5	4.1	2.5	4.4	4.2
Luxembourg	4.5	-5.3	4.8	1.7	1.1	4.5	6.0	6.3	8.0	4.5	4.5	2.1	3.5	2.1	3.6	3.3	2.6	..	..	..
Mexique	0.9	5.9	1.1	5.6	-14.0	5.6	9.6	6.0	4.4	8.4	0.5	0.9	0.7	4.4	3.8	4.7	4.2	3.5	3.8	4.5
Pays-Bas	2.4	1.3	-1.8	2.4	3.6	2.9	3.9	4.8	4.3	2.7	1.8	-0.4	-0.3	0.8	0.2	1.5	1.7	0.6	1.1	1.9
Nouvelle-Zélande	1.4	-0.2	6.2	6.7	6.0	4.4	2.6	0.4	5.8	1.6	2.0	5.3	5.8	8.2	4.3	-1.1	0.7	1.9	-0.6	1.6
Norvège	1.5	2.1	3.2	4.1	4.6	4.4	6.6	5.7	0.4	2.3	0.8	2.0	1.5	6.1	4.6	4.1	2.7	4.0	3.4	2.1
Pologne	..	..	..	4.1	7.3	8.7	10.1	6.4	5.2	3.1	-1.4	1.0	2.7	5.8	2.1	4.4	4.6	..	..	..
Portugal	3.5	3.1	-2.1	1.5	4.1	3.6	5.5	6.9	5.8	3.3	1.7	0.0	-2.2	2.2	0.7	0.5	1.7	-0.1	1.5	1.8
République slovaque	..	..	..	-4.5	9.9	18.2	3.7	7.2	-6.3	0.1	7.4	4.6	-2.0	6.5	6.3	7.3	5.1	9.5	4.8	5.3
Espagne	3.8	0.8	-2.7	1.1	3.1	2.1	3.4	6.2	6.4	5.3	3.6	3.3	3.7	4.8	5.1	4.5	3.9	4.8	3.9	3.9
Suède	2.1	-1.4	-4.9	3.2	2.2	0.9	1.1	4.3	3.4	3.8	-0.2	0.8	1.7	1.5	2.8	2.9	2.5	2.5	3.0	2.0
Suisse	2.3	-2.3	-0.8	2.8	1.6	0.2	0.5	4.0	0.3	2.1	2.3	-0.5	0.4	1.0	2.0	2.2	1.7	..	..	..
Turquie	4.6	5.6	14.2	-12.5	11.4	7.6	9.0	0.6	-3.7	9.8	-18.5	9.3	9.3	14.1	8.8	8.3	6.9	..	..	..
Royaume-Uni	2.9	0.9	2.1	3.4	1.7	3.0	3.4	4.9	4.1	4.1	2.8	3.2	2.7	3.8	1.9	2.4	2.8	1.3	2.5	3.1
États-Unis	3.1	3.3	3.2	4.4	2.4	3.8	4.8	5.3	5.3	4.4	0.9	2.2	3.0	4.7	3.6	3.8	3.2	3.2	3.9	3.1
Zone euro	2.6	1.4	-2.0	2.2	2.2	1.1	2.1	3.5	3.5	3.5	1.3	0.5	1.4	1.9	1.7	2.2	2.1	1.9	2.1	2.1
Total de l'OCDE	3.1	2.2	1.3	3.2	2.3	3.1	3.5	3.1	4.0	4.1	0.9	1.8	2.4	3.5	2.9	3.1	2.8	3.0	3.0	2.8

Note: La mise en place des nouveaux systèmes de comptes nationaux SCN93 et SEC95 a progressé à un rythme inégal selon les pays membres de l'OCDE, et ce pour les variables et la période couverte. En conséquence, plusieurs séries nationales contiennent des ruptures. De plus, certains pays utilisent des indices de prix en chaîne afin de calculer le PIB réel et les composantes des dépenses. Voir le tableau «Systèmes de comptabilité nationale et années de base» au début de l'annexe statistique ainsi que *Perspectives économiques de l'OCDE* : Sources et méthodes, *(http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods).*

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/645607651148*

Annexe : Tableau 9. **Contribution de la balance commerciale aux variations du PIB en volume**

En pourcentage du PIB de la période précédente, taux annuels désaisonnalisés

	Moyenne 1981-91	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Quatrième trimestre 2005	2006	2007
Australie	0.2	-0.1	0.7	-0.4	-0.3	0.5	0.4	-1.1	-0.6	0.6	1.2	-1.8	-2.3	-2.2	-1.4	-1.1	-0.6	-1.9	-0.8	-0.4
Autriche	0.2	-0.5	1.4	-1.4	0.0	-0.1	1.3	1.0	0.3	0.8	1.1	1.0	-0.7	1.3	0.8	0.8	0.3	0.7	0.3	0.2
Belgique	0.3	-0.2	-0.1	0.8	0.3	0.0	1.1	-0.9	0.7	0.2	0.7	0.7	0.0	-0.3	-0.9	0.6	0.0	1.3	0.0	0.2
Canada	0.0	0.6	0.9	1.4	1.0	0.3	-1.7	1.7	1.4	0.6	0.7	-0.2	-2.4	-0.9	-1.5	-0.7	0.0	-0.2	-0.1	0.2
République tchèque	..	..	-1.7	-3.9	-2.7	-3.9	0.3	0.6	0.1	0.1	-1.4	-2.0	-0.4	1.4	4.5	2.5	1.2	8.2	1.3	0.7
Danemark	0.4	0.2	0.7	-0.8	-1.2	0.5	-1.3	-1.4	3.2	0.5	0.7	-1.1	0.1	-1.3	-0.8	-0.5	-0.4	-5.7	-0.2	-0.8
Finlande	-0.2	2.0	3.4	0.8	0.9	0.0	1.5	0.7	1.2	2.4	-0.6	1.4	-0.2	0.3	-0.4	1.0	0.8	-3.7	0.9	0.7
France	0.0	0.8	0.7	-0.1	0.3	0.1	1.2	-0.5	-0.4	-0.3	0.1	0.0	-0.9	-1.1	-1.0	-0.5	-0.1	-1.7	-0.2	0.0
Allemagne	0.6	-0.9	0.0	0.0	0.0	0.6	1.0	-0.3	-0.6	1.1	1.8	1.9	-0.7	1.0	0.7	0.4	0.6	-0.9	0.7	0.5
Grèce	-0.7	1.3	-0.6	0.9	-1.6	-1.1	-0.1	-1.6	-0.8	-1.7	1.7	-1.1	-1.4	-0.5	1.1	-0.1	-0.1	..	..	..
Hongrie	..	..	-8.9	0.7	5.5	1.0	-0.4	-3.4	-1.1	0.2	1.9	-2.2	-3.0	1.7	4.0	0.3	0.3	17.6	-1.6	3.0
Islande	-0.3	1.3	4.3	1.9	-1.9	-1.7	-0.8	-6.7	-0.4	-1.9	6.2	2.5	-3.3	-2.5	-10.2	-3.1	4.5	-7.0	4.2	6.1
Irlande	1.8	3.7	1.9	1.4	4.1	1.4	2.6	-0.1	4.1	1.7	3.0	2.5	1.8	0.8	-1.6	0.3	0.2	-2.8	0.3	0.0
Italie	-0.2	0.0	3.7	0.6	1.0	0.3	-0.9	-1.5	-1.1	0.9	0.2	-1.0	-0.8	0.2	-0.3	-0.1	-0.1	-0.1	0.0	-0.2
Japon	0.1	0.4	0.1	-0.2	-0.5	-0.5	1.1	0.4	-0.2	0.5	-0.8	0.7	0.6	0.8	0.2	1.1	0.9	2.5	0.9	0.7
Corée	-0.6	0.7	0.7	-2.4	-1.5	-1.8	4.2	11.3	-2.9	0.3	0.5	-0.2	2.5	3.3	1.4	1.2	1.6	4.5	0.5	2.5
Luxembourg	1.5	5.5	0.4	2.2	1.2	-1.6	1.2	1.3	1.7	4.8	-1.1	1.9	-0.8	2.6	1.2	1.9	2.5	..	..	..
Mexique	0.4	-2.6	0.8	-1.4	8.5	-0.3	-2.5	-1.1	-0.6	-1.9	-0.6	-0.1	0.7	-0.3	-0.9	-0.8	-0.6	-1.4	-0.4	-0.8
Pays-Bas	0.6	0.2	2.5	0.7	-0.3	0.4	0.2	-0.2	-0.1	1.0	-0.3	0.5	0.1	0.9	0.9	1.0	1.3	1.3	1.3	1.3
Nouvelle-Zélande	0.2	-1.1	-0.1	-0.7	-1.3	-1.0	0.5	0.1	-1.2	2.2	0.5	-0.9	-1.8	-3.2	-2.0	2.0	1.2	6.9	1.7	0.5
Norvège	1.3	1.4	-0.3	1.4	0.0	1.1	-0.8	-2.6	1.7	0.7	2.1	-0.6	-0.2	-2.2	-1.7	-1.1	0.1	-3.6	0.1	0.2
Pologne	..	..	-2.0	0.5	0.2	-3.1	-2.3	-1.7	-1.0	0.9	2.6	0.5	1.1	-0.8	1.1	0.1	0.0	..	..	..
Portugal	-0.1	-2.2	0.2	-0.6	-0.1	-0.2	-1.6	-2.6	-2.5	0.3	0.2	0.7	1.3	-1.3	-0.5	0.1	-0.3	-0.4	-0.3	-0.3
République slovaque	..	..	..	10.9	-3.5	-11.6	0.6	-3.5	8.4	1.9	-3.7	-0.1	6.5	-0.8	-0.2	-0.9	1.3	-2.9	1.4	1.0
Espagne	-0.7	-0.1	2.3	0.9	-0.3	0.3	0.5	-1.7	-1.7	-0.3	-0.2	-0.7	-0.8	-1.8	-1.9	-1.4	-1.1	-2.3	-1.1	-1.2
Suède	0.2	0.2	2.8	0.9	1.7	0.5	1.2	-0.4	1.5	0.6	1.5	1.2	0.0	2.1	0.5	0.8	1.0	-1.8	2.0	2.0
Suisse	0.0	2.2	0.5	-1.5	-1.2	0.2	1.3	-1.1	1.0	1.5	-1.2	0.7	-0.7	1.0	-0.1	0.2	0.1	..	..	..
Turquie	0.3	-0.3	-6.2	8.6	-4.7	-0.6	-1.9	2.6	-0.9	-3.0	12.4	-0.9	-3.1	-4.9	-1.7	-2.4	-1.0	..	..	..
Royaume-Uni	-0.2	-0.5	0.2	0.7	0.8	-0.1	-0.2	-1.4	-0.9	-0.1	-0.6	-1.2	-0.2	-0.8	-0.1	-0.1	0.0	1.2	0.0	0.0
États-Unis	-0.2	0.0	-0.6	-0.4	0.1	-0.1	-0.4	-1.2	-1.0	-0.8	-0.2	-0.7	-0.5	-0.7	-0.3	-0.4	-0.2	-1.4	-0.3	-0.3
Zone euro	0.1	0.0	1.3	0.2	0.2	0.3	0.5	-0.7	-0.6	0.5	0.7	0.5	-0.6	0.0	-0.3	0.0	0.1	-1.1	0.1	0.1
Total de l'OCDE	-0.1	0.0	0.2	0.0	0.3	-0.1	0.1	-0.4	-0.6	-0.1	0.3	-0.2	-0.4	-0.3	-0.2	-0.1	0.1	-0.4	0.0	0.1

Note: La mise en place des nouveaux systèmes de comptes nationaux SCN93 et SEC95 a progressé à un rythme inégal selon les pays membres de l'OCDE, et ce pour les variables et la période couverte. En conséquence, plusieurs séries nationales contiennent des ruptures. De plus, certains pays utilisent des indices de prix en chaîne afin de calculer le PIB réel et les composantes des dépenses. Voir le tableau «Systèmes de comptabilité nationale et années de base» au début de l'annexe statistique ainsi que *Perspectives économiques de l'OCDE*: Sources et méthodes, *(http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods).*

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

© OCDE 2006

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/477033453356*

Annexe : Tableau 10. **Écarts de production**

Différences entre le PIB effectif et le PIB potentiel, en pourcentage du PIB potentiel

	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Australie	-1.1	-0.1	-1.9	-5.6	-5.9	-4.8	-2.8	-2.2	-1.7	-1.3	0.5	1.4	1.4	0.3	0.9	0.8	0.5	-0.2	-0.6	-0.1
Autriche	-2.1	-0.8	1.0	1.8	1.3	-0.7	-0.6	-0.6	-0.3	-0.6	0.5	1.4	2.4	0.6	-1.0	-2.2	-2.0	-2.2	-2.0	-2.0
Belgique	-1.0	0.2	1.4	0.8	0.4	-2.6	-1.6	-1.3	-2.5	-1.1	-1.3	-0.6	0.9	0.1	-0.6	-1.6	-1.2	-1.6	-0.9	-0.3
Canada	2.9	3.1	1.2	-2.8	-4.0	-4.0	-2.1	-2.2	-3.7	-2.9	-2.1	0.1	2.2	1.0	1.2	0.3	0.2	0.0	0.1	0.3
République tchèque	..	..	..	..	..	-1.7	-1.2	2.6	4.9	2.1	-1.3	-2.5	-1.3	-1.3	-2.8	-3.1	-2.4	-0.6	0.9	1.3
Danemark	1.3	-0.4	-1.1	-1.5	-1.4	-3.5	-0.7	-0.1	0.2	0.9	0.6	0.6	1.8	0.5	-1.0	-2.1	-2.0	-0.7	0.7	1.5
Finlande	4.3	6.7	4.4	-3.4	-8.8	-11.4	-9.5	-8.0	-6.3	-2.8	-0.8	-0.2	2.0	0.0	-0.7	-0.9	0.0	-0.5	0.5	1.1
France	-1.3	0.4	1.4	0.8	1.0	-1.5	-1.8	-1.8	-2.8	-2.8	-1.8	-1.1	0.6	0.5	-0.3	-1.4	-1.3	-1.8	-1.7	-1.4
Allemagne	0.5	1.7	3.9	1.4	1.3	-1.8	-1.1	-0.6	-1.2	-0.9	-0.7	-0.4	1.8	1.9	0.4	-1.3	-1.5	-1.9	-1.7	-1.5
Grèce	-0.3	1.9	0.3	1.1	-0.1	-3.5	-3.7	-3.6	-3.7	-2.8	-2.1	-1.9	-0.8	0.1	0.1	0.9	1.7	1.5	1.2	0.8
Hongrie	..	..	..	..	..	3.0	2.3	0.4	-1.6	-0.6	0.5	0.7	1.5	1.4	0.6	-0.4	-0.4	-0.3	0.3	0.8
Islande	2.6	0.4	-0.2	-2.3	-7.1	-6.7	-4.4	-5.6	-3.1	-1.1	0.9	0.8	0.3	0.6	-2.7	-2.3	2.3	3.3	2.5	1.2
Irlande	-2.9	-0.8	3.2	0.2	-2.2	-4.8	-5.5	-3.7	-3.2	0.0	0.5	3.2	4.8	4.1	3.3	2.0	1.2	0.5	0.3	0.6
Italie	0.0	1.3	1.0	0.5	-0.6	-3.1	-2.5	-1.1	-1.9	-1.3	-1.3	-0.7	1.6	2.0	1.1	0.0	-0.3	-1.4	-1.3	-1.3
Japon	-0.2	1.5	3.7	4.3	2.8	1.0	0.3	0.5	1.6	1.7	-1.2	-2.6	-0.9	-1.8	-3.0	-2.7	-1.9	-0.8	0.5	1.2
Luxembourg	1.2	4.7	3.6	6.0	2.1	1.0	-0.1	-3.5	-5.0	-2.1	-0.7	1.3	4.3	0.5	-1.6	-2.7	-2.1	-1.7	-1.2	-0.6
Pays-Bas	-0.3	2.0	3.6	3.2	1.7	-0.7	-0.9	-0.9	-0.7	0.3	1.6	2.6	3.6	2.3	-0.2	-2.2	-2.3	-3.0	-2.4	-1.3
Nouvelle-Zélande	-0.4	-0.5	-1.7	-4.8	-5.8	-3.1	-0.3	0.9	1.8	0.8	-1.9	-0.2	0.2	0.3	1.5	1.2	2.0	1.0	-0.7	-1.4
Norvège[1]	-1.6	-4.9	-5.5	-5.0	-4.6	-3.8	-2.5	-1.6	-0.2	1.6	3.0	3.1	2.6	2.1	0.9	-0.4	0.5	1.2	1.5	1.0
Portugal	-0.7	2.7	3.6	4.9	2.8	-2.2	-4.2	-3.0	-2.4	-1.2	0.7	1.9	3.3	2.8	1.2	-2.0	-2.3	-3.4	-4.1	-4.0
Espagne	1.8	2.9	3.5	3.0	1.0	-2.6	-2.7	-2.6	-3.3	-2.7	-1.7	-0.7	0.5	0.6	-0.2	-0.7	-1.0	-0.8	-0.5	-0.3
Suède	1.6	1.8	0.5	-2.1	-4.4	-7.5	-5.9	-4.0	-4.3	-3.4	-1.9	0.0	1.7	0.2	-0.5	-1.3	-0.7	-0.3	1.1	1.8
Suisse	1.1	3.0	4.4	0.9	-1.0	-2.3	-2.2	-2.6	-3.1	-2.0	-0.2	-0.7	1.1	0.8	-0.2	-1.9	-1.3	-1.0	-0.1	0.1
Royaume-Uni	3.4	3.2	1.6	-1.9	-3.7	-3.4	-1.5	-1.2	-1.1	-0.7	-0.2	0.0	1.2	0.8	0.2	0.1	0.6	-0.5	-0.8	-0.4
États-Unis	1.4	2.1	1.2	-1.9	-1.6	-2.2	-1.5	-2.4	-2.1	-1.1	-0.3	0.9	1.6	-0.6	-1.8	-1.9	-0.6	0.0	0.6	0.5
Zone euro	0.2	1.6	2.6	1.3	0.6	-2.2	-1.9	-1.4	-2.0	-1.5	-1.0	-0.3	1.5	1.4	0.2	-1.0	-1.1	-1.6	-1.4	-1.2
Total de l'OCDE	0.9	1.9	1.9	-0.2	-0.7	-2.0	-1.5	-1.6	-1.5	-0.9	-0.7	0.0	1.2	0.1	-1.0	-1.5	-0.8	-0.7	-0.2	0.0

Note: La production potentielle pour tous les pays à l'exception du Portugal est calculée à partir d'une méthodologie utilisant une fonction de production décrite dans «Production potentielle, écarts de production et soldes budgétaires structurels», *Revue économique de l'OCDE*, no 24, 1995/I. Utilisant cette méthodologie, deux modifications importantes ont été apportées au calcul de la production potentielle depuis les dernières *Perspectives économiques de l'OCDE.* Premièrement, les "paramètres de lissage" utilisés dans les calculs ont été standardisés pour tous les pays de l'OCDE. Deuxièmement, comme c'était déjà le cas pour les pays du G7, les calculs incorporent maintenant la tendance du nombre d'heures travaillées pour les pays hors G7, à l'exception de l'Autriche et du Portugal pour lesquels les données disponibles sont insuffisantes. La production potentielle pour le Portugal est mesurée à l'aide d'un filtre Hodrick-Prescott sur la production courante. Voir aussi *Perspectives économiques de l'OCDE:* Sources et méthodes, *(http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods).*

1. Norvège continentale.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/001834586383*

Annexe : Tableau 11. **Rémunération par employé dans le secteur des entreprises**

Pourcentages de variation par rapport à l'année précédente

	Average 1978-88	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Australie	8.5	7.9	7.5	2.7	4.4	2.6	2.2	2.8	5.2	4.0	3.1	2.7	2.7	4.3	3.3	2.9	5.6	3.9	5.1	5.0
Autriche	5.5	4.6	5.2	6.1	5.7	4.4	3.5	1.7	1.3	1.7	2.6	1.6	2.2	2.1	2.4	1.9	2.7	2.3	2.5	2.6
Belgique	6.2	5.2	6.9	6.1	4.8	4.0	3.7	2.8	1.2	3.2	1.1	3.7	1.8	3.7	3.5	1.5	2.1	1.9	2.2	2.3
Canada	7.4	5.5	4.3	4.9	3.5	2.2	0.4	2.3	2.8	6.0	3.0	3.3	5.5	2.4	1.0	1.8	2.6	4.4	4.8	4.9
République tchèque	..	..	..	..	..	..	16.2	18.9	16.4	10.9	9.3	4.3	5.1	6.5	7.8	6.1	6.8	4.6	6.6	6.9
Danemark	7.9	4.6	3.8	4.1	5.4	2.3	1.4	2.5	3.8	3.4	3.9	3.1	3.0	4.1	3.5	2.9	2.7	2.0	3.3	4.4
Finlande	10.5	10.7	9.0	4.8	1.7	1.1	4.6	4.0	2.3	2.3	5.0	2.3	4.2	5.2	1.2	2.2	4.2	4.0	3.2	3.1
France	9.3	4.0	3.8	3.8	3.9	1.6	0.9	1.4	1.7	1.3	0.8	2.0	2.3	2.7	3.4	2.3	3.2	3.0	3.1	3.3
Allemagne	4.0	2.8	4.7	5.7	10.3	3.5	3.0	3.4	1.0	0.6	0.8	0.9	2.0	1.6	1.2	1.6	0.2	0.2	0.7	0.8
Grèce	18.9	22.6	16.3	16.3	12.7	8.7	11.8	11.8	11.2	11.3	4.7	6.9	5.4	5.7	7.8	4.3	3.8	5.1	6.1	6.0
Hongrie	..	..	..	..	..	..	..	24.3	21.5	18.7	12.4	1.8	17.1	14.8	10.1	5.9	7.7	7.2	5.3	5.0
Islande	42.0	13.4	16.1	15.6	0.6	-3.7	3.7	4.9	8.1	5.6	9.7	9.0	10.3	5.9	8.0	-0.7	8.8	6.6	7.8	6.9
Irlande	11.9	6.7	1.2	3.1	7.4	4.8	1.4	2.6	2.7	7.1	2.4	4.0	8.7	5.6	3.2	4.6	3.4	3.9	4.6	4.9
Italie	13.4	8.8	8.5	9.0	6.2	5.1	3.6	4.9	4.9	3.2	-0.9	2.6	1.9	3.1	2.5	3.2	3.4	2.8	2.8	2.7
Japon	4.0	3.8	4.7	4.5	0.7	0.5	1.4	1.0	-0.2	1.1	-1.2	-1.6	0.1	-1.2	-2.0	-1.3	-1.3	0.8	1.4	2.2
Corée	15.3	10.0	16.3	16.2	11.8	12.9	12.0	15.0	12.0	4.0	4.4	2.1	3.2	6.6	4.8	7.0	4.4	4.4	5.3	5.6
Luxembourg	..	8.5	3.1	5.6	6.5	5.5	4.1	0.9	1.1	1.8	2.5	4.3	5.3	4.0	3.0	1.5	2.0	3.0	3.2	3.0
Pays-Bas	2.9	0.5	2.9	4.0	4.1	2.7	1.9	0.3	1.6	2.0	3.9	3.2	4.5	4.8	4.4	3.7	3.1	2.2	0.1	1.7
Norvège	8.9	4.6	4.0	6.4	4.4	2.7	3.1	3.2	2.6	2.5	7.6	6.2	4.7	7.2	3.2	3.1	4.5	3.3	4.1	4.4
Pologne	..	..	..	..	..	..	..	..	31.0	20.9	15.0	14.0	10.5	13.4	0.4	-0.7	2.3	2.9	2.8	3.6
Portugal	18.2	13.0	17.4	18.7	16.2	7.2	6.0	6.8	9.0	3.8	4.3	4.0	6.9	5.2	3.8	3.2	3.3	3.3	2.6	2.2
République slovaque	..	..	..	..	..	..	..	-0.2	5.2	15.7	11.6	8.3	15.0	5.5	7.1	4.1	10.9	10.0	7.2	6.5
Espagne	12.9	7.3	10.0	10.3	10.4	8.3	4.0	3.5	5.3	3.1	1.6	1.7	2.8	4.0	3.4	3.4	3.2	2.5	3.2	3.4
Suède	8.6	12.3	9.7	6.3	1.7	6.5	7.2	2.4	6.5	4.5	3.7	0.8	7.6	4.5	2.5	2.4	4.3	4.2	3.5	3.9
Suisse	4.6	4.6	5.4	6.6	4.3	3.0	3.1	2.3	0.3	3.1	0.2	2.1	2.7	3.1	1.4	-0.9	2.2	2.3	2.2	2.1
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Royaume-Uni	9.7	8.9	9.8	7.4	4.9	2.7	3.2	2.7	1.7	4.1	6.8	4.7	6.0	5.1	3.6	5.2	3.6	4.0	5.0	4.7
États-Unis	6.1	3.2	4.6	4.0	6.2	2.0	1.8	2.3	3.0	4.0	5.4	4.5	6.7	2.6	3.3	3.6	4.7	5.2	4.5	5.0
Zone euro	8.6	4.8	6.1	6.6	8.2	5.3	3.3	3.8	1.6	1.4	1.0	1.4	2.4	2.6	2.4	1.9	1.4	1.2	1.6	2.0
Total de l'OCDE	7.2	4.6	5.8	5.5	6.5	3.5	3.0	3.3	3.7	3.8	3.8	3.1	4.7	3.0	2.4	2.6	2.9	3.3	3.3	3.7

Note: Le secteur des entreprises tel que défini par l'OCDE comprend l'ensemble de l'économie à l'exclusion du secteur publique. Voir aussi *Perspectives économiques de l'OCDE:* Sources et méthodes, *(http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods).*

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

© OCDE 2006

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/047071104180*

Annexe : Tableau 12. **Productivité du travail pour l'ensemble de l'économie**

Pourcentages de variation par rapport à l'année précédente

	Average 1978-88	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Australie	1.3	-0.1	-0.2	1.0	3.1	3.6	1.8	-0.2	2.6	3.0	3.4	2.6	0.8	1.1	1.9	1.0	1.3	-0.9	1.0	2.4
Autriche	2.3	2.2	2.5	2.3	1.8	1.3	2.4	2.3	2.2	1.2	2.4	1.9	2.5	0.3	1.2	1.2	2.9	1.7	1.9	1.6
Belgique	2.0	1.9	2.0	1.5	1.7	-0.3	3.7	1.7	0.4	3.2	0.4	1.8	1.7	-0.3	1.6	1.0	1.8	0.6	1.6	1.5
Canada	0.9	0.4	-0.5	-0.4	1.9	1.8	2.7	1.0	0.7	2.1	1.6	2.9	2.7	0.6	0.6	-0.3	1.1	1.5	1.3	1.6
République tchèque	..	..	..	..	..	..	1.3	5.0	4.0	-0.1	0.2	3.5	4.7	2.4	0.5	3.9	5.0	4.5	5.0	4.4
Danemark	0.4	0.8	1.7	1.9	3.1	1.4	3.8	2.1	1.8	2.0	0.7	1.6	3.1	-0.1	0.5	1.9	1.8	2.4	2.3	1.9
Finlande	2.8	4.0	0.2	-0.8	3.1	5.1	5.6	1.5	2.2	2.8	2.9	0.8	2.9	-0.5	1.2	2.5	3.2	1.6	2.4	1.9
France	1.9	2.2	1.9	1.0	2.5	0.5	1.4	1.1	0.7	1.9	1.8	1.1	1.4	0.3	0.6	1.0	2.0	1.2	1.7	1.7
Allemagne	1.0	2.0	2.5	2.3	3.3	0.5	2.8	1.7	1.3	2.0	0.6	0.5	1.5	0.9	0.7	0.8	0.7	1.3	1.5	0.9
Grèce	-0.4	3.4	-1.3	5.6	-0.8	-2.4	0.1	1.2	2.8	4.2	-0.7	3.4	4.6	5.0	3.7	3.2	1.7	2.3	2.3	2.3
Hongrie	..	..	..	..	..	..	..	3.4	1.9	4.3	2.9	1.0	3.5	4.1	3.7	2.1	5.0	4.3	3.7	3.6
Islande	1.3	1.9	1.1	0.0	-3.1	1.9	3.0	-2.7	5.0	5.3	2.3	0.6	2.1	2.1	0.4	2.9	8.7	2.3	1.4	0.7
Irlande	2.8	5.8	3.9	2.2	2.8	1.2	2.4	4.5	4.2	7.8	0.2	4.3	4.2	3.0	4.2	2.5	1.5	0.0	2.1	2.5
Italie	1.8	3.2	1.0	0.7	1.3	2.3	3.4	2.9	0.3	1.5	0.4	1.3	1.9	-0.1	-0.9	-0.5	0.8	0.5	1.1	1.0
Japon	2.6	3.3	3.2	1.4	-0.1	0.0	1.0	1.8	2.1	0.3	-1.1	0.6	3.2	0.9	1.4	2.0	2.1	2.3	2.4	1.9
Corée	5.2	2.5	6.0	6.1	3.9	4.9	5.2	6.1	4.7	2.9	-0.9	7.6	4.0	1.8	4.1	3.2	2.8	2.6	3.9	4.2
Luxembourg	2.6	6.1	1.1	4.3	-0.7	2.4	1.2	-1.2	-0.7	2.6	2.1	3.2	1.7	-3.0	0.4	0.1	1.7	0.8	1.2	1.3
Mexique	..	..	..	..	0.0	-1.6	0.9	-7.6	1.5	0.6	2.2	2.8	4.7	-0.3	-1.6	0.2	0.2	3.7	1.8	1.2
Pays-Bas	0.6	2.1	1.0	0.5	0.1	0.3	2.2	0.7	0.7	0.6	1.7	1.3	1.2	-0.6	-0.4	0.5	3.2	1.5	1.1	1.2
Nouvelle-Zélande	1.6	3.9	-0.6	-0.1	0.4	3.1	1.5	-0.2	0.7	1.5	0.4	2.8	1.7	0.4	1.8	1.1	0.9	-0.5	0.6	1.9
Norvège	1.9	4.1	3.0	4.7	3.6	2.7	3.7	2.1	2.7	2.2	0.2	1.7	2.4	2.3	0.7	1.9	2.8	1.7	0.8	1.3
Pologne	..	..	..	..	..	..	7.0	6.0	5.0	5.6	3.8	8.8	5.8	3.4	4.5	5.1	3.9	0.9	2.0	2.1
Portugal	1.9	4.1	1.7	1.4	0.2	0.0	1.1	4.9	3.1	2.3	2.2	2.5	1.6	0.2	0.1	-0.7	1.0	0.2	0.2	0.6
République slovaque	..	..	..	..	..	..	..	4.0	2.4	5.5	4.6	4.6	3.5	2.7	4.5	2.6	5.2	3.8	4.3	5.0
Espagne	2.3	1.2	0.0	1.4	2.4	1.9	2.9	0.9	1.2	0.1	0.2	0.1	0.0	0.3	0.3	0.4	0.5	0.3	0.5	0.8
Suède	1.6	1.3	0.1	0.4	3.4	3.4	4.7	2.6	2.3	3.8	2.1	2.1	1.9	-0.6	1.8	2.1	3.7	2.2	2.7	2.2
Suisse	0.4	1.8	0.6	-2.6	0.4	0.6	1.7	0.3	0.5	1.9	1.4	0.5	2.5	-0.6	-0.1	-0.1	1.8	1.7	1.4	0.8
Turquie	2.5	-2.2	7.4	-2.9	5.1	13.5	-12.4	4.2	4.0	7.5	0.4	-5.8	9.6	-7.3	8.8	6.8	5.8	6.2	4.3	4.4
Royaume-Uni	1.9	-0.4	0.3	1.3	2.7	3.4	3.6	1.6	1.8	1.3	2.2	1.7	2.8	1.4	1.2	1.6	2.1	0.8	2.0	2.1
États-Unis	1.1	1.1	0.4	0.6	3.3	0.7	1.0	0.2	1.8	2.1	1.9	2.4	1.9	0.9	2.8	2.7	3.1	2.1	2.1	2.1
Zone euro	1.7	2.3	1.6	1.4	2.3	1.1	2.6	1.7	0.8	1.6	0.7	0.7	1.5	0.3	0.3	0.3	0.9	0.5	1.1	1.1
Total de l'OCDE	1.7	1.6	1.4	1.1	2.4	1.3	1.7	1.1	1.7	1.9	1.1	1.8	2.4	0.7	1.7	1.8	2.2	1.7	1.9	1.9

Note: La mise en place des nouveaux systèmes de comptes nationaux SCN93 et SEC95 a progressé à un rythme inégal selon les pays membres de l'OCDE, et ce pour les variables et la période couverte. En conséque plusieurs séries nationales contiennent des ruptures. De plus, certains pays utilisent des indices de prix en chaîne afin de calculer le PIB réel et les composantes des dépenses. Voir le tableau «Systèmes de comptabilité nationale et années de base» au début de l'annexe statistique ainsi que Perspectives économiques de l'OCDE: Sources et méthodes, (http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods).

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

Annexe : Tableau 13. **Taux de chômage : définitions courantes**

	2002 Chômage (milliers)	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Quatrième trimestre 2005	2006	2007
Australie	637	10.4	10.7	9.4	8.3	8.2	8.3	7.8	6.9	6.3	6.8	6.4	6.0	5.6	5.0	4.7	4.7	5.0	4.6	4.8
Autriche	235	4.7	5.4	5.3	5.3	5.6	5.6	5.7	5.2	4.6	4.7	5.4	5.6	5.7	5.9	5.8	5.9	5.9	5.8	6.0
Belgique	341	7.1	8.6	9.8	9.7	9.5	9.2	9.3	8.5	6.9	6.6	7.5	8.2	8.4	8.4	8.0	7.7	8.4	7.9	7.6
Canada	1 266	11.2	11.4	10.4	9.5	9.6	9.1	8.3	7.6	6.8	7.2	7.6	7.6	7.2	6.8	6.4	6.2	6.5	6.4	6.1
République tchèque	374	..	4.4	4.3	4.1	3.9	4.8	6.5	8.8	8.8	8.2	7.3	7.8	8.3	8.0	7.7	7.5	7.8	7.6	7.5
Danemark	132	8.7	9.6	7.6	6.7	6.3	5.2	4.8	5.0	4.3	4.4	4.5	5.3	5.5	4.8	4.2	3.9	4.4	4.1	3.8
Finlande	237	13.0	17.6	17.9	16.7	15.9	12.7	11.4	10.3	9.8	9.2	9.1	9.1	8.9	8.4	7.9	7.7	8.3	7.8	7.6
France	2 452	10.4	11.7	12.1	11.5	12.1	12.1	11.5	10.8	9.4	8.7	9.0	9.8	10.0	9.9	9.5	9.2	9.6	9.3	9.2
Allemagne	3 229	5.7	6.9	7.3	7.1	7.7	8.6	8.1	7.5	6.9	6.9	7.6	8.7	9.2	9.1	8.5	8.1	9.0	8.4	8.0
Grèce	480	8.7	9.7	9.6	9.1	9.8	9.8	11.4	12.3	11.7	11.2	10.9	10.4	11.0	10.4	10.0	9.7	..	..	..
Hongrie	239	..	12.1	11.0	10.4	10.1	8.9	7.9	7.1	6.5	5.8	5.9	5.9	6.2	7.3	7.2	7.1	7.6	7.0	7.2
Islande	5	4.3	5.3	5.3	4.7	3.7	3.9	2.7	2.0	2.3	2.3	3.3	3.4	3.1	2.6	2.1	2.2	2.7	1.9	2.4
Irlande	82	15.5	16.1	15.1	12.5	12.0	10.9	7.6	5.6	4.3	3.9	4.4	4.6	4.4	4.4	4.4	4.4	4.4	4.4	4.3
Italie	2 071	8.8	9.9	10.9	11.3	11.3	11.4	11.5	11.1	10.2	9.2	8.7	8.6	8.1	7.8	7.7	7.6	7.8	7.7	7.5
Japon	3 586	2.2	2.5	2.9	3.1	3.4	3.4	4.1	4.7	4.7	5.0	5.4	5.3	4.7	4.4	4.0	3.5	4.5	3.8	3.3
Corée	752	2.5	2.9	2.5	2.1	2.0	2.6	7.0	6.6	4.4	4.0	3.3	3.6	3.7	3.7	3.6	3.5	3.6	3.7	3.4
Luxembourg	6	1.6	2.1	2.7	3.0	3.3	3.6	3.1	2.9	2.6	2.5	2.9	3.7	4.2	4.6	5.1	5.2	4.8	4.9	5.3
Mexique[1]	958	3.1	3.2	3.5	5.8	4.3	3.4	2.9	2.1	2.2	2.1	2.4	2.5	3.0	3.5	3.3	3.3	3.5	3.3	3.3
Pays-Bas	252	4.9	6.0	6.9	6.5	6.0	5.1	4.0	3.3	2.8	2.4	2.9	4.1	4.9	5.0	4.1	3.4	4.9	3.6	3.4
Nouvelle-Zélande	104	10.3	9.5	8.1	6.2	6.1	6.6	7.5	6.8	5.9	5.3	5.2	4.6	3.9	3.7	4.3	4.9	3.6	4.6	5.1
Norvège	93	5.9	6.0	5.4	4.9	4.8	4.0	3.2	3.2	3.4	3.5	3.9	4.5	4.5	4.6	4.0	3.8	4.5	3.8	3.8
Pologne	3 431	..	14.0	14.4	13.3	12.3	11.2	10.6	14.0	16.1	18.2	19.9	19.6	19.0	17.7	16.8	15.7	..	..	..
Portugal	270	4.1	5.5	6.8	7.2	7.3	6.7	5.0	4.4	4.0	4.0	5.0	6.3	6.7	7.7	7.9	7.7	8.0	7.9	7.6
République slovaque	487	..	..	13.7	13.1	11.3	11.9	12.6	16.4	18.8	19.3	18.6	17.5	18.1	16.2	15.4	14.7	15.6	15.2	14.3
Espagne[2]	2 078	13.5	17.2	19.1	18.7	17.5	16.3	14.6	12.2	10.8	10.1	11.0	11.0	10.5	9.2	8.7	8.6	8.7	8.7	8.6
Suède	176	5.3	8.2	8.0	7.7	8.0	8.0	6.5	5.6	4.7	4.0	4.0	4.9	5.5	5.8	4.8	4.2	5.7	4.3	4.1
Suisse	134	2.9	3.8	3.7	3.3	3.8	4.0	3.4	2.9	2.5	2.5	3.1	4.1	4.2	4.3	3.9	3.5	..	..	..
Turquie[3]	2 464	8.3	8.7	8.4	7.5	6.5	6.7	6.7	7.5	6.3	8.2	10.1	10.3	10.1	10.0	10.2	10.4	..	..	..
Royaume-Uni	1 525	10.0	10.4	9.5	8.6	8.1	7.0	6.2	6.0	5.5	5.1	5.2	5.0	4.7	4.8	5.3	5.2	5.1	5.3	5.2
États-Unis	8 377	7.5	6.9	6.1	5.6	5.4	4.9	4.5	4.2	4.0	4.8	5.8	6.0	5.5	5.1	4.7	4.7	5.0	4.7	4.8
Zone euro	11 733	8.3	9.8	10.5	10.3	10.5	10.4	9.9	9.1	8.1	7.7	8.2	8.7	8.9	8.6	8.2	7.9	8.4	8.2	7.8
Total de l'OCDE	36 473	6.8	7.4	7.3	7.1	6.9	6.6	6.5	6.3	5.9	6.1	6.7	6.9	6.7	6.5	6.2	6.0	6.4	6.1	5.9

Note: Les données sur le marché du travail sont sujettes à des différences de définitions entre pays et comportent de nombreuses ruptures, ces dernières étant en général relativement mineures. Plus de détails sur les sources et définitions, la couverture et les ruptures de séries, voir *Perspectives économiques de l'OCDE* : Sources et méthodes, *(http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods)*.

1. Données établies sur la base de l'enquête nationale sur l'emploi; non comparables avec celles des numéros antérieurs; voir Perspectives économiques de l'OCDE: Sources et méthodes.
2. Les données espagnoles du chômage ont été revisées depuis 1976 sur la base de la méthodologie de l'EPA utilisée à partir de 2002. Les révisions ont été faites par l'OCDE, sur la base d'informations fournies par l'INE en Espagne.
3. Les données contiennent d'importantes révisions pour la Turquie; voir Perspectives économiques de l'OCDE: Sources et méthodes.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/663664165255*

© OCDE 2006

Annexe : Tableau 14. **Taux de chômage standardisés**

En pourcentage de la population active civile

	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Australie	7.9	7.0	6.0	6.7	9.3	10.5	10.6	9.5	8.2	8.2	8.3	7.7	6.9	6.3	6.8	6.4	6.1	5.5	5.1
Autriche	..	..	..	..	..	..	4.0	3.8	3.9	4.3	4.4	4.5	3.9	3.6	3.6	4.2	4.3	4.9	5.2
Belgique	9.8	8.8	7.4	6.6	6.4	7.1	8.6	9.8	9.7	9.5	9.2	9.3	8.5	6.9	6.6	7.5	8.2	8.4	8.4
Canada	8.8	7.8	7.5	8.1	10.3	11.2	11.4	10.4	9.5	9.6	9.1	8.3	7.6	6.8	7.2	7.7	7.6	7.2	6.8
République tchèque	..	..	..	..	..	..	4.4	4.3	4.1	3.9	4.8	6.4	8.6	8.7	8.0	7.3	7.8	8.3	7.9
Danemark	5.0	5.7	6.8	7.2	7.9	8.6	9.6	7.7	6.8	6.3	5.2	4.9	5.1	4.3	4.5	4.6	5.4	5.5	4.8
Finlande	4.9	4.1	3.1	3.2	6.6	11.7	16.4	16.8	15.2	14.6	12.7	11.3	10.2	9.7	9.1	9.1	9.0	8.9	8.4
France	9.9	9.4	8.9	8.5	9.0	9.9	11.1	11.7	11.1	11.6	11.5	11.1	10.5	9.1	8.4	8.9	9.5	9.6	9.5
Allemagne[1]	6.3	6.2	5.6	4.8	4.2	6.4	7.7	8.3	8.0	8.5	9.2	8.8	7.9	7.2	7.4	8.2	9.1	9.5	9.5
Grèce	6.6	6.9	6.7	6.3	6.9	7.8	8.6	8.9	9.1	9.7	9.6	11.1	12.0	11.3	10.8	10.3	9.7	10.5	9.8
Hongrie	..	..	..	..	..	9.9	12.1	11.0	10.4	9.6	9.0	8.4	6.9	6.4	5.7	5.8	5.9	6.1	7.2
Irlande	16.6	16.2	14.7	13.4	14.7	15.4	15.6	14.3	12.3	11.7	9.9	7.5	5.7	4.3	4.0	4.5	4.7	4.5	4.3
Italie	9.6	9.7	9.7	8.9	8.5	8.8	9.8	10.6	11.2	11.2	11.2	11.3	11.0	10.1	9.1	8.6	8.4	8.0	7.7
Japon	2.8	2.5	2.3	2.1	2.1	2.2	2.5	2.9	3.1	3.4	3.4	4.1	4.7	4.7	5.0	5.4	5.3	4.7	4.4
Corée	..	..	2.6	2.4	2.4	2.5	2.9	2.5	2.1	2.0	2.6	7.0	6.6	4.4	4.0	3.3	3.6	3.7	3.7
Luxembourg	2.5	2.0	1.8	1.6	1.6	2.1	2.6	3.2	2.9	2.9	2.7	2.7	2.4	2.3	2.1	2.8	3.7	5.1	4.5
Pays-Bas	7.7	7.2	6.6	5.9	5.5	5.3	6.2	6.8	6.6	6.0	4.9	3.8	3.2	2.8	2.2	2.8	3.7	4.6	4.7
Nouvelle-Zélande	4.1	5.6	7.1	7.8	10.3	10.4	9.5	8.1	6.3	6.1	6.6	7.4	6.8	6.0	5.3	5.2	4.6	3.9	3.7
Norvège	2.1	3.2	5.4	5.8	6.0	6.5	6.6	6.0	5.4	4.8	4.0	3.2	3.2	3.4	3.6	3.9	4.5	4.4	4.6
Pologne	..	..	..	..	..	..	14.0	14.4	13.3	12.3	10.9	10.2	13.4	16.1	18.2	19.9	19.6	19.0	17.7
Portugal	7.2	5.8	5.2	4.8	4.2	4.3	5.6	6.9	7.3	7.3	6.8	5.1	4.5	4.0	4.0	5.0	6.2	6.7	7.6
République slovaque	..	..	..	..	..	..	..	13.7	13.1	11.3	11.9	12.6	16.3	18.8	19.3	18.7	17.6	18.2	16.3
Espagne	16.8	15.8	13.9	13.0	13.0	14.7	18.3	19.5	18.4	17.8	16.7	15.0	12.5	11.1	10.3	11.1	11.1	10.6	9.2
Suède	2.2	1.8	1.5	1.7	3.1	5.6	9.0	9.4	8.8	9.6	9.9	8.2	6.7	5.6	4.9	4.9	5.6	6.4	..
Suisse	..	..	..	..	1.9	3.0	3.9	3.9	3.5	3.9	4.2	3.6	3.0	2.7	2.6	3.2	4.2	4.4	4.5
Royaume-Uni	10.3	8.5	7.1	6.9	8.6	9.7	10.2	9.3	8.5	7.9	6.8	6.1	5.9	5.4	5.0	5.1	4.9	4.7	4.7
États-Unis	6.2	5.5	5.3	5.6	6.8	7.5	6.9	6.1	5.6	5.4	4.9	4.5	4.2	4.0	4.7	5.8	6.0	5.5	5.1
Zone euro	..	..	..	..	7.9	8.6	10.1	10.7	10.5	10.7	10.6	10.1	9.2	8.2	7.9	8.3	8.7	8.9	8.6
Total de l'OCDE	..	6.7	6.2	6.1	6.8	7.4	7.8	7.7	7.3	7.2	6.9	6.9	6.7	6.2	6.4	6.9	7.1	6.9	6.6

Note : Dans toute la mesure du possible, les données ont été ajustées pour en assurer la comparabilité dans le temps et pour être conformes aux directives du Bureau international du travail. Toutes les séries présentées sont alignées sur les estimations basées sur les enquêtes de la population active. Dans les pays effectuant des enquêtes annuelles, les estimations mensuelles sont obtenues par interpolation/extrapolation et incluent les tendances de données administratives lorsque celles-ci sont disponibles. Les données annuelles sont donc calculées en faisant la moyenne des estimations mensuelles (à la fois pour les chômeurs et pour la population active). Pour les pays effectuant des enquêtes mensuelles ou trimestrielles, les estimations annuelles sont obtenues par la moyenne des estimations mensuelles ou trimestrielles respectivement. Pour plusieurs pays, la procédure d'ajustement utilisée est celle du *Bureau of Labor Statistics* du *Department of Labor* des États-Unis. Pour les pays de l'Union européenne les procédures sont identiques à celles utilisées pour calculer les taux de chômage comparable de l'Office statistique des Communautés européennes. De légères différences peuvent apparaître dues principalement aux divers méthodes de calcul et aux facteurs d'ajustement utilisés, et au fait que les estimations de l'Union européenne sont basées sur la population active civile. Voir les notes techniques dans la publication de l'OCDE Les statistiques trimestrielles de la population active.

1. Avant 1993, les données se réfèrent à l'Allemagne occidentale.

Source: OCDE, Principaux indicateurs économiques.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/848120365362*

Annexe : Tableau 15. **Population active, emploi et chômage**

Millions

	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Population active																			
Sept principaux pays	308.0	312.3	322.9	324.8	325.8	328.3	330.0	332.8	336.9	339.6	342.6	347.1	349.1	350.9	353.5	355.2	357.7	359.9	362.0
Total des petits pays[1]	132.4	134.6	138.1	140.1	167.4	173.5	176.5	178.9	182.0	184.4	186.4	188.2	190.4	193.3	194.7	198.9	200.9	204.1	207.3
Zone euro	120.9	122.4	131.9	131.8	131.6	132.4	132.9	133.9	135.2	137.1	138.7	140.7	142.3	143.9	145.3	146.9	147.8	148.8	149.9
Total de l'OCDE[1]	440.4	446.9	461.1	464.8	493.2	501.8	506.5	511.7	518.9	524.0	529.0	535.3	539.5	544.2	548.2	554.1	558.6	564.0	569.3
Emploi																			
Sept principaux pays	290.7	294.9	302.6	302.4	302.7	305.7	308.3	310.9	315.4	318.6	322.1	327.7	328.8	328.4	330.0	332.6	336.1	339.3	341.9
Total des petits pays[1]	97.5	99.4	130.0	131.0	153.8	159.2	162.2	165.5	169.2	171.3	173.3	176.0	177.5	179.4	180.3	184.1	186.3	189.9	193.2
Zone euro	111.1	113.3	122.0	120.9	118.7	118.5	119.2	119.9	121.1	123.5	126.1	129.3	131.3	132.1	132.6	133.9	135.1	136.6	138.0
Total de l'OCDE[1]	388.2	394.4	432.6	433.4	456.6	464.9	470.5	476.4	484.6	489.9	495.4	503.7	506.4	507.8	510.3	516.7	522.4	529.2	535.1
Chômage																			
Sept principaux pays	17.4	17.3	20.3	22.4	23.1	22.5	21.6	22.0	21.6	21.0	20.5	19.3	20.3	22.5	23.5	22.6	21.6	20.6	20.1
Total des petits pays[1]	6.8	6.6	8.2	9.0	13.5	14.3	14.4	13.4	12.8	13.1	13.1	12.2	12.9	14.0	14.4	14.8	14.6	14.2	14.1
Zone euro	9.9	9.2	9.9	10.9	12.9	13.9	13.7	14.0	14.1	13.5	12.6	11.5	11.0	11.7	12.7	13.0	12.7	12.2	11.9
Total de l'OCDE[1]	24.1	24.0	28.5	31.4	36.6	36.8	36.0	35.3	34.4	34.1	33.5	31.6	33.1	36.5	37.9	37.3	36.3	34.8	34.1

1. Les données agrégées contiennent le Mexique à partir de 1987. Le champ limité de l'enquête nationale sur l'emploi urbain mexicain introduit une distorsion éventuelle dans les agrégats à partir de cette date.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 78.

© OCDE 2006

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/778237368804*

Annexe : Tableau 16. **Indices implicites de prix du PIB**

Pourcentages de variation par rapport à l'année précédente

	Moyenne 1981-91	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Quatrième trimestre 2005	2006	2007
Australie	6.9	1.3	1.2	0.9	1.5	2.2	1.5	0.2	0.6	4.1	3.7	2.9	3.0	3.5	4.5	4.2	2.8	4.9	3.2	2.8
Autriche	3.3	3.5	2.7	2.5	2.0	0.9	0.0	0.2	0.6	1.7	1.8	1.2	1.4	1.9	2.1	1.7	1.8	1.9	1.2	2.5
Belgique	4.0	3.4	4.0	2.1	1.2	0.6	1.2	1.8	0.7	1.7	1.8	1.8	1.7	2.3	2.2	1.7	1.8	2.2	1.8	1.8
Canada	4.3	1.3	1.4	1.1	2.3	1.6	1.2	-0.4	1.7	4.1	1.1	1.0	3.3	3.1	3.1	3.1	1.9	4.0	1.6	2.1
République tchèque	..	..	..	11.0	10.2	8.7	8.3	11.2	2.8	1.4	4.9	2.8	2.6	3.4	0.0	1.3	3.4	-0.8	2.5	3.9
Danemark	5.3	1.7	0.7	1.5	1.3	2.0	2.0	1.2	1.7	3.0	2.5	2.3	1.9	2.2	2.6	2.0	2.9	1.1	2.9	3.2
Finlande	6.2	1.8	2.3	1.8	4.7	-0.3	2.2	3.5	-0.3	3.0	3.3	1.0	-0.3	0.3	1.6	0.5	0.9	1.6	0.7	1.0
France	5.5	1.7	1.6	2.0	1.5	1.7	1.0	1.1	-0.1	1.5	1.8	2.2	1.4	1.6	1.3	1.6	1.6	1.3	1.7	1.6
Allemagne	2.8	5.0	3.7	2.4	1.9	0.5	0.3	0.6	0.3	-0.7	1.2	1.5	1.0	0.8	0.5	0.5	1.5	0.5	0.6	1.6
Grèce	19.4	14.8	14.4	11.2	9.8	7.4	6.8	5.2	3.0	3.4	3.5	4.0	3.5	3.6	3.4	3.5	3.4	2.9	1.9	3.9
Hongrie	..	..	..	19.5	25.6	21.2	18.5	12.6	8.4	9.9	8.1	8.7	6.6	4.8	2.5	1.5	2.8	2.7	0.9	3.8
Islande	28.7	3.1	1.5	2.3	2.7	2.2	2.6	4.2	3.2	3.6	8.6	5.6	0.5	2.3	2.9	4.2	4.3	3.4	4.6	3.8
Irlande	5.5	2.8	5.2	1.7	3.0	2.2	3.6	7.1	4.0	5.5	5.7	5.0	2.1	2.2	3.1	3.2	3.4	3.8	2.9	3.3
Italie	9.4	4.4	3.9	3.6	5.0	5.2	2.5	2.6	1.3	2.0	3.0	3.4	3.1	2.9	2.1	1.4	2.2	3.0	0.0	3.0
Japon	2.0	1.6	0.5	-0.6	-0.5	-0.7	0.5	-0.1	-1.3	-1.7	-1.2	-1.6	-1.6	-1.2	-1.3	-0.6	0.5	-1.7	0.1	0.6
Corée	6.9	7.6	6.3	7.8	7.4	5.1	4.6	5.8	-0.1	0.7	3.5	2.8	2.7	2.7	-0.4	1.0	1.0	-0.6	1.6	0.2
Luxembourg	3.6	3.7	6.0	3.5	2.3	2.6	-1.9	-0.4	5.3	2.0	0.1	2.7	4.8	1.0	4.2	4.1	1.9	..	..	..
Mexique	62.2	14.5	9.5	8.5	37.9	30.7	17.7	15.4	15.1	12.1	5.9	7.0	8.6	7.4	5.4	5.4	3.1	5.3	3.2	3.1
Pays-Bas	1.7	2.3	1.9	2.3	2.0	1.2	2.0	1.7	1.6	3.9	5.2	3.8	2.5	0.9	1.6	1.7	1.3	1.6	1.8	1.2
Nouvelle-Zélande	8.4	1.3	2.8	1.1	2.3	2.5	0.5	0.9	0.3	2.5	4.2	0.8	1.7	3.7	2.5	1.9	2.3	1.9	2.4	1.8
Norvège	5.1	-0.6	2.3	-0.1	2.9	4.1	2.9	-0.7	6.6	15.9	1.1	-1.6	2.6	5.6	8.5	8.2	3.4	8.7	6.6	3.2
Pologne	..	..	..	37.2	28.0	17.9	13.9	11.1	6.1	7.3	3.5	2.2	0.4	4.0	2.8	1.5	1.8	..	..	..
Portugal	16.6	11.4	7.4	7.3	3.4	2.6	3.8	3.7	3.3	3.0	3.7	3.9	2.7	2.8	2.7	2.8	1.8	2.8	1.8	1.8
République slovaque	..	..	..	13.4	9.9	4.3	6.7	5.2	6.5	8.5	4.2	4.0	4.7	4.6	2.5	2.1	2.2	1.8	2.4	2.0
Espagne	8.9	6.7	4.5	3.9	4.9	3.5	2.4	2.5	2.6	3.5	4.2	4.4	4.0	4.1	4.4	3.7	3.6	4.4	3.4	3.7
Suède	7.6	1.0	2.8	2.8	3.4	1.0	1.6	0.7	1.1	1.3	2.0	1.6	1.9	1.3	1.2	1.6	1.9	1.8	1.6	2.6
Suisse	3.7	2.2	2.4	1.5	0.8	-0.1	-0.1	-0.3	0.6	0.8	0.6	1.6	1.2	0.5	0.6	0.8	1.3	..	..	..
Turquie	47.8	63.7	67.8	106.5	87.2	77.8	81.5	75.7	55.6	49.9	54.8	44.1	22.5	9.9	5.4	5.1	3.8	..	..	..
Royaume-Uni	6.0	3.9	2.6	1.6	2.6	3.5	2.9	2.8	2.1	1.2	2.3	3.1	2.9	2.1	2.0	2.1	1.6	1.7	1.7	1.6
États-Unis	3.6	2.3	2.3	2.1	2.0	1.9	1.7	1.1	1.4	2.2	2.4	1.7	2.0	2.6	2.8	3.0	2.3	3.1	2.6	2.3
Zone euro	5.7	4.2	3.5	2.8	2.7	2.0	1.4	1.6	0.9	1.4	2.4	2.6	2.0	1.9	1.7	1.6	2.0	1.9	1.3	2.2
Total de l'OCDE	7.2	4.4	3.9	4.7	5.3	4.4	3.8	3.2	2.4	2.8	3.0	2.6	2.3	2.3	2.0	2.2	2.0	2.0	1.9	2.0

Note: La mise en place des nouveaux systèmes de comptes nationaux SCN93 et SEC95 a progressé à un rythme inégal selon les pays membres de l'OCDE, et ce pour les variables et la période couverte. En conséquence, plusieurs séries nationales contiennent des ruptures. De plus, certains pays utilisent des indices de prix en chaîne afin de calculer le PIB réel et les composantes des dépenses. Voir le tableau «Systèmes de comptabilité nationale et années de base» au début de l'annexe statistique ainsi que *Perspectives économiques de l'OCDE* : Sources et méthodes, *(http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods).*

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/663682444620*

Annexe : Tableau 17. **Indices implicites de prix de la consommation privée**

Pourcentages de variation par rapport à l'année précédente

	Moyenne 1981-91	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Quatrième trimestre 2005	2006	2007
Australie	7.3	2.3	2.2	0.9	2.2	2.1	1.6	1.4	0.8	2.9	3.6	2.7	1.9	1.3	1.7	2.5	2.5	1.9	2.6	2.4
Autriche	3.2	3.8	3.4	2.7	2.1	1.9	1.4	0.4	0.8	2.7	1.6	1.0	1.5	1.7	1.9	2.1	1.8	1.9	2.2	1.6
Belgique	4.1	2.4	3.2	2.8	2.1	1.0	1.5	1.3	0.2	3.6	2.3	1.3	1.6	2.5	2.8	2.2	1.9	2.6	2.3	1.7
Canada	5.1	1.7	2.3	1.1	1.3	1.6	1.6	1.2	1.7	2.2	1.8	2.0	1.6	1.4	1.6	1.2	1.6	1.5	1.1	1.9
République tchèque	..	..	..	10.7	9.2	7.4	8.6	8.7	2.6	3.0	3.5	0.7	1.8	2.2	1.0	2.9	3.7	1.5	2.9	4.0
Danemark	4.9	1.1	1.1	2.7	1.8	1.6	2.0	1.4	1.9	2.7	2.3	1.7	2.0	1.7	2.0	2.0	2.6	2.2	2.1	2.9
Finlande	5.7	3.8	4.5	0.8	0.7	1.2	2.0	2.1	1.4	3.4	3.6	2.7	0.2	0.2	1.1	1.4	1.7	0.6	2.4	1.3
France	5.5	2.4	2.0	1.7	1.2	1.9	1.0	0.5	-0.3	2.4	1.7	1.0	1.1	1.5	1.2	1.2	1.2	1.1	1.2	1.2
Allemagne	2.3	4.1	3.4	2.5	1.3	0.9	1.4	0.5	0.3	0.9	1.7	1.2	1.5	1.4	1.3	1.4	2.1	1.8	0.9	2.0
Grèce	18.7	15.7	14.1	11.0	9.0	8.2	5.6	4.5	2.3	3.1	3.5	3.7	3.4	2.9	3.7	3.4	3.1	..	..	..
Hongrie	..	..	..	19.7	27.0	22.9	18.0	13.6	10.2	9.1	7.9	3.0	4.3	4.5	5.4	2.3	2.9	6.2	0.1	4.5
Islande	29.1	3.4	3.6	1.6	2.1	2.6	0.9	1.4	2.8	5.0	7.7	4.8	1.1	2.9	1.9	4.0	4.2	1.7	5.0	3.4
Irlande	5.5	3.0	2.2	2.7	2.8	2.5	2.5	4.4	3.4	5.2	0.4	3.0	3.2	1.3	2.0	2.6	3.0	2.5	2.9	2.9
Italie	8.9	5.1	5.4	5.1	6.0	4.1	2.3	1.8	1.8	3.4	2.6	2.9	2.8	2.6	2.3	2.4	2.2	2.5	2.4	2.0
Japon	2.0	1.6	1.0	-1.5	-0.2	0.0	1.3	0.1	-0.6	-1.1	-1.1	-1.4	-0.9	-0.7	-0.8	-0.1	0.7	-0.9	0.4	0.7
Corée	5.5	8.5	7.0	9.6	6.6	6.2	6.0	6.7	3.3	4.8	4.8	2.8	3.4	3.5	2.5	2.6	3.2	2.2	2.8	3.1
Luxembourg	4.3	4.2	4.0	2.6	2.0	1.8	1.4	1.7	2.5	4.0	2.0	0.7	2.2	2.4	2.8	3.0	2.0	..	..	..
Mexique	63.5	15.4	10.1	7.6	34.0	30.7	16.5	20.5	14.0	10.4	7.2	5.3	7.1	6.5	3.3	3.4	3.3	2.2	3.5	3.2
Pays-Bas	2.1	3.2	2.1	2.9	1.4	1.9	2.0	1.7	1.8	3.3	4.6	3.0	2.2	1.1	1.7	-0.2	1.3	2.1	-0.6	1.3
Nouvelle-Zélande	9.2	1.0	1.1	1.3	2.4	2.3	1.8	2.0	0.5	2.3	2.3	1.8	0.4	1.0	1.5	3.0	2.8	1.7	3.6	2.3
Norvège	6.5	2.5	2.4	1.2	2.4	1.4	2.3	2.5	2.0	3.0	2.3	1.4	2.8	0.9	1.2	2.3	2.6	1.4	1.9	3.0
Pologne	..	..	..	37.9	27.2	18.7	14.6	10.6	6.1	10.0	3.8	3.3	0.4	3.1	2.0	1.2	1.7	..	..	..
Portugal	16.4	9.2	6.9	5.6	4.3	2.9	2.9	2.3	2.2	3.4	3.4	3.0	2.8	2.6	2.6	2.6	2.0	2.8	1.9	2.0
République slovaque	..	..	..	13.4	9.2	5.0	6.0	5.8	8.6	10.8	5.9	2.5	7.7	6.9	3.2	2.9	2.2	3.0	2.4	2.0
Espagne	8.4	6.6	5.3	4.9	4.8	3.2	2.7	1.9	2.3	3.7	3.4	2.9	2.8	3.4	3.5	3.4	2.9	3.8	3.3	2.8
Suède	7.9	2.1	5.9	2.8	3.0	1.0	1.6	0.6	1.4	1.2	2.1	1.7	1.8	1.3	1.0	1.7	2.3	1.5	1.6	2.7
Suisse	3.4	3.8	3.1	0.5	1.6	0.6	0.7	-0.4	0.3	0.6	0.4	1.7	0.6	1.1	1.7	1.4	1.2	..	..	..
Turquie	48.6	65.6	65.9	108.9	92.4	67.8	82.1	83.0	59.0	50.0	58.8	40.6	21.8	7.9	6.1	3.6	3.6	..	..	..
Royaume-Uni	5.9	4.7	3.4	2.1	3.4	3.3	2.5	2.6	1.7	1.1	2.3	1.5	2.0	1.4	2.0	2.2	2.1	2.0	2.4	2.0
États-Unis	3.9	2.9	2.3	2.1	2.1	2.2	1.7	0.9	1.7	2.5	2.1	1.4	1.9	2.6	2.8	2.9	2.2	3.0	2.6	2.0
Zone euro	5.6	4.4	3.9	3.2	2.6	2.1	1.8	1.1	0.9	2.4	2.3	1.9	1.9	1.9	1.9	1.9	2.0	2.1	1.6	1.9
Total de l'OCDE	7.3	4.9	4.2	4.8	5.3	4.4	4.0	3.4	2.7	3.2	3.1	2.1	2.1	2.1	2.0	2.1	2.0	2.0	2.0	1.9

Note: La mise en place des nouveaux systèmes de comptes nationaux SCN93 et SEC95 a progressé à un rythme inégal selon les pays membres de l'OCDE, et ce pour les variables et la période couverte. En conséquence, plusieurs séries nationales contiennent des ruptures. De plus, certains pays utilisent des indices de prix en chaîne afin de calculer le PIB réel et les composantes des dépenses. Voir le tableau «Systèmes de comptabilité nationale et années de base» au début de l'annexe statistique ainsi que *Perspectives économiques de l'OCDE* : Sources et méthodes, *(http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods).*

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/465488675277*

© OCDE 2006

Annexe : Tableau 18. **Prix à la consommation**

Pourcentages de variation par rapport à l'année précédente

	Moyenne 1981-91	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Quatrième trimestre 2005	2006	2007
Australie	7.5	1.0	1.8	1.9	4.6	2.6	0.3	0.9	1.5	4.5	4.4	3.0	2.8	2.3	2.7	3.0	2.6	2.8	2.9	2.6
Autriche	..	3.4	3.2	2.7	1.6	1.8	1.2	0.8	0.5	2.0	2.3	1.7	1.3	2.0	2.1	1.8	1.7	1.7	1.8	1.4
Belgique	..	2.2	2.5	2.4	1.3	1.8	1.5	0.9	1.1	2.7	2.4	1.6	1.5	1.9	2.5	2.2	1.9	2.6	1.9	1.7
Canada	5.3	1.5	1.9	0.2	2.2	1.6	1.6	1.0	1.7	2.7	2.5	2.2	2.8	1.8	2.2	2.0	2.3	2.3	2.0	2.5
République tchèque	..	..	..	10.0	9.1	8.8	8.5	10.7	2.1	3.9	4.7	2.0	-0.1	2.8	1.9	2.9	3.7	2.4	2.9	4.0
Danemark	5.0	2.1	1.3	2.0	2.1	2.1	2.2	1.8	2.5	2.9	2.4	2.4	2.1	1.2	1.8	1.7	2.6	2.1	2.0	2.9
Finlande	..	3.2	3.3	1.6	0.4	1.1	1.2	1.3	1.3	2.9	2.7	2.0	1.3	0.1	0.8	1.0	1.4	0.9	1.2	1.5
France	..	2.5	2.2	1.7	1.8	2.1	1.3	0.7	0.6	1.8	1.8	1.9	2.2	2.3	1.9	1.7	1.4	1.6	1.4	1.3
Allemagne	..	..	..	..	..	1.2	1.5	0.6	0.6	1.4	1.9	1.4	1.0	1.8	1.9	1.6	2.1	2.2	0.8	1.6
Grèce	..	..	..	..	..	7.9	5.4	4.5	2.1	2.9	3.7	3.9	3.4	3.0	3.5	3.3	3.0	..	..	..
Hongrie	..	..	..	18.9	28.3	23.5	18.3	14.2	10.0	9.8	9.1	5.2	4.7	6.7	3.6	2.1	2.9	3.3	2.6	2.9
Islande[1]	29.2	3.9	4.0	1.6	1.7	2.3	1.8	1.7	3.2	5.1	6.4	5.2	2.1	3.2	4.0	5.6	5.3	4.3	6.1	4.2
Irlande	..	..	..	..	..	2.2	1.3	2.1	2.5	5.3	4.0	4.7	4.0	2.3	2.2	2.5	3.0	2.7	2.4	3.2
Italie	..	5.0	4.5	4.2	5.4	4.0	1.9	2.0	1.7	2.6	2.3	2.6	2.8	2.3	2.2	2.4	2.1	2.2	2.3	1.9
Japon	1.9	1.7	1.3	0.7	-0.1	0.0	1.7	0.7	-0.3	-0.8	-0.8	-0.9	-0.3	0.0	-0.3	0.7	0.8	-0.6	1.0	0.9
Corée	5.2	6.2	4.8	6.3	4.5	4.9	4.4	7.5	0.8	2.3	4.1	2.8	3.5	3.6	2.8	2.5	3.2	2.5	2.8	3.1
Luxembourg	..	..	..	..	..	1.2	1.4	1.0	1.0	3.8	2.4	2.1	2.5	3.2	3.8	3.5	2.8	..	..	..
Mexique	64.4	15.5	9.8	7.0	35.0	34.4	20.6	15.9	16.6	9.5	6.4	5.0	4.5	4.7	4.0	3.7	3.0	3.1	3.4	3.2
Pays-Bas	..	2.8	1.6	2.1	1.4	1.4	1.9	1.8	2.0	2.3	5.1	3.9	2.2	1.4	1.5	1.7	1.8	1.8	1.3	1.7
Nouvelle-Zélande	9.4	1.0	1.3	1.7	3.8	2.3	1.2	1.3	-0.1	2.6	2.6	2.7	1.8	2.3	3.0	3.5	2.9	3.2	3.5	2.4
Norvège	6.6	2.3	2.3	1.4	2.4	1.2	2.6	2.3	2.3	3.1	3.0	1.3	2.5	0.5	1.5	2.2	2.6	1.8	2.4	2.6
Pologne	..	..	..	33.0	28.0	19.8	14.9	11.6	7.2	9.9	5.4	1.9	0.7	3.4	2.2	1.0	1.7	..	..	..
Portugal	..	8.9	5.9	5.0	4.0	2.9	1.9	2.2	2.2	2.8	4.4	3.7	3.3	2.5	2.1	2.7	2.1	2.7	1.9	2.0
République slovaque	..	..	..	13.4	9.8	5.8	6.1	6.7	10.6	12.0	7.3	3.1	8.6	7.5	2.7	3.6	2.2	3.4	2.3	2.0
Espagne	..	..	4.9	4.6	4.6	3.6	1.9	1.8	2.2	3.5	2.8	3.6	3.1	3.1	3.4	3.6	2.7	3.5	3.2	2.7
Suède	7.3	2.4	4.7	2.2	2.5	0.5	0.7	-0.3	0.5	0.9	2.4	2.2	1.9	0.4	0.5	1.0	2.1	0.7	1.4	2.4
Suisse	3.3	4.0	3.3	0.9	1.8	0.8	0.5	0.0	0.8	1.6	1.0	0.6	0.6	0.8	1.2	1.1	0.8	..	..	..
Turquie[2]	47.9	70.1	66.1	105.2	89.1	80.4	85.7	84.6	64.9	54.9	54.4	45.0	25.3	8.6	8.2	8.1	5.3	..	..	..
Royaume-Uni[3]	..	4.2	2.5	2.0	2.7	2.5	1.8	1.6	1.3	0.8	1.2	1.3	1.4	1.3	2.0	2.2	1.7	2.1	2.2	1.6
États-Unis[4]	4.1	3.0	3.0	2.6	2.8	2.9	2.3	1.5	2.2	3.4	2.8	1.6	2.3	2.7	3.4	3.3	2.4	3.7	2.8	2.2
Zone euro	..	..	..	..	..	2.3	1.7	1.2	1.1	2.1	2.4	2.3	2.1	2.2	2.2	2.1	2.0	2.3	1.8	1.9

Note : Indice des prix à la consommation. Pour les pays de la zone euro, pour le total de cette zone ainsi que pour le Royaume-Uni, l'indice des prix à la consommation harmonisé a été utilisé (IPCH).

1. Loyers exclus, à l'exception des loyers implicites.
2. Jusqu'en 1981 : indice Istanbul (154 articles) ; depuis 1982, indice Turquie.
3. Connu sous le nom de CPI au Royaume-Uni.
4. La méthodologie pour le calcul de l'indice des prix à la consommation ayant considérablement changé au cours des dernières années, l'inflation mesurée s'en trouve substantiellement abaissée.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/263780156255*

Annexe : Tableau 19. **Marché du pétrole et autres matières premières**

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Situation du marché du pétrole[1] (en millions de barils par jour)																		
Demande																		
OCDE[2]	41.4	41.8	42.9	43.2	44.4	44.8	45.9	46.7	46.9	47.8	47.9	47.9	48.0	48.9	49.5	49.7	49.9	..
dont: Canada et États-Unis	20.7	20.5	20.8	21.1	21.7	21.6	22.2	22.7	23.1	23.8	24.1	24.0	24.1	24.6	25.3	25.4	25.6	..
Europe[3]	13.6	14.0	14.2	14.2	14.3	14.6	14.9	15.0	15.3	15.2	15.1	15.3	15.2	15.5	15.6	15.6	15.6	..
Pacifique	7.1	7.4	7.9	7.9	8.4	8.6	8.8	9.0	8.5	8.8	8.7	8.7	8.6	8.8	8.5	8.6	8.6	..
Non-OCDE[4]	24.8	25.2	24.7	24.8	24.3	25.2	26.0	27.0	27.5	28.2	28.7	29.4	29.9	30.9	33.1	34.0	35.0	..
Total	66.3	67.0	67.6	67.9	68.7	70.0	71.9	73.7	74.4	76.0	76.6	77.3	77.9	79.7	82.6	83.7	84.9	..
Offre																	..	..
OCDE[2]	19.0	19.5	19.8	20.0	20.8	21.1	21.7	22.1	21.9	21.4	21.9	21.8	21.8	21.6	21.3	20.3	20.2	..
Total OPEP	25.1	25.3	26.5	26.9	27.6	27.9	28.7	30.2	31.0	29.6	30.9	30.4	28.8	30.7	32.8	33.9	..	..
Ex-URSS	11.5	10.4	8.9	7.9	7.2	7.1	7.1	7.2	7.3	7.5	7.9	8.6	9.4	10.3	11.2	11.6	12.1	..
Autres non-OCDE[4]	11.4	11.6	12.1	12.6	13.4	14.5	15.0	15.4	15.7	16.0	16.2	16.4	16.9	17.1	17.6	18.2	..	..
Total	66.9	66.8	67.2	67.5	69.1	70.6	72.5	74.9	75.9	74.5	76.9	77.2	76.9	79.7	82.9	84.1	..	..
Commerce																	..	..
Importations nettes de l'OCDE[2]	22.7	22.3	23.1	23.4	23.8	23.4	24.2	25.0	25.3	25.6	26.2	26.4	25.9	27.5	28.4	29.6	29.7	..
Exportations nettes de l'ex-URSS	3.1	2.2	2.0	2.0	2.7	2.8	3.1	3.4	3.6	3.9	4.3	4.9	5.9	6.7	7.5	7.8	8.2	..
Exportations nettes des autres non-OCDE[4]	19.6	20.1	21.1	21.4	21.0	20.6	21.1	21.5	21.8	21.7	21.9	21.5	20.0	20.8	21.0	21.7	21.5	..
Prix[5]																		
Prix à l'importation du pétrole brut Brent (caf, $ par baril)	23.7	20.0	19.3	17.0	15.8	17.0	20.7	19.1	12.7	17.9	28.4	24.5	25.0	28.8	38.2	54.4	68.0	70.0
Prix des autres matières premières[5] (indices de prix en US$)																		
Produits alimentaires et boissons tropicales	120	114	113	115	145	150	156	159	133	108	100	93	104	112	125	126	132	137
Matières premières agricoles	125	108	110	105	120	139	119	113	97	94	100	86	85	104	114	115	120	128
Minéraux, minerais et métaux	119	105	101	88	102	121	108	110	93	89	100	91	89	102	140	172	195	206
Total	119	111	112	111	129	139	143	139	116	100	100	92	99	111	128	127	135	141

1. Données fondées sur les publications de l'Agence internationale de l'énergie, Oil Market Report, et Annual Statistical Supplement, Août 2005.
2. A l'exclusion de la Corée, de la Hongrie, du Mexique, de la Pologne et de la République tchèque.
3. Pays de l'Union européenne ainsi que l'Islande, la Norvège, la Suisse et la Turquie.
4. Y compris la Corée, la Hongrie, le Mexique, la Pologne et la République tchèque.
5. Les indices jusqu'à 2005 sont fondés sur les données établies par l'Agence internationale de l'énergie pour le pétrole et par l'Institut pour la recherche économique de Hambourg pour les prix des autres matières premières; prévisions de l'OCDE pour 2006 et 2007.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

© OCDE 2006

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/014337644487*

Annexe : Tableau 20. **Taux d'emploi, taux d'activité et population active**

	Taux d'emploi						Taux d'activité de la population active						Population active					
	Moyenne 1984-86	Moyenne 1994-96	2004	2005	2006	2007	Moyenne 1984-86	Moyenne 1994-96	2004	2005	2006	2007	Moyenne 1984-93	Moyenne 1994-03	2004	2005	2006	2007
	Pourcentage						*Pourcentage*						*Pourcentage de variation*					
Australie	64.9	68.3	71.7	73.2	73.8	73.8	70.7	74.8	75.9	77.1	77.4	77.5	2.1	1.6	1.4	2.9	1.6	1.2
Autriche	72.9	73.6	73.9	73.8	73.8	74.0	75.7	77.8	78.4	78.4	78.4	78.6	0.9	0.6	-0.2	0.5	0.6	0.7
Belgique	55.7	58.3	61.7	62.1	62.4	62.8	62.1	64.6	67.4	67.8	67.8	68.1	0.4	0.6	0.8	1.0	0.5	0.6
Canada	66.9	68.3	73.8	73.9	74.3	74.6	74.8	75.8	79.6	79.2	79.4	79.5	1.4	1.7	1.3	0.9	1.3	1.4
République tchèque	..	69.5	64.7	65.4	65.7	65.9	..	72.5	70.6	71.1	71.2	71.2	..	0.0	0.3	1.0	0.4	0.1
Danemark	75.1	74.6	77.0	77.3	77.8	78.1	80.4	80.0	81.4	81.2	81.2	81.2	0.6	0.3	0.2	0.0	0.0	0.2
Finlande	72.4	60.2	67.5	68.4	69.3	69.5	76.5	72.4	74.1	74.6	75.2	75.3	-0.3	0.6	-0.2	1.1	0.9	0.3
France	59.1	58.8	62.6	62.5	62.4	62.7	65.9	66.8	69.6	69.3	69.0	69.0	0.5	1.0	0.2	0.2	0.0	0.2
Allemagne	64.5	67.6	71.0	71.0	71.4	72.0	69.0	73.0	78.1	78.2	78.0	78.4	0.6	0.5	0.9	-0.3	-0.5	0.3
Grèce	55.8	54.8	57.5	58.2	58.8	59.5	60.5	60.5	64.6	64.9	65.4	65.9	0.7	0.6	3.7	0.6	0.8	0.9
Hongrie	..	51.4	55.5	55.6	..	..	..	57.5	59.2	60.0	..	..	..	0.1	-0.3	1.2	0.8	0.6
Islande	85.3	81.7	81.1	82.4	83.8	84.9	86.8	85.6	83.6	84.6	85.7	86.8	1.2	1.2	-0.8	2.8	2.1	0.7
Irlande	53.1	56.2	67.8	69.3	69.7	70.1	64.0	64.8	71.0	72.5	72.8	73.3	0.7	2.9	2.8	4.6	2.9	2.4
Italie	54.6	51.2	57.2	57.7	58.1	58.5	60.0	57.7	62.3	62.6	63.0	63.3	0.0	0.7	1.0	0.4	0.6	0.3
Japon	70.4	74.2	73.8	74.4	75.3	76.2	72.3	76.6	77.5	77.9	78.5	78.9	1.2	0.0	-0.4	0.1	0.0	-0.3
Corée	55.9	63.9	65.4	65.9	66.4	66.7	58.2	65.3	67.9	68.5	68.9	69.1	3.1	1.3	2.0	1.4	1.2	0.9
Luxembourg	59.5	60.4	65.2	65.7	66.3	67.1	60.5	62.3	68.1	68.9	69.8	70.7	1.0	2.0	1.8	2.3	2.4	2.3
Mexique	..	56.7	58.1	56.5	56.7	57.2	..	59.3	59.9	58.5	58.7	59.1	..	2.2	4.5	-0.2	2.1	2.5
Pays-Bas	60.0	67.4	73.9	73.3	74.0	74.9	65.7	72.1	77.7	77.1	77.2	77.5	1.5	1.6	-0.5	-0.3	0.5	0.5
Nouvelle-Zélande	75.6	70.3	75.0	76.2	..	..	78.8	75.4	78.0	79.1	..	..	0.5	1.7	2.6	2.6	1.2	0.7
Norvège	75.8	74.0	75.7	75.4	76.0	76.1	77.8	77.9	79.2	79.1	79.1	79.0	0.5	1.1	0.3	0.7	1.0	0.8
Pologne	..	58.0	51.6	52.6	53.6	54.6	..	67.0	63.7	63.9	64.4	64.8	..	-0.1	0.5	0.8	1.1	1.1
Portugal	63.0	67.7	71.8	71.6	71.9	72.5	69.0	72.9	76.9	77.5	78.1	78.6	0.9	1.0	0.5	1.2	0.8	0.7
République slovaque	..	60.6	56.8	57.9	58.8	59.5	..	69.4	69.4	69.0	69.5	69.8	..	0.8	1.0	-0.3	1.0	0.5
Espagne	46.8	48.5	62.9	64.7	66.3	67.4	56.5	59.5	70.3	71.3	72.7	73.8	1.2	2.8	3.3	3.2	3.6	3.0
Suède	80.1	71.7	73.5	73.8	74.5	75.0	82.5	77.9	77.8	78.3	78.3	78.3	0.0	0.5	0.2	1.3	0.5	0.5
Suisse	78.4	83.0	83.1	82.6	82.9	83.5	79.1	86.1	86.8	86.4	86.3	86.5	2.1	0.6	0.5	0.2	0.6	0.5
Turquie	59.2	54.1	47.9	47.6	47.7	47.8	63.9	58.4	53.2	53.0	53.1	53.4	1.4	0.8	2.7	1.1	1.9	2.1
Royaume-Uni	66.1	68.7	72.3	72.2	72.0	72.2	74.7	75.3	75.9	75.9	76.0	76.2	0.3	0.6	0.7	1.0	0.8	0.7
États-Unis	67.9	71.7	70.9	71.2	..	..	73.2	76.0	75.0	75.1	..	..	1.4	1.2	0.6	1.3	1.2	1.0
Zone euro	58.3	59.4	65.0	65.4	65.9	66.4	64.4	66.4	71.4	71.6	71.8	72.2	0.4	1.0	1.1	0.6	0.6	0.8
Total de l'OCDE	63.5	65.1	66.3	66.5	65.3	65.8	68.5	70.1	71.1	71.1	70.0	70.3	1.3	1.0	1.1	0.8	1.0	0.9

Note: Les taux d'emploi sont calculés comme le ratio de l'emploi total sur la population en âge de travailler. Le concept de population an âge de travailler utilisé ici et dans le calcul du taux d'activité de la population active est défini comme toute personne de 15 à 64 ans, (16 à 65 ans en Espagne). Cette définition ne correspond pas aux concepts couramment utilisés en Nouvelle-Zélande et en Hongrie (15 ans et plus), et aux États-Unis (16 ans et plus). En conséquence aucune projection n'est disponible pour ces pays. Pour plus de détails sur les sources et définitions, la couverture et les les ruptures de séries, voir *Perspectives économiques de l'OCDE :* Sources et méthodes, *(http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods).*

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/454248440680*

Annexe : Tableau 21. **Croissance du PIB potentiel, emploi et stock de capital**

Pourcentages de variation par rapport à l'année précédente

	Croissance du PIB potentiel						Emploi						Stock de capital[1]					
	Moyenne 1984-93	Moyenne 1994-03	2004	2005	2006	2007	Moyenne 1984-93	Moyenne 1994-03	2004	2005	2006	2007	Moyenne 1984-93	Moyenne 1994-03	2004	2005	2006	2007
Australie	3.3	3.4	3.5	3.4	3.3	3.1	1.9	2.0	1.9	3.5	2.0	1.2	3.2	3.9	4.0	3.9	3.9	3.8
Autriche	2.3	2.4	2.4	2.3	2.3	2.2	0.6	0.6	-0.3	0.3	0.6	0.6	3.7	3.5	3.1	3.1	3.1	3.1
Belgique	2.1	2.1	2.0	1.9	1.9	1.8	0.7	0.8	0.6	0.9	0.9	0.9	3.5	3.5	3.1	3.1	3.2	3.3
Canada	2.4	3.1	3.1	3.1	3.0	3.1	1.4	2.0	1.8	1.4	1.7	1.6	4.8	4.7	4.3	4.3	4.4	4.5
République tchèque	..	..	..	..	..	..	..	-0.4	-0.3	1.4	0.7	0.3	..	..	..	..	..	..
Danemark	1.7	2.3	1.7	1.7	1.6	1.5	0.4	0.6	0.0	0.6	0.7	0.5	3.1	4.0	4.0	4.0	4.0	4.0
Finlande	2.1	2.5	2.6	2.7	2.4	2.2	-1.9	1.8	0.0	1.5	1.5	0.5	2.9	0.9	0.6	0.6	0.6	0.6
France	1.9	2.2	2.0	1.9	2.0	1.9	0.3	1.2	0.0	0.4	0.4	0.5	3.5	2.9	2.7	2.7	2.7	2.7
Allemagne	1.1	1.5	1.3	1.5	1.5	1.5	0.6	0.4	0.4	-0.2	0.2	0.7	3.2	2.5	1.9	1.9	1.9	1.9
Grèce	1.5	3.1	3.9	3.9	4.0	4.0	0.5	0.5	2.9	1.3	1.3	1.3	2.3	4.8	5.9	6.1	6.1	6.1
Hongrie	..	4.0	4.5	4.2	3.9	3.9	..	0.7	-0.6	0.0	0.9	0.7	..	..	..	..	..	..
Islande	2.5	3.2	3.4	4.6	4.9	2.6	0.8	1.5	-0.5	3.3	2.6	0.7	..	..	..	..	..	..
Irlande	4.1	7.4	5.3	5.4	5.2	4.6	0.8	4.3	3.0	4.7	2.9	2.4	1.9	6.5	4.5	3.6	3.4	3.3
Italie	2.1	1.3	1.2	1.2	1.3	1.3	-0.2	1.0	1.5	0.7	0.6	0.4	3.3	3.4	3.5	3.5	3.5	3.5
Japon	3.3	1.3	1.5	1.6	1.4	1.5	1.3	-0.2	0.2	0.4	0.4	0.3	5.4	3.2	2.5	2.6	2.7	2.7
Corée	..	..	..	..	..	..	3.2	1.2	1.9	1.3	1.3	1.0	..	..	..	..	..	..
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	0.9	1.9	1.3	1.8	2.0	2.2	..	..	..	..	..	..
Mexique	..	..	..	..	..	..	..	2.3	3.9	-0.7	2.3	2.5	..	..	..	..	..	..
Pays-Bas	2.5	2.7	1.9	1.8	1.8	1.7	1.9	1.9	-1.4	-0.4	1.5	1.3	2.7	2.9	2.6	2.6	2.7	2.8
Nouvelle-Zélande	1.6	3.1	3.5	3.2	2.9	2.6	-0.1	2.1	3.4	2.8	0.6	0.0	2.7	3.8	4.3	4.3	4.3	4.3
Norvège	2.1	2.7	2.9	3.0	3.0	3.1	0.2	1.2	0.3	0.6	1.6	1.0	..	..	..	..	..	..
Pologne	..	..	..	..	..	..	..	-0.8	1.3	2.3	2.3	2.4	..	..	..	..	..	..
Portugal	3.0	2.7	1.4	1.5	1.4	1.4	1.2	1.1	0.1	0.1	0.5	0.9	2.8	4.6	3.5	3.4	3.4	3.4
République slovaque	..	..	..	..	..	..	..	0.3	0.3	2.1	1.9	1.3	..	..	..	..	..	..
Espagne	2.9	3.4	3.3	3.3	3.1	2.8	1.1	3.9	3.9	4.8	4.1	3.1	4.7	5.5	5.2	5.1	5.1	5.1
Suède	1.8	2.3	2.6	2.3	2.4	2.6	-0.6	0.8	-0.4	1.0	1.6	1.1	3.6	3.5	2.9	3.0	3.1	3.2
Suisse	2.1	1.3	1.5	1.5	1.5	1.6	1.8	0.6	0.3	0.1	0.9	1.0	..	..	..	..	..	..
Turquie	..	..	..	..	..	..	1.2	0.6	3.0	1.1	1.8	1.9	..	..	..	..	..	..
Royaume-Uni	2.3	2.7	2.6	2.9	2.7	2.5	0.5	1.1	1.0	1.0	0.3	0.8	3.9	4.0	3.7	3.7	3.7	3.7
États-Unis	3.0	3.1	2.9	2.9	3.0	3.2	1.5	1.3	1.1	1.8	1.6	1.0	4.2	4.9	4.1	4.1	4.1	4.1
Zone euro	1.1	2.1	1.9	2.0	2.0	1.9	0.3	1.3	0.9	0.9	1.1	1.0	..	..	..	..	..	..
Total de l'OCDE	2.4	2.5	2.4	2.4	2.4	2.5	1.3	1.0	1.3	1.1	1.3	1.1	4.1	4.1	3.5	3.5	3.5	3.5

Note: Le PIB potentiel est estimé par la méthode "Cobb-Douglas production function" . Pour plus de détails sur les sources et définitions, la couverture et les les ruptures de séries, voir *Perspectives économiques de l'OCDE :* Sources et méthodes, *(http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods).*

1. Valeur lissée, pour l'ensemble de l'économie à l'exclusion du logement.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

© OCDE 2006

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/028818444675*

Annexe : Tableau 22. **Taux de chômage structurel, part salariale et coûts unitaires de main-d'œuvre**

	Taux de chômage structurel						Part du revenu salarial dans le secteur des entreprises						Coûts unitaires de main-d'œuvre[1]					
	Moyenne 1984-86	Moyenne 1994-96	2004	2005	2006	2007	Moyenne 1984-86	Moyenne 1994-96	2004	2005	2006	2007	Moyenne 1984-93	Moyenne 1994-03	2004	2005	2006	2007
	Pourcentage						*Pourcentage du PIB dans le secteur des entreprises*						*Pourcentage de variation*					
Australie	5.7	6.8	5.4	5.2	5.0	5.0	46.7	46.7	46.6	46.9	47.0	47.1	4.2	2.0	3.0	4.5	3.7	2.3
Autriche	3.2	4.9	4.9	4.9	4.9	4.9	55.5	52.5	52.3	51.6	51.1	50.8	3.3	0.3	-0.1	1.4	1.2	0.8
Belgique	7.5	7.4	7.2	7.2	7.2	7.2	48.1	49.1	47.8	47.2	46.8	46.2	3.0	1.6	0.5	1.9	0.7	0.8
Canada	8.1	7.9	7.2	7.1	7.0	6.9	44.7	46.3	46.7	46.5	46.5	46.8	3.5	1.4	1.3	2.4	3.0	3.0
République tchèque	..	..	..	..	..	..	..	42.5	43.1	43.5	43.6	43.3	..	6.2	1.7	1.7	1.6	2.2
Danemark	5.8	6.2	4.8	4.8	4.8	4.8	40.1	37.9	37.6	37.0	36.8	36.8	3.5	2.3	1.5	0.1	0.8	2.3
Finlande	4.2	9.5	8.6	8.4	8.2	8.0	47.3	39.8	40.7	41.0	41.2	41.4	4.3	1.6	1.0	2.3	1.0	1.5
France	8.0	10.3	9.0	8.9	8.8	8.8	47.2	41.9	41.9	42.4	42.4	42.4	2.8	1.5	0.8	1.8	1.4	1.2
Allemagne	5.5	6.2	7.4	7.3	7.3	7.3	52.0	50.3	50.5	49.9	49.4	49.4	1.4	0.4	-0.8	-1.5	-0.9	-0.3
Grèce	6.9	9.1	10.5	10.5	10.3	10.1	53.1	45.6	41.1	40.7	41.0	41.1	16.2	5.8	7.8	3.5	3.6	3.7
Hongrie	..	..	..	..	..	..	..	44.8	37.3	37.4	37.4	37.1	..	11.5	0.5	3.1	1.7	1.4
Islande	1.5	4.1	2.8	2.8	2.8	2.8	46.3	48.2	48.3	49.7	50.6	51.0	18.0	5.9	-0.6	4.5	5.7	6.1
Irlande	13.8	11.2	5.5	5.4	5.2	5.0	55.3	48.7	37.8	37.8	37.4	37.1	2.8	1.8	2.3	5.4	3.0	2.5
Italie	6.8	9.2	8.9	8.7	8.5	8.3	51.7	46.7	45.3	45.3	45.8	45.6	6.1	2.4	2.5	4.2	0.8	1.7
Japon	2.5	3.0	3.9	3.9	3.9	3.9	64.4	59.6	53.3	53.6	53.6	53.6	1.4	-1.2	-3.4	-1.4	-0.8	0.3
Corée	..	..	..	..	..	..	71.3	70.0	62.4	63.8	64.2	64.4	8.8	3.1	3.6	2.6	1.4	1.3
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	41.5	44.0	43.2	42.1	42.1	2.5	2.3	1.0	2.2	2.0	1.7
Mexique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	48.3	13.1	4.8	3.2	3.1	2.7
Pays-Bas	7.2	5.5	3.2	3.2	3.2	3.2	45.7	47.1	48.0	47.8	46.4	46.0	1.6	2.8	-0.2	0.5	-0.6	0.5
Nouvelle-Zélande	3.8	7.2	5.0	4.7	4.5	4.4	45.9	44.5	42.4	43.5	44.0	43.6	1.6	1.9	2.7	5.8	4.3	1.9
Norvège	2.4	4.4	4.1	4.1	4.1	4.1	40.8	36.1	32.2	30.4	29.2	29.2	3.7	3.3	1.6	2.3	3.7	3.6
Pologne	..	..	..	..	..	..	..	46.2	40.9	41.2	41.4	41.6	..	9.9	-0.1	3.9	3.4	2.4
Portugal	5.6	4.4	4.6	4.8	4.8	4.8	57.4	53.5	52.3	52.9	53.2	53.4	13.0	3.7	3.8	4.0	2.6	2.2
République slovaque	..	..	..	..	..	..	..	36.7	36.4	39.1	39.6	39.5	..	4.7	2.1	2.7	3.2	1.5
Espagne	13.3	14.7	9.9	9.5	9.1	8.7	48.6	47.0	45.2	44.4	43.9	43.4	7.9	3.3	2.9	2.6	3.1	2.9
Suède	2.4	4.8	4.7	5.0	5.1	5.1	39.3	39.2	43.1	43.7	43.2	43.3	5.7	2.1	-0.2	1.4	0.8	1.7
Suisse	0.4	2.5	2.2	2.2	2.2	2.2	50.4	53.8	55.3	55.3	55.4	55.5	3.7	1.0	0.9	0.7	0.9	1.5
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	64.2	60.1	10.6	8.3	3.7	1.5
Royaume-Uni	8.1	7.2	5.3	5.3	5.3	5.3	51.1	52.3	54.2	54.5	54.7	55.2	5.4	2.9	1.9	3.6	2.7	2.5
États-Unis	6.3	5.4	4.8	4.8	4.8	4.8	49.6	48.8	49.3	49.5	49.4	49.8	2.9	2.1	1.5	2.9	2.3	2.6
Zone euro	7.2	8.6	7.9	7.8	7.7	7.6	51.3	48.6	47.0	46.6	46.3	46.1	2.2	1.6	0.8	1.3	0.7	1.1
Total de l'OCDE	6.1	6.3	5.8	5.7	5.7	5.7	52.3	50.5	49.2	49.3	49.2	49.3	5.5	3.1	1.1	2.1	1.6	1.8

Note : Le taux de chômage structurel est le "NAIRU". Pour plus de détails sur les sources et définitions, voir *Perspectives économiques de l'OCDE :* Sources et méthodes, *(http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods).*
1. Pour l'ensemble de l'économie.
Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/433743418357*

Annexe : Tableau 23. **Taux d'épargne des ménages**

En pourcentage du revenu disponible des ménages

	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Épargne nette																				
Australie	6.4	7.9	8.5	5.0	5.4	5.8	7.2	6.7	7.2	4.6	1.9	1.5	2.8	1.7	-0.9	-3.1	-3.2	-2.6	-1.7	-1.2
Autriche	11.2	12.1	13.3	14.2	11.2	10.2	11.1	10.9	8.6	7.3	8.2	8.8	8.4	7.5	7.7	8.6	9.0	9.5	9.9	9.7
Canada	12.3	13.0	13.0	13.3	13.0	11.9	9.5	9.2	7.0	4.9	4.9	4.0	4.7	5.2	3.5	2.4	1.4	-0.2	0.5	1.0
République tchèque	..	..	..	..	..	8.4	5.8	9.0	6.0	8.1	6.9	5.5	3.6	2.7	4.8	3.4	2.2	3.3	4.0	2.7
Finlande	-0.3	0.0	3.6	8.9	11.8	8.8	2.0	4.7	0.4	2.2	0.4	1.5	-1.3	-1.2	-0.3	0.6	2.7	-0.5	0.1	1.1
France	8.0	8.3	9.3	10.8	11.7	12.9	11.7	12.7	11.2	12.2	11.9	11.5	11.4	12.2	13.3	12.4	11.8	11.6	11.7	11.7
Allemagne	13.2	12.7	13.9	12.9	12.7	12.1	11.4	11.0	10.5	10.1	10.1	9.5	9.2	9.4	9.9	10.3	10.5	10.7	10.5	10.2
Italie	23.7	23.5	23.8	22.7	21.2	20.5	18.9	17.7	18.7	15.2	11.9	9.4	8.4	9.4	9.9	9.9	10.1	9.5	8.9	9.1
Japon	13.5	13.6	13.9	15.0	14.2	13.7	12.6	11.9	10.6	10.4	11.6	10.4	8.3	5.0	4.8	3.9	3.1	2.4	2.4	2.4
Corée	25.2	23.6	22.5	24.6	23.4	21.8	20.7	17.5	17.5	16.1	24.9	17.5	10.7	6.4	2.2	3.9	4.7	4.3	4.3	4.2
Pays-Bas	13.6	15.5	17.7	14.0	16.3	13.7	14.5	14.6	13.2	13.6	13.1	9.8	7.0	9.7	8.7	8.5	8.4	5.7	6.3	5.5
Norvège	-1.2	1.1	2.2	2.9	5.0	6.1	5.2	4.6	2.2	2.8	5.8	5.5	5.2	4.1	8.8	9.5	9.6	11.8	6.3	5.9
Suède	-1.8	-1.2	3.2	5.4	9.6	11.8	11.8	9.1	7.8	5.8	3.6	2.1	3.2	8.4	9.1	9.0	8.5	7.9	7.0	6.9
Suisse	..	..	9.6	10.0	10.7	11.2	11.1	11.6	11.3	10.5	10.7	10.0	11.8	11.9	9.1	8.9	9.3	8.8	8.7	8.9
États-Unis	7.3	7.1	7.0	7.3	7.7	5.8	4.8	4.6	4.0	3.6	4.3	2.4	2.3	1.8	2.4	2.1	1.8	-0.4	-0.5	0.5
Épargne brute																				
Belgique	11.0	10.7	13.1	13.2	14.4	15.6	15.5	18.9	17.5	16.3	15.6	15.8	14.0	14.7	14.1	12.4	11.0	11.2	11.4	11.5
Danemark	-2.1	-0.6	1.9	1.8	1.5	2.6	-1.6	1.3	0.9	-1.6	0.0	-3.3	-1.9	2.5	1.6	3.3	3.0	-0.8	-1.0	-1.8
Portugal	..	..	..	..	..	..	..	14.4	12.5	10.7	9.6	7.6	10.0	10.9	10.5	10.8	10.1	9.9	9.6	9.6
Espagne	12.7	12.0	14.0	15.1	13.7	16.0	13.6	16.4	16.6	15.8	14.0	12.4	11.2	11.2	11.4	12.0	11.1	10.4	10.3	10.4
Royaume-Uni	4.9	6.7	8.0	10.2	11.5	10.8	9.3	10.0	9.4	9.2	6.2	4.9	5.0	6.3	4.8	5.4	4.3	5.0	5.4	5.9

Note: La mise en place des nouveaux systèmes de comptes nationaux SCN93 et SEC95 a progressé à un rythme inégal selon les pays membres de l'OCDE, et ce pour les variables et la période couverte. En conséquence, plusieurs séries nationales contiennent des ruptures. Voir le tableau «Systèmes de comptabilité nationale et années de base» au début de l'annexe statistique ainsi que *Perspectives économiques de l'OCDE* : Sources et méthodes, *(http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods).* Les pays diffèrent dans leur façon de comptabiliser l'épargne disponible des ménages, entre autres, les pensions de retraite moins les contributions au plan de pension sont ou ne sont pas incluses dans le revenu disponible des ménages mais ceci a été corrigé pour le calcul du taux d'épargne des ménages. La majorité des pays calculent une épargne des ménages nette (excluant la consommation de capital fixe par les ménages et les entreprises constituées en société). Dans la plupart des pays, l'épargne des ménages inclut l'épargne des institutions à but non lucratif (parfois appelée épargne personnelle) à l'exception de la République tchèque, la Finlande, la France le Japon et la Nouvelle-Zélande qui ne l'incluent pas.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

© OCDE 2006

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/575640006122*

Annexe : Tableau 24. **Épargne nationale brute**

En pourcentage du PIB nominal

	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Australie	22.9	24.1	22.8	18.6	16.2	18.0	19.6	18.5	18.7	19.8	19.9	19.2	20.1	19.5	20.3	20.0	20.4	19.8	..
Autriche	21.9	23.4	23.7	23.9	23.5	22.3	21.6	21.2	20.8	20.6	21.3	22.2	22.2	22.4	22.2	23.4	23.2	24.2	24.5
Belgique	19.5	22.1	23.3	23.6	22.7	23.2	24.3	25.5	25.4	24.5	25.9	25.6	26.3	26.0	24.6	24.2	23.6	23.5	23.7
Canada	20.0	20.8	20.1	17.6	14.9	13.6	14.2	16.5	18.6	19.1	19.9	19.4	21.0	23.9	22.5	21.7	22.1	23.1	..
République tchèque	..	..	..	..	..	28.2	28.2	27.9	28.7	26.2	24.3	26.5	24.5	23.9	23.5	21.7	21.0	22.6	..
Danemark	18.3	18.8	19.2	20.3	19.5	20.0	19.1	19.3	20.4	20.5	21.4	20.7	21.7	22.6	23.5	22.9	22.9	22.5	23.8
Finlande	23.5	25.9	25.9	24.6	17.0	14.3	15.3	18.7	22.0	21.0	24.3	25.6	25.5	27.7	27.3	26.6	23.1	24.3	23.9
France	19.2	20.7	21.6	21.6	20.9	20.3	18.6	18.8	19.1	18.8	20.0	21.1	21.7	21.6	21.3	19.8	19.2	19.1	..
Allemagne	23.8	24.9	26.1	26.1	22.6	22.3	21.2	20.9	21.0	20.5	20.7	20.9	20.3	20.2	19.5	19.4	19.3	20.9	21.1
Grèce	17.5	19.5	17.5	17.6	18.9	18.4	17.0	17.8	16.6	16.1	16.6	16.5	15.6	14.6	14.2	13.9	15.2	15.7	14.6
Islande	17.4	17.4	17.5	16.9	16.1	15.7	17.6	18.0	17.1	17.2	17.9	17.2	14.9	12.7	16.9	19.0	14.8	14.1	12.1
Irlande	14.4	14.5	14.8	17.8	17.4	15.4	17.5	17.8	20.4	22.0	23.9	25.6	24.6	25.0	23.0	21.9	23.4	23.7	..
Italie	21.8	21.8	21.1	20.8	20.0	19.1	19.7	19.9	22.0	22.2	22.2	21.6	21.1	20.6	20.9	20.8	19.8	20.3	19.8
Japon	32.3	33.5	33.6	33.8	34.5	33.7	32.3	30.4	29.5	29.8	30.2	29.3	28.1	27.9	26.6	25.7	26.4	..	..
Corée	38.4	40.6	37.7	37.7	37.7	36.9	36.8	36.3	36.2	35.3	35.4	37.2	35.0	33.6	31.6	31.2	32.6	34.8	32.8
Mexique	24.5	21.3	20.3	20.3	18.7	16.6	15.1	14.8	19.3	22.4	24.0	20.5	20.6	20.6	18.0	18.6	19.2	21.0	..
Pays-Bas	25.1	26.9	28.8	27.4	26.7	25.5	25.7	27.6	29.1	28.3	29.8	26.5	28.2	28.7	26.7	25.8	24.9	25.7	26.8
Nouvelle-Zélande	18.7	19.1	18.3	16.9	13.8	14.6	17.2	18.0	18.0	16.9	16.5	16.1	15.9	17.1	19.1	18.6	18.8	16.9	..
Norvège	25.6	25.0	26.0	25.7	24.7	23.7	23.8	24.8	26.4	28.4	30.1	27.3	29.1	36.5	35.0	32.0	31.4	33.5	37.1
Portugal	26.7	26.4	26.7	25.3	22.5	21.4	18.9	18.2	20.2	19.4	19.3	19.9	18.9	16.9	16.8	17.0	16.3	15.1	12.8
Espagne	22.7	23.6	23.1	23.0	22.5	20.7	20.7	20.1	22.5	22.2	22.7	22.5	22.6	22.3	22.1	22.9	23.4	22.4	22.3
Suède	21.5	22.2	22.9	21.4	18.4	15.5	13.9	17.5	20.5	20.1	20.4	21.1	21.5	22.4	22.1	21.9	23.0	22.8	22.9
Suisse	31.1	33.2	34.0	33.7	31.6	29.1	30.0	29.6	29.9	29.4	31.3	32.3	33.1	35.0	31.8	29.0	32.9	..	..
Turquie	24.3	28.9	26.4	21.5	17.7	18.5	18.7	18.9	20.1	22.6	21.6	20.6	13.7	15.2	12.6	18.7	18.9	20.3	..
Royaume-Uni	17.3	17.2	17.1	16.2	15.3	14.0	13.9	15.5	15.7	15.8	16.8	17.7	15.2	15.0	15.1	15.2	14.8	14.8	14.2
États-Unis	15.7	16.9	16.3	15.3	15.3	14.2	13.8	14.6	15.5	16.1	17.3	18.0	17.8	17.7	16.1	13.9	13.1	13.0	..

Note: Basé sur les systèmes de comptes nationaux SCN93 et SEC95 à l'exception de la Turquie qui est basée sur le système SCN68.
Source : Base de données des comptes nationaux des pays de l'OCDE.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/172217327636*

Annexe : Tableau 25. **Dépenses totales des administrations publiques**

En pourcentage du PIB nominal

	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Australie	35.4	34.6	35.2	37.3	39.0	39.0	38.4	38.2	37.0	36.0	36.0	35.0	34.8	37.0	35.9	35.8	35.1	34.9	34.8	35.3
Autriche	53.2	51.7	51.5	52.4	53.0	56.0	55.6	56.0	55.5	53.0	53.4	53.2	51.4	50.8	50.7	51.0	50.1	49.6	48.6	47.7
Belgique	53.7	52.2	52.2	53.4	53.6	54.7	52.4	51.9	52.4	51.0	50.2	50.0	49.1	49.1	49.8	51.1	49.6	50.1	50.1	49.9
Canada	45.4	45.8	48.8	52.3	53.3	52.2	49.7	48.5	46.6	44.3	44.8	42.7	41.1	42.0	41.3	40.9	39.9	39.3	38.9	39.1
République tchèque[1]	..	..	..	..	..	..	..	53.9	42.6	42.4	43.7	42.8	42.0	44.8	47.1	47.5	44.3	43.9	43.9	43.7
Danemark	55.7	56.1	55.9	56.5	57.5	60.6	60.4	59.5	59.1	57.1	56.8	55.8	53.9	54.5	54.9	54.9	54.8	53.0	51.7	50.8
Finlande	46.6	44.8	48.3	57.1	62.3	63.6	62.3	59.0	59.3	56.0	52.4	51.8	48.8	48.8	49.8	50.9	51.2	50.8	50.5	50.5
France	49.9	48.8	49.3	50.5	51.7	54.3	54.2	54.4	54.5	53.7	52.6	52.6	51.6	51.5	52.6	53.6	53.7	54.4	54.5	53.9
Allemagne[2]	45.3	44.0	44.5	46.1	47.3	48.3	47.9	48.3	49.3	48.3	48.1	48.2	45.1	47.5	48.0	48.3	47.0	46.8	46.1	45.1
Grèce	44.0	45.4	50.2	46.7	49.4	52.0	49.9	51.0	49.2	50.1	49.5	49.5	52.2	50.3	49.3	49.4	49.2	46.7	46.0	45.8
Hongrie	..	..	..	56.2	60.2	59.9	63.4	56.4	53.0	50.8	52.5	49.5	47.4	48.1	52.0	49.8	49.4	50.5	49.3	49.2
Islande	41.0	43.3	41.5	42.8	43.8	43.6	43.4	42.8	42.3	40.7	41.3	42.2	42.1	42.9	44.8	46.7	45.5	44.5	43.7	44.0
Irlande	48.7	42.9	43.1	44.7	45.1	44.9	44.2	41.4	39.3	36.8	34.4	34.1	31.6	33.2	33.4	33.4	33.7	34.6	34.8	35.1
Italie	51.0	52.1	53.5	54.6	55.7	56.7	53.5	52.5	52.5	50.2	49.3	48.2	46.1	48.0	47.4	48.2	47.8	48.2	47.8	48.1
Japon[3]	31.9	31.1	31.8	31.6	32.6	34.3	35.6	36.5	36.9	36.0	37.3	38.8	39.2	38.7	39.0	38.5	37.3	36.9	36.7	36.5
Corée	18.1	19.2	20.0	20.9	22.0	21.6	21.0	20.8	21.7	22.4	24.7	23.9	23.9	25.0	24.8	30.9	28.1	28.1	28.2	28.2
Luxembourg	..	..	37.7	38.4	40.0	39.8	38.9	39.8	41.2	40.7	41.2	39.3	37.7	38.2	41.4	42.1	43.2	43.3	41.7	41.2
Pays-Bas[4]	55.2	53.0	53.1	53.0	53.9	54.1	51.7	49.7	47.8	46.5	45.6	45.4	43.7	45.4	46.2	47.1	46.6	45.7	46.5	45.6
Nouvelle-Zélande	55.1	55.3	49.6	50.5	49.2	46.1	44.8	43.5	43.2	41.6	42.6	41.6	40.4	39.1	39.7	39.0	39.2	40.6	42.0	42.1
Norvège	52.6	52.2	54.0	54.9	56.2	55.1	54.1	51.5	49.0	47.2	49.6	48.1	42.7	44.3	47.5	48.5	45.9	42.9	41.8	41.8
Pologne	..	..	..	..	..	..	..	47.7	51.0	46.4	44.3	42.7	41.0	43.7	44.2	44.6	42.5	42.8	43.3	43.5
Portugal	36.6	36.8	40.0	42.8	43.9	45.4	43.7	42.8	43.7	42.6	41.9	43.2	43.1	44.4	44.3	45.9	46.4	47.8	47.2	47.4
République slovaque	..	..	..	..	..	..	51.0	46.4	52.4	49.6	45.2	47.4	50.9	43.8	43.8	39.8	39.8	37.7	36.5	35.7
Espagne	40.1	41.4	42.6	44.0	45.1	48.6	46.4	44.2	43.0	41.0	40.8	39.3	39.0	38.5	38.7	38.3	38.8	38.2	38.2	38.3
Suède	59.5	61.5	61.3	62.7	71.1	72.4	70.3	67.1	64.8	62.5	60.3	59.8	56.8	56.5	57.9	58.2	56.7	56.4	56.7	55.5
Suisse	..	..	30.0	31.7	33.8	34.7	34.7	34.5	35.2	35.6	36.1	34.6	33.9	34.8	35.7	36.7	36.6	36.4	36.1	35.9
Royaume-Uni	41.1	40.5	42.2	44.0	46.1	46.1	45.3	45.0	43.1	41.5	40.2	39.7	37.5	40.9	41.7	43.3	44.0	45.1	45.6	45.9
États-Unis[5]	36.2	36.1	37.1	37.8	38.5	38.0	37.0	37.0	36.5	35.4	34.7	34.3	34.2	35.3	36.3	36.7	36.4	36.6	36.6	36.7
Zone euro	47.7	47.2	48.1	49.1	50.3	51.9	50.7	50.4	50.6	49.2	48.5	48.2	46.3	47.4	47.7	48.2	47.7	47.7	47.3	46.8
Total de l'OCDE	39.6	39.3	40.2	41.3	42.4	42.9	42.1	42.1	41.8	40.6	40.3	40.0	39.2	40.2	40.8	41.3	40.7	40.7	40.6	40.5

Note : Les données concernent le secteur des administrations publiques qui est la consolidation des comptes du gouvernement central, des collectivités territoriales et de la sécurité sociale. Les dépenses totales sont définies comme les dépenses courantes augmentées des dépenses en capital. Les recettes ponctuelles provenant de la vente de licences de téléphonie mobile sont comptabilisées comme des dépenses en capital négatives pour les pays énumérés dans la note du tableau 27 de l'annexe statistique. Voir les *Perspectives économiques de l'OCDE:* Sources et méthodes *(http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods).*

1. En 1995, les données reflètent l'importante campagne de privatisations qui a transféré la propriété de certaines entreprises publiques à la population par l'attribution de coupons de privatisation pour un montant de 9.8 points de pourcentage de PIB. En 2003, l'activation de garanties d'État, essentiellement en faveur du secteur bancaire, explique 6.4 pour cent des dépenses totales.
2. En 1995, les dépenses n'incluent pas la dette contractée au profit du Fonds de la dette héritée.
3. Les dépenses de 1998 augmenteraient de 5.3 points de pourcentage du PIB si l'on prenait en compte la dette des Chemins de fer et de l'Office national des forêts, reprise par le gouvernement central. En 2000, les dépenses incluent des transferts en capitaux à la compagnie qui assure les dépôts bancaires.
4. En 1995, les dépenses augmenteraient de 4.9 points de pourcentage du PIB si l'on prenait en compte le transfert en capital effectué cette année-là au profit de sociétés de logements sociaux.
5. Ces chiffres incluent les dépenses des entreprises publiques nettes des excédents d'exploitation.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/634675346858*

© OCDE 2006

Annexe : Tableau 26. **Recettes totales des administrations publiques d'origine fiscale et non fiscale**

En pourcentage du PIB nominal

	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Australie	34.5	34.0	33.5	33.1	32.8	33.4	33.8	34.4	34.9	35.6	36.7	37.1	35.7	36.0	36.1	36.6	36.4	36.4	35.7	35.8
Autriche	49.8	48.7	48.9	49.5	51.0	51.6	50.8	50.3	51.4	51.2	51.0	50.9	49.7	50.7	50.0	49.3	48.8	47.9	46.7	46.2
Belgique	46.6	44.7	45.5	46.1	45.6	47.4	47.4	47.5	48.6	48.9	49.4	49.5	49.2	49.6	49.8	51.2	49.5	50.0	49.6	49.0
Canada	41.0	41.2	43.0	43.9	44.2	43.5	43.0	43.2	43.8	44.5	44.9	44.3	44.1	42.6	41.2	40.9	40.6	41.0	41.2	40.9
République tchèque	..	..	..	..	..	..	..	40.5	39.6	39.9	38.7	39.2	38.3	38.9	40.2	40.9	41.4	41.3	40.6	40.2
Danemark	57.4	56.3	54.6	53.6	55.0	56.8	57.2	56.7	57.2	56.6	56.8	57.2	56.2	55.7	55.1	54.8	56.5	56.9	55.0	54.6
Finlande	51.8	51.6	53.7	56.1	56.9	56.4	56.6	55.2	56.3	54.7	54.1	53.9	55.9	54.0	54.1	53.2	53.1	53.2	52.7	52.3
France	47.6	47.2	47.4	48.2	47.8	48.6	48.8	49.0	50.4	50.7	50.0	50.9	50.1	50.0	49.4	49.4	50.0	51.4	51.4	51.2
Allemagne	43.3	44.1	42.5	43.3	44.8	45.3	45.6	45.1	46.0	45.6	45.9	46.7	46.4	44.7	44.3	44.3	43.3	43.5	43.1	43.0
Grèce	32.4	31.8	34.5	35.6	37.2	38.6	40.7	40.9	41.7	43.5	45.2	46.0	48.0	45.3	44.3	43.5	42.3	42.2	43.0	42.5
Hongrie	..	..	..	53.1	52.7	53.0	51.8	48.4	46.8	43.2	43.8	44.1	44.4	44.6	43.6	43.4	44.0	44.4	43.5	43.4
Islande	39.1	38.9	38.2	39.9	41.0	39.2	38.8	39.8	40.7	40.7	41.8	44.5	44.6	43.1	44.0	44.7	45.8	47.7	45.8	43.8
Irlande	44.1	40.2	40.3	41.8	42.1	42.2	42.2	39.3	39.2	38.3	36.7	36.5	36.0	34.0	33.0	33.6	35.2	35.6	34.5	34.5
Italie	39.9	40.7	42.0	43.2	45.3	46.7	44.4	45.1	45.5	47.6	46.2	46.5	45.3	44.9	44.4	44.7	44.3	44.0	43.5	43.6
Japon[1]	33.0	32.8	33.9	33.4	33.3	32.0	31.4	31.4	31.8	31.9	31.4	31.3	31.5	32.3	30.9	30.5	31.0	31.7	31.5	31.8
Corée	21.4	22.3	23.1	22.7	23.4	23.9	23.8	24.6	25.1	25.6	26.4	26.6	29.3	29.6	30.2	31.3	30.6	30.9	30.9	31.0
Luxembourg	..	..	42.0	39.1	39.8	41.2	41.4	42.1	42.3	44.3	44.4	42.6	43.5	44.1	43.4	42.2	42.1	41.4	40.0	40.0
Pays-Bas	50.7	47.9	47.8	50.5	49.9	51.5	48.5	45.8	46.3	45.6	45.0	46.1	46.0	45.1	44.2	43.9	44.5	45.4	46.0	45.4
Nouvelle-Zélande	51.5	50.6	46.1	47.4	48.7	49.4	47.9	46.5	44.9	41.7	42.3	43.4	42.8	43.6	44.6	45.3	45.1	46.5	46.6	46.1
Norvège	55.3	54.0	56.2	55.0	54.4	53.7	54.4	54.9	55.6	55.0	53.1	54.3	58.2	57.9	56.8	56.0	57.6	58.6	60.3	60.3
Pologne	..	..	..	..	..	..	..	43.3	46.1	41.7	40.0	40.8	39.6	40.0	41.0	39.9	38.6	40.3	40.5	40.8
Portugal	33.0	33.9	33.7	35.6	39.4	37.7	36.3	37.6	39.1	39.2	38.9	40.5	40.2	40.1	41.4	42.9	43.2	41.8	42.3	42.9
République slovaque	..	..	..	..	..	..	44.9	45.6	45.0	43.4	41.4	40.3	38.6	37.2	36.1	36.0	36.7	34.7	34.2	33.9
Espagne	36.9	38.7	38.7	39.5	41.4	41.7	39.9	37.9	38.3	38.2	37.8	38.3	38.1	38.0	38.4	38.3	38.7	39.3	39.4	39.3
Suède	62.8	64.8	64.7	62.6	62.1	61.1	61.1	60.2	62.1	61.5	62.2	62.1	61.8	59.1	57.5	58.0	58.3	59.1	58.4	57.7
Suisse	..	..	30.6	30.6	31.4	32.0	32.8	33.3	33.8	33.2	34.6	34.6	36.3	35.7	35.8	35.3	35.5	35.9	36.0	36.0
Royaume-Uni	41.6	41.3	40.7	40.9	39.6	38.1	38.6	39.1	38.9	39.3	40.3	40.7	41.3	41.6	40.0	40.0	40.6	41.9	42.2	42.6
États-Unis[2]	32.6	32.9	32.8	32.9	32.8	33.0	33.4	33.8	34.3	34.6	35.1	35.2	35.8	34.9	32.5	31.8	31.7	32.8	33.1	32.9
Zone euro	43.4	43.5	43.6	44.3	45.3	46.3	45.8	45.5	46.4	46.7	46.3	46.9	46.3	45.5	45.1	45.2	44.9	45.3	45.0	44.8
Total de l'OCDE	37.1	37.2	37.3	37.6	37.8	38.0	37.9	38.1	38.7	38.9	39.0	39.2	39.4	38.9	37.6	37.3	37.2	38.0	38.0	37.9

Note : Ces données concernent le secteur des administrations publiques qui est la consolidation des comptes du gouvernement central, des collectivités territoriales et de la sécurité sociale. Les recettes non fiscales incluent les revenus de la propriété (y compris les dividendes et autres transferts en provenance des entreprises publiques), les droits, ventes, amendes, et les transferts en capital reçus par les administrations publiques, etc. Voir les *Perspectives économiques de l'OCDE:* Sources et méthodes *(http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods).*

1. Y compris les paiements d'impôts différés sur les comptes d'épargne postaux en 2000, 2001 et 2002. En 2002 les entreprises ont été autorisées à retransférer au gouvernment la pension de base de leur système de retraite. Cela s'est traduit par un transfert en capital qui a réduit les besoins de financement des administrations publiques de 0.1 point de pourcentage du PIB en 2003 et de 1.2 point de pourcentage en 2004. Les chiffres de 2005 et 2006 incluent des transferts supplémentaires de respectivement 1.0 et 0.2 point de pourcentage.
2. Non-compris les excédents nets d'exploitation des entreprises publiques.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/537223776683*

Annexe : Tableau 27. **Solde financier des administrations publiques**

Excédent (+) ou déficit (-) en pourcentage du PIB nominal

	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Australie	-0.9	-0.6	-1.7	-4.1	-6.2	-5.7	-4.7	-3.7	-2.1	-0.4	0.7	2.0	0.9	-1.0	0.3	0.8	1.3	1.5	0.9	0.5
Autriche	-3.4	-3.1	-2.5	-2.9	-2.0	-4.4	-4.8	-5.7	-4.0	-1.8	-2.4	-2.3	-1.6	-0.1	-0.7	-1.7	-1.2	-1.6	-1.9	-1.5
Belgique	-7.1	-7.5	-6.7	-7.3	-8.0	-7.3	-5.0	-4.4	-3.8	-2.1	-0.8	-0.5	0.0	0.6	-0.1	0.0	-0.1	-0.1	-0.4	-1.0
Canada	-4.3	-4.6	-5.8	-8.4	-9.1	-8.7	-6.7	-5.3	-2.8	0.2	0.1	1.6	2.9	0.7	-0.1	0.0	0.7	1.7	2.2	1.8
République tchèque	..	..	..	..	..	..	..	-13.4	-3.1	-2.4	-5.0	-3.6	-3.7	-5.9	-6.9	-6.7	-2.9	-2.6	-3.3	-3.5
Danemark	1.7	0.3	-1.3	-2.9	-2.6	-3.8	-3.3	-2.9	-1.9	-0.5	0.0	1.4	2.3	1.2	0.2	-0.1	1.7	4.0	3.3	3.8
Finlande	5.2	6.8	5.4	-1.0	-5.5	-7.2	-5.7	-3.8	-2.9	-1.2	1.6	2.2	7.1	5.2	4.2	2.3	1.9	2.4	2.2	1.9
France	-2.3	-1.6	-1.8	-2.3	-3.9	-5.8	-5.4	-5.5	-4.1	-3.0	-2.6	-1.7	-1.5	-1.6	-3.2	-4.2	-3.7	-2.9	-2.9	-2.6
Allemagne	-2.0	0.1	-2.0	-2.8	-2.5	-3.0	-2.3	-3.2	-3.3	-2.6	-2.2	-1.5	1.3	-2.8	-3.7	-4.0	-3.7	-3.3	-3.1	-2.2
Grèce	-11.6	-13.6	-15.7	-11.0	-12.2	-13.4	-9.3	-10.2	-7.4	-6.6	-4.3	-3.5	-4.2	-4.9	-5.0	-5.9	-6.9	-4.4	-3.0	-3.3
Hongrie	..	..	..	-3.1	-7.5	-6.9	-11.6	-8.0	-6.2	-7.6	-8.7	-5.5	-3.0	-3.5	-8.4	-6.4	-5.4	-6.1	-5.8	-5.8
Islande	-2.0	-4.4	-3.3	-2.9	-2.8	-4.5	-4.7	-3.0	-1.6	0.0	0.5	2.3	2.4	0.2	-0.8	-2.0	0.3	3.2	2.0	-0.1
Irlande	-4.7	-2.7	-2.8	-2.8	-2.9	-2.7	-2.0	-2.1	-0.1	1.5	2.3	2.4	4.4	0.8	-0.4	0.2	1.6	1.0	-0.3	-0.5
Italie	-11.1	-11.4	-11.5	-11.4	-10.4	-10.0	-9.1	-7.4	-7.0	-2.7	-3.1	-1.8	-0.9	-3.1	-3.0	-3.5	-3.5	-4.3	-4.2	-4.6
Japon	1.1	1.8	2.1	1.8	0.8	-2.4	-4.2	-5.1	-5.1	-4.1	-5.9	-7.5	-7.7	-6.4	-8.2	-8.0	-6.3	-5.2	-5.2	-4.7
Corée	3.2	3.1	3.1	1.7	1.4	2.2	2.9	3.8	3.4	3.3	1.6	2.7	5.4	4.6	5.4	0.4	2.5	2.7	2.7	2.8
Luxembourg	..	..	4.3	0.7	-0.2	1.5	2.5	2.3	1.1	3.5	3.2	3.3	5.9	5.9	2.0	0.2	-1.1	-1.9	-1.7	-1.2
Pays-Bas	-4.4	-5.1	-5.2	-2.6	-3.9	-2.6	-3.3	-3.9	-1.5	-0.8	-0.6	0.7	2.3	-0.3	-2.0	-3.2	-2.1	-0.3	-0.5	-0.1
Nouvelle-Zélande	-3.6	-4.7	-3.5	-3.1	-0.4	3.3	3.1	3.0	1.7	0.1	-0.3	1.8	2.5	4.5	4.9	6.3	5.9	5.8	4.6	4.0
Norvège	2.6	1.8	2.2	0.1	-1.9	-1.4	0.3	3.4	6.5	7.8	3.5	6.2	15.6	13.6	9.3	7.5	11.7	15.8	18.5	18.5
Pologne	..	..	..	..	..	..	..	-4.4	-4.9	-4.6	-4.3	-1.8	-1.5	-3.7	-3.2	-4.7	-3.9	-2.5	-2.8	-2.6
Portugal	-3.6	-2.9	-6.3	-7.2	-4.5	-7.7	-7.3	-5.2	-4.5	-3.4	-3.0	-2.7	-3.0	-4.3	-2.9	-3.0	-3.2	-6.0	-5.0	-4.5
République slovaque	..	..	..	..	..	..	-6.1	-0.9	-7.4	-6.2	-3.8	-7.1	-12.3	-6.6	-7.8	-3.8	-3.1	-2.9	-2.3	-1.8
Espagne	-3.1	-2.6	-3.9	-4.6	-3.7	-6.9	-6.5	-6.3	-4.7	-2.9	-3.0	-0.9	-0.9	-0.5	-0.3	0.0	-0.2	1.1	1.1	0.9
Suède	3.3	3.3	3.4	-0.1	-8.9	-11.3	-9.2	-6.9	-2.8	-1.0	1.9	2.3	5.0	2.6	-0.5	-0.2	1.6	2.7	1.7	2.2
Suisse	..	..	0.6	-1.1	-2.4	-2.7	-1.9	-1.2	-1.4	-2.4	-1.5	0.0	2.4	0.9	0.1	-1.5	-1.1	-0.5	-0.2	0.2
Royaume-Uni	0.5	0.8	-1.6	-3.1	-6.5	-7.9	-6.8	-5.8	-4.2	-2.2	0.1	1.0	3.8	0.7	-1.7	-3.3	-3.3	-3.2	-3.4	-3.2
Etats-Unis	-3.6	-3.2	-4.2	-4.9	-5.8	-4.9	-3.6	-3.1	-2.2	-0.8	0.4	0.9	1.6	-0.4	-3.8	-5.0	-4.7	-3.8	-3.6	-3.7
Zone euro	-4.3	-3.7	-4.5	-4.9	-4.9	-5.6	-4.9	-4.9	-4.2	-2.6	-2.3	-1.3	0.0	-1.8	-2.6	-3.1	-2.8	-2.4	-2.3	-2.1
Total de l'OCDE	-2.6	-2.1	-2.9	-3.7	-4.6	-4.9	-4.2	-4.0	-3.1	-1.7	-1.3	-0.8	0.3	-1.3	-3.2	-4.0	-3.5	-2.7	-2.6	-2.6
Pour mémoire																				
Solde financier des administrations publiques hors sécurité sociale																				
États-Unis	-4.4	-4.2	-5.3	-5.8	-6.6	-5.6	-4.4	-3.9	-3.1	-1.9	-0.8	-0.6	0.1	-2.0	-5.4	-6.3	-6.0	-5.2	-4.9	-5.1
Japon[1]	-2.0	-1.4	-1.4	-0.9	-1.7	-4.6	-6.2	-7.0	-6.9	-5.8	-7.2	-8.5	-8.2	-6.5	-7.9	-8.1	-6.6	-5.3	-4.9	-4.3

Note : Le solde financier comprend les recettes ponctuelles provenant de la vente de licences de téléphonie mobile. Ces recettes sont substantielles dans un certain nombre de pays, en particulier l' Allemagne (2000), l' Australie (2000-2001), l'Autriche (2000), la Belgique (2001), le Danemark (2001), l'Espagne (2000), la France (2001-2002), la Grèce (2001), l'Irlande (2002), l'Italie (2000), la Nouvelle Zélande (2001), les Pays-Bas (2000), le Portugal (2000) et le Royaume-Uni (2000). Ces chiffres étant sur la base des comptes nationaux, pour certains pays de l'Union européenne et pour certaines années, ils peuvent être différents de ceux transmis à la Commission européenne dans le cadre de la Procédure du déficit excessif. Pour plus de détails se reporter aux notes des tableaux 25 et 26 de l'annexe statistique et aux *Perspectives économiques de l'OCDE:* Sources et méthodes *(http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods).*

1. Avant 1991, date de l'adoption du SCN93, ces données incluaient les fonds de pension privés.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/580813418256*

© OCDE 2006

Annexe : Tableau 28. **Solde financier des administrations publiques corrigé des variations cycliques**

Excédent (+) ou déficit (-) en pourcentage du PIB potentiel

	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Australie	-0.3	-0.4	-1.0	-2.1	-3.7	-3.5	-3.3	-2.8	-1.3	0.3	0.9	1.8	0.3	-1.2	0.1	0.6	1.2	1.5	1.0	0.5
Autriche	-2.3	-2.6	-2.8	-3.6	-2.6	-4.1	-4.4	-5.4	-3.7	-1.5	-2.4	-2.8	-3.0	-0.7	-0.4	-0.7	-0.2	-0.5	-0.8	-0.5
Belgique	-6.3	-7.5	-7.5	-7.9	-8.2	-5.7	-3.7	-3.2	-2.1	-1.2	0.2	0.1	-0.4	0.2	0.3	1.0	0.8	1.0	0.2	-0.7
Canada	-5.3	-5.9	-6.5	-7.2	-7.1	-6.6	-5.4	-4.3	-1.3	1.5	1.1	1.8	2.3	0.2	-0.5	-0.1	0.6	1.7	2.1	1.6
République tchèque	..	..	..	..	..	..	..	-14.8	-5.0	-3.3	-4.5	-2.6	-3.1	-5.4	-5.7	-5.3	-1.9	-2.4	-3.6	-4.0
Danemark	0.8	0.2	-0.8	-2.1	-1.6	-1.9	-2.3	-2.6	-1.9	-1.0	-0.5	1.1	1.4	0.4	0.4	0.9	2.9	4.5	3.0	3.0
Finlande	3.7	4.7	3.8	0.7	-0.7	-0.7	-0.2	0.6	0.6	0.3	2.2	2.3	6.4	5.1	4.5	2.7	2.0	2.6	2.0	1.4
France	-1.4	-1.5	-2.4	-2.7	-4.3	-5.1	-4.3	-4.5	-2.6	-1.4	-1.4	-0.9	-1.5	-2.0	-3.2	-3.6	-2.9	-2.0	-2.1	-1.9
Allemagne	-2.4	-1.0	-4.0	-3.5	-3.1	-2.1	-1.5	-2.7	-2.6	-1.9	-1.6	-1.2	-1.9	-3.7	-3.9	-3.3	-2.7	-2.2	-2.1	-1.4
Grèce	-11.5	-14.4	-15.9	-11.5	-12.2	-11.7	-7.6	-8.5	-5.8	-5.3	-3.3	-2.5	-3.7	-5.4	-5.1	-6.3	-7.6	-5.1	-3.5	-3.7
Hongrie	..	..	..	..	..	-8.7	-12.9	-8.3	-5.5	-7.3	-8.9	-5.8	-3.7	-4.2	-8.8	-6.3	-5.2	-5.9	-5.8	-6.0
Islande	-3.1	-4.6	-3.2	-2.2	-0.4	-1.9	-2.9	-1.0	-0.3	0.5	0.3	2.0	2.3	-0.1	-0.1	-1.0	-0.1	2.1	1.0	-0.7
Irlande	-3.0	-2.1	-3.9	-3.1	-2.1	-0.7	0.5	-0.3	1.3	1.8	2.1	1.3	2.7	-0.9	-1.9	-0.7	1.0	0.7	-0.5	-0.8
Italie	-10.7	-11.9	-12.0	-11.7	-10.1	-8.4	-7.5	-6.5	-5.9	-1.8	-2.3	-1.3	-2.6	-4.1	-3.7	-3.6	-3.4	-3.7	-3.6	-3.9
Japon[1]	1.3	1.4	1.0	0.8	-0.2	-2.8	-4.3	-5.2	-5.6	-4.6	-5.5	-6.5	-7.2	-5.7	-7.0	-7.0	-5.6	-4.9	-5.3	-5.2
Luxembourg	..	..	2.7	-1.4	-1.4	0.9	2.4	3.4	3.2	5.0	3.8	3.0	4.5	5.2	2.4	1.4	0.0	-0.9	-0.9	-0.7
Pays-Bas	-4.2	-5.8	-7.1	-4.8	-5.6	-2.9	-2.6	-3.3	-1.0	-0.8	-1.2	-0.5	-0.1	-2.0	-2.6	-2.4	-0.6	1.3	0.9	0.6
Nouvelle-Zélande	-3.3	-4.2	-2.6	-0.8	2.2	4.7	3.3	2.6	0.9	-0.3	0.5	1.9	2.3	4.3	4.3	5.8	5.0	5.3	4.8	4.6
Norvège[2]	0.7	0.1	-1.2	-3.8	-5.7	-5.8	-4.6	-1.5	-1.3	-0.8	-2.2	-1.1	0.9	0.0	-2.7	-4.4	-2.0	-1.5	-1.5	-1.5
Portugal	-3.2	-3.7	-7.6	-9.1	-5.6	-6.6	-5.4	-3.8	-3.3	-2.7	-3.2	-3.4	-4.6	-5.5	-3.3	-1.9	-2.0	-4.1	-2.8	-2.5
Espagne	-3.6	-3.8	-5.4	-6.0	-4.4	-5.9	-4.9	-4.8	-3.1	-1.5	-2.1	-0.6	-1.3	-0.8	-0.3	0.3	0.3	1.3	1.3	1.1
Suède	2.4	2.1	2.8	1.0	-6.0	-6.3	-5.3	-4.3	-0.1	1.1	3.0	2.4	4.2	2.4	-0.4	0.5	2.1	2.9	1.2	1.2
Suisse	..	..	-1.3	-1.5	-1.9	-1.6	-1.0	-0.3	-0.2	-1.4	-1.2	0.4	2.2	0.7	0.4	-0.4	-0.1	0.3	0.4	0.5
Royaume-Uni	-0.7	-0.6	-2.5	-2.6	-4.9	-6.3	-5.8	-5.2	-3.6	-1.8	0.2	1.1	1.1	0.3	-1.8	-3.4	-3.6	-3.1	-3.1	-3.0
États-Unis	-4.0	-3.9	-4.7	-4.4	-5.0	-4.1	-3.0	-2.4	-1.5	-0.4	0.5	0.6	1.1	-0.4	-3.2	-4.2	-4.4	-3.7	-3.7	-3.9
Zone euro	-4.4	-4.4	-5.8	-5.5	-5.2	-4.5	-3.9	-4.2	-3.2	-1.8	-1.8	-1.1	-1.8	-2.5	-2.7	-2.6	-2.3	-1.6	-1.6	-1.5
Total de l'OCDE	-3.0	-3.0	-4.0	-3.9	-4.4	-4.3	-3.8	-3.6	-2.7	-1.4	-1.1	-0.8	-0.8	-1.7	-3.2	-3.7	-3.3	-2.7	-2.8	-2.8

Note : Le solde financier des administrations publiques corrigé des variations cycliques exclut les recettes ponctuelles provenant de la vente de licences de téléphonie mobile pour les pays énumérés à la note du tableau 27. Pour plus de détails sur la méthodologie utilisée afin d'estimer la composante cyclique des soldes financiers des administrations publiques, voir les *Perspectives économiques de l'OCDE:* Sources et méthodes *(http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods).*

1. Les paiements d'impôts différés sur les comptes d'épargne postaux sont inclus en 2000, 2001 et 2002. En 2000, les dépenses incluent des transferts en capitaux à la compagnie qui assure les dépôts bancaires.
2. En pourcentage du PIB potentiel continental. Le solde corrigé des variations cycliques ne comprend pas les recettes nettes de la production pétrolière.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/235156233777*

Annexe : Tableau 29. **Solde financier primaire des administrations publiques**

Excédent (+) ou déficit (-) en pourcentage du PIB nominal

	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Australie	3.2	3.4	2.0	-0.9	-2.8	-3.0	-0.8	0.2	1.1	2.3	2.8	4.1	2.8	0.8	1.9	2.3	2.7	2.8	2.2	1.8
Autriche	-0.8	-0.5	0.1	-0.1	0.9	-1.2	-1.8	-2.6	-0.7	1.3	0.6	0.6	1.2	2.7	1.8	0.7	1.0	0.5	0.2	0.6
Belgique	2.3	3.2	4.4	3.3	2.4	3.0	3.8	4.1	4.3	5.3	6.3	6.0	6.4	6.7	5.4	5.2	4.6	4.3	3.7	2.9
Canada	-0.1	0.0	-0.7	-3.1	-3.8	-3.4	-1.5	0.4	2.5	5.0	4.9	5.9	6.0	3.6	2.5	2.0	2.2	2.8	2.6	2.0
République tchèque	..	..	..	..	..	..	..	-13.3	-2.6	-2.1	-4.6	-3.2	-3.3	-5.7	-6.9	-6.5	-2.5	-2.2	-2.8	-3.0
Danemark	5.9	4.2	2.4	0.9	0.6	-0.4	-0.1	0.2	1.0	2.4	2.5	3.9	4.3	3.0	1.9	1.2	2.4	4.5	3.6	3.9
Finlande	4.3	5.5	3.6	-3.0	-7.5	-7.6	-4.7	-3.0	-1.5	0.6	3.3	3.7	8.0	5.8	4.3	2.4	2.1	2.6	2.1	1.7
France	-0.4	0.4	0.4	0.0	-1.5	-3.0	-2.6	-2.5	-1.0	0.0	0.3	0.9	1.1	1.0	-0.6	-1.7	-1.2	-0.5	-0.5	-0.3
Allemagne	0.4	2.4	0.3	-0.9	-0.1	-0.5	0.2	-0.3	-0.4	0.2	0.8	1.3	4.0	-0.3	-1.2	-1.5	-1.2	-0.9	-0.6	0.2
Grèce	-4.4	-6.3	-5.9	-1.7	-1.0	-1.1	4.2	2.0	4.0	2.7	4.2	4.0	3.3	1.7	0.7	-0.7	-1.9	0.1	1.2	0.7
Islande	-1.4	-3.8	-2.2	-1.9	-1.9	-3.3	-3.5	-1.5	-0.2	1.1	1.8	3.5	3.4	1.0	-1.1	-1.6	0.5	3.6	2.5	0.4
Irlande	1.8	3.5	3.3	2.8	2.2	2.1	2.5	1.9	3.0	4.0	4.6	3.8	5.2	0.9	-0.3	0.4	1.7	1.1	0.1	-0.2
Italie	-3.4	-2.8	-2.0	-0.5	1.4	2.2	1.6	3.1	3.6	5.8	4.5	4.1	4.9	2.6	2.0	1.1	0.8	-0.1	-0.2	-0.2
Japon	2.9	3.3	3.3	2.9	1.9	-1.2	-3.0	-3.8	-3.8	-2.7	-4.4	-6.0	-6.2	-4.9	-6.7	-6.6	-4.9	-3.9	-3.7	-3.0
Corée	3.0	2.7	2.6	1.2	0.8	1.8	2.4	3.3	2.7	2.4	0.6	1.8	4.4	3.8	4.5	-0.5	1.6	1.9	2.0	2.2
Luxembourg	..	..	2.5	-1.0	-1.7	0.2	1.5	1.4	0.4	2.8	2.4	2.6	5.1	4.7	1.0	-0.7	-2.0	-2.7	-2.4	-2.0
Pays-Bas	-0.1	-1.1	-1.3	1.6	0.3	1.6	0.9	0.5	2.9	3.3	3.3	4.2	5.2	2.2	0.2	-1.0	-0.1	1.5	1.1	1.4
Nouvelle-Zélande	0.5	-0.5	-0.7	-0.2	2.1	4.7	4.6	3.7	2.3	0.8	0.0	2.2	2.5	4.3	4.7	6.0	5.5	5.3	3.9	3.3
Norvège	-0.8	-1.6	-1.3	-3.6	-5.3	-4.2	-1.9	1.1	4.3	5.7	1.4	3.9	13.0	10.4	5.7	4.0	8.0	11.9	14.4	14.4
Pologne	..	..	..	..	..	..	..	0.8	-0.6	-0.6	-0.4	0.8	0.8	-1.3	-0.9	-2.4	-1.7	-0.5	-0.9	-0.9
Portugal	2.7	2.9	1.9	1.1	3.6	-0.3	-1.1	0.7	0.6	0.6	0.3	0.3	0.1	-1.3	0.0	-0.2	-0.5	-3.3	-1.9	-1.4
République slovaque	..	..	..	..	..	..	-4.9	-0.1	-6.5	-5.0	-2.4	-5.7	-10.0	-4.2	-5.0	-2.5	-2.6	-3.1	-2.4	-1.8
Espagne	-0.4	0.2	-0.9	-1.3	0.0	-2.3	-1.9	-1.5	0.2	1.5	1.0	2.4	2.1	2.2	2.1	2.1	1.7	2.7	2.6	2.3
Suède	3.5	2.9	2.6	-0.8	-10.0	-11.8	-8.5	-5.5	-1.2	0.8	3.2	3.6	5.8	3.2	0.5	-0.1	1.4	2.3	1.1	1.7
Suisse	..	..	1.0	-0.7	-1.8	-2.1	-1.3	-0.5	-0.6	-1.6	-0.7	0.9	2.9	1.5	0.9	-0.7	-0.4	0.1	0.4	0.7
Royaume-Uni	3.5	3.6	1.1	-0.7	-4.1	-5.5	-4.1	-2.7	-1.1	1.0	3.1	3.5	6.2	2.7	0.1	-1.6	-1.5	-1.3	-1.4	-1.2
États-Unis	-0.5	0.1	-0.8	-1.3	-2.2	-1.5	-0.2	0.4	1.2	2.4	3.5	3.6	4.1	1.9	-1.7	-3.1	-2.9	-1.9	-1.6	-1.7
Zone euro	-0.5	0.4	-0.1	-0.3	0.0	-0.6	-0.2	-0.2	0.7	1.8	1.8	2.3	3.4	1.4	0.5	-0.2	-0.1	0.2	0.2	0.5
Total de l'OCDE	0.5	1.0	0.3	-0.4	-1.2	-1.5	-0.9	-0.5	0.3	1.5	1.7	1.9	2.7	1.0	-1.1	-2.1	-1.6	-0.9	-0.8	-0.7

Note: Le solde primaire exclut l'impact des charges d'intérêt nettes sur le solde financier. Pour plus de détails se reporter aux notes de bas de page des tableaux 27 et 31 de l'annexe statistique, et aux *Perspectives économiques de l'OCDE* : Sources et méthodes *(http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods).*

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

© OCDE 2006

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/458785823384*

Annexe : Tableau 30. **Solde financier primaire des administrations publiques corrigé des variations cycliques**

Excédent (+) ou déficit (-) en pourcentage du PIB potentiel

	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Australie	3.8	3.6	2.6	0.9	-0.5	-1.0	0.4	1.0	1.9	2.9	3.0	3.9	2.3	0.6	1.8	2.1	2.6	2.8	2.3	1.8
Autriche	0.3	-0.1	-0.1	-0.8	0.4	-1.0	-1.4	-2.2	-0.4	1.6	0.7	0.2	-0.1	2.1	2.1	1.6	2.0	1.6	1.2	1.5
Belgique	3.0	3.2	3.7	2.9	2.2	4.3	5.0	5.1	5.8	6.2	7.2	6.6	6.0	6.4	5.8	6.1	5.4	5.2	4.3	3.2
Canada	-1.0	-1.1	-1.3	-2.1	-2.0	-1.5	-0.4	1.3	3.9	6.2	5.8	6.1	5.5	3.2	2.1	1.8	2.2	2.8	2.5	1.9
République tchèque	..	..	..	..	..	..	..	-14.7	-4.5	-2.9	-4.1	-2.2	-2.8	-5.1	-5.7	-5.1	-1.6	-2.0	-3.2	-3.5
Danemark	5.1	4.1	2.8	1.7	1.4	1.4	0.9	0.5	1.1	2.0	2.0	3.7	3.5	2.3	2.1	2.2	3.6	5.1	3.3	3.1
Finlande	2.7	3.3	1.9	-1.2	-2.5	-1.2	0.7	1.3	1.9	2.1	3.8	3.8	7.4	5.7	4.6	2.8	2.2	2.7	1.9	1.2
France	0.5	0.5	-0.2	-0.4	-1.8	-2.4	-1.6	-1.5	0.4	1.5	1.5	1.7	1.1	0.6	-0.6	-1.1	-0.5	0.5	0.4	0.4
Allemagne	0.1	1.4	-1.7	-1.5	-0.7	0.3	1.0	0.2	0.3	1.0	1.3	1.5	0.8	-1.1	-1.4	-0.7	-0.3	0.2	0.2	1.0
Grèce	-4.3	-7.0	-6.0	-2.1	-1.0	0.1	5.4	3.2	5.3	3.7	5.0	4.8	3.7	1.2	0.7	-1.1	-2.5	-0.5	0.7	0.3
Islande	-2.5	-4.0	-2.1	-1.2	0.4	-0.8	-1.7	0.4	1.0	1.6	1.6	3.1	3.2	0.8	-0.4	-0.7	0.1	2.5	1.5	-0.2
Irlande	3.2	4.0	2.5	2.5	2.9	3.8	4.7	3.4	4.3	4.4	4.4	2.8	3.6	-0.8	-1.8	-0.5	1.1	0.8	-0.1	-0.5
Italie	-3.0	-3.2	-2.4	-0.7	1.6	3.5	3.0	3.9	4.4	6.6	5.2	4.6	3.3	1.7	1.4	0.9	0.8	0.4	0.4	0.4
Japon[1]	3.1	2.9	2.3	1.9	0.9	-1.6	-3.1	-3.9	-4.2	-3.2	-4.1	-5.1	-5.7	-4.3	-5.6	-5.6	-4.3	-3.5	-3.7	-3.4
Luxembourg	..	..	0.9	-3.2	-3.0	-0.3	1.5	2.6	2.5	4.3	2.9	2.3	3.6	4.0	1.5	0.5	-0.8	-1.7	-1.6	-1.4
Pays-Bas	0.1	-1.8	-3.0	-0.5	-1.3	1.3	1.5	1.1	3.4	3.4	2.8	3.2	3.0	0.5	-0.4	-0.3	1.3	3.0	2.4	2.1
Nouvelle-Zélande	0.8	0.0	0.1	1.9	4.5	6.0	4.8	3.3	1.5	0.4	0.7	2.3	2.2	4.1	4.1	5.5	4.6	4.7	4.2	3.9
Norvège[2]	-3.0	-3.6	-5.2	-7.9	-9.5	-9.0	-7.1	-4.2	-4.0	-3.4	-4.7	-3.9	-2.6	-4.2	-7.2	-8.8	-6.7	-6.8	-7.4	-7.3
Portugal	3.0	2.3	0.9	-0.4	2.7	0.5	0.6	2.0	1.7	1.3	0.1	-0.3	-1.5	-2.4	-0.3	0.8	0.6	-1.6	0.1	0.5
Espagne	-0.8	-0.9	-2.3	-2.6	-0.7	-1.4	-0.5	-0.1	1.7	2.7	1.8	2.7	1.7	1.9	2.1	2.4	2.1	2.9	2.8	2.5
Suède	2.5	1.7	2.0	0.3	-7.0	-6.7	-4.6	-3.0	1.3	2.9	4.3	3.7	5.0	2.9	0.6	0.5	1.8	2.6	0.5	0.7
Suisse	..	..	-0.9	-1.0	-1.3	-1.1	-0.3	0.5	0.6	-0.6	-0.4	1.2	2.7	1.4	1.2	0.3	0.6	0.9	0.9	1.0
Royaume-Uni	2.5	2.3	0.3	-0.3	-2.6	-3.9	-3.2	-2.1	-0.6	1.3	3.2	3.6	3.5	2.3	-0.1	-1.6	-1.8	-1.2	-1.1	-1.0
États-Unis	-0.9	-0.6	-1.3	-0.9	-1.6	-0.8	0.3	1.1	1.9	2.8	3.6	3.3	3.6	1.9	-1.2	-2.4	-2.6	-1.8	-1.8	-1.9
Zone euro	-0.5	-0.3	-1.3	-0.9	-0.3	0.4	0.7	0.5	1.6	2.5	2.3	2.4	1.7	0.8	0.3	0.3	0.4	1.0	0.9	1.0
Total de l'OCDE	0.1	0.3	-0.6	-0.5	-1.0	-0.8	-0.3	-0.1	0.8	1.8	2.1	2.0	1.8	0.7	-1.0	-1.7	-1.4	-0.8	-0.9	-0.9

Note : Le solde financier primaire corrigé des variations cycliques exclut l'impact des charges d'intérêt nettes sur le solde financier corrigé des variations cycliques. Pour plus de détails sur la méthodologie utilisée pour estimer la composante cyclique des soldes financiers des administrations publiques, voir les *Perspectives économiques de l'OCDE :* Sources et méthodes *(http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods).*

1. Les paiements d'impôts différés sur les comptes d'épargne postaux sont inclus en 2000, 2001 et 2002. En 2000, les dépenses incluent des transferts en capitaux à la compagnie qui assure les dépôts bancaires.
2. En pourcentage du PIB potentiel continental. Le solde corrigé des variations cycliques ne comprend pas les recettes nettes de la production pétrolière.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/228331583207*

Annexe : Tableau 31. **Charges d'intérêts nettes des administrations publiques**

En pourcentage du PIB nominal

	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Australie	4.1	4.0	3.7	3.2	3.4	2.7	3.8	3.9	3.3	2.7	2.1	2.1	2.0	1.8	1.7	1.5	1.4	1.3	1.3	1.3
Autriche	2.7	2.6	2.6	2.8	2.9	3.1	3.1	3.2	3.4	3.1	3.0	2.9	2.8	2.8	2.5	2.4	2.2	2.1	2.0	2.1
Belgique	9.4	10.7	11.0	10.6	10.4	10.3	8.8	8.5	8.1	7.4	7.1	6.5	6.4	6.1	5.5	5.2	4.7	4.3	4.1	3.9
Canada	4.2	4.6	5.2	5.3	5.3	5.3	5.2	5.7	5.3	4.8	4.8	4.3	3.1	2.9	2.6	2.0	1.6	1.1	0.4	0.3
République tchèque	..	..	..	..	..	..	..	0.1	0.5	0.3	0.4	0.5	0.3	0.3	0.0	0.2	0.3	0.4	0.5	0.5
Danemark	4.2	3.9	3.7	3.8	3.1	3.4	3.2	3.1	3.0	2.9	2.5	2.5	2.1	1.9	1.7	1.3	0.7	0.5	0.3	0.1
Finlande	-0.9	-1.3	-1.8	-2.0	-2.0	-0.5	1.0	0.8	1.4	1.8	1.6	1.5	1.0	0.6	0.1	0.0	0.2	0.1	0.0	-0.2
France	1.9	2.0	2.2	2.3	2.5	2.7	2.8	3.0	3.1	3.0	2.9	2.6	2.5	2.6	2.6	2.5	2.5	2.5	2.5	2.4
Allemagne[1]	2.5	2.3	2.2	2.0	2.4	2.5	2.5	2.9	2.9	2.9	2.9	2.7	2.7	2.6	2.5	2.5	2.4	2.4	2.4	2.4
Grèce	7.2	7.3	9.8	9.4	11.2	12.2	13.5	12.1	11.5	9.3	8.5	7.5	7.5	6.7	5.7	5.2	5.0	4.5	4.2	3.9
Islande	0.6	0.6	1.1	1.0	0.9	1.1	1.2	1.5	1.4	1.1	1.3	1.2	0.9	0.9	-0.3	0.4	0.2	0.3	0.5	0.5
Irlande	6.4	6.2	6.1	5.6	5.1	4.8	4.5	3.9	3.1	2.6	2.3	1.4	0.8	0.1	0.1	0.2	0.2	0.1	0.4	0.4
Italie	7.7	8.6	9.5	10.9	11.8	12.3	10.7	10.5	10.5	8.5	7.6	5.9	5.8	5.7	5.0	4.6	4.3	4.1	4.1	4.4
Japon[2]	1.8	1.5	1.3	1.1	1.1	1.2	1.2	1.3	1.3	1.3	1.5	1.5	1.5	1.4	1.5	1.4	1.3	1.3	1.5	1.8
Corée	-0.2	-0.4	-0.5	-0.6	-0.6	-0.4	-0.4	-0.5	-0.7	-0.8	-1.1	-0.9	-1.1	-0.8	-0.9	-0.9	-0.9	-0.9	-0.7	-0.6
Luxembourg	..	..	-1.8	-1.7	-1.6	-1.2	-1.0	-0.9	-0.7	-0.7	-0.8	-0.7	-0.8	-1.2	-0.9	-0.9	-0.8	-0.8	-0.8	-0.7
Pays-Bas	4.3	3.9	3.9	4.1	4.2	4.2	4.1	4.4	4.4	4.2	3.9	3.6	2.9	2.5	2.2	2.1	2.0	1.8	1.6	1.5
Nouvelle-Zélande	4.1	4.3	2.8	2.9	2.5	1.3	1.5	0.7	0.6	0.7	0.2	0.4	0.0	-0.2	-0.2	-0.3	-0.3	-0.5	-0.7	-0.7
Norvège	-3.4	-3.4	-3.5	-3.7	-3.4	-2.8	-2.2	-2.3	-2.2	-2.1	-2.1	-2.3	-2.6	-3.1	-3.6	-3.5	-3.7	-3.9	-4.1	-4.1
Pologne	..	..	..	..	..	..	..	5.3	4.3	4.0	3.9	2.6	2.3	2.4	2.3	2.3	2.1	2.0	1.9	1.8
Portugal	6.3	5.8	8.2	8.3	8.1	7.4	6.3	5.9	5.1	4.0	3.3	3.0	3.1	3.0	2.9	2.8	2.7	2.7	3.1	3.1
République slovaque	..	..	..	..	..	..	1.3	0.8	0.9	1.2	1.3	1.5	2.3	2.4	2.8	1.3	0.5	-0.2	-0.1	0.0
Espagne	2.7	2.8	3.0	3.3	3.6	4.6	4.5	4.8	4.9	4.3	3.9	3.3	3.0	2.7	2.4	2.1	1.8	1.6	1.5	1.4
Suède	0.1	-0.4	-0.8	-0.8	-1.0	-0.4	0.7	1.4	1.5	1.8	1.3	1.2	0.8	0.6	1.0	0.1	-0.2	-0.4	-0.6	-0.5
Suisse	..	..	0.4	0.4	0.6	0.6	0.7	0.8	0.7	0.8	0.8	0.9	0.5	0.7	0.8	0.8	0.7	0.6	0.6	0.6
Royaume-Uni	3.1	2.8	2.7	2.4	2.4	2.5	2.7	3.1	3.1	3.2	3.0	2.5	2.4	2.0	1.8	1.8	1.8	1.9	2.0	2.0
États-Unis	3.1	3.3	3.4	3.6	3.5	3.4	3.4	3.6	3.4	3.2	3.1	2.7	2.5	2.3	2.1	1.9	1.8	1.9	2.0	2.0
Zone euro	3.9	4.1	4.4	4.5	4.9	5.0	4.7	4.7	4.9	4.4	4.1	3.6	3.4	3.3	3.0	2.9	2.7	2.6	2.6	2.6
Total de l'OCDE	3.0	3.1	3.2	3.3	3.4	3.4	3.3	3.5	3.4	3.2	3.0	2.6	2.4	2.3	2.1	1.9	1.8	1.8	1.8	1.9

Note : Dans le cas de l'Irlande et de la Nouvelle-Zélande, les charges d'intérêts nettes n'étant pas disponibles, elles sont remplacées par le paiement des revenus nets au titre de la propriété. Pour le Danemark, les charges d'intérêts nettes comprennent les dividendes reçus. Voir les *Perspectives économiques de l'OCDE:* Sources et méthodes *(http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods).*

1. Y compris depuis 1995 les charges d'intérêts sur les engagements financiers du Fonds de la dette héritée.
2. Y compris les charges d'intérêts sur la dette des Chemins de fer et de l'Office national des forêts depuis 1998.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/281803070856*

© OCDE 2006

Annexe : Tableau 32. **Engagements financiers bruts des administrations publiques**

En pourcentage du PIB nominal

	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Australie	25.1	23.0	21.9	23.2	27.4	30.7	40.1	41.9	39.1	37.4	32.3	27.0	23.5	20.9	19.4	18.3	17.2	14.4	13.3	12.7
Autriche	59.1	58.1	57.5	57.6	57.3	62.0	65.1	69.6	69.7	67.3	67.4	69.8	69.5	70.3	71.6	69.5	68.9	69.0	69.2	69.3
Belgique	125.4	122.4	126.1	127.7	136.5	140.7	137.8	135.2	133.5	127.7	122.6	119.1	113.4	111.6	108.1	103.2	98.7	98.3	94.6	90.7
Canada	70.9	72.0	74.5	82.1	89.9	96.9	98.2	100.8	100.3	96.2	93.9	91.2	82.7	82.9	80.5	75.7	72.2	69.3	62.5	57.5
République tchèque	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	40.8	40.0	37.2	38.1	38.6
Danemark	71.6	69.8	70.6	71.5	75.6	90.4	83.9	80.0	77.2	72.7	69.0	63.2	56.3	53.8	54.5	52.8	49.4	43.0	39.6	35.5
Finlande	19.0	16.7	16.5	24.9	44.7	57.8	60.3	65.1	66.0	64.3	60.8	55.5	52.9	50.9	50.4	52.0	52.5	48.6	48.8	49.9
France	38.9	38.9	38.6	39.7	43.9	51.0	60.2	62.6	66.3	68.4	69.9	66.2	65.0	63.6	66.7	71.0	73.4	76.5	75.9	75.1
Allemagne[1]	42.3	40.9	41.5	37.9	41.0	46.3	46.7	55.8	58.9	60.4	62.2	60.8	59.9	59.3	61.6	64.6	67.9	69.6	71.3	71.1
Grèce	..	..	..	..	..	..	..	114.4	116.6	112.4	109.8	113.7	128.1	131.5	130.5	127.3	128.3	126.0	123.4	120.6
Hongrie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	67.8	65.7	66.5	60.1	59.1	59.8	59.8	62.7	64.3	65.0	65.8
Islande	30.7	36.2	36.2	38.4	46.3	53.2	55.7	59.0	56.4	53.1	48.0	43.2	41.0	46.4	42.6	40.6	35.0	27.0	24.1	23.6
Irlande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	61.4	50.1	42.6	38.5	36.1	34.5	33.0	31.8	31.7	31.7
Italie	..	..	..	..	..	..	..	121.9	128.3	130.2	132.5	126.7	121.6	121.1	120.0	117.9	119.4	121.4	122.3	123.4
Japon[2]	74.1	70.8	68.6	64.8	68.6	74.7	80.2	87.7	95.3	102.3	114.9	128.9	137.1	145.2	154.0	160.2	168.1	172.1	175.2	177.3
Corée	9.8	8.9	7.8	6.7	6.4	5.6	5.2	5.5	5.9	7.5	13.1	15.6	16.3	17.4	16.6	18.4	22.6	24.8	28.1	31.6
Luxembourg	..	..	4.7	4.1	4.8	6.0	5.5	5.8	6.3	6.4	6.2	5.6	5.3	6.5	6.5	6.3	6.6	6.0	9.0	10.2
Pays-Bas	84.4	85.0	84.2	85.3	89.0	93.7	83.9	87.0	86.0	81.0	79.5	71.1	63.7	59.5	60.3	61.9	62.3	62.8	62.6	62.1
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	..	..	57.4	51.3	44.9	42.3	42.2	39.6	37.4	35.3	33.7	31.6	28.6	26.5	26.1	24.9
Norvège	32.8	32.8	29.3	27.5	32.2	40.5	36.9	40.5	35.9	32.0	31.3	30.9	34.3	33.2	40.1	49.9	52.5	53.9	53.5	49.5
Pologne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	43.8	46.6	42.4	37.4	50.3	50.8	49.9	50.7	55.1	56.6
Portugal	..	..	..	..	..	..	..	68.8	68.4	64.6	64.9	60.9	60.0	61.5	64.9	66.2	68.4	72.3	74.6	76.7
République slovaque	..	..	..	..	..	..	..	39.2	38.0	39.2	41.2	52.0	59.1	59.4	52.1	50.2	48.6	42.9	37.3	32.3
Espagne	..	..	47.7	49.6	51.9	65.4	64.0	68.9	75.6	74.5	74.5	68.5	66.0	61.8	59.9	55.1	53.3	50.4	47.6	45.5
Suède	56.0	50.9	46.7	55.4	73.9	79.0	83.3	82.0	84.4	82.5	81.3	71.3	63.9	62.9	59.8	59.3	58.9	59.3	54.4	49.4
Suisse	35.2	32.8	31.3	33.5	38.7	43.2	45.8	47.9	50.5	52.6	55.6	52.6	53.3	52.2	57.7	57.4	58.6	54.3	54.2	53.6
Royaume-Uni	42.8	36.9	33.0	33.6	39.8	49.6	47.8	52.7	52.5	53.2	53.7	48.7	45.7	41.1	41.3	41.9	44.1	47.2	50.3	52.8
États-Unis	64.8	65.1	66.6	71.3	73.7	75.4	74.6	74.2	73.4	70.9	67.7	64.1	58.1	58.0	60.3	63.4	64.0	64.1	64.1	64.7
Zone euro	49.3	48.4	48.4	46.2	49.3	55.4	58.5	72.2	77.4	79.5	80.1	78.3	75.1	73.8	74.1	75.2	76.1	77.5	77.5	77.0
Total de l'OCDE	57.3	56.2	56.3	57.2	60.6	65.0	66.4	71.7	73.9	74.2	74.3	73.6	70.8	70.9	73.1	75.2	76.8	77.7	78.1	78.4

Note : Les données concernant les engagements financiers bruts ne sont pas toujours comparables entre pays en raison de définition ou traitement différent des composantes de la dette de chaque pays. En particulier, ces données incluent la partie provisionnée des engagements financiers des gouvernements au titre des retraites de leurs employés pour certains pays de l'OCDE dont l'Australie et les États-Unis. La dette de ces pays est donc surestimée par rapport à celle des pays qui ont des engagements importants au titre de pensions par répartition qui, selon le SEC95/SCN93, ne sont pas comptabilisés dans les chiffres de la dette, mais font l'objet d'un mémorandum. Les engagements financiers bruts du Luxembourg suivent la définition de Maastricht et non la méthodologie du SEC95/SCN93. Pour les pays de l'Union européenne, la dette selon la définition de Maastricht est présentée au tableau 60 de l'annexe. Voir les *Perspectives économiques de l'OCDE* : Sources et méthodes *(http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods).*

1. Y compris depuis 1995 les engagements financiers du Fonds de la dette héritée.
2. Y compris la dette des Chemins de fer et de l'Office national des forêts depuis 1998.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/680884015515*

Annexe : Tableau 33. **Engagements financiers nets des administrations publiques**

En pourcentage du PIB nominal

	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Australie	14.8	10.9	10.4	11.3	15.7	21.5	25.8	26.5	21.0	21.2	16.1	15.1	9.2	5.4	3.8	2.3	0.7	-0.5	-1.9	-2.4
Autriche	36.2	35.6	35.2	35.0	36.2	40.8	43.0	47.5	46.8	45.2	41.6	42.1	39.9	40.5	41.9	40.3	41.7	41.9	42.1	42.1
Belgique	116.4	113.4	113.1	114.2	120.4	123.2	121.5	120.8	119.6	115.2	109.7	105.6	100.1	97.4	94.8	92.0	86.5	86.1	82.4	78.5
Canada	38.0	40.9	43.3	50.0	58.5	64.4	67.4	69.3	67.5	63.5	60.8	55.1	46.6	42.8	41.0	35.3	31.1	26.3	20.0	14.9
République tchèque	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	-7.4	-4.3	-3.9	-0.4	3.1
Danemark	27.3	25.6	25.4	28.9	31.7	35.1	35.5	36.0	36.2	33.8	34.9	29.2	24.5	18.9	18.0	17.1	12.1	7.5	3.8	-0.2
Finlande[1]	-29.0	-33.1	-35.2	-33.8	-24.6	-16.0	-16.2	-4.0	-6.7	-7.4	-14.5	-50.8	-31.4	-32.2	-32.1	-40.1	-47.5	-59.6	-61.1	-60.7
France	14.7	15.3	17.1	18.5	20.0	26.8	29.7	37.5	41.8	42.2	40.5	33.6	35.1	36.7	41.8	44.2	44.4	44.0	43.4	42.5
Allemagne[2]	22.0	20.5	21.0	19.7	24.0	27.4	28.6	38.7	41.6	42.4	45.4	44.8	41.9	43.4	47.5	50.4	54.5	58.4	60.2	60.5
Grèce	..	..	..	..	..	..	..	95.5	95.4	88.9	83.7	80.6	99.8	105.5	106.3	99.6	97.9	95.7	93.3	90.4
Hongrie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	25.2	31.9	33.5	31.0	30.5	36.1	36.1	39.2	40.6	41.5	42.0
Islande	9.1	17.4	19.0	19.7	26.5	34.6	37.6	39.5	39.4	37.4	30.9	23.4	23.4	26.1	22.8	23.7	21.8	12.2	9.3	9.0
Irlande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	45.3	30.0	22.1	17.8	18.0	15.0	12.0	10.0	9.5	9.2
Italie	..	..	..	..	..	..	..	98.3	104.1	104.9	108.1	102.2	96.6	97.3	97.1	96.2	97.7	98.6	100.1	101.3
Japon[3]	49.8	40.7	26.1	13.3	14.7	18.1	20.8	25.0	29.4	35.1	46.6	54.1	60.4	66.1	72.8	77.3	82.2	86.3	89.7	92.0
Corée	-13.1	-15.5	-16.5	-15.3	-14.7	-15.5	-16.1	-17.4	-19.0	-21.5	-23.1	-23.9	-27.0	-30.0	-31.8	-30.0	-29.8	-30.4	-30.3	-30.3
Pays-Bas	26.2	29.2	32.1	33.2	39.0	43.4	42.2	51.6	50.5	48.6	46.0	35.1	34.8	33.0	34.9	36.1	37.8	38.1	38.0	37.4
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	..	..	44.4	38.1	32.8	30.2	28.1	25.8	23.7	20.5	16.4	11.2	4.8	-0.1	-1.9	-3.1
Norvège	-42.7	-41.9	-41.7	-37.9	-35.6	-32.4	-31.0	-36.5	-41.6	-49.5	-51.9	-59.1	-69.6	-87.3	-84.5	-98.3	-111.2	-124.3	-146.3	-161.4
Pologne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	6.3	13.4	12.7	12.2	16.2	16.2	14.0	15.3	19.9	21.2
Portugal	..	..	..	..	..	..	..	25.1	27.3	27.2	32.9	29.6	28.8	29.4	33.6	36.3	40.3	45.1	48.5	51.4
République slovaque	..	..	..	..	..	..	..	-28.3	-17.8	-10.1	-5.2	-4.5	10.5	15.7	-6.5	-5.5	-2.2	-8.2	-13.7	-18.7
Espagne	..	..	30.0	32.0	32.5	40.7	40.5	46.6	51.3	50.4	49.8	44.2	41.7	40.1	38.6	35.0	33.6	30.8	28.3	26.2
Suède	0.2	-6.1	-8.0	-5.1	4.6	10.6	20.9	25.9	25.9	23.3	20.1	9.3	1.4	-3.0	2.3	-2.0	-5.7	-12.4	-17.6	-22.7
Suisse	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	24.5	20.4	20.8	23.8	24.6	25.4	21.0	20.8	20.3
Royaume-Uni	20.5	15.6	14.9	15.5	22.5	32.3	33.0	38.9	41.1	43.1	44.4	39.9	36.8	33.4	34.1	34.7	36.9	40.6	43.4	45.9
États-Unis	47.6	47.7	48.9	52.5	55.9	58.4	57.9	57.2	56.3	53.1	49.1	44.1	39.2	38.0	40.7	43.5	45.1	45.8	46.5	47.8
Zone euro	23.8	23.2	25.0	24.3	27.1	32.0	34.3	49.5	54.7	56.4	56.6	53.6	50.5	50.5	52.3	53.6	54.3	55.2	55.3	55.0
Total de l'OCDE	35.0	33.3	32.3	32.2	35.6	39.5	40.7	45.8	47.5	47.2	46.4	43.7	40.8	40.5	42.9	44.3	45.5	46.4	46.9	47.4

Note: La mesure des engagements financiers nets n'est pas toujours comparable entre pays en raison de définition ou traitement différent des composantes de la dette (ou des actifs) de chaque pays. Premièrement, le traitement des engagements des administrations publiques en ce qui concerne les fonds de retraite des fonctionnaires peut-être différent (voir la note du tableau 32 de l'annexe). Deuxièmement, un certain nombre d'éléments inclus dans les actifs des administrations publiques diffèrent selon les pays. Ainsi, les avoirs en actions sont exclus des actifs dans certains pays, tandis que les avoirs en devises étrangères, en or et en DTS, sont considérés comme des actifs aux États-Unis et au Royaume-Uni. Pour plus de détails voir les *Perspectives économiques de l'OCDE :* Sources et méthodes *(http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods).*

1. A partir de 1995, les actions de sociétés immobilières ne sont plus classées dans les actifs financiers.
2. Y compris depuis 1995 les engagements financiers du Fonds de la dette héritée.
3. Y compris la dette des Chemins de fer et de l'Office national des forêts depuis 1998.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/786386648100*

© OCDE 2006

Annexe : Tableau 34. **Taux d'intérêt à court terme**

Pourcentage annuel

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Quatrième trimestre 2005	2006	2007
Australie	10.2	6.5	5.2	5.7	7.7	7.2	5.4	5.0	5.0	6.2	4.9	4.7	4.9	5.5	5.6	5.8	5.9	5.6	5.9	5.9
Autriche	9.5	9.5	7.0	5.1	4.6	3.4	3.5	3.6												
Belgique	9.4	9.4	8.2	5.7	4.8	3.2	3.4	3.6												
Canada	9.0	6.7	5.0	5.5	7.1	4.5	3.6	5.1	4.9	5.7	4.0	2.6	3.0	2.3	2.8	4.1	4.7	3.3	4.3	4.8
République tchèque	..	..	13.1	9.1	10.9	12.0	15.9	14.3	6.9	5.4	5.2	3.5	2.3	2.4	2.0	2.5	3.6	2.1	3.1	3.8
Danemark	9.7	11.0	10.4	6.1	6.1	3.9	3.7	4.1	3.3	4.9	4.6	3.5	2.4	2.1	2.2	2.7	3.5	2.3	2.9	3.7
Finlande	13.1	13.3	7.8	5.4	5.8	3.6	3.2	3.6												
France	9.6	10.3	8.6	5.8	6.6	3.9	3.5	3.6												
Allemagne	9.2	9.5	7.3	5.4	4.5	3.3	3.3	3.5												
Grèce	23.3	21.7	21.3	19.3	15.5	12.8	10.4	11.6	8.9	4.4										
Hongrie	..	..	17.2	26.9	32.0	24.0	20.1	18.0	14.7	11.0	10.8	8.9	8.2	11.3	7.0	6.2	6.5	6.0	6.4	6.5
Islande	14.6	10.5	8.8	4.9	7.0	7.0	7.1	7.4	8.6	11.2	11.0	8.0	5.0	6.1	9.0	12.6	10.5	9.5	12.5	9.0
Irlande	10.4	14.3	9.1	5.9	6.2	5.4	6.1	5.4												
Italie	12.2	14.0	10.2	8.5	10.5	8.8	6.9	5.0												
Japon	7.4	4.5	3.0	2.2	1.2	0.6	0.6	0.7	0.2	0.2	0.1	0.1	0.0	0.0	0.0	0.1	0.7	0.0	0.1	1.1
Corée	18.3	16.4	13.0	13.3	14.1	12.7	13.4	15.2	6.8	7.1	5.3	4.8	4.3	3.8	3.7	4.4	4.9	4.0	4.5	5.1
Luxembourg	9.4	9.4	8.2	5.7	4.8	3.2	3.4	3.6												
Mexique	19.8	15.9	15.5	14.6	48.2	32.9	21.3	26.2	22.4	16.2	12.2	7.5	6.5	7.1	9.3	7.5	6.7	8.6	7.5	6.5
Pays-Bas	9.3	9.4	6.9	5.2	4.4	3.0	3.3	3.5												
Nouvelle-Zélande	10.0	6.7	6.3	6.7	9.0	9.3	7.7	7.3	4.8	6.5	5.7	5.7	5.4	6.1	7.1	7.4	6.0	7.5	7.1	5.6
Norvège	10.6	11.8	7.3	5.9	5.5	4.9	3.7	5.8	6.5	6.7	7.2	6.9	4.1	2.0	2.2	3.1	4.4	2.5	3.7	4.6
Pologne	..	..	34.9	31.8	27.7	21.3	23.1	19.9	14.7	18.9	15.7	8.8	5.7	6.2	5.2	4.1	4.3	4.6	4.0	4.5
Portugal	17.7	16.1	12.5	11.1	9.8	7.4	5.7	4.3												
République slovaque	..	..	..	..	..	11.5	20.2	18.1	14.8	8.2	7.5	7.5	5.9	4.4	2.6	3.7	4.1	2.8	4.1	4.1
Espagne	13.2	13.3	11.7	8.0	9.4	7.5	5.4	4.2												
Suède	11.6	12.9	8.4	7.4	8.7	5.8	4.1	4.2	3.1	4.0	4.0	4.1	3.0	2.1	1.7	2.4	3.9	1.6	3.0	4.5
Suisse	8.2	7.9	4.9	4.2	2.9	2.0	1.6	1.5	1.4	3.2	2.9	1.1	0.3	0.5	0.8	1.6	2.2	1.0	2.1	2.2
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	38.9	92.4	59.5	38.5	23.8	15.6	14.0	12.8	14.5	13.6	12.6
Royaume-Uni	11.5	9.6	5.9	5.5	6.7	6.0	6.8	7.3	5.4	6.1	5.0	4.0	3.7	4.6	4.7	4.5	4.6	4.6	4.6	4.6
États-Unis	5.9	3.8	3.2	4.7	6.0	5.4	5.7	5.5	5.4	6.5	3.7	1.8	1.2	1.6	3.5	5.1	5.1	4.3	5.3	5.0
Zone euro	10.6	11.2	8.6	6.3	6.5	4.8	4.3	3.9	3.0	4.4	4.3	3.3	2.3	2.1	2.2	2.7	3.4	2.3	2.9	3.7

Note: Taux du marché à 3 mois si disponibles ou instruments financiers similaires. Voir *Perspectives économiques de l'OCDE* : Sources et méthodes, *(http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods).*

Les pays membres de la zone euro ne sont pas montrés après 1998 (2000 pour la Grèce) car leur taux d'intérêt à court terme est le même que celui de la zone euro.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/157052064225*

Annexe : Tableau 35. **Taux d'intérêt à long terme**

Pourcentage annuel

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Quatrième trimestre 2005	2006	2007
Australie	10.7	9.2	7.3	9.0	9.2	8.2	6.9	5.5	6.1	6.3	5.6	5.8	5.4	5.6	5.3	5.6	5.7	5.4	5.7	5.7
Autriche	8.5	8.1	6.7	7.0	7.1	6.3	5.7	4.7	4.7	5.6	5.1	5.0	4.2	4.2	3.4	4.0	4.3	3.4	4.2	4.4
Belgique	9.3	8.7	7.2	7.7	7.4	6.3	5.6	4.7	4.7	5.6	5.1	4.9	4.1	4.1	3.4	4.0	4.3	3.4	4.2	4.4
Canada	9.5	8.1	7.2	8.4	8.2	7.2	6.1	5.3	5.5	5.9	5.5	5.3	4.8	4.6	4.1	4.5	4.6	4.1	4.6	4.7
République tchèque	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	6.3	4.9	4.1	4.8	3.5	3.6	3.9	3.6	3.7	4.0
Danemark	9.3	9.0	7.3	7.8	8.3	7.2	6.3	5.0	4.9	5.7	5.1	5.1	4.3	4.3	3.4	4.0	4.4	3.3	4.2	4.4
Finlande	11.7	12.0	8.8	9.0	8.8	7.1	6.0	4.8	4.7	5.5	5.0	5.0	4.1	4.1	3.4	4.0	4.3	3.3	4.2	4.4
France	9.0	8.6	6.8	7.2	7.5	6.3	5.6	4.6	4.6	5.4	4.9	4.9	4.1	4.1	3.4	4.0	4.3	3.4	4.2	4.4
Allemagne	8.5	7.9	6.5	6.9	6.9	6.2	5.7	4.6	4.5	5.3	4.8	4.8	4.1	4.0	3.4	3.9	4.2	3.3	4.1	4.3
Grèce	..	..	..	..	..	..	9.8	8.5	6.3	6.1	5.3	5.0	4.3	4.3	3.6	4.1	4.4	3.6	4.3	4.5
Islande	..	13.1	13.4	7.0	9.7	9.2	8.7	7.7	8.5	11.2	10.4	8.0	6.7	7.5	9.0	10.3	9.2	9.5	10.1	8.7
Irlande	9.4	9.3	7.6	8.0	8.2	7.2	6.3	4.7	4.8	5.5	5.0	5.0	4.1	4.1	3.3	4.0	4.3	3.3	4.2	4.4
Italie	13.3	13.3	11.2	10.5	12.2	9.4	6.9	4.9	4.7	5.6	5.2	5.0	4.3	4.3	3.6	4.2	4.6	3.6	4.4	4.7
Japon	6.3	5.3	4.3	4.4	3.4	3.1	2.4	1.5	1.7	1.7	1.3	1.3	1.0	1.5	1.4	1.8	2.3	1.5	2.0	2.4
Corée	16.5	15.1	12.1	12.3	12.4	10.9	11.7	12.8	8.7	8.5	6.7	6.5	5.0	4.5	4.7	5.7	6.5	5.4	6.0	6.9
Luxembourg	..	..	..	7.2	7.2	6.3	5.6	4.7	4.7	5.5	4.9	4.7	3.3	2.8	2.4	3.4	3.8	2.6	3.7	3.9
Mexique	19.7	16.1	15.6	13.8	39.9	34.4	22.4	24.8	24.1	16.9	13.8	8.5	7.4	7.7	9.3	7.6	6.9	8.4	7.6	6.7
Pays-Bas	8.7	8.1	6.4	6.9	6.9	6.2	5.6	4.6	4.6	5.4	5.0	4.9	4.1	4.1	3.4	3.9	4.3	3.4	4.2	4.4
Nouvelle-Zélande	10.1	8.4	6.9	7.6	7.8	7.9	7.2	6.3	6.4	6.9	6.4	6.5	5.9	6.1	5.9	5.8	5.8	5.9	5.8	5.8
Norvège	10.0	9.6	6.9	7.4	7.4	6.8	5.9	5.4	5.5	6.2	6.2	6.4	5.0	4.4	3.7	4.2	4.8	3.8	4.5	4.8
Portugal	..	..	..	10.5	11.5	8.6	6.4	4.9	4.8	5.6	5.2	5.0	4.2	4.1	3.4	4.1	4.4	3.5	4.3	4.5
République slovaque	..	..	..	..	..	9.7	9.4	21.7	15.9	8.6	8.1	6.9	5.0	5.0	3.5	4.2	4.4	3.5	4.4	4.4
Espagne	12.8	11.7	10.2	10.0	11.3	8.7	6.4	4.8	4.7	5.5	5.1	5.0	4.1	4.1	3.4	3.9	4.2	3.4	4.1	4.3
Suède	10.7	10.0	8.5	9.5	10.2	8.0	6.6	5.0	5.0	5.4	5.1	5.3	4.6	4.4	3.4	3.5	4.2	3.3	3.6	4.6
Suisse	6.2	6.4	4.6	5.0	4.5	4.0	3.4	3.0	3.0	3.9	3.4	3.2	2.7	2.7	2.1	2.7	3.0	2.1	2.9	3.0
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	37.7	99.6	63.5	44.1	24.9	16.2	14.0	12.9	14.3	13.7	12.7
Royaume-Uni	10.1	9.1	7.5	8.2	8.2	7.8	7.1	5.5	5.1	5.3	4.9	4.9	4.5	4.9	4.4	4.5	4.8	4.3	4.7	4.9
États-Unis	7.9	7.0	5.9	7.1	6.6	6.4	6.4	5.3	5.6	6.0	5.0	4.6	4.0	4.3	4.3	5.0	5.2	4.5	5.2	5.2
Zone euro	10.2	9.7	7.8	8.0	8.4	7.1	6.0	4.8	4.7	5.4	5.0	4.9	4.1	4.1	3.4	4.0	4.3	3.4	4.2	4.4

Note: Emprunts phare d'État à 10 ans si disponibles ou instruments financiers similaires, (pour la Corée, obligations à 5 ans). Pour plus de détails voir *Perspectives économiques de l'OCDE* : Sources et méthodes, *(http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods).*

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

© OCDE 2006

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/045283131433*

Annexe : Tableau 36. **Taux de change nominaux (vis-à-vis du dollar des États-Unis)**

Moyenne des taux journaliers

	Unité monétaire	1995	1996	1997	1998	1999	1999	2000	2001	2002	2003	2004	Estimations et hypothèses[1] 2005	2006	2007
Australie	*Dollar*	1.350	1.277	1.348	1.592	1.550	1.550	1.727	1.935	1.841	1.542	1.359	1.313	1.316	1.297
Autriche	*Schilling*	10.08	10.58	12.20	12.38	12.91									
Belgique	*Franc*	29.50	30.98	35.76	36.30	37.86									
Canada	*Dollar*	1.372	1.364	1.385	1.483	1.486	1.486	1.485	1.548	1.570	1.400	1.301	1.212	1.122	1.107
République tchèque	*Couronne*	26.54	27.15	31.70	32.28	34.59	34.59	38.64	38.02	32.73	28.13	25.69	23.95	22.76	22.323
Danemark	*Couronne*	5.604	5.798	6.604	6.699	6.980	6.980	8.088	8.321	7.884	6.577	5.988	5.996	5.970	5.869
Finlande	*Markka*	4.367	4.592	5.187	5.345	5.580									
France	*Franc*	4.991	5.116	5.837	5.899	6.157									
Allemagne	*Deutschemark*	1.433	1.505	1.734	1.759	1.836									
Grèce	*Drachme*	231.6	240.7	272.9	295.3	305.7									
Hongrie	*Forint*	125.7	152.6	186.6	214.3	237.1	237.1	282.3	286.5	257.9	224.3	202.6	199.5	207.8	205.3
Islande	*Couronne*	64.77	66.69	70.97	71.17	72.43	72.43	78.84	97.67	91.59	76.69	70.19	62.88	70.68	72.23
Irlande	*Livre*	0.624	0.625	0.660	0.703	0.739									
Italie	*Lire*	1629	1543	1703	1736	1817									
Japon	*Yen*	94.1	108.8	121.0	130.9	113.9	113.9	107.8	121.5	125.3	115.9	108.1	110.1	114.6	113.5
Corée	*Won*	771.4	804.4	950.5	1 400.5	1 186.7	1 186.7	1 130.6	1 290.4	1 251.0	1 191.0	1 145.2	1 024.2	947.1	940.0
Luxembourg	*Franc*	29.50	30.98	35.76	36.30	37.86									
Mexique	*Peso*	6.421	7.601	7.924	9.153	9.553	9.553	9.453	9.344	9.660	10.790	11.281	10.890	10.885	10.972
Pays-Bas	*Florin*	1.605	1.686	1.951	1.983	2.068									
Nouvelle-Zélande	*Dollar*	1.524	1.454	1.513	1.869	1.892	1.892	2.205	2.382	2.163	1.724	1.509	1.421	1.550	1.559
Norvège	*Couronne*	6.337	6.457	7.072	7.545	7.797	7.797	8.797	8.993	7.986	7.078	6.739	6.441	6.281	6.120
Pologne	*Zloty*	2.425	2.695	3.277	3.492	3.964	3.964	4.346	4.097	4.082	3.888	3.651	3.234	3.066	3.005
Portugal	*Escudo*	149.9	154.2	175.2	180.1	188.2									
République slovaque	*Couronne*	29.7	30.65	33.62	35.23	41.36	41.36	46.23	48.35	45.30	36.76	32.23	31.04	29.93	29.409
Espagne	*Peseta*	124.7	126.7	146.4	149.4	156.2									
Suède	*Couronne*	7.134	6.707	7.635	7.947	8.262	8.262	9.161	10.338	9.721	8.078	7.346	7.472	7.464	7.331
Suisse	*Franc*	1.182	1.236	1.450	1.450	1.503	1.503	1.688	1.687	1.557	1.345	1.243	1.246	1.249	1.227
Turquie	*Lire*	0.046	0.081	0.152	0.260	0.419	0.419	0.624	1.228	1.512	1.503	1.426	1.341	1.331	1.360
Royaume-Uni	*Livre*	0.634	0.641	0.611	0.604	0.618	0.618	0.661	0.694	0.667	0.612	0.546	0.550	0.550	0.540
États-Unis	*Dollar*	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000
Zone euro	*Euro*	..	..	..	..	..	0.938	1.085	1.117	1.061	0.885	0.805	0.805	0.806	0.795
	SDR	0.659	0.689	0.726	0.737	0.731	0.731	0.758	0.785	0.773	0.714	0.675	0.677	0.682	0.677

Note: Quand aucun taux n'est montré, c'est que le taux de l'euro a été adopté.

1. Sur la base de l'hypothèse technique que les taux se maintiendront au niveau du 4 mai 2006, excepté pour la Turquie où les taux sont fonction de la politique de taux de change officielle.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/534227688865*

Annexe : Tableau 37. **Taux de change effectifs**

Indices 2000 = 100, moyenne des taux journaliers

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	Estimations et hypothèses[1] 2005	2006	2007
Australie	104.8	99.5	107.2	103.9	113.9	115.4	107.4	107.6	100.0	93.7	97.2	108.6	117.2	120.1	119.2	120.0
Autriche	92.5	95.6	97.8	102.5	101.5	99.6	101.6	102.3	100.0	100.4	101.0	104.4	105.5	104.7	104.8	105.1
Belgique	95.8	97.9	102.2	107.9	106.2	102.0	104.4	104.1	100.0	101.2	103.0	108.3	110.2	109.7	109.6	110.0
Canada	112.9	107.7	102.8	102.0	103.9	104.3	99.4	99.1	100.0	97.0	95.5	105.5	112.0	119.8	129.1	130.5
République tchèque	..	94.7	98.1	98.8	100.4	97.4	99.1	98.7	100.0	105.0	117.0	116.7	117.0	124.4	130.0	130.5
Danemark	93.8	98.2	100.5	105.7	104.7	102.3	104.9	104.2	100.0	101.8	103.3	108.1	109.5	108.7	108.4	108.6
Finlande	88.3	79.5	90.1	103.6	101.1	98.9	101.7	104.7	100.0	102.1	104.3	110.3	112.4	111.7	111.2	111.6
France	93.6	97.4	100.4	104.5	104.9	102.1	104.5	103.8	100.0	100.9	102.5	107.4	109.0	108.5	108.2	108.4
Allemagne	89.0	93.9	98.5	106.0	104.5	100.9	104.6	104.5	100.0	101.2	103.1	109.4	111.6	110.4	110.2	110.7
Grèce	129.3	120.5	115.1	113.8	111.9	109.9	106.6	107.0	100.0	101.0	102.8	107.8	109.5	108.5	108.2	108.5
Hongrie	..	214.4	192.8	153.0	130.3	120.7	109.3	105.4	100.0	101.9	108.9	108.3	110.4	111.2	105.8	105.5
Islande	103.1	97.1	92.9	93.3	92.8	94.8	97.4	99.0	100.0	85.2	87.9	92.1	93.2	103.6	91.9	88.3
Irlande	113.1	107.4	109.2	111.2	114.1	113.9	110.5	107.3	100.0	101.2	103.6	112.6	115.1	114.9	114.8	115.3
Italie	115.2	99.2	99.1	91.3	100.5	101.8	104.0	103.8	100.0	101.3	103.2	108.3	110.1	109.3	109.2	109.6
Japon	60.1	74.3	86.4	92.5	80.6	77.1	80.0	91.9	100.0	92.3	88.4	91.4	95.3	92.4	86.8	87.1
Corée	119.6	117.8	119.1	119.5	121.4	112.4	81.3	93.3	100.0	92.4	95.4	94.8	94.8	105.7	114.2	114.1
Luxembourg	98.6	99.2	102.0	105.4	104.2	102.0	103.0	102.8	100.0	100.4	101.5	105.0	106.2	105.7	105.6	105.8
Mexique	259.3	272.4	263.8	138.6	117.7	115.5	102.6	97.9	100.0	102.8	99.7	87.1	81.9	84.3	83.9	83.0
Pays-Bas	92.7	97.2	101.8	108.8	107.3	102.1	105.7	105.4	100.0	101.4	103.7	110.8	113.4	112.8	112.5	113.0
Nouvelle-Zélande	97.4	102.0	109.4	116.9	124.3	127.3	114.3	110.3	100.0	98.7	106.8	121.6	129.7	135.8	124.4	122.4
Norvège	101.1	100.0	100.8	104.5	104.6	105.6	102.4	102.2	100.0	103.3	112.1	109.7	106.0	110.3	112.4	113.6
Pologne	..	170.5	139.2	122.7	114.4	106.3	104.0	97.0	100.0	110.2	105.4	94.8	92.7	103.8	108.6	109.1
Portugal	106.3	102.5	101.7	104.9	104.5	103.1	103.0	102.4	100.0	100.9	102.0	104.7	105.4	105.0	105.0	105.1
République slovaque	..	98.2	97.1	100.4	101.3	106.0	105.9	98.3	100.0	97.6	98.0	103.5	108.0	110.2	112.9	113.1
Espagne	124.2	111.0	105.7	106.0	107.1	102.8	104.0	103.1	100.0	101.1	102.5	106.3	107.5	107.0	106.9	107.2
Suède	112.4	92.5	93.6	94.0	103.5	100.2	99.9	99.7	100.0	91.9	94.1	99.5	101.3	98.7	98.0	98.3
Suisse	82.9	86.8	95.6	104.0	102.7	96.9	101.0	101.8	100.0	104.0	109.3	111.1	111.5	110.7	109.7	110.1
Turquie	6 053.0	4 239.0	1 719.1	990.8	581.1	345.5	207.8	137.2	100.0	56.3	41.8	36.8	35.8	37.8	37.8	36.5
Royaume-Uni	82.8	76.6	79.0	76.4	78.1	91.1	97.0	97.4	100.0	99.0	100.2	96.3	100.8	99.3	98.8	99.4
États-Unis	68.3	72.7	76.9	78.5	82.9	88.8	98.0	97.6	100.0	105.3	105.8	99.6	95.1	92.7	90.6	89.7
Zone euro	95.2	94.2	100.8	109.5	111.7	104.6	110.8	109.9	100.0	102.5	106.4	119.4	123.8	122.0	121.7	122.7

Note : Pour plus de détails sur la méthode de calcul, se reporter aux *Perspectives économique de l'OCDE* , Sources et Méthodes, section sur les taux de change et les indicateurs de compétitivité, *(http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods).*

1. Sur la base de l'hypothèse technique que les taux se maintiendront au niveau du 4 mai 2006, excepté pour la Turquie où les taux varient afin de garder le taux de change réel constant.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

© OCDE 2006

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/228657885262*

Annexe Tableau 38. **Volume des exportations de biens et services**

Biens et services, sur la base des comptes nationaux, pourcentages de variation par rapport à l'année précédente

	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Australie	3.6	2.9	8.4	13.2	5.5	8.2	9.2	5.1	10.6	11.5	0.0	5.2	10.9	2.3	0.1	-2.3	4.1	2.0	1.7	9.2
Autriche	10.2	9.6	7.7	3.8	1.4	-1.5	5.3	6.0	4.6	11.8	8.3	6.2	10.6	7.1	3.3	2.8	8.6	4.1	6.3	6.7
Belgique	9.6	8.2	4.6	3.1	3.7	-0.4	8.3	5.0	2.5	6.2	5.5	5.3	8.6	1.0	1.0	2.8	5.6	2.6	5.4	5.8
Canada	8.9	1.0	4.7	1.8	7.2	10.8	12.7	8.5	5.6	8.3	9.1	10.7	8.9	-3.0	1.0	-2.1	5.0	2.3	2.9	4.3
République tchèque	..	..	..	..	..	..	0.2	16.7	5.7	8.2	10.4	5.0	17.8	11.2	2.0	7.5	20.9	11.2	11.1	9.8
Danemark	11.2	4.2	6.2	6.5	0.5	1.0	8.4	3.2	4.2	4.9	4.1	11.6	12.7	3.1	4.1	-1.2	2.7	7.9	6.2	4.9
Finlande	2.9	3.0	1.6	-7.4	10.0	16.2	13.5	8.6	5.4	13.8	9.3	6.0	19.5	-0.8	5.0	1.5	5.5	7.1	7.5	5.9
France[1]	8.4	10.5	4.7	5.6	5.3	-0.3	7.8	7.8	2.8	12.5	7.7	3.9	13.0	2.6	1.5	-1.8	2.2	3.2	6.7	7.2
Allemagne	5.5	10.3	13.2	12.9	-1.9	-4.8	8.1	6.6	6.2	11.8	7.4	5.6	14.2	6.8	4.3	2.3	8.3	6.6	8.5	7.3
Grèce	-2.1	2.0	-3.5	4.1	10.0	-2.6	7.4	3.0	3.5	20.0	5.3	18.1	14.1	-1.0	-7.7	1.0	11.7	3.1	7.9	8.2
Hongrie	..	..	..	..	..	..	13.7	36.4	12.1	22.3	17.6	12.2	22.0	8.0	3.9	7.8	16.4	10.6	12.3	12.1
Islande	-3.6	2.9	0.0	-5.9	-2.0	6.5	9.3	-2.3	9.9	5.6	4.6	3.9	4.3	7.4	3.8	1.6	8.4	3.5	8.9	10.0
Irlande	9.0	10.3	8.7	5.7	13.9	9.7	15.1	20.0	12.5	17.6	23.1	15.5	20.2	9.4	4.1	0.7	7.0	1.8	6.4	6.3
Italie	5.6	9.2	6.3	-2.1	6.0	8.9	10.2	12.7	-0.3	3.9	0.7	-1.8	9.6	0.3	-4.0	-2.2	2.5	0.7	4.9	5.3
Japon	5.3	9.3	6.7	4.1	3.9	-0.1	3.6	4.3	6.2	11.3	-2.4	1.5	12.2	-6.7	7.6	9.0	13.9	6.9	12.3	9.0
Corée	11.7	-4.0	4.5	11.1	12.2	12.2	16.3	24.4	12.2	21.6	12.7	14.6	19.1	-2.7	13.3	15.6	19.6	8.5	9.0	11.1
Luxembourg	11.1	12.6	5.6	9.2	2.7	4.8	7.7	4.6	2.2	11.4	11.2	14.2	12.6	4.5	2.8	3.7	10.1	8.9	9.3	8.1
Mexique	5.8	5.7	5.3	5.1	5.0	8.1	17.8	30.2	18.2	10.7	12.2	12.3	16.3	-3.6	1.4	2.7	11.6	6.9	8.8	7.4
Pays-Bas	8.1	7.5	5.6	5.6	1.8	4.8	9.7	8.8	4.6	8.8	7.4	5.1	11.3	1.6	0.9	2.0	8.5	5.9	7.3	7.5
Nouvelle-Zélande	4.1	-1.0	4.8	10.6	3.8	4.8	9.9	3.8	3.8	3.9	1.5	7.9	7.0	3.4	6.3	2.8	5.6	-0.3	7.3	9.2
Norvège	6.4	11.0	8.6	6.1	4.7	3.2	8.4	4.9	10.2	7.7	0.6	2.8	4.0	5.0	-0.8	0.2	0.6	0.5	1.6	2.0
Pologne	..	..	..	..	..	..	13.1	22.9	12.0	12.2	14.4	-2.5	23.2	3.1	4.8	14.2	14.0	8.1	9.0	9.2
Portugal	8.2	12.2	9.5	1.2	3.2	-3.3	8.4	8.8	5.7	6.1	8.5	3.0	8.4	1.8	1.5	3.7	4.5	0.9	4.0	5.6
République slovaque	..	..	..	..	..	..	14.8	4.5	-1.1	17.6	12.8	5.0	13.7	6.3	5.6	22.5	11.4	10.9	16.6	13.1
Espagne	3.8	1.4	4.7	8.3	7.5	7.8	16.7	9.4	10.4	14.9	8.0	7.4	10.3	4.0	1.8	3.6	3.3	1.0	3.6	4.8
Suède	2.8	3.2	1.8	-1.9	2.2	8.3	13.8	11.4	4.5	13.1	8.5	7.7	11.3	0.8	0.9	4.4	10.7	6.6	8.9	7.7
Suisse	6.2	6.1	2.8	-1.3	3.1	1.3	1.9	0.5	3.6	11.1	3.9	6.5	12.2	0.2	-0.7	-0.5	8.9	4.5	7.3	7.1
Turquie	18.4	-0.3	2.6	3.7	11.0	7.7	15.2	8.0	22.0	19.1	12.0	-7.0	19.2	7.4	11.1	16.0	12.5	8.5	10.4	10.8
Royaume-Uni	0.7	4.5	5.5	-0.1	4.3	4.4	9.2	9.3	8.7	8.3	3.1	4.3	9.1	2.9	0.2	1.2	4.6	5.6	7.3	7.8
États-Unis[1]	16.0	11.5	9.0	6.6	6.9	3.2	8.7	10.1	8.4	11.9	2.4	4.3	8.7	-5.4	-2.3	1.8	8.4	6.9	7.7	8.3
Total OCDE	7.8	7.8	7.0	5.0	4.4	2.9	8.9	9.1	6.6	10.8	5.1	5.3	11.6	0.0	1.8	2.7	8.1	5.5	7.6	7.6

Note: Les aggrégats régionaux sont calculés *à l'inclusion* du commerce intra-régional comme la somme des volumes exprimés en dollars constants de 2000.

1. Les données de volume de certains composants utilisent des indices de prix hédonistes.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/038256804008*

Annexe Tableau 39. **Volume des importations de biens et services**

Biens et services, sur la base des comptes nationaux, pourcentages de variation par rapport à l'année précédente

	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Australie	17.1	20.6	-4.0	-2.4	7.1	4.2	14.2	8.1	8.2	10.3	6.5	8.9	7.5	-4.3	11.1	10.4	15.0	8.5	6.3	9.5
Autriche	10.4	9.2	7.1	5.4	2.7	-5.4	9.8	5.9	4.8	8.0	5.7	5.8	9.1	4.9	1.3	4.5	6.4	2.8	5.3	6.9
Belgique	10.4	9.7	4.9	2.9	4.1	-0.4	7.3	4.7	2.6	4.9	7.0	4.5	8.6	0.2	0.2	2.9	6.3	3.8	5.0	6.1
Canada	13.5	5.9	2.0	2.5	4.7	7.4	8.0	5.7	5.1	14.2	5.1	7.8	8.1	-5.1	1.5	4.1	8.1	7.0	5.3	5.0
République tchèque	..	..	..	..	..	..	7.8	21.2	12.2	6.8	8.4	4.6	17.3	12.8	4.8	7.9	18.1	4.9	7.9	8.5
Danemark	8.3	4.1	1.2	3.6	0.1	-1.1	12.8	7.4	3.3	9.5	8.5	3.5	13.0	1.9	7.5	-1.7	6.4	10.8	8.1	6.1
Finlande	9.4	9.6	0.0	-13.1	0.4	2.0	12.4	6.6	6.4	10.7	8.6	3.4	16.0	0.8	2.1	2.6	6.1	10.2	6.5	5.2
France[1]	8.0	8.2	4.5	2.4	1.0	-3.7	8.7	6.4	2.4	7.6	10.6	5.9	14.9	2.4	1.5	1.3	6.1	6.5	7.9	7.0
Allemagne	5.7	8.5	10.7	12.2	1.7	-4.6	8.3	6.8	3.7	8.3	9.0	8.2	10.7	1.5	-1.3	5.0	6.1	5.5	8.7	6.5
Grèce	7.3	10.5	8.4	5.8	1.1	0.6	1.5	8.9	7.0	14.2	9.2	15.0	15.1	-5.2	-2.4	5.2	9.3	-1.2	5.9	6.3
Hongrie	..	..	..	..	..	..	8.8	15.1	9.4	23.1	23.8	13.3	20.2	5.2	6.6	11.1	13.2	5.8	11.9	11.7
Islande	-4.6	-10.3	1.0	5.3	-6.0	-7.5	3.8	3.6	16.5	8.0	23.5	4.4	8.6	-9.1	-2.6	10.8	14.4	28.4	13.1	-2.3
Irlande	4.9	13.5	5.1	2.4	8.2	7.5	15.5	16.4	12.5	16.7	27.6	12.4	21.6	7.3	1.9	-1.5	7.5	4.6	7.2	7.3
Italie	6.3	9.4	9.0	2.2	5.9	-11.5	8.5	9.6	-1.9	9.2	8.1	2.9	6.4	-0.3	-0.5	1.0	1.9	1.8	5.2	5.5
Japon	18.5	16.9	7.8	-1.1	-0.7	-1.4	7.9	13.3	13.1	0.7	-6.7	3.7	8.5	0.9	0.9	3.9	8.5	6.2	4.9	4.2
Corée	13.7	17.5	13.8	18.6	5.4	6.0	21.3	23.0	14.3	3.5	-21.8	27.8	20.1	-4.2	15.2	10.1	13.9	6.9	8.3	10.1
Luxembourg	10.5	9.1	5.0	9.1	-3.1	5.2	6.7	4.2	4.6	12.6	11.8	14.8	10.5	6.0	1.8	4.9	9.8	9.4	9.4	7.7
Mexique	36.7	18.0	19.7	15.2	19.6	1.9	21.3	-15.0	22.9	22.7	16.6	14.1	21.5	-1.6	1.5	0.7	11.6	8.7	9.9	8.0
Pays-Bas	6.4	7.7	3.8	4.9	1.5	0.3	9.4	10.5	4.4	9.5	8.5	5.8	10.5	2.2	0.3	2.0	7.8	5.1	6.6	6.7
Nouvelle-Zélande	-0.8	14.4	3.6	-5.2	8.3	5.4	13.1	8.7	7.6	2.1	1.3	12.1	-0.4	2.0	9.6	8.5	16.6	6.4	0.1	4.9
Norvège	-2.4	2.2	2.5	0.5	1.6	4.9	5.8	5.7	8.8	12.4	8.5	-1.8	2.7	0.9	0.7	1.1	8.9	6.7	6.6	3.1
Pologne	..	..	..	..	..	..	11.3	24.2	28.0	21.4	18.6	1.0	15.5	-5.3	2.7	9.3	15.2	4.9	8.7	9.1
Portugal	18.0	5.9	14.5	7.2	10.7	-3.3	8.8	7.4	5.2	9.8	14.2	8.6	5.3	0.9	-0.7	-0.4	6.8	1.8	2.7	5.0
République slovaque	..	..	..	..	..	..	-4.7	11.6	19.7	14.2	16.5	-6.7	10.5	11.0	5.5	13.6	12.7	11.2	17.7	12.1
Espagne	16.1	17.7	9.6	10.3	6.8	-5.2	11.4	11.1	9.0	13.2	14.8	13.6	10.8	4.2	3.9	6.0	9.3	7.1	7.4	7.3
Suède	4.5	7.7	0.7	-4.9	1.5	-2.2	12.4	7.4	3.8	11.9	11.3	4.9	11.6	-2.8	-1.9	5.1	6.9	6.8	8.6	6.8
Suisse	5.0	5.8	3.2	-1.9	-3.8	-0.1	7.7	4.3	3.2	8.3	7.5	4.3	9.6	3.2	-2.6	1.3	7.4	5.3	7.7	7.6
Turquie	-4.5	6.9	33.0	-5.2	10.9	35.8	-21.9	29.6	20.5	22.4	2.3	-3.7	25.4	-24.8	15.8	27.1	24.7	11.5	14.2	11.2
Royaume-Uni	12.8	7.4	0.5	-4.5	6.8	3.3	5.8	5.6	9.7	9.7	9.3	7.9	9.0	4.8	4.5	1.8	6.7	5.3	6.7	6.9
États-Unis[1]	3.9	4.4	3.6	-0.6	6.9	8.7	11.9	8.0	8.7	13.6	11.6	11.5	13.1	-2.7	3.4	4.6	10.7	6.3	7.3	6.7
Total OCDE	8.8	8.8	5.7	2.5	4.1	1.1	9.6	8.2	7.4	9.9	7.4	8.3	11.7	-0.2	2.4	4.1	8.8	6.0	7.2	6.8

Note: Les aggrégats régionaux sont calculés *à l'inclusion* du commerce intra-régional comme la somme des volumes exprimés en dollars constants de 2000.

1. Les données de volume de certains composants utilisent des indices de prix hédonistes.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/888367817784*

© OCDE 2006

Annexe Tableau 40. **Prix des exportations de biens et services**

Total des biens, pourcentages de variation, exprimés en monnaie nationale

	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Australie	7.9	5.9	1.1	-5.2	2.0	0.9	-4.0	5.9	-2.5	-0.2	2.2	-5.5	13.3	6.8	-2.0	-5.3	4.2	12.3	11.2	0.1
Autriche	2.5	2.5	0.9	0.6	0.0	0.3	1.1	1.9	1.1	1.2	0.4	0.6	1.4	0.7	0.5	-0.3	1.0	1.6	1.5	1.2
Belgique	3.8	7.3	-1.7	-0.6	-1.1	-1.3	1.3	1.6	1.5	4.7	-1.0	-0.4	9.6	2.1	-0.5	-2.1	2.3	5.6	3.2	1.9
Canada	0.3	2.1	-0.7	-3.6	2.9	4.4	5.9	6.4	0.6	0.2	-0.3	1.1	6.2	1.3	-1.9	-1.4	1.7	2.8	1.4	0.3
République tchèque	..	..	..	..	..	..	5.2	6.4	4.7	5.6	3.9	1.1	3.3	-0.4	-5.5	-0.4	2.1	-2.6	-0.6	1.9
Danemark	-0.8	6.8	0.7	1.3	1.3	-1.7	-0.3	0.9	1.5	2.7	-2.1	-0.5	8.2	1.6	-1.3	-1.0	1.8	5.4	2.6	1.5
Finlande	4.8	5.7	0.5	-0.3	6.0	6.8	1.3	4.9	0.2	-0.7	-0.9	-5.0	3.0	-2.1	-5.3	-3.1	1.0	-0.8	-0.2	-0.5
France[1]	3.4	3.6	-2.0	-0.8	-1.9	-1.6	0.0	0.3	1.4	1.9	-1.0	-1.3	2.5	-0.3	-1.7	-1.2	1.9	1.0	1.4	0.7
Allemagne	1.7	2.5	-0.2	1.0	1.0	0.1	0.8	1.2	-0.5	0.9	-0.9	-0.9	2.5	0.4	-0.2	-1.5	-0.2	0.7	1.3	0.7
Grèce	11.9	13.9	15.9	14.0	10.1	9.1	8.6	8.7	5.6	3.6	4.1	1.9	8.0	1.3	2.4	2.2	3.2	3.2	2.9	1.6
Hongrie	..	..	..	..	..	..	18.5	11.2	19.0	15.2	12.8	4.5	9.8	2.9	-4.3	0.0	-1.4	-0.6	2.8	2.2
Islande	18.2	26.3	17.0	6.9	-1.3	4.8	6.2	4.8	-0.2	2.1	2.4	0.0	3.8	21.5	-1.7	-7.1	1.3	-4.3	6.7	5.7
Irlande	5.6	7.3	-8.1	-0.3	-2.0	6.8	0.2	1.9	-0.3	1.2	3.7	2.3	6.1	4.0	0.0	-5.1	-0.8	1.1	2.9	1.6
Italie	3.3	6.6	3.1	3.9	0.7	10.4	3.4	8.2	1.7	2.9	2.8	2.1	7.2	4.5	2.6	0.9	4.2	5.7	3.0	1.8
Japon	-1.8	3.3	1.7	-2.3	-2.5	-6.6	-3.1	-2.0	3.2	1.6	0.6	-8.5	-3.7	2.0	-1.3	-3.3	-1.2	1.4	3.0	0.6
Corée	1.5	-0.6	4.8	2.7	2.5	0.4	1.1	2.0	-3.1	4.7	24.7	-19.3	-4.2	2.4	-9.4	-1.4	4.3	-7.9	0.7	-2.6
Luxembourg	2.0	4.3	0.1	1.2	1.8	5.7	3.1	1.5	6.9	1.6	0.6	5.3	9.8	-4.0	-0.6	-1.5	5.6	5.9	6.2	2.4
Mexique	64.5	18.9	25.2	7.6	5.2	3.3	5.9	79.6	22.8	7.1	9.4	6.6	3.4	-2.3	3.5	11.0	6.6	2.8	2.3	2.0
Pays-Bas	0.2	4.0	-0.8	0.1	-2.0	-2.1	0.5	0.9	0.5	2.7	-1.4	-0.7	8.2	1.5	-1.8	-1.0	0.4	2.9	3.5	1.1
Nouvelle-Zélande	4.8	9.1	-0.4	-2.8	5.6	2.0	-2.6	-0.5	-2.5	-2.4	4.9	-0.1	14.3	7.2	-7.5	-8.0	0.3	1.1	4.9	2.6
Norvège	0.6	10.7	3.0	-1.2	-7.0	2.0	-2.7	1.9	6.9	2.0	-7.9	10.7	35.7	-3.2	-9.7	1.8	14.3	17.1	14.7	2.4
Pologne	..	..	..	..	..	..	31.7	19.6	7.6	14.0	13.1	5.8	1.8	1.3	4.7	6.2	8.3	-3.2	-0.5	2.0
Portugal	11.7	11.8	6.3	3.4	0.5	4.9	6.4	5.6	-0.9	3.4	1.6	0.3	5.3	0.8	-0.1	-1.8	1.2	2.2	3.2	1.7
République slovaque	..	..	..	..	..	..	10.7	8.4	4.0	-0.3	2.1	5.7	12.3	5.4	0.8	-3.4	-2.1	0.3	0.1	0.4
Espagne	4.7	6.0	0.8	1.5	2.9	5.0	4.6	5.9	1.4	3.0	0.5	0.0	7.3	1.9	0.8	-0.2	2.0	4.9	4.3	2.0
Suède	5.1	6.5	1.8	1.6	-2.8	8.9	3.7	6.7	-5.2	0.5	-1.6	-1.8	2.7	2.1	-1.4	-1.7	-0.2	3.0	3.1	0.5
Suisse	2.0	5.9	0.5	3.3	1.6	1.7	0.0	-0.1	-0.8	0.7	-0.4	-0.7	2.1	0.2	-0.8	0.8	0.3	1.6	1.7	1.0
Turquie	74.9	53.2	38.2	61.0	62.5	59.9	164.8	73.0	69.0	87.0	60.1	52.1	39.9	86.9	21.4	4.7	12.2	-1.0	0.7	2.7
Royaume-Uni	0.3	8.2	4.4	1.6	1.6	8.8	1.0	3.2	1.3	-4.0	-3.8	-0.6	2.3	-0.7	0.4	1.5	-0.4	1.8	2.8	1.1
États-Unis[1]	5.2	1.7	0.7	1.3	-0.4	0.0	1.1	2.3	-1.3	-1.7	-2.3	-0.6	1.7	-0.4	-0.4	2.1	3.5	3.7	3.1	1.7
Total OCDE	4.6	4.8	1.8	1.1	0.6	1.7	2.3	4.9	1.6	1.6	0.9	-1.1	3.8	1.4	-0.7	-0.1	2.0	2.4	2.7	1.1

Note: Les aggrégats régionaux sont calculés *à l'inclusion* du commerce intra-régional. Ils sont calculés comme la moyenne géométrique des prix pondérés par les volumes de commerce de l'année 2000 exprimés en dollars.

1. Certains composants sont estimés sur une base hédoniste.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/440355636100*

Annexe : Tableau 41. **Prix des importations de biens et services**

Total des biens, pourcentages de variation, exprimés en monnaie nationale

	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Australie	-4.0	-1.4	4.1	1.3	4.2	5.7	-4.3	3.4	-6.6	-1.7	6.9	-4.6	7.5	5.7	-4.1	-8.5	-5.0	0.5	3.4	0.4
Autriche	2.0	3.1	0.5	1.1	0.6	0.7	1.2	1.0	2.3	1.8	0.3	0.6	2.8	0.6	-1.2	-0.7	1.2	2.8	2.5	1.6
Belgique	2.2	6.4	-1.4	-0.7	-2.8	-2.8	1.8	1.7	2.4	5.6	-1.9	0.4	11.9	2.1	-1.2	-2.1	2.8	6.4	4.1	1.9
Canada	-2.1	0.2	1.4	-1.6	4.4	6.4	6.6	3.4	-1.1	0.8	3.7	-0.2	2.1	3.0	0.6	-6.9	-2.1	-1.1	-3.6	0.0
République tchèque	..	..	..	..	..	..	2.6	5.8	1.8	5.2	-1.9	1.6	6.2	-2.7	-8.4	-0.6	1.8	-0.4	1.2	1.8
Danemark	-1.4	6.8	-0.6	2.1	-1.1	-1.3	0.5	0.5	-0.1	2.4	-2.1	-0.5	7.2	1.5	-2.5	-1.8	1.2	3.9	3.4	0.9
Finlande	2.4	4.4	0.6	2.9	8.1	7.6	0.0	0.5	0.1	1.3	-3.2	-1.9	8.2	-3.1	-2.9	0.8	3.5	2.2	2.3	1.8
France[1]	2.5	6.8	-0.9	1.0	-3.2	-1.8	-0.6	0.2	0.7	1.3	-2.2	-1.2	5.9	-0.9	-4.3	-1.6	1.3	3.0	1.5	-0.1
Allemagne	1.8	5.3	-0.9	2.3	-2.1	-1.8	-0.1	-0.3	0.2	3.1	-2.4	-1.4	7.7	0.5	-2.2	-2.5	0.0	2.2	2.8	0.8
Grèce	9.2	14.7	13.7	12.3	12.3	7.4	5.6	7.5	5.0	2.8	3.8	1.7	9.3	1.8	0.9	1.4	1.1	3.2	1.2	0.4
Hongrie	..	..	..	..	..	..	15.6	14.6	20.7	13.4	11.7	5.5	12.4	2.4	-5.4	0.2	-0.9	1.1	4.3	2.2
Islande	19.2	31.5	19.3	3.3	-0.7	8.7	5.9	3.7	3.1	0.1	-0.7	0.6	6.3	21.1	-2.3	-3.1	2.6	-5.3	2.4	3.9
Irlande	6.4	6.2	-3.7	2.4	-1.2	4.5	2.4	3.8	-0.5	0.8	2.8	2.6	7.3	3.7	-0.9	-4.1	-0.5	0.7	2.7	1.3
Italie	4.6	6.9	-0.5	0.0	1.7	15.4	4.8	11.4	-1.8	2.3	-0.8	2.5	15.4	3.4	0.4	-0.9	4.2	7.7	4.3	2.4
Japon	-3.9	5.6	7.3	-5.1	-5.1	-8.3	-4.5	-1.7	8.6	6.3	-2.8	-8.5	2.1	2.1	-0.8	-0.9	2.6	7.9	9.0	1.0
Corée	-1.8	-5.7	7.1	1.9	3.5	0.3	1.1	4.2	3.0	11.4	27.2	-16.8	5.9	5.8	-8.9	1.0	5.5	-2.5	5.0	-0.6
Luxembourg	0.8	3.8	1.6	2.5	2.7	3.2	2.1	1.3	6.6	5.2	1.7	3.0	12.3	-3.2	-2.2	-4.3	7.5	6.0	5.2	2.6
Mexique	68.3	14.9	16.2	9.1	4.3	3.7	5.3	95.2	21.2	3.6	12.2	3.3	0.1	-2.8	2.2	12.3	7.6	-0.4	0.4	2.5
Pays-Bas	-0.2	4.6	-1.3	0.3	-1.1	-2.1	0.1	0.2	1.2	2.2	-1.5	0.5	8.3	0.5	-2.9	-1.9	1.1	2.8	2.0	2.0
Nouvelle-Zélande	-3.9	7.6	1.4	2.3	6.3	-1.6	-3.8	-1.8	-3.7	-0.4	5.7	0.7	15.4	2.2	-5.9	-11.6	-4.7	0.2	12.1	4.6
Norvège	4.4	7.0	1.2	-0.4	-1.8	1.5	0.9	0.8	1.0	0.3	1.4	-1.1	6.6	0.3	-5.3	1.0	5.6	1.4	2.1	0.2
Pologne	..	..	..	..	..	..	27.0	18.0	10.4	15.7	10.9	7.1	7.8	1.3	5.4	6.7	4.8	-4.4	0.4	3.0
Portugal	11.7	10.6	4.1	1.0	-4.2	4.4	4.3	3.9	1.5	2.6	-1.4	-0.7	8.5	0.3	-1.7	-2.1	2.0	3.7	3.8	1.5
République slovaque	..	..	..	..	..	..	12.3	7.3	7.2	0.3	-0.2	8.1	11.6	8.4	-0.2	-3.3	-1.7	2.0	0.5	-0.1
Espagne	0.1	1.9	-2.8	-1.5	1.2	6.1	5.8	4.4	0.4	3.4	-1.5	0.3	10.6	-0.3	-2.2	-1.5	1.8	4.1	4.1	1.6
Suède	4.1	5.7	3.3	0.3	-2.4	13.5	3.3	4.8	-4.5	0.7	-1.2	1.0	4.4	4.3	0.1	-2.2	0.2	5.3	3.8	2.1
Suisse	4.3	8.6	-1.1	0.9	2.3	-1.8	-4.5	-2.4	-0.1	3.5	-1.8	-0.2	5.7	0.6	-4.4	-1.5	0.8	3.6	2.8	0.9
Turquie	79.0	66.7	28.4	60.2	63.1	48.9	163.3	85.0	80.4	74.1	62.5	48.2	50.6	89.2	31.7	1.9	8.5	-0.6	-1.2	2.5
Royaume-Uni	-0.9	6.5	3.3	0.3	0.0	8.6	3.0	5.9	0.1	-7.1	-5.8	-1.1	3.1	-0.1	-2.3	0.4	-0.4	3.5	3.4	2.7
États-Unis[1]	4.8	2.2	2.8	-0.4	0.1	-0.9	0.9	2.7	-1.8	-3.6	-5.4	0.6	4.2	-2.5	-1.2	3.4	5.0	6.1	4.6	2.1
Total OCDE	4.2	4.9	2.5	0.8	0.3	1.5	2.5	5.5	1.8	1.5	-0.6	-0.6	6.2	0.9	-1.5	0.0	2.4	3.8	3.4	1.5

Note: Les aggrégats régionaux sont calculés *à l'inclusion* du commerce intra-régional. Ils sont calculés comme la moyenne géométrique des prix pondérés par les volumes de commerce de l'année 2000 exprimés en dollars.

1. Certains composants sont estimés sur une base hédoniste.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/838380284442*

© OCDE 2006

Annexe : Tableau 42. **Positions concurrentielles : prix relatifs à la consommation**

Indices, 2000 = 100

	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Australie	119.5	127.0	125.0	122.4	110.6	102.1	107.2	105.4	115.3	114.2	104.3	104.9	100.0	96.1	101.5	114.7	124.0	127.7
Autriche	105.4	103.3	105.5	103.8	105.3	106.5	106.7	109.7	107.2	103.5	103.8	102.7	100.0	100.2	100.5	103.2	104.0	103.3
Belgique	106.3	104.1	108.3	107.1	107.9	107.8	109.5	113.1	110.4	105.0	105.7	104.2	100.0	100.8	102.0	106.6	108.2	108.2
Canada	129.0	134.4	134.0	138.0	127.5	118.8	109.2	106.9	106.9	106.2	100.2	99.4	100.0	96.9	96.0	106.7	112.4	119.3
République tchèque	..	..	..	..	..	77.3	81.1	83.9	89.3	90.9	99.5	98.1	100.0	106.7	118.7	115.8	116.4	123.3
Danemark	103.9	101.1	105.0	101.1	101.7	102.6	102.3	105.9	104.3	101.6	103.7	103.8	100.0	101.4	103.3	108.1	108.7	107.6
Finlande	138.6	145.2	149.0	142.2	122.8	102.7	106.6	114.4	107.7	103.7	104.8	104.6	100.0	101.3	102.4	106.6	106.3	104.0
France	109.8	106.8	110.4	106.9	108.4	109.6	109.4	111.6	110.9	106.4	107.1	104.8	100.0	99.7	101.0	105.7	107.2	106.0
Allemagne	107.2	103.3	106.4	105.0	109.7	113.4	114.1	118.4	113.6	108.0	109.1	106.5	100.0	99.9	100.6	105.3	106.4	104.8
Grèce	91.4	91.3	95.8	97.1	99.7	100.4	101.2	104.4	107.3	108.0	106.5	106.9	100.0	100.9	103.6	109.6	111.8	112.1
Hongrie	..	..	..	..	..	95.9	93.6	88.9	89.8	95.3	95.9	98.7	100.0	108.2	119.1	121.6	129.5	132.1
Islande	112.6	105.5	102.6	104.8	104.7	98.6	92.3	90.9	90.3	91.7	93.9	96.5	100.0	88.7	94.8	99.4	101.9	115.5
Irlande	117.4	113.9	119.0	115.1	118.8	110.1	109.8	110.8	112.6	111.2	107.8	104.3	100.0	103.6	109.1	120.0	122.4	122.0
Italie	117.6	119.3	123.9	124.6	122.5	103.4	100.6	93.3	103.3	103.7	105.1	104.1	100.0	101.1	103.1	108.7	110.2	109.0
Japon	92.4	82.6	74.9	80.7	83.1	96.4	104.0	105.8	88.5	83.5	84.3	94.5	100.0	89.5	83.9	85.0	86.1	81.1
Corée	105.3	120.5	117.7	117.2	110.2	107.1	108.3	109.5	113.5	107.0	81.6	92.9	100.0	94.6	99.6	101.1	102.7	115.4
Luxembourg	103.3	101.6	104.7	103.7	104.7	104.6	105.9	108.4	105.8	102.6	102.9	102.2	100.0	100.6	101.9	105.5	106.9	106.6
Mexique	71.9	75.2	77.7	86.1	93.3	99.7	95.3	64.5	72.1	83.4	84.2	92.1	100.0	106.5	106.7	95.3	91.5	95.0
Pays-Bas	112.2	106.2	108.4	106.2	108.1	108.5	108.6	112.7	109.6	103.7	106.6	105.8	100.0	102.9	106.6	113.9	115.4	113.8
Nouvelle-Zélande	131.0	122.6	121.0	114.8	104.0	106.5	112.2	120.2	127.4	129.8	115.9	110.3	100.0	98.9	108.2	122.9	131.5	138.7
Norvège	114.7	113.8	111.9	108.1	108.1	104.0	101.3	103.7	102.4	103.7	100.9	101.4	100.0	103.8	111.9	109.9	104.8	108.8
Pologne	..	..	..	..	..	73.5	74.3	79.3	85.1	88.0	93.5	90.8	100.0	112.8	107.7	95.4	94.4	105.5
Portugal	82.9	85.2	89.8	95.5	104.0	100.9	99.3	102.8	102.7	101.4	102.1	102.2	100.0	102.5	104.7	108.4	109.1	108.4
République slovaque	..	..	..	..	..	85.2	84.3	86.2	86.0	90.9	91.9	90.7	100.0	101.2	102.4	115.4	126.3	129.5
Espagne	106.9	113.2	120.0	121.5	121.0	107.9	103.0	104.5	106.2	101.5	102.3	102.1	100.0	102.0	104.4	109.1	111.1	111.9
Suède	117.4	119.5	124.0	129.9	130.0	106.8	105.3	104.4	112.4	106.7	103.6	101.6	100.0	91.6	93.9	99.1	99.2	95.0
Suisse	104.6	97.4	104.1	103.9	102.1	104.0	108.7	115.2	111.1	102.5	104.2	103.0	100.0	102.1	105.8	106.0	104.9	102.9
Turquie	71.1	76.8	85.9	87.5	84.1	90.2	66.3	71.8	72.6	77.5	85.2	89.5	100.0	81.5	88.6	96.1	100.9	114.3
Royaume-Uni	87.2	86.6	89.7	91.6	88.2	78.7	79.0	76.1	77.3	90.6	97.4	97.2	100.0	98.0	98.5	95.5	100.7	99.7
États-Unis	89.2	89.1	87.3	85.7	83.9	85.1	85.2	84.0	86.6	91.0	98.2	97.0	100.0	105.7	105.8	99.6	95.4	94.0
Zone euro	122.4	117.2	128.0	124.0	128.9	121.2	120.7	125.1	123.8	112.8	115.5	111.5	100.0	101.7	105.5	117.7	121.4	119.2

Note: Ces indices représentent la compétitivité pondérée des prix relatifs à la consommation et sont exprimés en terme de dollar. Les poids de la compétitivité prennent en compte, pour 42 pays, la structure de la compétition sur les marchés d'exportation et d'importation de l'industrie. Une croissance de l'indice indique une augmentation réelle effective et, parallèlement une détérioration de la position concurentielle. Pour plus de détails sur la méthode de calcul, voir Durand,M., C.Madaschi and F.Terribile(1998), *Trends in OECD countries' international competitiveness: The influence of emerging market economies* , document de travail du Département économique de l'OCDE, no 195.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/844411210582*

Annexe : Tableau 43. **Positions concurrentielles : coûts unitaires relatifs de main-d'œuvre**

Indices, 2000 = 100

	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Australie	182.0	185.5	169.4	151.4	132.4	116.8	118.5	114.7	119.1	120.1	106.7	105.1	100.0	93.0	99.3	112.6	126.5	134.8
Autriche	154.7	146.6	145.4	143.2	145.8	147.7	136.3	135.1	138.6	125.7	111.6	108.6	100.0	96.9	96.8	99.8	92.9	93.3
Belgique	103.3	101.4	107.4	107.9	108.2	107.3	108.0	111.2	107.0	100.0	102.3	105.3	100.0	102.8	103.2	107.6	108.9	109.4
Canada	115.8	121.1	124.7	129.6	119.9	108.4	101.0	101.8	108.5	107.4	103.1	102.0	100.0	100.5	100.7	111.4	117.3	121.8
République tchèque	..	..	..	..	..	81.9	88.1	82.9	88.6	88.3	96.7	99.2	100.0	103.9	118.1	116.1	117.6	123.9
Danemark	94.4	88.8	96.4	93.2	95.1	99.9	95.3	99.5	103.7	98.8	103.2	103.5	100.0	101.7	104.6	109.7	116.7	116.3
Finlande	153.4	160.9	168.5	162.8	127.8	97.5	103.3	119.0	112.4	106.7	109.1	110.2	100.0	104.5	103.9	109.4	113.3	113.9
France	129.8	125.3	131.9	127.0	124.9	126.8	124.8	123.1	122.5	113.9	108.9	105.8	100.0	98.2	98.9	107.4	110.0	109.9
Allemagne	95.1	92.3	94.4	93.0	100.0	102.7	104.1	113.6	110.0	103.6	106.4	105.1	100.0	98.8	100.2	103.7	102.7	97.5
Grèce	94.8	100.8	106.0	98.3	94.9	88.9	92.9	100.9	104.0	107.6	102.3	104.2	100.0	100.5	103.4	108.6	116.5	118.9
Hongrie	..	..	..	..	..	135.6	131.2	108.3	98.6	103.1	99.4	105.0	100.0	109.5	124.6	125.0	131.5	128.9
Islande	85.7	76.0	73.2	80.0	80.5	73.6	72.3	72.6	72.2	76.3	82.6	91.8	100.0	87.2	92.8	97.4	100.3	112.3
Irlande	220.2	208.0	219.3	208.4	201.9	186.1	176.7	158.1	154.5	131.8	127.4	116.6	100.0	99.3	94.2	102.4	109.8	108.7
Italie	103.8	104.3	111.0	115.4	113.7	104.3	99.4	86.3	96.7	98.6	103.3	105.4	100.0	101.3	108.0	116.9	120.8	123.5
Japon	74.0	67.6	63.0	69.3	76.5	90.7	99.8	101.0	85.6	80.5	86.0	97.0	100.0	92.0	84.5	83.1	82.4	77.4
Corée	104.6	122.6	119.8	122.9	114.9	113.3	118.8	131.0	140.8	126.3	87.9	93.7	100.0	92.8	97.9	95.6	95.5	105.3
Luxembourg	119.3	113.0	116.7	112.0	115.2	114.0	112.4	113.7	109.0	105.7	105.4	101.4	100.0	102.8	102.2	99.9	98.3	97.4
Mexique	84.6	95.1	96.9	109.7	123.5	134.3	130.9	80.3	82.2	90.2	88.8	92.2	100.0	106.5	109.9	98.3	97.1	100.7
Pays-Bas	109.4	102.3	103.6	102.8	106.1	105.5	102.0	105.6	102.5	99.7	103.5	104.1	100.0	103.2	108.0	117.5	120.0	119.1
Nouvelle-Zélande	101.7	94.8	94.9	94.3	84.8	88.4	96.6	103.4	114.8	120.6	111.3	111.6	100.0	96.7	105.4	119.7	127.7	131.0
Norvège	81.4	80.2	79.0	78.2	77.3	75.7	79.7	84.3	84.1	91.1	94.6	97.6	100.0	102.6	116.4	116.7	114.6	116.9
Pologne	..	..	..	..	..	84.4	89.9	97.7	100.5	101.1	106.1	99.6	100.0	104.3	93.7	76.7	69.7	78.3
Portugal	87.7	95.5	89.9	92.3	101.4	92.3	95.9	100.9	92.5	94.3	95.8	98.8	100.0	103.0	105.5	109.0	111.9	110.9
République slovaque	..	..	..	..	..	67.4	78.6	83.7	92.4	100.5	103.1	99.4	100.0	97.4	97.9	104.6	113.8	118.4
Espagne	82.6	89.1	99.4	101.1	103.9	94.6	91.8	92.7	97.0	96.6	98.9	99.3	100.0	102.8	105.8	109.3	112.3	112.3
Suède	144.5	151.9	156.2	160.0	157.2	112.3	105.9	105.3	118.1	111.5	106.8	101.4	100.0	96.3	93.2	96.1	91.7	90.6
Suisse	87.0	82.2	87.8	89.0	86.8	86.3	94.9	103.6	99.8	95.5	98.1	100.1	100.0	105.7	112.6	114.2	117.6	117.4
Turquie	60.5	86.2	122.9	131.2	113.7	109.8	71.8	62.0	60.8	67.2	73.8	87.3	100.0	73.3	72.2	71.2	79.4	87.6
Royaume-Uni	78.4	76.0	78.3	81.1	75.4	66.8	68.3	67.7	69.5	84.2	94.6	96.8	100.0	96.8	101.4	96.9	100.8	100.0
États-Unis	102.7	101.6	98.2	95.0	90.1	88.2	87.5	84.6	84.8	89.4	95.0	95.4	100.0	102.4	99.4	94.0	87.4	86.2
Zone euro	115.4	110.0	121.7	119.1	124.8	120.7	117.5	121.5	122.1	109.8	112.2	111.5	100.0	100.8	106.0	120.5	124.8	122.2

Note: Ces indices représentent la compétitivité pondérée des coûts unitaires relatifs de main d'oeuvre dans l'industrie, et sont exprimés en terme de dollar. Les poids de la compétitivité prennent en compte, pour 42 pays, la structure de la compétition sur les marchés d'exportation et d'importation de l'industrie. Une croissance de l'indice indique une augmentation réelle effective et, parallèlement une détérioration de la position concurentielle Pour plus de détails sur la méthode de calcul, voir Durand,M., C.Madaschi and F.Terribile(1998), *Trends in OECD countries' international competitiveness: The influence of emerging market economies,* document de de travail du Département économique de l'OCDE, no 195.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/246340057810*

© OCDE 2006

Annexe : Tableau 44. **Résultats à l'exportation de biens et services**

Pourcentages de variation par rapport à l'année précédente

	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Australie	-6.4	-6.8	1.6	8.4	0.2	2.9	-1.0	-6.2	0.8	4.1	2.8	-2.5	-1.4	2.6	-5.2	-8.7	-7.7	-6.0	-7.1	-0.5
Autriche	3.6	2.0	2.5	1.9	2.8	-0.8	-2.4	-2.1	-0.9	2.0	0.6	0.1	-1.1	4.5	1.4	-2.6	-0.5	-2.5	-2.9	-1.8
Belgique	2.1	0.3	-0.5	-0.7	1.5	0.1	0.2	-2.8	-2.8	-3.1	-2.4	-1.5	-2.7	-0.9	-1.0	-1.2	-2.6	-4.0	-3.1	-2.1
Canada	3.6	-4.0	0.8	1.4	0.8	2.9	1.1	0.1	-2.9	-3.8	-0.6	0.2	-3.6	-1.0	-2.4	-6.6	-5.3	-4.1	-4.6	-2.7
République tchèque	..	..	..	..	..	..	-6.5	7.6	-1.4	-1.7	1.8	0.4	5.4	8.1	-0.1	1.1	10.5	3.8	0.8	0.7
Danemark	4.5	-3.0	2.0	4.9	-1.1	0.6	-0.6	-4.4	-2.0	-4.9	-3.9	5.1	1.4	2.4	2.7	-5.3	-5.4	1.2	-2.0	-2.4
Finlande	-4.0	-3.9	-0.6	-7.1	14.5	14.1	4.8	0.1	-1.3	3.5	3.4	1.0	6.5	-2.9	1.5	-4.3	-4.6	-0.8	-2.5	-3.4
France	0.7	2.5	-0.4	1.6	2.3	-0.4	0.1	-0.2	-3.1	2.6	0.6	-2.8	2.2	1.0	-0.8	-6.1	-6.3	-3.4	-2.1	-1.5
Allemagne	-2.1	2.5	8.9	12.2	-3.4	-5.9	-0.3	-1.9	-0.4	1.7	0.4	-0.4	2.0	5.0	1.2	-2.4	-1.3	-0.3	-0.3	-1.3
Grèce	-8.1	-4.5	-6.4	3.5	12.1	-4.5	-0.2	-4.3	-2.8	8.9	-1.7	11.1	2.3	-2.4	-10.5	-4.0	1.6	-4.0	-1.5	-0.7
Hongrie	..	..	..	..	..	..	5.2	26.5	6.4	12.1	9.7	6.2	9.3	5.1	2.2	2.4	7.1	3.8	3.0	3.6
Islande	-11.6	-5.1	-4.5	-7.5	-4.3	6.2	0.7	-9.7	2.5	-2.9	-1.9	-2.6	-5.5	6.0	1.5	-1.8	0.2	-2.6	1.3	2.9
Irlande	0.6	2.2	3.8	3.3	9.8	8.7	6.2	11.0	5.5	7.5	15.3	7.6	8.2	8.2	1.5	-3.0	-1.4	-4.2	-1.5	-1.2
Italie	-1.8	1.5	1.8	-5.1	6.0	7.4	2.2	4.2	-6.6	-5.5	-5.8	-7.8	-2.3	-1.5	-6.5	-7.1	-6.8	-6.3	-4.3	-3.4
Japon	-4.1	1.5	-0.1	-2.8	-3.6	-7.5	-7.6	-6.4	-2.4	0.7	-2.4	-6.7	-2.2	-5.1	2.1	2.0	1.1	-1.2	2.1	-0.7
Corée	0.9	-11.6	-1.1	5.6	6.0	5.0	5.5	11.9	2.1	11.1	12.5	6.9	4.8	-2.6	7.4	7.0	5.7	-0.5	-2.0	0.0
Luxembourg	3.2	4.4	0.6	5.8	0.3	5.4	-0.8	-2.7	-2.7	2.1	2.4	7.4	1.2	2.8	1.6	0.3	2.3	2.7	1.4	0.7
Mexique	1.0	1.1	1.4	4.6	-1.9	-0.2	5.5	20.1	9.1	-2.4	1.2	1.8	3.2	-1.3	-1.3	-1.7	0.9	0.3	1.3	0.6
Pays-Bas	0.2	-0.6	-0.1	1.5	-0.5	5.8	1.4	1.2	-0.6	-0.1	-0.2	-1.3	0.2	0.2	-0.6	-2.0	0.5	-0.3	-0.9	-0.1
Nouvelle-Zélande	-7.0	-11.3	1.1	7.8	-1.6	0.1	-1.2	-6.0	-4.9	-4.5	-0.1	-0.1	-4.1	4.7	0.6	-3.8	-6.0	-7.8	-1.2	0.1
Norvège	-2.0	3.2	5.0	5.0	1.7	2.0	-0.5	-2.6	3.7	-2.1	-7.1	-3.8	-6.6	3.9	-3.0	-3.0	-6.9	-5.6	-5.7	-4.9
Pologne	..	..	..	..	..	..	5.1	13.7	6.1	3.0	7.8	-6.6	9.8	-1.0	2.0	7.8	3.6	0.4	-1.2	-0.1
Portugal	-0.2	3.2	3.7	-3.6	-0.5	-1.9	0.0	1.0	-0.1	-3.5	-0.9	-4.4	-2.1	-0.4	-0.5	-0.3	-3.3	-5.3	-3.9	-2.0
République slovaque	..	..	..	..	..	..	6.2	-5.2	-7.3	7.6	4.8	0.2	0.6	1.4	2.8	15.2	0.3	4.3	6.8	3.9
Espagne	-3.7	-5.4	-1.1	4.3	3.8	8.8	8.2	1.6	5.1	4.7	-0.4	1.6	-0.3	2.6	0.6	0.3	-4.3	-4.9	-4.3	-2.8
Suède	-3.9	-3.6	-2.1	-3.9	0.4	6.6	4.9	3.1	-2.2	2.8	1.5	2.2	0.1	-0.5	-2.1	0.1	1.2	-0.8	0.0	-0.3
Suisse	-1.5	-1.9	-3.1	-5.7	0.2	1.2	-6.1	-7.4	-2.3	1.5	-2.0	-0.2	0.6	-0.6	-2.8	-5.0	-0.1	-2.1	-1.4	-1.1
Turquie	11.2	-6.7	0.6	2.2	17.0	7.1	8.0	0.9	15.0	9.5	6.8	-12.0	7.0	3.7	7.1	9.6	1.8	0.0	-0.9	-0.1
Royaume-Uni	-5.8	-3.0	0.5	-3.8	1.7	3.0	0.3	0.6	2.3	-1.5	-4.0	-2.7	-2.6	1.9	-2.1	-3.1	-4.5	-1.4	-1.5	-0.7
États-Unis	3.2	2.6	2.8	0.7	0.7	-1.3	-1.6	2.4	-0.2	0.7	-0.8	-1.9	-3.1	-4.9	-4.3	-2.5	-2.0	-0.9	-1.0	-0.1
Total OCDE	-0.6	0.1	1.8	1.3	0.7	0.0	-0.4	0.5	-0.6	0.5	-0.4	-1.6	-0.5	-0.4	-1.0	-2.1	-1.8	-1.7	-1.3	-0.9
Pour mémoire:																				
Chine	..	..	..	9.4	11.7	10.2	14.2	-3.9	8.4	13.9	8.5	5.7	12.7	7.0	21.5	20.4	11.1	15.0	11.5	11.2
Pays dynamiques d'Asie [1]	..	..	..	6.2	6.3	4.5	1.8	1.2	-4.4	-2.0	-2.0	-1.9	-1.4	-5.0	0.9	-0.1	0.1	-1.4	-0.6	-1.3
Autres pays d'Asie	..	..	..	9.4	4.7	5.0	0.7	2.0	0.6	4.1	6.4	2.6	3.6	8.5	2.9	0.0	1.3	6.4	3.6	2.8
Pays d'Amérique latine	..	..	..	-4.4	1.5	5.3	-5.3	-3.6	-1.0	-1.5	1.1	-2.8	-4.7	5.4	1.3	2.6	-0.7	1.0	-0.9	-1.7
Pays d'Afrique et du Moyen-Orient [2]	..	..	..	-4.8	4.1	3.5	-3.6	-7.7	-3.0	-2.0	1.1	-0.4	-4.3	0.9	-2.5	2.5	-2.3	-1.7	-2.7	-1.3
Pays d'Europe centrale et orientale [2]	..	..	..	-10.9	-8.3	15.5	-7.8	-6.5	-2.2	-3.7	-2.7	3.7	-0.7	1.2	3.2	1.5	0.5	-1.9	-3.8	-2.1

Note: Les aggrégats régionaux sont calculés à *l'inclusion* du commerce intra-régional. Les résultats à l'exportation sont définis comme le rapport entre les exportations totales en volume et les marchés à l'exportation pour le total des biens et services. Les marchés à l'exportation de chaque pays exportateur sont obtenus à partir de la moyenne pondérée des importations en volume de chacun de ses marchés, avec des poids basés sur les échanges commerciaux de 2000.

1. Les pays dynamiques d'Asie comprennent Hong-Kong, Chine ; Indonésie ; Malaisie ; Philippines ; Singapour ; Taipei chinois et Thaïlande.
2. Les données avant 1996 sont des estimations de l'OCDE.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/172253064235*

Annexe : Tableau 45. **Parts dans les exportations et importations mondiales**

Pourcentages, total des biens en valeur, statistiques douanières

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
A. Exportations																	
Canada	3.4	3.4	3.6	3.6	3.5	3.5	3.6	3.7	4.0	4.2	4.1	3.8	3.6	3.4	3.4	3.4	3.2
France	6.2	6.3	5.7	5.6	5.7	5.5	5.3	5.7	5.4	4.8	5.0	5.0	5.0	4.7	4.4	4.0	3.9
Allemagne	10.8	10.6	9.4	9.3	9.6	9.1	8.6	9.2	8.8	8.0	8.7	9.1	9.4	9.3	8.8	8.6	8.4
Italie	4.9	4.9	4.6	4.5	4.6	4.7	4.4	4.5	4.1	3.8	4.0	3.9	4.0	3.9	3.7	3.5	3.4
Japon	8.0	8.0	8.4	8.1	7.6	6.8	6.7	6.2	6.4	6.5	5.7	5.6	5.5	5.5	5.2	5.0	5.0
Royaume-Uni	5.5	5.4	5.2	5.2	5.1	5.3	5.5	5.6	5.5	5.1	5.2	5.2	5.0	4.8	4.6	4.4	4.4
États-Unis	13.7	13.6	13.8	13.5	12.8	13.0	13.8	14.0	14.0	13.9	13.5	12.5	11.3	10.5	10.3	10.1	9.9
Autres pays de l'OCDE	24.3	24.4	24.4	24.7	25.7	25.7	25.1	26.3	26.2	25.5	26.2	26.5	27.1	27.2	26.6	26.2	25.8
Total OCDE	76.8	76.6	75.0	74.7	74.5	73.6	73.0	75.1	74.5	71.9	72.2	71.5	70.8	69.3	66.9	65.2	64.0
Total Non-OCDE Asie	11.5	12.4	13.7	14.5	14.9	15.3	15.8	14.8	15.2	16.3	16.0	16.8	16.9	17.6	18.5	19.3	20.4
Pays d'Amérique latine	2.6	2.6	2.8	2.8	2.8	2.8	3.0	2.9	2.8	2.9	2.9	2.7	2.7	2.8	3.0	3.0	3.0
Autres pays non-OCDE[1]	9.1	8.3	8.5	7.9	7.8	8.3	8.2	7.2	7.6	8.9	8.9	8.9	9.6	10.2	11.6	12.5	12.7
Total pays non membres de l'OCDE	23.2	23.4	25.0	25.3	25.5	26.4	27.0	24.9	25.5	28.1	27.8	28.5	29.2	30.7	33.1	34.8	36.0
B. Importations																	
Canada	3.5	3.4	3.6	3.5	3.2	3.2	3.5	3.6	3.7	3.7	3.5	3.4	3.2	3.0	3.0	2.9	2.8
France	6.4	6.3	5.5	5.5	5.4	5.2	4.8	5.2	5.0	4.7	4.7	4.7	4.8	4.7	4.6	4.3	4.1
Allemagne	10.9	10.8	9.5	9.4	9.5	8.9	8.4	8.8	8.7	8.0	8.1	7.9	8.4	8.1	7.8	7.7	7.5
Italie	4.9	5.0	3.9	3.9	4.0	3.8	3.8	4.0	3.8	3.6	3.8	3.8	3.9	3.8	3.7	3.6	3.5
Japon	6.6	6.2	6.4	6.4	6.5	6.6	6.1	5.2	5.4	5.6	5.3	5.0	4.8	4.7	4.7	4.5	4.3
Royaume-Uni	5.7	5.7	5.4	5.4	5.2	5.4	5.6	5.9	5.9	5.5	5.6	5.8	5.5	5.5	5.2	5.1	5.1
États-Unis	14.2	14.3	15.3	15.5	14.5	14.7	15.6	16.6	17.8	18.7	18.3	17.9	16.7	16.1	16.1	15.9	15.4
Autres pays de l'OCDE	24.2	24.3	23.9	24.2	24.7	25.0	24.5	25.4	25.4	24.8	24.9	25.4	26.1	26.3	25.8	25.5	25.1
Total OCDE	76.3	75.9	73.6	73.9	73.2	72.9	72.3	74.6	75.7	74.6	74.2	73.8	73.5	72.2	70.9	69.4	67.8
Total Non-OCDE Asie	11.2	12.3	14.1	14.9	15.5	15.7	15.8	13.8	14.0	15.3	14.9	15.4	15.8	16.7	17.4	18.2	19.2
Pays d'Amérique latine	2.2	2.5	2.9	3.0	3.1	3.1	3.5	3.6	3.0	2.9	3.0	2.5	2.3	2.3	2.4	2.5	2.5
Autres pays non-OCDE[1]	10.2	9.2	9.4	8.2	8.2	8.3	8.4	8.0	7.3	7.2	7.9	8.3	8.5	8.8	9.3	9.9	10.5
Total pays non membres de l'OCDE	23.7	24.1	26.4	26.1	26.8	27.1	27.7	25.4	24.3	25.4	25.8	26.2	26.5	27.8	29.1	30.6	32.2

Note : Les aggrégats régionaux sont calculés *à l'inclusion* du commerce intra-régional.

1. Les données des Pays d'Europe Centrale et Orientale avant 1995 sont des estimations de l'OCDE.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/468560276218*

© OCDE 2006

Annexe : Tableau 46. **Décomposition géographique du commerce de l'OCDE**

Moyenne des volumes d'importation et d'exportation

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
A. Croissance du commerce par régions principales	pourcentages de variation par rapport à l'année précédente																
ALENA[1]	3.2	7.2	6.5	11.1	8.3	8.9	12.8	7.9	8.9	11.5	-3.8	1.1	2.8	9.4	6.4	7.1	6.9
OCDE Europe	4.0	3.2	-0.1	8.5	8.2	5.2	9.9	8.1	5.6	11.6	2.6	1.5	2.6	6.9	5.1	7.3	7.0
OECD Asie & Pacifique[2]	3.8	3.3	1.6	8.6	11.0	10.3	7.5	-3.9	7.1	12.3	-2.9	7.1	8.1	12.8	6.8	8.3	8.3
Total de l'OCDE	3.8	4.2	2.0	9.2	8.7	7.0	10.4	6.2	6.8	11.6	-0.1	2.1	3.4	8.5	5.8	7.4	7.2
Chine	15.3	22.8	24.1	20.7	13.0	23.0	18.2	1.7	16.7	25.3	6.9	25.7	28.2	22.7	19.4	21.7	21.2
Pays non-membres d'Asie sauf la Chine	12.9	12.4	12.0	13.7	14.3	6.7	8.4	-5.9	5.6	15.5	-4.1	6.2	6.7	14.2	9.2	10.3	9.6
Pays d'Amérique latine	9.1	13.5	16.0	8.7	11.0	5.2	15.0	8.2	-4.8	5.9	3.9	-5.3	4.8	12.0	9.9	9.1	7.2
Autres pays non membres de l'OCDE[3]	-4.6	-4.2	7.0	0.0	1.4	5.6	6.1	0.0	5.1	9.7	5.8	6.0	9.1	12.2	9.8	12.7	13.4
Total des pays non membres de l'OCDE[3]	4.3	5.9	11.2	8.4	9.3	7.5	9.3	-1.6	5.2	13.7	1.1	7.4	10.6	14.9	11.4	13.3	13.1
Monde	3.9	4.7	4.5	9.0	8.8	7.2	10.1	4.0	6.4	12.2	0.2	3.5	5.4	10.4	7.5	9.3	9.1
B. Contribution à la croissance du commerce mondial par régions principales	points de pourcentage																
ALENA[1]	0.6	1.4	1.3	2.2	1.7	1.8	2.7	1.7	2.0	2.6	-0.8	0.2	0.6	1.9	1.3	1.4	1.4
OCDE Europe	1.7	1.3	0.0	3.5	3.4	2.1	3.9	3.2	2.3	4.7	1.1	0.6	1.1	2.7	2.0	2.8	2.6
OECD Asie & Pacifique[2]	0.4	0.4	0.2	0.9	1.1	1.1	0.8	-0.4	0.7	1.2	-0.3	0.7	0.8	1.3	0.7	0.9	0.9
Total de l'OCDE	2.8	3.1	1.4	6.6	6.2	5.0	7.4	4.5	5.0	8.6	-0.1	1.5	2.5	6.0	4.0	5.1	4.8
Chine	0.2	0.3	0.4	0.4	0.3	0.5	0.5	0.0	0.5	0.8	0.2	0.9	1.2	1.2	1.1	1.4	1.5
Pays non-membres d'Asie sauf la Chine	1.3	1.4	1.4	1.7	1.9	0.9	1.1	-0.8	0.7	1.9	-0.5	0.7	0.8	1.7	1.2	1.3	1.2
Pays d'Amérique latine	0.2	0.4	0.5	0.3	0.3	0.2	0.5	0.3	-0.2	0.2	0.1	-0.2	0.1	0.3	0.3	0.3	0.2
Autres pays non membres de l'OCDE[3]	-0.6	-0.5	0.7	0.0	0.1	0.5	0.5	0.0	0.4	0.8	0.5	0.5	0.8	1.1	0.9	1.2	1.3
Total des pays non membres de l'OCDE[3]	1.2	1.6	3.0	2.4	2.6	2.1	2.6	-0.5	1.4	3.6	0.3	2.0	3.0	4.4	3.5	4.2	4.3
Monde	3.9	4.7	4.5	9.0	8.8	7.2	10.1	4.0	6.4	12.2	0.2	3.5	5.4	10.4	7.5	9.3	9.1

Note: Les aggrégats régionaux sont calculés *à l'inclusion* du commerce intra-régional comme la somme des volumes exprimés en dollars constants de 2000.

1. Canada, Mexique et États-Unis.
2. Australie, Japon, Corée et Nouvelle-Zélande.
3. Les données des Pays d'Europe Centrale et Orientale avant 1996 sont des estimations de l'OCDE.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/515334174380*

Annexe : Tableau 47. **Balances commerciales des biens et services**

Milliards de dollars, sur la base des comptes nationaux

	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Australie	-3.1	-7.7	-3.2	1.1	-0.9	-1.4	-4.3	-5.1	-0.5	1.6	-6.7	-10.6	-4.5	2.0	-4.9	-14.6	-18.9	-14.8	-12.0	-14.3
Autriche	0.8	0.8	1.6	0.4	-0.8	1.5	-1.3	-0.8	-1.9	0.6	2.8	3.3	3.1	5.2	9.2	9.8	14.3	15.4	16.7	17.4
Belgique	4.6	4.3	4.3	4.7	7.0	8.3	10.3	12.7	10.8	11.1	10.8	10.8	7.0	8.5	11.9	14.0	13.2	8.6	7.8	7.4
Canada	3.8	0.2	0.8	-3.4	-2.2	0.0	6.7	18.9	24.7	12.6	12.3	24.2	41.6	41.2	32.1	33.5	41.6	45.0	62.2	64.0
République tchèque	..	..	..	..	..	0.0	-1.0	-2.4	-3.6	-3.1	-0.7	-0.7	-1.7	-1.5	-1.5	-2.0	-0.5	2.6	4.2	6.2
Danemark	2.6	2.8	6.3	7.5	9.4	9.4	8.1	7.4	9.1	6.3	3.7	8.8	9.6	10.7	10.2	13.0	12.0	12.3	10.2	10.1
Finlande	-1.1	-2.6	-2.5	-1.3	0.7	3.8	5.4	9.8	9.6	9.8	11.5	10.8	10.8	10.0	10.6	10.1	10.0	6.8	6.1	5.1
France	-8.7	-11.4	-16.6	-13.1	2.6	11.7	12.3	19.2	23.2	40.4	37.7	30.4	12.9	15.4	26.1	18.6	5.0	-23.2	-31.5	-27.8
Allemagne	59.5	59.2	90.8	-6.4	-9.3	-0.9	2.7	11.8	21.9	26.9	29.7	17.9	6.9	38.4	92.9	99.8	134.4	139.1	135.9	156.6
Grèce	-3.7	-5.3	-8.3	-8.6	-8.2	-7.6	-6.3	-8.6	-9.9	-8.9	-10.2	-10.7	-11.9	-10.0	-11.5	-15.9	-17.5	-15.9	-15.4	-15.0
Hongrie	..	..	..	..	..	-3.1	-2.5	-0.1	0.1	0.4	-0.8	-1.4	-1.9	-0.8	-1.6	-3.7	-3.1	-1.5	-2.5	-2.6
Islande	-0.1	0.1	0.1	-0.1	0.0	0.2	0.3	0.3	0.0	0.0	-0.4	-0.4	-0.6	-0.1	0.1	-0.3	-0.7	-2.1	-2.2	-1.4
Irlande	2.2	2.1	2.1	2.3	4.0	5.2	5.3	7.5	8.5	10.1	10.4	13.5	12.9	16.4	21.0	25.2	28.4	26.2	27.9	29.6
Italie	0.8	-0.1	2.2	1.3	-1.3	31.3	35.7	42.7	59.0	46.0	37.3	22.4	10.5	15.3	11.6	8.5	12.1	-0.8	-9.0	-14.0
Japon	64.4	45.5	28.5	56.2	82.2	97.0	96.5	74.8	23.4	47.4	72.3	69.4	68.0	26.2	51.2	69.2	89.0	63.0	77.3	114.6
Corée	13.4	4.7	-2.8	-8.2	-3.9	1.4	-3.1	-5.7	-19.2	-4.5	44.2	29.8	16.1	11.1	7.5	14.6	28.9	19.8	10.1	6.1
Luxembourg	1.0	1.4	1.7	1.7	2.5	2.8	3.6	4.4	4.2	3.2	3.2	4.1	4.3	3.6	4.5	6.2	7.3	8.1	10.0	11.3
Mexique	2.5	-0.1	-2.8	-9.1	-18.3	-15.8	-20.3	7.6	6.9	-0.4	-8.9	-7.8	-11.6	-13.8	-11.8	-10.5	-13.9	-12.3	-11.6	-15.9
Pays-Bas	8.1	7.5	12.7	13.7	13.4	20.3	23.8	27.8	26.7	25.2	24.2	20.0	22.1	23.2	28.8	37.4	44.1	51.2	66.4	72.8
Nouvelle-Zélande	1.5	0.2	0.1	1.3	0.7	1.2	1.1	0.7	0.3	0.3	0.2	-0.6	0.4	1.5	0.8	0.6	-0.7	-2.5	-2.5	-1.9
Norvège	-0.5	3.6	7.7	9.5	8.8	7.7	7.7	9.2	14.3	13.1	2.8	11.8	28.8	29.0	26.2	30.0	36.1	51.5	68.2	74.0
Pologne	..	..	..	..	..	0.8	2.1	3.0	-2.2	-6.1	-8.3	-9.9	-11.0	-7.0	-6.8	-5.5	-4.9	-0.9	-2.0	-3.5
Portugal	-4.3	-3.4	-5.1	-6.3	-7.7	-6.4	-6.7	-7.3	-8.2	-9.0	-10.6	-12.4	-12.3	-11.6	-10.6	-10.5	-14.2	-16.2	-17.0	-18.0
République slovaque	..	..	..	..	..	-0.5	0.9	0.5	-2.2	-2.0	-2.4	-0.9	-0.5	-1.7	-1.7	-0.5	-1.1	-2.0	-3.1	-2.8
Espagne	-4.2	-13.0	-16.8	-17.1	-16.3	-3.1	0.2	0.1	3.2	4.8	-1.5	-11.4	-18.2	-14.9	-14.0	-19.7	-39.3	-58.7	-77.0	-92.2
Suède	2.4	0.3	0.1	3.2	3.5	6.6	9.1	16.3	17.0	17.8	15.6	15.6	14.2	14.3	16.3	20.2	28.6	27.5	30.3	32.1
Suisse	3.4	1.8	3.2	5.5	10.9	14.3	14.9	16.2	15.5	14.6	13.2	14.9	14.1	10.9	17.8	21.2	26.3	23.9	23.6	25.4
Turquie	0.8	-1.6	-6.4	-4.1	-4.7	-10.2	0.5	-7.3	-11.4	-11.0	-7.4	-6.3	-14.9	3.1	-2.7	-8.0	-17.5	-23.8	-28.8	-32.4
Royaume-Uni	-30.4	-34.6	-25.2	-10.9	-13.3	-9.8	-7.3	-5.6	-5.1	1.4	-13.2	-25.0	-29.0	-38.8	-47.6	-50.8	-71.6	-85.1	-93.9	-110.1
États-Unis	-110.4	-88.2	-78.0	-27.5	-33.3	-65.0	-93.6	-91.4	-96.3	-101.6	-160.0	-260.5	-379.5	-367.0	-424.4	-500.9	-624.0	-726.5	-830.5	-887.3
Zone euro	55.0	39.4	66.1	-28.6	-13.3	67.0	85.1	119.3	147.0	160.2	145.3	98.5	48.1	99.6	180.5	183.5	198.0	140.7	120.9	133.2
Total OCDE	5.5	-33.6	-5.4	-7.8	25.7	99.7	100.9	156.7	117.9	147.0	100.8	-51.1	-214.2	-181.1	-160.4	-211.1	-296.3	-485.5	-581.8	-606.3

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/745636174866*

© OCDE 2006

Annexe : Tableau 48. **Solde des revenus d'investissements**

Milliards de dollars

	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Australie	-8.6	-10.4	-13.2	-12.2	-10.1	-8.1	-12.4	-14.0	-15.2	-13.8	-11.4	-11.6	-10.8	-9.9	-11.5	-14.9	-21.0	-26.8	-29.2	-28.8
Autriche	-0.9	-0.9	-0.9	-1.4	-1.4	-1.5	-1.7	-2.4	-0.9	-1.5	-2.0	-2.9	-2.5	-3.1	-1.6	-1.2	-2.2	-1.7	-2.0	-2.0
Belgique[1]	2.1	4.0	4.8	5.7	6.4	6.9	7.4	7.3	6.8	6.3	6.9	6.6	6.3	4.6	4.5	7.0	5.6	7.0	7.4	8.3
Canada	-17.5	-20.5	-19.4	-17.4	-17.5	-20.8	-18.9	-22.7	-21.5	-20.9	-20.0	-22.6	-22.3	-25.4	-18.7	-19.9	-19.2	-18.9	-18.1	-17.1
République tchèque	..	..	..	..	..	-0.1	0.0	-0.1	-0.7	-0.8	-1.1	-1.3	-1.4	-2.2	-3.5	-4.3	-6.1	-6.0	-7.5	-9.2
Danemark	-3.7	-3.8	-5.1	-5.1	-4.9	-3.8	-3.8	-3.8	-3.7	-3.4	-2.8	-2.6	-4.1	-3.0	-3.1	-2.6	-2.3	-1.3	0.0	0.0
Finlande	-1.7	-2.7	-3.7	-4.7	-5.4	-4.9	-4.4	-4.4	-3.6	-2.4	-3.1	-2.0	-1.7	-1.0	-0.6	-2.6	0.1	-0.4	-0.1	0.5
France	-1.0	-0.3	-1.6	-3.3	-6.0	-6.6	-6.0	-8.4	-1.9	7.1	8.7	19.0	15.5	14.6	4.0	7.1	8.2	7.7	3.9	4.0
Allemagne	9.4	14.3	20.5	18.0	18.2	11.5	1.4	-2.8	0.7	-2.8	-10.8	-12.3	-8.9	-9.8	-17.6	-17.8	0.0	11.1	14.5	17.5
Grèce	-1.8	-1.9	-2.0	-2.0	-2.4	-1.7	-1.5	-1.9	-2.1	-1.7	-1.6	-0.7	-0.9	-1.8	-2.0	-4.5	-5.4	-7.0	-8.2	-9.7
Hongrie	..	..	..	..	..	-1.5	-1.6	-1.7	-2.0	-2.7	-3.0	-2.9	-2.6	-2.9	-3.6	-4.2	-6.1	-6.9	-6.6	-6.8
Islande	-0.2	-0.2	-0.2	-0.2	-0.2	-0.1	-0.2	-0.2	-0.2	-0.2	-0.2	-0.2	-0.2	-0.3	0.0	-0.2	-0.5	-0.5	-0.2	-0.2
Irlande	-3.9	-4.3	-5.0	-4.6	-5.6	-5.2	-5.4	-7.3	-8.2	-9.7	-10.5	-13.7	-13.5	-16.4	-22.4	-24.8	-29.3	-29.8	-30.0	-30.5
Italie	-5.5	-7.2	-14.6	-17.5	-22.0	-17.4	-16.9	-15.8	-15.4	-10.1	-11.0	-11.1	-11.9	-10.4	-14.6	-20.4	-18.5	-17.1	-17.5	-17.8
Japon	21.0	22.9	22.7	26.0	35.5	41.0	40.5	44.1	53.3	58.1	54.7	58.4	60.4	69.3	65.9	71.5	85.9	102.8	118.7	142.9
Corée	-1.3	-0.6	-0.1	-0.2	-0.4	-0.4	-0.5	-1.3	-1.8	-2.5	-5.6	-5.2	-2.4	-1.2	0.4	0.3	1.1	-1.3	-2.4	-2.2
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	1.6	1.3	0.5	0.2	-0.5	-1.3	-1.6	-3.3	-4.6	-4.1	-6.2	-7.5	-8.8
Mexique	-7.2	-8.3	-8.6	-8.6	-9.6	-11.4	-13.0	-13.3	-13.9	-12.8	-13.3	-12.8	-15.0	-13.8	-12.1	-12.1	-10.8	-13.4	-15.8	-17.6
Pays-Bas	1.2	2.9	-0.6	0.4	-1.0	0.9	3.6	7.3	3.5	7.0	-2.7	3.5	-2.3	-0.2	0.0	0.9	14.9	-0.4	8.6	9.0
Nouvelle-Zélande	-2.1	-1.9	-1.6	-2.5	-2.5	-2.9	-3.4	-4.0	-4.7	-4.9	-2.6	-3.1	-3.4	-3.1	-3.3	-4.2	-6.1	-7.7	-7.3	-7.3
Norvège	-2.0	-2.6	-2.7	-2.7	-3.4	-3.3	-2.2	-1.9	-1.9	-1.7	-1.2	-1.9	-1.6	-1.2	0.5	1.9	1.1	1.1	9.7	14.3
Pologne	..	..	..	..	..	..	-2.6	-2.0	-1.1	-1.1	-1.2	-1.0	-1.5	-1.4	-1.9	-3.6	-11.5	-10.5	-10.3	-10.0
Portugal	-0.8	-0.6	-0.1	0.2	0.6	0.2	-0.6	0.0	-1.0	-1.5	-1.6	-1.8	-2.5	-3.0	-2.1	-1.7	-3.1	-3.9	-4.9	-5.2
République slovaque	..	..	..	..	..	..	0.0	-0.1	0.0	0.0	-0.1	-0.2	-0.3	-0.4	-0.3	-0.5	-0.1	-0.4	-2.1	-1.6	-1.8
Espagne	-3.3	-2.8	-3.5	-4.3	-5.8	-3.6	-7.8	-5.4	-7.4	-7.4	-8.6	-9.5	-6.8	-11.2	-11.6	-13.1	-15.1	-21.5	-27.2	-33.1
Suède	-1.8	-2.3	-4.5	-6.4	-10.0	-8.7	-5.9	-5.5	-6.3	-4.9	-3.2	-2.0	-1.4	-1.4	-1.8	3.9	-0.5	-0.7	0.4	0.3
Suisse	8.3	7.4	7.9	7.9	7.4	8.2	6.9	10.7	11.6	15.3	17.0	19.5	21.4	14.1	11.0	27.2	29.3	27.0	32.2	36.7
Turquie	-2.5	-2.3	-2.5	-2.7	-2.6	-2.7	-3.3	-3.2	-2.9	-3.0	-3.0	-3.5	-4.0	-5.0	-4.6	-5.6	-5.6	-5.7	-6.0	-6.5
Royaume-Uni	1.3	-1.2	-5.1	-5.9	0.2	-0.3	5.1	3.3	1.2	5.3	20.4	-2.4	6.9	16.4	35.8	40.8	48.5	50.3	61.7	63.9
États-Unis	18.7	19.8	28.5	24.1	24.2	25.3	17.1	20.9	22.3	12.6	4.3	13.9	21.1	25.2	10.0	46.3	30.4	1.6	-31.4	-71.3
Zone euro	-6.1	0.5	-6.8	-13.5	-24.4	-21.4	-31.7	-32.3	-28.4	-16.3	-36.2	-25.5	-30.5	-39.3	-67.3	-75.8	-48.9	-62.3	-63.1	-67.8
Total OCDE	-3.8	-3.5	-10.7	-19.3	-18.3	-11.2	-29.9	-26.9	-16.0	2.4	-8.6	-7.1	8.3	14.5	-8.2	44.5	57.3	18.7	23.2	11.6

Note: La classification des services et des revenus d'investissements est affectée par le passage au système d'enregistrement du *Cinquième manuel de la balance des paiements* du Fonds monétaire international.

1. Inclut le Luxembourg jusqu'en 1994.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/300120081316*

Annexe : Tableau 49. **Solde des transferts**

Milliards de dollars

	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Australie	0.0	0.2	0.4	0.1	-0.1	-0.1	-0.2	-0.1	0.1	0.0	-0.3	0.0	0.0	0.0	-0.1	-0.2	-0.3	-0.4	-0.4	-0.3
Autriche	0.0	-0.1	0.0	-0.1	-1.0	-1.0	-1.1	-1.7	-1.8	-1.7	-1.9	-2.0	-1.3	-1.2	-1.8	-2.3	-2.8	-2.6	-3.5	-3.8
Belgique[1]	-1.7	-1.8	-2.0	-2.1	-2.5	-2.6	-3.3	-4.2	-4.1	-3.7	-4.3	-4.6	-3.9	-4.1	-4.4	-6.3	-6.7	-6.5	-7.1	-7.7
Canada	-0.9	-1.0	-0.8	-1.1	-0.9	-0.6	-0.3	-0.1	0.5	0.5	0.6	0.5	0.8	1.0	0.6	0.1	0.2	-0.2	-0.1	-0.1
République tchèque	..	..	..	..	..	0.1	0.1	0.6	0.4	0.4	0.5	0.6	0.4	0.5	0.9	0.6	0.2	0.9	1.1	1.8
Danemark	-1.0	-1.2	-1.2	-1.6	-1.7	-1.7	-2.0	-2.4	-2.6	-1.8	-2.3	-2.9	-3.2	-2.6	-3.0	-3.7	-4.6	-3.7	-3.3	-3.3
Finlande	-0.5	-0.7	-1.0	-1.0	-0.8	-0.4	-0.5	-0.4	-0.9	-0.7	-1.0	-1.0	-0.7	-0.7	-0.7	-1.1	-1.1	-1.5	-0.9	-0.9
France	-6.7	-7.7	-9.8	-9.3	-11.1	-8.2	-11.5	-5.9	-7.4	-13.1	-11.9	-12.7	-14.1	-15.1	-14.4	-19.5	-21.2	-26.4	-30.1	-30.2
Allemagne	-18.7	-18.5	-21.9	-35.4	-32.6	-33.3	-36.7	-38.7	-33.9	-30.5	-30.3	-26.4	-25.8	-24.0	-25.8	-31.8	-35.0	-36.0	-37.5	-38.7
Grèce[2]	3.6	4.0	4.7	6.2	6.5	6.5	6.9	8.0	8.0	8.3	7.9	4.1	3.4	3.4	3.6	4.3	4.5	3.9	4.8	4.7
Hongrie	..	..	..	..	..	0.8	0.9	0.2	0.0	0.2	0.2	0.4	0.4	0.4	0.5	0.7	0.3	0.3	0.7	0.7
Islande	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Irlande	1.4	1.5	2.3	2.6	2.1	1.9	1.7	1.8	2.2	2.0	1.5	1.3	0.9	0.3	0.7	0.5	0.4	0.7	0.7	0.7
Italie	-2.3	-3.9	-4.0	-7.6	-7.8	-7.3	-7.2	-4.2	-6.6	-4.2	-7.4	-5.4	-4.3	-5.8	-5.5	-8.1	-9.5	-9.9	-11.3	-11.1
Japon	-3.2	-3.0	-4.5	-11.1	-3.8	-5.2	-6.2	-7.8	-9.0	-8.8	-8.8	-12.1	-9.7	-7.9	-4.9	-7.4	-7.9	-8.3	-9.1	-9.6
Corée	2.3	1.1	1.1	0.8	1.1	1.2	1.3	0.2	0.0	0.7	3.4	1.9	0.6	-0.4	-1.6	-2.9	-2.4	-2.5	-3.0	-3.5
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	-0.6	-0.6	-0.5	-0.4	-0.6	-0.5	-0.5	-0.3	-0.6	-1.3	-1.4	-1.2	-1.2
Mexique	2.3	2.5	4.0	3.0	3.4	3.6	3.8	4.0	4.5	5.2	6.0	6.3	7.0	9.3	10.3	13.9	17.0	20.5	23.5	25.5
Pays-Bas	-1.9	-1.9	-2.9	-4.1	-4.3	-4.5	-5.2	-6.4	-6.8	-6.1	-7.2	-6.4	-6.2	-6.7	-6.5	-7.0	-7.9	-10.1	-12.0	-12.6
Nouvelle-Zélande	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.3	0.3	0.6	0.3	0.3	0.2	0.2	0.2	0.1	0.2	0.2	0.5	0.4	0.4
Norvège	-1.1	-1.1	-1.5	-1.5	-1.8	-1.4	-1.7	-2.1	-1.5	-1.4	-1.5	-1.4	-1.4	-1.6	-2.3	-3.0	-2.6	-3.1	-3.7	-4.0
Pologne	..	..	..	..	..	..	1.3	1.0	1.7	2.0	2.9	2.2	2.4	2.9	3.3	4.2	5.7	7.0	7.5	8.0
Portugal[2]	4.3	4.6	5.5	6.0	7.8	6.7	5.4	7.2	4.4	3.8	4.1	3.9	3.4	3.4	2.8	3.3	3.5	2.7	3.0	3.1
République slovaque	..	..	..	..	..	0.1	0.1	0.1	0.2	0.2	0.4	0.2	0.1	0.2	0.2	0.2	0.1	0.0	0.0	0.5
Espagne	4.5	4.6	2.7	2.7	2.1	1.3	1.3	4.6	2.3	2.7	3.2	3.0	1.4	1.6	2.3	0.2	0.0	-4.1	-4.4	-4.7
Suède	-0.3	-0.4	-0.5	-0.5	-1.4	-1.2	-1.2	-2.6	-1.9	-2.4	-2.5	-2.7	-2.5	-2.5	-2.9	-2.1	-4.7	-4.7	-4.4	-4.5
Suisse	-1.3	-1.9	-2.4	-2.6	-3.0	-3.0	-3.5	-4.4	-4.3	-4.1	-4.6	-5.2	-4.2	-5.2	-5.8	-5.4	-6.0	-6.1	-6.4	-6.6
Turquie	2.2	3.5	4.5	5.1	3.9	3.7	3.0	4.4	4.1	4.5	5.5	4.9	4.8	3.0	2.4	1.0	1.1	1.5	1.9	2.1
Royaume-Uni	-6.3	-7.2	-8.8	-2.1	-9.9	-7.9	-8.2	-11.9	-7.4	-9.7	-13.9	-11.9	-14.7	-9.5	-12.9	-16.3	-20.1	-22.6	-24.0	-25.2
États-Unis	-25.3	-26.2	-26.7	9.9	-35.1	-39.8	-40.3	-38.2	-43.1	-45.2	-53.3	-50.6	-58.8	-51.9	-64.0	-71.2	-80.9	-82.9	-105.3	-113.3
Zone euro	-17.9	-20.0	-26.2	-42.2	-41.7	-40.9	-50.2	-40.6	-45.1	-43.8	-47.7	-46.7	-47.7	-49.3	-50.2	-68.5	-77.2	-91.1	-99.6	-102.5
Total OCDE	-50.5	-54.5	-62.3	-43.7	-90.9	-92.2	-103.1	-99.6	-103.0	-103.2	-115.2	-116.3	-125.8	-113.5	-129.4	-159.6	-181.9	-195.0	-224.1	-233.9

1. Inclut le Luxembourg jusqu'en 1994.
2. Ruptures entre 1998 et 1999 pour la Grèce et 1995 et 1996 pour le Portugal dûes au passage à la méthodologie du *Cinquième manuel de la balance des paiements* du Fonds monétaire international (les transferts de capitaux provenant de l'Union européenne sont exclus du compte courant).

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/544458246166*

© OCDE 2006

Annexe : Tableau 50. **Balance des opérations courantes**

Milliards de dollars

	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Australie	-11.6	-17.9	-15.9	-11.0	-11.1	-9.7	-17.1	-19.3	-15.7	-12.2	-18.4	-22.2	-15.3	-7.9	-16.4	-29.6	-40.2	-42.0	-41.6	-43.3
Autriche	-0.3	0.3	1.2	0.0	-0.7	-1.4	-3.3	-6.2	-5.4	-6.5	-5.2	-6.7	-5.0	-3.7	0.7	-0.5	0.4	3.6	6.1	6.2
Belgique[1]	5.2	5.1	6.2	7.2	9.9	13.0	14.2	15.3	13.8	13.8	13.3	12.9	9.4	7.9	11.7	13.3	12.2	6.5	5.3	5.2
Canada	-14.9	-21.8	-19.8	-22.4	-21.1	-21.7	-13.0	-4.4	3.4	-8.2	-7.7	1.7	19.7	16.3	13.4	13.2	22.0	25.2	43.2	46.1
République tchèque	..	..	..	..	..	0.4	-0.8	-1.4	-4.1	-3.6	-1.3	-1.5	-2.7	-3.3	-4.2	-5.7	-6.5	-2.6	-2.4	-1.3
Danemark	-1.6	-1.7	0.6	1.2	3.2	3.9	2.3	1.2	2.7	0.7	-1.5	3.4	2.2	5.1	4.3	7.0	5.6	8.3	7.3	7.2
Finlande	-2.7	-5.8	-7.0	-6.8	-5.1	-1.1	1.1	5.4	5.1	6.8	7.3	8.1	9.1	8.7	10.0	7.1	9.3	5.2	4.5	4.1
France	-4.6	-4.6	-9.8	-5.7	4.8	9.6	7.4	11.0	20.8	37.2	38.9	42.0	18.2	21.0	13.3	7.8	-7.9	-40.4	-55.0	-51.2
Allemagne	50.8	55.5	50.5	-24.0	-22.0	-19.4	-30.8	-29.5	-13.7	-10.0	-16.9	-27.8	-33.8	0.6	41.5	48.0	100.8	115.9	114.6	137.1
Grèce[2]	-1.6	-3.4	-4.7	-2.7	-3.6	-2.0	-1.4	-4.5	-6.4	-5.3	-3.8	-7.7	-9.9	-9.5	-10.1	-12.7	-13.3	-17.8	-18.7	-20.0
Hongrie	..	..	..	..	..	-3.1	-3.5	-1.6	-1.7	-2.0	-3.4	-3.8	-4.0	-3.2	-4.7	-7.2	-8.6	-8.0	-8.6	-8.9
Islande	-0.2	-0.1	-0.1	-0.3	-0.2	0.0	0.1	0.1	-0.1	-0.1	-0.6	-0.6	-0.9	-0.4	0.1	-0.5	-1.2	-2.6	-2.4	-1.6
Irlande	0.0	-0.6	-0.5	0.4	0.5	1.8	1.5	1.7	2.0	1.9	0.7	0.3	-0.3	-0.7	-1.2	0.0	-1.5	-3.8	-2.3	-1.2
Italie	-7.0	-11.2	-16.8	-24.2	-30.2	8.0	12.5	25.1	39.2	33.7	22.9	8.2	-5.7	-0.7	-9.8	-19.6	-15.8	-27.6	-37.8	-42.9
Japon	78.7	66.7	46.6	72.7	108.3	130.0	130.6	114.3	65.1	97.4	119.9	115.7	118.7	88.7	112.4	137.1	171.6	165.8	195.0	256.1
Corée	14.5	5.4	-2.0	-8.4	-4.1	0.8	-4.0	-8.7	-23.1	-8.3	40.4	24.5	12.3	8.0	5.4	11.9	28.2	16.6	6.1	1.9
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	2.5	2.3	1.9	1.8	1.8	2.7	1.8	2.4	1.9	3.6	3.4	4.1	4.2
Mexique	-2.4	-5.8	-7.5	-14.7	-24.4	-23.4	-29.7	-1.6	-2.5	-7.7	-16.0	-13.9	-18.6	-17.6	-13.5	-8.6	-7.2	-5.7	-5.9	-10.0
Pays-Bas	7.0	9.4	8.1	7.4	6.9	13.2	17.3	25.8	21.5	25.0	13.0	15.7	7.3	9.8	11.0	29.6	54.3	39.9	62.4	69.9
Nouvelle-Zélande	-0.4	-1.6	-1.4	-1.2	-1.7	-1.7	-2.0	-3.0	-3.9	-4.3	-2.1	-3.5	-2.7	-1.4	-2.4	-3.4	-6.5	-9.6	-9.6	-9.1
Norvège	-3.9	0.2	4.0	5.0	3.0	2.2	3.8	5.2	10.9	10.0	0.0	8.4	24.8	26.1	24.4	28.9	34.7	49.5	74.2	84.4
Pologne	..	..	..	..	..	..	1.0	0.9	-3.3	-5.7	-6.9	-12.5	-10.0	-5.4	-5.0	-4.6	-10.5	-4.4	-5.3	-6.3
Portugal[2]	-1.0	0.2	-0.2	-0.7	-0.3	0.3	-2.3	-0.2	-4.2	-6.1	-7.8	-9.7	-11.4	-10.4	-8.1	-8.1	-13.1	-17.0	-18.3	-19.5
République slovaque	..	..	..	..	..	-0.6	0.8	0.5	-2.0	-1.8	-2.0	-1.0	-0.7	-1.7	-1.9	-0.3	-1.4	-4.2	-4.6	-4.0
Espagne	-3.7	-10.9	-18.1	-19.9	-21.6	-5.7	-6.4	-2.0	-2.3	-0.8	-7.1	-17.9	-23.2	-23.6	-22.6	-31.7	-54.8	-83.1	-107.5	-128.8
Suède	0.4	-1.8	-4.8	-3.1	-7.5	-2.6	2.5	8.4	9.8	10.3	9.7	10.7	9.4	8.5	9.8	22.6	24.0	21.7	25.4	27.0
Suisse	9.0	6.9	8.5	10.3	14.9	19.0	17.1	20.7	21.3	24.7	25.1	29.4	30.9	20.0	23.6	43.4	50.4	46.1	50.3	56.3
Turquie	1.6	0.9	-2.6	0.3	-1.0	-6.4	2.6	-2.3	-2.4	-2.7	2.0	-1.3	-9.8	3.4	-1.5	-8.0	-15.6	-22.8	-27.1	-30.9
Royaume-Uni	-35.4	-43.1	-39.1	-19.0	-22.9	-17.9	-10.3	-14.2	-11.4	-3.0	-6.7	-39.3	-36.7	-31.9	-24.6	-26.3	-43.1	-57.4	-56.2	-71.4
États-Unis	-121.2	-99.5	-79.0	2.9	-50.1	-84.8	-121.6	-113.7	-124.9	-140.9	-214.1	-300.1	-416.0	-389.5	-475.2	-519.7	-668.1	-804.9	-964.8	######
Zone euro	42.2	34.0	9.0	-69.1	-61.5	16.3	9.8	44.5	72.7	91.7	57.0	19.1	-42.6	1.2	38.9	35.0	74.3	-15.0	-42.4	-36.8
Total OCDE	-45.0	-79.2	-103.5	-56.7	-76.2	0.7	-31.4	25.6	-9.2	34.2	-26.6	-186.8	-342.2	-284.9	-317.2	-314.9	-398.3	-646.1	-769.4	-813.7

Note: Les données de balance de paiement présentées ici sont fondées sur les concepts et définitions du *Cinquième manuel de la balance des paiements* du Fonds monétaire international.

1. Inclut le Luxembourg jusqu'en 1994.
2. Ruptures entre 1998 et 1999 pour la Grèce et 1995 et 1996 pour le Portugal dûes au passage à la méthodologie du *Cinquième manuel de la balance des paiements* du Fonds monétaire international (les transferts de capitaux provenant de l'Union européenne sont exclus du compte courant).

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/204683264158*

Annexe : Tableau 51. **Balance des opérations courantes en pourcentage du PIB**

	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Australie	-4.3	-5.9	-5.0	-3.4	-3.6	-3.2	-4.9	-5.2	-3.7	-2.9	-4.9	-5.5	-3.9	-2.1	-4.0	-5.6	-6.3	-5.9	-5.5	-5.3
Autriche	-0.2	0.2	0.7	0.0	-0.4	-0.8	-1.6	-2.6	-2.3	-3.1	-2.4	-3.2	-2.5	-1.9	0.3	-0.2	0.1	1.2	1.9	1.8
Belgique[1]	3.2	3.1	3.0	3.5	4.3	5.9	5.9	5.4	5.0	5.5	5.2	5.1	4.0	3.4	4.6	4.3	3.4	1.7	1.4	1.3
Canada	-3.0	-3.9	-3.4	-3.7	-3.6	-3.9	-2.3	-0.8	0.5	-1.3	-1.2	0.3	2.7	2.3	1.8	1.5	2.2	2.2	3.3	3.3
République tchèque	..	..	..	..	..	1.2	-1.8	-2.5	-6.7	-6.3	-2.1	-2.5	-4.9	-5.4	-5.7	-6.3	-6.0	-2.1	-1.7	-0.9
Danemark	-1.4	-1.5	0.4	0.9	2.1	2.8	1.5	0.7	1.4	0.4	-0.9	1.9	1.4	3.1	2.5	3.2	2.3	3.2	2.7	2.5
Finlande	-2.5	-5.0	-5.1	-5.4	-4.6	-1.3	1.1	4.1	4.0	5.5	5.6	6.3	7.5	7.1	7.5	4.3	5.0	2.7	2.3	2.0
France	-0.5	-0.5	-0.8	-0.4	0.4	0.8	0.5	0.7	1.3	2.6	2.6	2.9	1.3	1.6	0.9	0.4	-0.4	-1.9	-2.6	-2.3
Allemagne	4.1	4.6	2.9	-1.3	-1.1	-1.0	-1.4	-1.2	-0.6	-0.4	-0.8	-1.3	-1.8	0.0	2.0	1.9	3.7	4.2	4.0	4.6
Grèce[2]	-2.4	-5.0	-5.6	-2.8	-3.6	-2.2	-1.4	-3.9	-5.2	-4.4	-3.1	-6.2	-8.7	-8.1	-7.5	-7.3	-6.4	-8.0	-7.8	-7.6
Hongrie	..	..	..	..	..	-7.9	-8.3	-3.4	-3.9	-4.4	-7.1	-7.8	-8.5	-6.1	-7.0	-8.7	-8.6	-7.3	-7.7	-7.3
Islande	-3.5	-1.9	-2.1	-4.0	-2.4	0.7	1.9	0.7	-1.8	-1.7	-6.8	-6.8	-10.2	-4.4	1.6	-5.0	-9.3	-16.5	-15.4	-10.4
Irlande	0.0	-1.5	-0.8	0.7	1.0	3.6	2.7	2.6	2.7	2.4	0.8	0.3	-0.4	-0.6	-1.0	0.0	-0.8	-1.9	-1.0	-0.5
Italie	-0.8	-1.2	-1.5	-2.0	-2.4	0.8	1.2	2.2	3.1	2.8	1.9	0.7	-0.5	-0.1	-0.8	-1.3	-0.9	-1.6	-2.1	-2.2
Japon	2.7	2.2	1.5	2.1	2.8	3.0	2.8	2.2	1.4	2.3	3.1	2.7	2.6	2.2	2.9	3.2	3.7	3.6	4.3	5.5
Corée	7.7	2.3	-0.8	-2.7	-1.2	0.2	-0.9	-1.7	-4.2	-1.3	11.8	5.5	2.4	1.7	1.0	1.9	4.1	2.1	0.7	0.2
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	12.1	11.2	10.4	9.2	8.4	13.2	8.8	11.0	6.4	10.5	9.3	10.4	9.7
Mexique	-1.3	-2.7	-2.9	-4.7	-6.7	-5.8	-7.1	-0.5	-0.8	-1.9	-3.8	-2.9	-3.2	-2.8	-2.1	-1.3	-1.1	-0.8	-0.7	-1.1
Pays-Bas	2.8	3.8	2.6	2.3	2.0	3.9	4.8	6.0	5.0	6.4	3.2	3.8	1.9	2.4	2.5	5.5	8.9	6.4	9.5	10.1
Nouvelle-Zélande	-0.9	-3.8	-3.2	-2.8	-4.2	-3.9	-3.9	-5.0	-5.8	-6.4	-3.9	-6.2	-5.2	-2.8	-4.0	-4.3	-6.6	-8.8	-9.4	-8.6
Norvège	-3.9	0.2	3.3	4.3	2.3	1.8	3.0	3.5	6.9	6.3	0.0	5.3	15.0	15.4	12.8	13.0	13.6	16.8	22.0	23.1
Pologne	..	..	..	..	..	..	0.9	0.6	-2.1	-3.7	-4.0	-7.4	-5.8	-2.8	-2.5	-2.1	-4.2	-1.5	-1.6	-1.7
Portugal[2]	-1.9	0.3	-0.2	-0.8	-0.2	0.4	-2.3	-0.1	-3.6	-5.4	-6.6	-8.0	-10.1	-9.0	-6.4	-5.2	-7.4	-9.3	-9.6	-9.7
République slovaque	..	..	..	..	..	-4.6	4.9	2.7	-9.4	-8.5	-8.9	-4.8	-3.6	-8.4	-8.0	-0.9	-3.5	-9.2	-9.0	-7.0
Espagne	-1.0	-2.7	-3.5	-3.6	-3.5	-1.1	-1.2	-0.3	-0.4	-0.1	-1.2	-2.9	-4.0	-3.9	-3.3	-3.6	-5.3	-7.4	-8.9	-9.8
Suède	0.2	-0.9	-2.0	-1.2	-2.8	-1.3	1.1	3.3	3.6	4.1	3.9	4.2	3.9	3.8	4.1	7.4	6.8	6.1	6.7	6.7
Suisse	4.7	3.7	3.6	4.3	5.9	7.8	6.4	6.6	7.1	9.4	9.4	11.1	12.5	8.0	8.4	13.4	14.0	12.5	13.3	14.2
Turquie	2.1	0.8	-1.7	0.1	-0.6	-3.6	2.7	-1.6	-1.3	-1.4	1.2	-1.0	-4.9	2.4	-0.8	-3.4	-5.2	-6.3	-6.6	-7.0
Royaume-Uni	-4.2	-5.1	-4.0	-1.8	-2.1	-1.9	-1.0	-1.3	-1.0	-0.2	-0.5	-2.7	-2.6	-2.2	-1.6	-1.4	-2.0	-2.6	-2.4	-2.9
États-Unis	-2.4	-1.8	-1.4	0.0	-0.8	-1.3	-1.7	-1.5	-1.6	-1.7	-2.4	-3.2	-4.2	-3.8	-4.5	-4.7	-5.7	-6.4	-7.2	-7.6
Zone euro	1.0	0.8	0.2	-1.2	-1.0	0.3	0.2	0.6	1.0	1.4	0.8	0.3	-0.7	0.0	0.6	0.4	0.8	-0.2	-0.4	-0.3
Total OCDE	-0.3	-0.5	-0.6	-0.3	-0.4	0.0	-0.1	0.1	0.0	0.1	-0.1	-0.7	-1.3	-1.1	-1.2	-1.1	-1.2	-1.8	-2.1	-2.1

1. Inclut le Luxembourg jusqu'en 1994.
2. Ruptures entre 1998 et 1999 pour la Grèce et 1995 et 1996 pour le Portugal dûes au passage à la méthodologie du *Cinquième manuel de la balance des paiements* du Fonds monétaire international (les transferts de capitaux provenant de l'Union européenne sont exclus du compte courant).

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/047181588064*

© OCDE 2006

Annexe : Tableau 52. **Structure des balances des opérations courantes des principales regions**

Milliards de dollars

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Balance commerciale[1]																	
Pays de l'OCDE	-8	26	100	101	157	118	147	101	-51	-214	-181	-160	-211	-296	-485	-582	-606
Autres pays *dont :*	-26	-32	-56	-22	-57	-17	-13	-14	102	214	147	193	258	336	504	600	603
Total Non-OCDE Asie	10	3	-15	-6	-24	-10	21	81	91	79	83	116	118	109	144	156	189
Chine	12	5	-12	7	12	18	40	42	31	29	28	37	36	49	121	129	138
Pays dynamiques d'Asie[2]	9	9	9	3	-12	0	5	62	79	72	71	90	102	92	72	88	119
Autres pays d'Asie	-10	-12	-12	-16	-24	-28	-24	-23	-19	-22	-16	-12	-20	-32	-48	-61	-68
Pays d'Amérique latine	14	3	-6	-7	-19	-17	-31	-45	-16	-3	-10	21	40	58	69	73	75
Pays d'Afrique et du Moyen-Orient	-50	-37	-34	-11	-14	8	5	-43	6	92	48	32	70	116	213	281	256
Pays d'Europe centrale et orientale[3]	0	-1	-1	2	0	2	-7	-7	21	47	26	24	31	53	78	90	82
Total mondial[4]	-34	-6	44	78	100	101	135	87	51	0	-34	33	46	39	19	18	-4
Solde des services et transferts privés																	
Pays de l'OCDE	-19	-18	-11	-30	-27	-16	2	-9	-7	8	14	-8	44	57	19	23	12
Autres pays *dont :*	-33	-39	-46	-44	-59	-69	-77	-82	-81	-90	-84	-91	-104	-119	-139	-144	-144
Total Non-OCDE Asie	-9	-10	-12	-10	-20	-24	-25	-27	-25	-28	-26	-25	-18	-16	-15	-11	-3
Chine	1	0	-1	-1	-12	-12	-16	-17	-14	-15	-19	-15	-8	-4	0	4	10
Pays dynamiques d'Asie[2]	-4	-4	-4	-3	-2	-6	-2	-4	-4	-6	0	-2	-1	-4	-6	-5	-5
Autres pays d'Asie	-6	-6	-6	-6	-6	-6	-7	-7	-7	-7	-7	-8	-9	-9	-9	-9	-9
Pays d'Amérique latine	-23	-21	-23	-24	-28	-29	-36	-38	-38	-39	-41	-39	-43	-52	-64	-72	-75
Pays d'Afrique et du Moyen-Orient	2	-2	-5	-8	-6	-8	-6	-3	-7	-12	-10	-17	-23	-27	-28	-26	-27
Pays d'Europe centrale et orientale[3]	-3	-6	-6	-2	-5	-7	-11	-14	-10	-11	-8	-10	-19	-23	-32	-35	-40
Total mondial[4]	-52	-57	-57	-74	-86	-85	-74	-91	-88	-82	-70	-100	-60	-61	-120	-121	-133
Solde des transferts officiels																	
Pays de l'OCDE	-44	-91	-92	-103	-100	-103	-103	-115	-116	-126	-113	-129	-160	-182	-195	-224	-234
Autres pays *dont :*	-1	33	30	28	29	35	42	36	41	45	50	64	91	103	103	109	111
Total Non-OCDE Asie	11	14	13	17	15	19	26	19	22	26	27	37	59	64	58	59	59
Chine	1	1	1	1	1	2	5	4	5	6	8	13	18	23	20	19	19
Pays dynamiques d'Asie[2]	1	2	1	1	-2	-2	-2	-4	-4	-4	-5	-5	3	2	-1	1	1
Autres pays d'Asie	9	11	11	15	16	19	23	19	21	24	23	29	38	39	39	39	39
Pays d'Amérique latine	7	8	8	9	11	10	10	11	13	14	16	18	21	23	24	27	28
Pays d'Afrique et du Moyen-Orient	-26	6	3	-1	-1	1	2	1	0	-1	0	1	0	1	3	3	4
Pays d'Europe centrale et orientale[3]	7	5	5	3	4	4	4	5	6	7	8	9	11	14	17	20	21
Total mondial[4]	-44	-57	-63	-75	-71	-68	-61	-79	-75	-81	-63	-65	-69	-79	-92	-115	-122
Balance des opérations courantes																	
Pays de l'OCDE	-57	-76	1	-31	26	-9	34	-27	-187	-342	-285	-317	-315	-398	-646	-769	-814
Autres pays *dont :*	-49	-58	-85	-8	-87	-51	-47	-59	63	170	113	166	245	320	468	565	570
Total Non-OCDE Asie	12	7	-13	2	-29	-16	22	72	88	76	84	128	158	157	187	204	245
Chine	13	6	-12	8	2	7	30	29	21	21	17	35	46	69	140	152	167
Pays dynamiques d'Asie[2]	6	8	6	1	-16	-8	0	54	72	61	66	83	104	90	65	84	115
Autres pays d'Asie	-7	-7	-7	-7	-14	-15	-8	-11	-5	-5	1	9	8	-2	-18	-32	-37
Pays d'Amérique latine	-2	-9	-22	-22	-36	-36	-57	-72	-41	-29	-35	0	17	29	29	29	28
Pays d'Afrique et du Moyen-Orient	-73	-32	-36	-21	-21	1	1	-44	-1	79	38	16	47	90	188	257	233
Pays d'Europe centrale et orientale[3]	15	-23	-14	33	-1	0	-13	-15	17	42	26	22	23	44	64	75	64
Total mondial[4]	-105	-134	-84	-39	-62	-60	-13	-86	-124	-173	-172	-151	-70	-78	-178	-204	-244

Note: Pour la zone OCDE, les données historiques sont les agrégats des données de balance des paiements recensées par chaque pays. En raison de divers problèmes statistiques et du fait que de nombreux pays non membr ne communiquent pas leurs chiffres, des divergences peuvent exister entre les balances commerciales et les balances courantes recensées par ces pays et celles qui sont présentées dans ce tableau.

1. Sur la base des comptes nationaux pour les pays de l'OCDE et des balance de paiements pour les régions non-OCDE.
2. Les pays dynamiques d'Asie comprennent Hong-Kong, Chine ; Indonésie ; Malaisie ; Philippines ; Singapour ; Taipei chinois et Thaïlande.
3. Les données avant 1995 sont des estimations de l'OCDE.
4. Comprend les erreurs statistiques et les asymétries de traitement. Étant donnée l'importance des flux bruts au niveau mondial, des erreurs statistiques et des asymétries de traitement donnent lieu à des soldes mondiaux significativement différents de zéro.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/571063888776*

Annexe : Tableau 53. **Croissance des marchés à l'exportation de biens et services**

Pourcentages de variation par rapport à l'année précédente

	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Australie	10.7	10.5	6.7	4.4	5.2	5.2	10.3	12.0	9.7	7.1	-2.7	7.8	12.5	-0.3	5.6	7.0	12.7	8.6	9.5	9.7
Autriche	6.4	7.5	5.1	1.9	-1.4	-0.7	7.9	8.3	5.6	9.6	7.6	6.1	11.8	2.5	1.9	5.6	9.1	6.8	9.5	8.6
Belgique	7.4	7.8	5.1	3.8	2.2	-0.5	8.1	8.0	5.5	9.5	8.1	6.9	11.6	1.9	2.0	4.0	8.4	6.9	8.8	8.2
Canada	5.1	5.2	3.8	0.3	6.3	7.7	11.5	8.4	8.7	12.7	9.8	10.5	12.9	-2.0	3.4	4.8	10.8	6.7	7.8	7.2
République tchèque	..	..	..	..	..	..	7.1	8.5	7.2	10.2	8.5	4.6	11.8	2.8	2.1	6.4	9.4	7.1	10.2	9.0
Danemark	6.4	7.4	4.1	1.5	1.6	0.4	9.0	8.0	6.3	10.3	8.3	6.2	11.1	0.7	1.4	4.4	8.6	6.7	8.4	7.4
Finlande	7.2	7.2	2.2	-0.3	-4.0	1.9	8.3	8.4	6.8	10.0	5.7	5.0	12.2	2.2	3.5	6.1	10.5	8.0	10.3	9.6
France	7.6	7.9	5.1	4.0	2.9	0.1	7.7	8.0	6.0	9.6	7.1	6.9	10.5	1.6	2.4	4.7	9.0	6.8	9.1	8.8
Allemagne	7.8	7.6	4.0	0.6	1.5	1.1	8.4	8.7	6.6	10.0	7.1	6.0	11.9	1.7	3.0	4.8	9.7	6.8	8.8	8.7
Grèce	6.4	6.7	3.1	0.6	-1.9	2.0	7.5	7.6	6.5	10.2	7.0	6.4	11.5	1.4	3.1	5.2	10.0	7.5	9.5	9.0
Hongrie	..	..	..	..	..	..	8.1	7.9	5.4	9.1	7.2	5.6	11.6	2.7	1.7	5.2	8.7	6.5	9.0	8.2
Islande	9.1	8.5	4.7	1.7	2.4	0.3	8.6	8.2	7.2	8.8	6.6	6.7	10.3	1.3	2.2	3.5	8.2	6.3	7.5	6.9
Irlande	8.4	7.9	4.7	2.3	3.7	1.0	8.4	8.0	6.6	9.4	6.8	7.3	11.1	1.1	2.6	3.8	8.5	6.3	8.0	7.6
Italie	7.6	7.6	4.3	3.1	0.0	1.3	7.8	8.1	6.7	9.9	6.9	6.5	12.1	1.9	2.6	5.2	9.9	7.4	9.6	9.1
Japon	9.8	7.8	6.8	7.1	7.9	8.0	12.1	11.5	8.7	10.6	0.0	8.9	14.7	-1.7	5.4	6.8	12.7	8.2	10.0	9.9
Corée	10.7	8.7	5.6	5.2	5.9	6.9	10.2	11.1	9.9	9.4	0.1	7.3	13.7	-0.2	5.4	8.0	13.1	9.1	11.3	11.1
Luxembourg	7.6	7.8	5.0	3.2	2.4	-0.6	8.5	7.5	5.0	9.1	8.5	6.4	11.2	1.6	1.2	3.4	7.7	6.0	7.8	7.3
Mexique	4.7	4.5	3.8	0.5	7.0	8.3	11.7	8.4	8.3	13.4	10.9	10.3	12.7	-2.3	2.8	4.5	10.6	6.5	7.4	6.7
Pays-Bas	7.9	8.2	5.7	4.0	2.4	-0.9	8.1	7.4	5.2	8.9	7.6	6.5	11.1	1.4	1.6	4.1	7.9	6.2	8.3	7.7
Nouvelle-Zélande	12.0	11.6	3.8	2.6	5.5	4.7	11.2	10.3	9.2	8.8	1.6	8.0	11.6	-1.2	5.7	6.8	12.3	8.2	8.6	9.1
Norvège	8.5	7.5	3.4	1.1	3.0	1.1	9.0	7.7	6.3	10.0	8.3	6.9	11.3	1.1	2.3	3.4	8.1	6.6	7.7	7.2
Pologne	..	..	..	..	..	..	7.6	8.1	5.5	9.0	6.1	4.4	12.2	4.1	2.7	6.0	10.0	7.7	10.3	9.3
Portugal	8.4	8.8	5.6	4.9	3.8	-1.4	8.4	7.8	5.8	10.0	9.5	7.8	10.7	2.2	2.0	4.0	8.1	6.5	8.2	7.7
République slovaque	..	..	..	..	..	..	8.1	10.2	6.7	9.3	7.7	4.8	13.1	4.8	2.7	6.3	11.1	6.3	9.2	8.9
Espagne	7.9	7.2	5.9	3.8	3.6	-0.9	7.8	7.7	5.0	9.8	8.5	5.7	10.6	1.5	1.2	3.3	7.9	6.1	8.3	7.8
Suède	7.0	7.1	4.0	2.1	1.7	1.6	8.5	8.1	6.9	10.1	6.9	5.4	11.2	1.3	3.1	4.3	9.3	7.5	8.8	8.1
Suisse	7.8	8.1	6.1	4.6	2.9	0.1	8.6	8.5	6.0	9.4	6.1	6.7	11.5	0.9	2.2	4.7	9.1	6.8	8.8	8.3
Turquie	6.5	6.9	2.0	1.5	-5.2	0.6	6.7	7.1	6.0	8.8	4.9	5.6	11.4	3.6	3.8	5.8	10.5	8.5	11.3	11.0
Royaume-Uni	6.9	7.8	4.9	3.8	2.6	1.3	8.9	8.6	6.3	10.0	7.5	7.1	12.0	1.0	2.4	4.4	9.5	7.1	8.9	8.5
États-Unis	12.5	8.7	6.0	5.9	6.2	4.5	10.4	7.6	8.6	11.1	3.2	6.4	12.2	-0.6	2.1	4.4	10.6	7.9	8.8	8.4
Total OCDE	8.5	7.7	5.1	3.6	3.7	2.8	9.4	8.6	7.3	10.3	5.5	7.0	12.1	0.4	2.9	5.0	10.1	7.3	9.0	8.6
Pour mémoire:																				
Chine	11.2	9.7	7.2	5.1	4.1	5.2	10.6	11.7	8.7	8.2	-2.0	6.6	13.4	-1.3	3.8	5.1	11.7	7.9	8.7	8.4
Pays dynamiques d'Asie [1]	11.8	9.4	6.4	6.0	7.2	7.5	11.4	12.2	10.2	9.2	-1.4	8.4	14.6	-0.5	6.5	8.6	13.4	9.1	11.2	11.2
Autres pays d'Asie	8.7	8.3	4.8	3.9	4.1	4.1	9.3	9.7	8.4	9.1	2.6	7.8	12.3	0.1	4.6	6.3	11.5	8.4	10.1	9.9
Pays d'Amérique latine	7.1	5.1	4.5	4.5	6.6	6.6	10.6	9.8	7.4	12.3	7.3	4.9	11.1	-0.1	0.6	4.5	10.8	7.6	8.8	8.1
Pays d'Afrique et du Moyen-Orient	8.8	9.0	5.8	5.1	4.1	2.3	8.9	10.5	8.3	8.1	1.1	7.9	12.2	0.4	4.7	6.4	11.2	8.3	10.2	10.2
Pays d'Europe centrale et orientale	6.9	6.9	-0.1	-4.9	-14.0	2.9	6.2	9.0	7.6	9.5	3.1	2.4	14.0	4.8	5.9	8.9	13.0	9.7	12.7	12.0

Note: Les aggrégats régionaux sont calculés *à l'inclusion* du commerce intra-régional. Les marchés à l'exportation de chaque pays exportateur sont obtenus à partir de la moyenne pondérée des importations en volume de chacun de ses marchés, avec des poids basés sur le commerce des biens et services en 2000.

1. Les pays dynamiques d'Asie comprennent Hong-Kong, Chine ; Indonésie ; Malaisie ; Philippines ; Singapour ; Taipei chinois et Thaïlande.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/034220407821*

© OCDE 2006

Annexe : Tableau 54. **Taux de pénétration des importations**

Volume des importations de biens et services en pourcentage du volume des dépenses totales finales à prix constants

	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Australie	10.2	11.6	11.0	10.8	11.3	11.4	12.3	12.7	13.2	14.0	14.1	14.6	15.2	14.4	15.2	16.0	17.5	18.3	18.7	19.6
Autriche	24.1	24.9	25.4	25.9	26.0	24.6	26.1	26.9	27.5	28.4	28.9	29.5	30.5	31.3	31.4	32.2	33.0	33.2	33.8	34.8
Belgique	37.4	38.8	39.2	39.4	40.0	40.2	41.1	41.6	42.1	42.3	43.5	43.9	45.0	44.8	44.4	44.9	45.8	46.4	47.0	47.9
Canada	20.7	21.2	21.5	22.3	22.9	23.7	24.3	24.8	25.5	27.3	27.5	27.9	28.5	27.0	26.7	27.1	28.1	29.0	29.4	29.8
République tchèque	..	..	..	..	..	31.3	32.4	35.5	37.2	39.0	41.3	42.2	45.4	48.0	48.9	50.3	54.0	53.7	54.3	55.4
Danemark	22.0	22.7	22.7	23.1	22.8	22.6	23.8	24.5	24.6	25.7	26.9	27.1	28.9	29.1	30.5	30.0	31.0	32.6	33.8	34.6
Finlande	19.0	19.5	19.8	18.7	19.4	20.1	21.3	21.6	22.3	22.8	23.3	23.4	25.1	25.1	25.0	25.1	25.6	27.0	27.6	28.1
France	15.7	16.2	16.4	16.6	16.5	16.1	17.0	17.6	17.8	18.6	19.6	20.0	21.7	21.7	21.8	21.8	22.5	23.4	24.4	25.2
Allemagne	17.9	18.6	19.3	18.9	18.9	18.3	19.1	19.9	20.3	21.3	22.5	23.6	24.8	24.9	24.6	25.6	26.5	27.4	28.7	29.7
Grèce	16.2	17.1	18.2	18.6	18.7	19.0	18.9	20.0	20.7	22.3	23.3	25.3	27.1	25.2	24.1	24.2	25.0	24.1	24.5	24.9
Hongrie	..	..	..	..	..	25.3	26.5	29.3	31.0	34.6	38.5	40.6	43.8	44.0	44.7	46.5	48.4	48.8	50.5	52.2
Islande	25.7	23.7	23.6	24.6	24.0	22.5	22.5	23.1	25.0	25.4	28.3	28.3	29.2	26.5	26.2	27.6	28.8	32.9	34.9	34.0
Irlande	28.9	30.5	30.0	30.0	30.8	31.7	33.4	34.6	35.3	36.4	40.1	40.2	42.7	42.9	41.9	40.2	41.0	41.1	41.6	42.1
Italie	15.7	16.5	17.4	17.5	18.3	16.6	17.5	18.4	18.0	19.1	20.1	20.3	20.7	20.4	20.3	20.4	20.6	20.9	21.5	22.2
Japon	6.3	6.9	7.1	6.8	6.7	6.6	7.0	7.7	8.5	8.4	8.0	8.3	8.7	8.8	8.8	9.0	9.5	9.8	9.9	10.1
Corée	17.4	18.9	19.5	20.8	20.7	20.7	22.6	24.8	26.0	25.8	22.6	25.4	27.4	25.8	27.2	28.6	30.3	30.9	31.5	32.5
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	50.7	51.5	53.1	54.4	55.8	56.3	57.2	56.7	57.4	58.8	60.1	61.3	62.1
Mexique	10.4	11.7	13.1	14.2	16.1	16.1	18.2	16.8	19.1	21.3	23.1	24.8	27.4	27.1	27.2	27.1	28.4	29.6	30.7	31.6
Pays-Bas	29.9	30.5	30.4	30.9	30.9	30.8	32.1	33.6	33.9	35.1	36.0	36.4	37.9	38.1	38.1	38.6	40.1	41.1	42.1	43.0
Nouvelle-Zélande	17.2	19.1	19.6	18.8	20.2	20.2	21.2	21.9	22.6	22.4	22.5	23.8	23.0	23.0	23.8	24.6	26.7	27.5	27.3	27.9
Norvège	19.7	19.9	20.0	19.5	19.3	19.6	19.6	19.8	20.3	21.4	22.3	21.6	21.6	21.3	21.3	21.3	22.2	23.0	23.7	23.9
Pologne	..	..	..	..	..	14.4	15.1	17.1	20.0	21.7	23.8	23.2	25.1	23.8	24.1	25.0	26.7	27.0	27.8	28.6
Portugal	19.6	19.5	21.1	21.5	23.1	22.9	24.2	24.8	25.0	26.0	27.7	28.6	28.9	28.7	28.4	28.5	29.7	30.0	30.4	31.1
République slovaque	..	..	..	..	..	37.1	34.6	35.8	38.6	40.7	43.4	41.4	43.3	45.0	45.2	47.3	48.9	50.1	52.7	54.0
Espagne	12.7	14.0	14.7	15.6	16.4	15.7	16.9	18.0	19.0	20.3	21.9	23.4	24.3	24.4	24.7	25.2	26.4	27.1	27.9	28.8
Suède	21.2	22.0	21.9	21.3	21.7	21.7	23.1	23.7	24.1	25.8	27.2	27.2	28.6	27.8	27.0	27.7	28.4	29.1	30.1	30.8
Suisse	23.2	23.4	23.3	23.1	22.4	22.4	23.6	24.3	24.8	25.9	26.8	27.4	28.6	29.0	28.4	28.7	29.8	30.5	31.6	32.8
Turquie	14.3	15.1	17.8	16.8	17.6	21.1	18.0	21.0	23.0	25.4	25.2	25.4	28.5	24.5	25.8	29.5	32.3	33.2	34.8	35.8
Royaume-Uni	15.7	16.4	16.3	15.9	16.7	16.8	17.1	17.5	18.4	19.4	20.3	21.0	21.8	22.2	22.6	22.5	23.1	23.7	24.5	25.2
États-Unis	7.7	7.8	7.9	7.9	8.1	8.5	9.1	9.6	10.0	10.7	11.4	12.1	13.1	12.7	12.9	13.1	13.8	14.1	14.5	15.0
Total OCDE	12.3	12.8	13.1	13.1	13.3	13.4	14.1	14.8	15.4	16.2	16.9	17.6	18.6	18.4	18.6	18.9	19.7	20.2	20.9	21.5

Note: L'aggrégat régional est calculé *à l'inclusion* du commerce intra-régional comme la somme des volumes d'importation divisée par la somme des volumes de dépense totale finale exprimés en dollars constants de 2000.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/677872152047*

Annexe : Tableau 55. **Prévisions trimestrielles de demande et de production**

Pourcentages de variation par rapport à la période précédente, taux annuels désaisonnalisés, volume

	2005	2006	2007	2006	2007					Quatrième trimestre[1]		
				T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	2005	2006	2007
Consommation privée													
Canada	4.0	3.3	3.6	3.4	3.7	3.6	3.6	3.6	3.5	3.5	3.8	3.6	3.6
France	2.1	2.3	2.3	2.2	2.2	2.3	2.3	2.3	2.4	2.4	1.9	2.3	2.4
Allemagne	0.2	0.6	0.6	1.6	1.6	1.3	-2.5	1.7	1.9	2.1	-0.7	1.4	0.8
Italie	0.1	1.1	1.1	1.6	1.6	1.2	0.8	0.8	0.9	0.9	0.2	1.5	0.9
Japon	2.2	1.7	1.6	1.2	1.6	1.6	1.7	1.7	1.7	1.7	3.5	1.2	1.7
Royaume-Uni	1.7	2.1	2.4	2.5	2.2	2.2	2.4	2.5	2.7	2.8	1.5	2.1	2.6
États-Unis	3.5	3.6	3.3	3.7	3.5	3.4	3.2	3.2	3.2	3.1	2.9	4.0	3.2
Zone euro	1.3	1.5	1.7	1.9	2.1	1.9	0.8	2.0	2.1	2.2	1.1	1.8	1.8
Total de l'OCDE	2.8	2.8	2.7	2.8	2.8	2.8	2.4	2.7	2.8	2.7	2.8	2.8	2.7
Consommation publique													
Canada	2.8	3.5	2.9	3.2	3.2	2.8	2.8	2.8	2.8	2.8	3.4	3.2	2.8
France	1.5	1.9	1.6	1.5	1.5	1.5	1.7	1.7	1.7	1.7	1.8	1.5	1.7
Allemagne	0.1	0.5	0.6	0.7	0.8	1.0	0.2	0.3	0.7	0.7	0.8	1.5	0.5
Italie	1.2	-0.3	0.6	-1.0	-1.0	-1.0	1.2	1.7	1.8	1.9	1.4	-1.0	1.7
Japon	1.7	0.8	0.9	0.5	0.5	0.5	1.0	1.0	1.2	1.2	1.7	0.5	1.1
Royaume-Uni	2.9	2.5	2.1	0.8	1.8	1.8	2.0	2.4	2.6	2.6	4.3	1.2	2.4
États-Unis	1.5	1.8	1.0	0.8	1.4	1.1	1.0	1.0	1.0	1.0	1.3	2.0	1.0
Zone euro	1.5	1.9	1.4	0.6	1.1	1.2	1.6	1.7	1.8	1.8	1.9	1.7	1.7
Total de l'OCDE	1.8	2.0	1.4	0.9	1.3	1.2	1.5	1.6	1.6	1.6	2.0	1.7	1.6
Investissement des entreprises													
Canada	9.1	9.3	6.2	7.0	6.6	6.6	5.9	5.9	5.8	5.8	10.7	7.4	5.9
France	3.8	3.9	4.1	4.0	4.1	4.1	4.1	4.1	4.1	4.1	4.3	3.8	4.1
Allemagne	2.6	3.9	4.6	7.8	5.9	4.8	3.5	4.2	4.5	4.8	3.1	3.8	4.3
Italie	-3.1	3.4	4.1	8.0	6.0	5.2	3.3	2.9	2.8	2.8	-2.7	7.0	3.0
Japon	7.8	4.1	3.1	4.5	5.0	5.0	2.0	2.0	2.0	2.0	7.5	4.4	2.0
Royaume-Uni	2.0	2.9	5.7	5.3	5.7	5.7	5.7	5.7	5.5	5.5	1.3	4.9	5.6
États-Unis	8.6	8.4	6.5	4.7	9.0	6.6	6.3	6.0	6.0	6.0	6.8	8.6	6.1
Zone euro	2.6	4.1	4.8	6.5	5.6	5.9	3.8	4.3	4.4	4.4	2.4	5.3	4.2
Total de l'OCDE	6.3	6.2	5.5	5.4	7.0	6.1	5.0	5.0	5.0	5.0	5.8	6.4	5.0
Investissement total													
Canada	6.6	6.1	3.7	4.6	3.5	3.6	3.7	3.6	3.6	3.6	7.3	4.5	3.6
France	3.4	3.3	3.3	3.4	3.2	3.2	3.3	3.3	3.3	3.3	3.7	3.2	3.3
Allemagne	0.2	2.9	3.4	8.6	4.9	3.7	2.1	2.6	3.0	3.2	1.7	3.2	2.7
Italie	-0.4	2.9	3.1	5.5	4.2	3.8	2.6	2.4	2.3	2.3	-0.1	4.9	2.4
Japon	3.3	2.3	1.3	2.4	2.6	2.6	0.6	0.6	0.6	0.7	4.3	2.3	0.6
Royaume-Uni	3.2	3.1	5.2	4.3	4.4	4.3	5.3	6.5	5.4	5.6	3.1	3.8	5.7
États-Unis	7.2	5.4	3.9	2.2	4.6	4.2	3.9	3.8	3.8	3.8	6.4	4.7	3.8
Zone euro	2.5	3.5	3.7	5.5	4.4	3.7	3.4	3.2	3.3	3.3	2.9	3.9	3.3
Total de l'OCDE	5.3	4.7	4.0	3.9	4.4	4.1	3.9	3.8	3.8	3.8	5.6	4.3	3.8

Note: La mise en place des nouveaux systèmes de comptes nationaux SCN93 et SEC95 a progressé à un rythme inégal selon les pays membres de l'OCDE, et ce pour les variables et la période couverte. En conséquence, plusieurs séries nationales contiennent des ruptures. De plus, certains pays utilisent des indices de prix en chaîne afin de calculer le PIB réel et les composantes des dépenses. Voir le tableau «Systèmes de comptabilité nationale et années de base» au début de l'annexe statistique ainsi que *Perspectives économiques de l'OCDE :* Sources et méthodes, *(http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods).*

1. Par rapport au 4e trimestre de l'année précédente.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/811705127856*

© OCDE 2006

Annexe : Tableau 55. ***(suite)*** **Prévisions trimestrielles de la demande et de la production**

Pourcentages de variation par rapport à l'année précédente, taux annuels désaisonnalisés, volume

	2005	2006	2007	2006			2007				Quatrième trimestre[1]		
				T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	2005	2006	2007
Demande intérieure totale													
Canada	4.5	4.0	3.4	3.6	3.5	3.4	3.4	3.4	3.4	3.4	3.5	4.0	3.4
France	2.4	2.5	2.3	2.2	2.2	2.2	2.3	2.3	2.4	2.4	2.3	2.4	2.4
Allemagne	0.5	1.5	1.0	2.3	1.9	1.6	-1.1	1.6	1.9	2.0	0.8	1.6	1.1
Italie	0.4	1.5	1.4	1.9	1.6	1.3	1.3	1.3	1.4	1.4	0.5	1.7	1.4
Japon	2.6	1.7	1.4	1.4	1.6	1.6	1.3	1.3	1.4	1.4	3.6	1.3	1.3
Royaume-Uni	1.9	2.4	2.8	2.4	2.5	2.5	2.8	3.1	3.1	3.2	1.3	2.5	3.1
États-Unis	3.6	3.8	3.2	3.3	3.5	3.3	3.1	3.1	3.1	3.0	3.2	3.9	3.1
Zone euro	1.7	2.2	2.1	2.2	2.3	2.1	1.5	2.2	2.3	2.3	1.9	2.1	2.1
Total de l'OCDE	2.9	3.1	2.8	2.9	3.0	2.8	2.6	2.8	2.8	2.8	3.0	3.0	2.8
Exportations de biens et services													
Canada	2.3	2.9	4.3	2.2	3.2	4.1	4.7	4.9	5.1	5.1	4.9	1.5	4.9
France	3.2	6.7	7.2	6.8	6.8	7.0	7.2	7.4	7.5	7.5	4.7	6.8	7.4
Allemagne	6.6	8.5	7.3	2.1	5.0	7.5	8.0	8.2	8.3	8.4	8.8	7.5	8.2
Italie	0.7	4.9	5.3	4.1	4.1	6.1	5.5	5.4	5.4	5.3	1.3	6.1	5.4
Japon	6.9	12.3	9.0	13.0	8.0	9.0	9.0	9.0	9.0	8.0	10.2	10.5	8.7
Royaume-Uni	5.6	7.3	7.8	8.2	7.4	7.8	7.8	7.8	7.8	7.8	7.4	7.1	7.8
États-Unis	6.9	7.7	8.3	7.0	8.0	8.0	8.5	8.5	8.5	8.5	6.4	8.8	8.5
Total de l'OCDE[2]	5.9	7.8	7.8	6.8	6.8	7.5	8.2	8.3	8.3	8.2	6.7	7.7	8.2
Importations de biens et services													
Canada	7.0	5.3	5.0	4.1	4.5	4.9	5.3	5.3	5.3	5.3	6.4	3.9	5.3
France	6.5	7.9	7.0	7.1	7.1	7.1	7.0	7.0	7.0	6.9	7.5	7.1	7.0
Allemagne	5.5	8.7	6.5	1.4	4.2	6.5	6.5	8.1	8.1	8.2	7.5	6.4	7.7
Italie	1.8	5.2	5.5	5.5	5.3	6.1	5.2	5.3	5.6	5.7	1.3	6.5	5.4
Japon	6.2	4.9	4.2	3.8	3.5	3.9	4.5	4.5	4.5	4.5	4.6	4.8	4.5
Royaume-Uni	5.3	6.7	6.9	7.8	6.6	6.8	6.9	7.0	7.0	7.0	4.8	6.6	7.0
États-Unis	6.3	7.3	6.7	1.5	7.0	7.0	7.0	7.0	7.0	7.0	5.3	7.0	7.0
Total de l'OCDE[2]	6.1	7.1	6.6	3.7	5.9	6.5	7.0	7.1	7.2	7.1	5.8	6.4	7.1
PIB													
Canada	2.9	3.1	3.3	2.9	3.1	3.2	3.3	3.4	3.4	3.4	2.9	3.1	3.3
France	1.4	2.1	2.2	2.0	2.0	2.1	2.3	2.4	2.4	2.5	1.5	2.2	2.4
Allemagne	1.1	1.8	1.6	2.6	2.4	2.3	-0.2	1.9	2.3	2.4	1.6	2.3	1.6
Italie	0.1	1.4	1.3	1.5	1.3	1.3	1.3	1.3	1.3	1.3	0.5	1.6	1.3
Japon	2.7	2.8	2.2	2.7	2.4	2.5	2.1	2.1	2.2	2.0	4.3	2.2	2.1
Royaume-Uni	1.8	2.4	2.9	2.4	2.5	2.6	2.9	3.2	3.2	3.3	1.8	2.5	3.2
États-Unis	3.5	3.6	3.1	4.0	3.4	3.2	3.0	3.0	3.0	2.9	3.2	3.9	3.0
Zone euro	1.4	2.2	2.1	2.2	2.3	2.2	1.7	2.3	2.4	2.4	1.8	2.3	2.2
Total de l'OCDE	2.8	3.1	2.9	3.3	3.0	2.9	2.7	2.9	3.0	2.9	3.0	3.1	2.9

Note: La mise en place des nouveaux systèmes de comptes nationaux SCN93 et SEC95 a progressé à un rythme inégal selon les pays membres de l'OCDE, et ce pour les variables et la période couverte. En conséquence, plusieurs séries nationales contiennent des ruptures. De plus, certains pays utilisent des indices de prix en chaîne afin de calculer le PIB réel et les composantes des dépenses. Voir le tableau «Systèmes de comptabilité nationale et années de base» au début de l'annexe statistique ainsi que *Perspectives économiques de l'OCDE :* Sources et méthodes, *(http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods).*

1. Par rapport au 4e trimestre de l'année précédente.
2. Incluant le commerce intra-zone.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/811705127856*

Annexe : Tableau 56. **Prévisions trimestrielles des prix, des coûts et du chômage**

Pourcentages de variation par rapport à l'année précédente, taux annuels désaisonnalisés, volume

	2005	2006	2007	2006 T2	2006 T3	2006 T4	2007 T1	2007 T2	2007 T3	2007 T4	Quatrième trimestre[1] 2005	Quatrième trimestre[1] 2006	Quatrième trimestre[1] 2007
Prix à la consommation[2]													
Canada	2.2	2.0	2.3	2.2	1.5	2.2	2.4	2.4	2.5	2.6	2.3	2.0	2.5
France	1.9	1.7	1.4	1.7	1.5	1.4	1.2	1.7	1.2	1.4	1.8	1.6	1.4
Allemagne	1.9	1.6	2.1	1.2	1.2	1.2	5.0	1.1	1.0	0.9	2.2	0.9	2.0
Italie	2.2	2.4	2.1	3.9	2.4	2.1	1.9	1.9	1.9	1.9	2.4	2.4	1.9
Japon	-0.3	0.7	0.8	0.6	0.6	0.7	0.8	0.9	1.0	1.1	-0.6	1.0	0.9
Royaume-Uni	2.0	2.2	1.7	2.8	1.8	1.6	1.5	1.6	1.7	1.7	2.1	2.2	1.6
États-Unis	3.4	3.3	2.4	4.4	2.2	2.4	2.4	2.2	2.1	2.0	3.7	2.8	2.2
Zone euro	2.2	2.1	2.0	2.3	1.9	1.7	2.7	1.8	1.6	1.6	2.3	1.8	1.9
Déflateur du PIB													
Canada	3.1	3.1	1.9	2.0	1.2	1.7	2.1	2.1	2.1	2.1	4.0	1.6	2.1
France	1.3	1.6	1.6	1.7	1.8	1.6	1.6	1.6	1.6	1.6	1.3	1.7	1.6
Allemagne	0.5	0.5	1.5	0.7	0.8	1.0	3.3	1.0	1.0	1.0	0.5	0.6	1.6
Italie	2.1	1.4	2.2	0.1	1.1	1.1	2.5	3.4	3.3	2.8	3.0	0.0	3.0
Japon	-1.3	-0.6	0.5	0.4	0.4	0.4	0.6	0.6	0.7	0.7	-1.7	0.1	0.6
Royaume-Uni	2.0	2.1	1.6	1.6	1.5	1.6	1.6	1.6	1.6	1.6	1.7	1.7	1.6
États-Unis	2.8	3.0	2.3	3.0	2.0	2.2	2.2	2.3	2.3	2.2	3.1	2.6	2.3
Zone euro	1.7	1.6	2.0	1.4	1.6	1.5	2.5	2.1	2.1	2.0	1.9	1.3	2.2
Total de l'OCDE	2.0	2.2	2.0	2.1	1.8	1.9	1.9	2.0	2.0	2.1	2.0	1.9	2.0
Coût unitaire de main-d'œuvre (ensemble de l'économie)													
Canada	2.4	3.0	3.0	2.5	2.3	2.9	3.0	3.3	3.3	3.3	3.3	2.6	3.2
France	1.8	1.4	1.2	1.1	1.3	1.5	1.3	1.1	1.0	1.0	2.1	1.2	1.1
Allemagne	-1.5	-0.9	-0.3	-0.5	0.0	0.2	0.7	-1.2	-1.1	-1.1	-2.2	0.0	-0.7
Italie	4.2	0.8	1.7	-1.7	-0.5	0.9	2.5	3.1	2.9	2.3	5.7	-1.8	2.7
Japon	-1.4	-0.8	0.3	-0.9	-0.3	-0.1	0.9	0.5	0.4	0.5	-2.3	-0.2	0.6
Royaume-Uni	3.6	2.7	2.5	3.4	3.4	3.3	2.5	1.8	1.9	1.7	2.9	3.3	2.0
États-Unis	2.9	2.3	2.6	2.3	2.5	2.5	2.9	2.6	2.5	2.6	2.0	2.3	2.6
Zone euro	1.3	0.7	1.1	0.6	0.9	1.3	1.3	0.9	0.9	0.9	1.3	0.6	1.0
Total de l'OCDE	2.1	1.6	1.8	1.3	1.6	1.8	2.1	1.8	1.7	1.7	1.6	1.5	1.8
	En pourcentage de la population active												
Chômage													
Canada	6.8	6.4	6.2	6.4	6.4	6.4	6.3	6.3	6.2	6.1	6.5	6.4	6.1
France	9.9	9.5	9.2	9.6	9.5	9.3	9.3	9.2	9.2	9.2	9.6	9.3	9.2
Allemagne	9.1	8.5	8.1	8.5	8.4	8.4	8.2	8.2	8.1	8.0	9.0	8.4	8.0
Italie	7.8	7.7	7.6	7.7	7.7	7.7	7.7	7.6	7.6	7.5	7.8	7.7	7.5
Japon	4.4	4.0	3.5	4.1	3.9	3.8	3.6	3.5	3.4	3.3	4.5	3.8	3.3
Royaume-Uni	4.8	5.3	5.2	5.3	5.3	5.3	5.3	5.2	5.2	5.2	5.1	5.3	5.2
États-Unis	5.1	4.7	4.7	4.7	4.6	4.7	4.7	4.7	4.7	4.8	5.0	4.7	4.8
Zone euro	8.6	8.2	7.9	8.2	8.1	8.2	8.1	8.0	7.9	7.8	8.4	8.2	7.8
Total de l'OCDE	6.5	6.2	6.0	6.2	6.1	6.1	6.1	6.0	6.0	5.9	6.4	6.1	5.9

Note: La mise en place des nouveaux systèmes de comptes nationaux SCN93 et SEC95 a progressé à un rythme inégal selon les pays membres de l'OCDE, et ce pour les variables et la période couverte. En conséquence, plusieurs séries nationales contiennent des ruptures. De plus, certains pays utilisent des indices de prix en chaîne afin de calculer le PIB réel et les composantes des dépenses. Voir le tableau «Systèmes de comptabilité nationale et années de base» au début de l'annexe statistique ainsi que *Perspectives économiques de l'OCDE :* Sources et méthodes, *(http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods).*

1. Par rapport au 4e trimestre de l'année précédente.
2. Pour le Royaume-Uni, les pays de la zone euro ainsi que pour le total de cette zone, l'indice des prix à la consommation harmonisé a été utilisé (IPCH).

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/802014804237*

© OCDE 2006

Annexe : Tableau 57. **Contributions aux variations du PIB en volume dans les pays de l'OCDE**

En pourcentage du PIB de la période précédente, taux annuels désaisonnalisés

	2004	2005	2006	2007
Australie				
Demande intérieure finale	5.9	4.2	4.5	4.2
Formation des stocks	-0.5	0.1	-0.2	0.0
Exportations nettes	-2.2	-1.4	-1.1	-0.6
PIB	3.2	2.6	2.9	3.7
Autriche[1]				
Demande intérieure finale	1.1	1.4	1.8	2.0
Formation des stocks	-0.1	-0.1	0.0	0.0
Exportations nettes	1.3	0.8	0.8	0.3
PIB	2.6	2.0	2.5	2.2
Belgique				
Demande intérieure finale	2.0	2.8	1.7	2.4
Formation des stocks	0.7	-0.3	0.2	0.0
Exportations nettes	-0.3	-0.9	0.6	0.0
PIB	2.4	1.5	2.5	2.4
Canada[1]				
Demande intérieure finale	3.8	4.2	3.9	3.4
Formation des stocks	0.0	0.2	0.1	0.0
Exportations nettes	-0.9	-1.5	-0.7	0.0
PIB	2.9	2.9	3.1	3.3
République tchèque[1]				
Demande intérieure finale	2.7	2.7	3.1	3.7
Formation des stocks	0.7	-1.0	0.3	0.0
Exportations nettes	1.4	4.5	2.5	1.2
PIB	4.7	6.0	5.7	4.7
Danemark[1]				
Demande intérieure finale	2.9	4.0	3.3	2.8
Formation des stocks	0.2	-0.1	0.1	0.0
Exportations nettes	-1.3	-0.8	-0.5	-0.4
PIB	1.9	3.1	3.0	2.4
Finlande				
Demande intérieure finale	2.7	2.6	2.6	2.2
Formation des stocks	0.3	0.5	-0.6	-0.1
Exportations nettes	0.3	-0.4	1.0	0.8
PIB	3.5	2.2	3.4	2.8
France				
Demande intérieure finale	2.3	2.2	2.4	2.4
Formation des stocks	0.8	0.2	0.2	0.0
Exportations nettes	-1.1	-1.0	-0.5	-0.1
PIB	2.1	1.4	2.1	2.2

	2004	2005	2006	2007
Allemagne[1]				
Demande intérieure finale	-0.5	0.2	1.0	1.0
Formation des stocks	0.5	0.3	0.4	0.0
Exportations nettes	1.0	0.7	0.4	0.6
PIB	1.1	1.1	1.8	1.6
Grèce				
Demande intérieure finale	5.1	2.6	3.7	3.8
Formation des stocks	0.0	0.0	0.0	0.0
Exportations nettes	-0.5	1.1	-0.1	-0.1
PIB	4.7	3.7	3.7	3.6
Hongrie				
Demande intérieure finale	4.4	3.0	4.6	4.1
Formation des stocks	-1.4	-2.8	-0.3	-0.1
Exportations nettes	1.7	4.0	0.3	0.3
PIB	4.5	4.3	4.6	4.4
Islande[1]				
Demande intérieure finale	10.5	15.5	6.9	-3.1
Formation des stocks	0.1	0.0	-0.1	0.0
Exportations nettes	-2.5	-10.2	-3.1	4.5
PIB	8.2	5.6	4.1	1.4
Irlande[1]				
Demande intérieure finale	4.0	6.2	4.6	4.7
Formation des stocks	-0.3	-0.5	0.0	0.1
Exportations nettes	0.8	-1.6	0.3	0.2
PIB	4.5	4.6	5.0	5.0
Italie[1]				
Demande intérieure finale	0.8	0.2	1.2	1.4
Formation des stocks	-0.1	0.2	0.3	0.0
Exportations nettes	0.2	-0.3	-0.1	-0.1
PIB	0.9	0.1	1.4	1.3
Japon[1]				
Demande intérieure finale	1.7	2.3	1.6	1.4
Formation des stocks	-0.2	0.2	0.0	0.0
Exportations nettes	0.8	0.2	1.1	0.9
PIB	2.3	2.7	2.8	2.2
Corée				
Demande intérieure finale	0.9	2.8	3.6	3.7
Formation des stocks	0.5	-0.3	0.4	0.0
Exportations nettes	3.3	1.4	1.2	1.6
PIB	4.7	4.0	5.2	5.3

Note: La mise en place des nouveaux systèmes de comptes nationaux SCN93 et SEC95 a progressé à un rythme inégal selon les pays membres de l'OCDE, et ce pour les variables et la période couverte. En conséquence, plusieurs séries nationales contiennent des ruptures. De plus, certains pays utilisent des indices de prix en chaîne afin de calculer le PIB réel et les composantes des dépenses. Voir le tableau «Systèmes de comptabilité nationale et années de base» au début de l'annexe statistique ainsi que *Perspectives économiques de l'OCDE :* Sources et méthodes, *(http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods).* Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des éléments en raison des arrondis et/ou de l'erreur statistique.

1. Calculs basés sur des indices chaîne pour formation des stocks et exportations nettes.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/025827376677*

Annexe : Tableau 57. ***(suite)*** **Contributions aux variations du PIB en volume dans les pays de l'OCDE**

En pourcentage du PIB de l'année précédente

	2004	2005	2006	2007
Luxembourg[1]				
Demande intérieure finale	1.9	1.8	2.6	2.0
Formation des stocks	-0.2	1.0	0.0	0.0
Exportations nettes	2.6	1.2	1.9	2.5
PIB	4.2	4.0	4.5	4.5
Mexique				
Demande intérieure finale	4.3	5.4	5.0	4.3
Formation des stocks	0.1	-1.6	-0.2	0.0
Exportations nettes	-0.3	-0.9	-0.8	-0.6
PIB	4.2	3.0	4.1	3.7
Pays-Bas[1]				
Demande intérieure finale	0.6	0.7	1.4	1.5
Formation des stocks	0.2	-0.5	0.0	0.0
Exportations nettes	0.9	0.9	1.0	1.3
PIB	1.7	1.1	2.4	2.8
Nouvelle-Zélande[1]				
Demande intérieure finale	7.9	4.8	0.7	0.7
Formation des stocks	0.4	-0.3	-1.8	0.0
Exportations nettes	-3.2	-2.0	2.0	1.2
PIB	4.3	1.9	1.3	1.9
Norvège[1]				
Demande intérieure finale	4.1	4.1	4.9	2.5
Formation des stocks	1.2	0.0	-1.0	0.0
Exportations nettes	-2.2	-1.7	-1.1	0.1
PIB	3.1	2.3	2.5	2.2
Pologne[1]				
Demande intérieure finale	4.4	3.3	4.3	4.7
Formation des stocks	1.6	-1.1	0.1	0.0
Exportations nettes	-0.8	1.1	0.1	0.0
PIB	5.3	3.3	4.4	4.6
Portugal				
Demande intérieure finale	2.2	1.0	0.7	1.8
Formation des stocks	0.2	-0.2	-0.1	0.0
Exportations nettes	-1.3	-0.5	0.1	-0.3
PIB	1.1	0.3	0.7	1.5
République slovaque				
Demande intérieure finale	2.7	6.4	5.6	5.1
Formation des stocks	3.6	-0.2	1.6	0.0
Exportations nettes	-0.8	-0.2	-0.9	1.3
PIB	5.5	6.0	6.3	6.3

	2004	2005	2006	2007
Espagne[1]				
Demande intérieure finale	5.0	5.4	4.9	4.3
Formation des stocks	0.0	0.0	0.0	0.0
Exportations nettes	-1.8	-1.9	-1.4	-1.1
PIB	3.1	3.4	3.3	3.0
Suède[1]				
Demande intérieure finale	1.7	2.8	2.9	2.2
Formation des stocks	-0.3	-0.2	-0.3	0.0
Exportations nettes	2.1	0.5	0.8	1.0
PIB	3.2	2.7	3.9	3.3
Suisse				
Demande intérieure finale	1.7	1.8	2.0	1.7
Formation des stocks	-0.8	0.1	0.0	0.0
Exportations nettes	1.0	-0.1	0.2	0.1
PIB	2.1	1.9	2.4	1.8
Turquie				
Demande intérieure finale	12.8	11.6	8.7	7.4
Formation des stocks	1.1	-2.5	0.0	0.0
Exportations nettes	-4.9	-1.7	-2.4	-1.0
PIB	8.9	7.4	6.1	6.4
Royaume-Uni				
Demande intérieure finale	3.8	2.3	2.5	2.9
Formation des stocks	0.1	-0.3	0.0	0.0
Exportations nettes	-0.8	-0.1	-0.1	0.0
PIB	3.1	1.8	2.4	2.9
États-Unis[1]				
Demande intérieure finale	4.6	4.1	3.9	3.2
Formation des stocks	0.3	-0.3	0.1	0.1
Exportations nettes	-0.7	-0.3	-0.4	-0.2
PIB	4.2	3.5	3.6	3.1
Zone euro				
Demande intérieure finale	1.5	1.6	2.0	2.0
Formation des stocks	0.4	0.1	0.2	0.0
Exportations nettes	0.0	-0.3	0.0	0.1
PIB	1.8	1.4	2.2	2.1
OCDE				
Demande intérieure finale	3.3	3.2	3.1	2.8
Formation des stocks	0.3	-0.2	0.1	0.0
Exportations nettes	-0.3	-0.2	-0.1	0.1
PIB	3.3	2.8	3.1	2.9

Note: La mise en place des nouveaux systèmes de comptes nationaux SCN93 et SEC95 a progressé à un rythme inégal selon les pays membres de l'OCDE, et ce pour les variables et la période couverte. En conséquence, plusieurs séries nationales contiennent des ruptures. De plus, certains pays utilisent des indices de prix en chaîne afin de calculer le PIB réel et les composantes des dépenses. Voir le tableau «Systèmes de comptabilité nationale et années de base» au début de l'annexe statistique ainsi que *Perspectives économiques de l'OCDE :* Sources et méthodes, *(http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods).* Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des éléments en raison des arrondis et/ou de l'erreur statistique.

1. Calculs basés sur des indices chaîne pour formation des stocks et exportations nettes.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/025827376677*

© OCDE 2006

Annexe : Tableau 58. **Patrimoine et endettement des ménages**[1]

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Canada												
Patrimoine net	477.3	481.3	497.7	509.2	514.5	514.2	509.0	508.9	520.4	518.6	518.3	520.4
Patrimoine financier net	212.8	223.8	236.8	245.2	249.5	246.0	246.7	241.1	238.9	227.8	218.0	212.8
Actifs non financiers	264.5	257.6	260.9	264.0	265.0	268.1	262.2	267.8	281.5	290.8	300.3	307.6
Actifs financiers	315.9	327.2	343.6	354.8	361.5	360.1	359.4	355.6	356.4	348.4	342.0	340.4
dont: Actions	61.3	63.2	71.2	80.6	88.3	89.4	90.3	91.4	90.2	88.1	85.8	86.8
Engagements	103.1	103.4	106.8	109.6	112.0	114.0	112.6	114.6	117.5	120.7	124.0	127.6
dont: Prêts hypothécaires	68.5	68.8	70.8	71.6	71.8	71.8	69.6	69.6	71.0	72.9	74.6	76.8
France												
Patrimoine net	471.8	462.5	481.8	491.3	498.2	549.6	550.3	555.0	575.3	633.3	696.9	771.1
Patrimoine financier net	158.7	154.4	169.8	182.4	187.1	213.7	207.4	190.0	184.7	192.8	194.9	208.2
Actifs non financiers	313.1	308.1	312.0	309.0	311.1	335.9	342.9	365.1	390.6	440.5	502.0	562.9
Actifs financiers	239.4	220.2	236.6	250.3	260.0	289.6	284.7	268.5	260.8	273.6	278.8	299.3
dont: Actions	90.5	53.4	59.2	61.4	68.1	87.6	84.5	70.6	63.9	71.1	73.0	83.7
Engagements	80.7	65.7	66.8	68.0	73.0	75.9	77.3	78.5	76.1	80.8	83.9	91.1
dont: Crédits à long terme	51.2	49.7	50.5	51.2	51.5	53.9	53.5	53.8	54.9	58.1	..	..
Allemagne												
Patrimoine net	530.4	541.0	551.7	563.9	575.6	584.3	576.4	563.7	565.6	572.4	572.2	..
Patrimoine financier net	124.8	129.7	135.8	146.6	154.4	164.1	160.3	159.2	154.3	166.6	172.6	..
Actifs non financiers	405.6	411.3	415.9	417.3	421.2	420.2	416.1	404.5	411.3	405.8	399.6	..
Actifs financiers	217.8	226.5	237.1	251.3	263.4	277.8	274.4	270.6	265.7	276.9	280.8	..
dont: Actions	39.0	41.2	45.4	54.7	61.8	74.3	74.4	69.5	56.3	60.5	59.9	..
Engagements	93.0	96.8	101.3	104.7	109.0	113.7	114.1	111.3	111.4	110.2	108.2	..
dont: Prêts hypothécaires	55.6	58.7	62.3	65.1	67.1	71.0	71.6	71.2	72.0	71.9	71.1	..
Italie												
Patrimoine net	724.5	716.6	715.6	763.0	789.3	822.2	834.3	836.2	874.2	910.5	960.6	..
Patrimoine financier net	229.2	218.7	225.4	250.9	278.1	313.3	316.4	297.1	286.0	285.7	297.5	..
Actifs non financiers	495.3	497.9	490.2	512.0	511.2	508.9	517.9	539.1	588.2	624.8	663.1	..
Actifs financiers	261.8	250.9	258.3	286.3	317.2	357.1	362.5	343.6	334.6	337.0	352.2	..
dont: Actions	33.7	38.3	36.7	49.7	64.0	97.3	100.9	85.6	78.3	76.0	85.6	..
Engagements	32.6	32.1	32.9	35.4	39.1	43.7	46.1	46.5	48.6	51.3	54.7	..
dont: Crédits à long et moyen terme	15.5	19.1	19.2	20.5	22.6	26.0	27.5	28.2	30.4	32.9	36.8	..
Japon												
Patrimoine net	746.6	735.8	746.6	736.6	725.6	749.3	750.3	745.8	725.0	730.6	724.9	..
Patrimoine financier net	272.3	281.2	290.9	292.5	295.2	326.1	335.9	341.4	341.0	360.4	367.3	..
Actifs non financiers	474.3	454.6	455.7	444.1	430.4	423.2	414.5	404.4	384.0	370.2	357.6	..
Actifs financiers	396.9	411.4	424.0	420.9	427.8	459.5	471.1	477.8	475.1	493.9	499.2	..
dont: Actions	46.8	45.9	40.3	28.9	27.0	45.6	41.7	32.0	29.8	42.2	47.8	..
Engagements	124.6	130.2	133.2	128.4	132.6	133.4	135.2	136.4	134.1	133.5	131.8	..
dont: Prêts hypothécaires [2]	46.8	49.6	53.8	55.5	56.0	58.9	61.4	63.4	66.0	63.1	63.9	..
Royaume-Uni												
Patrimoine net	543.9	555.9	568.1	618.5	660.8	743.8	737.0	677.4	680.1	713.0	755.0	..
Patrimoine financier net	257.1	285.6	289.1	335.8	348.3	402.0	368.9	306.8	247.5	252.9	257.7	..
Actifs non financiers	286.8	270.2	279.1	282.7	312.5	341.8	368.2	370.5	432.6	460.0	497.3	..
Actifs financiers	364.7	392.3	393.1	440.3	455.9	512.7	482.5	424.6	377.5	393.6	412.8	..
dont: Actions	70.2	76.2	75.8	91.9	91.7	120.3	110.2	78.1	55.4	60.2	65.1	..
Engagements	107.5	106.6	104.0	104.5	107.5	110.7	113.7	117.7	130.0	140.7	155.1	..
dont: Prêts hypothécaires	79.5	78.1	77.2	76.6	78.5	80.8	82.8	85.7	94.3	103.8	113.6	..
États-Unis												
Patrimoine net	481.0	511.7	531.2	566.4	583.3	629.1	578.2	543.6	499.0	540.2	556.9	576.5
Patrimoine financier net	274.4	303.8	325.0	359.5	373.7	412.7	358.6	316.2	263.7	294.9	296.5	293.7
Actifs non financiers	206.6	208.0	206.2	206.9	209.6	216.4	219.5	227.4	235.3	245.3	260.3	282.8
Actifs financiers	366.1	397.2	420.0	455.6	470.8	513.9	460.8	421.8	373.6	412.4	420.4	425.6
dont: Actions	85.1	105.2	119.8	146.7	157.8	191.5	154.7	127.6	95.7	115.1	116.9	113.9
Engagements	91.6	93.5	95.1	96.2	97.0	101.2	102.2	105.6	109.9	117.6	123.9	131.8
dont: Prêts hypothécaires	63.5	63.2	63.8	64.2	64.8	67.5	68.0	71.6	76.6	83.7	89.7	98.2

1. Les données utilisées pour les actifs et les engagements sont les valeurs nominales observées en fin d'année, exprimées en pourcentage du revenu disponible nominal des ménages. Les lignes verticales entre les colonnes indiquent une rupture dans les séries due au changement de définition ou de système de comptabilité. Les données après les dernières ruptures sont essentiellement basées sur le Système de Comptabilité Nationale des Nations Unies de 1993 (SCN 93) et plus spécifiquement dans le cas de l'Europe sur le Système Européen des Comptes Nationaux de 1995 (SEC 95).

   Le secteur des ménages comprend les institutions sans but lucratif au service des ménages. Le patrimoine net correspond aux actifs financiers et non financiers moins les engagements; le patrimoine financier net représente les actifs financiers moins les engagements. Les actifs non financiers incluent principalement les logements et les terrains. Pour le Canada, l'Allemagne, l'Italie et les États-Unis, les données incluent également les biens durables. Pour le Canada, la France, le Japon, le Royaume-Uni et les États-Unis, les données incluent aussi les bâtiments non-résidentiels et les actifs fixes des entreprises individuelles et des institutions sans buts lucratif au service des ménages, mais la couverture et les méthodes de varorisation peuvent différer. Les actifs financiers comprennent les devises et les dépôts, les titres autre que les actions, les emprunts, les actions et autres participations, les réserves techniques d'assurance; et d'autres comptes à verser/recevoir.

   Ne sont pas inclus les actifs qui dépendent de systèmes de pension de sécurité sociale. Les actions comprennent les actions et autres participations, cotées ou non, et les placements collectifs. Voir les *Perspectives économiques de l'OCDE* : Sources et méthodes *(http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods)*

2. Années fiscales.

Sources: Canada: Statistics Canada; France: INSEE; Allemagne: Deutsche Bundesbank; Italie: Banca d'Italia; Japon: Economic Planning Agency; Royaume-Uni: Office for National Statistics; États-Unis: Federal Reserve.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/503020107188*

Annexe : Tableau 59. **Solde financier des administrations centrales**

Excédent (+) ou déficit (-) en pourcentage du PIB nominal

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Canada	-3.6	-1.9	0.7	0.8	0.9	1.9	1.1	0.8	0.1	0.6	0.4	1.0	0.5
France	-4.6	-3.6	-2.8	-2.8	-2.3	-2.1	-2.0	-3.0	-3.6	-2.6	-2.6	-2.2	-2.1
Allemagne[1]	-1.4	-1.9	-1.6	-1.8	-1.5	1.4	-1.4	-1.7	-1.8	-2.3	-2.2	-1.9	-1.4
Italie	-7.7	-6.9	-2.7	-2.5	-1.5	-1.2	-3.3	-3.2	-2.9	-2.8	-3.5	-3.5	-3.8
Japon[2]	-4.4	-4.1	-3.5	-5.3	-7.4	-6.4	-6.0	-6.9	-6.8	-5.4	-5.0	-4.4	-3.7
Royaume-Uni	-5.6	-4.4	-2.2	0.1	1.2	3.9	0.9	-1.7	-3.5	-3.2	-3.3	-3.5	-3.3
États-Unis	-2.7	-1.9	-0.6	0.5	1.1	1.9	0.4	-2.6	-3.9	-3.9	-3.0	-2.9	-2.9
sécurité sociale non comprise	-3.5	-2.8	-1.6	-0.7	-0.4	0.4	-1.2	-4.2	-5.3	-5.2	-4.4	-4.2	-4.3
Total des pays ci-dessus	-3.6	-2.9	-1.5	-1.1	-1.0	0.2	-1.2	-3.0	-3.8	-3.5	-3.1	-2.9	-2.8

Note : Le solde financier des administrations centrales comprend les recettes ponctuelles provenant de la vente de licences de téléphonie mobile.

1. Le déficit de 1995 augmenterait de 6.5 points de pourcentage s'il incluait la dette contractée cette année-là au profit du Fonds de la dette héritée.
2. Les données ne sont disponibles que pour les années fiscales commençant le 1er avril de l'année présentée. Le déficit de 1998 augmenterait de 5.3 points de pourcentage du PIB s'il incluait la dette des Chemins de fer et de l' Office national des forêts, reprise par le gouvernement central.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/170558530316*

Annexe : Tableau 60. **Dette brute des administrations publiques suivant la définition de Maastricht**

En pourcentage du PIB nominal

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Autriche	67.9	67.7	63.8	64.2	66.5	65.7	66.1	65.9	64.5	63.6	62.9	63.1	63.2
Belgique	130.2	127.8	122.5	117.2	113.5	107.5	106.0	103.2	98.5	94.9	93.3	89.5	85.6
République tchèque	..	..	12.2	12.9	13.4	18.2	26.3	29.1	30.3	30.9	30.8	31.6	32.2
Danemark	72.5	69.2	65.2	60.8	57.4	51.7	47.4	46.8	44.4	42.6	35.9	32.4	28.4
Finlande	56.4	56.6	53.6	48.2	46.7	44.3	43.3	42.2	45.0	45.0	41.1	41.4	42.5
France	54.0	56.3	58.5	58.6	58.0	55.9	56.1	58.2	62.7	65.0	67.3	66.8	65.9
Allemagne	55.5	58.4	59.5	59.9	60.3	59.3	58.7	60.2	63.7	65.7	67.8	69.5	69.3
Grèce	108.7	111.3	108.2	105.8	105.2	114.0	114.4	111.6	108.8	109.3	108.7	106.2	103.3
Hongrie	..	..	63.8	61.4	60.8	55.0	51.7	55.0	56.7	57.1	58.2	59.0	59.7
Irlande	81.5	72.8	64.0	53.0	48.1	37.9	35.3	32.1	31.1	29.5	27.6	27.5	27.5
Italie	121.0	120.6	117.9	114.8	113.7	108.8	108.2	105.5	104.2	103.9	106.3	107.4	108.4
Luxembourg	5.8	6.3	6.4	6.2	5.6	5.3	6.5	6.5	6.3	6.6	6.0	9.0	10.2
Pays-Bas	74.0	72.1	67.0	64.0	60.5	53.6	50.7	50.5	51.9	52.6	52.9	52.8	52.3
Pologne	..	..	43.0	38.3	39.4	35.8	35.9	39.8	43.9	41.9	42.0	45.5	45.6
Portugal	61.0	59.9	56.1	52.2	51.4	50.4	52.9	55.5	57.0	58.7	63.9	66.3	68.3
République slovaque	..	30.6	33.1	34.0	47.2	49.9	49.4	43.8	43.1	42.6	35.2	29.7	24.7
Espagne	62.5	66.7	65.3	63.2	61.6	59.2	55.6	52.5	48.9	46.4	43.2	40.5	38.3
Suède	73.0	73.0	70.0	67.6	62.2	52.3	53.8	52.0	51.8	50.5	50.3	45.4	40.3
Royaume-Uni	51.8	52.2	50.8	47.6	44.9	41.9	38.7	38.2	39.7	41.5	43.5	46.6	49.1
Zone euro	72.7	75.0	73.4	72.5	71.7	69.0	68.2	68.1	69.4	70.0	70.9	70.8	70.2

Note: Pour la période antérieure à 2006, les chiffres de la dette brute sont fournis par Eurostat, l'Office statistique des Communautés européennes, à moins que des données plus récentes ne soient disponibles. Les chiffres du PIB ont été fournis par les autorités nationales. Ceci explique que ces ratios puissent être relativement différents de ceux publiés par Eurostat. Pour les années 2006-2007, les ratios de la dette suivent les prévisions de l'OCDE pour les engagements financiers bruts des administrations publiques et du PIB. Voir les *Perspectives économiques de l'OCDE*: Sources et méthodes *(http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods).*

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

StatLink : *http://dx.doi.org/10.1787/802337584614*

© OCDE 2006

Annexe : Tableau 61. **Agrégats monétaires et crédit : évolution récente**

Pourcentage de variation à taux annuels, désaisonnalisés

		Variation annuelle (du 4e trimestre au 4e trimestre)					Douze derniers mois	
		2001	2002	2003	2004	2005		
Canada	M2	5.8	6.1	5.3	6.4	5.1	5.5	(Avr. 2006)
	CB[1]	5.0	5.0	4.5	7.7	8.4	8.0	(Mar. 2006)
Japon	M2+CD	3.1	2.9	1.5	2.0	2.0	1.7	(Avr. 2006)
	CB[1]	-1.4	-3.1	-0.5	1.4	1.0	0.9	(Avr. 2006)
Royaume-Uni	M0	7.4	7.1	7.6	5.5	5.2	6.7	(Mar. 2006)
	M4	7.7	6.0	6.5	9.4	11.8	12.2	(Mar. 2006)
	CB[1]	8.4	9.3	8.7	11.3	9.5	10.6	(Mar. 2006)
États-Unis	M2	10.3	6.7	5.5	5.2	3.9	4.9	(Avr. 2006)
	CB[1]	2.4	5.0	5.9	10.4	11.5	10.9	(Avr. 2006)
Zone euro	M2	8.5	6.6	6.8	6.4	8.7	9.3	(Avr. 2006)
	M3	10.6	6.7	7.0	5.9	8.2	8.5	(Avr. 2006)
	CB[1]	7.2	3.8	5.6	5.8	9.1	10.2	(Mar. 2006)

1. Crédit des banques commerciales.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

DÉPARTEMENT DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

Des informations sur les publications et les études récentes du Département des affaires économiques sont disponibles sur le site Web de l'OCDE à partir de ***www.oecd.org/eco-fr***. Ce site propose la série complète des *Documents de travail du Département des affaires économiques* (***www.oecd.org/eco/DocumentsDeTravail***), disponibles gratuitement, ainsi que les résumés des éditions récentes de la série des *Études économiques de l'OCDE* (***www.oecd.org/eco/EtudesEconomiques***) et des *Perspectives économiques de l'OCDE* (***www.oecd.org/PerspectivesEconomiques***).

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

Le Flashfile des *Perspectives économiques de l'OCDE*, contenant un résumé des prévisions des *Perspectives économiques*, est disponible sur le Web dès le jour de la parution de la version préliminaire, un mois à six semaines avant la publication finale (***www.oecd.org/eco/statistiques***). Les données pour les variables macroéconomiques clés sont présentées pour tous les pays et régions de l'OCDE sous forme de fichier Excel™, qui peut être exploité directement avec la plupart des logiciels statistiques et analytiques. Le Flashfile des *Perspectives économiques* est disponible gratuitement, en anglais.

Les abonnés aux *Perspectives économiques de l'OCDE*, en plus des deux versions imprimées, ont accès à une version préliminaire en ligne (format PDF), publiée sur Internet six à huit semaines avant la sortie de la version imprimée :

http://new.SourceOCDE.org/periodique/perspectiveseconomiquesocde

Les données historiques et les prévisions des *Perspectives économiques* sont également disponibles sous la forme d'une **base de données statistiques** disponible en ligne ou sur CD-ROM. Cette base de données contient quelque 4 000 séries macroéconomiques temporelles pour les pays de l'OCDE et les régions hors OCDE. Ces séries commencent en 1960 et finissent à l'horizon des prévisions publiées.

Les abonnements à cette base de données peuvent être combinés avec des abonnements aux *Perspectives économiques* format imprimé et PDF, et peuvent être souscrits à tout moment de l'année.

Pour plus d'informations, visitez notre librairie en ligne ***www.oecd.org/bookshop*** ou contactez votre fournisseur des publications de l'OCDE le plus proche : ***www.oecd.org/editions/distributeurs***.

LES ÉDITIONS DE L'OCDE, 2, rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16
IMPRIMÉ EN FRANCE
(12 2006 02 2 P) ISBN 92-64-01839-5 – nº 55146 2006
ISSN 0304-3274

Perspectives économiques de l'OCDE

Deux fois l'an, les *Perspectives économiques de l'OCDE* analysent les grandes tendances qui marqueront les deux prochaines années et examinent les politiques économiques requises pour favoriser une croissance forte et durable dans les pays membres. Les évolutions dans certaines grandes économies non membres de l'OCDE sont également étudiées. Cette édition couvre les perspectives jusque fin 2007. Complétées par un large éventail de statistiques internationales, les *Perspectives* constituent un incomparable outil d'information sur l'économie mondiale.

Au-delà des thèmes traités régulièrement, on trouvera dans cette édition un chapitre analytique sur *Les pressions budgétaires à prévoir pour les dépenses relatives aux soins de santé et aux soins de longue durée*. Ce chapitre aborde les questions suivantes :

- Le vieillissement va-t-il accélérer les dépenses des soins de santé et des soins de longue durée dans les 50 prochaines années ?
- Quels sont les autres facteurs qui peuvent influencer les dépenses et comment vont-ils évoluer ?
- Quel rôle peuvent jouer les politiques économiques pour contenir les pressions futures sur les dépenses ?

Les livres, périodiques et données statistiques de l'OCDE sont maintenant disponibles sur *www.SourceOCDE.org*, notre bibliothèque en ligne.

Cet ouvrage est disponible sur SourceOCDE dans le cadre de l'abonnement au thème suivant :

Économie générale et études prospectives

Demandez à votre bibliothécaire des détails concernant l'accès aux publications en ligne ou écrivez-nous à SourceOECD@oecd.org

© Photo : Tobias Bernhard/zefa/Corbis

www.oecd.org

OCDE

ÉDITIONSOCDE

Volume 2006/1
N° 79, juin

ISSN 0304-3274
ABONNEMENT 2006
(2 NUMÉROS)

ISBN 92-64-01839-5
12 2006 02 2 P

9 789264 018396